



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 18 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Responsabilité civile en cas d'accident nucléaire	p. 603	Sommaire des séances publiques n°s 39 à 41	p. 645	39 ^e séance	Mardi 26 mai 2020
Traçage informatique dans le contexte du coronavirus	p. 624	Sommaire des questions parlementaires	p. Q402	40 ^e séance	Mardi 9 juin 2020
Plan de relance et sa dimension écologique	p. 634			41 ^e séance	Jeudi 11 juin 2020

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



Présentation du bilan de la session 2019-2020 à la presse

La Chambre plus que jamais sollicitée



(de gauche à droite) M. Gilles Baum, Président du groupe DP, M. Georges Engel, Président du groupe LSAP, M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, Mme Martine Hansen, Présidente du groupe CSV, et Mme Josée Lorsché, Présidente du groupe «*déi gréng*»

Retour sur une session parlementaire hors du commun lors d'une conférence de presse (les chiffres ci-après ne tiennent pas compte de la clôture de la session)

La session parlementaire 2019-2020 était hors du commun : « La crise sanitaire a renforcé la Chambre. [...] Nous étions sollicités comme jamais auparavant », a constaté le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, le 12 octobre 2020. Le jour précédant la rentrée parlementaire, les membres de la Conférence des Présidents ont présenté le bilan de la session écoulée aux représentants de la presse. La Chambre des Députés est restée opérationnelle en période de crise sanitaire. Les séances plénières ont été transférées au Cercle municipal à Luxembourg-ville à partir du 17 avril 2020 afin que les mesures hygiéniques puissent être respectées. « Pendant l'état de crise, les séances publiques ont dû être réorganisées sur le plan logistique dans un temps record. Des visioconférences ont été mises en place et le déménagement a dû être organisé. Pour pouvoir respecter les distances nécessaires nous étions

obligés de quitter nos localités », a expliqué le Président de la Chambre. La salle plénière est néanmoins utilisée pour les réunions des commissions parlementaires. Sur les six derniers mois, environ deux tiers des réunions de commission se sont tenues par visioconférence pour éviter une propagation du coronavirus.

Chiffres clés de la session parlementaire

60 séances plénières ont eu lieu avec une durée totale de 235 heures et 46 minutes. Depuis le 13 mars 2020, il y a eu 34 séances plénières. Sur les 60 séances, 8 se sont tenues le matin, 52 l'après-midi. 3 séances ont eu lieu un samedi pour pouvoir légiférer d'urgence sur les mesures anti-Covid. S'y ajoutent 43 réunions du Bureau, 55 réunions de la Conférence des Présidents et 687 réunions de commissions et de groupes de travail.

Projets de loi et propositions de loi

Pendant la session ordinaire 2019-2020, 157 projets de loi ont été déposés ; 147 projets de

loi furent évacués dont 60 pendant l'état de crise, une période de trois mois au cours de laquelle le Gouvernement avait des pouvoirs spéciaux pour prendre des mesures plus rapidement et sans recours à la Chambre. En ce qui concerne les propositions de loi, 18 textes ont été déposés alors qu'une proposition de loi a été évacuée.

En outre, 2 propositions de révision de la Constitution ont été déposées entre octobre 2019 et octobre 2020 ; 3 propositions de modification du Règlement de la Chambre des Députés ont été introduites.

Questions parlementaires

Pour remplir leur fonction de contrôle du Gouvernement, les députés peuvent recourir aux questions élargies, parlementaires et urgentes.

Ainsi, 1.676 questions parlementaires ont été posées au Gouvernement qui a répondu à 1.650 d'entre elles. 33 questions élargies ont été posées de même que 190 questions ur-

gentes, pour lesquelles l'urgence a été reconnue dans 113 cas.

Pendant l'état de crise, 425 questions parlementaires ont été posées, dont 80 urgentes. M. le Président Fernand Etgen a fait remarquer que « ce nombre élevé de questions parlementaires et urgentes pendant l'état de crise montre que le contrôle du Gouvernement par la Chambre des Députés a bien fonctionné ».

Visites à la Chambre des Députés

En temps normal, le Parlement luxembourgeois est ouvert au grand public. Pendant la session parlementaire 2019-2020, 46 visites guidées ont eu lieu auxquelles ont participé quelque 1.300 personnes. Au cours des trois derniers mois de l'année 2019, 19 visites ont été organisées avec 612 visiteurs ; 27 visites avec 690 visiteurs ont eu lieu en 2020 avant le début de la crise sanitaire. 25 visites déjà planifiées ont dû être annulées à partir de la mi-mars.

Diplomatie parlementaire

En ce qui concerne les relations diplomatiques au cours de la session parlementaire 2019-2020, 32 visites officielles, d'État, de courtoisie ou de travail ont eu lieu à la Chambre des Députés, lors desquelles M. le Président Fernand Etgen a reçu des dignitaires. Crise oblige, dix visites ont été organisées dans le respect des mesures sanitaires. Le Président a effectué une seule visite officielle à l'étranger : en novembre 2019 il fut reçu avec une délégation au Parlement du Monténégro.

Prochainement à la Chambre

À l'aube de la nouvelle session parlementaire qui a débuté le mardi 13 octobre 2020 à 14.30 heures, le Président a souligné que des travaux futurs se concrétisent déjà : « La Chambre des Députés est en train de préparer un bon nombre de débats et d'interpellations qui se concentrent entre autres sur le secteur de la santé, les conséquences de la pandémie du Covid-19 sur le système sanitaire et les différentes professions de santé.

Actuellement, des débats sur la modernisation et les défis dans le cadre de la fiscalité, le financement de projets d'infrastructure ainsi que le plan de développement culturel KEP 1.0 sont en préparation. Les députés interpellent le Gouvernement sur le thème du suicide en novembre et sur la politique d'intégration en décembre. »

Les bilans parlementaires en comparaison

	2017-2018	2018-2019 *	2019-2020
Séances publiques	59	34	60
Commissions parlementaires	662	492	692
Projets de loi déposés	174	77	159
Propositions de loi déposées	4	10	18
Questions élargies	7	18	33
Questions parlementaires	740	1.297	1.687
Réponses aux questions parlementaires	744	1.217	1.681
Questions urgentes	43	79	190
Heures de questions au Gouvernement	7 heures et 63 questions	6 heures et 60 questions	7 heures et 75 questions

* Session durant laquelle des élections législatives ont eu lieu

„Ons Meedercher“: Lëtzebuerg erënnert sech



S.A.R. de Grand-Duc an d'Madamm Marie Bonichaux devoiléieren eng Kommemoratiounsplack.

Um nationale Kommemoratiouns-
dag erënnert sech Lëtzebuerg un de
Kampf vum Lëtzebuurger Vollek am
Zweete Weltkrich. Dëst Joer gouf
ganz besonnesch un „ons Meeder-
cher“, déi jonk Frae geduecht, déi als
Zwangsarbechterinnen an de
„Reichsarbeitsdienst - RAD“ forcéiert
goufen.

Op der Gare huet den Här Cham-
berspresident Fernand Etgen ze-
summe mat S.A.R. dem Grand-Duc,
mam Här Premierminister Xavier
Bettel a mat der Madamm Marie
Bonichaux - eng vun de Fraen, déi
während dem Zweete Weltkrich
zwangsrekrutéiert goufen - eng Plack
ageweit, fir un déi vill tragesch
Schicksaler ze erënnere.

Beim Shoah-Monument huet de
Chamberspresident, den Här Fer-
nand Etgen, eng Gerbe als Unden-
ken un d'Shoah-Affer nidderge-
luecht.

Duerno hunn de Premierminister,
de Chamberspresident, den Här Mi-
nister François Bausch an den éischte
Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg,
den Här Serge Wilmes, eng Gerbe
virun der Gëlle Fra deposéiert.



De Chamberspresident Fernand Etgen huet Blumme virum Shoah-Monument deposéiert.

APOTAN: Crise politique au Bélarus à l'ordre du jour



Parmi les objectifs de l'Assemblée
parlementaire de l'OTAN (APOTAN)
figurent la défense de la démocratie,
l'État de droit et les droits humains.
Voilà pourquoi l'APOTAN a mis à
l'ordre du jour une discussion sur la
situation au Bélarus où des manifes-
tants pacifiques sont violemment ré-
primés.

Lors de l'ouverture du webinaire
auquel ont participé les parlemen-
taires des États membres de l'Alliance
et du Parlement européen, le Pré-
sident de l'APOTAN, M. Attila

Mesterházy (Hongrie) a condamné la
violence à l'égard des manifestants
pacifiques et a exhorté Minsk à res-
pecter pleinement ses engagements
internationaux et les droits fonda-
mentaux, y compris la liberté d'ex-
pression et le droit au rassemble-
ment pacifique.

Il a ajouté que la communauté in-
ternationale devait trouver des
moyens de veiller à ce que la vio-
lence cesse pour que le peuple béla-
russe puisse choisir librement ses diri-
geants et son avenir politique.

Les parlementaires de l'OTAN se
sont alors entretenus avec deux ex-
perts, M. Franak Viačorka et M. Mark
Galeotti, qui ont présenté la situation
politique au Bélarus et les perspec-
tives d'un changement ainsi que le
rôle de la Russie et les différentes op-
tions pour la communauté interna-
tionale.

La Chambre des Députés était re-
présentée par Mme Lydia Mutsch
(LSAP), M. Gilles Baum (DP), M.
Jean-Marie Halsdorf (CSV) et M. Sven
Clement (Piraten).

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol

Protection des données et lutte contre le terrorisme

En raison des mesures liées à la
pandémie du Covid-19, la 7^e réunion
du Groupe de contrôle parlemen-
taire conjoint (GCPC) d'Europol s'est
tenue les 28 et 29 septembre 2020
par vidéoconférence.

L'ordre du jour a abordé un cer-
tain nombre de sujets qui découlent
des prérogatives de ce groupe pré-
vues au règlement Europol, y com-
pris une présentation de Mme
Catherine De Bolle, Directrice exé-
cutive d'Europol, du Contrôleur euro-
péen de la protection des données,
M. Wojciech Wiewiórowski, ainsi que
des interventions de M. Horst
Seehofer, Ministre allemand de l'In-
térieur, et de Mme Ylva Johansson,
Commissaire européenne chargée
des Affaires intérieures.

Lutte contre l'extrémisme et le terrorisme d'extrême droite

Un premier débat thématique por-
tait sur la lutte contre l'extrémisme
et le terrorisme d'extrême droite. M.
Boris Pistorius, le Ministre de l'In-
térieur du Land de Basse-Saxe et Co-
président de ce groupe, a constaté
que l'extrémisme de droite et le ter-
rorisme d'extrême droite consti-
tuaient les plus grands dangers du
moment et qu'ils n'étaient pas com-
parables à la menace d'extrême
gauche. Il a ajouté que les criminels
agissaient au niveau transfrontalier,
de sorte qu'Europol devait se saisir
de cette question. Il a déploré que
« nous assistons au recul d'un corpus
de valeurs auparavant considérées
comme immuables dans l'Union euro-
péenne ».

Dans la discussion avec des repré-
sentants des parlements nationaux et
des membres du Parlement euro-
péen, plusieurs parlementaires ont
expliqué qu'il serait utile d'avoir une
définition universelle de l'extrême
droite. Le problème des tendances
d'extrême droite au sein des forces
de l'ordre ainsi que la radicalisation
sur Internet ont également été men-
tionnés.



Dès lors, il serait utile de pouvoir
obliger les fournisseurs d'accès à In-
ternet et les opérateurs de plates-
formes d'effacer les contenus d'ex-
trême droite et de mettre fin à l'ano-
nymat dans le monde numérique.

M. Wil van Gemert, Directeur exé-
cutif adjoint d'Europol, a affirmé que
les méthodes traditionnelles ne suffi-
sient plus pour lutter contre les mi-
lieux terroristes et qu'il fallait intro-
duire de nouvelles méthodes dans
tous les États membres. Ainsi, quant
au cyberterrorisme, Europol pourrait
aussi réagir très rapidement, selon
M. van Gemert, si les moyens corres-
pondants étaient mis à disposition,
ce qui n'était pas le cas pour l'in-
stant. La question du sous-finance-
ment d'Europol a été mentionnée
par un grand nombre d'intervenants.

Politique de stockage de grandes quantités de données

Le Contrôleur européen de la pro-
tection des données, M. Wojciech
Wiewiórowski, a critiqué la politique
de stockage sur une longue durée de
grandes quantités de données par

Europol. Il a rappelé que cette pra-
tique allait à l'encontre des dis-
positions du règlement Europol.

La quantité de données transmises
par les États membres à cette agence
européenne de police criminelle est
plus élevée que ce que l'agence est
en mesure de traiter ; voilà pourquoi
Europol n'arrive pas à traiter les don-
nées dans un délai déterminé.

Collaboration en matière de sécurité après le Brexit

Les députés ont également souli-
gné l'importance de la poursuite des
discussions sur les questions de sécu-
rité entre l'UE et le Royaume-Uni. Il
faudrait mettre en place un cadre

pour l'échange des données, car au
terme de la période de transition, le
31 décembre 2020, le règlement Eu-
ropol ne serait plus applicable au
Royaume-Uni.

Pour M. Horst Seehofer, « il est im-
portant de veiller à ce que les mal-
faisants britanniques dans l'UE ou les
malfaisants allemands au Royaume-
Uni ne disparaissent pas subitement
des radars afin d'éviter qu'ils puissent
commettre de nouveaux délits ».

Mme Yvette Cooper, intervenant
comme invitée au nom de la Cham-
bre des communes du Royaume-Uni,
a assuré que l'ensemble des mem-
bres de la Commission de l'Intérieur
de la Chambre des communes
convenait « que le Royaume-Uni de-
vait collaborer étroitement avec l'UE
en matière de sécurité et de lutte
contre la criminalité ». « La coopéra-
tion avec Europol est à cet égard
particulièrement importante », a-t-
elle ajouté. Même en l'absence de
résultats sur le commerce, il faudrait
malgré tout introduire des accords
en matière de sécurité dès janvier.

Mme la Commissaire Ylva Johans-
son a annoncé une refonte du règle-
ment Europol et qu'il s'agirait d'une
« proposition équilibrée ». Aux yeux
de la Commissaire, l'analyse de
grandes quantités de données
constitue pour Europol la base de la
réussite des enquêtes. Elle a déclaré
que la nouvelle proposition respecte-
rait les droits fondamentaux et
qu'elle tiendrait compte des réserves
émises par le Contrôleur européen
de la protection des données.

Du côté de la Chambre des Dépu-
tés, M. Carlo Back (déi gréng) et
Mme Stéphanie Empain (déi gréng)
ont participé à la vidéoconférence.

Zwee nei Deputéiert vereedeegt



An der Sitzung vum 14. respektiv an där vum 21. Oktober 2020 goufen den Här Fred Keup vun der ADR (Foto lénks) respektiv den Här Jean-Paul Schaaf vun der CSV (Foto riets) als nei Deputéiert vereedeegt.

Den Här Keup ersetzt den Här Gast Gibéryen an der Chamber.

Den Här Schaaf, dee schonn tëschent 2004 an 2013 Deputéierte war, trëtt d'Nofolleg vum Här Marco Schank un.



Le budget 2021 présenté à la Chambre

« Cette année n'est pas une année commune et 2021 ne sera pas non plus une année normale », a déclaré le Ministre des Finances, M. Pierre Gramegna, le 14 octobre 2020 lors du dépôt du projet de budget pour l'année 2021 au Cercle municipal.

Le « budget » se compose de deux textes : le projet de loi 7666 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 et le projet de loi 7667 relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2020-2024.

M. Pierre Gramegna a déposé symboliquement une carte avec

code QR entre les mains de M. le Député François Benoy (déi gréng), désigné pour coordonner les travaux législatifs autour du budget. Un budget qui montre à quel point « un virus invisible peut tout remettre en question ».

Suite à la présentation des grandes lignes, les deux projets sont débattus en Commission des Finances et du Budget. Toutes les commissions parlementaires se penchent également en détail sur les chapitres du budget concernant les domaines tombant sous leurs compétences respectives. Un vote en séance plénière est prévu avant les vacances de Noël.

(de gauche à droite) M. François Benoy, rapporteur du budget 2021, M. André Bauler, Président de la Commission des Finances et du Budget, M. Fernand Etgen, Président de la Chambre, M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances



APCE : La session d'automne remplacée par des réunions de la Commission permanente « élargie »

Impact de la pandémie et appel aux autorités turques

Après l'annulation des deux dernières sessions de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), les membres avaient décidé d'introduire un nouveau format afin de pouvoir discuter des sujets d'actualité.

C'est ainsi que la Commission permanente de l'APCE s'est réunie successivement sous un format « élargi » les 12 et 13 octobre, puis les 22 et 23 octobre 2020 par vidéoconférence. La réunion a permis à tous les membres de l'APCE de prendre la parole ; toutefois, seuls les

membres de la Commission permanente ont eu le droit de voter.

Parmi les points forts de cette Commission permanente figuraient deux débats généraux, d'une part, sur l'impact de la pandémie sur les démocraties, les droits de l'homme et l'État de droit, l'égalité, les migrants et les réfugiés, et, d'autre part, sur les enjeux de l'intelligence artificielle en particulier face aux libertés fondamentales, ainsi qu'un débat d'urgence sur les nouvelles mesures de répression contre l'opposition politique en Turquie, et un dé-

bat d'actualité sur le conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Les parlementaires ont également eu un échange de vues avec M. Miltiadis Varvitsiotis, Ministre délégué aux Affaires étrangères de la Grèce, sur les priorités de la présidence grecque de l'APCE, et avec M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, sur les perspectives économiques suite à la pandémie. Mme Dunja Mijatović, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a présenté son rapport d'activité annuel pour 2019.

Dans une résolution, le Comité permanent s'exprimant au nom de l'Assemblée parlementaire a fermement condamné les nouvelles mesures de répression qui ont été prises à l'encontre de l'opposition politique et de la dissidence civile en Turquie. La résolution constate que des enquêtes et des poursuites ont visé des hommes et femmes politiques locaux, des parlementaires et anciens parlementaires, des membres de partis politiques d'opposition et des avocats. L'Assemblée note que de nombreux problèmes restent préoccupants en 2020 et appelle les autorités turques à respecter leurs obligations envers le Conseil de l'Europe.

Elle encourage les autorités turques à prendre des mesures significatives dans trois domaines différents : le fonctionnement des institutions démocratiques en Turquie, l'État de droit et le respect des droits humains.

M. Gusty Graas (DP) et Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV) ont représenté la Chambre des Députés.

La Chambre des Députés fête les 75 ans de l'ONU



La Chambre illuminée en bleu pour célébrer #ONU75

À l'occasion du 75^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a souligné le rôle important de cette organisation internationale - promouvant la paix et la sécurité internationale - dans la lutte contre le Covid-19 : « La pandémie du Covid-19 nous rappelle, cruellement, combien il est nécessaire de coopérer par-delà les frontières et à quel point il est important de veiller à ce que tous les efforts menés par les générations précédentes ne soient pas mis à mal par des idéologies nationalistes qui basent l'identité d'un individu par rapport à une nation. »

Ambassadeurs des valeurs incarnées par l'ONU

Dans une allocution-vidéo, le Président du Parlement luxembourgeois a constaté que « l'institution ne dispose pas d'un statut qui la place audessus des États membres. Les Nations Unies ne sont que l'instrument dont se sont dotés les États pour pré-

venir ou résorber les conflits susceptibles de naître entre eux.

Il revient donc à nous tous d'être les ambassadeurs des valeurs incarnées par l'ONU. »

Le Luxembourg se démarque au niveau mondial

Finalement, M. Fernand Etgen a observé que « les petits pays, même si leur voix ne pèse pas fort dans les décisions politiques au niveau mondial, ont cependant un rôle à jouer ».

Le Président du Parlement luxembourgeois a rappelé que le Grand-Duché a « toujours cultivé un certain réalisme en matière de politique internationale et c'est avec engagement, solidarité et tolérance que le Luxembourg s'est fait remarquer sur l'échiquier mondial ».

« La Chambre des Députés n'a cessé de soutenir l'engagement de l'ONU et de promouvoir les idéaux à sa base et de corriger ainsi les désé-

quilibres mondiaux », a-t-il encore affirmé. Au cours des dernières décennies, le Grand-Duché de Luxembourg a assumé ses responsabilités au sein de l'ONU, notamment en présidant l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ou en siégeant au Conseil de sécurité.

« Le Luxembourg s'est toujours engagé en faveur du multilatéralisme et de la règle de droit », a-t-il encore conclu son allocution.

#ONU75 : 2020 marque le 75^e anniversaire des Nations Unies

L'Organisation des Nations Unies est une organisation internationale fondée en 1945.

Le Luxembourg est un des membres fondateurs.

Le 75^e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies est célébré en 2020 par un vaste débat inclusif à l'échelle planétaire sur le rôle de la coopération mondiale.

La parole aux jeunes

Les députés membres de plusieurs organes et commissions parlementaires (Conférence des Présidents, Santé, Affaires étrangères, Environnement, Logement, Éducation nationale) ont eu, le 9 octobre 2020, un échange de vues avec une délégation du Parlement des jeunes (« Jugendparlament »).

Les jeunes ont présenté des résolutions adoptées lors d'une séance plénière du Parlement des jeunes en septembre et portant sur l'élargissement de l'Union européenne, la santé mentale, l'individualité dans l'éducation, les lois de l'espace, le logement et les énergies renouvelables.

Qu'est-ce que le Parlement des jeunes ?

Le Parlement des jeunes est une plateforme où chaque jeune a l'occasion de discuter et débattre ensemble avec d'autres jeunes sur des sujets qui les intéressent et qui touchent leur vie de tous les jours. Un des objectifs est de rapprocher les jeunes et le monde politique à travers l'élaboration d'avis et de résolutions qui sont transmis régulièrement à la Chambre des Députés.



Journée des ambassadeurs



Une promenade à Clervaux, en présence du député-maire, M. Emile Eicher, et une visite des ateliers au centre touristique Robbesscheier à Munshausen, en présence de sa présidente, Mme Marie-Josée Jacobs, figuraient au programme de cette journée que la Chambre des Députés organise traditionnellement tous les ans afin d'entretenir les relations étroites entre les ambassadeurs et les membres du Parlement.

Délégations luxembourgeoises auprès des Assemblées parlementaires internationales (14 octobre 2020)

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Lorsché Josée (déi gréng), Vice-Présidente de la délégation

Wiseler Claude (CSV)

Membres suppléants :

Haagen Claude (LSAP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Spautz Marc (CSV)

Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Di Bartolomeo Mars (LSAP)
Hetto-Gaasch Françoise (CSV)
Knaff Pim (DP)
Lorsché Josée (déi gréng)
Mosar Laurent (CSV)

Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (APOSCE)

Membres effectifs :

Graas Gusty (DP), Président de la délégation
Halsdorf Jean-Marie (CSV), Vice-Président de la délégation

Biancalana Dan (LSAP)

Haagen Claude (LSAP)

Lorsché Josée (déi gréng)

Membres suppléants :

Baum Gilles (DP)
Eicher Emile (CSV)
Margue Charles (déi gréng)
Mutsch Lydia (LSAP)
Reding Roy (ADR)

Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM)

Membres effectifs :

Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation

Beissel Simone (DP)

Modert Octavie (CSV)

Membres suppléants :

Gloden Léon (CSV)
Margue Charles (déi gréng)

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APOTAN)

Membres effectifs :

Mutsch Lydia (LSAP), Présidente de la délégation

Arendt épouse Kemp Nancy (CSV)

Baum Gilles (DP)

Membres suppléants :

Ahmedova Semiray (déi gréng)
Clement Sven (Piraten)
Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC)

Membres effectifs :

Cruchten Yves (LSAP), Président de la délégation

Baum Gilles (DP)

Gary Chantal (déi gréng)

Kartheiser Fernand (ADR)

Lamberty Claude (DP)

Reding Viviane (CSV)

Conférence interparlementaire pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

Membres effectifs :

Empain Stéphanie (déi gréng), Présidente de la délégation

Baum Gilles (DP)

Gloden Léon (CSV)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Kartheiser Fernand (ADR)

Mutsch Lydia (LSAP)

Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne (SCEG)

Membres effectifs :

Hartmann Carole (DP), Présidente de la délégation luxembourgeoise

Clement Sven (Piraten)

Margue Charles (déi gréng)

Mosar Laurent (CSV)

Mutsch Lydia (LSAP)

Wolter Michel (CSV)

Union interparlementaire (UIP)

Membres effectifs :

Etgen Fernand (DP), Président de la section luxembourgeoise

Beissel Simone (DP)

Bernard Djuna (déi gréng)

Di Bartolomeo Mars (LSAP)

Engel Georges (LSAP)

Hansen Martine (CSV)

Lorsché Josée (déi gréng)

Mosar Laurent (CSV)

Mutsch Lydia (LSAP)

Polfer Lydie (DP)

Spautz Marc (CSV)

Wiseler Claude (CSV)

Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC)

Membres effectifs :

Back Carlo (déi gréng), Président de la délégation

Engel Georges (LSAP)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Wagner David (déi Lénk)

Membres suppléants :

Empain Stéphanie (déi gréng)

Goergen Marc (Piraten)

Hartmann Carole (DP)

Assemblée interparlementaire Benelux

Membres effectifs :

Adehm Diane (CSV)

Engelen Jeff (ADR)

Graas Gusty (DP)

Hemmen Cécile (LSAP)

Lorsché Josée (déi gréng)

Mutsch Lydia (LSAP)

Roth Gilles (CSV)

Membres suppléants :

Arendt Guy (DP)

Bernard Djuna (déi gréng)

Eicher Emile (CSV)

Engel Georges (LSAP)

Haagen Claude (LSAP)

Kaes Aly (CSV)

Keup Fred (ADR)

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Membres effectifs :

Etgen Fernand (DP), Président de la Chambre des Députés, membre d'office

Adehm Diane (CSV)

Baum Marc (déi Lénk)

Biancalana Dan (LSAP)

Di Bartolomeo Mars (LSAP)

Eicher Emile (CSV)

Hartmann Carole (DP)

Lamberty Claude (DP)

Margue Charles (déi gréng)

Roth Gilles (CSV)

Membres suppléants :

Arendt Guy (DP)

Back Carlo (déi gréng)

Baum Gilles (DP)

Cruchten Yves (LSAP)

Galles Paul (CSV)

Halsdorf Jean-Marie (CSV)

Hemmen Cécile (LSAP)

Keup Fred (ADR)

Mischo Georges (CSV)

Le saviez-vous ?

ACTIVITÉS INTERNATIONALES ET EUROPÉENNES

Les activités de la Chambre des Députés s'étendent au-delà des frontières du Grand-Duché par le biais des délégations qu'elle envoie auprès de diverses assemblées parlementaires internationales et européennes.

Pour trouver le site web des divers organes internationaux, veuillez consulter la page sur les délégations internationales :

<https://www.chd.lu/wps/portal/public/Accueil/OrganisationEtFonctionnement/Organisation/DelegationsInternationales>



Composition des organes de la Chambre des Députés et des commissions parlementaires (22 octobre 2020)

Organes de la Chambre des Députés

Bureau

Président	DP	Etgen Fernand
Vice-Présidents	LSAP CSV	Di Bartolomeo Mars Wiseler Claude
Membres	déi gréng LSAP déli gréng CSV CSV LSAP DP CSV DP ADR	Bernard Djuna Engel Georges Lorsché Josée Hansen Martine Mosar Laurent Mutsch Lydia Polfer Lydie Spautz Marc Beissel Simone Kartheiser Fernand
Membres suppléants permanents	DP CSV LSAP déli Lénk déli gréng Piraten	Baum Gilles Gloden Léon Haagen Claude Baum Marc Benoy François Clement Sven

Secrétaire général

Scheeck Laurent

Conférence des Présidents

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	CSV DP déli gréng LSAP	Hansen Martine Baum Gilles Lorsché Josée Engel Georges
Observateurs	ADR déli Lénk Piraten	Kartheiser Fernand Baum Marc Clement Sven

Commissions réglementaires

Commission des Comptes

Président	CSV	Lies Marc
Vice-Présidents	déli gréng LSAP	Back Carlo Burton Tess
Membres	DP déli gréng LSAP CSV Piraten ADR	Arendt Guy, Bauler André, Graas Gusty Gary Chantal, Margue Charles Mutsch Lydia Adehm Diane, Eicher Emile, Galles Paul, Kaes Aly Clement Sven Engelen Jeff

Commission de contrôle parlementaire du Service de renseignement de l'État

Président	CSV	Hansen Martine
Membres	DP déli gréng LSAP	Baum Gilles Lorsché Josée Engel Georges

Commission des Pétitions

Président	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Vice-Présidents	déli gréng LSAP	Hansen Marc Di Bartolomeo Mars
Membres	DP déli gréng LSAP CSV Piraten ADR	Bauler André, Colabianchi Frank, Graas Gusty Gary Chantal Asselborn-Bintz Simone, Mutsch Lydia Eicher Emile, Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Modert Octavie Goergen Marc Kartheiser Fernand

Commission du Règlement

Président	ADR	Reding Roy
Vice-Président	DP	Beissel Simone
Membres	DP déli gréng LSAP CSV Piraten	Bauler André Back Carlo, Bernard Djuna, Lorsché Josée Di Bartolomeo Mars, Engel Georges Adehm Diane, Gloden Léon, Hansen Martine, Modert Octavie, Spautz Marc Clement Sven

Commissions permanentes

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

Président	LSAP	Cruchten Yves
Vice-Présidents	DP CSV	Beissel Simone Wiseler Claude
Membres	DP déli gréng LSAP CSV	Graas Gusty, Polfer Lydie Bernard Djuna, Empain Stéphanie Di Bartolomeo Mars, Mutsch Lydia Galles Paul (pour les volets Coopération, Immigration et Asile), Halsdorf Jean-Marie (pour le volet Affaires étrangères et européennes), Mosar Laurent, Reding Viviane, Spautz Marc Wagner David Kartheiser Fernand (sauf pour le volet Coopération), Keup Fred (pour le volet Coopération)

Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes

Président	LSAP	Biancalana Dan
Vice-Présidents	DP CSV	Polfer Lydie (pour le volet Affaires intérieures) Wolter Michel
Membres	DP déli gréng LSAP CSV	Baum Gilles (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Hahn Max, Lamberty Claude Benoy François, Gary Chantal (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Hansen Marc (pour le volet Affaires intérieures) Asselborn-Bintz Simone (sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Closener Francine (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Haagen Claude (sauf pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Mutsch Lydia (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes) Arendt épouse Kemp Nancy (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Eicher Emile (pour le volet Affaires intérieures), Hetto-Gaasch Françoise (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes), Kaes Aly, Mischo Georges (pour le volet Affaires intérieures), Roth Gilles Baum Marc (pour le volet Égalité entre les femmes et les hommes) Goergen Marc (pour le volet Affaires intérieures) Engelen Jeff

Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace

Président	LSAP	Haagen Claude
Vice-Présidents	DP CSV	Arendt Guy (pour les volets Économie et Espace) Wiseler Claude
Membres	DP déli gréng LSAP CSV Piraten ADR	Bauler André, Beissel Simone, Graas Gusty (pour le volet Protection des consommateurs) Ahmedova Semiray, Margue Charles Burton Tess (pour le volet Protection des consommateurs), Closener Francine (sauf pour le volet Protection des consommateurs), Hemmen Cécile (pour le volet Protection des consommateurs), Mutsch Lydia (sauf pour le volet Protection des consommateurs) Adehm Diane, Gloden Léon, Mosar Laurent, Wilmes Serge Clement Sven Reding Roy

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président	LSAP	Burton Tess
Vice-Présidents	déli gréng CSV	Benoy François Hansen Martine
Membres	DP déli gréng LSAP CSV déli Lénk Piraten ADR	Bauler André, Baum Gilles, Graas Gusty Gary Chantal Haagen Claude, Hemmen Cécile Eicher Emile, Eischen Félix, Kaes Aly, Modert Octavie Wagner David (sauf pour le volet Protection des animaux) Goergen Marc (pour le volet Protection des animaux) Engelen Jeff

Commission des Classes moyennes et du Tourisme

Président	DP	Beissel Simone
Vice-Présidents	déli gréng CSV	Gary Chantal Eischen Félix
Membres	DP déli gréng LSAP CSV Piraten ADR	Arendt Guy, Hartmann Carole Ahmedova Semiray, Empain Stéphanie Burton Tess, Closener Francine Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Roth Gilles, Spautz Marc Clement Sven (pour le volet Classes moyennes), Goergen Marc (pour le volet Tourisme) Reding Roy

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président	CSV	Adehm Diane
Vice-Présidents	déli gréng LSAP	Bernard Djuna Haagen Claude
Membres	DP déli gréng LSAP CSV Piraten ADR	Arendt Guy, Bauler André, Colabianchi Frank Ahmedova Semiray Di Bartolomeo Mars, Hemmen Cécile Halsdorf Jean-Marie, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude Clement Sven Kartheiser Fernand

Commission de la Culture

Président	déli gréng	Bernard Djuna
Vice-Président	CSV	Modert Octavie
Membres	DP déli gréng LSAP CSV Piraten ADR	Bauler André, Knaff Pim, Polfer Lydie Ahmedova Semiray, Benoy François (pour le volet Patrimoine), Lorsché Josée (sauf pour le volet Patrimoine) Asselborn-Bintz Simone, Mutsch Lydia Mischo Georges, Reding Viviane, Schaaf Jean-Paul, Wiseler Claude Baum Marc Keup Fred

Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Président	déli gréng	Benoy François
Vice-Président	DP	Hahn Max
Membres	DP déli gréng LSAP CSV déli Lénk ADR	Bauler André, Graas Gusty Ahmedova Semiray (pour les volets Énergie et Aménagement du territoire), Back Carlo, Empain Stéphanie (pour les volets Environnement et Climat) Engel Georges, Hemmen Cécile Eischen Félix (pour les volets Énergie et Aménagement du territoire), Galles Paul (pour les volets Environnement et Climat), Hansen Martine, Kaes Aly, Roth Gilles, Schaaf Jean-Paul Wagner David Keup Fred



Commission de la Digitalisation, des Médias et des Communications

Président	DP	Arendt Guy
Vice-Présidentes	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Reding Viviane
Membres	DP	Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Back Carlo, Bernard Djuna, Hansen Marc
	LSAP	Closener Francine
	CSV	Adehm Diane, Lies Marc, Modert Octavie, Wilmes Serge
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Président	DP	Baum Gilles
Vice-Présidents	déi gréng	Bernard Djuna
	CSV	Hansen Martine
Membres	DP	Bauler André (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Hartmann Carole (pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse), Lamberty Claude
	déi gréng	Hansen Marc (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Lorsché Josée (pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse)
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone, Burton Tess, Closener Francine
	CSV	Adehm Diane (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Galles Paul, Hetto-Gaasch Françoise (pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse), Mischo Georges (pour les volets Éducation nationale, Enfance et Jeunesse), Modert Octavie (pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Wiseler Claude
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Keup Fred

Commission de la Famille et de l'Intégration

Président	DP	Hahn Max
Vice-Présidents	LSAP	Burton Tess
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Baum Gilles, Hartmann Carole
	déi gréng	Bernard Djuna, Gary Chantal, Margue Charles
	LSAP	Asselborn-Bintz Simone (sauf pour le volet Intégration), Closener Francine (pour le volet Intégration)
	CSV	Galles Paul, Mischo Georges, Schaaf Jean-Paul, Wilmes Serge
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Keup Fred

Commission des Finances et du Budget

Président	DP	Bauler André
Vice-Présidents	LSAP	Engel Georges
	CSV	Mosar Laurent
Membres	DP	Arendt Guy, Baum Gilles
	déi gréng	Benoy François, Lorsché Josée
	LSAP	Biancalana Dan, Haagen Claude
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Kartheiser Fernand (sauf pour le volet Place financière), Reding Roy (pour le volet Place financière)

Commission de la Fonction publique

Président	DP	Graas Gusty
Vice-Présidents	déi gréng	Empain Stéphanie
	CSV	Adehm Diane
Membres	DP	Colabianchi Frank, Lamberty Claude
	déi gréng	Back Carlo, Gary Chantal
	LSAP	Biancalana Dan, Cruchten Yves
	CSV	Kaes Aly, Modert Octavie, Roth Gilles, Wiseler Claude
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Keup Fred

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	CSV	Gloden Léon
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André
	déi gréng	Lorsché Josée, Margue Charles
	LSAP	Closener Francine, Engel Georges
	CSV	Hansen Martine, Roth Gilles, Wiseler Claude, Wolter Michel
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission de la Justice

Président	déi gréng	Margue Charles
Vice-Présidents	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Roth Gilles
Membres	DP	Arendt Guy, Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Benoy François, Empain Stéphanie
	LSAP	Hemmen Cécile
	CSV	Adehm Diane (pour les dossiers nationaux), Gloden Léon, Modert Octavie, Mosar Laurent, Reding Viviane (pour les dossiers européens)
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

Commission du Logement

Président	déi gréng	Ahmedova Semiray
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Lies Marc
Membres	DP	Bauler André, Colabianchi Frank
	déi gréng	Benoy François, Hansen Marc
	LSAP	Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars
	CSV	Eicher Emile, Eischen Félix, Hetto-Gaasch Françoise, Wilmes Serge
	déi Lénk	Wagner David
	ADR	Reding Roy

Commission de la Mobilité et des Travaux publics

Président	déi gréng	Back Carlo
Vice-Présidents	DP	Hahn Max
	CSV	Wilmes Serge
Membres	DP	Colabianchi Frank, Lamberty Claude
	déi gréng	Gary Chantal, Hansen Marc
	LSAP	Biancalana Dan, Hemmen Cécile
	CSV	Eischen Félix, Kaes Aly, Lies Marc, Spautz Marc
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Engelen Jeff

Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense

Président	déi gréng	Empain Stéphanie
Vice-Présidents	LSAP	Biancalana Dan
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy
Membres	DP	Bauler André (sauf pour le volet Sécurité intérieure), Graas Gusty, Hahn Max, Lamberty Claude (pour le volet Sécurité intérieure)
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Back Carlo
	LSAP	Mutsch Lydia
	CSV	Adehm Diane, Gloden Léon, Halsdorf Jean-Marie, Mischo Georges
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Kartheiser Fernand

Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

Président	LSAP	Engel Georges
Vice-Présidents	déi gréng	Back Carlo
	CSV	Spautz Marc
Membres	DP	Colabianchi Frank, Hartmann Carole, Knaff Pim
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Cruchten Yves (sauf pour le volet Sécurité sociale), Di Bartolomeo Mars (pour le volet Sécurité sociale), Haagen Claude
	CSV	Galles Paul, Halsdorf Jean-Marie, Kaes Aly, Roth Gilles
	déi Lénk	Baum Marc
	ADR	Engelen Jeff

Commission de la Santé et des Sports

Président	LSAP	Di Bartolomeo Mars
Vice-Présidents	déi gréng	Lorsché Josée
	CSV	Halsdorf Jean-Marie
Membres	DP	Baum Gilles, Graas Gusty (pour le volet Santé), Hartmann Carole, Lamberty Claude (pour le volet Sports)
	déi gréng	Gary Chantal (pour le volet Sports), Hansen Marc (pour le volet Santé)
	LSAP	Closener Francine, Hemmen Cécile
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy (pour le volet Sports), Hansen Martine (pour le volet Sports), Hetto-Gaasch Françoise, Mischo Georges, Spautz Marc (pour le volet Santé), Wiseler Claude (pour le volet Santé)
	déi Lénk	Baum Marc (pour le volet Santé)
	Piraten	Clement Sven (pour le volet Sports)
	ADR	Engelen Jeff

Commission de vérification des pouvoirs

Président	Piraten	Clement Sven
Vice-Présidents	DP	Beissel Simone
	LSAP	Cruchten Yves
Membres	DP	Arendt Guy, Lamberty Claude
	déi gréng	Bernard Djuna, Margue Charles
	LSAP	Biancalana Dan, Closener Francine
	CSV	Arendt épouse Kemp Nancy, Eicher Emile, Gloden Léon, Lies Marc, Reding Viviane
	ADR	Reding Roy

Sous-commission informatique

Président	DP	Etgen Fernand
Membres		Barra Isabelle, Linden Carlo, Reiter Benoît, Scheeck Laurent
	déi gréng	Bernard Djuna
	LSAP	Di Bartolomeo Mars
	CSV	Spautz Marc

Sous-commission « Préservation des entreprises et Modernisation du droit de la faillite » de la Commission de la Justice

Membres	DP	Arendt Guy
	déi gréng	Margue Charles
	LSAP	Hemmen Cécile
	CSV	Gloden Léon
	Piraten	Goergen Marc
	ADR	Reding Roy

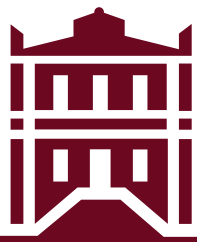
Groupe de travail « Conférence des Présidents des Commissions permanentes »

Président	DP	Etgen Fernand
Membres	DP	Arendt Guy, Bauler André, Baum Gilles, Beissel Simone, Graas Gusty, Hahn Max
	déi gréng	Ahmedova Semiray, Back Carlo, Benoy François, Bernard Djuna, Empain Stéphanie, Margue Charles
	LSAP	Biancalana Dan, Burton Tess, Cruchten Yves, Di Bartolomeo Mars, Engel Georges, Haagen Claude
	CSV	Adehm Diane, Arendt épouse Kemp Nancy, Hansen Martine, Lies Marc
	Piraten	Clement Sven
	ADR	Reding Roy

Le saviez-VOUS ?

COMMISSIONS PARLEMENTAIRES

Pour faciliter, rationaliser et préparer les travaux parlementaires en séance publique, la Chambre forme des commissions permanentes et, en cas de besoin, spéciales. Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi ainsi que les amendements et motions que le Président leur renvoie. Elles ont également pour mission de préparer des débats ainsi que d'organiser des auditions et des visites.



Responsabilité civile en cas d'accident nucléaire

7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant

1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux

Le projet de loi a pour objet de doter le Luxembourg d'un régime spécial de responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire.

Il s'agit d'un régime juridique spécifique d'indemnisation et de réparation en cas d'accident nucléaire causant des dommages sur le territoire luxembourgeois et qui sera plus avantageux pour les victimes potentielles que le régime de droit commun et que les différentes conventions internationales en la matière.

L'entrée en vigueur de cette législation rendra possible une action judiciaire devant des tribunaux luxembourgeois en relation avec des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement sur le territoire luxembourgeois

sans que la victime ne doive apporter la preuve d'une faute de l'exploitant de l'installation nucléaire, sans limite maximale d'indemnisation, et ce pendant 30 ans. Le Luxembourg suit l'approche adoptée par l'Autriche qui, comme le Luxembourg, a signé les conventions internationales de Paris (1960) et de Bruxelles (1963), mais a finalement décidé de ne pas les ratifier, préférant adopter un régime national.

Le projet de loi modifie également la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux par la suppression des exceptions y prévues pour l'industrie nucléaire, ainsi que la loi du 21 avril 1989 sur la responsabilité civile du fait des produits défectueux.

Covid-19 : Office du Ducroire

7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

En raison de la situation sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 et de l'état de crise tel que constaté par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 et prorogé par la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, le présent projet de loi entend modifier l'article 38 de la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg, afin de répondre aux besoins d'engagements à prendre de la part de l'Office du Ducroire (ODL) pour le compte de l'État.

Créé en 1961, l'ODL est un établissement public placé sous l'autorité du ministre ayant le département du Trésor dans ses attributions.

Il a pour objet de favoriser les relations économiques et financières internationales dans l'intérêt du Luxembourg, principalement par la couverture de risques dans le domaine de l'exportation, de l'importation et des investissements à l'étranger.

En sus, l'ODL peut accepter des risques propres afin de faciliter l'accès des entreprises exportatrices ou importatrices ou de leurs partenaires commerciaux à des financements bancaires.

L'ODL agit également en tant qu'assureur pour les risques de résiliation et de non-paiement (politique et commercial) pour des transactions

à l'exportation court terme et moyen long terme, ainsi qu'en tant qu'assureur de contrats à l'importation et des risques liés aux investissements des entreprises luxembourgeoises à l'étranger.

Le présent projet de loi pour objet de modifier la loi du 4 décembre 2019 relative à l'ODL.

L'article 38, paragraphe (1), section 3 de la loi en question limite le plafond des engagements que l'ODL peut prendre pour le compte de l'État à vingt fois les fonds propres affectés à cette activité ou à vingt pour cent du montant global des engagements de l'ODL assumés pour son compte avec la garantie de l'État.

La situation sanitaire liée à la pandémie du Covid-19 et à l'état d'urgence sanitaire décrété par le Gouvernement est accompagnée de mesures économiques d'aides en faveur des entreprises luxembourgeoises.

C'est dans ce contexte qu'il est force de constater que le plafond fixé à l'article 38, paragraphe (1) susmentionné ne répond pas aux besoins actuels.

Partant, le projet de loi entend augmenter, pour l'année 2020, le plafond des engagements pris par l'ODL pour le compte de l'État à cinquante fois les fonds propres affectés à cette activité et supprime le plafond applicable aux engagements pris par l'ODL pour le compte de l'État par rapport au montant global des engagements assumés pour son compte avec la garantie de l'État.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 18.04.2020

Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

04.05.2020 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

11.05.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un amendement parlementaire

03.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2020

Loi du 18 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 509, page 1

Échange de renseignements à des fins fiscales

7527 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA

En 2014, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), en collaboration avec le G20, a développé la Norme d'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers en matière fiscale (NCD). Les travaux de l'OCDE ont été repris par l'Union européenne et intégrés dans la directive 2014/107(UE). Le G20 a ensuite chargé le Forum mondial sur la transparence et l'échange de renseignements à des fins fiscales de monitorer et d'évaluer la mise en œuvre de la NCD par les pays participants.

Le suivi et l'évaluation de l'application de la NCD se fait par l'approche par étapes. Lors de l'examen de l'étape concernant le cadre législatif, le Forum mondial a constaté que le Luxembourg ne se trouve pas en conformité avec tous les aspects essentiels de la NCD étant donné que la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (loi NCD) ne prévoit aucune disposition

pour obliger les institutions financières déclarantes luxembourgeoises à conserver des registres des actions engagées et des éléments probants utilisés en vue d'assurer l'exécution des obligations de déclaration et de diligence raisonnable sous la NCD.

Partant, le présent projet de loi entend notamment modifier la loi NCD et la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA en ce sens en introduisant une obligation explicite, pour les Institutions financières déclarantes luxembourgeoises, de conserver les registres des actions engagées et des éléments probants utilisés en vue d'assurer l'exécution des obligations de déclaration et de diligence raisonnable sous la NCD. De plus, il est proposé de préciser les pouvoirs d'investigation de l'Administration des contributions directes dans ce contexte afin de renforcer la sécurité juridique.

Covid-19 : renforcement des équipes enseignantes

7579 - Projet de loi portant dérogation à la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Le présent projet de loi porte dérogation à la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Le 16 avril 2020, le Gouvernement annonce la reprise progressive de l'enseignement fondamental à partir du 25 mai 2020. Cette décision fait partie de la stratégie de déconfinement global du Luxembourg, qui a comme objectif d'établir un équilibre entre les impératifs de la santé publique et les aspects psycho-sociaux, pédagogiques et économiques. Jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020, les cours de l'enseignement fondamental sont organisés selon un système d'enseignement en alternance hebdomadaire, qui permet de réduire de 50 pour cent le nombre d'élèves simultanément présents dans les bâtiments scolaires et d'assurer le respect des règles d'hygiène et de distance.

L'enseignement se fait en bloc bihebdomadaire : la première semaine, les élèves viennent en classe pour apprendre de nouveaux contenus, la deuxième semaine, ils restent à domicile pour répéter leurs acquis. Parallèlement, les élèves qui le souhaitent peuvent s'inscrire à des études surveillées dans une structure d'éducation et d'accueil.

Chaque classe est divisée en deux groupes, A et B. En alternance hebdomadaire, l'un des deux groupes fréquente les cours, tandis que l'autre groupe profite d'un encadrement à distance. La mise en œuvre de ces mesures exceptionnelles et le remplacement des instituteurs

ou autres intervenants classés comme « vulnérables » nécessite un renforcement des équipes enseignantes.

En date du 11 mai 2020, le Gouvernement a émis un règlement grand-ducal qui déroge à la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental, règlement grand-ducal qui a été pris sur la base des dispositions de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, et en vertu des pouvoirs exceptionnels que cette disposition confère au Grand-Duc en cas d'état de crise. Ledit règlement grand-ducal prévoit notamment une dérogation quant à la condition pour les chargés de cours de disposer d'une attestation habilitant à faire des remplacements.

Cette dérogation vise à accélérer et à faciliter le processus de recrutement du personnel supplémentaire nécessaire pour la mise en place du système d'enseignement en alternance hebdomadaire.

Ledit règlement grand-ducal prend fin avec la levée de l'état de crise, qui se situe avant la fin de l'année scolaire 2019-2020, de sorte que la présente loi en projet devra assurer la légalité de la prolongation des mesures dérogatoires quant au recrutement des remplaçants temporaires au sein de l'enseignement fondamental. Elle entre en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg et cesse de produire ses effets en date du 14 septembre 2020.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, le 18.12.2017

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. François Benoy) :

18.04.2018 Présentation du projet de loi aux membres de trois commissions parlementaires (Environnement, Justice et Santé)

12.06.2019 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État

15.01.2020 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

01.04.2020 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

22.05.2020 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 26.05.2020

Loi du 6 juillet 2020

Mémorial A : 2020, n° 578, page 1

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 20.02.2020

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président : M. André Bauler) :

24.04.2020 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

03.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 09.06.2020

Loi du 18 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 504, page 1



Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 12.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

20.05.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

27.05.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État

10.06.2020 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

15.06.2020 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 17.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 546, page 1

Covid-19 : enseignement fondamental I

7590 - Projet de loi portant dérogation

1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Le présent projet de loi introduit des modifications temporaires au système d'évaluation et d'orientation de l'enseignement fondamental et aux conditions d'admission au stage préparant à la fonction d'instituteur.

Suite aux mesures du Gouvernement mises en place pour lutter contre la propagation de la pandémie de Covid-19, toutes les activités scolaires et éducatives ont été suspendues à partir du 16 mars 2020.

Cette suspension n'a ainsi pas permis au Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, ainsi qu'aux enseignants, d'adapter en temps voulu l'organisation des épreuves communes au niveau national, prévues pour l'évaluation des élèves du cycle 4 de l'enseignement fondamental.

Dans un premier temps, et sur base de l'article 32, paragraphe 4, de la Constitution, cette mesure a été inscrite dans le règlement grand-ducal du 20 mai 2020 portant dérogation à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental. Vu que ladite mesure est suppo-

sée produire des effets pour une durée qui va au-delà des trois mois de l'état de crise, donc jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020, il est nécessaire de la consacrer dans une loi.

À cette fin, il est dérogé à l'article 26, paragraphe 2, alinéa 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

La deuxième dérogation concerne l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Suite à la fermeture des établissements recevant du public dans le cadre des mesures gouvernementales mises en place pour lutter contre la propagation du virus Covid-19, certains des candidats au concours réglant l'accès à la formation d'instituteur de l'enseignement fondamental ne peuvent disposer à temps, avant le début du stage, de l'attestation de formation de base en maîtrise de secourisme, du brevet élémentaire de sauvetage aquatique ou du nombre d'heures requises d'activités d'encadrement auprès d'enfants ou d'adolescents.

Il leur est accordé une année supplémentaire à partir de la date d'admission au stage pour présenter les pièces requises.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

27.05.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

08.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 547, page 1

Covid-19 : enseignement fondamental II

7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Le présent projet de loi entend fixer l'organisation de l'enseignement fondamental dans le cadre de la mise en œuvre de la prise en charge en alternance des élèves de l'enseignement fondamental pour la période du 25 mai 2020 jusqu'au 15 juillet 2020. Dans le même contexte, il est proposé d'étendre la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques à l'ensemble du personnel intervenant dans la mise en œuvre de cette prise en charge en alternance des élèves.

Au vu des mesures mises en place pour la prise en charge en alternance des élèves de l'école fondamentale et des mesures d'hygiène et de distanciation sociale à respecter, le besoin en personnel ainsi qu'en locaux pour l'accueil des

élèves est bien plus important qu'il ne l'était avant la fermeture des établissements scolaires et éducatifs, suite à la crise sanitaire déclenchée par le virus Covid-19. Le but de cet enseignement en alternance est notamment de garantir la continuité de l'apprentissage tout en réduisant de 50 pour cent les effectifs d'élèves simultanément présents dans les bâtiments scolaires.

Afin d'étendre les dispositions relatives à la responsabilité de l'État et des collectivités publiques à l'ensemble du personnel intervenant dans la prise en charge en alternance des élèves, le présent projet de loi introduit une dérogation à l'article 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

27.05.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

08.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 544, page 1

Covid-19 : formation professionnelle I

7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Le présent projet de loi a pour objet de définir les mesures temporaires dérogatoires dans le domaine de la formation professionnelle à la suite de la crise sanitaire du virus Covid-19. Il est notamment proposé de déroger aux règles relatives à l'évaluation des compétences et modules, telles que prévues à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle. Il est notamment proposé de prévoir les cas de non-évaluation d'une ou de plusieurs compétences constituant un module, voire d'un module ou encore d'un stage qui n'a pas eu lieu ou qui a dû être interrompu à cause de la crise sanitaire.

En effet, si du fait de la crise sanitaire du Covid-19 ou encore pendant la durée de l'état de crise une compétence n'a pas pu être éva-

luée conformément aux dispositions de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, il est proposé qu'aucune note ne sera attribuée à cette compétence par dérogation au système d'évaluation existant. Dans ce cas, seules les compétences ayant pu être évaluées au cours du deuxième semestre sont prises en compte pour le calcul du module. Le calcul du module se fera en plusieurs phases suivant une règle de trois. Cette manière de procéder permet de rester sur une évaluation à soixante points au maximum. Les présentes dérogations sont limitées à l'année scolaire 2019-2020 et se basent exclusivement sur le principe de redresser au mieux les impacts négatifs que peut avoir la crise du virus Covid-19 sur l'évaluation des apprentis et élèves.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

27.05.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

08.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 505, page 1

Covid-19 : formation professionnelle II

7593 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Le présent projet de loi introduit des modifications temporaires à la conclusion ainsi qu'à la possibilité de reprise d'un contrat d'apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle. Il déroge ainsi à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail. Au vu du ralentissement de l'activité économique suite à la crise sanitaire, il est proposé de reporter le délai pour la conclusion de contrats qui ont trait à l'année scolaire 2020-2021 au 31 décembre 2020. En cas de résiliation d'un contrat d'ap-

prentissage, le Code du travail prévoit que l'apprenti dispose d'un délai de six semaines pour trouver un nouveau patron-formateur en cas de résiliation du contrat d'apprentissage antérieur. Le texte sous rubrique propose une dérogation temporaire à cette disposition légale, en abandonnant la condition du délai de six semaines en ce qui concerne les résiliations survenues après le 16 mars 2020. La reprise des contrats sera possible jusqu'à la fin de l'année scolaire 2019-2020.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

Rapporteur : M. Gilles Baum

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

(Président : M. Gilles Baum) :

27.05.2020 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

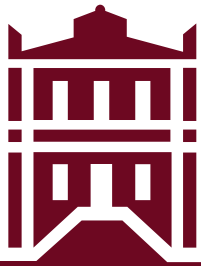
08.06.2020 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 11.06.2020

Loi du 20 juin 2020

Mémorial A : 2020, n° 506, page 1



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. 7589 - Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification :

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

et portant abrogation :

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant

1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

2. le Code d'instruction criminelle ;

3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

- Déclaration de recevabilité : M. Fernand Etgen, Président

3. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

4. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, Président - Mme Martine Hansen - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable - Mme Martine Hansen - M. Sven Clement (intervention de Mme Martine Hansen) - M. Fernand Kartheiser - Mme Nancy Arendt épouse Kemp - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice

5. Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard

- Mme Djuna Bernard

6. Motion de M. David Wagner relative à la modification de la loi concernant le bail à loyer

- Exposé : M. David Wagner

- Prise de position du Gouvernement : M. Henri Kox, Ministre du Logement

- Discussion générale : Mme Semiray Ahmedova - M. Marc Lies - M. Yves Cruchten - M. David Wagner

- Vote sur la motion (rejetée)

7. Question parlementaire n° 1925 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp concernant la prise en charge des victimes d'abus sexuels

- Mme Nancy Arendt épouse Kemp - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice (intervention de M. Roy Reding)

8. Motion de Mme Djuna Bernard relative au secteur culturel

- Exposé : Mme Djuna Bernard

- Discussion générale : Mme Octavie Modert - M. Pim Knaff - M. Fernand Kartheiser - Mme Simone Asselborn-Bintz - M. Marc Baum - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Sam Tanson - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre)

- Vote sur la motion (adoptée)

9. Question parlementaire n° 2060 de M. Marc Spautz concernant le CIPA Rumelange

- M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration (interventions de M. Claude Haagen et Mme Octavie Modert)

10. 7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant

1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux

- Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy (dépôt de la motion 1 et de la résolution 1)

- Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de Mme la Ministre Carole Dieschbourg, M. le Ministre Claude Turmes et M. François Benoy) - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fernand Kartheiser (dépôt de la motion 2) - M. David Wagner (dépôt des motions 3 et 4) - M. Marc Goergen

- Prises de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable (intervention de M. Fernand Kartheiser) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg - M. Marc Goergen (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg (intervention de M. Marc Goergen) - Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie (interventions de M. Marc Goergen, M. Sven Clement, M. Gilles Roth et M. Claude Wiseler) - M. Marc Goergen (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Turmes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1 : M. Fernand Kartheiser

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

- Motion 2 : M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser

- Vote sur la motion 2 (rejetée)

- Motion 3 : M. Sven Clement - M. David Wagner - M. François Benoy - M. David Wagner

- Vote sur la motion 3 (rejetée)

- Motion 4 : M. David Wagner (motion retirée)

- Résolution 1 : M. Fernand Kartheiser

- Vote sur la résolution 1 (adoptée)

11. 7573 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

- Rapport de la Commission du Règlement : M. Roy Reding

- Discussion générale : M. Léon Gloden - M. Gilles Baum - M. Mars Di Bartolomeo - Mme Josée Lorsché

- Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés

12. Résolution de M. Sven Clement relative à la publication d'un rapport spécial de sortie de crise

- Exposé : M. Sven Clement

- Discussion générale : Mme Martine Hansen - M. Gilles Baum - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Goergen, M. Claude Wiseler et M. Léon Gloden) - M. Gast Gibéryen - M. Marc Baum (intervention de M. Marc Goergen) - M. Sven Clement (parole pour fait personnel) (intervention de M. André Bauler) - Mme Josée Lorsché (parole pour fait personnel) (intervention de M. Sven Clement)

- Vote sur la résolution (rejetée)

13. Ordre du jour (suite)

- M. Laurent Mosar - M. Fernand Etgen, Président - M. Marc Spautz (interventions de M. Mars Di Bartolomeo et M. Sven Clement) - M. Claude Wiseler (intervention de M. Sven Clement)

Au banc du Gouvernement se trouvent : Mme Corinne Cahen, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes, Mme Sam Tanson et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► M. Fernand Etgen, Président.- Ech maa-chen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► Une voix.- Nee, Här President.

2. 7589 - Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification :

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;

3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ;

4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités

d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ;

et portant abrogation :

1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant

1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

2. le Code d'instruction criminelle ;

3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ;

2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police

Déclaration de recevabilité

► M. Fernand Etgen, Président.- An hirer Reunion vum 20. Mee 2020 huet sech d'Präsidentekonferenz fir d'Recevabilitéit vun enger Proposition de loi ausgeschwat. Et handelt sech em d'Proposition de loi 7589, eng Ofännerung

vum Policegesetz, déi den 19. Mee 2020 vum Här Léon Gloden a vum Här Jean-Marie Halsdorf deponéiert gouf. Schléisst d'Chamber sech dem Virschlag vun der Präsidentekonferenz un, d'Proposition de loi 7589 als recevabel ze erklären?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 26 mai 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlement grand-ducal et les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

7584 - Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 31 mai 2015 relatif à la participation de l'Armée luxembourgeoise à la mission « Resolute Support » en Afghanistan

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Défense, le 15.05.2020

7585 - Projet de loi portant introduction de certaines mesures temporaires relatives à l'application de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dépôt : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 19.05.2020

7586 - Projet de loi relatives à certaines modalités concernant les audiences des juridictions et portant adaptation temporaire de certaines modalités procédurales en matière pénale

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19.05.2020

7587 - Projet de loi portant

1° prorogation de mesures concernant

- la tenue d'audiences publiques pendant l'état de crise devant les juridictions dans les affaires soumises à la procédure écrite,

- certaines adaptations de la procédure de référé exceptionnel devant le juge aux affaires familiales,

- la suspension des délais en matière juridictionnelle, et

- d'autres modalités procédurales,

2° dérogation temporaire aux articles 74, 75, 76 et 83 de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat,

3° dérogation temporaire aux articles 15 et 16 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et

4° modification de l'article 89 de la loi modifiée du 8 mars 2017 sur la nationalité luxembourgeoise

Dépôt : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice, le 19.05.2020

7588 - Projet de loi portant dérogation aux dispositions

1° des articles L.151-1 alinéa 1^{er} et L.151-4 du Code du travail ;

2° de l'article 16 de loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans la fonction publique ;

3° de l'article 5 de la loi modifiée du 1^{er} septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques ;

4° des articles 6 et 17 de la loi modifiée du 10 juin 1999 sur les établissements classés ;

5° des articles 22, 25, 26 et 28 bis de la loi modifiée du 4 juillet 2008 sur la jeunesse

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 19.05.2020

7590 - Projet de loi portant dérogation

1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

7593 - Projet de loi relatif aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 20.05.2020

7594 - Projet de loi visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19

Dépôt : M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie, le 22.05.2020

7595 - Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'État dans le cadre des instruments mis en place au niveau de l'Union européenne pour atténuer les conséquences socio-économiques du Covid-19

Dépôt : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 22.05.2020

7596 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 1^{er} août 2014 relatif à la production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables

Dépôt : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 22.05.2020

7597 - Projet de règlement grand-ducal portant dérogation à l'article 6 du règlement grand-ducal du 17 décembre 2010 portant organisation de l'apprentissage pour adultes

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 22.05.2020

7598 - Projet de loi portant dérogation temporaire à l'article 3, paragraphe 5, de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

Dépôt : M. Henri Kox, Ministre du Logement, le 22.05.2020

7599 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 24 juillet 2014 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 22.05.2020

7600 - Projet de loi relative à la construction d'un nouveau bâtiment pour les Archives nationales à Belval

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.05.2020

7601 - Projet de loi relatif à la modification de la loi modifiée du 25 juillet 2002 portant création d'un établissement public pour la réalisation des équipements de l'État sur le site de Belval-Ouest

Dépôt : M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 25.05.2020

3) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1608 - Demande de pétition publique : Prime Covid-19

Dépôt : Cândida Lucia Lopes Bartolomeu, le 18.05.2020

1609 - Demande de pétition publique : Télétravail frontalier : Négociation entre le Gouvernement luxembourgeois et les Gouvernements des pays frontaliers incitant les services fiscaux des pays frontaliers à permettre de télétravailler plus de 50 % au Grand-Duché de Luxembourg sans qu'il y ait des impacts fiscaux ou sociaux pour les télétravailleurs

Dépôt : Robert Schmitz, le 19.05.2020

1610 - Demande de pétition publique : Interdiction de l'utilisation d'enceintes portatives dans la rue

Dépôt : Pierre Noirot, le 20.05.2020

1611 - Demande de pétition publique : Instauration de « zones de rencontre » dans toutes les rues avec trottoirs étroits

Dépôt : Johannes Loogman, le 22.05.2020

1612 - Demande de pétition publique : Retour à 3 % de TVA pour le secteur Horesca

Dépôt : Frank Bauer, le 22.05.2020

1613 - Demande de pétition publique : Demande de réouverture des aires de jeux au Luxembourg pour les enfants

Dépôt : Sara Puttemans, le 23.05.2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

4. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Mam Accord vun der Presidentekonferenz gëtt proposéiert, d'Motion vum Här David Wagner iwwert de Bail à loyer, déi d'lescht Woch deponéiert gouf, als éischte Punkt direkt am Ufank vun der Sitzung op den Ordre du jour ze setzen.

Mam Accord vun der Presidentekonferenz gëtt och nach proposéiert, eng Motioun, déi d'Madamm Djuna Bernard am Numm vun der Kulturkommission elo wäert deponéieren, no der Motioun vum Här Wagner op den Ordre du jour ze setzen. Déi Motioun ass d'Resultat vun der Aarbechten an der Kulturkommission un der Madamm Octavie Modert hirer Motioun, déi renvoyéiert gi war.

Ass d'Chamber mat dësen zwou Propositionen averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Ass d'Chamber mat dësem esou ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

D'Madamm Hansen, wannechgelift.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. Ech wëll nach eppes zum Ordre du jour soen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Madamm Hansen, wannechgelift.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- An zwar geet et ëm den Artikel 83, erëm eng Kéier eis Froen. An do steet am Artikel 83 (5): « À défaut de réponse du Ministre à une question dans le délai d'un mois, cette question pourra être posée oralement lors de la première séance publique de la semaine suivant l'expiration du délai ».

An duerfir, Här President, mir hunn, mengen ech, siwe Froen hei, déi nach ëmmer net beäntwert gi sinn. Déi leschte Kéier hunn déi eenzel Fraktiounen drop higewisen, datt mer Problemer hätten, fir d'Antworten am Delai ze kréien. Mir hunn eng vun der Madamm Nancy

Kemp-Arendt un d'Madamm Tanson iwwert d'Victimes d'abus sexuels. Mir hunn eng vu mir iwwert den Homeschooling un den Här Meisch, deen ass ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Hei, Madamm Hansen, kënt Der eis vläicht direkt d'Nummere soen?

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Jo. Den N° 1925. Also, ech war elo grad nach an de Portail kucken, wann en natierlech elo eréischt nach méi spéit erakomm ass, dann hunn ech déi aktuell Situatioun net, mee bis elo war se nach net beäntwert.

Also, den N° 1925 vun der Madamm Nancy Arendt, den N° 2020 vu mir, nee, den N° 2048 vu mir, an den N° 2049 - déi geet un d'Madamm Émwelministesesch, déi kéinte mer jo dann, denken ech, direkt stellen, dat geet ëm de PNEC -, den N° 2060 vum Marc Spautz iwwert de CIPA vu Rémeleng, den N° 2071, och erëm eng Kéier vu mir, un de Romain Schneider, iwwert de Präis vum Mazout agricole, den N° 2073 vum Laurent Mosar iwwert d'Difficultés vun de Medie während der Covid-19-Zäit. An eng Question urgente, déi refuséiert gi war, duerfir eng normal Fro ginn ass, mee och do ass schon den Delai dépasséiert, dat ass den N° 2074 vum Léon Gloden iwwert de Contrôle vun den Douannen un de Grenzen.

Et wär also flott, wa mer déi Froen dann, esou wéi d'Reglement dat virgesäit, och elo kéinte stellen. Ech mengen, mat där éischter, oder mat enger un d'Madamm Émwelministesesch, kéint ech jo da vläicht schon ufänken.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Madamm Hansen. Mir wäerten och déi aner Ministeren direkt kontaktéieren a si bieden, wann dat hinnen haut nach geet, an d'Chamber ze kommen, fir opgrond vum besoten Artikel op déi dote Froen ze äntwerten.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Kann ech déi un d'Madamm Émwelministesesch scho stellen?

(*Interruption par Mme Carole Dieschbourg*)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Madamm Ministesesch, wannechgelift.

► **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Madamm Hansen, déi Äntwert op Är Question parlementaire zum Klima- an Energieplang, déi ass erausgaangen. An zwar gouf et do eng Concertatioun nach haut vum Här Turmes, an déi misst Der a sech an der Entrée vun Are Maile mëttlerweil hunn.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Also, an eise Mailen ass se nach net dran. Also, am Portail och net, well ech war elo grad kucken. An et geet wierklech ëm de PNEC, wou mer gefrot hunn, wéini datt en op Bréissel géif goen. Mëttlerweil si mer jo da gewuer ginn, e wär op Bréissel gaangen.

Mir hunn och gefrot, wéi et mat de Remarque vun de Leit wär bei de Consultatiounen, ob déi agebaut gi wäeren, ob eis Remarken, wou mer am Dezember hei ganz laang driwwer diskutéiert hunn, ob dovun eppes agebaut gi wär. An et wär scho flott, wa mer do eng Äntwert kéinte kréien.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Servicer vun der Chamber ...

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... wäerte verifiéieren, ob d'Antworten era sinn. An da komme mer gegebenefalls dorobber zrëck. Och op déi aner Froen. Dann hat den Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Merci, Här President. Et wäert lech elo net erstaunen, léif Kollegeinnen a Kollegen, datt ech a genau déi nämmelech Kerb eraschloen. Just, datt ech amplaz vum Artikel 83 den Artikel 84, nämlech dee vun de Question-urgenten, beméien.

Dee seet, datt eng Question urgente, wann de Statut reconnu ass an am Delai eng Chamberbersetzung ass, an der Pleniéire beäntwert muss ginn. Falls dat net de Fall wär, da géif et en Delai vu siwen Deeg ginn, fir eng Äntwert ze ginn. Ech verweisen do op d'Fro N° 2254, déi un de Finanzminister gaangen ass betreffend d'Grenzkontrollen, wou ech notament iwwer verschidde Base-legallen an en Uerder, virun allem, fir Donnéeën ze zerstéieren, gefrot hunn a wou ech ganz fro wär, eng Äntwert ze kréien, virun allem, well et sech hei dach ëm zäitkritesch Saachen handelt.

An dat huet och de President unerkannt, wéi en eng Question parlementaire urgente unerkannt huet. Deemetspriedend, mengen ech, wär et nëmme richtig, datt de Finanzminister haut hei am héijen Haus Stellung dozou hëlt.

► **Une voix**.- Mir hunn déi och zweemol.

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Ob ech dann dorobber eng Äntwert kréien, dat loosse ech

emol an de Raum gestallt. Well ech krut net méi spéit wéi viru fénnef Minutten d'Äntwert op eng Fro, déi dozou gehéiert, nämlech d'Fro N° 2148, déi am Ganzen aacht Froen opgeléicht huet. Déi gouf beäntwert mat véier Zeilen. Déi éischt Zeil huet gesot: „Et gouf alles an der Fro N° 2074 vum Här Gloden beäntwert.“ Eng Fro, déi um Portail ze fannen ass, wou awer d'Äntwert nach net um Portail ze fannen ass, soudatt et dach e bësse kokass ass, datt e Minister scheinbar mer eng Äntwert ka ginn, déi ech elo scho ka liesen, wou e sech op eng Äntwert bezitt, ...

► **Une voix**.- Délai dépassé!

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- ... déi ech nach net liese kann.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Déi ass nach net do!

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Also dat ass dach ganz kokass. An deemetspriedend kann ech mech der Demande vun der CSV nëmme ralliéieren, datt mer déi Froen hei kënnen stellen, nämlech un déi Ministeren, déi hir Delaie vis-à-vis vun der Chamber net respektéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Clement. Och hei wäerten eis Servicer verifiéieren, ob déi Froen an der Tëschenzäit net erakomm sinn. An da wäerte mer unverzüglich dee concernéierte Regierungsmember kontaktéieren.

Dann hat den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot. An duerno d'Madamm Arendt.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, Här President, villmools merci. Ech wollt eigentlech elo net eng drëtt Ried zum selwechte Sujet halen. Mee et geet mer eigentlech drëm, fir nach en anerem Aspekt ze belichten. Den Här Clement hat elo just gesot, en hat eng Question urgente iwwert d'Douane gestallt.

Ech wollt soen: Den 23. Abrëll hate mir och eng gestallt iwwert d'Douane, wou et och schonn ëm d'Grenzkontrolle gong an iwwert d'Roll vun eiser Douane. Den 23. Abrëll! Mir hunn haut nach keng Äntwert. Also, den Delai ass schonn dépasséiert. Ech mengen, d'Regierung ka sech der Kontroll vum Parlament net entzéien, wa se un d'Demokratie gleeft. A si kann och net higoen an ëmmer, oder dacks, evasiv Äntwerte ginn, mee si muss dem Parlament an domadder hire Wieler, dem Lëtzebuerger Vollek, eng komplett an éierlech Äntwert ginn.

Mir wäerten och an Zukunft ... Mir hunn dat e puermol gemaach an der Vergaangenheet, mee ech wëll mech och hei un d'Kollegee richte, fir hinnen ze soen: Wann Der net zefridde sidd mat der Äntwert, da kommt, mir ginn hin a stellen d'Fro nach eng Kéier an nach eng Kéier, bis mer wierklech d'Antworten hunn, déi mir, well mer jo d'Vollek verrieden, verdéngen, déi d'Leit verdéngen! Well déi Kontroll, déi mir iwwert d'Regierung ausüben, ass en Optrag, dee mir vum Vollek hunn. An ech wëll der Regierung hei soen, datt mir dat an Zukunft nach méi seriö huelen. A wann eng Äntwert evasiv ass oder wa mer einfach mierken, datt net déi ganz Wourecht op den Dësch kënt, da wäerte mer all d'Méiglechkeeten huelen, sief et hei am héijen Haus, sief et schréfflech, fir nozefroen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Och dee Message wäerte mer un d'Regierung weiderginn. Da ginn ech d'Wuert un d'Madamm Nancy Kemp-Arendt.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Jo, Här President, ech gesinn, d'Madamm Tanson ass an Zwëschenzäit do. Wär et méiglech, datt ech da meng Question parlementaire géif stellen?

► **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*.- Ech hu kee Problem domat. Ech maachen lech just drop opmierksam, also Dir kritt och d'Äntwert. Si ass eigentlech ..., ech hu se validéiert scho virun enger Zäit. Et ass net eng Fro, déi just u mech geet, mee ech kann lech se gär beäntwerten. Dat ass kee Problem.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Ech kann eropkommen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Da géif mer déi Fro och herno jiddefalls huelen.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Firwat net direkt elo, Här President?

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Nom Ordre du jour, soudatt mer d'Froen hunn, datt d'Madamm Tanson sech da bis dohinner kann dorobber astellen.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Okay. Merci, Här President.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Okay, ech géif dann d'Wuert un d'Madamm Djuna



Bernard gi fir den Depot vun enger Motioun. Madamm Djuna Bernard, Dir hutt d'Wuert.

5. Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard

Mme Djuna Bernard (déi gréng).- Villmools merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif gären eng Motioun deposéieren, déi ganz breet vu ville Membere vun der Kulturkommissioun gedroe gëtt. Si geet ëm kuerzfristeg, mëttelfristeg a laangfristeg Mesuren am Kulturberäich, am Bezuch natierlech zur Covidkris an zu deem, wat duerno kënnt.

Ech wäert duerno, wa mer an der Diskussioun sinn, natierlech nach méi genau dozou Stellung huelen. An ech erlabe mer, lech se elo heimmader ze deposéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

- reconnaissant l'effort global déployé par le Gouvernement pour contrer les effets de la flambée de Covid-19 et notamment concernant le secteur de la culture ;

- soutenant la démarche gouvernementale pour venir de suite en aide aux artistes indépendants et aux intermittents du spectacle notamment par le biais du projet de loi n° 7532 instituant un régime d'aides pour les entreprises en difficulté financière et modifiant la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique,

invite le Gouvernement

- à réévaluer la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique en tenant compte des expériences faites lors de la crise et en réévaluant notamment la période de la première demande d'aide ;

- à considérer les situations survenues par la fermeture des instituts et institutions culturels ayant eu lieu avant la date de déclaration de l'état de crise ;

- à solutionner les situations qui rendent les nouvelles aides financières inapplicables du fait qu'aucun revenu n'a pu être généré pendant la période de l'état de crise ;

- à entamer des discussions avec les radios et médias audiovisuels afin d'augmenter la diffusion de musiques et de productions d'artistes ayant un lien avec le Luxembourg ;

- à créer un plan de relance pour gérer l'après-crise ;

- à adapter le « Kulturentwicklungsplang » - plan de développement culturel aux nouvelles données résultant de la crise sanitaire du Covid-19 ;

- à soutenir dans la mesure du possible la replanification d'événements culturels et artistiques qui ont dû être reportés en raison de l'état de crise, afin d'éviter des chevauchements multiples concernant les nouvelles dates.

(s.) Djuna Bernard, Simone Asselborn-Bintz, André Bauler, Marc Baum, Sven Clement, Octavie Modert.

M. Fernand Etgen, Président.- Merci, Madamm Bernard.

6. Motion de M. David Wagner relative à la modification de la loi concernant le bail à loyer

(Motion déposée en séance publique n° 37 du 19 mai 2020 - à consulter au compte rendu n° 17/2019-2020 en page 567)

Éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten ass d'Motioun vum Här David Wagner iwwert de Bail à loyer. Här Wagner, als Auteur vun der Motioun hutt Dir direkt d'Wuert.

Exposé

M. David Wagner (déi Lénk), auteur.- Merci, Här President, erëm eng Kéier fir d'Wuert, well ech hat jo d'Motioun scho vir drun deposéiert an och presentéiert, an den Här Minister wäert se och kennen an och derzou kënne Stellung huelen, an d'Chamber hei och hoffentlech. Ech wäert dofir meng Ried net erëm eng Kéier halen, well soss, mengen ech, maachen ech mer hei am Haus keng Frënn. Mee ech wäert se awer vläicht nach kuerz resuméieren.

Déi heite Motioun geet natierlech op d'Wunnengsproblematik hei am Land duer, mee méi spezifesch op d'Wunnengsproblematik, déi elo am Kader vun der Pandemie vum Covid-19 zouschléit. Mir wëssen, datt vill Leit ekonomesch Problemer kréien, ob se Independant

sinn oder och Salariéen, an datt déi ekonomesch Kris zu enger sozialer Kris wäert féieren an deenen nächste Wochen, awer och an deenen nächste Méint. Et ass also keng Affär, déi einfach esou iwwert de Summer wäert verschwannen.

Mir wëssen, datt d'Loyeren hei zu Lëtzebuerg extreem héich sinn a schonn elo an der aktueller Situatioun fir vill Leit e riseg Problem duerstellen. Émsou méi wäerte se e riseg Problem duerstellen, wa vill Leit, Dausenden, Zéngdausende vu Leit och kéinten u Kafkraaft verléieren.

Mir sinn och der Meenung, datt et net duergeet, de Problem vun der Deierecht vun de Wunnengspräisser, deen een op eng ganz aner Aart a Weis misst upaken, einfach ze kompenséieren, andeems de Staat u sech déi Deierecht mat subventionéiert iwwer Allokatiounen, verschidde Forme vun Allokatiounen. Mir sinn der Meenung, datt ee muss elo proaktiv virgoen, fir eeben d'Loyeren net nëmmen ze deckelen. Ech weess, datt mer deemnächst, des Woch, wäerten e Projet de loi an der Logementskommissioun presentéiert kréien, dee soll d'Loyeren deckelen an enger éischter Phas, op jiddwer Fall derfir suergen, datt se bis zum Enn vum Joer net sollen eropgoen. Mir sinn awer der Meenung, datt dat net duergeet, well se souwieso scho relativ héich sinn a well d'Fro nach opsteet, wéi et herno wäert weidergoen.

Dofir dräi Fuerderungen un d'Regierung, et geet haaptsächlech drëms, déi aktuell Gesetzgebung op gewëssene Punkten ze modifizéieren. Mir hunn zwar eng Proposition de loi als déi Lénk deposéiert, déi eng méi déif gräifend Ännerung virschléit, mee dat heiten, dat wier elo, fir relativ kuerzfristeg ze agéieren.

Et géif drëms goen, datt mer mat enger Deckelung pro Meterkaree kéinte fueren, andeems een och verschidde Krittäre mat a Betruecht hält, wéi d'geografesch Situatioun, d'Effektivitéit, d'Ännerung, den Ekipement an esou weider. An datt een och hin zu enger Reform vun der aktueller Gesetzgebung geet, déi a Richtung geet vun engem Erofsetze vun de Loyeren. Mir sinn der Meenung, datt dat elo ganz urgent wäert ginn an deenen nächste Méint.

Drëttens si mer awer och der Meenung, datt och kleng Proprietären iwwert déi Zäit solle kënne gehollef kréien, entweeder déi, déi scho mussen e Prêt zrëckbezuelen un d'Bank, well se eeben en Eegenheem bauen oder kaaft hunn, respektiv déi, déi vläicht och een aneren Objet weiderverlounen. Also, mir excluëieren natierlech déi Groussgrondbesëtzer, Groussproprietären aus där Motioun, mee mir sinn eis scho bewusst, datt och vläicht kleng Proprietäre kéinten a Schwieeregkeete kommen. An dat wëlle mer natierlech och net.

Voilà. Ech hu se schonn deposéiert.

M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk), auteur.- Merci.

M. Fernand Etgen, Président.- Dann hat de Logementsminister d'Wuert gefrot, den Här Henri Kox.

Prise de position du Gouvernement

M. Henri Kox, Ministre du Logement.- Här President, fir d'Éischt wëll ech dem Här Wagner an dem Här Baum Merci soen, well si ass jo vun deenen zwee deposéiert ginn, déi Motioun. Dat erlaabt mer dann och, vläicht e puer Minutte méi wäit auszuhuelen, fir dann och op déi eenzel Moosnamen anzegoen.

Dir hutt dräi Punkten genannt. Ech wëll se net nach eng Kéier widderhuelen. Oder dach, trotzdem, well et awer wichteg ass: e Plaffong anzeféiere fir d'Loyeren, an dann eng Mietkommissioun, eng national, déi dat da soll kontrolléieren. An deen drëttens ass, fir deene kleng Proprietäre kënnen eng Zouwendung zoukommen ze loossen.

Dir sot, d'Regierung soll dat änneren. Bon, ech wëll soen, juste à la forme: Mir kéinten a sech och nëmmen eng „proposition“ maachen, well d'Chamber ass jo déi, déi d'Ännerung da schlussendlech duerchféiert. Dat ass éischter à la forme. An Dir hätt och kënnen eng méi konkret Proposition maachen, fir dat doten dann och kënnen ëmzesetzen, well Dir hutt schonn eng zweet Proposition gemaach. Ech kommen awer gläich dorop zrëck.

Mee zum Inhalt, ech mengen, dat ass méi wichteg wéi d'Form elo: Dir wësst, pertinent, dass de Ministère, an dat hunn ech des Éfteren an der Kommissioun scho gesot, dass mer um Bail-à-Loyers-Gesetz schaffen. Dat huet scho virun der Kris gegollt an dat gëllt émsou méi no der Kris.

An ech hunn lech gesot, dass mer un enger Rei Punkte wäerte schaffen. Ech kann lech se awer vläicht opzielen. Dat eent ass d'Garantie locative, wou mer wäerten eng Propos maachen.

Mir wäerten d'Commission vun den Agencen och nei kucken. Mir wäerten der Colocatioun endlech e legale Kader ginn, wat och mat de verlounen Zëmmeren zesummenhängt.

An dann deen Artikel, dee ganz wichteg ass, dat ass deen, wou iwwert de Plaffong vun engem Loyer diskutéiert gëtt. Dat ass dee sogenannte „capital investi“. Dir wësst allegueren, dass do eng Diskussioun entbrannt ass. Ech hunn lech och do gesot, dass ech un deem Dossier schaffen, intensiv schaffen, fir ze kucken, wéi mer dat intelligent upaken.

Och do wäerte mer des Woch jo en éischt Resultat vun engem Gerichtsprozess materliwen. Ech mengen, d'Friddensgericht gëtt des Woch den 28. eng Äntwert dozou. An dat wäert spannend ginn, a wéi eng Richtung mer dat maachen. Mir wëllen et upaken. Ech hu jo gesot, dass mer och do gäre méi konkret géife ginn.

Wat konkret déi Fuerderung vun engem Plaffong ugeet, do muss een oppassen, da brauch een e Mietspiegel. An an der Viraarbecht vun der Reform vum Bail à loyer, woumat mer amgaange sinn, hu mer dat och e bësse gekuckt. Mir hu versicht, iwwert de LISER erauszefannen: Mécht et Sënn, hei iwwerhaapt e Mietspiegel anzeféieren? A mir hunn awer gesot kritt, dass et statistesch ganz schwéier ass, well mer net déi Mass u Mietwunnengen hunn. Dat Eenzegt, wou et kéint à la limite goen, dat sinn eenzel Quartieren an der Stad Lëtzebuerg, fir eng Aart Mietspiegel kënnen anzeféieren. Also, et ass ganz schwéier, iwwerhaapt hei a Lëtzebuerg esou eppes wëllen ze maachen. Dofir ass d'Iddi nach ëmmer vum Capital investi drun.

An da wëll ech awer drun erënneren, an Dir hutt et selwer vir drun an Ärer Explikatioun gesot: Dir hutt eng Proposition de loi doleien, déi wäerte mer och den Donneschdeg an der Kommissioun diskutéieren, déi geet awer en anere Wee wéi deen, deen elo hei ass. Do probéiert Der, de Capital investi anescht ze berechnen.

Also ech mengen, mir maache méi Konfusioun dee Moment. Mir sollen eis Zäit huelen, wéi mer dat genau analyséieren. An dofir mengen ech, dass dat net ganz glécklech ass, hei esou aus der Héft, géif ech elo emol soen, einfach e Plaffong anzeféieren, wou mer awer och déi déif gräifend Analys misste maachen, Dir hutt et vir drun gesot: Wéi al sinn d'Wunnengen? Wéi ass den Zoustand? An esou weider. Dat ass näischt anescht wéi de Capital investi. Deen hält nämlech och eng Decote vun de Wunnengen an esou weider dran. Dat ass dat a sech schonn.

Da wéilt ech zu deem zweete Punkt kuerz Stellung huelen, wat d'Loyerskommissioun ubelaangt. Jo, ech hunn dat och gesot, dass mer d'Loyerskommissioun wäerte reforméieren. Dat packe mer awer net innerhalb vum Bail-à-Loyers-Gesetz. Ech hu gesot: „Do solle mer eng Analys maachen!“ Mir sinn och amgaang, déi Analys ze maachen. Ech wëll drun erënneren, dass ech e Bréif, oder dass d'Interieursministesch e Bréif un d'Gemenge verschéckt huet, well et sinn eng Rei Gemengen, déi de Moment keng Mietkommissioun agesat hunn. A mir si prett, souwuel den Interieur wéi och de Logementsminister, fir kënnen ze hëlfe, dass déi Mietkommissioun iwwerhaapt erëm an d'Liewe geruff gëtt. Ech wëll just soen, dass eng national - dat hat ech och schonn an der Kommissioun gesot - net dee richtige Wee ass. Mir sollen d'Proximitéit bäibehalen. Mir musse kucken, wéi mer déi Proximitéit maachen.

Awer wat richteg ass, dat ass méi eng Professionaliséierung. An do solle mer eis och Zäit huelen, fir dat dann och richteg kënnen ze maachen.

A wann ech déi lwwerleungen huelen, géif ech mengen, dass mer proaktiv als Regierung un deene Punkte scho schaffen, soudass déi Motioun, an et ass jo net u mir, déi Entscheidung ze huelen, mee ech géif proposéieren, dass se ofgeleent gëtt.

Ech wëll awer dervu profitéieren, nach eng Kéier de Prinzip ze soen, wéi d'Regierung higaangen ass, fir deene Leit ze hëlfe, an där schwieereger sanitärer Kris. Ech mengen, et ass jo och des Éftere gesot ginn. Ech hunn och Är Debatt vum leschte Mëtwoch, well ech gemengt hat, ech géif do nach druckommen, nogauschtert, wat eng ganz interessant Debatt war. Mir hu jo probéiert, an där Kris, ech soen elo emol, e Status quo e bësse bäizebehallen, ouni iergendwéi een deem aneren eng Schuld weiderzeleeden.

Dat heescht, mir hu probéiert, insbesonnesch deenen, déi do ugeschwat ginn, ze hëlfe, sief et domat, de Salaire ze halen, de Chômage partiel, dee mer gehalen hu bis de Mindestloun. Mir hunn d'Betribler esou séier wéi méiglech ënnerstëtzt, dass déi och hir Arbeitneemer kënnen ënnerstëtzen.

Dann hu mer d'Subvention de loyer op dräi Elementer gehéicht: Mir hunn d'Referenzloyer gehéicht, mir hunn de Montant selwer an de Plaffong an d'Luucht gehuewen. Mir hunn d'Allocation de vie chère - d'Ministesch huet dat nach de leschte Mëtwoch ugekënnegt - hei verduebelt. Ech mengen, et sinn eng ganz Rei vu Moosnamen ergraff ginn, fir déi Stabiliséierung elo an deem Moment kënnen ze maachen.

Ech hunn och matkritt, dass mer eng Réunion jointe solle maachen. An ech hunn dat och mat der Familljeministesch scho beschwat. Ech mengen, dat war den Här Galles, dee jo gefrot hat an der Heure d'actualité iwwert d'Aarmut, dass mer och an enger Kommissiounssatzung eng Kéier dee Phänomeen sollte kucken, well wann een Aarmut seet, huet een och oft de Logement mat derbäi. A mir preparéieren dat, soudass mir eng Jointe an deenen nächste Wochen zäitno, elo net ze laang erausgeschoben, kënne maachen.

An dann, zu gudder Lescht, hu mer och d'lescht Woch am Regierungsrot e weidert Element ugeholl, an dat betrëfft mech selwer: Dat ass d'Bail-à-Loyers-Gesetz, dat ass den Artikel 3, den Abschnitt 5, wou mer gesot hunn: „Mir maachen e Gel vun de Loyeren!“ Dat heescht, e Gel vun de private Loyeren, well et ass do, wou et am schwieeregsten ass. An et ass den Artikel 5, mengen ech, wou do seet, dass allkéiers, no all zwee Joer, kéint de Loyer an d'Luucht gesat ginn. An do hu mer gesot: „Hei, oppassen, dëst Joer bis Enn des Joers probéiere mer dann, dee Loyer anzeféieren op dee Montant, deen do ass!“

Vläicht nach eng Äntwert op déi lescht Fro, firwat mer elo net einfach sollten higoen an de Proprietären eppes ginn. An an der Debatt d'lescht Woch, mengen ech, hat den Här Spautz dat och nach eng Kéier gesot an där Heure d'actualité iwwert de Mëtzelstand, iwwert déi kleng Betriber: Et ass jo eng ganz komesch Kris, déi mer awer trotzdem erliwen. Et sinn net déi klassesch Arbeitneemer, déi elo am gréissten de Moment drënner leiden. Dat wäert kommen, wäert kënne kommen! Awer et si wierklech kleng mëttelständesch Betriber oder Independanten, déi zwee Méint einfach verluer hunn. Déi si wierklech déijéineg, déi am meeschte verluer hunn.

Nichtsdestotrotz, d'Covid-19-Task-Force, iwwert de LISER, mécht eng Etüd de Moment: Wien ass dann deejéineg, deen elo am Salaire verléiert? Ech mengen, éier mer och do aus der Héft schéissen an nach Subventionne wëlle ginn, misste mer awer och d'Datlag genau wëssen: wou mer intervenéieren, wéi mer intervenéieren. Soss maache mer just de Géigendeel a mir verdeele Suen, déi net néideg sinn.

Dofir wäerte mer och drop zrëckkommen, wann et muss sinn, an dat huet d'Regierung an all de Ressorten ëmmer gesot: „Wa muss no gebessert ginn an et gëtt gutt Analysen doruwwer, da wäerte mer och nobesseren!“ An dat gëllt natierlech och alles an dem Beräich vum Logement.

D'Bail-à-Loyers-Gesetz, dat kann ech hei nach eng Kéier soen, ech hunn dat och an der Kommissioun gesot, dass ech dat gäre virum Summer deposéieren. An dofir - et deet mer leed, ech hunn elo e bëssen iwwerzunn - war et mer awer wichteg, all déi eenzel Punkten nach eng Kéier hei ze erklären.

An ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Fernand Etgen, Président.- Merci dem Logementsminister Henri Kox. An ech hunn eng éischt Wuertmeldung vun der Madamm Semiray Ahmedova. Madamm Ahmedova, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Semiray Ahmedova (déi gréng).- Merci, Här President. Ech wëll just kuerz, ouni weider an den Detail ze goen - well ech mengen, den Här Minister huet dat zimmlech flott an zimmlech gutt gemaach, wat d'Detailer ugeet -, eng Stellung huele fir déi gréng Fraktioun a soen: Obwuel mer déi Grondiddien, de Grondprinzip vun där Motioun gutt fannen, kënne mer déi Motioun leider net matdroen.

Engersäits hu mer immens laang an immens vill an eiser Kommissioun, also an der Logementskommissioun, iwwert déi Punkte geschwat an eis auserneegesat. An zweetens wësse mer eeben och, datt d'Regierung, an dat ass och scho puermol an der Chamberskommissioun gesot ginn, deemnächst eebe wierklech wäert mat engem Gesetzesprojet zu deene Punkte kommen.

Voilà. An nach eng Kéier: Et deet mer leed, mee mir wäerten déi Motioun net kënnen matdroen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Ahmedova. An dann huet den honorabelen Här Marc Lies d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Lies (CSV).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Wat dës Motioun vun deene Lénken ueget, mengen ech, ass et an dëser Situatoun, soe mer esou, eng pertinent Fro, déi sech stellt, well besonnesch eng ganz Partie Locataire s'echerlech Schwierigkeeten hunn opgrond vum Chômage partiel, respektiv och Leit, déi vläicht hir Aarbecht wäerte verliesen. Duerfir, mengen ech, ass et pertinent, dës Fro zu dëser Zäit ze stellen.

Wat eis awer stéiert um éischten Alinea, wat e Plafonéiere vun de Loyereren ueget, ass: Ben, ech mengen, do gëtt et eng ganz Partie Beispiller och am Ausland, wou ee gesäit, datt e Plafonement vun de Loyereren net onbedéngt positiv herno matbegleet ginn ass, wou oft op verschiddene Plazen a Stied, a Quartieren an déi Wunnengen guer net méi investéiert ginn ass, wou Quartieren no enger gewëssener Zäitche verfall sinn.

Virun enger Zäitchen, virun engem Joer, annerhallwem Joer muss et gewiescht sinn, ass beispillsweis och zu Berlin dann e Plafonement vun de Loyereren agefouert ginn. Och do huet d'Berliner Wunnfërdgesellschaft gesot, datt dat net onbedéngt dee beschte Wee wär, fir datt och virun an dës Wunnenge géif investéiert ginn. Duerfir menge mer, datt dat doten net onbedéngt dee richteg Wee ass, fir dat à ce stade ze maachen.

Mir wëllten d'Regierung awer weider encouragéieren an och weider opfuerderen, datt an Zukunft ... Ben, Enn d'lescht Joer hat d'CSV am Ganze véier Propositionen de lois gemaach an neng Motiounen eragereecht, wéi ee méi schnell respektiv och méi sozial Mietwunnenge kéint op de Maart bréngen. Zemoos sozial Mietwunnengen, ech mengen, do brauche mer net laang driwwer ze diskutéieren, datt den Taux vun deem, wat mer hei am Land u soziale Mietwunnengen hunn, definitiv net duergeet. An hei ass Urgence gebueden! An ech mengen, do sinn de Minister a seng Ekip opgefuerdert, vläicht nach eng Kéier déi Motiounen, awer och déi Propositionen de lois, déi vusäite vun der CSV eragereecht gi sinn, nach eng Kéier op de Leescht ze huelen.

Entre autres wor do och eng Motioun, fir d'Regierung opzefuerderen, fir d'Offices sociaux eng Kéier op de Leescht ze huelen. Dat ass net d'Missioun vum Logementsminister, mee bon, et gesäit ee méi a méi an den Offices sociaux, datt d'Aarbecht ronderëm ..., oder datt e guden oder e groussen Deel vun där Sozialaarbecht notament awer d'Wunnengssich ass fir Leit, déi Schwierigkeeten hunn, fir eng Wunneng ze fannen. Duerfir wär et wichteg, datt an dësem Gesetz och Synergie géifen entstonen zwëschent der Famille an dem Logement, fir dat kënnen op de Leescht ze huelen. Dat just als ee Beispill.

Och eng Fuerderung vun der CSV wor et, fir méi Transparenz bei den Annoncë walten ze loossen, dat souwuel bei der Locatioun wéi awer och bei der Vente. Wat ass hautzudaags e Meterkaree? Et sinn oft Annoncen, do liest een net doraus eraus, wivill Meterkaree dann elo reellement an d'Vente oder an d'Locatioun ginn. Duerfir, mengen ech, sollt och hei e bësse méi Transparenz erfuert si respektiv gekuckt ginn, datt och eng kloer Definitioun iwwert d'Meterkareeën eng Kéier kéint gemaach ginn. Dat géif och schon hëllefen, datt eebe méi Transparenz bei den Offerten an deenen Immobilieportale wäert sinn.

Ech mengen, dat sinn elo eng ganz Partie Grënn, firwat och d'CSV dës Motioun net wäert matdroen. Wéi gesot, mir wëllten d'Regierung weider encouragéieren, datt notament an deem Beräich hei vum Wunnengsmaat méi schnell „Taten folgen“, datt verschidde punktuell Modifikatiounen a verschiddene Gesetze gemaach solle ginn.

Wann alles an engems, in globo, soll iwwerschaaft ginn, da brauch dat extrem vill Zäit. Mee déi Zäit, déi hu mer definitiv net méi. An duerfir fuerdere mer d'Regierung och heimat op, schnellstméiglech ze agéieren a Gesetze propose respektiv Gesetzestexter an d'Kommissioun ze bréngen respektiv awer och déi Propositionen de loi oder Motiounen, déi vusäite vu verschiddenen Deputéierten eragereecht gi sinn, dann och op de Leescht ze huelen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Lies. Ech gesi keng weider Wuertmeldung. Da kënnen mer elo zum Vott iwwert dës Motioun kommen. Fir d'éischt ...

(Interruption)

A! Den Här Yves Cruchten, wannechgelift.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Jo, Här President, et deet mer leed, ech hat gemengt, Dir hätt mech schon opgeschriwwen gehat.

Jo, ech schwätzen och fir meng Fraktioun. Och mir wäerten déi Motioun hei vun de Kollegee vun déi Lénk net matdroen. Ech wëll vläicht awer op ee vun den Haaptunkten aus dës Motioun agoen. Dat ass déi Propos, fir eng national Loyerskommissioun anzusetzen.

De Minister huet et elo just gesot, an alleguerter mir heibanne wëssen et eigentlech och scho méi laang, dass déi Loyerskommissiounen, wa se da funktionéieren, da funktionéiere se och nach meeschtens net gutt oder net esou op alle Fall, wéi mir eis dat virstellen.

Dofir mengen ech, dass d'Fro net déi ass, ob et wichteg ass, dass mer eng lokal, eng regional oder eng national Kommissioun hunn, mee d'Fro muss sinn: Wat fir eng Kompetenze sollen déi Kommissiounen hunn? Wat hunn déi ze maachen? Wat därefer se? Wat hu se net ze maachen? Wat fir ee Pouvoir hu se? An ech mengen, déi Diskussioun wär vill méi spannend wéi just sech drop ze fokusséieren, ob dat elo eng lokal, eng regional oder eng national Kommissioun wär.

Wat awer bei deem drëtten Punkt interessant ass - dat ass deen, wou d'Kollegee vun déi Lénk aginn op Problemer, déi Leit kéinten hunn, fir hir Präten zréckzebezuelen -, do hunn ech an deene leschte Wochen héiere vu Vertrieeder vun der Bankeplaz, Vertrieeder vu Lëtzebuurger Banken, an och a mengem Ëmfeld, dass d'Banken eigentlech kulant sinn den Ament an hire Clienten entgéintkommen. Dat war och dat wat, mengen ech, ee vun hire Vertrieeder um Radio gesot huet, wéi mer driwwer rieds haten, dass an där leschter Kris d'Banken eigentlech de Problem waren, an dës Kéier kënnen se da sech revanchéieren an en Deel vun der Léisung sinn.

Mee d'Fro, déi sech awer stellt, dat ass déi: Ass dat dote generaliséiert, dass effektiv déi eng oder aner Bank hire Clienten entgéintkënnert a seet: „Hei, et ass gutt. Mir prolongéieren d'Delaien. Mir setzen elo emol e Remboursement aus an Dir bezuelt eis dat spéider zréck?“ Gëllt dat just fir d'Lëtzebuurger Banken oder gëllt dat zum Beispill och fir auslännesch Banken, déi hei zu Lëtzebuerg eng Filial hunn an hei zu Lëtzebuerg Präten, Immobiliépräte lafen hunn?

Dat wär vläicht eng Fro, déi ech dem Minister wëllt mat op de Wee ginn, dass en dat eng Kéier mat sengem Kollege Finanzminister kuckt, ob mer do kéinte vun de Banke gewuer ginn, ob dat elo generell esou ass, dass effektiv d'Banken hire Clienten entgéintkommen. Wann dat net de Fall ass, da mengen ech schon, dass et derwäert ass, nach eng Kéier drop zréckzekommen a sech hei an der Chamber driwwer ze beroden, ob een net sollt legiferéieren.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten. An da ginn ech d'Wuert zréck un den Auteur vun der Motioun, den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk), auteur.** - Merci, Här President. Merci och dem Här Minister, datt en awer gutt op déi Motioun agaangen ass a seriö op déi Motioun agaangen ass, quitte datt mer eis vläicht net zu honnert Prozent eens ginn.

Virewech just eng kleng Saach: Déi Motioun, déi ass net „aus der Héft geschoss“ ginn, souzeesen. Also, et ass schonn eng intern Diskussioun bei déi Lénk gewiescht, eng kollektiv Aarbecht, déi gemaach ginn ass. A mir hunn eis einfach d'Fro gestallt, an déi hu mer eis relativ fréi gestallt, direkt wéi d'Pandemie an den État de crise lassgaange sinn -: „Wéi gi mer elo mat de Loyereren ëm?“

An net nëmmen hei zu Lëtzebuerg ass déi Fro gestallt ginn. Déi huet sech international gestallt. Du si vill Zenarie gezeecht ginn: Et soll ee se ausloossen. Et soll ee se reportéieren - wat eng gutt schlecht Iddi ass a Wierklechkeet, oder eng schlecht gutt Iddi ass, an esou weider an esou virun.

Mir haten och an der Kommissioun driwwer diskutéiert, scho relativ fréi, am Abrëll oder am Mäerz - ech si mer net méi ganz sécher vum exakten Datum -, mee relativ fréi.

Duerno stellt sech ganz einfach d'Fro, natierlech: Wéi gi mir als Deputéiert domadder ëm?

Et kéint een natierlech nach eng Proposition de loi maachen. Bon, « chat échaudé craint l'eau froide ». Also, et geet een dovun aus, datt dat vläicht e bëssen ze laang dauert. An de Pro-

blem ass jo och deen, datt een als Deputéierten net onbedéngt iwwert de kompletten Horizont vun Informatiounen verfüügt wéi e Ministère mat sengen Administratiounen. Mee eng Chamber kann awer eng Regierung incitéieren, eppes ze maachen.

Ech wëll och preziséieren, datt mer déi heite Motioun jo ursprénglech wollten déposéieren, ier och de Gel vun de Loyereren d'lescht Woch decidéiert gouf. Bon, et ass warscheinlech ...

(Interruption)

Mir woussten et op jidde Fall nach net. Mee dat war jo och net Är Schold. Also, well ursprénglech hätt et jo misse virun zwou ... Et war net Är Schold! Dat ass ..., mee ech wollt dat just seën.

An innerhalb vun zwou Woche geschéie vill Saachen, zemoos an dëser Zäit!

An dann zu der Refonte, déi den Här Minister engersäits deposéiert huet, an zwou Propositionen de loi, déi mir virun zwoe Joer deposéiert hunn: Déi zwou Saache si jo geschitt, ier déi Kris stattfonnt huet. Dofir, déi heite Motioun ass u sech net similiaire zu deem, wat mir an eiser Proposition de loi fuerderen. Mir hunn an der Proposition de loi eng ganz aner Approche, wat de Loyer de référence ueget, dat ass ganz kloer! Jo, jo, jo. Dat ass ganz kloer.

Mee dat heite war u sech eng Ureegung, déi heite Motioun, fir relativ schnell kënnen ze handelen. A si ass u sech nëmme geduecht fir deen heiten État de crise. Wa mer en normaalt Land wieren, da bräichte mer net vill ... Wa mer eng „normal Wunnengssituatioun“ hätten hei am Land, da bräichte mer keng speziell Gesetzgebung och a Covidzäiten ze hunn, well da kéint ee souguer a Krisenzäiten domadder ëmgoen.

Dofir ass dat heiten u sech e Versuch, no villen Diskussiounen, no villen Iwwerleeungen: Wéi kann een dat am beschten upaken? Datt et net zu honnert Prozent déi Ultraléisung ass, déi absolut Léisung ass, kënnen mir eis och virstellen. Well mer och net iwwer all Donnée verfügen. Mee op jidde Fall sinn et Indicationen. Duerno, natierlech, d'Chamber ass souverän - si wäert maachen, wat se wëllt.

Ech sinn awer och frou - wéi den Här Cruchten och gesot huet -: Also ech mengen och, mir müsse wierklech doriwuer diskutéieren, wéi duerno d'Banken domadder ëmginn. Well dat Wuert „Versteesdemech“ ass a mengen Aen e bëssen inflationär a leschter Zäit benotzt ginn: d'Versteesdemech vun de Patronen, d'Versteesdemech vun de Proprietären, d'Versteesdemech vun de Banken. Et geschitt. Wéi laang geschitt et? A wat sinn d'Konsequenzen duerno, op laang Dauer, vun deem Versteesdemech? Bon. Wie wäert dat ze droen hunn? Ech mengen, dat muss mer urgemment diskutéieren.

Ech mengen, ech bleiwen dobäi.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Ech mengen, da kéinte mer zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun kommen.

Vote sur la motion

Fir d'éischt huelle mer de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration. D'Ofstëmmung fänkt un.

Ech bieten déi, déi e Vote par procuration wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domat ass dës Motioun mat 52 Nee-Stëmmen bei 2 Jo-Stëmmen a 6 Abstentiounen ofgeleent.

Résultat définitif après redressement: la motion est rejetée par 55 voix contre, 2 voix pour et 3 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie

Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Jeff Engelen (par M. Roy Reding), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: M. Marc Spautz;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

7. Question parlementaire n° 1925 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp concernant la prise en charge des victimes d'abus sexuels

Ech mengen, da kéinte mer direkt zur Question vun der Madamm Nancy Arendt épouse Kemp un d'Madamm Tanson kommen. Madamm Nancy Kemp, Dir hut d'Wuert. Dir hut fënnel Minutten, fir Är Fro ze stellen, an d'Madamm Ministesch huet zéng Minutten, fir drop ze äntwerten. Madamm Nancy Arendt, Dir hut d'Wuert.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV).** - Merci, Här President. Här Dammen an Dir Hären, ech hunn de 24. Februar dës parlamentaresch Ufro 1925 un d'Madamme Ministesch fir d'Justiz, d'Famill an d'Gesondheet an un d'Häre Ministere fir bannenzeg Sécherheet, déi sozial Sécherheet a fir Educatioun, Kanner a Jugend gestallt a bis haut keng Äntwert krit.

Dofir erlaabt mer, se elo nach eng Kéier ze stellen, well Dir selwer an Är Äntwert eng „erschreckend“ Äntwert ginn hut, wéi Der selwer gesot hut, am Kontext vun enger anerer Question parlementaire, déi ech den 13. Januar - Question parlementaire 1702 - gestallt hat iwwert d'Vervéierfachung vun de Meldunge vu Kanner, déi sech beim Kanner-Jugendtelefon gemellt hunn am Kontext vun Duerstellung vu sexuellem Mëssbrauch vu Kanner am Internet.

Meng Froen dofir hei nach eng Kéier mëndlech: Wéi eng Ulafstellen an Therapié ginn et zu Lëtzebuerg fir Kanner a Jugendlech, déi Affer vu sexuellem Mëssbrauch gi sinn? Gëtt et och Therapieméiglechkeete fir d'Ëmfeld vun de betroffene Mannerjärege, zum Beispill d'Elteren? Ginn et zu Lëtzebuerg genuch Therapieplazen, fir datt och all Kand adequat ka betreit ginn, souwéi och fir säin Ëmfeld méiglechst?

Ginn dës Therapien zu honnert Prozent vun der Gesondheetskeess rembourséiert?

Wéi laang dauert et am Duerchschnëtt, bis e Kand respektiv d'Famill kënnen betreit ginn?

Ass d'Regierung der Meenung, datt dës Ulafstelle bekannt genuch sinn, oder misst nach méi sensibiliséiert ginn?

Kann d'Regierung eis e virelefege Bilan maache vum Fonctionnement vun der Afferambulanz? Wéi oft gouf dës Offer vun Staatslaboratoire an Usproch geholl? Wéi vill Persounen oder, besser gesot, wéi vill Mannerjärege sinn zanter dem Asetze vun dëser Afferambulanz do virstelleg ginn?

A wéi oft konnten Informatiounen, déi do dokumentéiert gi sinn, a Strofprozesser verwäert ginn? Koum et och schonn zu Verurteilungen opgrond vun dësen Informatiounen?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Nancy Arendt. An elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Madamm Justizministesch Sam Tanson.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Merci Madamm Arendt. Et deet mer wierklech leed, deen Delai ass net ze excuséieren. Ech hu just dee klengen Deel vun der Äntwert, dee mech selwer betrëfft. Ech hunn awer elo eng Zort koordinéiert Äntwert per Mail krit. Ech erlabe mer, se dann hei vu mengem Telefon zum Deel ofzeliere fir déi Elementer, déi mech net concernéieren, mee fir dass Der esou eng komplett Äntwert wéi méiglech krit.

Et erklärt sech eebe doduerch, dass ganz vill Ministeren implizéiert sinn. Mee bon, dat soll awer keng Excuse sinn. Et deet mer wierklech leed, dass dat elo esou laang gedauert huet.

Also d'Konsequenze vun sexuelle Mëssbrauch sinn natierlech villfältig a villschichteg. D'Reaktioun u jiddwer Affer sinn ënnerschiedlech op d'Situatioun, déi d'Affer grad erlieft huet. Niewent enger ausfrierlecher Berodung kënnen, deemno wéi d'Situatioun sech ubitt, spezialiséiert Servicer noutwendig sinn. Duerfir sollt d'Berodung an d'Propositionen vun enger Therapie vu Fall zu Fall ganz individuell consideréiert ginn, an dëst souwuel fir d'Kand - dee Jonken - wéi natierlech och fir d'Ëmfeld vun deem betroffene Mannerjärege.

Et gëtt eng ganz Rëtsch un Ulaf- an Therapiestellen. Dat sinn: d'Aktioun Bobby - d'Sektioun „Protection de la jeunesse“ vun der

Police judiciaire -, mat hirer Telefonsnummer 12321, et ass de Planning Familial, et ass d'Alupse, et ass d'Meederchershaus, d'Services d'aide aux victimes, d'Erzéiungs- a Familljebe-rodung „AFP - Solidarité-Famille“, de Service national de pédopsychiatrie, de Service national de psychiatrie juvénile an d'psychologesch Praxen, déi natierlech och kënnen dorobber spezialiséiert sinn. Doniewent gétt et och eng Rëtsch konventionéiert ASBL vum „Mega“ (ndlr: vum Ministère de l'Égalité des chances). Dat sinn OXYGENE - Femmes en détresse ASBL, infoMann - actTogether a PSYea - Femmes en détresse ASBL ..., jo, déi hat ech schon. Voilà!

D'Ulafstelle fir eng ambulante Therapie ..., voilà, dat ass nach eng Kéier datselwecht.

Dann hat Der gefrot: „Ginn et zu Lëtzebuerg genuch Therapieplazen, wou ee ka betreit ginn? A ginn dës Therapien zu honnert Prozent vun der Krankeess rembourséiert?“

Bon, ech mengen, ech hunn lech elo opgezielt, et sinn eng ganz Rëtsch vu Plazen, déi ugebuede ginn. An et ass och esou, dass déi Kanner, déi Affer si vu sexuellem Messbrauch, en charge geholl ginn. Dat ass och eng Informatioun, déi mer kruten.

Therapieplaze bei Psychologen, Psychotherapeuten, déi en Agreement vum ONE (ndlr: vum Office national de l'enfance) hunn, gi mat engem klengem Participatiounsundeel vun der Famill gréisstendeels vum ONE iwwerholl.

De Gesondheetsministère huet keng Informatiounen, datt Therapieplaze géife feelen. „Bei zwee Services nationaux am Kanner- a Jugendberäich, engem spezialiséierter Service wéi der Alupse, engem spezialiséierter Ekipp am Planning Familial am konventionéierter Beräich an iwwer 350 Psychologen, Psychotherapeuten misste genuch Ulafstellen ze fanne sinn“, ass d'Ausso vun der Santé.

Wéi laang kann et am Duerchschnitt daueren, bis e Kand betreit gétt? De Ministère de la Santé seet dozou: „Der Ufro betreffend eng Prise en charge vun de Kanner gétt séier no-gaangen, am beschte Fall den Dag selwer vun der Ufro oder eebe wierklech an den Deeg, déi direkt hannendru sinn.“

Dann hutt Der gefrot, ob d'Regierung der Meenung ass, datt dës Ulafstelle bekannt genuch sinn. Muss net méi sensibiliséiert ginn? Ech mengen, déi sinn allegueren ze fannen op de jeeweilegen Internetsitten, mee et kann een natierlech ni genuch dovunner schwätzen. Duerfir ass dat hei jo dann och eng gutt Geleeënheet, fir nach eng Kéier e Rappel ze maache vun all deene Servicere, déi et gétt.

Zur Afferambulanz: Zanter dass d'Umedo (ndlr: d'Unité médico-légale de documentation des violences) am Juli 2018 hir Dieren opgemaach huet, gouf a 76 Fäll dës Offer an Usproch geholl. Dorënner koum et a 35 Fäll zu Ennersichungen, während et sech an 41 Fäll ëm Consultatiounen iwwer Telefon gehandelt huet.

Dann hutt Der gefrot, wéi vill Persounen a wéi vill Mannerjäreger zënter dem Asetze vun der Ambulanz do virstelleg gi sinn. Mannerjäreger Persounen hunn op Basis vum Gesetz net d'Méiglechkeet, Gebrauch vun der Offer vun der Umedo ze maachen. Dat erkläert deemno, firwat keng Fäll vu Mineuren am Kader vun der Umedo virstelleg gi sinn.

Wéi dacks konnten Informatiounen, déi do dokumentéiert ginn, a Strofprozesser verwaert ginn? Koum et schon zu Verurteilungen opgrond vun deenen Informatiounen?

Bon, deen een Deel ass da mäin - do verweisen ech op eng Äntwert op d'Question parlementaire Nummer 1372, wou prezisiéiert gi war, dass déi Informatiounen net am JUCHA sinn, well se net relevant si fir den administrative Suivi vun enger strofrechtlecher Prozedur. D'Informatioun, wa se existéiert, ass nëmme an deene jeeweilegen eenzelnen Dossier ze fannen a si kann also net fir statistesch Zwecker benotzt ginn.

An et ass nach d'Prezisioun och vun der Santé, dass d'Dokumentatioun vun den Ennersichunge souwéi d'Asservéierung vu biologesche Spueren am Kader vun der Umedo strengend datschutzrechtliche Bestëmmungen ënnerleien, an doriwwer eraus dann och dem Secret médical. D'Informatiounen, déi d'Umedo zesummendrëit, kënnen deemno am Prinzip och just un déi concernéiert Persoun perséinlech iwwermittelt ginn, dat dann mam Accord vun där concernéierter Persoun. An déi selwer decidéiert dann, wat se domadder mécht.

Voilà! Ech hoffen, et war elo komplett genuch.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Tanson.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Ech hunn awer och nach eng Fro vum Här Reding opstoen. Wann dee mer se och wëll stellen, do brauch ech keen Handy.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Also, wann den Här Reding déi Fro, déi nach opsteet vun him, och wëll stellen, da kann en dat direkt maachen. Oder e kritt eng schrëftlech Äntwert. Här Reding?

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech akzeptéieren déi schrëftlech Äntwert.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Da kritt Dir Är schrëftlech Äntwert.

8. Motion de Mme Djuna Bernard relative au secteur culturel

(Motion déposée au cours de cette séance publique - à consulter en page 599 de ce compte rendu)

Mir kommen dann elo zur Motioun vun der Madamm Djuna Bernard iwwert déi kulturell Institutiounen, déi virum État de crise hu misse zoumaachen. An ech géif direkt der Madamm Bernard d'Wuert ginn.

Exposé

► **Mme Djuna Bernard (déi gréng), auteur.** - Villmools merci, Här President. Erlaabt mer, viruewech de Membre vun der Kulturkommissioun e grouse Merci ze soe fir déi konstruktiv an zilorientéiert Diskussiounen iwwert d'Situatioun vun der Kultur an an no der Coronakris.

Dës Motioun ass zustane komm duerch den engagéierten Asaz vun der honorabeler Deputéierter Octavie Modert a baséiert sech maassgeblich op eng éischt Motioun vun der CSV, déi mer an d'Kommissioun verweisen hunn an de 14. Mee während der Sëtzung vun der Kulturkommissioun diskutéiert hunn.

Ech wëll awer och der Ministesch Sam Tanson e grouse Merci soen, souwuel fir hiert schnell Agéiere fir de Kultursecteur, mee och fir hir grouss Disponibilitéit an der Kulturkommissioun, wou mer och erëm kommenden Donneschdeg déi nei Mesuren an Entwécklung vum Kultursecteur op de Leescht wäerten huelen.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, Lëtzebuerg war fréi dru mat den Hëlfe, spezifesch fir de Kulturberäich, an huet déi och konstant adaptéiert säitdem, an dës ganz rezent am Kader vum Neistart-Programm, deen e Méindeg virgestallt gouf.

Ech hu mech awer och domat beschäftegt, wéi de Kulturschafenden am Ausland gehollf gëtt. Hei lafen déi meescht Hëlfe an engem méi generelle Kader fir déi ganz Wirtschaft, wouduerch spezifesch Zuele fir de Kultursecteur schwéier ze fanne sinn. No an no ginn awer iwwerall speziell Urgencemoossname fir d'Kultur getraff, mee déi koumen oft vill ze spéit a si vill manner breet wéi d'Mesuren zu Lëtzebuerg. De Besoin dofir weist awer, dass de Kultursecteur hei wochelaang duerch d'Raster vun der Ofsécherung gefall ass, wat mir zu Lëtzebuerg vun Ufank u konnte verhënnern.

A mir bleiwe jo och net stoen. Mir ënnerstëtze weider. Eis Hëlfe sinn also net nëmme méi héich fir de Kultursecteur, vis-à-vis vum Ausland, mee och méi adaptéiert a méi previsibel fir déi Concernéiert.

D'Previsibilitéit ass dat, wat vill Kënschtler a Kulturschafend grad elo brauchen. Mir si maten am Deconfinement an dese betrëfft och de Kultursecteur ganz direkt. Émsou méi begrëssenswäert ass et, dass kulturell Evenementer och an Zukunft kënnen - natierlech ënner Kritären - stattfannen an d'Leit aus dem Secteur wëssen, op wat se sech astelle kënnen a müssen. Dat géllt souwuel fir de künstleresche Plang, de logisteschen an organisationelle Plang, mee natierlech och de finanzielle Plang, deen och nom Enn vum État de crise net einfach geléist ass.

Deementspriechend schwätze mer hei iwwer eng breet gedroe Motioun, déi notament freet, dass no Léisunge gesicht gëtt, fir de Kulturschafende finanziell och iwwert déi erweidert Krisenzäit ënnert d'Aerm ze gräifen. Si freet awer och, dass méi laangfristeg Konsequenzen an Iwwerleeungen aus der Kris fir de Kultursecteur gezunn a gefouert ginn. Dës betrëfft de Kulturrentwécklungsplang, mee awer och Iwwerleeungen zum Gesetz iwwert de Statut vun den Artisten an den Intermittenten.

An natierlech ass eis besonnesch wichtig, dass sech d'Kulturministesch nach weider wéi bis elo och proaktiv fir hire Kultursecteur asetzt an e Plang presentéiert, wéi de sougenannten Après-crise fir d'Kultur kann ausginn a wat d'Perspektive fir d'Acteuren um Terrain sinn.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, d'Kultur huet während dem Confinement nei Weeër fonnt, fir sech auszedrëcken. Si huet eis Mutt gemaach, ofgelenkt, eis Kanner animéiert an eis zum Nodenkeet bruecht. Mir hu virum allem gemierkt, wéi vill mer se vermessen. D'Mënschen aus dem Secteur, d'Kulturschafend, d'Intermittenten,

d'Artisten, brauchen elo Perspektiven, Ënnerstëtzung an Transparenz. A genau dofir setzt sech dës Motioun an, iwwert déi mer haut ofstëmmen.

Ech soen elo scho jiddwerengem e grouse Merci, dee se wäert matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Bernard. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Octavie Modert agedroen. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, jo, Kultur ass e Grondbedürfnis. An dofir ass et och wichteg, sech drëm ze këmmere.

An déi Motioun, déi d'Madamm Bernard als Presidentin vun der Kulturkommissioun elo hei hannerluecht huet, hält och ganz villes erëm vun der CSV-Motioun, souguer déi ganz Struktur. Schued just, dass eis konkret Moossnamen erausgehol gi sinn an d'Motioun esou awer e bësse verwässert ass.

Dobäi ass et ubruecht, datt och fir d'Kultur spezifesch Moossnamen an Hëlfe opgestallt ginn. An der Kulturkommissioun vun der leschter Woch sinn do weider keng nei Elementer vun der Regierung komm gewiescht.

Allerdéngs geet elo an der Motioun rieds vun engem „plan de relance“, dat ass nei. An esou e Plang, dat ass och wichteg an néideg an ubruecht. An dofir stëmmt d'CSV d'Motioun och mat.

Mir hätten awer gär huerteg Prezisiounen zu deem Plang, well an der Regierung hirem „Neistart“ vun der leschter Woch steet zwar dat Wuert „Kultur“ dran, awer net een eenzege konkrete Saz, wat do komme soll oder gemaach gëtt. De Kultursecteur, Kënschtler a Kulturschafend brauchen awer Perspektiven. An déi wëll ech an där nächster Chamberswoch vun der Regierung wëssen.

En attendant stëmmt d'CSV dës Motioun. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Modert. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Pim Knaff. Här Knaff, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Pim Knaff (DP).** - Jo, Här President, léif Kollegen, merci och un d'Kulturkommissioun an un hir Presidentin, d'Djuna Bernard, fir déi Motioun, déi natierlech an déi richteg Direktioun geet, fir nach eng Kéier op d'Wichtigkeet vun der Kultur opmierksam ze maachen.

Grad a Krisenzäiten, do däerf d'Kultur net vergiess ginn. Dat war dat, wat och à l'unanimité an der Kulturkommissioun erauskomm ass. Dat ass och eppes, wat natierlech gedeelt gëtt vun der Regierung. Kultur ass wichteg, net nëmme, well se dem Public Freed mécht, mee well se och en net negligeebele Facteur ass fir dat soziaalt an och dat ekonomescht Liewen am Land.

Ech mengen, déi wichtegst Decisioun, déi elo geholl ginn ass fir d'Kultur, dat ass déi vu geschter, wou erëm decidéiert ginn ass, datt am Respekt vun de Geste-barrièren awer erëm Treffte kënnen tëschent den Artisten an hirem Public geschéien.

D'Kultur kann also erëm eropgefuert ginn. A complementaire zu natierlech den Orientatiounen, déi dës Motioun gétt an déi mer zu wierklech enger larger Majoritéit droen, wënschen ech surtout den Direktere vun eise Kulturhaiser, den Administrateure vun eise Kulturassociatiounen ganz vill Kreativitéit an der Ëmsetzung vun deem, wat elo vun hinne verlaangt gëtt, nämlech et ze erméiglechen, mat der gréisstméiglecher Sécherheet awer erëm ze kucken, datt den Accès pour tous à la culture garantiéiert ass.

Dës gesot, wéi gesot, stëmmt déi Demokratie Partei och dës Motioun mat.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Knaff. Dann huet den honorabelen Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Bernard fir dës Initiativ an den Text, dee se presentéiert huet. Mir hunn deen Text net matënnerschriwwen, awer mir stëmme e mat. An deen Ennerscheid wëll ech erklären.

Mir hunn en net matënnerschriwwen, well zwou Saachen drästin, wou mer eis wierklech Froe stellen. Dat éischt ass d'Differenz op deem Dialog mat de Medien, datt mer elo do solle méi Wierker erabrëngen. An do ass déi éischt Bemierkung, déi mer maachen - an do referéieren ech mech och op eng Initiativ vu mengem Kollege Roy Reding -, datt mir emol gär geifen den aktuelle Vertragsstand kenne mat zum Beispill RTL, ier mer higinn a soen: „Mir wëllen elo nach dës an dat derbäi maachen.“ Mir géife

gäre wëssen: Wat ass iwwerhaupt d'Verhandlungsgrundlag?

Mir wëssen, datt am Abléck nach e Prozess leeft. Mir waarden dorobber. Mee ech mengen, et ass selbstverständlech dat Recht vun der Chamber, dee Vertrag mat RTL notament ze kennen. A wa mer dee bis kennen, da kucke mer, wéi mer weider kënnen verhandelen.

Eng zweet Observatioun ass déi Formulierung, déi een dacks héiert, datt mer solle Kënschtler fërderen, déi „e Lien“ mat Lëtzebuerg hunn. Do ass eng Pudeur d'expression, déi mir net deelen! Mir soen als ADR: „Mir solle Wierker deelen, déi vu Lëtzebuenger Artisten sinn an déi op Lëtzebuergesch sinn.“ Mir hu keng Angscht, fir eiser Kultur e Rang aneraumen, dee se eiser Meenung no verdéngt! Et ass sécher an eisen Ae luewenswäert, wann ee seet: „Jiddwereen, deen e Lien mat Lëtzebuerg huet, dee soll kënnen geféiert ginn.“ Dat ass awer net eigentlech d'Aufgab, mengen ech, vun der Lëtzebuenger Politik. Eis éischt Aufgab ass et, och emol no de Lëtzebuenger Kënschtler an och no de Wierker a Lëtzebuenger Sprooch ze kucken. Wie géif et soss maachen?

Eng drëtt Consideratioun ass dee Kulturrentwécklungsplang. Mir sinn net ganz frou mat deem, fir et feim auszedrëcken, well mer soen: „Kultur huet fräi ze sinn!“ Un éischter Plaz! Wa mer vun hir eng wierklech Onofhängegkeet erwaarden, eng kritesch Distanz zu villem, muss se och finanziell onofhängeg sinn. Dee Kulturrentwécklungsplang ass e Schrëtt a Richtung Dirigismus. En ass net schlecht gemengt, well vu Kulturhëlfe op Kulturplanung, datt ass ee Schrëtt. Mee deen nächsten ass eng staatilech, eng Staatskultur.

Mir wëllen dee Wee net goen! An dofir warne mer virum esou Saache wéi engem Kulturrentwécklungsplang, well en inhärent Geforen a sech dréit. Well awer déi Referenz dran ass, ënnerschreiw mer d'Motioun net.

Awer mir stëmme se mat. Mir stëmme se mat, well mer, wéi jiddwereen heibannen, iwwerzeegt sinn, datt d'Kultur an dës Zäite muss ënnerstëtzt ginn, datt mer mussen zesummeschaffen, fir dee wichtegen Deel vun eise sozial, intellektuelle Liewe kënnen lieweg ze halen, fir kënnen de Kontakt ze hunn an déi Konfrontatioun mat Iddien, déi mer soss net ëmmer begéinen. Mir wäerte se also matstëmmen, awer mat alle Reserven, déi ech gesot hunn: „Kultur ass fräi. Kultur muss fräi bliwen!“

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Asselborn-Bintz.

► **Mme Simone Asselborn-Bintz (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Kultur ass wichteg an essenziell virum der Kris, an der Kris an och no der Kris. Mir sinn eis all bewosst, dass déi Kulturschafend, egal aus wéi engem Secteur se kommen, an de leschte Méint gelidden hunn. Dass d'Regierung am Kader vun der Coronakris an dem Stabilitéitspak och Hëlfe fir de Kultursecteur aflësse gelooss huet, dat ass begrëssenswäert. An et kommen der jo och nach no.

Dass d'Kultur verbënnt, brauch ech jo elo wuel hei net onbedéngt extra ze betounen. Mee et huet een dat och nach eng Kéier ganz däitlech gesi mat deene sëllichen Aktiounen, déi virum allem op de soziale Medien elo vu ganz ville Kulturschafende gemaach gi sinn an déi och e ganz groussen Erfolleg haten. Mir hunn eng qualitativ a quantitativ héichwäerteg Kulturzeen, déi et onbedéngt ze ënnerstëtze géllt. Mir muss verhënnern, een Deel vun dëser Kultur, a wann et och nëmme e klengen Deel wier, an dës Kris ze verléieren, well soss géif Lëtzebuerg als vill méi en aarmt Land aus dëser Kris erausgoen.

An deem Sënn kënnen mir als LSAP-Fraktioun dës Motioun, wéi se elo hei virläit, ënnerstëtzen, well et wichteg ass, fir elo an der aktueller Phas, an awer och an deene Phasen, déi kommen, déi Kulturschafend net eleng ze loossen a beschränke ze ënnerstëtzen, fir si um Wee an déi kulturell Normalitéit, wann et dat da sollt ginn, ze begleeden.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Asselborn. An da wier et um honorabelen Här Marc Baum.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Allem, wat bis elo iwwert de Stellewäert vun der Kultur gesot ginn ass, kann ech mech natierlech nëmme uschlëssen. An



ech mengen, datt an der Kris, vun där jo evidenterweis och d’Kultur an déi kulturell Produktionen direkt betraff sinn doduerch, datt se bis viru ganz Kuerzem iwverhaapt kee Public méi konnten empfänken, datt dee ganze Kultursecteur duerch des Situatioun quasi och virun e Schock gestallt ginn ass, wou relativ séier d’Regierung effektiv, an enger éischer Reaktion, dorobber reagiert huet, fir dat Gesetz, dee Kader, dee mer am Moment hunn, esou unzepassen, datt méiglechst wéineg Leit duerch d’Netz falen. Well betraff si virun allem déi Kulturschafend selwer.

A mir hunn, wat déi Kris sech weider entwéckelt huet iwwert déi lescht Wochen, festgestallt, wéi gesot, datt dat Gesetz, wat mer hunn, duerchaus seng Forcen huet, mee awer och duerchaus seng Faiblessen. An duerfir ënnerstëtzt mer och des Motioun, wou am éischten TÛret drasteet, fir genau dat dote Gesetz op de Leescht ze huelen. Mir hu festgestallt, datt d’Situatioun vun deenen ënnerschiddleche Statuten, deene vum Artist a vum Intermittent, ënnerstëtzt sech nach eng kéier esou verschidden an esou komplex sinn, datt et schwiéer ass, mat engem eenzegen Text all deene verschiddene Situatiounen kënnen gerecht ze ginn.

Well dat, wat d’Gesetz à la base ass, datt ass eng sozial Mesure. Et ass kee Revenu de remplacement wéi de Chômage. Wat Vir-an-Deeler huet. A mir mussen dat wierklech der Situatioun vun deene Kulturschafenden entspriechend, mengen ech, evaluéieren an och iwwerpräiwen, awéiwäit dat zäitgeméiss ass, awéiwäit dat de Besoime vun deenen Eenzelnen och entsprécht.

Dann, en zweet Element ass d’Fro vun der Previsibilitéit. Mir sinn effektiv gëschtler gewuer ginn, datt kulturell Veranstaltung mat Public erëm méiglech sinn, ënner bestëmmte Konditiounen. Wat am Moment nach manner kloer ass, datt sinn d’Produktionsbedéngungen. Dat heescht, ënner wéi enge Konditiounen ass et méiglech fir Museker ze prouwen? Mir hunn de Moien och nach eng kéier de Fall vu Chorallen ugeschwat.

Awer och an deem Beräich, deen ech jo ganz gutt kennen, dem Theater: Wéi ass et do an Zukunft méiglech ze prouwen? Well et geet jo net nëmmen duer, datt Zuschauer do sinn, et muss och am beschte Fall eppes op der Bün kënnen gebuede ginn. An och do, mengen ech, ass nach e Schrëtt ze maachen, si gemeinsam Iwwerleungen ze féieren.

An en allerlescht Wuert op d’Aussoen hi vum Fernand Kartheiser vun der ADR, wat d’Lëtzebuurger Sprooch ugeet: Déi gréisst Wierker vu Lëtzebuurger Kënschtler sinn net onbedéngt a Lëtzebuurger Sprooch verfaasst! An eng Kompositioun vun engem wéi dem David Ianni, zum Beispill, ass an enger Sprooch verfaasst, déi vläicht eng vun deene wonnerbaarsten ass, nämlech déi universell Sprooch vun der Musek.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. Ech mengen, da kéime mer zur Ofstémmung. Nee, den Här Sven Clement. Entschëllegt!

(Interruption)

Här Clement, Dir hutt d’Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Ech mengen, eleng un den Aussoen, déi mer elo grad héieren hunn, mierkt een, wéi divers d’Kulturlandschaft ass an datt et vereinfacht ausgedréckt wär ze soen, datt ee mat engem Gesetz, wéi dat am Ufank gemaach gouf, all d’Facetten dovunner kéint ofdecken.

Et ass wichteg, datt mer direkt agéiert hunn. An ech mengen, datt déi Hëllef an séier bei deene Leit ukomm sinn, déi eligibel waren. Mir mierken awer elo, datt et punktuell Plaze gëtt, wou een nach nobessere kann. An ech mengen, datt déi Motioun hei genau an déi richteg Richtung geet, fir eebe genau dat ze maachen.

Wat mir perséinlech immens wichteg ass, ass datt mer eis Kulturlandschaft un déi nei Gegebenheiten uppassen, an deene mer eis elo erëmfinden. Engersäits hu mer eng ganz Rëtsch Produktionen, déi prett sinn, déi an de Startlacher stinn, fir sech ze lancéieren. Et sinn nei Produktionen während dem État de crise préparéiert ginn, ouni datt se konnt geprouft ginn, ouni datt se konnten e Public fannen. Ech mengen, datt mer warscheinlech an eng Zäit wäerte kommen, wou et u Produktionen net onbedéngt mangelt, wou et éischer d’Fro ass: Kréie mer genuch Public op déi richteg Plazen? Däerf de Public schonn nees dohinner goen? Ech mengen, dat si kruzial Froen.

An den däitschen Dichter Jean Paul huet eng Kéier gesot: „Die Kunst ist zwar nicht das Brot, aber der Wein des Lebens.“ An hei invitée mer d’Regierung, fir eppes am Sënn vum Brou de Kënschtler ze maachen, fir eeben do nach eng kéier iwwert d’Mesuren nozedenken, fir dat ze evaluéieren. An ech mengen, duerfir kënnen mer dee Projet hei dann och matënnere stëtzen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. An elo huet d’Regierung d’Wuert, d’Madamm Kulturministesch Sam Tanson.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Merci. Fir d’éischt emol villmools merci, Madamm Modert, dass Der dat ugestiwelt hat déi leschte Kéier, wéi mer hei iwwert d’Gesetz diskutéiert hunn. Ech si jo ëmmer erëm der Meenung, dass een net ka genuch, och politesch, iwver Kultur diskutéieren. An ech sinn och ganz fro, trotz verschiddene Bemollen, op déi ech vläicht nach zrëckkommen, dass hei esou eng breet Zoustëmmung ass fir dat doten.

Et ass manner prezis, wéi Dir virgeschloen hat. Dat ass richteg. Zum engen, well mer beim Interimstatut elo nach net kënnen genau soen, a wéi eng Richtung dass et wäert goen. Mir hunn elo relativ vill Erfahrungswärter an deene leschte Woche gemaach, mee eis Leit schaffen am Moment nach ëmmer an der Urgence, fir esou séier wéi méiglech d’Aiden ausbezuelen - et ass fir mech verfréit, fir elo ze soen, mir mussen do oder do upaken.

Wann ech reng meng Positioun kucken: Ech hunn nach virun e puer Méint geduecht, mir missten dee Statut, wou ech immens fro sinn, dass mer en hunn, dass meng Virgänger deen en place gesat hunn, mir missten dee just punktuell adaptéieren. Or, ech kommen awer mëttlerweil zur Konklusioun, dass mer do e bësse méi déif gräifend mussen drugoen. Just vläicht eng Ziel: Mir hunn am Mount Mee 435.000 Euro iwwert dee Budgetposten ausbezuelet. Dat ass en absolutt neie Rekord. Et sinn 205 Demanden do traitéiert ginn. Och dat ass en neie Rekord.

Dann, deen zweete Punkt war dee vum Plan de relance. Do hat Dir effektiv eng Rëtsch Propositione gemaach. D’Regierung huet déi lescht Woch, wéi mer dee ganze Programm „Neistart Lëtzebuerg“ ugeholl hunn, och e puer Mesuren a puncto Kultur ugeholl. An den Donneschdeg kënnen mer am Detail an der Kommissioun driwwer diskutéieren. Ech soen lech elo eng kéier déi grouss Linnen:

Deen éische Posten, dat sinn 1,5 Milliounen, wou mer an d’Konventionen vun de besteende Konventionen, déi mer elo hunn, weider investéieren, fir dass déi Haiser dat och erëm weider kënnen an d’Artisten investéieren. Et sinn eng ganz Rëtsch vun Institutionen, déi elo vill Perten hate bei hire Recetten, well se keng Entréestickete verkaaft hunn, well se kee Catering haten, well se och keng Locatiounen haten. Dat heescht, do stinn eng Rëtsch Haiser viru reelle Problemer, déi mer probéieren, iwwert de Konventionbudget guttzmachen.

Dann hu mer 1,5 Milliounen fir Projete an der Kultur virgesinn. Dat ass dat eent. Dat sinn zwee Posten, déi mer schonn hunn, déi mer elo verstärken, fir eeben der aktueller Situatioun Rechnung ze droen.

Dat eent sinn Acquisitiounen, wou mer e Budget hunn, wou de Ministère fir 100.000 Euro d’Joer Acquisitiounen bei Artiste mécht. Dee wëlle mer elo iwwer 150.000 Euro eropsetzen, dass mer domat och d’Galerien ënnerstëtzen. D’Galerie kënnen da Projete eraginn, wou d’Artisten an d’Galerien ënnerstëtzt ginn.

Mir hunn d’Commande musicale. Och dee Posten hu mer verstärkt. Amplaz vu 50.000 Euro sinn der elo 60.000 derbäikommt, soudass net just eng Selektioun vun Ensembelen eng Commande ka maachen, mee dass mer dat elo méi breet opstellen an och den OPL mat an dee System vun de Commandes musicales eranhuelen, soudass den OPL och eng Commande musicale wäert kënnen ginn.

Mir ginn e Soutien à l’écriture vun engem Theaterstück, wou Projete kënnen eragereecht ginn, wou dann e Jury verschiddene Projete selektéiert, wou dann eenzel Haiser, Ensembelen kënnen Projete schreiwen, en Auteur bezuelet gëtt fir d’écriture an herno dann och d’Produktioun en tant que tel bezuelet ginn.

Mir hunn e Projet fir d’Reprise vu Piëcen, eebe wa mer dervunner schwätzen, wéi mer elo an Terme vu Confinementszäite kënnen a mussen den Theater zum Deel nei denken, dass mer dat och ënnerstëtzen.

Dann hu mer e wichtige Projet, dat ass dee vun den Artistes associés, dat ass dee gréisste Poste vun deenen 1,5 Milliounen, wou dann

déi eenzel Institutione sech kënnen en Artiste associé, wéi dat elo schonn Haiser wéi Neimster zum Beispill maachen, bäihuelen, deen dann eng gewësse finanziell Sécherheet huet a Projete mat deem Haus zesumme lancéiert.

An d’Residence vu Buerglënster wäerte mer elo emfonctionéieren. Déi kritt elo e Kollektiv zur Verfügung gestallt, och mat engem Budget vun 100.000 Euro, wou se kënnen Projete dann zu Buerglënster maachen.

Da sinn nach zwee Investposten. Dat eent ass fir d’Musées régionaux, wou mer festgestallt hunn, dass déi wierklech e Bedarf hunn, fir hir Zeenografie ze verbesseren, fir verschiddenen Investitiounen ze maachen, déi et einfach dann e bësse méi attraktiv maachen, wou mer an engems och d’Handwerk mat derbäi kënnen huelen, wou eng Millioune virgesinn ass. An dann nach eng Millioune fir d’Sites touristiques et archéologiques, wou mer kënnen opwäerten an do dann och gläichzäitig d’Handwerk matziele kënnen. Dat sinn da fënnf Milliounen insgesamt fir dee Plan de relance.

Just nach eppes zu der Fro vum Lëtzebuergeschen. Ech mengen, de Marc Baum huet et esou schéi gesot, wéi ech et net selwer, mengen ech, elo hikit hätt. Déi Opposition, fannen ech, ass eppes, wat mer widerstriift. An Dir kënt net op där enger Säit soen: „D’Konscht muss fräi sinn!“, an op där anerer Säit soen: „Mee si muss op Lëtzebuergescht sinn!“ Well ech mengen, dat ass eng ...

(Brouhaha)

... Kontradiktioun, qui ne tient pas la route. An ech verstinn och net, wéi grad Dir, deen Dir jo awer ëmmer gutt d’europäesch Reegelen am Bléck huet, kënt soen, dass mer kéinten Aidé just u Lëtzebuurger Artiste ginn, well dat ass am Widdersproch mam europäesche Recht.

Mir kéinten net, souguer wa mer et wölten - wat mer natierlech op kee Fall wëllen an engem multikulturelle Land wéi Lëtzebuerg -, just deene mat enger Lëtzebuurger Nationalitéit eng Ennerstëtzung ginn. Dat geet iwverhaupt net! Dat ass keen objektive Krittär, no deem mer kéinten déi Aidé verginn, soudass ech der Meenung sinn, dat Multikulturellt, an do ass d’Wuert „Kultur“ mat dran, dat géllt speziell nach méi an der Kultur wéi soss anzwousch.

Natierlech hu mer formidabel Artisten, déi sech op Lëtzebuergesch expriméieren, mee mir hunn och formidabel Lëtzebuurger, franséisch a wat weess ech, vu wéi engen Nationen se alle guerte kommen, Artisten, déi sech an alle méigleche Sproochen expriméieren, wou ech houfreg drop sinn, dass déi dat zu Lëtzebuerg maachen, mat engem Lien zu Lëtzebuerg. An déi wëlle mer natierlech allegeruerten ënnerstëtzen.

Ech soen lech Merci fir déi breet Ennerstëtzung.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools der Kulturministesch. An dann huet den Här Fernand Kartheiser d’Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Parole après ministre! Här President, et ass ëmmer interessant, wann een hei Saachen an de Mond geluecht kritt, déi een net gesot huet.

► **Plusieurs voix.**- O!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mee dofir wëll ech nach eng kéier preziséieren, wat wierklech gemengt ass. Ech hu gesot: „Mir solle Lëtzebuurger Kënschtler ënnerstëtzen a Wierker, déi op Lëtzebuergesch geschriwwe sinn.“ E Lëtzebuurger, dee Musek schreift, gehéiert an déi Kategorie.

Wann ech soen, datt d’Konscht soll fräi sinn, gëtt dat net a Fro gestallt doduerch, datt ech soen: „Nëmme bestëmmte Leit solle mer finanziell ënnerstëtzen als Staat.“ Well mir mussen eis dat jo iwverleeën als Staat, wéi eng Krittäre mer huelen, fir eng Ennerstëtzung ze ginn, a wem. Dat ass eng legitim Demarche. Mir kënnen net - fir d’Beispill ad absurdum ze féieren, zum bessere Verständnis -, mir kënnen net iwverall a jiddwereen ënnerstëtzen, also muss et eng selektiv Selektioun ginn, eng Selektioun, déi eiser Kultur hei am Land entsprécht. Absolutt legitim!

Wann een elo higeet, wéi Dir dat sot an Ärer Ausdrucksweis, well Der net méi wëllt soen: „Mir ënnerstëtze Lëtzebuurger Kënschtler oder Wierker, déi op Lëtzebuergesch sinn“, oder esou, dann heescht dat ewell ëmmer „les productions d’artistes“, och am Kulturentwicklungsplang iwwregens, „ayant un lien avec le Luxembourg“.

Wat heescht dat? Wéi vag kann dat sinn? Wou ass do eigentlech och d’Gerechtegkeet an der Selektioun a wou fänkt dat Arbiträrer un? Wou ass dee Lien mat Luxembourg? Wou ass dee Lien, déi Plus-value fir eist eegent Kulturliewen?

Wësst Der, dee Multikulti- oder Interkulti-Usaz, dee mer jo do hunn, ass eng ganz wonnerbar Saach, wann een e richtig versteet. Eist Land, wéi och am Ganzen iwverall, mir gewannen un der Pluralitéit vu Kulturen, wou eng déi aner ka befruchten, eng déi aner inspiréieren, eng un där anerer wuessen.

Awer Multikulti ass heiansdo e Synonym fir d’Klengschwätze vun deem Eegenen, fir ze soen: „Mir kënnen eist Eegent net méi esou no vir stellen, well mer jo déi aner mussen op d’mannst esou vill respektéieren wéi eist Eegent!“ An do ënnerscheede mer eis. Mir soen: „D’Konscht, oder och Europa, ass e Mosaik, an dee jiddwereen, och d’Lëtzebuurger, vläicht e klengen Steen, e klengen Steenche kann dralleen, awer ouni dee Stee wär dat Mosaik net komplett.“ A fir eis ass Multikulti eppes, wat mir gesinn an der Gläichrangekeet - op d’mannst! - hei am Land mat deenen anere Kulturen, an net e Virwand fir ze soen: „Mir kënnen eist Eegent net méi no vir stellen, well mer alles anescht mussen op e gläichen Niveau setzen.“

Dat ass, mengen ech, e grondleeënde Ennerscheede. Mir bekennen eis och zu deem, wat Lëtzebuergesch ass, ouni Komplex, ouni Reserv. An domadder schlësse mer keen aus. Mee mir kucken, datt mir bäidroen a fleegen, wat eis uvertraut ass, eis Lëtzebuurger Kultur an eis Lëtzebuurger Sprooch.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. D’Madamm Tanson wëllt nach dorobber reagieren. Madamm Tanson, wannech gelift.

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture.**- Jo, ech sinn elo relativ erstaunt, well éischters hutt Der ganz kloer gesot, dass just Lëtzebuurger Artiste sollen ënnerstëtzt ginn. Ech mengen, ech sinn net dat Eenzeit, wat dat hei esou héieren huet. An dat geet iwverhaupt net. An dat schlësst och dat aus, wat Der elo erkläert hutt.

Ech si perséinlech der Meenung, dass d’Nationalitéit an deem heite Kontext komplett egal ass. Dat, wat wichtig ass, dat ass d’Resultat. An Dir kënt jo net op där enger Säit vu Fräiheet vun der Konscht schwätzen ... Ob ech mech op Franséisch oder op Lëtzebuergesch expriméieren, wann ech e Buch schreiwen, dat gehéiert och zur kënschtlerescher Fräiheet.

An dat wëllt net heeschen, dass ech déi Lëtzebuurger Sprooch net héichhalen. Ech hale se ganz héich! A wann ee gesäit, déi jonk Auteuren, wéi flott déi sech och op Lëtzebuergesch expriméieren, da fannen ech dat impressionnant. Mee et gëtt genausou vill aner Auteuren, déi sech net op Lëtzebuergesch zum Beispill expriméieren, a genau dat wëll ech och ënnerstëtzen.

An de „lien avec le Luxembourg“, dat kënt einfach dohier, dass mer op där enger Säit ganz vill Artisten hunn, déi hei wunnen, déi awer net d’Lëtzebuurger Nationalitéit hunn, mer also net kënnen u Lëtzebuurger schwätzen. Mir hunn awer och vill Lëtzebuurger Artisten, déi am Ausland wunnen an déi mer jo och net wëllen ausschléissen. Also kënnen mer och net vu Residente schwätzen. Duerfir ass et wichteg, dass mer déi allegeruerten an deem heite Kontext materanhuelen, matënnere stëtzen, souwuel mat eisen Aidé wéi och an der Promotioun, déi mer wëlle maachen, sief et an de Medien oder sief et soss anzwousch, vun de Lëtzebuurger Artisten insgesamt. An dat ass eeben nun eemol esou: Genau wéi mer och soss eng multikulturelle Gesellschaft sinn, hu mer och eng multikulturelle Kulturzeen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Ministesch. An den Här Kartheiser wëllt nach eng kéier reagieren.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Mir kënnen nach ..., dat ass ganz agreabel, fir mat der Madamm Tanson hei däerfen ze diskutéieren. Ech wollt just soen, éischters, a fir et nach eng kéier ze soen: Et steet selbstverständlech jiddwengerem fräi, wann en déi Krittären erfüllt, déi ech gesot hunn, ob e wëllt op Däitsch, op Franséisch, op Spuenesch oder soss eppes schreiwen. Dat ass absolutt net de Krittär. Mee de Krittär wär deen Ableck d’Nationalitéit vum Kënschtler. Ass dat eppes, wat een net soll maachen? Ma all Land op der Welt mécht et esou!

Wa mir hei en Institut culturel français hunn, e chineesche Konfuzius-Institut, e russesche Kulturinstitut, eng däitsch Kulturverriedung, dann ass dat genau dee selwechte Prinzip. All Land op der Welt probéiert, seng eege Kultur och am Ausland duerzustellen, duerch d’Förderung vun de Wierker, déi an deem Land eebe gewuess sinn am Laf vun der Zäit, duerch d’Presentatioun vun däitschen, franséischen, russeschen oder anere Kënschtler, duerch Initiativen, déi d’Kultur vun engem Land an engem anere Land sollen duerstellen an deene

Leit dann och d'Frëndschaf tëschent de Vëlker erliichter den doduerch, datt een deen anere besser kenne léiert. Eng normal international Saach. An och mir als Lëtzebuerg maachen dat duerch eis Kulturzentere am Ausland, datt mer probéieren, d'Lëtzebuerg Kultur am Ausland ze weisen.

Ech verstinn net, firwat déi gréng oder aner Parteien esou e Reflex hunn, fir sech do dergéint ze wieren. Mir hunn iwwerhaupt keen A priori géint keen. Mee wann e Kënschler aus dem Venezuela zu Lëtzebuerg wunnt an hei Gedichter op Spuenesch schreift, aus Heemwee oder soss eppes, dann ass dat fir eis kee Krittik, fir en ze férdere, well en zu Lëtzebuerg wunnt. Et ass net eis Saach, et ass eng Saach vun dem Venezuela. Mee datt en eppes Wunnerbares ...

(Interruption par la présidence)

... schreift, dat sief dohigestallt.

Ech hu fënnef Minutten, Här President. Parole après ministre! Ech wëll just hei eppes aus der Welt raumen!

(Brouhaha général et interruptions)

Ech wëll just hei aus der Welt raumen, datt den Engagement fir eis Kultur oder fir eis Sprooch eppes wär, wat géint en anere gericht wär. De Géigendeel ass wouer. An ech wëll kloer soen, datt all déi Leit ... Mir kommen herno an engem anere Sujet vläicht nach op deen Theema Nationalismus zrëck, dat ass nämlech och fir lech als Gréng ganz interessant. Mee ech wëll lech soen, datt dat eng normal Aufgab fir d'Lëtzebuerg Politik ass a fir e Lëtzebuerg Parlament, fir Lëtzebuerg Kënschler an déi Lëtzebuerg Sprooch ze férdere!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. D'Diskussion ass elo ofgeschloss. Da kenne mer zum Vott kommen. Kenne mer des Motioun à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote sur la motion

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domat eestëmmege uegeholl.

9. Question parlementaire n° 2060 de M. Marc Spautz concernant le CIPA Rumelange

Da kéime mer zur opstoender Fro vum Här Marc Spautz un d'Familljeministesch, d'Madamm Corinne Cahen. Här Spautz, als Auteur vun der Fro hutt Dir fënnef Minutten Zäit, fir Är Fro ze stellen, an d'Madamm d'Ministesch huet zéng Minutten Zäit fir ze äntwerten.

(Brouhaha)

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kollegen, den 23. Oktober hate mer eng ganz interessant Debatt hei an der Chamber - net hei, mee an der Chamber -, iwwert den drëtten Alter, iwwer alles dat, wat wichteg ass, wat mer géife maache fir eis eeler Matbiergerinnen a Matbierger.

Am Kader vun där Debatt hu mer och iwwert d'Altersheimer geschwat, iwwert d'Regionaliséierung vun den Altersheimer: wou mer Altersheimer hunn, wou mer nei Altersheimer brauchen. Mir haben do ënner anerem och rieds iwwer Déifferdeng, wou de Grondstee geluecht gi war a wou och nei gebaut ginn ass.

An do drängt sech d'Fro natierlech op, dass nach aner Altersheimer gebraucht ginn, souwuel déi, déi de Staat baut, déi, déi Servior baut, déi, déi vu private Leit gebaut ginn a vum Staat subventionéiert ginn, fir dass déi alleguerte kënne an d'Rei gesat ginn, déi eng, respektiv anerer och nei gebaut ginn.

Dir wësst alleguerten, dass an der Zäit de Gesondheetsministère d'Fleegerheimer hat an de Familljeministère hat d'Altersheimer, an duerno ass et zu enger Fusioun komm vum deenen zwou Institutionen. An do sinn déi eng Haiser a besserem Zoustand wéi déi aner Haiser an och duerch d'Entwécklung mat der Zäit ass net iwwerall dee selwechte Standard. Déi eng hunn en eegent Buedzëmmer, déi hunn d'Méiglecheete vun eegene Blocs sanitaires. Bei anerem Haiser ass dat um Stack, do ass et net méiglech, en eegent um Zëmmer ze hunn. An dofir ass et och wichteg, dass mer déi néideg Akzenter setzen, fir iwwerall dee selwechte Standard ze kréien.

Mir hunn den 23. Oktober do iwwer verschidden Haiser geschwat, ënner anerem och, wéi gesot, iwwert d'Haus vun Déifferdeng. Mir hunn awer och iwwer en anert Haus geschwat, well Déifferdeng, ech wëll awer nach eng kéier drun erënnere, dat ass en Haus, wou mer ganz laang driwwer geschwat hunn, dat ass

dat aalt Spidol gewiescht, do ass et drëm gaangen, fir en Neibau ze maachen, fir duerno d'Spidol kënne ofzetrieden. An an där Debatt hu mer och geschwat iwwert d'Haus vu Rémeleng.

Rémeleng ass en Dossier, deen zrëckgeet op Ufank vum den 2000er Joren, wéi fir d'éischt d'Diskussion war, dass de Staat géif bauen. Duerno war et awer net de Staat, dee gebaut huet, mee et war de Servior, deen den Dossier iwwerholl huet, an et war net méi am Bâtiment public, wou dat Gebai sollt behandelt ginn. An do ware Pläng gemaach ginn, do waren och schon aner Haiser ofgerappt ginn. An do war och schon eng gewësse Bewegung drakomm. Mee duerno stoung et.

Du war eng kéier erm eng nei kleng Avance komm 2013, an 2019 hat ech op dësem Pult - nee, net op dësem Pult, mee op dem Pult an der Chamber - gesot, dass et wichteg wier, do sollt ee keng Parteipolitik dermat maachen, dass mer an deem Dossier endlech virukommen. Do gétt et Schwieregkeeten zwëschent dem Architekt an dem Bauhär; oder dat war op alle Fall de leschte Stand. An et wier do wichteg wier, och wann dat eis e bësse Méi an e bëssen Asaz an e bësse méi Geld géif kaschten, dass mer endlech deen Dossier géife vum Ais kréien, dass mer do d'Méiglecheete géife schafen, fir dass och zu Rémeleng en Altersheim géif kommen, wou d'Standarden der haiteger Zäit uegess sinn a wou een och gläichzäiteg dann d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi am Altersheim zu Rémeleng sinn, kéint an d'Luucht setzen.

An do huet d'Madamm Minister eis deemoos geäntwert, dass dat an der Maach wier. Dofir ass haut just meng Fro, oder déi Fro, déi ech virun engem Mount gestallt hat, ech wollt wësen: Wat ass säit deem Moment geschitt, wou mer gesot kritt hunn am Oktober 2019, do wier elo eppes am Lafen? An ech wollt d'Madamm Minister froen: Wéi wäit ass et? Wéi sinn d'Chancë fir déi Rémelenger Leit, dass endlech d'Pensionäre vu Rémeleng en neit Altersheim kréien, an dat och ënner deene Konditiounen, wéi et haut sollt sinn, déi solle wierdeg sinn?

Ech wëll awer hannendropsoen: Och wann dat Baulecht net an der Rei ass, d'Fleeg, déi d'Leit do kréien, déi ass par excellence! Dat kann ee just ënnersträchen. Mee dass dann och dat Baulecht an déi Zäiten erakënn, wéi et haut üblech ass!

Villmoos merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Spautz. An da ginn ech d'Wuert direkt weider un d'Ministesch fir Famill an Integratioun, d'Madamm Corinne Cahen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministère de la Famille et de l'Intégration.** - Villmoos merci, Här President, a villmoos merci och dem honorabelen Deputéierten, deen absolutt Recht huet, mer déi Fro hei de Mëtten séance tenante ze stellen. An ech ka mech och nëmme entschëllegen, derfir, dass ech nach net geäntwert hat op Är Question parlementaire, mee dat hat awer natierlech e Grond, dass ech nach net geäntwert hat.

Ech hätt kenne virun e puer Deeg nach, oder och Wochen, lech déi nämmlechte Äntwert gi wéi déi, déi ech lech scho ginn hat, nämlech déi, dass d'Negociatiounen amgaange sinn. Mee wéi ech héieren hunn, dass se bal fäerdegen wäeren, d'Negociatiounen, hunn ech geduecht: „Hm, elo waart awer nach e bëssen a vläicht hues de dann eng positiv Nouvelle ze verkënnegen amplaz ëmmer nees ze verträichten op méi spéit.“

An elo wéilt ech awer soen: « Le hasard fait parfois bien les choses », fir mol dee Saz erauszehuelen, well ech wou elo grad amgaangen, d'Fro, oder d'Äntwert op Är Fro ze redigéieren, well et ass ënnerschriwwen. Servior ass sech eens gi mam Architekt. Dat heescht, no bal Jorzéngten, op jidde Fall no 15 Joer Litige, oder wou een net richtig wouost, wéi et géif weidergoen, ass de Kontrakt elo ënnerschriwwen tëschent Servior an dem Architekt. A mir hunn och elo en Zäitplang a mir hunn e Budget.

Den Zäitplang ass deen, dass 2022 de Chantier soll ufänken. Dee Moment wäerten dann déi Leit, déi dee Moment zu Rémeleng liewen, an dat neit Gebai, dat neit Haus kommen op Déifferdeng. Et sinn am Moment 70 Zëmmeren zu Rémeleng. Da gétt ofgerappt. Da gétt e ganz neit, modern Gebai gebaut mat 120 Zëmmeren. An deen Zäitplang gesäit vir, dass 2025 dann dat Haus zu Rémeleng soll fäerdege sinn.

Ech muss soen, dass ech e bëssen an deem Sënn de Bauch wéi hat, well ech wollt lech natierlech d'Prioritéit vun der Informatioun loososen. An ech hat de Moien d'Gemeng Keel op Besuch, déi mech froe komm ass, wéi et elo ausgesäit: An ech konnt hinne mam beschte Wëllen nach näischt soen, well et war nach net fäerdege ënnerschriwwen. De Conseil vu Servior

hat nach mussen ënnerschriwwen. An ech wollt och fir d'éischt lech äntwerten, well Dir hutt d'Fro dacks gestallt an Dir hutt se zu Recht dacks gestallt. An ech si wierklech immens houfreg, dass dat elo esou ass.

Vläicht nach e Wuert zum Budget. Dat Ganzt wäert 37.490.835 Euro kaschten. Servior ass de Bauhär. A wéi gesot, den Zäitplang hunn ech lech gesot, 2022 plënnere déi Leit, déi nach do wunnen, dann op Déifferdeng an e ganz neit, ganz modern Gebai, zesumme mat hire Kollege vun Déifferdeng, wann ech emol esou ka soen, well do jo e gutt Stéck méi Zëmmer sinn. Parallell fänke mer jo och elo zu Käerjeng un, nach eng Struktur ze bauen. An dann, wa Rémeleng fäerdege ass, 2025, da plënnere déi Leit nees zrëck. An da wäerte mer do 120 Zëmmeren hunn.

Voilà. Dann hoffen ech, dass déi Never-ending-Story elo en Enn fonnt huet. An dass mer dann elo kënne, éischters, ons do gesinn, wann de Chantier ufänkt, an dann hoffentlech och allequerten zesummen - all déi, déi wëllen d'Bändchen herno duerchschnieden -, wa mer dann endlech dat Haus och kënne aweien an de Leit dat dann iwwerginn, fir do e schéint Liewe kënne ze hunn.

Ech soen lech villmoos Merci.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Bravo a Felicitatiounen!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos der Madamm Familljeministesesch.

► **Une voix.** - Tout est bien qui finit bien.

► **Mme Octavie Modert (CSV).** - Sidd Der sécher, datt deen Zäitplang opgeet?

10. 7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant

1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux

2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Mir kommen elo zum Projet de loi 7221 iwwert d'Responsabilité civile am Fall vu Schied bei engem Nuklearaccident. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. An ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

► **M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Hären, de 26. Abrëll 1986 verléieren d'Techniker bei engem Test am Reakter 4 vum Atomkraftwierk Tschernobyl d'Kontroll. De Reakter ass dann explodéiert an huet wärend Deeg gebrannt. Dobäi gouf esou vill Radioaktivitéit fräigesat, dass de Super-GAU zu Tschernobyl bis haut nach ëmmer als déi schlémmsten Atomkatastroph gëllt. Déi ganz Regioun ass ëmmer nach verseucht an d'radioaktiv Wolle vum deemoos war och bis bei eis op Lëtzebuerg komm.

210.000 Leit goufen ëmgesidelt. 40.000 bis 100.000 Leit sinn un de Suite vum Accident gestuerwen. 4.000 Mënsche krute Schilddrüsekriibs.

25 Joer méi spéit, den 11. Mäerz 2011, huet en Tsunami derzou gefouert, dass d'Reakteren zu Fukushima beschiedeg goufen. De Stroum ass dann ausgefall. Och hei e Super-GAU. Eng Explosioun a Bränn direkt an e puer Reaktere vun der Zentral, massiv Radioaktivitéit gouf fräigesat. An och hei laangfristeg Konsequenze fir Mësch an Émwelt. 160.000 Leit hu mussen ëmgesidelt ginn a wunnen zum Deel och ëmmer nach a provisoeresche Containeren.

De Kriibsrisko (veuillez lire: De Schilddrüsekriibs) an där Regioun a Japan ass bei Jonken 30- bis 40-mol méi héich wéi an anere Regiounen.

De Käschtepunkt vun engem Atomaccident ass immens héich. En ass gigantesch, wat d'negativ Konsequenzen ueget engersäits, anerersäits fir d'Mënschen, fir d'Gidder an och fir d'Émwelt. Déi schlémmstméiglech Zenarie ginn bei engem Atomaccident a Frankräich dervun aus, dat gouf 2007 vum fransésche Radioprotektiounsinstitut gerechent, dass se sech belafen op 5.800 Milliarden Euro. An eng däitsch Etüd aus dem Joer 2010 aus dem Assurancémilieu schätzt e Super-GAU an Däitschland souguer op iwwer 6.000 Milliarden Euro.

Wa mer dann awer kucken, awéiwäit d'Atomindustrie am Fall vun engem Accident fir d'Schied kann haftbar gemaach ginn, da gesi mer hei eng enorm Diskrepanz. Engersäits hu mer e potenzielle Schued vun e puer Dausend Milliarden an anerersäits meeschtens just minimal finanziell Haftungsregelungen. Schön an de 60er-Joren, ganz am Ufank vun der kommerzieller Notzung vun der Atomenergie, goufen international Konventiounen zur Atomhaftung am Fall vun Accidenter ausgehandelt, déi zanterhier zwar verbessert goufen, mee ëmmer nach prioritär d'Atomwirtschaft schützen an net d'Affer vun engem potenzielle Schued.

D'Limitatiounen fir d'Exploitanten vun Atomkraftwierker bei den Entschieedungen bei onsen Nopere leien a Frankräich zum Beispill bei 700 Milliarden Euro, an der Belsch an an Holland bei 1,2 Milliarden Euro. An Däitschland si se zwar prinzipiell onbegrenzt, wat d'Haftung ueget, mat awer enger Obligatioun fir d'Verfügbarekeit vun 2,5 Milliarden Euro iwwer eng Haftpflichtversicherung, déi musse garantiert ginn.

Mat de leschten Amendemente vun 2004 zu den internationale Konventiounen vu Paräis a Bréissel sollt de Mindestplaffong op 1,5 Milliarden Euro erhöcht ginn. Allerdéngs sinn des Annerungen och 16 Joer duerno nach ëmmer net a Kraaft. An ech erënnere drun, dass ech vun engem Schued virdu geschwat hunn, bei engem Super-GAU, vun ongeféier 6.000 Milliarden Euro Schued.

Dat heescht also, dass am Fall vun engem schlëmme Accident d'Biergerinnen an d'Bierger, mee och d'Betrieb aus deene Länner, déi eng vun den internationale Atomhaftungskonventiounen ratifiziert hunn, op deem gréissten Deel vum Schued sétze bleiwen oder hire Staat muss asprangen.

Et gétt awer och déi net ganz esou schlëmme Accidenter. Et gétt och anerer, méi kleng Accidenter, déi d'Suite si vun der Notzung vun der Atomenergie. An och fir déi ass de Gesetzesprojekt, dee mer haut hei zum Vott hunn, pertinent.

Wa mer zu Lëtzebuerg vun Atomaccidenter schwätzen, denke mer an éischter Linn natierlech un d'Zentral vu Cattenom, mee och nach un eng weider Zentral a Frankräich, westlech vun eis, zu Chooz an déi Belsch Zentral zu Tihange bei Namur, alleguerte relativ no bei Lëtzebuerg.

Mee et gétt och nach aner nuklear Anlagen. Ganz aktuell zum Beispill den Endlagerprojekt an der Belsch, wou héich radioaktiven Offall soll endgelagert ginn, also haaptsächlech Offall aus Atomreakteren, déi Stroum produzieren. An esou héich radioaktiven Offall ka bis zu 100.000 Joer e Problem sinn. An och bei engem Endlagerprojekt sinn d'Konsequenze fir d'Mënschen an d'Natur bis elo nach total unbekannt.

Mat dem Gesetzesprojekt zur Atomhaftung, deen ech lech haut als Rapporteur presentéieren däerf, kritt Lëtzebuerg elo e speziellen nuklearen Haftungsregim. Konkreet heescht dat, dass mir de Lëtzebuerg Residenten elo e méiglechst effikassen an onkomplizierte Wee bidden, fir bei negative Konsequenze vun engem Atomaccident viru Gericht op Reparatioun kënne ze kloen.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojekt gesäit also en neie Regim fir d'Haftpflicht bei engem nuklearen Accident vir fir de Schuedenersatz an d'Reparatioun am Fall vu Schued um Lëtzebuerg Territoire. Lëtzebuerg geet mam Atomhaftungsgesetz en änleche Wee wéi Eisträich, déi en änleche Regim agefouert hunn. En ass méi avantagéis wéi den Droit commun an d'international Konventiounen, well déi droen dem potenzielle Schued net Rechnung, si si plafonéiert, kënne net viru Lëtzebuerg Richter ageklot ginn a gellen, à ce stade, just fir déi Länner, déi se ratifiziert hunn, wat fir Lëtzebuerg net de Fall ass.

Mam Atomhaftungsgesetz gi mer eis elo en eegene Regim, deen d'Nodeeler vun den internationale Konventiounen a vun eise aktueller Régime de droit commun ëmgeet. Mat dësem Gesetz wäert et an Zukunft méiglech sinn, viru Lëtzebuerg Richter ze kloen, Schued u Leit, Gidder an Émwelt um Lëtzebuerg Territoire anzekloen, kee Feeler vum Bedriwer vun der nukleare Installation méi mussen ze bewiesen, op Schuedenersatz a voller Héicht kënne ze kloen, och laangfristeg negativ Effekter ze berécksichtegen, dank der Verjährungsfrist vun 30 Joer.



Mam Atomhaftungsgesetz suerge mer elo derfir, dass an éischer Linn natierlech Frankräich an d'Belsch, awer och aner Länner an Zukunft bei hiren Atompläng, speziell och bei de Pläng fir Lafzäitverlängerunge vun ale Reakteren a bei hiren Atomendlagerprojeten, déi zousätzlech finanziell Risiken, déi fir si duerch eist Atomhaftungsgesetz entstinn, mussen mat aberechnen.

D'Atomenergie war nach ni eng bëlleg Energie. De Präis gëtt just net déi wierklech Käschten erëm, déi de Steuerzueler muss droen. A mat dësem Gesetz dréit Lëtzebuerg awer elo derzou bäi, fir de finanzielle Risiko, dee mam Betrib vun Atomanlage verbonnen ass, ze erhéijen. Dat huet eng dissuasiv Wierkung an hëlleft eis domadder och elo schonn, an net just am Eeschtfall, an eise politeschen Efforte géint d'Atomkraaft. D'Atomlobby muss elo mat eis rechnen, an dat am duebele Sënn vum Wuert.

Här President, Dir Dammen an Hären, d'Prinzipie vum Atomhaftungsgesetz sinn, dass de Regimm vun enger objektiver Responsabilitéit agefouert gëtt. D'Affer muss also net beweisen, dass den Exploitant e Feeler gemaach huet. D'Entscheidung ass illimitéiert. Et gëtt also kee Plaffong. An d'Firma haft fir de reelle Schued, deen duerch den nuklearen Accident entstanden ass. Och Ëmweltschied mussen gutt-gemaach ginn, net just Schied un Affer oder Gidder. Zum Beispill kritt d'Ressource Buedem, déi, fir Liewensmëttel ze produzéieren, entscheedend ass oder CO₂ ka späicheren oder e Liewensraum souwiso ass, e Präis, grad wéi d'Drénkwaasser, d'Natur mat all hirer Biodiversitéit an esou weider.

D'Verjörung gëtt op 30 Joer festgeluecht. Dat heescht, d'Affer ka bis zu 30 Joer nom Dag, wou e Schued duerch en nuklearen Accident passéiert ass, Schuedenersatz froen. Déi laang Frist ass wichteg, well de Schued sech medezinesch dacks eréischt no ville Jore manifestéiert. An d'Lëtzebuurger Gerichter kréien d'Kompetenz. Dat heescht, déi Geschiedegt kënnen hei am Land kloen, wat hinnen et vill méi einfach mécht. Eeben duerch dat Gesetz, wat mer hei stëmmen, kréie si déi Méiglechkeet, dat hei ze maachen.

An dann ass den neie Regimm vun der Atomhaftung am Fall vun engem nuklearen Accident spezifesch an net exklusiv. Dat heescht d'Affer kënnen, zum Beispill, och nach all aner juristeschen Weeër probéieren, déi sech hinne bidden. D'Gesetz léisst hei de Betreffenen de Choix.

Et gëtt deemno eng fundamental Verbesserung am Verglach zur aktueller Situatioun an et ass e wichtige Bausteen an eisem juristeschen Arsenal.

De Gesetzesprojet definéiert en nukleart Accident duerch eng Tatsaach, an där Schied, ënner anerem duerch radioaktiv oder aner geféierlech Substanzen, entstanen sinn, grad wéi zum Beispill duerch nukleare Brennstoffe oder nuklearen Offall an der Atomanlag, déi aus enger Anlag kommen oder um Wee an eng Anlag sinn.

D'Gesetz bezitt sech des Weideren, wéi scho gesot, net just op Reakteren, mee och op aner Installatiounen, wou nuklearen Offall produzéiert, genotzt, stockéiert oder vergruewe gëtt oder wou nukleare Brennstoffe traitéiert ginn, an och Fuerschungsreakteren. Als nukleare Schied ginn am Gesetz all d'Schied u Persounen, de Verloscht oder d'Schied u Gidder, de Manque à gagner, d'Käschte fir Schutzmesuren an all aner Verloschter oder Schied grad ewéi immateriell Schied consideréiert. D'Atomhaftungsgesetz ass wéi gesot eng ganz grouss Verbesserung fir Land a Leit fir de Fall, wou en Atomaccident géif passéieren an Auswierkungen op de Lëtzebuurger Territoire hätt.

A fir dat ze illustréieren, wëll ech kuerz eng Kéier déi aktuell Situatioun belichten: Ronderëm Lëtzebuerg hu mer lauter Nopeschlänner, déi momentan nach op Atomkraaft setzen. Mir hunn an allen Himmelsrichtungen Atomkraaftwierker stoen. Fukushima an Tschernobyl hu gewisen, wat am schlémmste Fall ka passéieren. Och wann ons Nopeschlänner zum Deel iwwer en Ausstigt aus der Atomenergie diskutéieren, esou ass déi komplett Sortie aus dem Nucleaire, ausser an Däitschland, nach net fir haut oder muer an zouen Zentralen oder och nuklearen Offall bleiwen e Risiko.

Ons Nopeschlänner, Belsch, Frankräich, Däitschland, Holland, hunn déi internationale Atomhaftungskonvention vu Paräis oder Bréissel an och hir Protokoller ratifizéiert. Lëtzebuerg, par contre, huet déi Konvention aus de 60er-Jore zwar deemools ënnerschriwwen, mee schliisslech ni ratifizéiert. Doduerch hate mir bis elo kee spezifesch Regimm an dëser

Fro an den Droit commun vun der Responsabilité civile géif sech applizéieren. Dat heescht, wéi gesot, dass am Fall vun engem nuklearen Accident d'Persoun, déi de Schued huet, de Feeler vum Bedreier vun der Anlag misst beweisen, wat fir den Normalbürger natierlech immens komplex ass.

En Avis juridique aus dem Joer 2017, am Optrag vum Nohaltegkeetsministère, huet nach eemol confirméiert, dass een den internationale Konventionen net bäitriede sollt. Déi Texter schützen an éischer Linn d'Bedreier an d'Investiseure virun héijen Dedommagementskloen, wéi se mat dësem Gesetz an Zukunft zu Lëtzebuerg méiglech ginn. An deene Konventionen ass zum Beispill festgehale, dass d'Gerichter vun deem Land, wou d'Accident passéiert, ganz eleng zoustänneg sinn. Fir Affer hei am Land vun nuklearen Accidenter wär dat natierlech e groussen Desavantage a géif si viru geografesch, sproochlech a finanziell Barrière stellen.

Da sinn, zum Beispill, an deene Konventionen och systematesch déi ugangs erwäante Plaffong vun den Entscheedunge festgehale, obwuel den Droit commun de la responsabilité civile bei Schied eng komplett Reparatioun virgesäit. An deene Konventionen sinn dann och Restriktionen a puncto Verjörung virgesinn, woubäi grad bei nuklearen Accidenter déi gesondheetlech Schied sech eréischt no ville Jore bemierkbar maachen. A Frankräich spillt eng Frist vu just dräi Joer, fir Schuedenersatz ze froen, an der Belsch vun zéng Joer.

Den nukleare Schued ass och iwwert déi aktuell gëlteg Konventionen net kloer definéiert. A ville Länner kann ee bei engem nuklearen Accident just zum Beispill e materiellen oder kierperleche Schued akloen. Och ass et rechtlech onkloer, wéi et mat engem immaterielle Schued oder mat engem Schued vun der Ëmwelt géif ausgesinn.

Lëtzebuerg geet elo, mat dësem Gesetzesprojet, de Wee vun engem eegene spezifesch Regimm ënner Zoustännegkeet vun den eegene Gerichter. An deem Kontext gouf sech natierlech och d'Fro gestallt, ob a wéi d'Urteeler vun de Lëtzebuurger Richter duerno am Ausland kéinten uerkannt a vollstreckt ginn. Déi erwänt juristesche Etüd aus dem Joer 2017 huet ënnerstrach, dass een ënner anerem opgrond vum europäesche Reglement „Brüssel 1bis“ iwwert d'juristesche Kompetenz an d'Exekutioun vun den zivilen a kommerziellen Urteeler de Choix huet, entweeder an deem Land ze kloen, wou een e Schued erliden huet, oder am Land wou Exploitant. An dëst EU-Reglement gëllt also och fir Atomhaftungsfäll.

Wann ee sech dann decidéiert huet, net am Land wou Exploitant ze kloen, da stellt dat selwecht europäescht Reglement och sécher, dass d'Urteeler vun all de Länner aus der Europäescher Unioun a vun deenen aus der europäescher Fräihandelsassociatioun, wéi zum Beispill och der Schwäiz, uerkannt ginn. Fir all aner Länner ass d'Situatioun allerdéngs méi schwierig.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet 7221 iwwert déi zivil Responsabilitéit bei Schued duerch en nukleart Accident, genannt d'Atomhaftungsgesetz, ännert d'Gesetz vum 20. Abrëll 2009 iwwert d'Responsabilitéit, wat d'Preventioun an d'Reparatioun vun Ëmweltschied ugeet, grad ewéi d'Gesetz vum 21. Abrëll 1989 iwwert déi zivil Responsabilitéit vun defekte Produiten.

D'Ëmweltministesch huet d'Gesetz virun zwee an engem hallwe Joer, den 18. Dezember 2017, deposéiert. Gutt annerhaleft Joer duerno, wéi mer alleguerten d'Avise virleien haten, hu mer dunn an der Kommissioun mat onsen Aarbechten ugefaangen, woumat mer e ganz Joer amgaange waren, am Ganze während véier Sitzungen. An de Rapport, deen ech elo hei mëndlech maachen, dee schrëftlechen, dee gouf de leschte Freideg mat 14 Stëmmen an enger Géigestëmm ugeholl.

A sengem éischten Avis huet de Staatsrot néng Opposition-formell gemaach, dorënner eng ganz Partie pertinent Remarken, virun allem wat d'Definitiounen ugeet, Kontradiktiounen am Text, am Ganzen aacht Opposition-formell weinst juristeschen Onsécherheeten, eng Opposition formelle weinst Nonkonformitéit mat internationale Rechtsnormen. An déi konnten alleguerte behewe ginn. Am éischten Avis complémentäre hate mer just nach eng Opposition formelle, déi am zweeten Avis complémentäre dunn domadder behewe gouf.

Op eng Rei Punkte sinn ech elo schonn a mengen Ausféierungen agaangen. A fir den Detail weisen ech op mäi schrëftleche Rapport a speziell op de Commentaire des articles.

De Staatsrot huet a sengem Avis dernieft och op d'juristescht Instrument vun der Sammelklo higewisen, déi grad bei engem nuklearen Acci-

dent kéint Sënn maachen. Am aktuelle Gesetzesprojet gouf dës Méiglechkeet à ce stade awer nach net virgesinn. An d'Kommissioun huet et och dobäi belooss, well d'Regierung ons verséichert huet, si géifen un engem Gesetz fir Sammelkloe schaffen, wéi et jo och am Koalitionsaccord virgesinn ass.

D'Salariatskummer huet an hirem Avis d'Atomhaftungsgesetz fir Lëtzebuerg begreist an un d'Regierung appelléiert, fir hir Efforte géint d'Atomkraaft op allen Niveaue weiderzeféieren, ënner anerem wat d'Zoumaache vun den Atomreakteren no un der lëtzebuergescher Grenz ugeet, well si ons Populatioun a Gefor bréngen.

An och d'Handelskummer huet d'Gesetz am Ganzen dräimol aviséiert an zum Deel änlech Remarque gemaach ewéi de Staatsrot.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. D'Atomhaftungsgesetz féiert en neie Regimm fir d'Haftpflicht bei engem nuklearen Accident an. De Schued duerch en nuklearen Accident zu Lëtzebuerg kritt elo e reelle Präis. De Schued, net just u Mënschen a Gidder, mee och den immaterielle Schued an de Schued un der Ëmwelt ginn hei consideréiert. De Geschiedegt muss net beweisen, dass den Exploitant e Feeler gemaach huet. An d'Lëtzebuurger Gerichter ginn zoustänneg. D'Urteil kann och an den aneren europäesche Länner ëmgesat ginn. An d'Verjörung ass eréischt no 30 Joer. Dat ass eng fundamental Verbesserung am Verglach zur aktueller Situatioun vun Droit commun zu Lëtzebuerg an och weesentlech méi gënschteg fir eis Awunner a fir eist Land wéi eng eventuell Ratifikatioun vun den internationale Konventionen.

Amplaz d'Atomindustrie gi mam proposéierte Lëtzebuurger Gesetz déi potenziell Geschiedegt geschützt a juristesch gestärkt. Et ass e Projet de loi fir eis Bierger a kee fir d'europäesch Atomindustrie.

An deem Sënn soen ech lech villmoos Merci fir d'Nolauschtere vu mengem mëndleche Rapport an ech ginn och heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech wollt dann awer och dervu profitéieren, wann Der erlaabt, Här President, fir lech eng Motioun an och eng Resolutioun ze deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu les motions adoptées par la Chambre des Députés en date du 7 avril 2011, du 5 mai 2011, du 1^{er} février 2012, du 27 mars 2012 et du 19 janvier 2016 au sujet du nucléaire ;

- vu également la recommandation du Conseil parlementaire interrégional de la Grande Région (CPI), votée à l'unanimité le 10 juin 2011 à Metz, qui demande entre autres « de sortir du nucléaire le plus rapidement possible sur la base d'un phasing-out envisageable combiné avec des mesures de compensation sous la forme d'une mise en place parallèle et d'une expansion de l'utilisation des énergies renouvelables » ;

- estimant que les pires catastrophes nucléaires à ce jour, en 1986 à Tchernobyl (ex-URSS) et en 2011 à Fukushima (Japon), nous ont rappelé de manière dramatique que le risque zéro n'existe jamais et qu'en matière nucléaire, les accidents arrivent en réalité bien plus souvent que prévus ;

- considérant que le risque associé aux installations nucléaires augmente avec l'âge d'exploitation ;

- rappelant que l'énergie nucléaire est une technologie vieille, chère, non renouvelable, aux déchets extrêmement problématiques et dont les dangers énormes sont non maîtrisables ;

- convaincue que par le vote du projet de loi 7221 sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire, le Luxembourg se dote de moyens juridiques efficaces, qui tirent par ailleurs l'attention sur le danger considérable de l'énergie nucléaire ;

- souhaitant que la future loi allouera la charge du risque financier d'un accident nucléaire à l'exploitant et aidera à mettre en évidence le danger ainsi que les coûts et risques financiers réels du nucléaire ;

- rappelant que le Luxembourg a déjà clairement pris position contre la distorsion de concurrence en défaveur des énergies renouvelables en appuyant le Gouvernement autrichien dans le cadre du recours en annulation contre la décision de la Commission européenne relative à l'approbation du subventionnement de la centrale nucléaire «Hinkley Point C» au Royaume-Uni ;

- constatant que le nombre de réacteurs nucléaires autour du Luxembourg commence enfin à diminuer, avec notamment la fermeture des centrales de Philippsburg en 2019 (Allemagne) et de Fessenheim (France) en 2020 ;

- rappelant que l'Allemagne planifie sa sortie du nucléaire au plus tard en 2022, que la loi belge

fixe l'année 2025 comme année de fermeture du dernier réacteur et que la France prévoit de réduire le nombre de ses réacteurs ;

- rappelant qu'un grave accident nucléaire à proximité du Luxembourg aurait de lourdes conséquences pour notre population et serait une menace directe pour la souveraineté nationale voire l'existence du pays ;

- considérant qu'un des problèmes majeurs de la technologie nucléaire reste la gestion des déchets hautement radioactifs, qui resteront dangereux pendant des milliers d'années ;

- considérant que le nouveau régime de responsabilité civile en matière de dommages nucléaires déploiera toute son importance dans ce contexte, vu qu'il vise également les installations d'enfouissement de déchets nucléaires ;

- constatant qu'en Belgique, l'« Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies » (ONDRAF) a ouvert du 15 avril au 13 juin 2020 une consultation publique transfrontalière portant sur la future stratégie de gestion des déchets nucléaires les plus problématiques,

invite le Gouvernement à

- rédiger un avis critique et détaillé dans le cadre de la consultation publique susmentionnée, notamment concernant les formations géologiques envisageables pour l'enfouissement des déchets nucléaires à proximité du Luxembourg ;

- continuer de faire part, lors des contacts bilatéraux avec nos pays voisins, de nos préoccupations par rapport aux déficiences constatées dans les réacteurs nucléaires, et du danger que constituent ces centrales pour le Grand-Duché ;

- suivre avec beaucoup d'attention l'évolution des discussions voire des projets d'extension de la durée de vie des centrales nucléaires dans nos pays voisins ;

- poursuivre les efforts pour aboutir à une fermeture définitive des centrales nucléaires de Cattenom, de Chooz et de Tihange et la sortie du nucléaire dans toute la Grande Région ;

- intensifier l'échange d'informations avec nos pays voisins dans le domaine du nucléaire et dans celui du développement d'alternatives au nucléaire.

(s.) François Benoy, Marc Goergen, Max Hahn, Cécile Hemmen, Gilles Roth, David Wagner.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu la motion déposée ensemble avec cette résolution dans le cadre du projet de loi 7221 concernant la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire ;

- rappelant que l'énergie nucléaire est une technologie vieille, chère, non renouvelable, aux déchets extrêmement problématiques et dont les dangers énormes sont non maîtrisables ;

- considérant qu'un des problèmes majeurs de la technologie nucléaire reste la gestion des déchets hautement radioactifs, qui resteront dangereux pendant des milliers d'années ;

- considérant que le nouveau régime de responsabilité civile en matière de dommages nucléaires déploiera toute son importance dans ce contexte, vu qu'il vise également les installations d'enfouissement de déchets nucléaires ;

- considérant qu'en Belgique, l'« Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies » (ONDRAF) a soumis à consultation publique, du 15 avril au 13 juin 2020, sa proposition de stratégie pour la gestion des déchets nucléaires les plus problématiques ;

- constatant que l'ONDRAF propose au Gouvernement fédéral belge d'adopter le stockage géologique, c'est-à-dire l'enfouissement, comme choix officiel pour la gestion finale des déchets hautement radioactifs et/ou à vie longue ;

- notant que dans son étude d'incidences environnementales, l'ONDRAF mentionne toutes les formations rocheuses envisageables sur le territoire belge, dont certaines sont très proches de la frontière luxembourgeoise voire pénètrent le Luxembourg (p. ex. argilites en Gaume ou schistes ardoisiers pour le Synclinal de Neufchâteau) ;

- constatant que l'ONDRAF conclut néanmoins à l'impossibilité « à ce stade d'évaluer les incidences transfrontières du plan » tout en affirmant que « ses incidences environnementales attendues après fermeture complète sont essentiellement locales et faibles » ;

- ne partageant pas la conclusion du rapport de l'ONDRAF quant à l'absence de susceptibilités d'incidences notables sur l'environnement luxembourgeois,

décide

- d'élaborer une prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF.

(s.) François Benoy, Marc Goergen, Max Hahn, Cécile Hemmen, Gilles Roth, David Wagner.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.** - Et sinn eng Motioun an eng Resolution, déi vun de Fraktiounen hei vun der CSV, der DP, der LSAP, déi gréng, déi Lénk a vun de Piraten ënnerstëtzt ginn. Also e ganz breede Konsens, dee mer hei hunn, wou mer am Fong soen: „Mir verstinn d'Atomhaftungsgesetz als eng Suite vun dem Lëtzeburgergeschehen Engagement géint d'Atomkraft an der Groussregioun an Europa an och doriwuer eraus.“

An och wa bei där heiter Debatt noutgedronge vill iwuer Accidenter an iwuer Dedommagement geschwat ginn ass, esou wëll ech trotzdem elo eng positiv Nott do erabréngen, well d'Zuel vun den Atomreaktere ronderëm Lëtzebuerg geet fir d'éischte Kéier erof. Enn 2019 gouf an Däitschland d'Atomzentrall vu Philippsburg zougemaach. An och dést Joer ass dann endlech déi franséisch Zentral vu Fessenheim un der Rei. Ee Block ass schonn zou. An deen zweeten, dee kënnt am Juni no. An op der däitscher Säit geet den Atomausstieg wéi geplangt weider, an et gëtt momentan och kee Grund, drun ze zweifelen, dass och déi lescht sechs Zentralen an den nächsten zwee Jore wäerten zoumaachen.

Och weltwäit muss ee soen, dass d'Atomkraft zrëckgeet. Mëtterweil gëtt et 20 Reaktere manner wéi zum Héichpunkt, also am Joer 2002 nach. Zweifel allerdings kommen op mat dem Belsche Fierplang. Am Januar 2003 haten eis Belsch Kollegen e Gesetz fir d'Sortie du nucléaire bis 2025 gestëmmt. An déi éischt vun deene siwe Belsche Reaktere sollte schonn 2015 zougemaach ginn. Leider ass dat awer bis elo nach net geschitt, an d'Diskussiounen iwuer eng Lafzäitverlängerung no 2025 leien an de Startläch. An och Frankräich, do muss mer nach oppassen, wéi et weidergeet.

An der Motioun, déi ech elo grad deposéiert hunn, déi, wéi gesot, d'Ënnerstëtzung vu bal alleguerten de Fraktiounen hei aus der Chamber huet, rappelléiere mer am Fong, dass d'Chamber an de leschte Joren ëmmer scho Motiounen hei adoptéiert huet, wou mer eis däitlech, wéi och d'Regierung, géint d'Atomkraft ausgeschwatt hunn, a mir verweisen och op déi, grad wéi och d'Efforten, déi an der Groussregioun gemaach gi sinn.

Mir verweise ganz speziell drop, dass d'nuklear Energie wierklech eng Industrie ass, déi al ass, déi geféierlech ass, déi och deier ass, a mir verweisen op d'Wichtigkeet vun deem Gesetz, wat ech lech elo grad ënnerbreet hunn, notament well déi finanziell Risiken hei méi realisteschen ageschat ginn an dat natierlech a Konsequenze wäert hu fir d'Zentralen a fir d'Exploitantë ronderëm, well eeben de wictege finanzielle Risk muss berechent ginn.

Fir de Rescht soe mer och an der Motioun, dass e graven Accident an der Géigend vu Lëtzebuerg och eng reell Gefor fir eis duerstellt. Ech mengen, d'Beispiller goufe genannt: Tschernobyl a Fukushima. Mir ginn natierlech och op déi Fro vun der Endlagerung vun dem Atomoffall an, wou mer jo wëssen, an dat steet och an der Motioun, dass grad eng Debatt an der Belsch, eng Consultatioun eeben, leeft ëm d'Endlagerung vun Atomoffall. An dofir invitéiere mer d'Regierung eebe grad, e kriteschen Avis ze maachen an där Consultatiounsphas, déi an der Belsch leeft.

Gradesou gutt appelléiere mer un d'Regierung, weiderzemaachen mat de bilaterale Kontakter mat onsen Nopeschlänner, fir eeben alleguerten ons Reticenzen an ons Ängschten an d'Gefore vun der Atomenergie däitlech ze maachen a sech dergéint ze wieren, virun allem am Kontext vu Lafzäitverlängerungen, a sech ansetze fir d'definitiv Fermature vun Atomkraftanlagen an der Géigend ronderëm Lëtzebuerg an an der Groussregioun. A mir insistéieren natierlech och op de Fait, dass et wichteg ass, dass mer eis mussen engagéiere fir erneierbar Energien, fir dass mer eng Zukunft hunn no dem Nuklearen, dass mer op den Nukleare kënne verzichten.

An der Resolution, déi ech deposéiert hunn, hu mer och e relativ breede Considerant, deen och änlech ass wéi deen, deen ech elo virgedroen hunn. Och vun der Motioun virdu sinn Elementer dran, déi och e menger Ried gesot hunn. Dofir hunn ech lech déi erspuert. An an der Resolution soe mer eeben, dass d'Chamber och selwer eng Prise de position sollt huelen am Kader vun där Consultatioun, déi leeft, vun der ONDRAF, wou et drëms geet, dass et e Risk gëtt, dass ganz no un der lëtzeburgergescher Grenz kéint en Atomendlager hinkommen, wat e grouse Risiko ass fir onst Land.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir Är Ënnerstëtzung a fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Benoy.

Als éischt Riedner ass den honorablen Här Gilles Roth agefroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV steet ganz kloer zu engem nationale Konsens a Saachen Atomenergiepolitik. Mir hunn déi Meenung vertrueden, wéi mer an der Regierung Verantwortung gedroen hunn, an d'CSV steet och zu deem Konsens als Oppositionspartei an als gréisste Vollekspartei hei an dem Land.

Dat ass eng traditionell Positioun. Mee déi Positioun ass awer och bedéngt, an dat soen ech awer gradesou kloer, duerch eng Kohärenz: eng Kohärenz vun der Regierungspolitik a Saachen Ëmwelt- an Energiepolitik, a virun allem och eng Kohärenz vun der Kommunikatioun vun der Regierung an hirem Handeln an deene Beräicher.

Dat ass also e schmuele Pad, deen d'Regierung geet. A verléisst se dee Pad, mengen ech, dann ass et och d'Recht a virun allem d'Flicht vun enger Oppositionspartei, dorobber hinzeweisen - dorobber hinzeweisen! -, dass et dach an deem Domän oft e groussen Ënnerscheid gëtt zwëschent Usproch a Wierklechkeet.

De Konsens, Dir Dammen an Dir Hären, deen dréckt sech haut dobäi aus, dass mer dee Gesetzesprojet hei stëmme. An ech wëll vun dëser Plaz aus ganz éierlech riichter aus Merci soen, an dat ass net einfach esou e Merci, fir Merci ze soen, dem Rapporteur Merci soe fir déi wierklech exemplaresch Aarbecht, déi e geleescht huet. Wann Der dee Rapport gelies hutt, deen ass informativ, en ass ganz konzis, an och Leit, déi net all Dag an där Matière dra sinn, déi verstinn d'Wichtigkeet vun deem Gesetzesprojet. Här Benoy, Dir hutt wierklech eng exzellente Aarbecht gemaach, souwuel wat dat Schrëttlech ubelaangt wéi och dee Rapport, deen Der mëndlech haut der Chamber an deem komplexen Dossier virgedroen hutt.

Mir ginn och hei net den Accord zu engem Gesetz, wat einfach e Gesetz ass. Neen! Dat ass e Gesetz, wat politesch fir eist Land weeweise ass. An dat soll ee kloer soen, an ech soen et och als Oppositionspartei, well mir ginn nämlech hei a Saachen Atomhaftung e ganz neie Wee. Mir ginn net an deene Pied vun de 60er-Joren. Mir ginn net an de Pied vun groussen Atommuechten. A mir gi virun allem och net an de Pied vun deene meeschten Memberstaaten vun der Europäescher Unioun. Nee, änlech wéi Eisträich an Irland gi mer en eegene Wee vun engem nationalen Atomhaftungsgesetz.

Dat nationaalt Atomhaftungsgesetz, dat weist sech eigentlech dovunner of, dass mer net an dem Sënn si vun deene Konventiounen aus de 60er-Joren, Paräis, Wien, Bréssel. Déi eng ware fir déi westlech Länner an déi aner fir d'südamerikanesch Länner plus virun allem déi ëstlech Länner. A wat war de Konsens an deene Konventiounen? De François Benoy huet virdrun drop higewisen: Dat war fir eng Limitatioun vun der Responsabilitéit ze kréie vun de Bedreiwler vun deemolegen Atomzentralen. Firwat? Et soll een déi Leit och net verdamen, mee dat hat eng Ursach, well ee gesot huet: „Wa mer déi Responsabilitéit net limitéieren, da fänne mer vläicht iwwerhaapt keng Bedreiwler vun deenen neien Energieproduktiounen.“

Abee, haut ass d'Welt eng aner. An duerfir ass et och gutt, dass mer dee Wee hei gi vun deem lëtzeburgergeschen Atomhaftungsgesetz. An et si genau véier Elementer, déi weeweise sinn; de François Benoy huet drop higewisen.

E Lëtzeburger, oder e Resident bei eis, dee brauch net an en Nopeschland ze goen, wann en der Meenung ass, e Schued erliden ze hunn, sief et duerch eng Atomzentrall oder sief et duerch en Atomendlager, e kann dat zu Lëtzebuerg maachen. E brauch net an dat jeeeweilgt Land ze goen, mat alle Prozesskäschten an all deenen aneren, ech soen emol Engagementer, déi een duerfir muss huelen.

En zweete Punkt ass deen, dass et eng onbegrenzt Haftung gëtt. Wat heescht eng onbegrenzt Haftung? Mee déi ass net limitéiert, ech kommen herno nach dorobber zrëck, am Montant. Dat heescht, de Schued, dee kann entweder individuell oder kollektiv gesinn net limitéiert sinn um Niveau vun dem Montant vun der Haftung, déi ee geltend wëllt maachen.

En drëtte Punkt ass deen, dass de Bedreiwler eng objektiv Responsabilitéit huet. Wat heescht eng objektiv Responsabilitéit? Ma mir verlossen hei de Pad vun där traditioneller Responsabilitéit civile zu Lëtzebuerg. Ech muss also net e Feelverhalen nowiesen dem Bedreiwler vun zum Beispill engem Atomendlager oder engem Reakter, wann ech e Schued hunn. Ech muss einfach soen: „Et ass e kausalen Zusammenhang zwëschent mengem Schued an dem Bedreiwler senger Exploitatioun.“

An dee leschte Punkt ass dee vun der Verjährungsfrist. 30 Joer. Dat huet Vir- an Nodeeler. Am beschten ass ëmmer, dass een, wann een e Schued feststellt, séier kloer geet, séier seng Rechter geltend maache geet. Mee déi 30 Joer hunn hei natierlech an der Praxis eng grouss Importenz. Well wann ech zum Beispill eng Krankheet hunn, eng schläichend Krankheet, sief dat e Kriibsleiden oder soss e Leiden, eréischt Joren duerno, wou ech a Kontakt war mat där Atomzentrall, wou ech a Kontakt war mat deem Atomendmülllager, da kann ech déi och nach geltend maachen.

Rechtlech, wéi gesot, ass de Schutz, d'legal Basis, sécherlech vill méi grouss, wéi dat bis haut de Fall ass, ier dëse Gesetzesprojet zum Droie kënnt. Wann ech soe „rechtlech“, da muss een awer mengen ech, hei och déi intellektuell Eierlechkeet hunn, an ech well kengem ze no trieden, mee et muss een einfach soen, wéi dat och an der Praxis da verleeft, wéi ech als Bierger oder als Biergerin, an och méi Bierger, kann dës Responsabilitéit geltend maachen. An ech wollt eigentlech dorobber agoen, op d'Situatioun, wann esou e Problem sech géif stellen an engem vun eisen dräi Nopeschlänner.

Loosst mech ufänke mat Frankräich! Huele mer dat, wat eis alleguerten um Häerz läit, a mir hoffen - mir hoffen! -, dass do ni eppes geschitt, well ech mengen, soss diskutéiere mer net méi vill iwwer d'Gesetz. Jo, an am beschten ass et, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei, dat kënnt ni zum Droen, dat muss mer och esou gesinn.

Mee kommt, mir ginn emol op d'Situatioun vun Frankräich an: A Frankräich, do huet de Legislatioun déi Limit vum der Haftung, de François Benoy huet et virdu gesot, op 700 Milliounen Euro festgesat. 700 Milliounen Euro toutes choses confondues. Wat heescht dat? Mee dat ass, dass de Bedreiwler, respektiv säin Assureur, well meeschters spillen hei jo Assurancen, eng RC professionnelle, dass deem seng Haftung eigentlech limitéiert ass bei 700 Milliounen Euro.

„Wat geschitt dann duerno?“, stellt Der d'Fro. Well de François Benoy huet gesot: „Dat si Milliarde Schied!“ Milliarden, mat n hannendrun. Jo, da spillt d'Responsabilitéit vum fransésische Staat. Et ass dat, wat an deem Konventionssystem virgesinn ass. An doriwuer eraus géif dann d'Responsabilitéit collective spille vun där Staatgemeinschaft, déi sech dozou engagéiert.

Nun ass et awer esou, zu Lëtzebuerg kann ech natierlech de Bedreiwler vu Cattenom usichen. Ech kann och d'Assureuren usichen. Ech kann och subsidiaresch de fransésische Staat usichen. Mee wann dann de fransésische Staat muss asprangen, da stellt sech natierlech och de Problem vun enger eventueller - ech soen, eventueller - Immunitéit juridictionnelle vum fransésische Staat bei de Lëtzeburger Gerichter.

Ech explizéiere mech: Wann e fransésische Staatsauto zu Lëtzebuerg e Schued uricht, bon, dann ass et normal, dann ass dat en Acte de gestion vun dem fransésische Staat. A géif de fransésische Staat oder den Assureur net bezuelen, da kéint de fransésische Staat selbstverständlech zu Lëtzebuerg dowéinst ugesicht ginn, virun engem Lëtzeburger Gericht.

Et ass awer méi schwierig, wann an der Responsabilitéit vun dem Nucleaire de fransésische Staat hei géif ugesicht ginn, well dann ass dem fransésische Staat seng Haftung jo net méi als en Acte de gestion unzesinn, mee als en Akt vu senger Souveränitéit, well de fransésische Staat gräift dann an opgrond vun deene konventionelle Moosnamen, wou hie sech selwer engagéiert huet. An dee Moment, wou et géif als Acte souverain consideréiert ginn, kéint sech natierlech d'Fro stelle vun der jurisdiktioneller Haftbarkeit iwwerhaapt vun dem fransésische Staat. Et muss een einfach kloer soen: Jo, mir hunn eng legal Haftung! Mir kënnen déi legal geltend maachen. Mee an der Praxis ass dat do e Problem, dee sech stellt.

Dat selwecht zielt fir d'Belsch. An der Belsch geet déi Haftungslimititt op 1,2 Milliarden an d'Luucht. Si ass also an der Belsch 500 Milliounen méi héich wéi a Frankräich. Dat heescht, wann zum Beispill en Atomendmülllager géif an der Belsch agericht ginn, dann ass déi Haftung bei 1,2 Milliarden Euro fir de Bedreiwler limitéiert. Doriwuer eraus géif dann och an deem selwechte System d'Responsabilitéit vun dem Belsche Staat spillen.

Or, de Belsche Staat, deen huet 1972 eng Convention de Bâle ënnerschriwwen. An déi Convention de Bâle, déi géif spillen. Dat heescht am Kloer, dass de Belsche Staat viru Lëtzeburger Gerichter an deem Fall eng Immunitéit juridictionnelle hätt. Dat heescht, et kéint een, obschonn d'Haftung de facto an der Konventioun vun Belsche Staat virgesinn ass (veuillez lire: an der Konventioun, déi vun dem Belsche Staat ënnerschriwwen gouf, virgesinn ass), kéint een déi de jure hei net gerichtlech gel-

tend maachen. Et wier natierlech ëmmer dem Belsche Staat fräigestallt, fir ze soen: „Ech maachen dat op volontärer Basis, well ech meng Engagementer, meng Responsabilitéit wëll droen.“ Mee ech soen, akloe wier géintiwwer vun dem Belsche Staat schwierig.

An eng lescht Fro ass déi: Wéi geschitt et dann an Däitschland? De François Benoy huet mat Recht drop higewisen, dass an Däitschland alleguerten déi Bedreiwler eng Illimitéit hunn, eng onbegrenzt Haftbarkeit. Mee de facto ass déi Haftbarkeit op 2,5 Milliarden begrenzt, well do d'Assureuren ophalen ze bezuelen. Also och an Däitschland géif sech en änleche Problem stellen.

Dat, wat ech also wëll dermadder soen, ass, dass mer, jo, méi eng grouss Haftung hunn op legalem Plang, mee dass et kann an der Praxis zu deene Schwierigkeete féieren, wou ech elo virdrun drop higewisen hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virdu gesot, dass dee Konsens an der nationaler Nuklearpolitik, deen d'CSV dréit, natierlech och gekoppelt ass un eng gewësse Kohärenz vun der Regierung hirer Aktioun an hirer Kommunikatioun a Saachen Energie an Ëmwelt. An ech wëll do, erlaabt mer dat, op dräi konkret Punkten agoen.

Jo, et ass richtig, dass ee seet: „Mir sinn eng net nuklear Natioun!“ Dat ass richtig. Mir hu kee Reakter. Et ass awer gradesou richtig, an ech mengen, dat muss een awer och éierlechkeetsshalber soen, dass mer net keen atomare Müll hei zu Lëtzebuerg produzéieren. A wat maache mer? Jo, mir lagere en net hei, mee mir féieren e bei d'Belsch. Jo. A mir hunn och do mat de Belsch eng Konventioun ofgeschloss, eng Konventioun aus dem Joer 2016. An déi hu mer och 2018 hei an der Lëtzeburger Chamber ratifizéiert. Dat heescht, mir hunn eigentlech als Chamber d'Zoustëmmung ginn zu där Konventioun, dass déi dann och zum Droie kënnt. An ech hu mech dann emol schlaugemaach, well dat muss ee liesen à la lumière vun all deem, wat déi lescht 14 Deeg op Pressekonferenzen esou gesot gouf, wat dann an där Konventioun do steet.

An d'Belsch, dat sinn net onbedéngt déi schlechteste Juristen! Se sinn oft feinféleg, si hunn och gutt Lëtzeburger Juristen ausgebildet, zu Bréssel op der ULB, oder ...

► **Une voix.** - A.

(Brouhaha)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ... oder zu Louvain. Jo. A liest emol, wat déi Belsch eis do geschriwwen hunn!

Also, si schreien an déi Konventioun, an dem Preamble, dat ass esou de Virspan, ier et, bon, zum „Eingemachte“ kënnt, do schreiw se dann dran: « La volonté du Royaume de Belgique et du Grand-Duché de Luxembourg de conclure un accord fixant le cadre technique et financier du traitement, du conditionnement et de l'entreposage des déchets radioactifs luxembourgeois en vue de leur stockage définitif sur le territoire belge, eu égard à l'excellente qualité des échanges bilatéraux existants ». Am Virspan. Dat heescht, am Virspan hunn d'Belsch gesot: „Majo, mir hunn lech dat hei ginn, mee au vu vun den exzellente bilateralen Echangeen, déi mer zumindest bis dunn haten.“

► **Une voix.** - Bis dunn?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo.

An da seet d'Ministesch eis: „Jo, bon, d'Belsch si gebonne mat deem Traité.“ Jo. „Si kënnen dat net unilateral kënnegen.“ Do sinn ech mer net esou sécher. Well, an den Här Kartheiser ass Diplomat, deen huet d'Wiener Diplomatenschoul, mee ech kucken dann ëmmer nëmmen, als aarme Landjong, wat an der Wiener Konventioun iwwer d'Traitérecht drasteet, an do géif ech dann awer d'Ministesch emol drop verweisen, fir notament d'Artikelen 55 et suivants doriwuer ze liesen, well et ass net all Traité net kündbar, och op engem internationale Plang.

A wësst Der, kuckt emol, d'Belsch, déi reagéieren heiansdo ganz séier. Et sinn der vill, oder net méi esou vill, mee et sinn der awer eng Rei heibannen, déi wëssen dat, an och eng Rei Leit, déi meeschters an der Chamber waren. Wësst Der, wéi 1982 de Belsche Frang entwärt gi war, du war dat zu Lëtzebuerg ganz séier gaangen. A si haten do net ganz vill, mengen ech, mat eis geschwat.

An ech kommen da weider a liesen lech da vir, wat am Artikel 3 vun där Konventioun do steet: « Le Royaume de Belgique se réserve le droit de refuser » - le droit de refuser! - « tout déchet ra-

dioactif luxembourgeois si les autorités compétentes belges estiment » - an da kuckt emol erëm, wéi subtil dass déi Belsch awer sinn, si schreiw en net „prouvent“ - « que leur stockage définitif sur le territoire belge ne peut pas se faire dans le respect de la réglementation belge en vigueur en matière de protection de la population, des travailleurs ou de l'environnement ».

Wat ech eigentlech do wëll soen: D'Belsch estiméiere just! Dat heescht, et ass fir si awer e relativ breede Gummi, ob se dann déi 30 Tonnen oder Meter Kibb Atommix vum Lëtzebuerg huelen. An déi 30 Meter Kibb, dat ass net pro Joer, dat ass op d'Lafdauer vum dem Vertrag. Dat sinn nämléich 30 Joer. A wann ech gutt informéiert sinn, deposéiere mer de Moment bei de Belsch all Joers en hallwe Meter Kibb.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Et geet Richtung 25.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo. Meter Kibb, déi mer dohinner féieren. Dat, wat ech lech eigentlech wëll soen: Also, déi Sécherheet, wou d'Ministesch eis an der Emwvltkommissioun e Freideg alles esou gezielt huet, dat muss een awer mat méi Circonspectioun kucken!

Dir Dammen an Dir Hären, en zweet Beispill vu Kohärenz, dat ass, wa mir soen: „Natierech, mir sinn eng net nuklear Nation!“ Mee wa mer dann awer zum Beispill den nationale Strommix kucken, jo, da stelle mer fest, da stelle mer fest, dass 10 % vun eise nationale Strommix aus Atomenergie kommen, 10,4 %.

An dat ass net d'Schuld vun der béiser CSV, well zënter 2013 ass dee Mix, zënter 2013, wou des ...

(Interruptions)

... Regierung och gréng Vertrieeder dran huet, ass dee Mix net erofgaang!

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.**- Dir hutt d'Leitung (veuillez lire: Dir hutt d'Leitung a Richtung Frankräich) gebaut.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- En ass net erofgaang - Här Turmes, Dir kennt herno esou laang schwätzen, wéi Der wëllt, mee loosst mech just meng Ausféierung maachen, ech wëll lech dat awer och soen - mat Participatioun vun déi gréng, déi scho siwe Joer laang an der Regierung sinn! Eng Enovos ass dee gréisste Stromliwwerant zu Lëtzebuerg, de Staat huet do iwvert de Wee vun der Encevo 28 % Participatioun. Niewent dem Staat senger Participatioun huet och nach d'SNCF 14,2 % Participatioun, d'Spuerkeess 12 % an d'POST, jo, d'POST 4,7 %. Dat heescht: Déi lëscht dräi Betriber, déi ech lech opgezielt hunn, déi hu jo awer net näischt mat dem Staat ze dinn. Mee de Staat ass 100 % Aktionär doranner. Dat heescht, do kéint ech eigentlech nëmme soen: „Lasst den Worten Taten folgen!“ Oder Dir konnt lech als gréng.lu net vis-à-vis vun deenen aneren zwéin Regierungspartner op deem Punkt duerchsetzen.

An da wollt ech awer soen, dass ech et trotzdeem scho keck fannen - ech hätt do e bësse méi Bedenken, mee bon, dat schéngt awer da missen ze sinn -, wann ech dann emol esou e bësse liesen, wat d'Madamm Dieschbourg als Emwvltministeresch doriwwer seet.

Ech hunn hei eng Nott vun der Emwvlt.lu vum 23. Abréll 2018: „Carole Dieschbourg bei Treffen der Regionen gegen Atom.“ Do seet dann d'Madamm Dieschbourg: „Atomkraft ist keine Lösung, sondern eine teure und unflexible Risikotechnologie. Luxemburg engagiert sich gegen die Förderung der Atomkraft durch ein nationales Atomhaftungsgesetz“ - haut stëmme mer dat -, „die Klage gegen die Förderung des AKW Hinkley Point C und Paks II sowie diplomatischen Druck auf die Atomförderstaaten“. Jo. Also engersäits hu mer 10,4 % Atomenergie an eise nationale Strommix, a mir behaupten dat do keck dobaussen.

An da geet et weider: Rtl.lu, den 8. Abréll 2018, Dieschbourg: „Allianz bilden, fir Drock op Länner héichzehalen.“ „Drock op Länner héichzehalen“, steet do. A weider. No enger Reunioun vun der Emwvltministeresch, der Madamm Dieschbourg, deemools freides zu Berlin, mat hirer däitscher Homologin Svenja Schulze: „A mir hunn eis virun allem doriwwer verstänneg“, seet d'Madamm Dieschbourg, „datt et wichteg ass, eng Allianz ze bilden, fir eeben och den Drock op déi Länner héichzehalen, wéi d'Belsch a Frankräich, déi hir Ausstigspläng no hanne verschoben hunn.“ Okay. Jo.

An da fuere mer weider, eng lescht Saach: „Allianz für Klimaschutz und gegen Atomkraft“ - op dem Site vun der Lëtzebuurger Regierung - no engem „Treffen der deutschsprachigen

Umweltministerinnen, das am 29. und 30. April in der Heimatstadt von Bundesumweltministerin Svenja Schulze in Münster stattfand.“ Och do, och do, Här Halsdorf: „Zusammen gegen Atomkraft. In diesem Zusammenhang vertreten die Ministerinnen die Auffassung, dass die Atomkraft in einer klimafreundlichen und damit treibhausgasneutralen Energieversorgung aufgrund ihrer Risiken und Kosten keine Rolle mehr spielen soll.“ Also, mir behaupten dat do steif a fest, an awer hu mer 2020 nach ëmmer 10,4 % Atomenergie an eise nationale Strommix!

(Interruption par M. Claude Turmes)

Atomstrom. Jo. Also, do muss ech lech ganz éierlech soen: Dat kann een natierlech alles behaupten, mee et muss een awer och e bëssen eng politesch Kredibilitéit halen zwëschent deem, wat een ausseet, wat seng Uspréich sinn, a wat an der Wirklecheit de Fall ass.

An ech kommen dann zum leschte Punkt, och vun der Kohärenz, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass déi faméis Pressekonferenz, déi mer hatten den 12. Mee dést Joer, also viru 14 Deeg, vun der Madamm Dieschbourg. Em wat ass et do gaang? An ech muss einfach de Lien maachen, well d'Regierung selwer de Lien vun der Pressekonferenz mat dem Vott vun dem Gesetz vun haut och selwer inzenéiert huet. Dach, Madamm Dieschbourg. An ech liesen lech hei Ären offizielle Pressecommuniqué vir, deen Der verschéckt hutt.

Do steet dran: « Le Gouvernement luxembourgeois tient à rappeler également que le projet de loi grand-ducal 7221 », dat ass jo awer deen, iwwert dee mer haut ofstëmme, « établissant la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires déploie toute son importance dans ce contexte en prévoyant le dédommagement des victimes en cas d'accident dans une installation d'enfouissement de déchets nucléaires. »

Em wat geet et? Majo, d'Madamm Dieschbourg huet einfach eng Pressekonferenz gehalen, déi hat e grouse Medieretentissement während der Coronakris, an do ass et eigentlech dréms gaangen, dass eng Belsch Autoritéit, nämlech d'ONDRAF, responsabel ass, fir verschidde Sitten erauszusehen, fir Atomemülllagere festzehalen. An d'Madamm Dieschbourg hat dann do och medien-trüchteg eng Kaart, déi anscheinend si selwer oder hir Service ugefäerdegt hunn, mat siwe potenzielle Sitten an noen däitsch-Belsch-Lëtzebuurger Grenzgebitt. A si weist do mat Recht drop hin, dass se seet: „Majo, do kënn geologesch Schichten infektéiert ginn, déi bis op Lëtzebuerg eriwvverginn.“ Si reegt sech och iwvert d'Virgoensweis vun der Belscher Regierung op, wou se seet, dass déi géint international konventionaalt Recht an och géint EU-Direktive verstéisst, an duerfir géif si d'Bierger opfuere, d'Lëtzebuurger Bierger, gegebenefalls och d'Belsch aus deem Grenzgebitt, fir dergéint Asproch ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech riichter aus, an Numm vun der CSV: Mir fannen et selbstverständlech, an ech repetieren et nach eng Kéier, richtig, dass eng Lëtzebuurger Regierung hir Bierger opmierksam mécht, wa Consultatiounen och am Ausland lafen, fir dass d'Lëtzebuurger kënnen do hir Asprochrechter geltend maachen!

Dat, wat mer awer gäre gehat hätten, Här President, an ech mengen, do missten awer vill Kolleegen hei dermat d'accord sinn, dat ass, ier d'Ministesch déi Pressekonferenz do gehalen hat, hätte mir et fir ubrecht fonnt, wat iwwergens ganz vill aner Ministere maachen, dass se virun eng Sitzung vun der Chamberskommissioun vun der Energie an Emwvlt zesummegeeruff hätten, wou se de Volleksvertreieder, de Lëtzebuurger Volleksvertreieder, nämlech den Deputéierten, dat do am Virfeld gesot hätten.

A mir hätten dann och gäre gehat, wa bei där Sitzung - déi awer net war - en Avis juridique bäigeeleent hätt, wou ee gesot hätt, voilà, hei sinn déi konkret Punkten, wou d'Belsch géint eng international Konventioun, an an dem Fall d'Convention d'Espoo, géif verstoussen, respektiv géint wat fir eng europäesch Direktive géif verstoussen ginn, an och déi faktuell Elementer, déi géife beleen, alles dat, wat si gesot huet, nämlech dass déi geologesch Schicht geife bis op Lëtzebuerg eriwvverreechen.

Dat ass alles net geschitt! An do muss ee sech awer Froe stellen, notament no der Sitzung vum leschte Freideg vun der Emwvltkommissioun. Mir hunn natierlech d'Ministesch gefrot: „Mee hutt Dir en Avis juridique, deen dat do beleet, dass d'Belsch zum Beispill géint international Recht verstéisst?“ Do ass vun der Ministesch d'Antwort komm, an ech hu mer dat genau opgeschriwwen: „Do gouf et e Mail vun engem Beamten.“ Do hu mer gefrot: „Majo, opgrond vun dem Gesetz iwvert den Zougang zu Emwvltinformatiounen, kënn Der eis dee

Mail da ginn?“ Du huet se gesot: „Jo, dat huet sech och nach herno bekräftegt an enger Reunioun, déi intern am Ministère war.“ Punkt! Méi krute mer do net!

An dat, muss ech ganz éierlech soen, dat fannen ech an esou engem wichtige Sujet hei, wou d'Ministesch awer, an ech kommen herno nach dorobber zréck, en Incident diplomatique causéiert huet mat eise Belschen Noper, mat deem mer historesch verwuess sinn, muss ech soen, dass dat an eise Aen awer e bëssen eppes ass wéi eng politesch Schaumschléiere! Et mécht ee keng Pressekonferenz iwvert esou e sensible Sujet, ouni dass een am Virfeld d'Lëtzebuurger Chamber an hir Deputéierten doriwwer informéiert huet! Dat geet einfach net!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV).**- An, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reaktioun, déi ass jo bei eise Belsche Frënn net ausblivwen! An déi ass hefteg ausgefall!

A wa mer emol esou kucken, wat déi Belsch Ministesch an dann de Parti vun eise liberale Premier, den MR, wat déi alles esou do geschriwwen hunn, déi schreiw hei: „Stockage des déchets nucléaires - halte aux fausses rumeurs“. Halte aux fausses rumeurs!!

(M. Gilles Roth montre une documentation.)

Dir musst lech virstellen, do si Belsch Ministesch, déi geheien hei enger Lëtzebuurger Ministesch „halte aux fausses rumeurs“ vir! Dat ass also net näischt! An ech mengen net, dass déi dat einfach esou do an den Äther geheien. Nee! Déi iwverlees sech dat, wa se dat schreiw.

An da lese mer virun, dass d'Belsch Ministesch, d'Madamm Marie Christine Marghem, seet: « qu'il n'y a pas eu de contacts avec les ministres fédéraux belges compétents, et considère qu'il s'agit d'un "incident diplomatique sérieux" », an da schléisst sech de Krees, wou ech lech viru gesot hunn, wou d'Belsch an der Konventioun geschriwwen hunn, nämlech, dass se gutt Relatiounen mat de Lëtzebuurger henen, hei hu mer dann en „incident diplomatique sérieux“, « et d'une "campagne de désinformation préjudiciable" ».

Une campagne de désinformation préjudiciable! An et geet dann nach virun, wat d'Belsch Ministesch da behaupt; ech weess net, ob dat stémmt oder net: « A ce stade, aucun site de stockage n'a été identifié ni même de type de roche pouvant accueillir les déchets, contrairement à ce qui a été affirmé pendant la conférence de presse », also vun der Madamm Dieschbourg. An da concluiert d'Belsch Ministesch: « La ministre ajoute que la consultation publique lancée par l'ONDRAF », also déi Belsch Autoritéit, « respecte "en tous points" les législations belge et européenne ainsi que l'ensemble des traités internationaux ».

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat do hätt net misse sinn! Dat hätt net misse sinn!

An elo stellt Der natierlech d'Fro: „Ma, Här Roth, wéi hätt Dir dat da gemaach? Wéi hätt d'CSV dat do gemaach?“

Majo, mir hätte ganz einfach dat heite gemaach: Mir hätten am Virfeld éischtere emol eis Bierger grad ewéi Dir informéiert. Fannen ech absolut richtig. Dozou sti mer. Mir hätten awer parallel, an esou engem sensibelen Dossier, en Avis juridique gemaach, gegebenefalls der zwee, an dann hätte mer déi Argumentaire geholl, souwuel där juristescher wéi och där faktuelle, a mir hätten déi de Belsche federalen Autoritéiten an engem Gespréich matgedeelt a mir hätten hinnen dat och zoukomme gelooss. Well ech mengen, dat muss jo och ëmmer méiglech sinn. Et gétt jo x EU-Conseilen an dann ass et nëmme normal, dass een en marge vun esou engem EU-Conseil vläicht emol Kontakt hélt mat där Ministesch. D'autant plus, an et sinn eng Rei Leit heibannen, déi jo Regierungconseile matgemaach hunn, dass ee weess, dass virun esou Regierungconseilen ëmmer eng Concertation Benelux ass. Et muss ee sech net ëmmer eens sinn, mee et ass zumindest d'Méiglechkeet awer, fir en Echange de vues an esou sensibelen Dossier ze hunn. Dat hätte mir gemaach. An ech mengen, dat wier där ganzer Saach och vill méi dénglech gewiescht.

Duerfir, ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV steet zu engem nationale Konsens an der Atompolitik. Mir stëmmen och duerfir bewosst dese Gesetzesprojet iwvert eng Lëtzebuurger nationale Atomhaftung mat. Mir gi ganz einfach de Bierger méi legal Rechter. An der Praxis, an ech hunn dat ausgefouert, muss een natierlech wëssen, dass do vläicht par rapport zu der legaler Situatioun verschidden Ofstrécher sech kéinten duerstellen. Mee, an dat hoffe mer virun allem, an ech mengen, net nëmme mir eleng heibannen, mir hoffen, dass dat Gesetz hei mat aller Guttheit, wat et och huet, net oder ni muss zur Uwendung kommen.

D'Kommunikatiounspolitik vun der Regierung a Saachen Emwvlt an Energie, déi huet des Kéier erëm, an dat soen ech awer och gradesou däitlech am Numm vun der CSV-Fraktioun, de groussen Ennerscheed zwëschent Usproch a Wirklecheit duergestallt. Wéi een dat qualifiéiert, dat kann ee fein soen, „onglécklech“. Et kann een, ech soen, méi derb Termen huelen, déi huele mir net, et als Ökopolitismus dohistellen, mee zumindes ass awer an eise Aen déi Pressekonferenz vum 12. Mee en diplomatesche Fauxpas gewiescht.

Madamm Ministesch, ech soen lech dat riichter aus: Dee Medienoptrétt, deen Der gemaach hutt, dee war der Saach net féederlech. Oder, fir et an der Saach vun de Grenzen ze soen: Dee war grenzwäerteg. Dir hätt sollen d'Leit informéiere mat Fakten. An dat wier och sécherlech méi sennvoll gewiescht. An hei bleift bei eis awer e bëssen den Nogeschaach, dass hei wuel déi eege Parteipolitik a virun allem déi gréng Duftmarken a Coronakris virun den Interesséierten vum Land stoungen. An dat bedauere mer. An dat fanne mer net gutt.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Roth, erlaabt Der, datt den Här Benoy lech eng Fro stellt?

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, jo.

► **M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.**- Merci, Här Roth. Merci och dem Här Roth an der CSV fir d'Ennerstetzung fir dat heite Gesetz, wat, genau wéi den Här Roth et sot, e ganz wichteg Gesetz ass. En huet dat och a sengem Exposé elo duergeluecht, wéi ech et och virun a mengem Rapport scho gemaach hunn.

Här Roth, Dir hutt vun engem Incident diplomatique geschwat, dee Lëtzebuerg gemaach hätt. Ech gesinn dat iwverhaapt net esou!

An ech stelle mer éischer d'Fro, ob net d'Belsch en Incident diplomatique gemaach huet, well se hei eng Prozedur lancéiert huet, wéi mer et och an der Emwvltkommissioun diskutéiert hunn, déi wäit iwvert d'Grenz erausgeet. An do hätt een eigentlech kënnen dervun ausgoen, dass d'Belsch Lëtzebuerg am Virfeld informéiert, am Virfeld och consultéiert, wéi Lëtzebuerg, an där Beispiller krute mer an der Emwvltkommissioun an genant, et am Virfeld scho gemaach huet. Gradesou gutt stellt sech d'Fro, ob dat wirklech esou an där heiter Kris hätt misse sinn. An esou weider.

Fannt Der also net éischer, dass d'Belsch en Incident diplomatique hei gemaach huet? Oder fannt Der, dass déi Virgeensweis normal ass?

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Jo, dat muss Dir Äre Belsche Kollege matdeelen. Ech mengen, mir sinn hei an der Lëtzebuurger Chamber. Mir huelen zur Kenntnis, wéi d'Belsch eng Virgoensweis qualifizéiert hunn. Mir hunn net vizeschreiw, wat d'Belsch ze maachen hunn. Mir bewäerten als Oppositiounspartei d'Handele vum eiser Lëtzebuurger Regierung an dat hunn ech elo duergeluecht.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth.

Als nächste Riedner ass den honorablen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Wann een eppes verknascht, wann een e Schued fir d'Allgemengheet urreicht, jo, da soll och deen opkommen, deen e verursaacht huet. Dese Prinzip vum Pollueur-payeur ass eigentlech ganz logesch - ass eigentlech ganz logesch - a misst och jiddwerengem alichten. Emso méi erstaunlech ass et dann awer, wann dee Prinzip an engem Beräich ausgehiewelt gétt, dee mat zu deene geféierlechste gehéiert, déi d'Ménscheit kennt: der Atomenergie.

Mam Atomhaftungsgesetz setze mir als Lëtzebuerg e kloert Zeechen, een Zeechen, dass mir net akzeptieren, dass d'Allgemengheet de Präis soll bezuelen, wann et zu engem Virfall kënn, een Zeechen, dass mer keen nuklearen Dreckstipp virun eiser Dier wëllen an och een Zeechen, dass déi Länner, déi fir sech decidieren, op de Wee vun der Atomenergie ze goen, net kënnen aner Länner duerch hir Installatiounen Gefore fir Gesondheet a Sécherheet aussetzen.

D'DP ass kategoresch géint d'Atomenergie. Mir schwätzen eis vehement géint all Technologien aus, déi d'Zukunft net nëmme vun eise Kanner, mee déi vun Honnerte Generatiounen während Dausende vu Joren hypothekieren. D'Zukunft gehéiert, an eise Aen, den nohaltegen Technologien, déi den nächste Generatiounen e propperen a gesunde Planéit hannerloossen an déi et eis erlaben, eis Gesellschaft nohaltege weiderzeentwéckelen. An deem Sënn kann



d'Atomenergie fir eis och keng Léisung am Kampf géint de Klimawandel sinn. Et wier näischt aneres, wéi ee Problem mat engem aneren, jo, gradesou schlëmmen ze ersetzen.

Dowéinst hat sech de Claude Meisch och am Numm vu Lëtzebuerg de leschten November kloer géint den Euratom-Programm ausgeschwat, deen nämlech genee dat wollt maachen. Mir fannen, mir müssen dru fuerschen, wéi mer aus der Atomenergie erauskomme kënnen a wéi mer d'Risiko vum Atomofall, deen et scho gëtt, geréiert kréien, an net, wéi mer ëmmer méi Atomstrom produzéiere kënnen.

D'Risiken, déi mam Bedreiwe vun enger Atomzentral, wéi där zu Cattenom, Tihange oder Chooz, verbonne sinn, si fir eis net ze toleréieren, quitte dass d'Warscheinlechkeet éischter kleng ass, mee wann et awer bis eng Kéier zu engem Accident kënnt, dann ass de Schued fir Mënsch an d'Natur gewalteg!

Tschernobyl, Fukushima, dat sinn zwee Wieder, do weess all Mënsch, wat domadder gemengt ass. Ganz Stied hu misse vun haut op muer opgi ginn. Leit, déi séier hir Saachen hu misse paken an ni méi kënnen hanneschtgoen! Just fir e klengen Androck vun den Zäitofstänn ze ginn, em déi et hei geet: Während deenen nächsten 20.000 Jore wäert kee Mënsch méi zu Tschernobyl wunnen.

Mee mir brauchen net bis an d'Ukrain oder a Japan ze goen. Huele mer Cattenom hei vir a Frankräich oder Tihange an der Belsch: Wéi vill Tëscheffall gouf et dann do schon an deene leschte Joren? Émmer erëm huet et, zum Beispill zu Cattenom, an deem engem oder an deem anere Gebai gebrannt. Eleng 2018 sinn do méi wéi 40 Stéierung gemellt ginn. Et heescht dann zwar ëmmer, et wier näischt geschicht an et wier alles hallef esou wëll. Mee iergendwa stellt ee sech jo awer da Froen. Wat ass, wann eng Kéier eppes richteg Schlëmme do geschicht?

Op jidde Fall kënnen mir net akzeptéieren, dass d'Sécherheet an d'Gesondheet vun eise Bierger därmossen op d'Spill gesat ginn. All nukleare Projet un eiser Grenz bréngt d'Souveränitéit an d'Existenz vun eisem Land a Gefor. Do si mer eis, mengen ech, alleguerten eens. Ee gréissere Virfall zu Cattenom hätt dramatesch Konsequenze fir eist Land. Mee och d'Atomkraftwierker zu Tihange an zu Chooz, déi alle béid keng honnert Kilometer vun eiser Grenz ewechleien, stellen eng onmëtzelbar Gefor fir eist Land duer a sollen esou séier wéi méiglech zougemaach ginn.

Här President, déi Lëtzebuerger Zivillgesellschaft a Politik engagéiere sech zanter Joerzëngten, fir dass enner anerem Cattenom vum Netz geholl gëtt. Émmer nees sinn déi jee-weileg Regierungen an, jo, och mir als Chamber zu Paräis intervenéiert, ëmmer nees huet des Chamber Motioun gestëmmt, ëmmer nees ass d'Zivillgesellschaft op d'Stroos gaangen. Et huet bis elo, wat Frankräich ugeeë, net ganz vill bruecht. D'Belsch huet decidéiert, bis 2025 aus der Atomenergie erauszeklappen. Dat kënnen mer nëmme begrëssen.

Wat allerdinges Cattenom betrëfft, ass et leider éischter de Géigendeel. D'Lafzäit ass souguer nach verlängert ginn. Wéi den Direkter vu Cattenom virun engem Joer sot, wier et d'Zil, d'Reaktere 60 Joer laang lafen ze loosse. 60 Joer laang, dat géif heeschen, eréischt 2050 géife se vum Netz geholl ginn, wat fir eis absolut onvirstellbar ass.

Als DP hoffe mir dowéinst, mat deem Text en neit a méi effikas Instrument op den Dësch ze leeën, fir kënnen Drock ze maachen, Drock engersäits op EDF an déi franséisch Regierung, dass se Cattenom vläicht awer éischter wéi geplangt ofschalten, mee och anerersäits, fir zukünftig Projeten ze verhënnere. Vlächtt iwwerleet een et sech elo zweemol, en Atomkraftwierker oder en Endlager un d'Grenz ze bauen, wann ee weess, dass et deemno wéi, jo, richteg deier ka ginn.

Et ass nämlech esou: Déi aktuell üblech Reegelung fir Schuedenersatz am Fall vun engem nuklearen Accident ass d'äitlech en faveur vum Bedreiwer an entspréicht och ganz kloer net dem Pollueur-payeur-Prinzip. De Bedreiwer hätt am Eeschfall nëmme e Brochdeel vun de reelle Käschten ze droen, déi hie verursaacht huet. Fir de groussen Deal vum Schued dierf dann natierlech erëm d'Allgemengeheet opkommen. Esou e Kader kann nëmme am Interessi vun engem Land sinn, dat selwer Atomzentrale bedreift, mee net an eisem Interessi. Dowéinst hu mir d'Konventioun vu Paräis a Bréssel och net ratifizéiert. De Rapporteur huet dat schon am Detail erkläert, soudass ech dofir net méi muss op den Detail agoen.

Dowéinst begrësse mir ausdrécklech, dass mir eis mat deem Projet d'Méiglechkeet ginn, am Fall vun engem Accident den tatsächleche Käschtepunkt vun de Repercussionen op

Mënsch an Natur beim Bedreiwer anzekloen. An anere Wieder: Op de Bedreiwer kéime Reparatiounen zou, déi och wierklech dem Schued entsprechen, dee verursaacht ginn ass. An déi wieren, deemno wéi, gewalteg.

Kucke mer am Fall Fukushima, wat alles do zerstéiert ginn ass: D'Natur, déi radioaktiv verseucht ass, dat kéinte Käschte ginn, Etüden hunn dat ausgerechent, an déi Dausende Milliarden Euro kéinten d'Käschten do goen. An dat ass e staarkt Signal, dat mir hei mat deem Gesetz un eis Nopere schécken.

Mir hoffen dowéinst als DP, dass dese Projet eng staark ofschreckend Wierkung huet fir all eventuell nukleare Projeten un eise Grenzen. Mir hoffen, dass all Bedreiwer, dee plangt, an Zukunft e Projet e realiséieren, sech et e puermol iwwerleet an am beschte Fall et natierlech ganz si léisst.

Stéchwuert: zukünfteg Projeten. Wéi mer zent gewuer gi sinn, iwwerleeë sech och eis belsch Nopere de Moment, an der Grenzregion eng nukleare Installatioun opzerrichten, an deem Fall en Endlager vu radioaktivem Offall. Et wier dat weltwäit éischter geologescht Endlager déif am Buedem, dat fir en definitive Stockage ausgeluecht wier. Dat ass, an eisen Aen, problematesch, well u sech gewosst ass, dass et zu deem Zäitpunkt nach ëmmer keng wierklech durable Léisung fir d'Endlagerung vu radioaktivem Offall gëtt. Dat bréngt eng ganz Rei Risiko mat sech, wéi zum Beispill eng méiglech Verseuchung vum Grondwaasser oder datt et duerch d'Gasen, déi sech kënnen entwéckelen, zu Explosioune ka kommen.

Déi Dausende Joren, wou dee Knascht doläit, sinn eng ganz laang Zäit, an där ganz vill geschéie kann, souwuel op der Aerd, politesch, sozial, Zivilisatiounen changeieren. Jo, et ka kee soen, wéi et an dausend Joer an der Belsch oder soss iergendwou op deem Planéit ausgesäit. Mee och ënnert der Aerd schaffen d'Gestengsschichten, déi geologesch Formatiounen beweegen sech. Dat bleift och net einfach stoen, virun allem, wann een déi Zäitspan kuckt, em déi et jo hei geet.

Et ass evident, dass mir als DP kategoersch géint d'est Endlager sinn, d'autant plus, dass ee vun de proposéierte Sitten och nach am Anzuchgebiet vum Stauséi, also eisem gréissten Drénkwaasserreservoir, läit. Et kann net sinn, dass déi national Drénkwaasserversuergung och nëmme usazweis a Gefor geréit.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Eis Positioun als DP ass hei ganz kloer: Mir si vehement géint en Atomülllager an der Grenzregion. Mir wëllen net, dass eventuell op deem engen oder anere Wee d'Lëtzebuerger Bevëlkerung duerch belschen Atomüll zu Schued kënnt. An do begrësse mer et natierlech émsou méi, dass mer dese Projet haut hei stëmme. Den Timing kéint deemno eigentlech net besser sinn.

Här President, kee Geld vun der Welt a keng Reparatiounen kënnen de Schued guttmaachen, deen duerch atomaren Offall oder en Accident an engem Atomkraftwierker entstanen ass. A mir hoffen dofir, dass mer deen Text, dee mir haut hei stëmme, ni wäerte mussen notzen an dass ni eppes hei geschitt. Mee mir hoffen awer och, dass deen Text eis hëllef, dass mer eng ofschreckend Wierkung bei eisen Nopere hunn, an dass dat dozou wäert bäidroen, zukünftig Projeten ze verhënnere.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif lech Merci soe fir d'Nolasschteren, géif och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn, dat awer op kee Fall, ier ech dem Rapporteur François Benoy op deser Plaz villmools Merci géif soe fir seng zwee gutt Rapporten, souwuel säi mëndleche wéi och säi schrëftlechen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn.

Nächstes geshriwwene Riedner ass déi honnorable Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, jee méi ech un dese Gesetzestext denken, desto méi kënnt mer dat Wuert „Sécherheet“ an de Kapp. Jo, mee eng absolutt Sécherheet gëtt et quasi net, weeder fir deen Eenzelnen a sengem Privatliwen nach fir d'Gesellschaft an der Kollektivitéit.

Et muss een awer natierlech och alles drusetzen, fir d'Sécherheet esou héich ewéi méiglech ze halen.

Deen Text, iwwert dee mer awer haut debatéieren, handelt vun der Hypothees vun engem Accident nucléaire. Mir hunn zu Lëtzebuerg iwwert d'Parteiengrenzen eraus ëmmer eng relativ bis ganz, ganz skeptesch Vue gehat op d'Atomenergie. An dat mat Recht!

Et ass allerdinges esou, dass et an eisen Nopeschlänner Atomenergie gëtt. Et ass souguer esou, dass dat Land op der Welt mat där héchsten Densitéit un Atomreakteren en Nopeschland vu Lëtzebuerg ass - mir hunn dat de Mëtteg schon e puermol héieren -: Frankräich. E Land mat 58 Reakteren op 19 verschiddene Sitten vu sengem Territoire. An der EU kommen iwwerengs ronn 30 % vum verbrauchte Stroum aus der Atomenergie.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

Atomphysiker gi souguer dervun aus, dass d'Probabilitéit vun engem graven Incident an engem Atomreakter ongeféier bei 1 zu 100.000 Reakterjore läit. An ee Reakterjoer, dat ass ee Reakter, deen ee Joer laang leeft. Reell ginn et 14.000 Reakterjoren op der Welt. Dat heescht, dass, statistesch gesinn, ronn all siwe Joer ee schwéieren Incident an engem Reakter op der Welt passéiere kéint. Net all Incident vun deser Zort féiert automatesch zu Fukushima oder zu Tschernobyl, mee all schwéieren Incident ass a bleift eng grouss Gefor fir Mënsch an Émwelt.

Aus deem Kontext eraus ass et eigentlech eng ganz logesch Konsequenz, dass ee sech muss eeschthafft mat der Fro auserneeeten: Wat maache mer dann eigentlech, wann et zu engem Accident kënnt?, wa mer iwwerhaapt nach eppes kënnen maachen!

D'Responsabilité civile am Fall vun engem nuklearen Accident dierf net dem Zoufall iwwerlooss sinn a scho guer net deeméinigen, deen um längeren Hiwele sëtzt. Mir brauche kloer an ambitiéis Reegelen. De Legislatueur, dee muss op der Sait vum Affer, also op der Sait vun deem Verletzbarste stoen.

Natierlech ginn et international Konventiounen, déi d'Modalitéit vun der Responsabilitéit bei engem Schued duerch en Accident nucléaire reegelen. Lëtzebuerg huet awer weeder d'Paräisser Konventioun 1960 nach d'Brüsseler Konventioun 1963 ratifizéiert. Mee, wéi et allerdinges scho gesot ginn ass, war et e bewosste Choix vun der Lëtzebuerger Regierung, méi ambitiéis ze sinn, ewéi et an deene Konventiounen steet.

Ee vun de Virdeeler vun deem Gesetz ass sécherlech, dass de Montant vum Dedommagement net gedeckelt ass. An der Konventioun vu Bréssel beispillsweis wier de maximale Montant vun engem Dedommagement pro Accident op plus/minus 375 Milliounen Euro fixéiert. E Montant, dee ganz séier kéint iwwerschratt sinn, wann een de Schued fir Mënsch an Émwelt bei engem schwéieren Accident zesummerechent.

Am Hexagone läit beispillsweis déi gesetzlech iweesch Limitt bei der Responsabilité civile bei 700 Milliounen Euro à charge vum Exploitant. A grad a Frankräich huet den Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, den IRS, en Etablissement public iwwerengs, am Joer 2007 ausgerechent, dass am Fall vun engem extreem graven Accident, deen net méi enner Kontroll ass, zum Beispill en Accident vum Typ Tschernobyl, d'Käschte kéinte 5.800 Milliarden errechen.

En anere fundamentale Virdeel vun deem Gesetz ass och, dass eng Victime, déi zu Lëtzebuerg residéiert, bei engem lëtzebuergeschen Tribunal ka kloer goen, souwäit et déi europäesch Texter oder d'Reglement vu Bréssel 1bis och erlaben. D'est mécht et fir d'Affer, besonnesch fir eng Privatpersoun ouni gréisser juristeschen Kenntniss, natierlech vill méi einfach, fir hiert Recht anzefuerderen.

An deem Kontext begrësst d'LSAP-Fraktioun et ausdrécklech, dass den Delai vun der Prescription, während deem eng Victime hiert Recht akloer kann, bei 30 Joer läit vun deem Zäitpunkt un, wou d'Accident stattfonnt huet oder wou sech de Schued bei der Victime gewisen huet. D'est ass iwwerengs am Aklang mam Artikel 2262 vum Code civil a weist nach eng Kéier, dass mir zu Lëtzebuerg am Verglach zu villen anere Länner eng ganz staark Protektioun vun den Affer hunn.

Fir eis als LSAP ass et och selbstverständlech an och e wichtegt Uleies gewiescht, dass de Champ d'application vun deem Gesetz esou breet ass, fir dass d'est generéiert Gesetz a méiglechste ville Situatiounen ka spillen. Ech wëll hei rappeléieren, dass d'Gesetz net nëmme bei der Energieproduktioun selwer, mee och bei der Produktioun, beim Benotzen, beim Deponeieren an och beim Stockage vun atomarem Offall zum Droer kënnt. Och d'Definitioun vum Exploitant ass relativ breet gehalen, fir dass et eeben net soll méiglech sinn, sech senger Responsabilitéit a Sécherheetsfroen ze entzéien, wann ee während Joren zum Beispill mat der Produktioun vun Atomenergie Sue maache konnt.

Här President, jiddwereen hei am Sall huet matkrit, wéi virun e bësse méi wéi enger Woch

de Sujet opkomm ass vun der Belsch, déi e Standuert sichen, fir atomaren Offall kënnen op hirem Territoire ënnerbréngen. Ech widderhuele mech vlächtt par rapport zu deem, wat meng Virriedner scho gesot hunn, mee ech wéilt awer hei betounen, dass et fir eis als LSAP e legitiméiert Recht ass vun all Bierger hei am Land, sech d'Fro ze stellen, wéi et dann em d'Sécherheet steet am Fall vum Stockage vu radioaktivem Material no un der Grenz vu Lëtzebuerg.

Ech mengen, dass et bei esou engem eeschten a bei esou engem sensibelen Dossier onerlässlech ass, en éierlechen Dialog ze hunn téschent Lëtzebuerg an dem belsche Kinnekräich. Zu engem éierlechen Dialog gehéiert, dass d'Lëtzebuerger Regierung vis-à-vis vun der belscher Regierung hir Bedenke ganz kloer zum Ausdruck bréngt. Eng enk Zesummenaarbecht ass duerch näischt ze ersetzen, wéi och d'Fro vun der Gestiouen vun nuklearen Offall nach eng Kéier beweist.

Den Artikel 7 vun der europäescher Direktiv 2001/42 seet: „Dee Memberstaat, dee vun engem Plang oder engem Programm vun engem anere Memberstaat a Form vun ëmweltpoliteschen Incidencë mengt, touchéiert ze ginn, muss deem anere Memberstaat dat och matdeelen a soen, dass en eng Consultatioun wënscht.“ Hei ass also d'Lëtzebuerger Regierung gefrot, mat der belscher Regierung Kontakt opzeshuelen. An engem gemeinsamen Accord leë béid Memberstaaten der EU-Direktiv no d'Modalitéit fest, fir dass och d'Lëtzebuerger Bierger kënnen hiren Avis an engem ganz rasonablen Delai ofginn.

Als LSAP ass et eis immens wichteg, dass op d'Biergerinnen an op d'Bierger gelauscht gëtt. Virun allem awer och déi concernéiert Gemengen hunn et verdéngt, dass si reegelméisseg iwwert de leschte Stand a Kenntnis gesat ginn. D'est ass e weesentlech Element vun enger Prozedur, déi transparent soll sinn an déi d'Vetraue vun de Biergerinnen a Bierger stärker soll.

Éischt Prioritéit muss an all Fall sinn, dem Gesondheitsrisiko no verhältnisméisseg ze handeln, esou wéi déi europäesch Texter dat och soen, zum Beispill d'Direktiv 2011/70 Euratom am Considant 34. Éischt Prioritéit muss an eisen Aen ouni Aboussen oder Relativiséierungen déi öffentlich Sécherheet sinn. Et soll een och drop hiweisen, dass et vun de méiglechen Optiounen fir de Stockage vun den nuklearen Offall esou ass, dass et sécherheetspolitesch méi a manner gutt Optiounen gëtt.

D'Schifergesteng, wéi een et notament am Synclinal de Neufchâteau virfënn, ass eiser Meenung no keng Optioun, well et nëmme ganz wéineg Etüde ginn iwwert d'Validitéit vun deem Gestengs am Kontext vun der Durée vum Stockage vu radioaktivem Offall. De Rapport vun der belscher Autoritéit ONDRAF iwwert d'Incidence op d'Émwelt vum Avantprojet kënnt op der Sait 37 och ganz genee zu deser Konklusioon. D'ONDRAF gëtt an deem Kontext och selwer zou, dass si nach keng Recherche expérimentale zu deem Gestengs gemaach huet.

Mir sinn als LSAP och der Meenung, dass den Depot vun atomarem Offall a Form vun engem Stockage géologique net onbedéngt alternativlos ass, esou wéi dat am genannte Rapport vun der ONDRAF suggeréiert gëtt. Sécherlech gëtt et méi schlëmme Techniken, wéi ee radioaktivt Material stockéiere kann, mee dat kann awer a kengem Fall en Argument sinn.

Léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, Här President, et féiert kee Wee derlaanscht, méi deifgrënneg wëssenschaftlech Analysen ze maache wéi dat, wat den ONDRAF bis elo gemaach huet. Dës Analyse mussen eiser Meenung no och eng Evaluatioun vun anere Methode wéi dem Stockage géologique begräifen.

Et dierf een och net vergiessen, dass den technologesche Fortschritt och an deser Fro existéiert. Et kann also duerch Sënn maachen, dat radioaktivt Material esou ze stockéieren, dass ee méttelfristeg erëm dat Material sécher eraushuele kann, fir et no méi sécheren, well méi rezente Methoden ze stockéieren.

Eppes ass awer fir de gesonde Mënscheverstand ganz einfach ze verstoen: All Atomenergie, déi net muss produzéiert ginn, hannerléisst och keng Gefore fir déi Generatiounen no eis.

Déi politesch Aktualitéit weist, wéi wichteg d'est Gesetz ka sinn a wéi séier aus enger Hypothees ka Realpolitik ginn. D'LSAP dréit d'est Gesetz op alle Fall gäre mat, well et e grouss Fortschritt ass am Sënn vun der Sécherheet a vun der Gesondheet vun eis all.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance.* - Merci och der Madamm Hemmen.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech fänken och u mat engem Kompliment un den Här Benoy. Den Här Benoy huet ganz gutt geschwat. En huet eis awer leider net iwwerzeegt, muss ech och soen, mee et war awer e ganz liewege Virtrag, deen nach eng Kéier vill Aspekter vun der Atomenergie a vun dëser Fro haut belicht huet.

Mir mussen eis d'Fro stellen: Ëm wat geet et an dësem Gesetz? Et geet drëm, fir de Leit eng Méiglechkeet ze ginn, indemniséiert ze ginn am Fall vun engem nuklearen Accident. Dat ass d'Iddi.

An da musse mer eis froen: Erfëllt dann dëst Gesetz dësen Zweck? Kann deen Usproch, deen hei gestallt gëtt, erfëllt ginn? An d'Antwort dorobber ass: nee!

An eis gréng Kolleegen hunn et selwer am Rapport zitëiert, dee se eis haut virgestallt hunn. Well an deene Rapporten, och an de Kommissionsstimmungen, stoung kloer, u sech wär d'Zil vun deem Gesetz, esou steet et an de Rapporten, Drock op d'Nopeschlänger ze maachen, fir datt si hir nukleare Zentrale sollen zoumaachen. Oder och, Zitat: „e Reflexionsprozess dorivwer a Gang ze bréngen, wat déi reell Käschte vun der Nuklearenergie sinn“. Dat waren d'Ziler vun dësem Gesetz, esou wéi se an der Kommission gesot goufen, esou wéi se an de Rapporte stinn.

Indemnisierung ass eppes anescht. Mir wëllen hei keng politesch Gestikulatioun maache géint Atomenergie. Dat ass e bëssen dat, wéi een dat Gefill huet, wou mer eis hei drop engagéieren. Mir als ADR hätte gär Rechtssécherheet fir d'Lëtzebuerger am Fall vun engem nuklearen Accident. Dat ass eis Prioritéit!

An et ass schonn e bësse verwonnerlech, datt mer säit dem Ufank vun de 60er-Joren eng Rei vun internationale Rechtsinstrumenter hunn, déi wéinstens zum Deel deem Usproch hätte kënnen gerecht ginn, an awer all déi Joren, elo 60 Joer, Lëtzebuerg näischt gemaach huet, fir dat ze maachen. Et ass e Meritt vun dësem Gesetz, datt mer iwwerhaupt emol kënnen iwwert déi Fro diskutéieren an datt iwwerhaupt emol e Versuch gemaach gëtt, eng Indemnisierungsprozedur anzeféieren. Och wa se, wéi ech et wäert hoffentlech kënnen beweisen, net zilféierend ass.

Et ass och e bëssen - wéi soll ech soen? - net iwwerzeegend, scho wum Usaz hier, datt et e ganz kompliziert Wierk vun internationale Konventiounen gëtt, wat dës Fro reegelt, an da komme mir a mir maachen eist spezifesch Lëtzebuergesch Gesetz an erwaarden eis, datt déi aner Länner deem Gesetz folgen am Fall wou hei Urteeler geschwat ginn opgrond vun deem Gesetz. Et ass e bëssen eng Hybris, e bëssen en iwwerzunnend Selbstvertrauen, wat mer do weisen, well déi Urteeler, déi hei geholl géife ginn an eistem spezifesch Gesetz, jo och a Kontradiktioun stinn zu den internationalen Obligatiounen vun deene Staaten, déi op d'Atomenergie zréckgräifen.

Et ass e bëssen eng Gestikulatioun, fir eng Anti-atomastellung vun eistem Land hei ze dokumentéieren. Mee den Här Roth huet et scho gesot a sengen Ausféierungen: „Och mir consommeren Nuklearenergie, Atomstrom!“ A mir maachen et och zu engem groussen Ausmooss. Eenzelner soen heiansdo: „Bon, et sinn nëmmen eppes Klenges iwwer 10%“, wéi d'Antwort op dem Här Engelen seng parlamentaresch Fro et ausgewisen huet. Mee och Däitschland ass am Abléck an enger Gréisstenordnung vun 12%, 13% am Atomstrom. Dat ass also net negligeabel. An ech mengen, mir mussen eis dären och bewusst sinn. An d'Tendenz am Stromverbrauch weist eisichter no uewen. Eisichter no uewen!

Mee gutt. Loosse mer emol kucken! Ech wollt eigentlech beweisen elo an e puer Ausféierungen, firwat deen Usaz, wéi dëst Gesetz e gewielt huet, net ka funktionéieren.

Dee System vun de Konventiounen, deen huet den Här Benoy summaresch beschriwwen: déi Paräisser, déi Brësseler Komplementarkonvention, déi Wiener Konvention. Ech ginn och net an den Detail, ech wëll just soen: Déi hunn net nëmmen Nodeeler. Déi hunn och eng ganz Rei Virdeeler. Well wa se net déi Virdeeler

hätten, hätt dee System net esou laang Bestand gehat. E gëtt eng Rechtssécherheet, d'Kompetenz vun de Gerichter gëtt festgeluecht, et ass eng Responsabilité objective a virun allem: Déi Konventiounen goufen iwwer all déi Joerzénge konsequent weiderentwickelt.

Et ass net esou, datt mir haut mat deene selwechte Konventiounen ze dinn hunn inhaltlech wéi 1960. Vill Saachen hu sech geännert. A wann een net bäitrëtt bei esou eng Konvention, wann een net bäitrëtt, huet een zwou Saachen net. Zwou wichteg Saachen net! Dat Eischt: Et ass een net couvréiert vun de Virdeeler vun de Konventiounen. Ratione territoriae fir unzefänken. An et huet een net d'Méiglechkeet, selwer Verbesserungen am Vertragwierk virzeschloen, wéi et enger Vertragspartei awer zousteet. Dat sinn zwou Méiglechkeeten, déi een aus der Hand gëtt.

Et ass dacks gesot gi bei der Brësseler Komplementarkonvention: „Mir kënnen där net bäitrieden, well mer do eng Solidarléisung hunn.“ Dat heescht, mir misse fir déi zweet an déi drëtt Tranche vun den Indemnitéite selwer e Baitrag leeschten als Lëtzebuerg, och als Net-nuklearstaat, fir engem Risiko entgéintzetrieden, engem finanzielle Risiko, wann en Atom-accident géif geschéien. Dat war eigentlech eent vun den Hauptargumenter, firwat mer net bäitruede sinn.

Mee och do ass eng Kontradiktioun an der Lëtzebuerger Politik feststellen. Bei der Diskussion vun Eurobond oder Coronabond wëlle mer déi Solidaritéit weisen, och an anere Saachen. Mir hätten dat och hei kënnen maachen, fir eng Rechtssécherheet en retour ze kréien. An hei ass et net wéi bei deem finanzielle Coronabond oder Eurobond, datt iergendeng vertraglech Dispositionen eis dat géif explizit verbidden. Dat ass hei net de Fall. Mir hätten ouni Problem déi solidaresch Verantwortung, Matverantwortung kënnen droen, fir en retour eeben eng Rechtssécherheet ze kréien.

Wa mer also déi Konventiounen net wëllen als Lëtzebuerg, op jidde Fall wat bis elo d'Regierungen net wollten, da stelle sech och do eng Rei Froen. Eischtens: Ass dat korrekt? Mir hu se all ënnerschriwwen. Mir hu se net ratifiziert. Dat ass net am Aklang mat dem internationale Vertragsrecht.

Dann hätt ee kënnen higoen a sech iwwerleeën: Gëtt et dann Alternativen am internationale Recht, déi een hätt kënnen benotzen? An et gëtt der zwou. Déi eng hätt kënnen sinn iergendeng Reegelung am internationale Privatrecht. Do ass awer keng direkt erkennbar, déi fir eis wierklech applikabel wär.

Déi aner, wou wierklech d'Fro sech stellt, dat ass déi vun der Staatsresponsabilitéit. A mir hunn ëmmer an der Atompolitik zu Lëtzebuerg probéiert, zwou Prinzippien ze verfolge: Deen een ass dee vum Pollueur-payeur, deen aneren ass dee vun der Responsabilité des États. D'Responsabilité des États, déi huet en enorme Virdeel. Eischtens stellt se jo d'office de Staat a seng Verantwortung an och déi theoretisch illimitéiert Méiglechkeete fir ze indemniséieren. Mee si gëtt eis en diplomateschen Hiewel, dee mer bei all normaler rechtsschutz, zivilrechtlicher Approche net hunn. Do geet et ëmmer iwwert d'Gerichter. A mir mussen ëmmer dann Indemnisierungen akloen an esou weider. Bei enger Staat-zu-Staat-Negotiation presentéiert sech dat ganz anescht.

Mir hatten ee Fall, wou esou en Accord negociéiert gouf. Dat war d'Cattenom-Konvention vun 1978. Déi hat den Här Gaston Thorn nach ënnerschriwwen fir Lëtzebuerg, den Här de Guiringaud fir Frankräich. Do hate mer eng partiell staatlech Léisung. Et war zwar nach ëmmer eng zivilrechtlich Approche, mee de Staat hätt kënnen kollektiv fir d'Lëtzebuerger optriede virun deene kompetente französische Gerichter, wat en enorme Virdeel duergestallt hätt par rapport zu där Situatioun fir eng allgemeng zivilrechtlich Approche.

Dat war eng Konvention, déi duerchau interessant war. Se war och interessant, well verschidde Leeschtungen wéi d'Assistenzleeschtungen gratis gewiescht wären. Hätt Frankräich eis zum Beispill gehollef fir ze evakuéieren, well mir selwer net vill logestesch Mëttelen hunn, wär eis dat net a Rechnung gestallt ginn. Et gëtt nämlech spezifesch Konventiounen, déi dat reegelen. An do ass dat ëmmer käschteflüchtig. Mat der Cattenom-Konvention wär dat net käschteflüchtig gewiescht.

D'Staatsresponsabilitéit interpelléiert eis awer och, well mir als Lëtzebuerg eis mussen d'Fro stellen, ob mir déi ganz Verantwortung droen, déi mir als Staat eventuell hunn. Well mir hunn och Schëffer, déi enner Lëtzebuerger Pavillon maritime fueren. Mir hu Fligieren, déi enner Lëtzebuerger Pavillon fléien. An ech weess net, ob mir deene Konventiounen bäitruede sinn, déi dat reegelen, wann en Accident wär, wann do iergendeng fissile Matière géif transportéiert ginn oder eng radioaktiv Matière de quelque

sorte que ce soit, wann do een Accident géif geschéien, ob mir, wat de Pavillon maritime an d'Lofffracht an esou weider ueget, do déi néideg Schrëtt iwwerholl hunn. Déi Fro sief gestallt.

Da stellt sech eeben d'Fro vun der Analys vun där Approche, wéi déi gréng se hei proposéieren. An dat ass den Droit européen. An den Droit européen, deen invoquéiert gëtt, dat ass d'Reglement Brëssel 1bis 1215 aus dem Joer 2012 an eng Decisioun vum Conseil vum 8. März 2004. Dat sinn déi zwéi Rechtsinstrumenter, déi d'Basis bilde vun deem Rasonnement. An eis Aufgab ass et, fir ze soen: „Dat funktionéiert guer net!“ An et ass nämlech wichteg, fir ze soen: „Dat Gesetz, déi Konstruktioun, déi déi gréng hei invoquéieren, kann net funktionéieren!“

Dat Brësseler Règlement 1bis aus dem Joer 2012 wéi och schonn d'Virgängerreglement 44, dat hei ass d'1215, hunn allen zwéi eng exklusiv Klausel, wat d'Lex specialis ueget. Am Règlement 1bis ass dat e Considerant, ech mengen, et ass de 35, an et ass en Artikel 71, déi kloer unerkennen, datt Länner, déi duerch eng Loi spéciale u Konventiounen gebonne sinn, déi weider esou applizéieren kënnen. Dat heescht, et gëtt eng Exklusiv, d'Loi spéciale ass net betraff. An dat gëtt natierlech och vun Einzelnen uegezweifelt, awer dat ass bis elo confirméiert.

Et ass och confirméiert an der Decisioun vum 8. März 2004, déi déi gréng invoquéieren oder d'Regierung allgemeng. Well déi Decisioun aus dem Joer 2004, déi berout op dem Artikel 249 vum Traité Communauté européenne. An deen Artikel seet, datt eng Decisioun vun Ministerrot, déi eng Rechtsnorm ass, déi an der Hierarchie hannert de Reglementer an hannert den Direktive steet, muss en Destinaire désigné hunn, an nëmmen den Destinaire désigné vun enger Decisioun vum Ministerrot ass concernéiert.

Elo ass et awer esou, datt Lëtzebuerg an där Decisioun vum 8. März 2004 vum Conseil iwwerhaupt net designéiert ass. Mir sinn net Destinaire vun der Decisioun, kënnen also weeder Rechter aus hir erauszéien nach si fir eis Flichten entstanen. Et ass einfach en Instrument, wat op drëtter Plaz an der Hierarchie vun de Rechtsnormen ass, net d'Kraaft huet an net zum Inhalt huet, fir eng Exklusivsklausel aus engem Reglement ausser Kraaft ze setzen, a fir eis weeder Rechter nach Flichten entstoe léisist.

Et ass souguer esou, datt an där Decisioun kloer nach eng Keier confirméiert gëtt, an dat ass och ganz interessant, datt, an dat ass elo d'Decisioun, déi ech zitieren: « Étant donné que le protocole modifie ... », hei ass de Protokoll, dat ass eng verännert Nuklearkonvention vun 2004, dat ass awer hei elo net wichtig an deem Kontext. « Étant donné que le protocole modifie la convention de Paris, que le règlement (CE) n° 44/2001 », dat ass genauesou wouer wéi den 1215, « autorise les États membres liés par cette convention à continuer à appliquer les règles de compétence prévues par celle-ci », kënnen déi dat da ratifizéieren.

Et ass also esou u sech, datt déi Decisioun vun Ministerrot, déi vun der Regierung hei invoquéiert gëtt niewent dem Règlement 1bis als legal Basis, eigentlech genau de Contraire seet, nämlech datt déi Länner, déi Deel si vun der Paräisser Konvention, dat kënnen weider applizéieren. Dat ass d'Zil vun där Decisioun. Sou steet et explizit dran! An déi Confirmation, déi do drasteet, déi Zitierung vun der Lëtzebuergescher Rechtspositioun ass just einfach eng Ernimmung, awer ouni iergendwéi eng rechtlich Konsequenz.

Dee Professor, deen an deem Avis juridique zitéiert gëtt, deen d'Regierung an Optrag ginn hat, dat ass en tschecheschen Universitätsprofessor, den Här Jakub Handrlica, deen huet selwer opgrond vu senger Analys geschriwwen, an dat ass och interessant: « Compte tenu de cet extrait de la décision, il est difficile de soutenir qu'après l'entrée en vigueur du Protocole [...], le Règlement de Bruxelles sera directement applicable à toutes les questions de responsabilité nucléaire [...] ». A méi wäit: « Une telle déclaration est en opposition complète avec des décisions relatives à des conventions internationales, dans lesquelles figurait une réserve indiquant que les États membres continueraient à appliquer le Règlement de Bruxelles à la reconnaissance et à l'exécution de leurs décisions respectives. Aucune réserve de ce type ne figure dans la Décision du 8 mars 2004. » Et ass also juristescht ganz evident, datt weeder de Règlement nach d'Decisioun a Fro kommen, fir d'Rechtspositioun vun der Regierung hei iergendwéi ze ënnerstëtzen.

Et kann een natierlech argumentéieren, datt de Règlement 1bis géif subsidiärescht erugezu ginn. Dat kann een argumentéieren. Do gëtt et och a priori kee Géigenargument. Dat kann

awer nëmmen da gëllen, wann e Rechtsberäich tangéiert ass, deen net explizit an der Paräisser, Brësseler oder Wiener Konventionen, eeben da wéi et ass, géif ernimmt ginn.

Dat Gesetz, ass dat duerchsetzbar? Et ass net duerchsetzbar!

Eischtens: Den Här Benoy huet direkt am Ufank Tschernobyl als Beispill genannt. Tschernobyl ass an der Ukrain. Et ass also net EU. A wann eppes zu Tschernobyl géif geschéien, genausou wéi elo an England wärscheinlech, et weess een nach net, wat d'Negociatiounen wären, oder a Wäissrussland, a Russland oder an der Ukrain oder soss enzwousch, wou nukleare Kraaftwierker sinn, hätt dat heite Gesetz null Effekt. Dat gëllt just fir EU-Staaten. An et gëllt och net fir all EU-Staaten, well déi, déi Deel vun der Paräisser Konvention sinn, wéi mer grad gesinn hunn, bleiwen un d'Paräisser Konvention gebonnen an net un de Règlement 44 oder 1215.

Da gëtt et och ganz sécher mat der Schwäiz, wou och Atomkraaftwierker sinn... Bon, do gëtt et en extra Accord, dat ass dee vu Lugano, dee géif dann applizéiert ginn. Mee de Rechtskonflikt oder de politesch Konflikt souguer mat den Nopeschstaaten wär virprogramméiert, wa mer géifen droe insistéieren, fir dat do iergendwéi duerchzesetzen.

An dat ass och en Element, wat den Här Roth schonn zitëiert hat. Mir hunn 1972 eng Konvention ënnerschriwwen iwwer d'rechtlech Immunitéit vun de Staaten. D'Belsch an Däitschland, déi kommen hei iwwerhaupt net a Fro, realistesch och net fir en Atomlager, fir duerch eis duerch iergendee Geriicht do belangt ze ginn. Also do wär just de Prinzip vun der Staatennegociatioun méiglech gewiescht. A fir Frankräich, do kann ech mer net virstellen, datt déi nukleare Operatiounen um französische Staat géifen esou interpretéiert ginn als Acta jure gestionis. Dat si kloer Acta jure imperii. An hir Interpretatioun ass och déi, déi do zielt.

De Staatsrot seet: « Pour les États parties à la convention européenne sur l'immunité des États, il est [...] très improbable qu'ils puissent être atteints devant les juridictions luxembourgeoises en cas d'accident nucléaire. » Also, mir mussen eis einfach bewusst sinn, datt dat hei eng politesch Konstruktioun ass, déi rechtlich net ka funktionéieren.

Frankräich: déi gréng wëllen hei och eng Diskriminatioun u sech aféieren, well de französische Staat wär dann an enger Situatioun, wou e seng eege Leit misst méi schlecht behandele wéi Leit, déi hei am Land e Gerichts-urteil kéinte produzéieren. Dat ass vollkommen onrealistesch. De Fransous, deen zu Kettenuewe wunnt niewent der Zentral, dee géif indemniséiert ginn opgrond vun der Paräisser Konvention, nom interne französische Recht, wéi et och dann deen Abléck ass, an deen, dee just déi aner Säit vun der Lëtzebuerger Grenz wunnt, dee géif mat engem Lëtzebuerger Urteil kommen, wou e seet: „Ech wunnen zwar méi wäit ewech, ech si potenziell manner geschiedegt wéi mäi franséschen Noper vu Kettenuewen, mee ech hunn eng Responsabilité illimitée an ech kommen hei mat engem Urteil aus engem Land, wat emol net Deel ass vun der Paräisser Konvention.“ A voilà!

A wann dat net duergeet, wat den Assureur vun der Atomzentral kontraktéiert huet, da muss de französische Staat, also och nach de französische Steierzueler, asprangen, fir meng Uspréch kënnen ze erfëllen. Dat heurtéiert sech an der Applikatioun un den Ordre public, un een essenziellen, substanziellen Ordre public. Et ass kee Staat op der Welt, dee géif op deen do Wee goen a seng eege Leit opgrond vun esou zweifelhafte juristesche Consideratiounen benodeelge géintiwwer aneren!

Och d'Chambre de Commerce hat do hir Problemer bei dëser Bewärtung vun deem Gesetzestext. Do gëtt geschwat vun: « [...] rendant de facto impossible toute indemnisation supplémentaire par les tribunaux luxembourgeois » an aner Zitater, déi ech elo net hei all wëll bréngen.

Mir hunn also en anere Wee. Ech hunn am Ufank gesot, datt et hei ëm zwou verschidde Saache geet. Déi eng, déi wëllen eng politesch Gestikulatioun, fir ze soen: „Hei, d'Atomenergie ass esou deier, mir mussen elo emol jiddweree konfrontéieren, deen en Atomkraaftwierker huet, mat deene potenzielle reelle Käschte vun der Atomenergie.“ Dat ass déi eng Approche. Dat ass déi, déi d'Regierung hei proposéiert.

Oder déi aner Säit: Rechtssécherheet fir d'Lëtzebuerger Bierger. A wéi gesot, mir als ADR, mir ënnerschreiw komplett a mir si frou, datt mer déi Iddi hei emol haut diskutéieren, fir eng Responsabilité civile en matière nucléaire och



gesetzlech festzeleeën, mee eise Wee ass deen, fir deene Konventiounen bäizetrieden an ze kucken, datt déi Konventiounen verbessert ginn. Dat ass dat, wat mir proposéieren als Wee. A mir hunn dat och an enger Motioun, Här President, déi ech lech heimat daerf proposéieren, festgeschriwwen.

Motion 2

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,

- datt zënter dem Ufank vun de 60er-Joren déi rechtlech Situatioun vun eisem Land am Hibleck op méiglech Entscheedungen am Fall vun engem nuklearen Accident net gereegelt gouf;

- datt et eng Rei vun internationale Konventiounen gëtt, déi spezifesch déi sougenannte „responsabilité civile en matière nucléaire“ betreffen;

- datt Lëtzebuerg e puer international Konventiounen a bilatéral Verträge an deser Matière ënnerschriwwen, awer bis haut nach net ratifizéiert huet;

- datt de Bäitritt zu dese Konventiounen d'Rechtssécherheet vu Lëtzebuerg an deem Beräich géif direkt, daitlech an op eng gläufwerdeg Manéier verbesseren,

fuerdert d'Regierung op,

a) der Chamber méiglechst séier Gesetzesprojete virzeleeën iwwert d'ratifizéierung vun dese Rechtsinstrumenter:

- Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire du 29 juillet 1960, amendée par le Protocole additionnel de 1964 et le Protocole de 1982 (Convention de Paris);

- Protocole portant modification de la Convention de Paris du 12 février 2004 (Convention de Paris modifiée);

- Convention complémentaire à la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire du 31 janvier 1963, amendée par le Protocole additionnel de 1964 et le Protocole de 1982 (Convention complémentaire de Bruxelles);

- Protocole portant modification de la Convention complémentaire de Bruxelles du 12 février 2004 (Convention complémentaire de Bruxelles modifiée);

an all aner international Konventiounen, déi d'Rechtssécherheet vu Lëtzebuerg am Beräich vun der Indemniséierung no eventuellen nuklearen Tëschefällen kéinte verbesseren, ze ratifizéieren;

b) de bilatérale Vertrag mat Frankräich, den de 17. März 1978 vun deenen Häre Gaston Thorn an de Giringaud ënnerschriwwen gouf (Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg pour la réalisation et l'exploitation de certaines implantations industrielles sur la Moselle), nozeverhandelen, fir en ze aktualiséieren an an duerno der Chamber fir eng Ratifizéierung virzeleeën;

c) ze präwielen, ob Lëtzebuerg selwer all Moossname geholl huet, fir déi Konsequenzen a Verflechtungen ze droen, déi et am Fall vun engem nuklearen Accident eventuell selwer ze droen hätt, zum Beispill am Kontext vun der Loftfracht oder vun Transporter op Schëffer ënner Lëtzebuerger Fändel, an der Chamber doriwwe bannent sechs Méint e Rapport ze maachen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.- Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Da wëll ech nach, well dat vun e puer Riedner ugeschwat ginn ass, e Wuert soen iwwert déi Saach vun de belschen Endlager oder dem belschen Endlager. Wéist Der, d'Situatioun an der Belsch ass am Abléck des: Déi Saache sinn an der Surface stockéiert. Ech mengen, iergendwou a Flandern oder esou.

An datt d'Leit doriwwe net frou sinn an datt onbedéngt muss gesicht ginn an der Belsch, fir eng Léisung ze fannen, dat muss een dach verstoen. An datt e staatlechen Organismus an der Belsch chargéiert gëtt, fir eng Etüd doriwwe ze maachen, och dat muss ee verstoen. An datt déi elementar Héiflechkeet vun der Lëtzebuerger Regierung, an et kann ee sech doriwwe Suerge maachen, selbstverständlech, an et muss ee sech froen: Wou kommen déi Saachen hin? an esou weider, mee datt een dat muss an diplomatesch héiflechem Dialog mat de Belsch klären, dat ass och eng Selbstverständlechkeet!

Wat net geet, dat ass, datt den Ëmweltministère selwer eng Kaart mécht, déi net mat der Belsch ofgeschwat ass, a selwer eng Interpretatioun gëtt. Well dat ass esou eng kriddeleg Saach. Et hätt ee kënnen eng Kaart maachen, mat eise Suergen, an dann d'Belsch froen: Ass dat och Är Lektür? Ass dat do richtig? An da soen: Hei, dat do ass déi reell Situatioun.

Et kann een awer net Propaganda maachen op d'Käschte vun engem Nopeschstaat, fir sech wëlle politesch ze profiléieren!

Et ass nach eppes anescht hannendrun, wat mech fundamental stéiert. Kee Mënsch hei wëllt en Atomlager op der Lëtzebuerger Grenz. Dat ass nâischt Schéines an dat huet Risiken; dat wësse mer alleguer. Mee déi Manéier, fir ze argumentéieren, déi ee bei der Regierung gespuert huet, déi stéiert mech awer och enorm. Esou déi Mentalitéit: Net bei eis! Kuckt, datt Der dat bei lech behaalt!

Well, an eisem Mënschebild ass e Belsch genaousou vill wäert a genaousou verletzlech wéi e Lëtzebuerger. Dee Râsonnement, also: Haalt et vun eiser Grenz ewech!, dat ass esou deen „not in my backyard“.

Mir kucken zwar och, mir bréngen lech den Dreck dohinner. Mir si frou, datt Dir et maacht. A selbstverständlech, an do huet den Här Roth Recht, kann all Abléck déi Konventioun och unilateral gekënnegt ginn, selbstverständlech. Awer mir consommeieren och Atomstrom, ob dat franséischen ass oder belschen oder daittschen, wou och ëmmer, mee mir wëllen nâischt dermat ze dinn hunn. Dat ass einfach wierklech Populismus. Dat ass wierklech Populismus! An et ass och zu engem Deel mënscheveruechtend an der Argumentatioun.

Ech fannen, datt do d'Regierung muss probéieren, och géintwäert der Belsch, dat Bild ze korrigéieren, an engem Geescht vu Frëndschaft a Solidaritéit, wéi mer en ëmmer mat der Belsch haten; probéieren, déi do Problemer ze diskutéieren, ouni op eng bëlleg politesch Profiléierung wëllen ze hoffen.

Ech soen lech Merci.

► Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.- Merci och.

Nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk).- Hei sinn ech. Merci, Här President. Ech wäert meng Interventioun och mat de Kamellen ufänken, an duerno komme mer mat der zweeter Dimensioun, déi an eisen Aen awer och e bësse problematesch ass.

Ech fänke mat der éischer Dimensioun un, déi vun direkten Inhalt vum Gesetzesprojekt, dee mir ënnerstëtzen. Mir hunn en och mat an der Kommissioun gedroen. Mir kënnen eis warscheinlech all un d'Billen erënnere nom Accident vun der Atomzentral vu Fukushima am März 2011, bal zéng Joer hier. Mir erënnere eis net onbedéngt vum Schued selwer an der Atomzentral, mee vum Ëmland an de Mënschen, déi dat Ëmland bewunnt hunn. Si hunn, innerhalb vu Stonnen, hirt Doheem musse verloossen a si bis haut net méi dohinner zréckkomm - an dat wäert sech warscheinlech och ni méi änneren.

Ganz Gemeinschaften goufen an der Region zersprengt. Vill Familljen goufen aus hirem Ëmfeld gerappt, lieve bis haut a Containerwunnengen, hunn hir ekonomesch Existenz verluer.

D'mënschlech Leed duerch des Katastroph ass enorm. An dobäi schwätze mer emol nach net vun den direkte Gesondheets- an Ëmweltschied, déi oft érischt Joerzénge méi spéit optrieden an iwwert déi och nach laang net alles gewosst ass. D'Japaner si warscheinlech déi Natioun, déi awer, zu hirem Leed, am meeschten dozou weess.

De Leit, am Fall vun esou engem Accident an enger Atomzentral, beim Transport oder bei der Lagerung vu radioaktivem Material, d'Méiglechkeet ze bidden, fir Schuedenersatz vun de Verantwortleche vum Accident ze kloen, ass an eisen Ae ganz richtig. Et ass souguer de Minimum. Mir hoffen och, trotz de juristesche Bedenken, falls et esou wäit kéim - an dat wënscht sech natierlech keen -, datt et och wäert gräifen.

Mee mir wësse jo awer och ganz genee, datt keng finanziell Entscheedung dat ka kompenséieren, wat betrafte Leit potenziell bei esou Accidenter verléiere kënnen. An dat och net, wann d'Responsabilitéit vun Exploitant illimitéiert ass. Well Schued u Gesondheet oder Ëmwelt sinn net mat Geld opzeweeien. An éierens gëtt dat esou daitlech wéi am Fall vun engem atomaren Ongléck.

De Problem ass jo och deen, datt den Ausmooss vum Schued och net onbedéngt ofzege sinn ass, well nuklear Verstralung iwwer Zäit raim unhält, déi eis Virstellungskraaft wuel iwwersteigen.

Dofir si mer och als Lénk ëmmer prinzipiell géint déi sougenannte Monetariséierung vun der Ëmwelt, wéi se zum Beispill bei der Klimapolitik gedriwwen gëtt; Stéchwuert: Ökosteieren. Oder, well se d'Dier opmécht fir d'Mar-

chandiséierung vun der Natur; Stéchwuert: Emissiounshandel. Oder, well se d'Dier opmécht fir eng potenziell Financiarisatioun vun der Natur; Stéchwuert: gréng Finanz.

Mir fannen et och richtig, datt potenziell betrafte Leit d'Méiglechkeet kréien, viru Lëtzebuerger Gerichter an och nach nom Offlaf vum Delai vun 30 Joer hirt Recht op Schuedenersatz kënnen anzekloen. D'Argumentatioun schénge eis do och schlësseg. An et ass evident, datt dofir de Choix getraff gëtt, fir net onbedéngt internationale Konventiounen bäizetrieden, déi des Méiglechkeet zoumaache géifen a wou et warscheinlech och ganz schwéier wier fir Lëtzebuerg, se ze änneren.

Mee, och wa mir bis heihinner mat sinn an dat Gesetz op deser Grondlag och matstëmme wäerten, musse mer awer soen, datt d'Regierung, awer och hir Virgängerregierungen, deelweis e falscht Bild mat der Atomenergie an der Atomwirtschaft spillt.

An do kommen ech zu der zweeter Dimensioun vun deem Gesetz, mat där mir net averstane sinn.

Et ass natierlech de Wonsch vu jiddwerengem hei am Haus, an et ass och e Wonsch vun der Regierung, datt op jidde Fall déi Atomkraftwierker, déi ganz no sinn, eeben dee vu Kettenuewen an dee vun Tihange, sollen zoumaachen. Dat gëtt hei zënter Joren, zënter Joerzénge gesot. A mir als Lénk sinn och deser Meinung, well mer prinzipiell och der Meenung sinn, datt ee muss erauskloen an der atomarer ziviller Energie.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Mee wa mer esou wäit wieren, datt déi Atomkraftwierker géifen zoumaachen, dann hätte mer awer eng Fro un d'Regierung, nämlech déi, ob d'Regierung sech dann och bewusst ass, wa Kettenuewen an Tihange, zum Beispill, géifen zoumaachen, wat dat fir en Impakt hätt op eise Rentefong.

Ech hunn hei eng Lëscht mat verschiddegen Atomenergieentreprisen, déi am Rentefong sinn. Mir hu ganz oft iwwert dee Fonds de compensation geschwat. Scho viru Joren hu mer domadder ugefaangen a mir hu scho souguer Saachen ugestiwwelt, fir datt d'Investitiounen a Persouneminnen - an Entreprene, déi Persouneminnen zum Beispill hierstellen -, datt do desinvestéiert gëtt. Dat ass awer eng laang Geschicht a si ass nach ëmmer net fäerdig. A weiderhin ass nach net gebotzt ginn am Rentefong. Bâi Wäitem net gebotzt ginn!

Ech hunn hei eng Lëscht, wann ee kuckt, all déi Entreprene, déi mat Atomwirtschaft handeln an déi och am Rentefong sinn. Do huet een: EDF France, ENGIE France, CEZ Group, vun der Tschechischer Republik, Fortum aus Finnland, EnBW aus Däitschland, RWE, natierlech aus Däitschland, Enel aus Italien, Kansai Electric Power Company aus Japan, Essent aus Holland, Inter RAO aus Russland, Endesa aus Spuenien, Iberdrola aus Spuenien, Vattenfall aus Schweden, BKW FMB Energie aus der Schwäiz. Dominion Resources, Duke Energy, NRG Energy, Southern Company; alles aus den USA. An dann och nach e puer Entreprene, déi am Uranium täteg sinn.

Dat sinn alles Entreprene, déi Lëtzebuerg duerch säi Rentefong ënnerstëtzt a wou mir mat investéieren.

Mir hunn dat ëmmer gesot a mir soen et weider: Iwwert dee Rentefong ass Lëtzebuerg e groussen Investisseur an atomarer Energie.

Dofir kann ee sech déi berechtigt Fro stellen: Ass d'Lëtzebuerger Regierung wierklech esou antiatom, wéi si et selwer ëmmer behaupt a wéi et souguer am Koalitionsaccord och drasteet, wann een deenen Atomkonzerner dann awer d'Reserven aus dem Pensiounsfong uvertraut, mat der implizitter Opfuerderung natierlech, aus deene Suen nach méi Sue kënnen ze maachen?

Wann een dat mécht, dann ass dat natierlech och e Vertrauensbeweis an d'Atomwirtschaft a soss guer nâischt!

Wéi ech et scho virun opgezielt hunn, eise Rentefong ass bei EDF investéiert, dem Bedreier vun der Atomzentral zu Kettenuewen. Eise Rentefong ass bei Engie investéiert, dem Bedreier vun der Atomzentral zu Tihange. Eise Rentefong ass bei Vattenfall investéiert, deen Atomkonzerner, dee géint déi daittsch Regierung virum Schidsgeriicht geklot huet géint d'Fermature vun Atomzentralen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn der Meinung als Lénk ..., well mir hunn och dat e puermol gefuerdert, ech hat dat de leschte Freideg och nach an der Kommissioun gefuerdert, do krut ech gesot, et wier alles ganz gutt. Et ass net alles ganz gutt. Bâi Wäitem net! Lëtzebuerg ass weiderhin e groussen Investisseur an d'Atomenergie. Ech mengen, mir missten eis all eens sinn, fir deem en Enn ze setzen. Dofir géife mer och hei eng éischt Motioun deposéieren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant les risques de sécurité et les risques environnementaux inhérents à la production d'énergie nucléaire et à la gestion des déchets nucléaires;

- considérant le caractère non durable de l'énergie nucléaire;

- considérant la très large opposition à l'énergie nucléaire au sein de la société luxembourgeoise, véhiculée notamment par le Comité national d'action contre le nucléaire qui réunit toutes les associations, syndicats et partis politiques œuvrant pour la sortie du nucléaire;

- considérant l'engagement du Gouvernement luxembourgeois contre l'énergie nucléaire réitéré dans son accord de coalition 2018-2023;

- considérant que la SICAV-FIS du Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) détient, selon son dernier rapport annuel en date du 31 décembre 2019, des actifs d'entreprises qui sont directement liés à la production d'énergie nucléaire;

- considérant que le FDC dispose depuis 2011 des outils nécessaires pour exclure des entreprises individuelles ou des secteurs d'activité entiers de son univers d'investissement;

- considérant que les fonds publics tel que le FDC doivent jouer un rôle précurseur en matière d'investissements responsables et qu'une politique d'investissement responsable du FDC peut entraîner un effet imitatif de la part d'autres fonds publics au niveau international,

invite le Gouvernement

- à charger le Conseil d'administration du FDC d'exclure rapidement et durablement de l'univers d'investissement du FDC toute entreprise liée à la production d'énergie nucléaire.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

M. Fernand Etgen, Président.- Merci.

M. David Wagner (déi Lénk).- Ech ginn dovunner aus, vu datt mer jo all géint Atomenergie sinn, datt et kee Problem misst sinn, fir se unanime unzehuelen.

M. Marc Baum (déi Lénk).- Très bien!

M. David Wagner (déi Lénk).- Här President, am Gesetz ass den Exploitant vun der Installation nucléaire d'ailleurs och definéiert als eng Persoun physique oder morale, déi ekonomesch dervu profitéiert. An d'Madamm Hemmen huet dat virdu gesot: „Déi Definitioun ass breet opgestallt vum Exploitant, justement fir kënnen esou breet wéi méiglech ze interpretéieren, falls esou eppes geschitt.“ Dat heescht, datt een, dee Sue mat Atomenergie mécht, dann och vläicht esou interpretéiert kéint gi wéi en Exploitant. Géif dat dann heeschen, datt de Rentefong - dee mécht jo Sue mat Atomenergie, wann ech dat richtig interpretéieren - da vläicht och als Exploitant kéint bezeechent ginn?

Zum anere gëtt awer och nach een Deel vun eisem nationale Stroumverbrauch iwwer Atomstrom gedeckt. Den Här Roth ass virun dorobber gaangen. An dat ass keng Lappalie. Lëtzebuerg ass also net just finanziell, mee och direkt materiell mat der Atomwirtschaft verbonden. D'Sotel bedreift säit e puer Joren eng direkt Stroumtrace op Kettenuewen. Déi gouf d'ailleurs duerch geschützte Gebidder an no bei de Wunnquartieren an der Suessemer Gemeng gebaut, fir de Wierker vun ArcelorMittal bëlegen Atomstrom aus dem franséischen Netz kënnen ze liwweren. Op deem Wee gouf d'Atomzentral vu Kettenuewen zousätzlech rentabiliséiert. An dat dreit sécherlech net dozou bäi, datt se séier wäert zougemaach ginn.

Wéi vill desen Atomstrom ausmécht um gesamte Stroumverbrauch, konnt d'Ëmweltminister eis op Nofro hin d'lescht Woch an der Kommissioun net onbedéngt soen. Ech misst mech un den Energieminister wenden. Déi Informatiounen, déi sinn anscheinend ganz staark kompartmentéiert hei an deser Regierung. Mee opgrond vum héije Stroumverbrauch vun de Stolwierker kann ee warscheinlech dovunner ausgoen, datt den Undeel tëschent 10% a 15% misst leien. A vläicht kann d'Regierung eis dat jo och confirméieren.

Och do also, wou et e kuerzfristeg ugeluechte wirtschaftlechen Interessi gëtt, ass Atomenergie op eemol net méi esou problematesch, wéi een dat vläicht opgrond vu PR-Aktiounen a moraliséierende Riede kéint mengen.

Ech hunn hei och tatsächlech, ech mengen, den Här Roth ass drop gaangen, mee do mierkt een tatsächlech den ... Am Rapport



vum ILR Composition du mix national fir 2017 bei der Énergie nucléaire louchen mer bei 9,8 %, 2018 bei 10,4 %. Dat war zwar nach ënnert dem Här Schneider, mee ech ginn dovunner aus, wann ech mech richteg erënnere, waren déi gréng trotzdem an dëser Regierung verdrueden.

1973, et waren der vill schonn derbäi, ech nach net, hat déi deemoleg Regierung, d' Regierung Werner/Schauss II, CSV/DP, déi hat jo schonn d'Jalone geluecht, fir en Atomkraftwierk zu Rëmerschen ze bauen. An dee Projet, dee gouf dann och nach weidergefoert vun der Regierung Thorn-Vouel-Berg, DP/LSAP, gouf weidergedroen, mee duerno gouf deen opgrond vun enger Mobilisatioun an och opgrond vun engem Beschluss vun der LSAP an der Chamber glécklecherweis gekippt.

Mee, d'Fro stellt sech: Wäre mer haut esou unanime an der Chamber, wann dee Projet ge- gléckt wier? Ech weess dat net.

Zu den Destinataire vum Strom vun der Sotel gehéiert destind dem Haaptclient ArcelorMittal natierlech och d'CFL. Och wann a klengem Mooss, gëtt déi national Zuchinfrastruktur och nach deelweis mat Atomstrom bedriwwen. Oder kann dat ausgeschloss ginn? Dat ass eng Fro, déi mer gäre géifen dëser Regierung stellen.

Derbäi kënn, an dat soll een och net ënnerschloen, eebe wéi ech virdu gesot hunn, datt mer och nach fir de Privatkonsum Atomstrom hunn am Mix.

Här President, Lëtzebuerg ass keen Atomproduzent ginn, mee ass weiderhin en Atomkonsument. A wa mer als Land wëlle glawierdeg sinn, da muss mer net nëmme aus der Atomfinanzierung erausklammen, mee och aus dem Atomkonsum erausklammen. An dat geet awer net vun haut op muer. Mir wëssen dat vu Länner, déi zum Beispill Atomproduzenten, och vu Beweegung vu Regierungen, déi wëllen erausklammen, do soe se: „Et muss een en Atomausstieg plangen op Joren!“

Hu mir hei zu Lëtzebuerg iwwerhaupt en Ausstieg aus dem Atomkonsum? Hu mer e Plang? Ech hunn nach net vill dovunner héieren. Et wär awer interessant, eng Kéier doriwuer ze diskutéieren. Et ass also och guer net esou, wéi dat eng Kéier hei, also net hei, dat war um Krautmaart, mee den ehemolegen Energieminister gesot huet a behaapt huet, datt 100 % vum Strom zu Lëtzebuerg aus erneierbare Quellen aus dem In- an Ausland kéim.

Den Undeel läit net nëmme bei gutt 50 %, e gudden Drëttel kënn och aus fossile Quelle weiderhin. An déi puer Punkten eleng weisen alt erëm, wat fir en onéierleche Kuddelmuddel déi national Klima- an Energiepolitik ass a wéi een déiwe Gruef tëschent der Realität an de grouse Rieden an Ukënnung besteet.

Déi grouss PR-Campagne a Saache Klimaplang hat dat jo och gewisen. Et si grouss Ziler an den Himmel geschriwwen ginn. Lëtzebuerg gëtt als Musterschüler verkaaft. Mee soubal een e bëssen un de Lack kräze geet, stellt ee fest, datt d'Realität eng komplett aner ass. Dee rezente Bléck an d'Realität war d'Nouvelle, datt d'CO₂-Emissionen zu Lëtzebuerg laut Eurostat 2019 ëm 7,5 % geklomme sinn. Dat wier enorm. Dozou hu mer jo och eng Question parlementaire gestallt.

Wa mer scho bei de Question-parlementaire sinn, virdrun, ganz am Ufank vun der Sëtzung gouf jo gesot, d'Madame Hansen hätt eng Question parlementaire zum Klimaplang gestallt an och zu der Auswärtung eebe vun där Participatioun. Anscheinend ass d'Antwort komm. Oder nach net? Si ass ...

(Interruption)

Si ass mëttlerweil ukomm. Ech hu se awer nach net gelies. An do hätt ech ... Mir hätten do nach eng Motioun, déi mer géifen deposéieren - mee mir wiere bereet, se awer herno zrëckzezéien, wa se superferatoire wier -, ...

Motion 4

La Chambre des Députés,

- *considérant l'Accord de Paris ratifié par le Luxembourg en octobre 2016 ;*

- *considérant les objectifs fixés par l'UE dans le paquet climat-énergie 2020 et 2030 en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre et d'augmentation de l'efficacité/sobriété énergétique ;*

- *considérant l'obligation du Luxembourg d'élaborer dans le cadre du règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et de l'action pour le climat un plan national intégré en matière d'énergie et de climat pour la période 2021-2030 ;*

- considérant les objectifs ambitieux fixés par ledit plan national intégré en matière d'énergie et de climat et les efforts considérables qui seront à consentir pour les réaliser d'ici 2030 ;

- considérant qu'une participation citoyenne durable, conséquente et transparente sera essentielle pour la poursuite d'une politique de lutte contre le réchauffement climatique à la fois efficace et socialement acceptée ;

- considérant que le règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et de l'action pour le climat prévoit une participation anticipée et effective du public dans le cadre de l'élaboration du plan national intégré en matière d'énergie et de climat ;

- considérant que dans ce contexte une consultation publique s'est déroulée entre le 12 février et le 29 mars 2020 lors de laquelle des commentaires et suggestions sur le projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat ont été récoltés par le Ministère de l'Environnement ;

- considérant que la version finale du plan national intégré en matière d'énergie et de climat adoptée par le Conseil de Gouvernement en date du 20 mai a pris en compte les commentaires et suggestions en question,

invite le Gouvernement

- à publier la version du Plan intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) adopté par le Conseil de Gouvernement du 20 mai 2020 ;

- à publier - le cas échéant sous forme anonyme - les commentaires et les propositions des citoyens.n.e.s et des organisations de la société civile au sujet du PNEC collectés par le Ministère de l'Environnement dans le cadre de la consultation publique du 12 février au 29 mars 2020.

(s.) David Wagner, Marc Baum.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - ... wou mer och d'Regierung géifen opfuere, dann awer u sech d'Resultat vun dëser Participatioun matzedelen, wat fir eng Propose gemaach goufen an och, wat fir eng zréckbehalde goufen an integréiert goufen an dee Plang. Ech mengen, dat wier immens wichteg fir d'Transparenz a fir ze kucken, wat fir een Effekt och déi Campagne do hat.

An nach eng ganz lescht Saach: Mir hu jo gesi mat der Covidkris, déi eis iwwerrascht huet, wéi schwéier et war, op emol an esou engem Noutfall mussen ze handelen. Et ass, ech mengen, do si mer eis all eens, relativ gutt gaangen. Mir hunn dat relativ gutt hikritt bis elo. Hoffentlech bleiw mer bei der éischer Well. Mee et war schwéier. On a eu chaud, mee et ass gutt gaangen.

D'Fro ass awer och: Falls en Atomaccident géif geschéien an der Géigend vu Lëtzebuerg, et gëtt jo en Noutfallplang, ech muss zouginn, datt ech selwer net weess, wéi ech mech misst behuelen, wann esou en Accident géif stattfannen. Ech weess och net esou richteg, wéi deen Noutfallplang géif ausgesinn. Ech mengen, et wier awer gutt ze wëssen, well esou en Accident wär warscheinlech nach méi verheerend wéi dat, wat mer viru Kuerzem erlieft hunn, wéi deen ausgesäit. Vläch kéint een deen eng Kéier presentéiert kréien an deene respektive Kommissiounen, déi dofir zoustänneg sinn. A vläch muss een och Saachen drun änneren. Et wier interessant, awer eng Kéier en Abléck doranner ze hunn. Et wier och gutt, d'Bevölkerung vläch e bësse méi dorobber ze sensibiliséieren. Wëschend, datt mer ni mussen dovunner Gebrauch maachen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner.

Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, léif Atomgëigner, iwwer Atom kéint ee Stonne schwätzen. Villes gouf scho gesot. An et kann een net genuch Kritik an der Technik ausschwätzen an net oft genuch de Risiko erwänen.

Mir stëmmen haut iwwer e Gesetz of, dat de Kader reegelt am Fall vun engem Schued duerch en nukleaart Accident. Eng Situatioun, déi hoffentlech ni antriede wäert. Mir stëmmen haut dofir eist eegent Gesetz, dat de Kader reegele wäert. Mir Piraten wäerten eisen Accord zu dësem Gesetz ginn. Mir Piraten hunn eng kloer Antiatompositioun. Soumat kënnen d'Leit an Zukunft hei op de lëtzebuergesche Gerichter kloen, wann de Schued vun engem nukleaaren Accident kënn.

Mir sinn eis hoffentlech alleguerten eens, dass mer missten op d'Atomenergie verzichten. Fir Atomfans ass d'Argument, awer nëmme op den éische Bléck, dass déi geféierlech Atom-

energie méi bëlleg ass. Mee wann een d'Follgekäscht kuckt, an dat iwwer Joerdausenden, dann ass d'Rechnung ganz schnell immens deier. Guer net ze schwätze vun de Follgekäschten am Fall vun engem Accident. Dofir sinn déi Aktivisten, déi sech an der Zivillgesellschaft géint Atomstrom asetzen, net oft genuch ze luewen an hinnen ass net oft genuch Merci ze soen. Et kéinte sech nach vill méi Bierger hinnen uschlëssen a sech konsequent géint Atomenergie asetzen.

Wat mir Piraten kritiséieren, et gëtt esou duergestallt als ob Lëtzebuerg e gudd Schüler a Saachen Atomstrom wär. Wéinstens glécklecherweis huet Lëtzebuerg keen Atomkraftwierk op sengem Terrain. Onglécklecherweis verbrauch awer och mir zu Lëtzebuerg Atomstrom, ouni selwer esou e Kraftwierk ze bedriewen. An eise parlamentaresche Froen hunn d'Ministeren de Piraten bestätegt, dass ronn 10 % am nationale Strommix am Joer 2018 aus Atomenergie komm ass. Mir mussen also zu Lëtzebuerg endlech den Turbo alleeën, méi Courage opbréngen, fir méi émweltfrëndlech ze ginn, virun allem an der Stromproduktioun.

Hei kréie virun allem déi gréng Ministeren eng Datz, well si sinn net eréischt zënter 2018 op hire Posten. Zënter siwe Joer decidéieren déi gréng mat, wéi eis Energiepolitik soll ausgesinn. An trotzdem importéiert Lëtzebuerg nach ëmmer Atomstrom an investéiert via Rentefonds och nach an den Atomstrom. Esou vill zu der grénger Wierkung an der nationaler Émwelt- an Energiepolitik. Wou déi gréng Partei entscheet, ass net noutwendegerweis och Émweltschutz dran, mee heiansdo och 10 % Atomstrom.

Déi mof Émweltpolitik vun de Piraten ass, dass mir als Land komplett atomfräi ginn, och am Verbrauch. Am Dezember hat ech schonns a menger Ried zum Klimaplang kritiséiert, dass d'Regierung an de leschte Joren am Klimafong Suen op d'Sait leet, ouni dës ganz ze investéieren. Mat deenen 180 Milliounen, déi am Dëppe leien, kann een also massiv nohalteg a sozial Energiepolitik förderer an et kënn direkt eppes bei de Leit un. Eis mof Energiepolitik ass dofir der Meenung, dass ee komplett op den Import vun Atomstrom verzicht an elo an der Klimakris massiv erneierbar Energien ausbaut.

Fir de Stromverbrauch vun nuklearer op erneierbar Energien ëmzestellen, fuerdere mir Piraten, dass de Staat massiv op éffentleche Gebaier alternativ Energien ausbaue soll. Dat Ganzt soll awer net fir de Profitt gemaach ginn, mee iwwer eng Kooperativ mat de Bierger, déi dat um Strompräis erëm zegutt kréien. Dat sinn déi gutt investéiert Suen. Dat ass de mofe Wee mat Courage, fir Lëtzebuerg fit ze maache fir eng gesond Émwelt. Well wéi ka Lëtzebuerg selwer aner Länner iwwerzeegen, net méi op Atomstrom ze setze a soumat e Gesetz wéi haut iwwerflësseg ze maachen? Ma andeems um Maart keen Atomstrom méi kaaft gëtt, och net vu Lëtzebuerg.

Nach kuerz zur Situatioun mat der Belsch. Mir hunn haut eng Situatioun, wou mir no virun der Dier bei engem Atomkraftwierk wunnen. Mee wéisou hunn déi Länner nach Atomkraftwierker? Ma well den Honger op Energie bei der Bevölkerung ongebremst ass. Well sech Clienté fannen. Well iwwer Joerzéngte vergiess gouf, an nei émweltfrëndlech Technologien ze investéieren.

D'Stroumindustrie huet an der EU eng grouss Lobby. Jo, eng Lobby, déi leider vill Afloss op Entscheidungen an der EU hélt a mat hirer Propaganda e falscht Bild vum Atomstrom verkeeft.

Mir maachen der Belsch elo zu Recht Drock, fir net hir Endlager vum Atommüll no bei eis Grenzen ze setze. Genau richteg! Och mir Piraten soe kloer nee. Allerdéngs, wat mir Piraten awer guer net gutt fonnt hunn, war, wéi amateurhaft hei d'Ministesch an och eng gréng Partei virgaange si mat eise belschen Noperen, eise belsche Kolleegen. Eng amateurhaft Pressekonferenz moies, a mëttes huet déi gréng Partei hei nach an der Chamber eng kleng Show ofgezu mat enger aktueller Fro. Wéisou do net eng transparent Deklaratioun oder eng Kommissioun vun der Ministesch an der Chamber anstatt eng Showbün fir hir Partei, anstatt eng Pressekonferenz?

Mee jo, mir Piraten verstinn, dass et fir déi gréng am Moment schwéier ass an der Regierungskoalitioun. Dat bedeit fir eis awer net, dass een en diplomateschen Tëschefall mam Nopeschland auslösen däerf. Wann ee weess, dass een op de gudden Wëlle vun engem Partner ugewisen ass, da muss een och gutt virbereet a gutt iwwerleucht virgoen, fir säin Ziel ze errechen. Well eent ass kloer: Wann d'Belsch elo stuer bleift an duerch dësen diplomateschen Tëschefall kee positivi Resultat fir eist Land wäert erauskommen, dann ass et kloer d'Verantwortung vun der Ministesch Carole Dieschbourg.

Eis Piraten huet et awer verwonnert, dass déi aner Regierungskolleegen, virun allem de Kapitän vun der Ékipp, dee jo u sech bekannt fir eng roueg Entscheidungskultur ass, do net de gréng Partner a sengem Aktionismus gebremst hunn. Och wa mir Piraten d'Aart a Weis, wéi d'Ministesch sech duerstelle woult, net deelen, esou si mir awer kloer mat der Regierung op enger Linn, wat d'Resistenz géint en Atommüllager uegt.

Mir hoffen, dat Gesetz, wat haut gestëmmt gëtt, wäert ni gebraucht ginn an dass mir an noer Zukunft wäerte kënnen an enger atomfräier Welt liewen. Et muss ee just de Courage opbréngen.

Merci.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madame Émweltministesch Carole Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmools merci, Här President. An da wëll ech och menge Virriedner e grouse Merci ausschwätze fir déi onpoleemesch Diskussioun, déi mer haut iwwer dësen Dossier haten. Mir hu vill diskutéiert zënter 2017 am November, wou dëst Gesetz uegeholl ginn ass am Regierungsrot, seng Etappe gemaach huet. An dofir wëll ech och als Alleréisch dem François Benoy nach eng Kéier e grouse Merci soen, net nëmme fir deen exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, mee och fir seng Aart a Weis, wéi en eis guidéiert huet, wou ech mam Här Roth d'accord sinn. Ech mengen, hien an och de Virgänger Henri Kox hunn an där Kommissioun déi Diskussioun guidéiert an et konnten immens vill Froen am Virfeld gekläert gi bezüglech deene Konventiounen, bezüglech dem internationale Volet. Et ware flott, lieweg, kritisches Debatten. An ech mengen, dass den Avis juridique, dee mer 2017 uegefrot hate bei engem Expertebüro vun Affekoten, dass dee wirklech och eng flott Explikatioun vun der Saach ginn huet, dass dee ganz vill konnt berengegen am Virfeld. An ech wëll net alles, wat meng Virriedner hei gesot hunn, widderhuelen.

Dir Damm an Dir Hären Deputéiert, jo, an engem Moment, wou Europa Atomenergie banaliséiert, an engem Moment, wou d'Risiko vun der Atomenergie ëmmer nach erfogespillt ginn, an an engem Moment, wou en Deel vun de Länner, déi eis Partner sinn, Atomenergie als en Deel vun der Léisung fir hir Klimapolitike gesinn, do ass et émsou méi wichteg, dass mir en Zeeche setzen, dass mer nei Weeër ginn an dass mer alleguerte vereent sinn. An ech freeë mech och dofir iwwer déi grouse Eenegkeet, bon, net ganz Eenegkeet, mee déi grouss Allianz hei an dëser Chamber géint den Asaz vun der Nuklearenergie.

Mir setzen als Lëtzebuerg en Zeechen. A mir weise Pionéiergeesch. An dat ass mir perséinlech ganz wichtig gewiescht an deene ganzen Debatten. A merci, Här Roth, dass Der u sech opgezielt hutt, wou mer an deene leschte Joren um internationale Volet ageiert hunn, fir Allianzen ze schmiden. Jo, deelweis baséiert op deene Länner, déi schonn Ausstigsstrategie gemaach hunn. Mat Däitschland, déi en Ausstigsplang hunn, mat Éisträich, mat den däitschsprochege Ministeren, déi versicht hunn, Diskussiounen ze leeden och um Volet vum Klimaschutz.

Well et gëtt international, jo, et gëtt um weltwäiten Niveau vun den Diskussiounen eng Koalitioun, déi heescht Past Coal Coalition (veuillez lire: Powering Past Coal Alliance), wou mer wëllen aus de fossilen Energien erausklammen. Mee et gëtt, an dat ass d'Zil gewiescht vun deenen internationalen Dialogen, déi mer haten, nach keng esou fest etabléiert Communautéit, déi net nëmme seet: „Mir mussen aus de fossilen Energien eraus“, mee och: „D'Nuklearenergie blockéiert eist Geld iwwer Joerzéngten a blockéiert déi Transitioun.“ An dat ass, mengen ech, den Haaptmessage, dee mer sollte ginn: Nuklearenergie gëtt ni sécher! Nuklearenergie ass ëmmer mat Risiko behaft! Nuklearenergie brems d'Energieeffizienz, brems eng nohalteg Transitioun, eng Demokratiséierung vun Energie duerch erneierbarer, wou s de vill Acteure kann abannen, a verhënnert, dass d'Geld an déi richteg Richtung investéiert gëtt. Se blockéiert also Geld.

An dofir: Jo, ech ginn et zou, Här Roth, ech versichen international ëmmer erëm den Drock héichzhalen an déi politesch Diskussioun iwwer den Nonsens vun dem Invest an eng Atomenergie, sief et wa mer iwwer Hinkley Point C schwätzen, e Projet an England mat de Fransouen, sief et wa mer iwwer aner Beräicher schwätzen, wou awer grad och d'Partnerlänner, mat deene mer vill schaffen, Pläng maa-



chen, fir nach weider an Atomenergie ze investéieren. Well ech mengen, dass et eng wichteg Diskussioun ass.

An dofir ass et och esou, dass dëst Gesetz niest deene juristeschen Aspekter vu Rechtssécherheet och e wichtegen Aspekt huet, e politeschen, an dat ass dee vum Drock maachen. D'Käschtefro visibel maachen, déi reell Käschten, déi derhannertstiechen. Net nëmme de Bau vun enger Zentral ass fuerchtbar deier, mee och alles, wat duerno kënn. A mir hunn nach keng richtig Léisung fir d'Endlagerung. An dofir muss mer och déi politesch Diskussioun ëmmer erëm a permanent vun Neiem oprullen.

Jo, wat sinn dann déi dräi Haaptargumenter, fir dëst Gesetz haut unzehuelen?

Éischtens: Lëtzebuerg ass prett, fir am Interessi vu senger Bierger mat alle rechtliche Moyenen ze verdeedegen, dass mir hei Rechtssécherheet schafen. Eis eege Rechtssécherheet, wou eis Bierger och hei kënnen op d'Gericht goen am Fall vun engem Incident an hei kënnen Entschiedegungen akloen. Ech fannen, dat ass e grouse Schrétt.

Zweetens: Mir weisen, an dat ass wierklech dee Volet, deen ech ëmmer erëm muss betounen, mir weisen a mir kontabiliséieren, dass déi Käschten enorm sinn an dass déi Konventionnen, déi éischter enger Atomlobby déngen, déi éischter enger Atomindustrie déngen, dass mer déi esou net kënnen ënnerstützen, mee dass mer eis en eegene Regimm mussen ginn. A mir verheereren esou déi Renaissance vun enger Atomlobby, déi et awer an Europa gétt.

Jo, an dofir mengen ech, an da ginn ech op dem Här Kartheiser seng Motioun an, egal ob mer eis den Avis vun 2017 ukucken oder och ukucken, wat déi ganz Regierunge virun eis gemaach hunn, keen huet déi Konventionne ratiifizéiert, well se ganz kloer zu eisem Nodeel sinn. Et si grad déi Gerichter, déi responsabel sinn, wou d'Atomzentrale stinn. D'finanziell Haftung ass staark limitéiert, an d'Montante goufen hei genannt. An et war en immensen Ennerscheid mat deem, wat mer haut wëssen, wat et kascht, wann eppes wéi zu Fukushima geschitt. D'Zäit vun der Haftung ass limitéiert, jee no deem op dräi oder zéng Joer. D'Schied un der Umwelt ginn net mat a Bezuch geholl. A Lëtzebuerg misst un de Käschte participéieren.

Dat sinn awer alles ganz gutt Grënn, Här Kartheiser, fir eeben net op dee Wee ze goen. An ech si wierklech net dat Eenzegt, wat dat seet. Dat hunn och scho Regierunge virun eis gesot. An dofir goufen déi Konventionnen, déi d'ailleurs och am internationale Kontext, den Här Benoy huet et a senger Ried gesot, do sinn Amendementer komm an déi si bis haut, och 16 Joer duerno nom leschten Amendement, nach net a Kraaft. Jo, da muss mer eis soen: „Jo, dat gétt kontrovers, an zu Recht kontrovers vu Juristen diskutéiert, vu Leit diskutéiert.“ An et war och eng wichteg Diskussioun, déi mir hu misse féieren am Kader vun dësem Gesetz.

Jo, d'Prinzippe sinn hei vu jiddweringem erwänt ginn. D'Leit kënnen hei viru Geriicht goen. Dëst Gesetz bitt e spezifesch Regimm, deen awer net exklusiv ass. Dat heescht, mir schafen eng Méiglechkeet méi fir eis Bierger. Déi illimitéiert Indemnisation, jo, mir kënnen eis natierlech juristesche elo driiwver ënnerhalen: Klappert dat? Wou kënnen mer dat ëmsetzen? Mee wichteg ass awer, dass mer hei déi Zeeche setzen an dass mer wierklech an déi Diskussioun eraginn. An oui dat Gesetz maache mir dat net.

D'Verjærungsfrist, se gouf erwänt vu jiddweringem. An d'Umweltschied.

De Volet vun der Energie loosse ech den Energieminister beäntwerten. An der Kommissioun schon hate mer op d'Question parlementaire zrëckgegraff, op déi 10 %. Ech loosse awer do ganz gär de Claude Turmes herno äntweren.

An da wëll ech awer trotzdem, well et ugeschwat gouf, dee ganze Komplex vun der Pläng vun der Belsch nach eng Kéier oprullen. Wa mer objektiv kucken, wou si mer haut a wou ware mer virun, ier mer dat publizéiert hunn, da si mer haut scho méi wéi eng Etapp weider. An dat ass och gutt esou an dat ass och wichteg esou! Well no där éischer Réaction à chaud vun der Ministesch, a si hat mer och eng SMS dowéinsder geschriwwen, an ech muss lech soen, nom Telefonat owes mat der Ministesch war jo och den Incident keen Incident méi.

D'Ministesch selwer war net wierklech, an ech hat dat an der Kommissioun och gesot, war sech net bewusst, dass d'Informatiounen, déi mer haten zu hire Pläng, offiziell un eis eruge-droe gi sinn iwwer eisen Espoo-focal-point-Mataarbechter, mee si hat gemengt, mir hätte mat de Wallounen eleng geschwat. Dat war fir si den Incident. An dee war besäitegt deen Owend selwer nach. An d'ailleurs hunn ech e Bréif gemaach un d'Ministesch, wou mer ganz kloer erklären, wou mer den Dissens hunn. An

den Dissens ass deen, wou mer eigentlech, jo, de Fanger an d'Wonn geluecht hunn. Deen éischer Dissens, deen mer hunn, ass u sech deen, dass mer wëllen d'Impakter wëssen, dass déi musse gekuckt ginn iwwer d'Grenz ewech, dass mer Transparenz brauchen an dass mer wëllen an d'Prozedur matagebonne ginn. An ech mengen, dat ass e ganz legitim Recht, wat mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wa mer gesinn, dass do Plaze sinn a geologesch Schichten, déi wierklech bis bei eis Grenz sinn.

M. Fernand Etgen, Président. - Madamm Dieschbourg, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. - Natierlech.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Herno, well ech wëll d'Madamm Minister net ënnerbrechen. Vlächent wa se fäerdeg ass.

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. - Mëttlerweile ass d'ailleurs no der Interventioun och an der Belsch de Leit bewusst ginn, wéi e Plang do iwwerhaapt um Dësch läit. Och an der Belsch selwer ware vill Leit sech net bewusst, dass esou e Plang géif gemaach ginn.

An da muss ech wierklech awer och soen, an ech soen dem Här Benoy och Merci fir seng Interventioun: Ech perséinlech, Här Roth, ech hätt mer gewünscht, dass meng Kolleege, déi jo scho méi laang vun der Pläng wousst, déi se do maachen, mech op engem Conseil zum Beispill am Mäerz op d'Säit geholl hätt a gesot hätt: „Mir hunn do e Plang.“ Dat ass awer net geschitt! Och op Mataarbechniveau - normale Virgang ass, dass ee sech och ofschwächt virun, dass ee seet: „Do kënn eppes.“ -, och do ass nääsch geschitt! D'Belsch huet e Plang lancéiert matten an enger Krisenzäit.

Wou ech lech ka Recht ginn, ass, jo, ech hätt kënnen nach an d'Chamber kommen, dee Reflex hätt ech kënnen hunn. An ech mengen, dat soll een och esou soen, mir versiche jo ëmmer wierklech hei och direkt hinzekommen. Mee ech muss awer soen, dass ech awer net mengen, dass Lëtzebuerg als souveräne Staat muss eng Kaart ofgläichen, well ech selwer hätt ganz gären eng Kaart, eng richtig Kaart, wou déi Uertschaften, déi dann och dostinn, an déi geologesch Schichten, déi dann och an deem Rapport stinn, wou déi duergestallt gewiescht wäeren, soudass een et och hei als Lëtzebuerg da verstanen hätt. Déi Kaart, déi hätt ech ganz gären och an der Dokumentatioun derbäi gehat.

Mir ass wichteg, dass d'Leit sech motivéieren, dass d'Leit sech engagéieren, dass mer an dësem Prozess eis aktiv kënnen abringen, dass mer all fir d'Transparenz këmpfen. An ech mengen, deen Engagement, deen hunn ech och de Mëtteg hei an der Chamber gesinn. Quitte dass Saache kënn kontrovers diskutéiert ginn. Quitte dass ee kann deen een oder anere kritiséieren.

Zu dem Theemekomplex mam Offall, mengen ech, et gétt e Rapport vun der Santé, dee seet, dass téischt 1995 an 2010 0,5 Meter Kibb an d'Belsch exportéiert goufen. Dat ass lichts radioaktive Müll aus Rauchmelder oder aus dem Santéberäich deelweis, do wou kee méi de radioaktiven Offall zrëckhält. Well vill Produzenten, déi haut nach schaffen, huele jo och Saachen zrëck. Dat heescht, dat ass lichts, awer trotzdem och laang unhalende radioaktive Müll. Jo, do hu mer en Accord. An do kann een elo drëm streiden: Kann deen unilateral geléist ginn oder net? Mee wichteg ass awer, dass do virun, an dat steet d'ailleurs och an dem Accord, dee mer mat der Belsch hunn, awer muss sech ofgeschwat ginn.

Ee Moment, ech hu mer et erausgeschriwwegéhat! Elo muss ech meng Dokumenter kucken. An deem Traité selwer steet, dass als Éischt muss negociéiert ginn an dass dann en Arbitrage misst gemaach ginn. Jo, mee ech fannen awer trotzdem, och wa mer hei mat der Belsch zesummeschaffen, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, esou däerf dat eis awer net hënneren, eis Meinung ze soen zu engem Projet, deen iwwer Joren a Joren en Endlager vun Atommuell virgesäit, dee potenziellerweis an eiser Region ka sinn, deen och potenziellerweis, well wann Der lech déi Kaart ukuckt, da gesitt Der, dass dat relativ no bei eisem gréissten Dréknwaasserreservoir ass. Dat kann eis net hënneren, eis richtig, esou wéi d'Prozeduren et och virgesinn, an e Prozess mat anzemëschen, eis aktiv fir eis Bierger, fir Transparenz anzusetzen.

Jo, an natierlech kann een zu allem och e juristeschen Avis maachen. Or wëll ech trotzdem soen: Mir hu jo Juristen an eisem Ministère, ech weess net, Här Roth, vertraut Dir de Juristen am Ministère net?

Ech hunn e groust Vertrauen a meng Mataarbechter, déi ganz vill vun deene Prozeduren ken-

nen. An hei, mengen ech, muss een net Jurist sinn, fir ze wëssen, wann esou e wichtege Plang lancéiert gétt, dass mer awer Prozeduren hunn, och haut, an Direktiven, déi soen, dass mer sollen agebonne ginn an dass mer do am Recht sinn, wa mer genau dat froen, an dass dat net däerf en Akt si vun de gudde Relatiounen mat der Belsch.

A wéi gesot, nom Telefonat, no der Opklärung, wéi sech d'Saach duergestallt huet, hu mer och e Bréif geschriwwen. An an deem Bréif gi mir och Kéier bilateral och déi Saach zesummen unzegoen, esou wéi et sech an der Diplomatie och mécht. Mee et brauch een awer béides! Et muss ee kënn kloer seng Meinung zu engem Projet soen. An da muss een och kënnen diskutéieren. An dann ass net alles en Incident.

Erlaabt mer nach ganz kuerz zum Schluss e grouse Merci ze soen, net nëmme dem Rapporteur, mee all deenen, déi dese Projet mat op de Wee bruecht hunn! A wéi mer de Projet lancéiert hunn, war d'Lydia Mutsch, dat ass hei, Santésministesch, an de Félix Braz war Justizminister, an zesummen hu mer vill Diskussiounen am Virfeld gehat. A meng Gedanke sinn haut och beim Félix, mat deem mer de Projet ugefaangen hunn. Also merci hinnen!

Merci awer och dem Sam an dem Claude, déi eis elo begleet hunn, déi och vlächent nach kënnen op déi eng oder aner Thematik mat agoen. Well de Projet ass eréischt fäerdeg, wann Dir, léif Deputéierten, haut och Are Vott gemaach hutt. An da mäi leschte Merci géllt lech alleguerten, well mir hu vill debattéiert, vill diskutéiert. Ech mengen, dass haut Lëtzebuerg mat deem Pionéiergescht dat zweet Land ass, well et ass just Eisträich, mengen Informatiounen no, net Irland, Irland ass ee vun eise Partner, Eisträich a Lëtzebuerg wäerten dann déi Länner sinn, déi en eegene Atomhaftungsregimm hunn zum Schutz vun hire Bierger, Rechtssécherheet an awer och, fir den Drock weider héichzehalen, dass Atomkraaft keng Léisung ass.

Ech soen lech e grouse Merci fir Är Opmierksamkeit.

Erlaabt mer, nach kuerz op d'Motiounen anzegoen!

Also zu där vun der ADR hat ech schon eppes gesot. Mir hunn och nach zwou Motiounen vun déi Lénk. Do ass et sécher esou - mir hunn haut schon Exklusivskrittären -, dass een dat sollt diskutéieren. Ech denken awer éischer, dass een dat och soll an enger Chamberskommission eventuell maachen. Mee mir hunn am Regierungsaccord stoen, dass mer um Pensionsfond wäerte schaffen, well et der Regierung bewusst ass. Mir hunn haut Exklusivskrittären, wann eng Firma zum Beispill verurteilt gouf, wa se eppes net agehalen huet am Beräich vun der Umwelt, an nach weider méi. Do gétt eng reegelméisseg Revue gemaach. Doru schaffe mer also schon. Dat huet och d'Virgängerregierung d'ailleurs ugefaangen. An dofir géif ech dat éischer an enger Chamberskommission gesinn, fir dass et kann debatéiert ginn, wéi wäit mer scho sinn.

An zur Motioun 4 vun deene Lénke wëll ech just soen: Beim PNEC, do kucke mer, en ass jo elo duerch de Regierungsrot, d'Volontéit ass do, fir alles ze publizéieren an de Leit accessibel ze maachen. Dofir gétt u sech déi Motioun éischer hifällg. Ech checken awer gären nach, ob et elo schon um Internetsite steet oder net.

Voilà! Ech hoffen, ech hunn elo nääsch vergiess. Ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

M. Fernand Etgen, Président. - Merci der Umweltministesch.

Da géif ech awer d'Wuert nach ginn dem Här Kartheiser an dann dem Här Goergen.

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Villmools merci, Här President. D'Madamm Minister huet sécher Recht. E souveräne Staat kann eng Kaart maachen. Awer déi Kaart soll richtig sinn. Déi Pressekonferenz huet mech e bessen erënnert gehat, wéssst Der, un den amerikanesche Minister Powell am UNO-Sécherheitsrot, deen hat eng Kaart gewisen iwwer déi irakesch Massvernichtungswaffen. A mir wësse jo, wat déi Kaart war! Ech soen dat just als kleng Anekdot, fir ze soen: Jo, e Staat däerf eng Kaart maachen, mee si soll awer och wa méiglech richtig sinn!

Une voix. - Jo!

M. Fernand Kartheiser (ADR). - Meng Fro ass déi hei: D'Madamm Minister huet ëmmer erëm dat éisträichesch Gesetz do ervirgehuewen. Ech hunn dat hei: d'Atomhaftungsgesetz an der Versioun vum 14. Februar 2020 vun der éisträichescher Republik. An dat ënnerscheit sech scho vun deem, wat hei gemengt gétt, well do steet zum Beispill: „Der Betriebsunternehmer einer in Österreich gelegenen

Kernanlage hat zur Deckung seiner Haftpflicht eine Haftpflichtversicherung abzuschließen.“ Dat heescht, si schléisse guer net aus, datt si selwer Exploitant nucléaire sinn. Si hu jo och en Atomkraftwierk, wat net a Betrib ass. Mee och hiert Gesetz schléisst net aus, datt Eisträich eng Nuklearanlage oder e puer bedreift, an zwar zu enger Versicherungszone, déi wäit ënnert deem läit, zum Beispill, an der Paräisser Konventioun, a wat hei e puermol kritiséiert ginn ass, nämlech 406 Milliounen Euro plus Zënse.

An ech froe mech einfach, ob d'Regierung sech däärs bewusst ass. Natierlech gétt et Analogien, well verschidde Kompetenzregelungen och déi éisträichesch Gerichter betreffen. A wann een dat Gesetz hei liest, da gesinn ech net vill Ähnlechkeet mat deem, wat mir haut gestëmmt hunn, well et ass u sech en Atomermächtigungsgesetz an engem groussen Deel.

Ech soen lech Merci.

M. Fernand Etgen, Président. - Merci, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert zrëck un d'Umweltministesch.

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. - Ech mengen, et ass net fuerchtbar vill ze soen. Ech kann lech just soen, dass d'Kaart dat reflektéiert, wat meng Mataarbechter am Dokument gelies hunn.

A wat dat éisträichesch Atomhaftungsgesetz ugeet, mengen ech, hunn ech mech hei net driiwver auszeloossen, wéi ech dat elo fannen oder net. Ech kann lech just soen, dass ech mech freeën, dass mir de Pionéiergescht opbringen, haut eent ze hunn, wat Substanz bréngt, wat laang diskutéiert ginn ass a wou och haut den Ennpunkt ass vun den Diskussiounen.

M. Fernand Etgen, Président. - Merci der Umweltministesch.

An dann hat den Här Goergen nach Parole après ministre gefrot.

M. Marc Goergen (Piraten). - Jo, ech hunn nach e puer Froen derzou. Fir d'éischt, ech schätzen déi Ausso, dass Der an Zukunft éischer an d'Chamber wäert kommen, ier Der an d'Press gitt. Dat schätzen ech wierklech vu vollem Häerzen.

Dir hutt gesot, Dir hätt gären déi Kaart am Virfeld gehat. War et dann esou, dass Der déi och ugefrot hat? Gouf et do e Refus vun der Belsch? Oder hutt Der virun der Pressekonferenz déi net ugefrot gehat?

An déi zweet Fro ass: War Ären Optrëtt op der Pressekonferenz esou mam ganze Regierungsrot ofgestëmmt? War do net een am Regierungsrot, dee vlächent gewart hätt, wéi eng Konsequenzen dass dat kéint hunn? Dat heescht, waren d'Ministren alleguerten d'accord oder net d'accord?

An dann déi aner Fro: Ass et net heiansdo awer nützlech, virun allem wann et op esou engem internationale Parkett ass, fir vlächent eng zweet Meinung anzehuelen, wat de juristeschen Avis ugeet?

A kënn Dir der Chamberskommission oder der ganzer Chamber Ären Avis, deen Dir kritt hutt als Ministesch, zur Verfügung stellen, dass mir eis kënnen e Bild maachen, wat deemools de Ministère geduecht huet?

Merci.

M. Fernand Etgen, Président. - Merci, Här Goergen.

An ech ginn d'Wuert nach eng Kéier zrëck un d'Madamm Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. - Bon, vill vun de Froen vun Här Goergen hate mer schon an der Kommissioun u sech beäntwert op där enger Sät. D'Belsch huet eis am Virfeld natierlech net agebonnen. Si hunn an enger Krisenzäit eng Prozedur ugefaangen. A si hunn eng Kaart mat geologesche Schichten, awer keng transparent Kaart, wat elo wou ass. Voilà!

Mir hunn dofir eng ugefäerdeg. Ech hunn et awer net fir néideg gesinn, dass mer sollten déi belsch Regierung ëm Erlabnis froen, well mir sinn e souveräne Staat. A mir hunn d'Dokument gelies a meng Mataarbechter hunn dat visualiséiert.

Deen zweete Punkt, also, do gesinn ech net de Besoin vun Ofstëmmung, muss ech lech éierlech soen. Et ass jo just eng Visualisatioun. A mir hunn dat och vun Ufank un d'ailleurs gesot.



Déi zweet Saach, natierlech hunn ech de Regierungsrot informéiert, ier ech d'Pressekonferenz gemaach hunn. Dat hunn ech net eleng gemaach. Ech hunn de Regierungsrot ..., an d'ailleurs d'Madamm Cahen huet lech dat an eiser gemeinsamer Sëtzung och bestätegt gehat.

An Är drëtt Fro goug em?

► **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- Ob mer den Avis kéinte kréien, op deem Der lech baséiert hutt fir d'Interventioun.

► **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*.- Wësst Der, ech hunn lech an der Kommissioun ganz, ganz genee erkläert, ech krut vu menge Mataarbechter e Mail, wou ech drop higewise gi sinn, dass esou e Plang do wär. Ech hunn dat, mengen ech, och opgeschriwwen gehat, soudatt ech lech d'Datumer konnt soen. An dunn ass am Avis derbäi gewiescht, a mir hunn dat mat de Juristen ofgeschwat, dass si mengen, dass mer do missen Transparenz an den Dossier bréngen.

Doropshin hat ech eng Reunioun, wou dat ganz genee erkläert gouf. D'ailleurs hunn ech op déi Direktiven higewisen, op déi mer eis baséieren. Ech hunn der Kommissioun och gesot: „Ech kann lech och gären de Bréif schécken an deem transparent maachen, deem ech un d'Ministesch gemaach hunn, wou den Haaptmisses steet, dass mer wëllen agebonne ginn an dass mer wëllen déi Impakter, déi grenziwwerschréidend Impakter hunn. Mir kënnen lech dat gär matdeelen.“

An dunn hunn ech lech och gesot, dass mer amgaang sinn, en Avis ze schreiwen, wou mer all Elementer opléchten, och déi, déi zum Beispill d'Waasser betreffen, an dass ech lech dann, soubal deem Avis fäerdeg ass, natierlech och e kompletten Avis ka ginn.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci der Umweltministesch.

An da ginn ech d'Wuert nach weider, wann ech richteg verstanen hunn, un d'Madamm Justizministesch.

► **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*.- Jo, just ganz kuerz. Also ech mengen, et sinn, zu Recht, eng ganz Retsch pertinent a manner pertinent juristesche Remarque komm. Fir d'éischt emol villmools merci dem Rapporteur, deem hei wierklech eng exzellent Aarbecht gelescht huet, an awer och de juristeschen Ausféierung vum Här Roth, déi wierklech d'Saach op de Punkt bruecht hunn.

Natierlech stelle sech hei vill Froen. Dat hei ass Neiland. A glécklecherweis ass et Neiland. Glécklecherweis gëtt et net vill Jurisprudenz an deenen heite Situatiounen.

Zu där Fro, ob e Staat kann ugesicht ginn an deem heite Fall oder net, do si mer jo awer an der Situatioun, ech iwwerblécken elo net d'ganz nuklear Gesellschaft an Europa an doruwwer eraus, mee dass et meeschtens awer Entreprisë sinn, déi géifen ugesicht ginn. Ergo déi Fro vum Staat hannendrun, a mengen Aen, sech net stellt, well eeben déi Limitatiounen, déi et gëtt vum de Montanten hier, déi si jo an de Konventiounen fixéiert. Or, wa mer dovunner ausginn, dass mir net Partie sinn zu deene Konventiounen, mee dass mir eeben eis eegen Dispositiounen hei hunn, da spillen déi a priori net.

Natierlech kann ee sech virstellen, dass et och Entitéite gëtt, ech mengen, den Här Kartheiser huet dat elo grad nach gesot, vu Länner, déi selwer Bedreier wäeren. Do kéint een an eng aner Diskussioun. Da muss een eng Analys maachen, ob et den Exercice vun der Autorité publique ass, wat do geschitt, oder net. Déi Konventiounen, déi virgesinn, dass de Staat dann net kann ugesicht ginn, an deem Fall kéint de Staat dann natierlech net ugesicht ginn. Mee an deenen anere Fäll fällt dat doten awer, a mengen Aen, éischer enner eng Activité économique wéi elo ënner déi aner. Mee dat si Froen, déi mer hoffentlech ni musse klären, déi komplex sinn, déi awer natierlech zum Debat hei gehéieren. Mee ech mengen, dass et net esou eendeiteg ass, dass hei d'office déi Responsabilitéit net kann exercéiert ginn.

Dann deen zweete Punkt vum Reglement 1bis vu Bréssel, den Artikel 71. Ech hu mer deem Artikel elo nach eng kéier duerchgelies. Also, ech fannen et jo e bëssen droleg hei an der Diskussioun: Déi eng soen, et misst en Avis juridique zu der Fro gemaach gi vun där Bréisseler, belsche Diskussioun, déi aner soen, mir hätten hei en Avis juridique, deem nëischt wäert wier. Duerfir, bon, et ass interessant! Mir hunn op alle Fall en Avis juridique, deem dat Ganz analyséiert, dee sech och déi ganz Doktrinn uge-

kuckt huet an deenen heite Beräicher. An do gëtt allerdéngs ëmmer op de Reglement vu Bréssel verwisen.

Wann ech elo den Artikel 71 kucke vum Reglement 1bis vu Bréssel, da liesen ech deem allerdéngs esou, dass dee sech applizéiert op zwee Cas de figure. Dat eent ass eng Konventioun, déi existéiert tëschent engem État membre an engem État tiers. An dat aner ass deem, wou zwee État-memberech och déi Konventioun ënnerschriwwen hunn, an net een État membre, dee se net ënnerschriwwen huet.

Ech hunn och elo eng kéier séier d'Jurisprudenz vun der Europäescher Cour gekuckt. An och do gëtt souguer gesot, dass souguer wann déi zwee État-memberech, déi concernéiert sinn, eng aner Konventioun, eng sektoriell Konventioun ënnerschriwwen hunn, da spillt net d'office déi sektoriell Konventioun. Da muss nach gekuckt ginn, bei der Exekutioun vun engem Urteel an deem aneren État membre, ob dann net awer verschide Prinzipien, déi eigentlech d'europäescht Recht awer ausmaachen, hei ausgehelegt ginn. An ech fannen dat och déi absolutt richteg Approche, well soss wär et jo awer relativ einfach, déi europäesch Gesetzgebungen auszehielegen. Vun dohier mengen ech, dass och déi Consideratiounen hei net justifiéiert sinn. An ech sinn natierlech ganz frou, dass mer elo hei kënnen op deem dote Wee goen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools der Justizministesch.

An da ginn ech d'Wuert nach un den Här Energieminister Claude Turmes.

► **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- Villmools merci. Ech wollt eigentlech deem historisches Moment, dee mer haut hunn, net verpassen. Dat Haftungsgesetz, wat mer haut stëmmen, ass menger Meinung no politesch wierklech e grouse Schrëtt virun, fir géint d'Atomkraft virzegoen.

Firwat? An ech wëll vlächicht einfach nach zwee politesch Grënn ginn.

Dat eent ass: Wann dat Gesetz bis gestëmmt ass, dann ass et fir d'EDF a Frankräich ..., déi jo elo mussen ofweien, si mussen jo vu 75 % Atom op 50 % erof. Dat heescht, si mussen eng ganz Rei Atomkraftwierker ofschaten. A mat deem heite Gesetz heescht dat, dass déi zwee Reakteren, also déi Reakteren, déi se méi no bei Lëtzebuerg hunn, potenziell méi deier si wéi anerer, well se jo méi en héije Risiko hunn, wann eng kéier eppes geschitt. Dat heescht, dat ass dat eent.

An dat aner, wat hoffentlech och geschitt spéitstens no 2022, wann Däitschland aus der Atomkraft erausklemmt, da stellt sech jo an Däitschland d'Fro, ob Däitschland iwwerhaapt nach soll Partie bleiwe vun deem Wiener a Paräisser an eeben deem Bréisseler Protokoll.

Wat da géif heeschen, dass déi gréissten Ökonomie aus Europa sech géif zrëckzéien aus enger kollektiver Proatom-Assurance an dann natierlech d'Fro sech géif stellen a Versécherungs- an och a Bankekreesser, ob dann déi Staaten, déi nach Atomkraftwierker bedriwen, iwwerhaapt solvabel genuch wieren, fir hannendrun de Schued kënnen ze droen. An duerfir ass dat hei e wichtige Schrack fir Lëtzebuerg.

An, esou wéi ech eis Ministesch, d'Carole Dieschbourg, kennen, wäerte mer och probéieren, alles ze maachen, fir dass dat, wat mer elo hei maachen, och spéitstens no 2022 an Däitschland opgegraff gëtt, well dat och nach eng kéier e weidere Schrack ass.

Hei an der Diskussioun sinn nach zwou, dräi Saachen erimmt ginn. Dat eent war déi Saach mam Energiemix. Ech hunn do schohn op zwou Question-parlementaire an der Lescht geäntwert. Dat eent war den 1358 an dat aner war den 1997.

An et ass esou ..., an den Här Roth, dee sot, d'Enovos wier quasi schëlleg un deenen Atomstromimporter. Dat ass net esou, well de Gros vun deenen Atomstromimporter, dee geschitt iwwer eng Leitung, déi an de Joren 2011, 2012, 2013 gebaut ginn ass vu Lëtzebuerg a Frankräich. An et gëtt, ech hunn elo e bësse gesicht, en Artikel am „Tageblatt“ vun 2009, wou Greenpeace, déi jo géint déi Leitung geklot hunn, behaupt, dass de Risiko besteet, dass iwwer déi Leitung duerno d'ArcelorMittal an aner Industriebetriber zu Lëtzebuerg da géife franséischen Atomstrom akafen.

An dat, wat Greenpeace deemools gefaart huet, ass an der Realitéit ageëratt. Dat heescht, dee Rescht vun Atomstrom, dee mer hunn, deen ass net vun den Haushalter. A wann Der d'Antworte liest op déi zwou parlamentaresch Froen, an ech mengen, dat géllt dann och fir d'Leit vun deene Mofen, also vun de Piraten, do ass eng Tabell hannen. An do geet ganz

klouer draus ervir, dass kee Prozentsaz Atomstrom bei de Privatclienten ass. Déi meescht Privatclienté ginn iwwer d'Enovos beliwwert. Mee et ass den Atomstrom iwwer ...

► **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- Dat war jo net d'Fro. Et war einfach 10 % am Strommix, egal wien e benetzt.

► **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- Jo. Nee. Mee et sinn d'Industrieclienten, déi, well dat haut awer dann nach e bësse méi bëlle ass, ...

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Also Google!

► **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- ... Atom akafen. Dat huet nëischt mat der Enovos ze dinn. An duerfir géif ech och mengen, dass mir eis Responsabilitéit do iwwerhuelen,

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- Firwat schaaft Der dat dann net of?

► **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- Gelift?

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- Firwat schaaft Der dat dann net of?

► **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- Jo, also déi Leitung ass gebaut ginn an enger Regierung, wou den Här Juncker ...

(*Brouhaha*)

... President war.

► **M. Claude Wiseler** (*CSV*).- Dir sidd awer elo an der Regierung!

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- Et gëtt awer vill Waasserleitungen, Här Turmes, déi net gebraucht ginn, da schalt se of!

► **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- ... Premier war. Gesitt Dir mech elo ... Ech kann déi Leitung net ofrappen. Déi Leitung war jo deemools beklot ginn, ass vum Verwaltungsgericht ugeholl ginn.

Vläicht nach eng lescht Fro. Den Här Kartheiser huet gemengt, et wier nach eng Gefor, dass Lëtzebuenger Schëffer géifen Atommaterial transportéieren an dass dat dann e Grond wier, fir an deenen internationale Konventiounen dran ze sinn. Mir hunn dat nogekuckt. Et ass verbueden, op Schëffer enner der Lëtzebuenger Flagg Atommaterial ze transportéieren.

Ech soen lech villmools Merci. An ech soe virun allem all deene Merci, déi déi lescht Joren dru geschaff hunn, ech mengen d'Sam Tanson an der Lescht als Justizminister, virun allem d'Carole Dieschbourg, wat dat gemaach huet, dem Berichtstatter awer och. Dat, wat flott ass, dat ass, dass mer hei esou e breede Konsens hunn, fir géint Atomkraft virzegoen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci dem Energieminister.

Nach eng kéier Parole après ministre freet den Här Marc Goergen.

► **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- Ech hätt nach eng Fro un den Här Turmes an zwar em déi 10 %. Sécherlech hu mir Mofer do eng aner Iddi wéi Dir. Mee ech wollt einfach nëmme froen, wat dann elo déi nächst Schrëtt vun lech sinn, fir dass déi 10 % erfoginn? Oder geet dat elo éiweg esou weider?

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ech ginn d'Wuert zrëck un den Energieminister.

► **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*.- Also et gëtt Limitte vun deem, wat een als nationalen Energieminister ka maachen. Et si Länner, déi hu probéiert, hire Betriber ze verbidden, Atomstrom aus anere Länner ze importéieren, an dat ass net EU-rechtskonform. An duerfir, also dat, wat ech maachen, an ech maachen dat do nach eng kéier vun hei aus, et ass eigentlech en Appell u quasi déi, virun allem Industrieretriber, déi, leider, nach dann, fir e puer Centime ze spueren, Atomstrom importéieren. Ech mengen, et sinn eigentlech déi, deenen hire Choix féiert derzou, dass mer nach dee Rescht hunn.

Déi gutt Noriicht ass: Däitschland klemmt eraus. An duerch d'Gesetz vun haut, mengen ech, maache mer och e Bäitrag, dass insgesamt d'Rentabilitéit vun Atomkraft méi schlecht gëtt an Zukunft.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci fir déi Präzisiounen. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7221. Den Text steet am Document parlementaire 7221⁹.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7221 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. De Vott fänkt un.

Mir kommen elo zum Vote par procuracion. Ech bidden déi, déi e Vote par procuracion wëllen ofginn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Appel nominal (votes par procuracion)

Domat ass de Projet de loi 7221 mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Motions

Mir kommen dann zur Diskussioun respektiv Ofstëmmung vun de Motiouen.

Fir d'éischt d'Motioun 1, déi vum Här Benoy deposéiert ass ginn.

Motion 1

Ass do nach eppes derzou ze soen? Den Här Kartheiser freet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Jo, Här President, an där Motioun si ganz vill Saachen, déi eis och sympathesch sinn an déi mer kéinte matdroen. Et ass just esou, dass do e puer Referenzen op dat Gesetz dra sinn, wat grad gestëmmt ginn ass, vun deem mir iwwerzeegt sinn, dass et net fonctionéiert. An da wär et jo net logesch, wa mer dat elo géifen esou matstëmmen. Et ass net nëmme, dass mer domadder Problemer hunn, mam Realismus vun deem Gesetz 7221, mee och d'Baseler Konventioun iwwer d'Staatenimmunitéit ass hei ugeschwat indirekt, an ech mengen, och op eng Manéier, déi net realistesch ass.

A schlussendlech ass eis Meinung, dass mer, ier mer elo sollten Avise maachen oder sollten direkt do eng Aktioun ënnerhuelen, emol misste mat der Belsch kucken, an d'Regierung sollt sech emol endlech mat der Belsch zuesummesetzen a kucken, wat Fakt ass, ier mer hei Aktiounen huelen. Dofir wäerte mir eis bei deeser Motioun enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Kartheiser. Sinn nach weider Wuermeldungen do? Da kënne mer iwwer dës Motioun ofstëmmen.

Ass de Vote électronique gefrot?

(**Négation**)

Vote sur la motion 1

Wie mat deeser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass da bei zwou Enthaltungen, mat enger ...

► **Plusieurs voix**.- Dräi!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Pardon, mat dräi Enthaltungen ugeholl.

Da kéime mer zur Motioun 2, déi vum Här Kartheiser deposéiert ginn ass.

Motion 2

Kënne mer iwwer dës Motioun, wa keng Wuermeldung ass, ofstëmmen? Den Här Benoy huet d'Wuert.

► **M. François Benoy** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Also déi Motioun, déi deposéiert



ass, ass natierlech an totaler Kontradiktioun zu deem Gesetz, wat mer grad gestëmmt hunn. An dofir kënnen mir déi dote Motioun selbstverständlech net unhuelen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun dëser Motioun kommen. Nee, den Här Kartheiser freet nach d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Just fir lech ze bieden, e Vote électronique ze maachen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- De Vote électronique ass gefrot.

Vote sur la motion 2

De Vott fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen.

Wien e Vote par procuracion wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuracion)

De Vott ass ofgeschloss, d'Motioun 2 ass bei 3 Jo-Stëmmen ...

► **Plusieurs voix.**- 4!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- ... 4 Jo-Stëmmen, iwwert d'Procuracion, a bei 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Da kéime mer zum Vott an der Diskussioun zur Motioun 3.

Motion 3

Et ass proposéiert ginn, fir dës Motioun 3 an d'Kommissioun ze verweisen. Fir d'éischt freet awer nach den Här Clement d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleegeinnen a Kollegen, och wann déi Motioun hei sollt an d'Kommissioun verwise ginn, wëll ech awer vun der Plaz hei profitéieren, well de Kolleg vun deene Lénken huet eng wichteg Fro hei opgeworf, nämlech déi vun der Exklusivléscht vum FDC, vum Fonds de compensation, deen haut, an net viru méi laang wéi sechs Deeg seng Lëscht u sech à jour gesat huet, fir elo 126 Firmen opzelëscht.

Wie weess, datt et weltwäit 630.000 Firme gëtt, déi kënnen op de Marché gehandelt ginn, dee mierkt, datt déi Lëscht dach erstaunlech kleng ass. A wann ee sech dann déi Lëscht ukuuckt, dann ass se nach ëmsou méi erstaunlech, well et si gutt Geschäftspartner vun der Lëtzebuerger Regierung drop.

Ënner anerem fënnt een dorobber Airbus, déi ëmmerhin op där Lëscht stinn, well se schéin déi Businesspractices hunn a schlecht fir den Environnement sinn a Controversial Weapons hierstellen. Gläichzäiteg ass et Airbus, vun deene Lëtzebuerg e puer Helikoptere keeft.

Da steet Audi drop, an déi leschte Kéier, wou mer Question-parlementairen zum Fuerpark vun der Regierung haten, stoungen do Audien drop, iwwer Volkswagen geet et weider, Boeing steet mat drop. Wien net dropsteet, mee wou de Fong dann awer Aktien huet oder Obligatiounen, dat sinn Engie, EDF, déi goufe scho genannt. An da GE Capital, déi ëmmerhi fir de Refinanzement vun Atomzentralen déngen. General Electric insgesamt, déi relativ alles maachen. Also wann een déi ganz vast Exklusivléschttären hält, fanne mer do sécher och deen een oder anere Grond, firwat ee mat GE net sollt schaffen. Et ass also e bëssen ewéi e

Schwäizer Kéis, déi Exklusivléscht. Mir hunn do 126 Nimm, déi iergendwann eng Kéier vum Conseil d'administration droppesat goufen, vu ganz, ganz ville Firmen, déi ee vill méi iwwerschaubar misst kucken.

De Fong huet iwwregens iwwer 8.000 Investementer iwwer verschidde Sous-Fongen. Iwwregens och 600 Milliounen bal an Immobilien. Och eppes, wou ee sech d'Fro ka stellen, ob déi net sollten an abordabele Logement zu Lëtzebuerg investéiert ginn.

Soit, ech mengen, datt déi Fro vum Fonds de compensation vill méi breet muss gefouert gi wéi just iwwer d'Atomenergie. Ech hätt déi heite Motioun matgestëmmt, well ech de Prinzip ganz sympathesch fannen. Ech sinn awer genausou frou, wa mer an der Kommissioun dat Faass Fonds de compensation ganz breet kënnen opmaachen, well do gëtt et definitiv eng méi grouss Liste d'exclusion ze féiere wéi just 126 Firmen, vun deenen e puer nach ganz gutt Geschäftspartner vun Lëtzebuerg Staat sinn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Clement.

An da ginn ech d'Wuert un den Auteur vun der Motioun, den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Jo, den Här Clement huet absolut Recht. Et muss een am Prinzip ganz breet doruwwer diskutéieren. Mir hunn eis an dëser Motioun u sech nëmmen op déi Betriber konzentriert, déi Atomenergie produzéieren, well mer grad an enger Diskussioun waren iwwer Atomenergie.

Mee ech kann lech awer versécheren - an Dir kënnt dat an deene verschiddene Procès-verbaux kucken an noliese vun deenen allerleschten, vun deene leschte Joren -, zu immens villen Debatten hu mir als Lénk ganz oft zu deene verschiddenste Froen, zu deene verschiddenste Sujeten all Kéiers déi Fro opgeworf: Firwat kann een net zum Beispill de Fonds de compensation botze vun enger Partie vu Betriber, déi och géint d'Méischerechter ginn? Zum Beispill bei Kooperatiounsdebatten féiere mer dat all Kéiers un, fir datt dat erausgeholl gëtt an esou weider an esou virun.

An 2016 huet déi heite Chamber och eng Motioun ugeholl, huet déi heite Chamber eng Motioun ugeholl, déi seet, datt d'Regierung, an dat misst de Minister vun der Sécurité sociale sinn, misst e Bericht maachen, iwwer justement d'Investitiounspolitik vum Fonds de compensation.

Wat ass mat där Motioun geschitt? Näischt! Wat relativ grav ass! Et ass grav! An ech mengen, do misst een e bëssen d'Regierung an den zoustännege Minister rëselen. Mir maachen dat reegelméisseg, all Kéiers. An da kréie mer all Kéiers déi selwecht Antwert, wéi och déi vun der Madamm Dieschbourg: „Jo, mir schaffen un den Exklusivléschttären. Mir sinn amgaangen, drun ze schaffen.“ Dat ass eng Antwert, déi mer zënter Joren héieren. An et geschitt näischt! Et geschitt strictement näischt!

An ech ginn dovunner aus, datt, wa mer déi Motioun hei an d'Kommissioun weiderginn, och näischt wäert geschéien. Da kënnt den Här Schneider an erzielt eis eng laang Geschicht, datt se amgaang sinn, drun ze schaffen. An da geschitt näischt, well dat ass d'Erfahrung, déi mer gemaach hu bis elo. Ech stelle mer souguer d'Fro: Géif se ugeholl ginn - vu datt souwisou heiandso Motioune ouni Effekt endegen, wat e reellen demokratesche Problem hei ass am Land -, da weess een och emol net, ob eppes géif geschéien. Ech fannen dat relativ grav.

Déi Motioun ass jo guer net komplizéiert. A si ass net schwéier ëmzesetzen a Wierklechkeet. Et ass en plus eng Fuerderung, déi net nëmme mir droen; d'Atombewegung dréit se, den OGB-L huet se ugeholl op sengem leschte Kongress. Also, et ass eng Evidenz, wa mer schonn eng Regierung hei hunn, déi ganz aktiv ass, déi ganz vill Aktioune mécht géint d'Atomenergie, fir net ze soen Aktionismus mécht géint d'Atomenergie, datt mer just fuerderen, datt déi Portefeuilleen erausgeholl ginn aus dem Fonds de compensation. Ech hu se opgezielt. Et sinn der warscheinlech nach méi. Ech weess, dat evolüiert jo nach. Dat kann ee ganz einfach maachen.

Mir, déi heite Regierung, déi Lëtzebuerger Regierung, déi fuerdert vun anere Regierungen, vun der franséischer Regierung, vun der belscher Regierung, datt se hir Atomkraaftwierker zoumaachen. Zu Recht! Mee esou eppes ass immens komplizéiert. Et ass vill méi einfach, erauszegoen aus dem Invest vun der Atomenergie wéi Atomkraaftzentralen ofzeschalten.

Mir fuerdere vun anere Länner vill méi komplizéiert Saache wéi dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg kéinte maachen. Op eemol ass ertëm alles komplizéiert. Dat héiere mer zënter Joren. Wa mer minimaalst kohärent wieren, géife mer,

duerch e puer Klicken, duerch e puer Decisioune, einfach esou aus dem Invest vun der Atomenergie erausklammen. Do gëtt et net vill ze diskutéieren.

Dofir si mir der Meenung, datt déi heite Motioun soll ofgestëmmt ginn, well mir wësse ganz genau, datt, wa se an d'Kommissioun weidergeleet gëtt, da wäert näischt geschéien. An et ass guer net komplizéiert. A bestëmmt net fir déi gréng, do kann et wierklech net komplizéiert sinn. Den Här Turmes huet vun engem historesche Moment geschwat. Mir hunn hei en historesche Moment, wou déi gréng kënnen awer soen: „Lëtzebuerg kann elo aus der Finanzéierung vun der Atomenergie erausklammen.“ Allez, kommt, maacht et!

► **Une voix.**- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wagner. Da ginn ech d'Wuert weider un den Här François Benoy.

► **M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.**- Merci, Här President. Mir sinn d'accord mat der Iddi, déi derhannerstécht bei der Motioun. Et ass wichteg, dass mer eng kohärent Politik maachen. Dass mer och vum Fonds de compensation schwätzen, wou investéiert gëtt. Dofir hu mir Gréng ons schonn ëmmer staarkgemaach. An et steet jo och am Koalitionsaccord, wéi et schonn e puermol gesot ginn ass.

An dofir géif ech déi Lénk wierklech froen, dass mer dat doten an der Kommissioun kéinten diskutéieren, och an der Ëmweltkommissioun, mat der Sécurité-sociales-Kommissioun dann zesammen. Zënter, elo an dëser Legislaturperiode hu mer dat heiten Theema nach net an der Ëmweltkommissioun thematiséiert. Dofir ass et keng Geschicht, déi grad esou e laange Baart huet, wéi den Här David Wagner et elo dann hei seet. Dofir wär ech frou, wa mer dat esou kéinte maachen. A wann déi Lénk bereet wären, dass mer déi Motioun do kéinten diskutéieren.

An ech soen lech och, ech garantéieren lech, dass mer dat net eréisch Mokuchsdag maachen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Benoy.

Ass nach eng Wuertmeldung do? Da stëmme mer iwwert déi ...

(Interruption)

Den Här Wagner, wannechgelift.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Also, mir bleiwen derbäi, datt déi Motioun muss ofgestëmmt ginn. Et ass net komplizéiert. Ech wëll, mir wëllen, ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo, jo.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- ... datt déi heite Regierung ...

(Brouhaha)

... sech derzou bekennt, fir erauszeklappen aus der Finanzéierung vun der Atomenergie.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Da stëmme mer iwwert d'Motioun ...

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Mee mir kënnen och an der Kommissioun doruwwer diskutéieren. Dat eent schléisst dat anert net aus.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Jo.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- A mir wäerten och derfir suergen, datt et ...

Vote sur la motion 3

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir stëmme iwwert déi Motioun of. D'Ofstëmme fänkt un.

Wien ee Vote par procuracion wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuracion)

D'Motioun 3 ass ofgeleent mat 31 Nee-Stëmmen, 25 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiuonen.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude

Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Motion 4

Da komme mer zur Motioun 4 vum Här David Wagner. Ass do eng Wuertmeldung do? Den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Auteur vun der Motioun.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech hat et a menger Ried gesot: Déi heite Motioun kéint jo superfetatoire ginn! A mir wieren och bereet, se zrëckzezéien, wa mer d'Informatiounen kréien. An esou, wéi ech matkritt hunn, wäerte mer de Plang kréien, d'Resultater vun der Participatioun. Voilà. Da kënnen mer se zrëckzéien. Dat ass kee Problem.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Okay. Dës Motioun ass domadder zrëckgezunn.

(La motion 4 de M. David Wagner est retirée.)

Resolution 1

Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Resolutioun. Ech gesi keng Wuertmeldung. Wie mat der Resolutioun ...

(Brouhaha)

O, den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, merci, Här President. Eis Bemierkung ass d'selwecht wéi virdrun. Hei gëtt positiv op dat Gesetz gestëmmt, wat haut hei iwwert d'Responsabilité civile gestëmmt ginn ass. Dir wësst, eis Positioun ass do eng aner. Dofir wäerte mer eis bei dësem Text och enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann hat nach den Här Clement d'Wuert gefrot. Oder net?

► **Une voix.**- Nee.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Nee. Ech mengen, da kënnen mer iwwert d'Resolutioun ofstëmme.

Vote sur la résolution 1

Wie mat dëser Resolution d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Resolutioun ass da bei 3 Enthaltungen ugeholl.

11. 7573 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher

Mir kommen elo zum Änderungsverschlach zum Chambersreglement 7573 iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Änderungsverschlach zum Chambersreglement, den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission du Règlement

► **M. Roy Reding (ADR), rapporteur.**- Jo, merci, Här President. Léif Kollegen, dës Ännerung un eisem Reglement ass néideg ginn duerch d'Adoptioun vum Gesetz vom 1. Abrëll 2020, woumat mer den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher agefouert hunn an deen der Chamber rattachéiert hunn.

Den Text gouf déposiert de 6. Mee vum honorabelen Deputéierten Gilles Baum. D'Presidentekonferenz huet dës Proposition un eis Commission du Règlement verwisen de 7. Mee. D'Kommissioun huet mech als Rapporteur designéiert den 12. Mee. A mir hunn deen Text eingeeënd studéiert an de Projet de rapport ass unanime ugeholl ginn den 19. Mee vun dësem Joer.

Am Weesentleche geet et hei ëm fënnef Punkten:

Dat éischt ass: Vu datt elo d'Chamber deen Ombudsmann designéiert, hu mer mussen eng Prozedur aféieren. An déi hu mer da calquéiert op déi Prozedur, déi mer och hu fir de Mediateur, fir den normalen Ombudsmann, oder den allgemengen Ombudsmann.

Dat Zweet, wat mer gemaach hunn, ass, datt mer gesot hunn, enner wat fir enge Konditiounen mer deen Ombudsmann offeruffe kënnen. An dat wier zum Beispill de Fall, wa gesondheetlech Problemer wieren, wann den Ombudsmann duerch eng aner Ursach an der Incapacitéit wier, fir seng Aarbecht ze leeschten, wann e géif eng Fonctioun unhuelen, déi laut Gesetz - Artikel 11 vum Gesetz vum 1. Abréll 2020 - net kompatibel wier mat senger Fonctioun, a schlussendlech, wann e seng Fonctioun net géif konform zum Gesetz exercéieren oder soss e graavt Feelverhalten him virzeweere wier.

Den drëtte Punkt ass u sech den interessanten. An deem Punkt reegele mer d'Aarbeitsverhältnis tëscht der Chamber, zu där jo dann den Ombudsmann rattachéiert ass, a senger Institutionen. Wat do ganz interessant ass: All Kommissioun kann an Zukunft den Ombudsmann an d'Kommissioun ruffen, wann iergenden Thema ass, wat am wäitste Sënn d'Rechter vu Kanner oder Jugendleche betrëfft a wou seng Meenung gefrot ass. An emgedréit kann och den Ombudsmann selbstverständlech froen, fir an all Kommissioun gehéiert ze ginn, wann en der Meenung ass, seng Interventioun wier wichtig.

Déi lescht zwee Punkte sinn u sech technischer Natur. Dat ass, datt och den Ombudsmann fir d'Rechter vum Kand a Jugendlechen an Zukunft muss e järeleche Rapport virleëen - genau wéi dat och fir de Mediateur de Fall ass - iwwer d'Situatioun vun de Kannerrechter an och iwwer seng eegen Aktivitéiten.

A schlussendlech wäerte seng järelech Konten dann och genau kontrolléiert ginn an apuréiert ginn, wéi mer dat och haut scho maache fir de Mediateur.

Ech wollt ofschléissen a Merci soe fir déi wierklech flott, effizient a sympathesch Zesummenaarbecht, déi mer an där Kommissioun hunn, a virun allem och eisem Kommissionssekretär, dem Benoît Reiter, fir seng absolutt virbildlech Aarbecht.

Ech soen Iech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. Éischtens ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).**- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi gudden méndlechen a schrëftleche Rapport a gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dëser Propositioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gloden. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).**- Merci, Här President. Fir d'éischt e grouse Merci un den honorabelen Här Reding fir säi schrëftlechen a méndleche Rapport.

Voilà, et ass elo souwéi, den Ombudsmann fir Kanner a Jugendlecher ass un d'Chamber rattachéiert, esou wéi et an der leschter Legislativperiod gefuerdert ginn ass an esou wéi mer et an der leschter Legislativperiod och an d'Wée geleet hunn, fir dann effektiv mam Gesetz vum 1. Abréll vun dësem Joer rechtskräfteg ze ginn. Dofir mussen elo verschidden Adaptatiounen am Chambersreglement virgeholl ginn. Dës Adaptatiounen betreffen haaptsächlech d'Designatiounsprozedur vum Ombudsmann, awer och d'Aarbecht mat der Chamber, well jo all Chamberskommissioun den Ombudsmann elo ka saiséieren.

D'Rattachéiere vum Ombudsmann un d'Chamber ass den Haapténnerscheed zum fréieren ORK. An dëst erlaabt dem Ombudsmann, seng Aufgaben a voller Onofhängegkeet an awer och mat deenen néidege Ressourcen ze assureieren. Duerch dës Initiativ ennersträiche mir als Chamber nach eng Kéier de Stillewärt, dee mir dem Schutz vun de Kanner an och dem Schutz vun hire Rechter hei zu Lëtzebuerg ginn.

E grouse Merci un d'Mataarbechter vun der Chamber, déi bei dësem Projet matgeschafft hunn. Op eng gudd Zesummenaarbecht mam Ombudsmann!

An ech ginn natierlech och den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Une voix.**- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. A selbstverständlech ginn ech och de Merci weider un de Rapporteur. Méi e grouse Merci awer un déi Responsabel vum ORK, deen nom Gesetz vum 1. Abréll „OKaju“ heescht: Ombudsmann fir Kanner a Jugendlecher - an de President kann dat bescheiegen -, deen eng exzellent Zesummenaarbecht mat eiser Chamber huet an och dhokomm ass iwwer d'Gesetz, wuer e grad ewéi den Ombudsmann higeheiert, enner de Giron vun der Chamber, wat em méi eng grouse Independance garantéiert an déi Zesummenaarbecht nach weider verstärkt.

Et ass richteg gesot ginn, dass am Gesetz eng Rei vu Responsabilitéiten vun der Chamber festgeluecht si fir hire neie Partner. A fir dat kënnen ëmsetzen, hu mer dat missen an engem Kapitel an eisem Chambersreglement festhalen. Dat maache mer haut. A mir freeën eis op eng weiderhi gudd Zesummenaarbecht mam „OKaju“ - et kënt nach net esou richteg eriwuer. Den Numm huet geännert, d'Leit, déi bleiwen déi selwecht, ganz engagéiert Leit!

Merci villmools dem ORK an op eng gudd Zesummenaarbecht enner neiem Numm mat där wichtiger Institution, déi d'Interëte vun de Kanner an de Jugendleche vertritt. Merci!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Da geet d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här President. Och mir Gréng sinn natierlech immens frou, datt mer dëse Schrëtt maachen. Wéi gesot, dës Modifikatioun baséiert jo um Gesetz vum 1. Abréll, wat d'Onofhängegkeet vum Ombudsmann, deen domat geschafe ginn ass, och garantéiert huet.

Ech wéilt an deem Kontext awer och un de Camille Gira erënneren, dee bei der Schafung vum Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand schon am Joer 2002 gefuerdert hat, datt déi Instanz sollt onofhängeg ginn. E kann et leider net erliewen, mee mir wesse genee, datt dat säin Häerzenswonsch war. A fir eis ass et och wierklech hei e Preséier, kann ech soen, dobäi elo och un hien ze denken.

Et muss ee soen, mir sinn elo op der leschter Etapp ukomm. Et ass eng wichteg Etapp och an der Ëmsetzung vun der UN-Kannerrechtskonventioun, déi mer als Lëtzebuerg jo ganz groussschreien. An deem Sënn begreisse mer natierlech ganz staark, datt elo den Ombudsmann fir d'Rechter vun de Kanner a Jugendlechen zu all Gesetz muss Stellung bezéien, an Avis ofginn ëmmer dann, wa Kanner a Jugendlecher betraff sinn, respektiv datt och dee Moment, wou eng Chamberskommissioun der Meenung ass, datt e soll invitéiert ginn, si e kann invitéieren.

Dat bedeit, datt d'Zesummenaarbecht tëschent dem Ombudsmann a senger Ekip mat der Chamber wäert bedeiendt verstärkt ginn. An der Lescht hu mer e just eemol am Joer an der Chamber gesinn: En huet de Rapport virgestallt. Elo hu mer d'Méiglechkeet, ëmmer erëm iwwer déi Theemen do mat him ze diskutéieren, wat och eng grouse Stärkung vun der Chambersaarbecht bedeit. A begrëssenswäert ass och, datt de Rapport muss verëffentlecht ginn, soudatt mer sécher sinn, datt Transparenz herrscht an datt domat och eng Qualitéit wäert groussgeschriwwen ginn.

Ofschléissend wéilt ech dann nach dem Här Roy Reding Merci soe fir säi gudden Rapport a seng gudd Leedung vun der Kommissioun. An natierlech och all de Leit vum Ombuds-Comité, dee jo elo dann enner dem Ombudsmann vun de Rechter fir d'Kanner a Jugendleche wäert funktionéieren.

A ech ginn domat den Accord.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer den Ännerungsvorschlag zum Chambersreglement 7573. Den Text steet am Document parlementaire 7573'.

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 7573

De Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen, wannechgelift.

Wien e Vote par procuracion wéllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuracion)

Dës Proposition de modification du Règlement 7573 ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen (par M. Roy Reding), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

12. Résolution de M. Sven Clement relative à la publication d'un rapport spécial de sortie de crise

(Résolution déposée en séance publique n° 36 du 13 mai 2020 - à consulter au compte rendu n° 17/2019-2020 en page 562)

Eise leschte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut ass d'Resolutioun vum Här Sven Clement iwwer d'Veréffentleche vun engem Rapport spécial enner dem Abanne vun alle mat der Coronakris befaasste Chamberskommissiounen, deen op Pistes de sortie de crise souwéi op d'Léieren, déi aus der Kris ze zéie sinn, ageet. An ech ginn d'Wuert un den Auteur vun dëser Resolutioun.

Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

► **M. Sven Clement (Piraten), auteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, d'Regierung huet elo och ee Plang. Dee Plang nennt sech dann „Neistart Lëtzebuerg“ a presentéiert Léisungen, wéi mir aus dëser Kris erauskomme sollen.

„Schéin a gutt!“, kann ee soen. Ma ech regretéieren, wéi esou heefeg, datt d'Regierung erëm net de Wee gewielt huet, fir d'Chamber mat an d'Ausschaffe vun dëser Léisunge matanzebannen. Och d'Parlament muss seng Responsabilitéit huelen an net d'Regierung einfach maache loosson.

Här President, ech hu viru Kuerzem déi Resolutioun hei deposéiert, déi virgesäit, alleguerten de Chamberskommissiounen, déi sech mam Coronavirus amgaange sinn ze befaassen oder sech wäerte mat de Konsequenze vum Virus befaasse missen, den Optrag ze ginn, e Rapport spécial de sortie de crise ze publizéieren.

Ma domat net genuch! Mir Piraten gesinn et als äusserst wichteg un, datt d'Zivilgesellschaft mat an d'Iwwerleeungen, wéi mir aus där Kris erauskommen, abezu gëtt. Mir wëllen net, wéi dat beim CETA de Fall war, datt d'Zivilgesellschaft mam Fanger am Mond dostoe gelooss gëtt, ouni no hiren Meenung gefrot ze ginn.

Den Artikel 22 (veuillez lire: Artikel 25) vum Chambersreglement gesäit vir, datt d'Kommissiounen d'Méiglechkeet hunn, Auditions publiques duerchzéieren. Dëst ass an eisen Aen eng viabel Pist, fir d'Zivilgesellschaft wierklech konsequent an d'Aarbechte vun der Sortie de crise matanzebannen, hiren Avis ze lauschten an domat e méiglechste breede Konsens ze errechen, dee gläichzäitig all d'Aspekter an d'Enjeuen, déi esou eng Sortie de crise mat sech bréngt, kann abezéien.

Virun allem sollte mer eis als Chamber selwer sensibiliséieren. Mir sollten nolauschten a mir sollten als Chamber eis Pisten, fir aus der Kris erauszekommen, nidderschreien. Et ass kee reng intellektuellen Exercice. Et ass en Exercice, deen an deem Fall unique ass, mee mir sinn och mat enger relativ uniquer Kris hei befaasst.

Et ass en Exercice, deen definitiv méi Oppenheet hätt, wéi just tëschent engem Ad-hoc-Gremium, deen aus der Conférence des Présidents an dem Bureau besteet, an der Re-

gierung ze diskutéieren. Et wär en Exercice, dee wierklech géif op d'Matbestëmmung, op Bürgernähe, wéi een dat op Däitsch seet, agoen.

Mir mussen iwwer d'Cellule de crise erauskommen a mir mussen hikommen zu enger Approche, wou mer op jiddweree lauschten, wou mer mat jiddwereeng schwätzen a wou mer dann e méiglechste breede Konsens fannen, fir op eng unique Kris mat uniken Äntwerten opzewearden.

Mir wëssen, datt d'Regierung ewell annoncéiert huet, Lëtzebuerg neizestarten. Wéi eisen deemolege Walslogan verréit, wollte mer 2013, also viru siwe Joer schon, Lëtzebuerg rebooten. Dëse Reboot hätt an eisen Aen awer genee dora bestanen, direkt op den Dialog ze setzen an net de Plang ze annoncieren an en dann einfach nëmmen duerchezéien.

Dëse Rapport de sortie de crise, wéi mir e gesinn, sollt also dofir enner Abezierung vu méiglechsten villen Acteure stattfannen, méiglechste strukturéiert an encadréiert sinn an esou och weisen, datt d'Chamber den éischten Usprechpartner ass, wann et drëm geet, d'Zukunftsgestaltung no dëser Kris nezegoen. Alle guerten zesummen, ouni forcement e partispolitisch Geplänkels, mee esou, datt mer konsensuell Léisunge fannen an domadder dann och Léisunge fir Lëtzebuerg fannen!

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et ganz kuerz.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Wat awer feststeet, dat ass, datt déi lescht zweieff Wochen definitiv mussen opgeschafft ginn. An déi mussen vun der Chamber opgeschafft ginn, dat ass immens wichteg. Mir hunn eng speziell Situatioun an déi däre mer net einfach esou laanschtgoe loosson.

Wat awer genau sou wichteg ass, dat ass, datt eis Zukunft hei muss preparéiert ginn. An och déi mussen vun der Chamber preparéiert ginn. Do hu mer nach vill Sputt no uewen, wéi d'Chamber kann agebonne ginn. An dofir soen ech de Piraten och villmools Merci fir dës Initiativ. Ech denken, et ass wichteg, datt mir hei als Chamber eis Eegeverantwortung mat huelen. Mir hutt dat scho méi wéi eemol gesot a mir wëllen dat och. Mir mussen déi Wirtschaftskris, déi amgang ass ze kommen, definitiv probéieren esou wäit wéi méiglech ze verhënneren. A virun allem muss mer eis drop konzentréieren, datt keng extreem sozial Kris kéint. An do hu mer alleguer eng ganz grouse Verantwortung, fir eebeen, wéi gesot, eis Zukunft ze preparéieren.

An ech denken, datt mer dat och solle mat der Zivilgesellschaft zesumme maachen. Dat ass och ee Punkt, deen d'Piraten froen. Dat ass wichteg. Mir hutt dat Instrument. Mir gräifen net dacks genuch drop zréck. Et ass awer e wichteg Instrument.

Wat eis vläicht nach hei felt bei dëser Resolutioun, dat ass en Instrument, wéi mer dat kéinte besser encadréieren. An dat wär an eisen Aen u sech eng Spezialkommissioun, déi sech mat dësem Punkt géif befaassen. Dofir soen ech: Mir hutt eng speziell Situatioun. Fir déi speziell Situatioun opzeschaffen an och d'Zukunft ze preparéieren, bräichte mer dann och eng Spezialkommissioun.

Mir kënnen awer dës Resolutioun esou matstëmmen an dat anert als nächste Punkt dann awer gesinn. An dat kënnen mer jo dann an enger nächster Sitzung beschwätzen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hansen. An da géif ech d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum (DP).**- Merci fir d'Wuert, Här President. Ech hunn ewell e puermol heiewen d'Bild vun enger Course géint de Virus benotzt, vun engem Marathon. An ech mengen, dëst Bild vun enger Course huet mer gutt gefall, well et effektiv ëm d'Zäit geet. D'Zäit, déi dee wichtigste Facteur ass an entscheed iwwer Erfolleg oder Mësserfolleg vun eiser Strategie géint de Covid-19. An dat soen eis och alleguer d'Experten.

Wann ee sech an enger Course befënt, dann ass et net fir zréckzekucken, mee et kuckt en no vir an et hält een d'Zillinn am Bléck. A loosst mech a mengem Punkt ganz kloer sinn:

D'Course géint de Coronavirus ass net eriwuer!
A si ass nach net gewonnen!

Et ass an eisen Aen net gutt, zu dësem Zäitpunkt d'Chamber ze beoptragen, nach e Rapport spécial ze schreiwen an Hearingen ze organiséieren, well et immens zäitopwändeg ass a well et och Ressourcë beusprocht, déi mir am Moment op anere Plaze brauchen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Et mécht och wéineg Sënn, nach eng Exitstrategie an engem Rapport spécial ze belichten, wou mir dach ganz genau wëssen, dass all Exitstrategien zu dësem Moment vun den dagesaktuellen Infektionszuelen ofhängeg sinn. D'Politik muss kennen zu all Moment op eng méiglech nei Infektionsswell reagéieren.

A jo, natierlech sollle mer iwwer Piste schwätzen! Natierlech sollle mer kucken, wat fir eng Léieren dass mer aus dëser Kris zeien! An dat wärte mer och maachen. An dat wärte mer heibanne maachen. Dat wärte mer heibanne maachen! Ech mengen, hei ass och déi richteg Plaz.

D'Regierung, déi steet am reegelméisseg Kontakt mat der Chamber. Ech mengen, do ware ganz vill Leit an deene Sëtzungen tëschent dem Bureau an der Conférence des Présidents ëmmer derbäi, mat de Gewerkschaften, de Glawensgemeinschaften, der Zivillgesellschaft. An ech mengen, si maachen hiert Bescht, fir deenen eenzelne Bedenke Rechnung ze droen.

D'Responsabilitéit, fir d'Decisionen ze huelen, déi läit am Endeffekt awer ëmmer bei der Regierung a bei der Chamber. Esou ass dat an enger repräsentativer Demokratie.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Baum (DP).** - Et ass d'Essenz vun der Demokratie! An dofir si mir och hei. Dofir si mir gewielt ginn. An ech géif dofir virschloen, dës Resolutioun net matzedroen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. Merci och dem Här Gilles Baum, dee schonn e groussen Deel vun deem gesot huet, wat ech och wollt soen. Mir sinn an der drëtter Phas vun Deconfinement am Moment. Mir hu schonn zwou Phasen ageleet. Déi drëtt Phas, déi ass kuerz virduer, dass se realiséiert konnt ginn. A wann elo gesot gëtt, mir sollen hei eng Kommission grënnen fir ze kucken, wéi mer aus där Kris hei erauskommen, dann ass dat awer menger Meenung no schonn e bësse „moutarde après dîner“, well mer schonn an där Phas do dra sinn!

Iwweregens muss ee jo och soen, dass dat heiten iwwerhaapt net laanscht d'Chamber geet, well d'Chamber ass bei alle Phase vun Deconfinement matabezu ginn. Mir hunn hei eng ganz Partie vu Riede gehalen. Mir hunn hei eng ganz Partie vu Projet-de-loie gestëmmt, déi dee ganzen Deconfinement mat solle begleeden. An duerfir sinn ech iwwerhaapt net der Meenung, dass d'Chamber hei hirer Roll net gerecht gi wär. Si huet déi Responsabilitéit geholl heibannen. Si huet hei Texter gestëmmt, déi hu misse gestëmmt ginn, fir dass mer och gutt aus där Kris hei erauskommen. En plus ass et esou, dass déi Rapporten, déi jo am Bureau a mat der Conférence des Présidents gemaach goufen, och effentlech Rapporten sinn, déi een ëmmer erëm kann noliesen.

An ech sinn awer der Meenung, wann dat, wat geduecht war, wat den Här Clement mat senger Resolutioun hei wollt virbréngen, war, dass ee sollt déi Kris hei opschaffen - ech mengen, dass dat net geduecht war -, mee dat wär awer eng gutt Saach, dass een déi Kris hei eng Käier sollt opschaffen an dass do sollten Dokumenter bleiwe fir d'Zukunft, wéi dass ee mat där Kris hei ëmgaangen ass. Wann dat en Dokument soll sinn, wat eis an Zukunft vläicht soll hëllefen, fir mat anere Krisen ëmzuegoen, da sinn déi Rapporten, déi mer effentlech gemaach hunn, ganz sécherlech do eng gutt Hëllef.

Ech bleiwen och nach derbäi, dass eng Measure, déi menger Meenung no gutt wär, wann een déi géif maachen, wär, eng Tripartite ze organiséieren, wouraus Konsequenze solle kommen. An déi Konsequenze solle jo och hei an der Chamber dann debattéiert ginn. Duerfir géif ech och mech dem Gilles Baum uschlëssen a soen, dass déi Resolutioun hei soll ofgeleent ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Engel. An da wier et un der honorabelen Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Villmools merci, Här President. Wann een dem Här

Clement esou nogelauschtert huet, dann hat ee bal den Androck, wéi wann en den État de crise net matgestëmmt hätt. Mir hunn domat der Regierung d'Recht ginn, fir séier op d'Entwécklungen ze reagéieren. An dat war gutt esou. Si huet séier reagéiert a si huet hir Aarbecht gemaach. Da soll een dat am Nachhinein och net bedauern.

Op den éischte Bléck, Dir Dammen an Dir Hären, ...

► **M. Sven Clement (Piraten), auteur.** - A wou hunn ech vu „bedauere“ geschwat, Madamm Lorsché?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dat war ënnerschwellig.

► **M. Sven Clement (Piraten), auteur.** - Madamm Lorsché, pardon, wou hunn ech vu „bedauere“ geschwat?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dat war ..., Dir hutt dat ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Madamm Lorsché huet d'Wuert!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här Clement, Dir hutt dat Wuert net genannt, mee et huet sech ënnerschwellig esou unhéieren.

► **M. Sven Clement (Piraten), auteur.** - Ech stellen lech an, Madamm ...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech wëll awer soen, ...

► **M. Sven Clement (Piraten), auteur.** - ... Lorsché, als meng Interpret!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ech wëll awer soen, dass natierlech déi Resolutioun op den éischte Bléck ganz sympathesch kléngt, well jo eigentlech jiddwereen an eisem Land fir d'Bedeelegung vun der Zivillgesellschaft ass. Dat stelle mer net a Fro. Mee op den zweete Bléck kann een awer als gréng Fraktioun och mat dëser Resolutioun net d'accord sinn. An dat huet eng ganz Rei Ursachen.

Déi éischt ass déi, dass se eigentlech inkohärent ass, well jo am Fong am Ufank eppes anescht gefuerdert gëtt oder festgestallt gëtt wéi dat, wat herno dann am zweeten Deel zum Virschäi kënn.

Emol onofhängeg dovun, dass et aus sanitären Ursache guer net méiglech ass de Moment, effentlech Auditoune an der Chamber ze organiséieren, déi jo elo zu dësem Moment scho sollen organiséiert ginn, ass de Widdersproch follgenden: Et ass deen, wann d'Zivillgesellschaft effektiv an de Krisemanagement, wéi dat jo gefuerdert gëtt, soll agebonne ginn, da misst dat jo eigentlech vun Ufank u geschéien; esou wéi Dir et och scho gesot hutt, Här Engel. Dann hätt dat vun der éischter Minutt u misse geschéien, well de Krisemanagement huet am März ugefaangen.

E gëtt elo natierlech lafend evaluéiert. All zwou Woche gëtt e Bilan gezunn: Wou sti mer? An dat ass e Prozess, dee scho laang amgaangen ass. Duerfir meng mer, dass e souwiesou schonn elo gutt amgaangen ass, dee ganze Prozess, a mir als Chamber sinn agebonnen. Mir sinn all Woch zwee- oder eemol mat der Regierung zesummen, fir dorwuer ze diskutéieren.

(**Interruption**)

Ènne steet awer dann an Ärem Text - och wann Dir dat elo lëschtég fannt -, dass dee sougenannte Rapport spécial, éier e verëffentlecht ...

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Mir hunn et net lëschtég fonnt, mir hu gefrot, wou d'Zivillgesellschaft ass! Dir hutt gesot: „D'Chamber ass agebonnen.“

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Jo.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Wou ass dann d'Zivillgesellschaft?

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Mir si jo vun der ...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Et ass wéi beim CETA.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ... Zivillgesellschaft gewielt, mir sinn och en Deel vun der Zivillgesellschaft.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - A! An duerfir däre se elo net matschwätzen?!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - An enger repräsentativer Demokratie ass d'Chamber och en Deel vun Vollek.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Oder net?

► **Une voix.** - Dach.

► **Une seconde voix.** - En Deel!

(**Brouhaha**)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Genau.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - D'Wuert ass nach ëmmer bei der Madamm Lorsché.

(**Brouhaha**)

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Jo. Wéi gesot, ennen am zweeten Deel steet dann, dass de Rapport viru senger Verëffentlechtung soll diskutéiert ginn. Mir mengen, dass dat am Widdersproch steet zu deem, wat uewen ass. Wann e verëffentlecht gëtt, ass e jo scho faerdeg. Dann huet et jo och net méi vill Sënn, d'Zivillgesellschaft anzubannen.

Deen zweete Grond, firwat mer d'Resolutioun net stëmmen, besteet doran, dass mer ënnerschwellig Messagen dora bedauern, virun allem deen, dass d'Regierung net kloer kommuniquéiert. D'Regierung kommuniquéiert kloer: Si organiséiert reegelméisseg Pressekonferenzen. Dat Eenzeit, ...

(**Brouhaha général**)

... wat se net ...

► **Une voix.** - Loosst lech net stéieren!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Dat Eenzeit, wat se ...

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Dat war awer déi Bescht, déi do!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ... net kommuniquéiert, ...

(**Coups de cloche de la présidence**)

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Dat Eenzeit, wat kloer ass, ass de Bildscherm hannen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - ... sinn d'Moosnamen, déi haut an dräi Méint oder nach méi spéit oder och nach an engem Mount sollen ëmgesat ginn, ganz einfach, well déi ganz Bewäertung vun der Entwécklung muss geschéien. An dat kréie mer an all Reunoune erklärt. An ech mengen, dass ass och nëmme richtig, dass d'Regierung esou virgeet, dass se net virun de Won spréngt, wuel wëssend, dass eng zweet Well riskéiert, op eis zouzoukommen.

Dann e Wuert zu der Biergerbedeelegung, wou ech awer elo wéilt drop hiweisen, dass mëttlerweil em déi 40 oder 50 Petitioune schonn an der Chamber ukoumen, déi och d'Coronakris betreffen, déi mer wäerten diskutéieren. An och dat ass eng Biergerbedeelegung, déi mir scho laang an der Chamber agefouert hunn am grouse Konsens, wou mer mengen, dass dat och e ganz gudd Moyne ass, fir mat de Bierger ze diskutéieren an ze debattéieren, wuel wëssend, dass och d'Regierung do ëmmer mat drun deelhelt.

An da muss ee jo och wëssen, dass déi Biergerbedeelegung an der Chamber eeben net nei erfonds gëtt, vu dass mer deen do Prozess längst agelaut hunn. Och op Basis vun där interner Expertise, déi mer eis wëlle ginn, fir déi ganz Debatten, déi mer mat de Bierger hunn, nach méi kompetent ze gestalten an och mat deem néidege Fachwëssen auszestatten.

Et muss een och wëssen, dass een Audienzen hautdesdaags oder all déi Reunoune mat ville Bierger net vun engem Dag op deen aneren iwwert de Knéi brieche kann. Déi misse virbereet sinn. An déi wäerten op d'mannst esou vill Zäit an Usprouch huele wéi d'Lafdauer vun enger Petitioun.

An dann e leschten, net onweesentleche Problem, dee mer heimat hunn, ass eeben deen vun der Legitimität vun den Decisionen, dëst am Fall, wou Dir ...

(**Brouhaha**)

Dir fannt dat wierklech witzeg, jo?

► **M. Sven Clement (Piraten), auteur.** - Ech fannen et wierklech witzeg, Madamm Lorsché, wéi Der Är Prinzippien hei grad wierklech mat Féiss treppelt!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Nee, nee, ech soe just, wat ech denken, Här Clement!

(**Interruptions**)

Wann Dir verlaangt, dass eng Biergerversammlung soll mat un de Gesetze decidéieren, da si mer iergendwéi ...

► **M. Sven Clement (Piraten), auteur.** - Dat steet net am Text!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Krisemanagement muss mat Gesetze gemaach ginn oder mir sinn an enger komescher Situatioun. Mir sinn amgaangen, Covidgesetze ze maachen. Déi Covidgesetze ginn ...

(**Interruptions**)

... an der Chamber gestëmmt. An do ass nun emol d'Chamber zoustänneg, fir dee legislative Prozess ze gestalten. An dat ass nun emol eise repräsentative System, eis repräsentativ Demokratie, déi Der selwer jo och kennt a wou Dir jo och hei an der Chamber eragewielt gi sidd.

Alles an allem si mir derfir, dass mer eis Verantwortung weiderhin iwwerhuelen. Mir sinn op der leschter Ligne droite vun État de crise ukomm. A mir sinn amgaangen, nees zu den demokratesche Verhältnissen zréckzufannen.

(**Brouhaha**)

Duerfir si mir der Meenung, dass mer déi Verantwortung, déi mer als Chamber hunn an déi mer elo gefuerdert hu ...

(**Brouhaha général**)

... säit Wochen, dass mer déi weiderhin elo sollen iwwerhuelen.

Dat verhënnert net, dass mer d'Kultur vun an den Dialog mat der Zivillgesellschaft weiderhin héichhalen, d'Kris natierlech och opschaffen, mee mir kennen net an de Krisemanagement elo agräifen.

Duerfir bräichte mer natierlech déi néideg Zäit, déi néideg Ressourcen, déi néideg Expertise an déi néideg juristesche Sécherheet. E bürokraatescht Monster, wat an extreem kuerzer Zäit aus dem Stee geschloe soll ginn, ouni dass et am akute Krisemanagement decisivonsfäeg ass, brauche mer eiser Meenung no net. An duerfir stëmme mer dës Resolutioun och net mat.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Lorsché. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen.

(**Brouhaha**)

Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, d'Coronakris, den État de crise, dee mer als Chamber eestëmme decidéiert hunn, deen huet eis virun eng Situatioun gesat, wéi eist Land se nom leschte Weltkrich, géif ech soen, nach net kannt huet. An ech mengen, et ass kloer, an do wärte mer eis och heibannen eens sinn, wann déi Kris eriwuer ass, dass mer eis dann eng Käier mussen zesummesetzen an e Bilan zeien, wéi mer duerch déi Kris komm sinn a wat mer dorausser kënnen léieren.

An an deem Sënn huet mäi Kolleg Fernand Kartheiser och virun e puer Wochen eng Interpellatioun ugefrot, déi och ugegoll ginn ass, wou en eebe gesot huet: „Kommt, mir setzen eis no der Kris zesummen an der Chamber, mir maachen eng Interpellatioun, wou jiddwereen da ka seng Konklusionen, säi Bilan zeien, doraus léieren oder Konklusionen oder Konsequenzen aus deem Ganzen zeien a Propositione maachen, wéi mer mengen, wat mer an Zukunft kéinte besser maachen!“

Dat Ganzt soll net geduecht si vum Fernand Kartheiser an och net vun eis, fir Kritik ze üben. Ech mengen, mir hunn deen État de crise eestëmme heibannen decidéiert. Mir waren als Parlament informéiert iwwer all déi Wochen a Méint, déi elo komm sinn. An elo komme mer an déi Phas, wou d'Parlament och erëm selwer decidéiert, wat iwwert den 23. Juni eraus geschitt. An ech mengen, dass ass eng gutt Iddi, déi mer hunn, dass mer duerno heibannen driwwer diskutéieren, mat engem gewëssenen Ofstand. Datt mer do Donnée brauchen, Erfarunge brauchen, schéngt mer alles richtig ze sinn.

Déi Resolutioun, déi elo vun de Kollege vun de Piraten hei proposéiert ginn ass, gesi mir komplementär derzou. Mir gesinn awer net, dass ee soll e Rapport spécial elo scho maachen, well et ass einfach ze fréi. A mir sollte fir d'éischt emol en Debat heibanne féieren, wéi mir mengen als Parlament, wat geschitt. An wann do als Konklusioun aus esou enger Interpellatioun erauskënn, dass mer soen: „Kommt, mir maachen e Grupp!“, an dass mer e Rapport spécial vun der Chamber wëlle maachen, da kënnen mer dat jo decidéieren. Awer dat muss no engem Debat geschéien.

Duerfir wärte mir eis bei dëser Resolutioun enthalen, well mer eebe waarden, bis d'Interpellatioun vum Fernand Kartheiser komm ass, déi Prioritéit huet.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gibéryen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech hat eigentlech net wëlles, elo nach eng Käier hei un d'Riednerpult ze kommen. Ech wollt soen, dass déi Resolutioun vun de Piraten eis ganz sympathesch ass. An ech wollt zwee, dräi Argumenter liwweren, firwat mer mengen, dass een déi ënnerstëtze sollt.



No deem, wat d'Madamm Lorsché, d'Spreecherin vun deene Gréngen, hei awer elo vum Stapel gelooss huet ...

(Protestations)

► M. Marc Goergen (Piraten).- Très bien!

► M. Marc Baum (déi Lénk).- ... iwvert d'representativ Demokratie, do muss ech awer soen, datt een elo verschidde Saachen awer erëm riichtbéie muss!

Éischtens: Hei ass effektiv den État d'urgence, den État de crise votéiert ginn. An Dir waart frou, datt Der d'Opposition op Ärer Säit hat an datt d'Opposition kooperéiert huet. Wann dat net de Fall gewiescht wier - wann dat net de Fall gewiescht wier! -, wier d'Regierung handlungsonfäeg gewiescht. Et ass eng Ausnamsituatioun, och fir dës Chamber! A mir wëssen, datt a Krisensituatiounen et d'Exekutiv ass, déi d'Zepter an der Hand huet, an datt do d'Stonn vun der Exekutiv geschloen huet.

Elo, wou mer eis Gedanke maachen iwwert den Deconfinement, wou mer e Freideg solle Gesetzer presentéiert kréien, déi dem Deconfinement och eng legal Struktur ginn, elo ass de Moment komm, wou d'Chamber erëm Souveränitéit gewanne muss a wou mir eis Verantwortung müssen iwwerhuelen.

Vill Leit hunn am État de crise hei Sonndesriede gehalen, datt et net méi kann esou virugoe wéi virdrun, datt mer eng grondleeënd Reflexioun brauchen iwwert déi Aart a Weis, wéi mer an eiser Gesellschaft liewen, wéi eis Gesellschaft zesummenhält a wat eventuell Problemer sinn, an datt et net méi kann einfach zréckgoe bei de Business-as-usual. Duerfir brauche mer esou eng Zort Rapport spécial, deen dës Chamber, a virun allem d'Chamber, generéiert!

A wann ech dann héieren, et géif jo immens gutt kommunizéiert gi vun der Regierung, da wonneren ech mech: Mee firwat reegen d'Gewerkschaft sech op, datt net mat hinne geschwat gëtt? Firwat reegt d'Patronat sech op, datt net mat him geschwat gëtt? Firwat reegen d'Ëmweltverbänn sech op, datt net mat hinne geschwat gëtt? Jo, souguer d'kathoulesch Kierch, mat där ech jo elo awer wierklech net kann de Virwurf gemaach kréien, verbündet ze sinn, reegt sech op, datt net mat hir geschwat gëtt. Dat ass d'Zivillgesellschaft! An dat geet iwwert déi 60 Leit heibannen definitiv eraus!

Mat deene mussen mer an den Dialog trieden, fir déi Gesellschaft vu muer, fir deen Neistart, deen eist Land brauch, iwwert déi kuerzfristeg Mesuren, déi mer deemno wéi matstëmmen oder net matstëmmen, iwwert déi mer awer hei eng Debatt hunn, fir déi grondleeënd gesellschaftlech Debatt kënnen ze féieren.

D'Madamm Martine Hansen huet komplett Recht: Et kéint ee sech och virstellen, datt dat eng Spezialkommissioun wier, déi dat Ganzt encadréiert. Mee awer dee Gedanken, deen derhannerstécht, dat ass en absolutt richtegen, een, dee mir absolutt ennerstetzen. An déi Resolutioun ass absolutt guer net inkohärent! Inkohärent ass d'Verhale vun der grénger Partei, déi de Contraire vun deem mécht, wou-fir se nach virun ...

► M. Marc Goergen (Piraten).- Richtig!

► Une voix.- Très bien!

► M. Marc Baum (déi Lénk).- ... zéng Joer gestanen huet!

(Brouhaha général)

► Plusieurs voix.- Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Baum. Den Här Sven Clement freet nach d'Wuert.

► M. Sven Clement (Piraten), auteur.- Jo. Fait personnel, vu datt ech e puermol ugeschwat gouf, Här President.

Wou soll ech ufänken?

► Une voix.- Vir.

► Une autre voix.- Bei der Madamm ...

► M. Sven Clement (Piraten), auteur.- Vir. Ma da fänken ech beim Här Baum un. Den Här Baum an den Här Engel hu sech hei de Relais ginn an deem, wat d'Madamm Lorsché mer duerno virgeworf huet. Nämlech deen ee seet: „Mir si schonn an der Exitstrategie. Deementspriedend kënne mer souwisou als Chamber näischt méi änneren“, deen anere seet: „Mir sinn nach net prett, fir iwwert d'Exitstrategie ze schwätzen.“

Wat ass et dann elo? Si mer an der Exitstrategie, an d'Chamber soll de Bak halen, well et ass alles gemaach? Oder si mer nach net do, an d'Chamber soll sech als Legislatuer, als éischte

Pouvoir vum Land behaupten an dat begleeden? D'Äntwert dorobber ..., ech si gespaant!

An dann, déi gréng Partei. Keen huet mech haut esou enttäuscht wéi d'Madamm Lorsché! An, jo, Madamm Lorsché, ech hu gutt gelaacht, während Der do geschwat hutt, well manifestement, ech kann lech mäi Brëll léinen, vläicht hätt Der domat den Text vun der Resolutioun besser gelies an net iergendwou gemengt, Saachen ze liesen, déi net drastinn, respektiv mir net Wieder an de Mond geluecht, déi ech net gesot hunn.

Nee, ech bedauern net, den État de crise matgestëmmt ze hunn! Ech bedauern et net, well et war zu deem Zäitpunkt déi richteg Entscheidung. Ech bedauern och net, e Rapport spécial ze froen, deen d'Sortie aus der Kris soll begleeden. Do geet et net drëm, Leit responsabel ze maachen. Et geet net drëm, fir iergendeen ze vernennen oder politesch Kapital aus iergendwelleche Kommunikatioungaffen ze schloen. An em Gottes wellen, et gëtt der méi wéi genuch, déi ee kéint elo thematiséieren!

Nee, et geet drëm, datt d'Chamber, den éischte Pouvoir am Land, mat de Biergerinnen a Bierger, déi eis dee Pouvoir ginn hunn, déi mer all Dag erëm dovunner iwwerzeege mussen, datt mer och an hirem Interêt schaffen, mat hinnen zesummen, datt déi Gehéier fannen! Ech weess net, wat déi Aversioun virun Auditions publiques, déi am Reglement virgesinn ass! Et ass en Outil, deen eist Reglement eis gëtt. Mee mir traue eis net, en ze benotzen.

Fir dann drop hinzewiesen, datt et jo esou vill Petitioune géif, ma dat ass inkohärent, well dat weist, datt et en Diskussiounsbedarf gëtt! Dat weist, datt et net nëmme d'Gewerkschaften, d'Kierch, d'Ëmweltverbänn, d'Zivillgesellschaft tout court ass, déi gäre matdiskutéiere wëllt. Et sinn och Biergerinnen a Bierger, déi eppes wëlle beweegen, déi eeben net méi an enger Zäit sinn, wou d'representativ Demokratie an engem Elfebeentuerm sétzt a vun uewen erfro hinne seet, wat se ze denken hunn a wat se gutt ze fannen hunn. Nee! Dat heiten ass eng unique Chance. A wéi de Marc Baum et richtig gesot huet: D'Sonndesrieden, déi gehale goufe virum État de crise, während dem État de crise, mir bräichten en Emdecken, mir bräichten eng grondsätzlich Diskussioun iwwer eise Liewenswandel, mee dat gëtt ad absurdum gefouert, wa mer eis refuséieren, déi Diskussioun ze féieren!

Wat den Zäitpunkt ubelaangt - Dir hutt et selwer gesot -, et brauch Zäit, fir dat ze organiséieren, dat geet net vun haut op muer. Esou e Rapport spécial schreift sech net an e puer Deeg. Deementspriedend sollte mer elo ufänken an net a sechs Méint! Deementspriedend sollte mer déi Interpellatioun vun der ADR als Basis huelen a matabannen. Esou e Rapport spécial schreift sech net an deenen nächsten zwou Wochen. An dat war och net d'Intentioun. D'Intentioun vun deser Resolutioun war et an ass et, datt mer deen Debat ufänken, datt mir als Chamber weisen, datt et eis net egal ass, iwwer wat mer schwätzen, datt mer eis net vun der Regierung virschreie loosse, wéi eng Gesetzer mer diskutéieren a wéi eng net. Et geet drëm, datt mer mat de Leit zesummen un der Sortie de crise schaffen.

An dann, ganz éierlech, wann ech héieren, wéinst sanitäre Konditioune kéinte mer keng Auditions publiques maachen: Also ech fille mech, wéi wa mer géifen 1920 liewen, wou ee sech physesch huet misse treffen. Mir hunn elo ganz gutt funktionéiert mat Kommissiounssetzungen, mat auswäertge Participanti vu Ministèren, vu Verwaltungen, déi deelweis vun doheem aus hirem Zëmmer, aus hirer Stuff, aus hirer Kiche mat u parlamentarescher Aarbecht geschafft hunn, an et ass gaangen! Mir sinn 2020, mat digitalen Outilen, mat deene mer déi lescht Wochen a Méint hei geschafft hunn. Firwat soll dann eng Audition publique iwwert déi nämleche Kanal op emol net goen? Also, déi Logik muss ee mer erklären!

An da schlussendlech: Et geet hei net drëm, de Krisemanagement ze begleeden. Ech hunn et kloer gesot. Et geet drëm, den Après-crise ze definéieren, ze kucken: Wou soll sech eis Gesellschaft hinentwéckelen? An dat ass net eppes, wat een einfach zu 60 am „stillen Kämmerlein“ mécht. Dat ass net eppes, wat een ouni Abanne vun der Zivillgesellschaft mécht.

Jo, mir kënne weider Politik maache wéi an deene leschte Joerzénngen. Jiddweree vun eis kann a senger Fraktioun, Sensibilitéit déi jee-weileg Verbänn, déi him nostinn oder och net nostinn, empfanke, kann dann am Hannerzëmmer do mat deenen hir Positioun diskutéieren a kann dann an d'Chamber kommen an hei seng Sonndesriede halen. Oder: Mir kënne se an d'Chamber ruffen, mir kënnen hinnen hei nolauschten ...

► M. André Bauler (DP).- Dat maache mer jo och.

► M. Sven Clement (Piraten), auteur.- ... a mir kënnen da mat hinnen diskutéieren. A wann ech héieren: „Jo, dat maache mer“, Här Bauler, wannechgeeft, sot mer: Wéini war déi lescht Audition publique hei an der Chamber ausserhalb vun enger Petitioun? Dat géif mech ganz staark interesséieren, well ech mengen, datt et en Outil ass, dee massiv ennerbewäert an net genuch benotzt gëtt!

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci, Här Clement. An dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert gefrot wéinst Fait personnel. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng).- Jo, ech wëll net nach eng Kéier vu vir ufänken, mee ech wëll just betounen, datt mir als Gréng natierlech zu Audienz stinn. Mir hunn der selwer organiséert: d'Landesplanung. Dat war alles keen Theema. Mir hunn de Rifkin-Prozess matbegleet. Här Clement, mir hu wierklech scho vill an déi do Richtung geschafft.

Wat ech virdu gesot hunn, ass, datt mer zu deemem Moment am Krisemanagement, wéi dat an der Resolutioun steet, datt mer dat elo net hkréien. Dat hunn och den Här Engel an den Här Baum gesot. Zu deemem Moment ass de Krisemanagement eeben ugesot. An do gëtt et endlech Zäit, datt d'Chamber erëm hir Verantwortung kann iwwerhuelen, datt se schafft ...

► M. Sven Clement (Piraten), auteur.- Geene dat!

► Mme Josée Lorsché (déi gréng).- ... an datt mer déi Covidgesetzter och elo zum Enn bréngen, datt mer déi wierklech hei zesummen ausschaffen, datt mer se hei diskutéieren. Dat verhénnert natierlech guer net, datt mer och Dialog féieren. Mee zu deemem Moment ass dat net méiglech, an eisen Aen, well et einfach muss séier goen a well all zwou Wochen ...

(Interruption)

... aner Decisiounen, deemno wéi, musse geholl ginn. An an deem Sënn menge mir als Chamber, datt et elo un eis ass fir ze schaffen an enger zweeter Etapp natierlech de Biergerdialog weider ze féieren, wéi mer et souwisou scho laang maachen.

(Brouhaha)

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Madamm Lorsché.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun.

Vote sur la résolution

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. D'Ofstëmme fänkt un.

Wien e Vote par procuration ofgi wëllt, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Dës Abstentiuon ass domadder mat 25 Jo-Stëmmen ...

► M. Sven Clement (Piraten), auteur.- Et ass zwar keng Abstentiuon, Här President.

► Une voix.- Et ass eng Resolutioun.

(Interruptions)

► Une voix.- Dës Resolutioun!

(Concertation interne)

► M. Fernand Etgen, Président.- Dës Resolutioun ass mat 25 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiuone verworfen ginn.

Ont voté oui : Mmes Diane Aedehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Haldorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo (par M. Paul Galles), Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann (par M. Gilles Baum), MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Yves Cruchten), Mmes Tess Burton (par M. Claude Haagen), Francine Closener (par M. Georges Engel), MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par M. Fernand Kartheiser), Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Gast Gibéryen).

Domat si mer um Enn ukomm.

Den Här Laurent Mosar freet nach d'Wuert.

13. Ordre du jour (suite)

► M. Laurent Mosar (CSV).- Jo, Här President, de Mëtten hat eis Fraktiounscheffin, d'Madamm Hansen, gesot, datt siwe vun eise Froen nach net beäntwert gi wären. Dat huet manifestement gehollef, well entre-temps sinn der eng Rei hei mëndlech beäntwert ginn an déi aner si schrëftlech beäntwert ginn. Just eng, déi ass net beäntwert ginn, déi ech un de Kommunikatiounsminister gestallt hat iwwert d'Hëllefe fir d'Press an där ganz, ganz schwie-reger Zäit, wou och d'Press extrême vill leit.

Ech hunn elo nach eng Kéier viru fënnef Minutte gekuckt um Site: Déi ass och net schrëftlech beäntwert ginn. Am Prinzip kéint ech elo hei insistéieren, datt den Här Staatsminister a Kommunikatiounsminister mer op déi Fro elo äntwerte kéint. Duerfir wollt ech lech froen, Här President: Wéi gi mer elo domadder virun? Den Delai ass längstens ofgelaf. Bis de Mëtten ass déi Fro nach net beäntwert. Et ass eng wichteg Fro an duerfir wëll ech elo vun lech wëssen, wéi mer hei viruginn.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Mosar, fir déi Fro. De Message vun de Mëtten, dee war gehéiert ginn. Vun 22 Froen, déi opstoungen, hunn 21 Froen haut eng Äntwert kritt.

(Interruption par M. Laurent Mosar et hilarité)

Et ass och e substanzien Effort am Staatsministère gemaach gi vum Kommunikatiounsminister, datt och déi 22. Fro soll eng Äntwert kréien. Mee leider hu se déi Zuelen net beie-neekritt. A si hunn eis awer versprach, datt muer déi Fro géif schrëftlech beäntwert ginn, wa se déi Zuelen hätten. Ech mengen, mir mussen eis dann - leider, Dir hutt jiddedalls Recht - mat där doter Äntwert fir haut zefridde ginn.

► M. Laurent Mosar (CSV).- Et wäert jo alt viru Kleeserchersdag sinn, Här President!

► M. Fernand Etgen, Président.- Ech mengen, et ass e substanzien Effort ...

► Une voix.- Mokuchsdag!

► M. Fernand Etgen, Président.- ... gemaach ginn. An dat soll een dann och esou gesinn.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ...

(Brouhaha)

O, pardon! Den Här Marc Spautz freet nach d'Wuert.

► M. Marc Spautz (CSV).- Jo. Merci, Här President. Ech hat eng Question parlementaire eraginn, wou Der och d'Urgence unerkannt hutt. Dat wier haut, an am Plenum hätt se da misse beäntwert ginn. Ech gesinn, dass den zustännege Minister net hei ass. Dofir wollt ech froen: Ass en anere vun der Regierung, deen d'Fro beäntwert? Oder wéi geet dat elo? Well den Artikel 84 vum Reglement gesäit vir, dass, wann d'Urgence unerkannt ass, dann am Plenum d'Fro ka gestallt ginn.

(Interruptions)

► M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wat ass et fir eng Fro?

► M. Fernand Etgen, Président.- Dës Fro (veuillez lire: D'Urgence) ass ...

► M. Sven Clement (Piraten).- D'Regierung ass heem!

► M. Fernand Etgen, Président.- ... unerkannt ginn.

(Interruptions diverses)

Mee déi Fro ass awer eréischt am Laf vum Mëtteg erakomm. An de President, dee kuckt d'Froen net ëmmer, ob se recevabel sinn an ob och nach d'Urgence unerkannt ginn ass. Mee de President huet awer decidéiert, datt d'Urgence unerkannt gëtt, a mir wäerten derfir suergen, datt déi do Fro, grad ewéi déi aner Froen, vun deene mer haut rieds haten, esou séier wéi méiglech eng Äntwert kritt.

► M. Claude Wiseler (CSV).- Ma Här President, d'Reglement seet, datt se awer am Prinzip den Dag selwer muss op den Ordre du jour kommen oder den éischten Dag, wou Sëtzung ass. Mir hunn haut eng éffentlech Sëtzung an et kënn net op den Ordre du jour. An et ass eréischt subsidiairement, wou d'Reglement virgesäit, datt se ka schrëftlech innerhalb vu siwen Deeg beäntwert ginn.

► M. Sven Clement (Piraten).- Très bien!



► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Ech wëll lech éierlech soen: Ech fannen, datt mer och musse kucken, datt mer déi Reglementer, déi mer hunn, och respektéieren. An ech fannen och, datt der Regierung muss rappeléiert ginn, datt net d'Froen eréischt beäntwert gi vun deem Moment un, wou reklaméiert gëtt a wou eis Fraktiounspräsidentin emol seet, wat de Kont vun de Froen ass, déi net beäntwert gi sinn. Déi sollen an den Delaie beäntwert ginn!

A wann ee se net ka beäntwerten, da gesäit eist Reglement vir, datt se bei lech sollen en Délai supplémentaire froen an datt Dir deen accordéiert oder net accordéiert. Ech fannen, d'Regierung soll déi prezis Angaben, déi eist Reglement gëtt, och anhalen. An dat fannen ech e Minimum vu Politesse par rapport zur Chamber!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Mir huelen Akt vun deem, wat den Här Wiseler elo gesot huet.

(Protestation et brouhaha général)

Mee mir wäerten ...

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Dat ass jo net fir Akt ze huelen!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- ... awer dee Message un d'Regierung weiderginn. Mee wa mer kee Minister hei hunn, kënne mer elo och déi ...

(Protestations et exclamations)

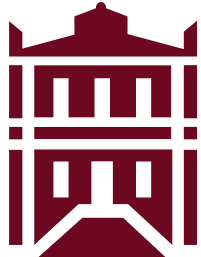
► **Une voix**.- Hutt Der da keng Handysnummer?!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm.

(Protestations et brouhaha général)

D'Sitzung ass opgehuewen!

(La séance publique est levée à 19.37 heures.)



SÉANCE 40

MARDI
9 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, *Président*

2. Communications

- M. Fernand Etgen, *Président*

3. Ordre du jour

- M. Fernand Etgen, *Président* - Mme Martine Hansen - M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre* - M. Marc Lies

4. Dépôt d'une motion par M. Marc Lies

- Exposé : M. Marc Lies (*interventions de M. Guy Arendt, Mme Martine Hansen et M. Claude Haagen*)

- M. François Bausch, *Vice-Premier Ministre*

5. Dépôt d'une résolution par M. François Benoy

- M. François Benoy

6. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten

- Exposé : M. Yves Cruchten

7. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 116 du 9 juin 2020 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- M. Marco Schank - M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 117 du 8 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la multiplication du phénomène du « littering » pendant la phase de confinement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- M. Gusty Graas - Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 118 du 9 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative à la sécurité de la mobilité douce, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- M. Jeff Engelen - M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 119 du 8 juin 2020 de Mme Cécile Hemmen relative au plan d'action contre les chenilles processionnaires, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Mme Cécile Hemmen (*intervention de M. André Bauler*) - Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 120 du 9 juin 2020 de M. Marc Goergen relative aux mesures antidumping dans l'aviation, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

- M. Marc Goergen - M. François Bausch, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*

Question n° 121 du 8 juin 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à une première évaluation du weekend de Pentecôte dans le secteur du tourisme, adressée à M. le Ministre du Tourisme

- Mme Stéphanie Empain - M. Lex Delles, *Ministre du Tourisme*

Question n° 122 du 8 juin 2020 de M. André Bauler relative à la protection et la valorisation écologique du patrimoine culturel dans le contexte de l'application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

Question n° 123 du 9 juin 2020 de M. Gast Gibéryen relative à la taxe sur le CO₂, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

- M. Gast Gibéryen - Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*

8. Question élargie n° 38 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir de la Société Européenne des Satellites (SES)

- M. Laurent Mosar - M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État* - M. Laurent Mosar - M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*

9. Question élargie n° 39 de M. Claude Wiseler au sujet du traçage informatique dans le contexte du coronavirus SARS-CoV-2

- M. Claude Wiseler - M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État* - M. Claude Wiseler - M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État*

10. Motion de M. Marc Lies relative à la réouverture des aires de jeux à partir du 10 juin 2020

- *Prise de position du Gouvernement* : M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État* (*interventions de M. Claude Wiseler et Mme Nancy Arendt épouse Kemp*)

- *Discussion générale* : Mme Martine Hansen - M. Marc Baum - M. Gilles Baum (*interventions de M. Gusty Graas, M. Marc Spautz, Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Marc Goergen et M. Mars Di Bartolomeo*) - M. Georges Engel - M. Sven Clement (*interventions de M. Marc Spautz, M. Guy Arendt, M. Roy Reding, M. André Bauler et M. Georges Engel*) - M. Gast Gibéryen (*interventions de M. Gilles Baum et Mme Simone Beissel*) - Mme Lydie Polfer - Mme Josée Lorsché - Mme Martine Hansen - M. Claude Wiseler - Mme Lydie Polfer (*intervention de M. Claude Wiseler*) - M. Mars Di Bartolomeo (*intervention de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État*)

- Mme Martine Hansen (*interventions de M. Gilles Roth et M. Léon Gloden*) - M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État* (*interventions de M. André Bauler, Mme Martine Hansen et Mme Lydie Polfer*)

- *Vote sur la motion* (*rejetée*)

11. Question élargie n° 29 de M. David Wagner au sujet de la gestion et affectation des biens immobiliers du groupe POST

- M. David Wagner - M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie* - M. David Wagner - M. Franz Fayot, *Ministre de l'Économie*

12. 7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget* : M. André Bauler

- *Discussion générale* : M. Laurent Mosar - M. Dan Biancalana - Mme Josée Lorsché - M. David Wagner - M. Sven Clement

- *Prise de position du Gouvernement* : M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

13. 7527 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA

- *Rapport de la Commission des Finances et du Budget* : M. Guy Arendt

- *Discussion générale* : M. Laurent Mosar - M. Georges Engel - Mme Josée Lorsché - M. David Wagner - M. Sven Clement

- *Prise de position du Gouvernement* : M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes*

- *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*

14. Résolution de M. François Benoy relative à la prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF

- Exposé : M. François Benoy

- *Discussion générale* : M. Gilles Roth - M. Fernand Kartheiser - M. Max Hahn - M. David Wagner - M. Georges Engel - M. Marc Goergen - M. François Benoy

- *Vote sur la résolution* (*adoptée*)

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État ; M. François Bausch, Vice-Premier Ministre ; Mme Carole Dieschbourg, M. Lex Delles et M. Franz Fayot, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ech maa-chen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. François Bausch**, *Vice-Premier Ministre*.- Nee, Här President.

2. Communications

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ech hu folland Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëschte vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, a vun deenen, déi vum Rôle gestrach gi sinn, si verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Laut dem Gesetz vum 1. Abrëll 2020 iwwert den Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher an de Bestëmmunge vum Artikel 167 vum Reglement vun der Chamber designéiert d'Cham-

ber an ëffentlecher Sitzung een Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher.

Dës Matdeelung erfollegt op d'mannst 30 Deeg virun der Designatioun. Interesséiert Persounen kënnen hir Kandidatur mat engem Bréif

un de President vun der Chamber erareeche. D'Membere vun der Chamber kënnen Kandidaturen iwwer Brëif erareeche. An deem Fall muss se sécherstellen, datt de Kandidat dës Kandidatur och akzeptéiert.

Fir zoulässeg ze sinn, mussen d'Kandidature bis späitstens de 24. Juni 2020 eragerecht gi sinn. De Kandidatur muss eng Biografie bäigefügt ginn an all relevant Dokumenter, aus deenen ervirgeet, datt déi vum Artikel 13 vum Gesetz vum 1. Abrëll 2020 zur Asetzung vum Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher gefuerdert Qualifikatiounen a Kritteren erfëllt sinn.

Dës Kommunikatioun gëtt a Form vun engem detailléierte Communiqué de presse op Franséisch publizéiert an ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 9 juin 2020

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire :

7602 - *Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Serbie concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, fait à Luxembourg, le 4 février 2020*

Dépôt : M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 26.05.2020*

7603 - *Projet de loi portant*

1. *dérogação temporaire à certaines dispositions en matière de droit du travail en relation avec l'état de crise lié au Covid-19 ;*

2. *modification du Code du travail*

Dépôt : M. Dan Kersch, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, le 27.05.2020*

7604 - *Projet de loi portant dérogation*

aux chapitres 2 à 3 quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un institut de formation de l'éducation nationale ;

à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

Dépôt : M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 27.05.2020*

7605 - *Projet de loi portant abrogation de la loi du 24 mars 2020 portant prorogation de l'état de crise déclaré par le règlement grand-ducal du 18 mars 2020 portant introduction d'une série de mesures dans le cadre de la lutte contre le Covid-19*

Dépôt : M. Xavier Bettel, *Premier Ministre, Ministre d'État, le 29.05.2020*

7606 - *Projet de loi portant introduction d'une série de mesures concernant les personnes physiques dans le cadre de la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) et modifiant*

1. *la loi modifiée du 25 novembre 1975 concernant la délivrance au public des médicaments ;*

2. *la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments*

Dépôt : M. Paulette Lenert, *Ministre de la Santé, le 29.05.2020*

7607 - *Projet de loi portant introduction d'une série de mesures à l'égard des activités économiques et accueillant un public dans le cadre de la lutte contre le virus Sars-CoV-2 (Covid-19) et dérogeant à certaines dispositions de la loi du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État*

Dépôt : M. Paulette Lenert, *Ministre de la Santé, le 29.05.2020*

7608 - *Projet de loi complétant le Code du travail en portant création d'un congé pour soutien familial*

Dépôt : M. Corinne Cahen, *Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 02.06.2020*

7609 - *Projet de loi visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité en faveur des entreprises*

Dépôt : M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, le 08.06.2020*

7610 - *Projet de loi approuvant la participation du Grand-Duché de Luxembourg à la dix-neuvième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances, le 08.06.2020*

7611 - *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :*

1° *transposer l'article 2 de la directive (UE) 2017/2455 du Conseil du 5 décembre 2017 modifiant la directive 2006/112/CE et la directive 2009/132/CE en ce qui concerne certaines obligations en matière de taxe sur la valeur ajoutée applicables aux prestations de services et aux ventes à distance de biens ;*

2° *compléter la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de la taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres ;*

3° *transposer la directive (UE) 2019/1995 du Conseil du 21 novembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 en ce qui concerne les dispositions relatives aux ventes à distance de biens et à certaines livraisons intérieures de biens ;*

4° *transposer la directive (UE) 2019/2235 du Conseil du 16 décembre 2019 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée et la directive 2008/118/CE relative au régime général d'accise en ce qui concerne l'effort de défense dans le cadre de l'Union*

Dépôt : M. Pierre Gramegna, *Ministre des Finances, le 08.06.2020*

7612 - *Projet de loi ayant pour objet la mise en place d'un régime d'aide temporaire en faveur du commerce de détail en magasin*

Dépôt : M. Lex Delles, *Ministre des Classes moyennes, le 08.06.2020*

4) *Le projet de loi suivant a été retiré du rôle des affaires :*

7539 - *Projet de loi prévoyant des suspensions de délais d'instruction des dossiers et modifiant :*

1. *la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés ;*

2. *la loi du 21 mars 2012 relative à la gestion des déchets ; et*

3. *la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles*

Dépôt : Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 25.03.2020*

Retrait du rôle des affaires : 29.05.2020

4) *Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :*

1614 - *Demande de pétition publique : Interdire de monter des cartes de visite et flyers sur des voitures qui appartiennent à des tiers/Verbuet, fir Visittkaartten a Flyeren un Autoe vun aneren ze montéieren*

Dépôt : Jeff Cigrand *au nom de Partei fir Aarbecht, Rechtsstaat, Trucmachin, Eliteförderung a Basisdemokratesch Initiativ - d'PARTEL, le 26.05.2020*

1615 - *Demande de pétition publique : Réouverture des aires de jeux*

Dépôt : Sophie Le Boulanger, *le 30.05.2020*

1616 - *Demande de pétition publique : Mesures contre le littering/Maßnahmen gegen die Vermüllung*

Dépôt : Jacques Glod, *le 31.05.2020*

1617 - *Demande de pétition publique : Stationnement gratuit de 12.00 à 14.00 heures pendant les jours ouvrables et les samedis dans tout le pays jusqu'à fin 2020 afin de relancer l'économie et le commerce local rapidement*

Dépôt : Fábio Neves Fitas, *le 01.06.2020*

1618 - *Demande de pétition publique : Facilitation à l'accession aux postes de chargés de cours dans l'enseignement public au Luxembourg*

Dépôt : Jean-Timothée Vervliet, *le 02.06.2020*

1619 - *Demande de pétition publique : Donner une prime aux femmes de charge et aux aides ménagères*

Dépôt : Patricia Kauth Chaves, *le 03.06.2020*

1620 - *Demande de pétition publique : Demande d'annulation des démarches gouvernementales concernant la « Protection du Climat »*

Dépôt : Gustavo Strassener, *le 04.06.2020*

1621 - *Demande de pétition publique : Augmentation du taux de THC (Tetrahydrocannabinol) légal dans les produits de CBD (Cannabidiol) de 0,3 % à 1,0 %*

Dépôt : Eric Kiens, *le 06.06.2020*

5) *Conformément à la loi du 1^{er} avril 2020 instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher et*

aux dispositions de l'article 167 du Règlement de la Chambre des Députés, la Chambre des Députés est appelée à désigner un Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher en séance publique. La présente communication a lieu 30 jours au moins avant la désignation en séance publique.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard le 24 juin 2020.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications requises par l'article 13 loi du 1^{er} avril 2020 instituant l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher sont remplies, à savoir :

1) *posséder la nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;*

2) *jouer des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales) ;*

3) *offrir les garanties de moralité requises ;*

4) *être titulaire d'un grade ou diplôme délivré par un établissement d'enseignement supérieur reconnu par l'État du siège de l'établissement et sanctionnant l'accomplissement avec succès d'un master ou de son équivalent ;*

Les grades ou diplômes doivent être inscrits au registre des titres de formation prévu par la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (copie des diplômes, certificats et homologations) ;

5) *posséder une expérience professionnelle d'au moins dix ans dans un domaine utile à l'exercice de la fonction ;*

6) *avoir une connaissance adéquate des trois langues administratives telles que définies par la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues.*

Le ou la candidat(e) seront appelés à faire une déclaration sur l'honneur en ce qui concerne cette dernière condition.

Luxembourg, le 9 juin 2020

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougéállt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Interruption)

D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

► Mme Martine Hansen (CSV). - Merci, Här President. Just kuerz zum Ordre du jour. Mir hu jo eng Heure de questions, a wann Der kuckt, wat hei ausgedeeft ginn ass, fällt lech vläicht op, datt mer just eng Fro vun der CSV hunn. Dat ass awer net, well mir net méi Froen ze stellen haten, well mir haten nach zwou Froen un d'Madamm Cahen eragin a mir kruten - ech hunn elo nach eng Kéier grad gekuckt gehat - um 11.37 oder 11.33 Bescheed gesot, datt d'Madamm Cahen de Mëtteg net kann. Duerfir konnte mer natierlech eis Froen net stellen a mir haten och keng Zäit méi, fir nei Froen eranzeginn.

Dir hat eis zwar en Delai ginn, mee mir hate Fraktiounssëtzung a mir konnten duerfir keng nei Froen eragin. Mir wärem also frou, wa mer an nächster Zäit dann éischter Bescheed kréichen, wann d'Ministeren net kënnen. Ech weess jo elo net, firwat datt se net kann. Mee wann et méiglech wär, da wär et definitiv hëllefriich, wa mer do matzäit Bescheed kréichen.

Merci.

► Une voix. - Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Madamm Hansen. Ech kann dat nëmmen ënnersträchen, wat Dir gesot huet. Wéi mer en Donneschdeg Conférence des Présidents haten, do waren dräi Membere vun der Regierung, déi gesot haten, si wieren net do; de Mëtteg si mer awer an der Situatioun, datt zum Schluss aacht Leit op der Lëscht stoungen vun deenen, déi net hei wieren.

Dat mécht mech net frou! An dat erfëllt net dee Rôle, dee mer hunn, well d'Chambersregelung virgesäit, datt ëmmer deen éischten Dëschdeg vum Mount Heure de questions ass, an dee missten am Fong geholl de Gros vun der Regierungsmembere sech fräihalen.

► Une voix. - Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président. - Den Här Bausch.

► M. François Bausch, Vice-Premier Ministre. - Merci, Här President, a merci och der Madamm Hansen. Ech wëll mech dann offiziell entschëllegen. Ech muss soen, ech kann dat versteoen, datt d'Chamber dat net gutt fënn. Ech fannen dat och net gutt. An ech wäert mat menge Regierungskolleegen driwwer schwätzen. Ech weess awer elo net, wat d'Emstänn sinn, firwat datt d'Madamm Cahen oder anerer net konnten hei sinn.

Mee ech mengen, Dir hutt Recht, mir solle probéieren, dëschdes hei ze sinn, wann d'Froestonn ass.

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools. Dann hat den Här Lies d'Wuert gefrot.

► M. Marc Lies (CSV). - Här President, ech géif gär eng Motioun hannerleeën.

► M. Fernand Etgen, Président. - Ma mir muss fir d'éischt nach den Ordre du jour gutt heeschen.

Ass d'Chamber mat deem proposéierten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

An da ginn ech dem Här Marc Lies d'Wuert, fir eng Motioun ze deposéieren.

4. Dépôt d'une motion par M. Marc Lies

Exposé

► M. Marc Lies (CSV). - Merci, Här President, fir d'Wuert. A pardon, datt ech elo e bësse voreileg war. Ech wollt hei am Numm vun der CSV-Fraktioun eng Motioun deposéieren. Ben, ech erklären awer och firwat.

Virun engem décke Mount, de 4. Mee, do hat ech eng Question parlementaire gestallt un eise Staatsminister, wéi et domat wär, respektiv nodeems datt de 17. Mäerz alleguerten d'Spillplazen uechter d'ganzt Land zougemaach gi sinn, dat och op Initiativ vun de Gemengen, mengen ech, wat zu deem Zäitpunkt e ganz, ganz wichtige Gest war, fir dat ze maachen.

Mir sinn awer elo dräi Méint duerno an d'Situatioun huet sech do an deene leschten Deeg a Wochen awer massiv verännert. A virun e puer Deeg, pardon, gëschter krut ech eng Äntwert dunn op déi Question parlementaire vum 4. Mee, op d'Fro, vu datt zanter dem 17. Mäerz d'Spillplazen zou waren an natierlech d'Kanner an hirem Spill- a Beweegungsdrang wärend där ganzer Dauer do awer gehandappt waren, datt dat natierlech och eng Inzidenz op dat soziaalt a gesondheetlech Verhale vun de Kanner kéint oder wäert hunn. An ech krut da gëschter eng Äntwert vum Staatsminister, déi net allze vill aussoend ass.

Ben, ech fannen dat extreem schued. De Gilles Roth huet virun e puer Woche schonn eng Kéier gesot: „Méi a méi mutéiert dës Chamber zu engem Kannertheater.“ An ech fille mech éierlech gesot hei och op eng gewëssen Aart a Weis entmündegt, wann esou Äntwerte wéi déi hei erakommen.

Ech kann lech se gär virlesien: „D'Opmaache vun de Spillplazen am Fräie fir d'Kanner ausserhalb vun de Schoulinfrastrukturen ass eng weider Etapp aus dem Confinement eraus, deen d'Regierung a verschiddene Phase virgeholl huet an och weider wäert virhuelen am Respekt, au vu vun der sanitärer Situatioun.“

Wat heescht dat? Fir mech heescht et: Ech weess et, mee ech soen Dir et net!

(Hilarité)

Voilà! Aus deem Grond, wat ech elo just hei virgedroen hunn, géif d'CSV-Fraktioun dann dës Motioun deposéieren, wou mer da verlaangen, datt d'Regierung ab dem Datum vu muer, dem 10. Juni, d'Spillplaze fir alleguerten d'Kanner nees soll opmaachen.

Merci.

Motion

La Chambre des Députés,

- rappelant que suite aux mesures prises dans le contexte de la pandémie liée au coronavirus Covid-19, les aires de jeux ont été fermées tout au long du confinement ;

- considérant que face à la fermeture des écoles, des structures d'accueil et des clubs de sport à partir de mi-mars, les enfants ont eu une activité physique moins régulière ;

- notant que les aires de jeux sont les incitations les plus efficaces et amusantes à l'activité physique et contribuent par conséquent à la santé des enfants ;

- constatant la reprise des activités sportives et de plein air depuis le déconfinement, alors que les



aires de jeux pour enfants restent toujours fermées ;

- considérant que dans certains pays voisins, les aires de jeux ont été réouvertes au début du mois de mai,

invite le Gouvernement

- à réouvrir à partir du 10 juin 2020 les aires de jeux au public tout en insistant sur le respect des mesures de sécurité et d'hygiène énoncées par le Gouvernement luxembourgeois dans le cadre de la lutte contre la pandémie du Covid-19.

(s.) Marc Lies, Félix Eischen, Martine Hansen, Georges Mischo, Marco Schank.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Lies. Den Här Bausch hat d'Wuert gefrot.

► **M. Guy Arendt (DP).**- Mir loossen eis awer net enner Drock setzen!

(Brouhaha)

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Den Drock hu mer awer da scho laang opgebaut!

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Nächsten Donneschden.

(Interruption par M. Marc Lies)

Se ginn den nächsten Donneschden op.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Bausch huet d'Wuert a soss keen.

(Brouhaha)

► **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre.**- Här President, ...

► **Une voix.**- Wat ass hei e Kasperletheater!

► **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... ech kann duerchweeß verstoen, gleeft mer et, Här Lies, et geet der Regierung esou wéi warscheinlech allen Deputéierten, an lech och net anescht, datt, wa mer eppes wierklech problematesch fannen, et ass, datt d'Spillplazen zou sinn. Zemools, d'Kanner, déi brauche Fräiheet, déi musse sech kënnen entfalen, an d'Spillplaze sinn e wichtegen Deel dovun.

Ech mengen, mir sinn eis do alleguerten eens. Ech wëll lech awer soen, datt dat, wat de Premier lech do geäntwert huet, awer ganz sécher net aus schlechtem Wëllen eraus ass, oder och net, well en lech oder d'Deputéiert net wëllt eescht huelen. Mee et ass am Fong an der Logik vun deem, wéi d'Regierung bis elo gehandelt huet, nämlech datt mer deen Deconfinement a Phase gemaach hunn, mat all Kéiers zwou Wochen Espace dertëschen. Wa mer eppes Neies opgemaach hunn oder nei Saachen opgemaach hunn, wollte mer zwou Wochen ofwaarden, fir ze kucken, wéi d'Zuele sech entwëckelen.

An ech kann lech versécheren, mir haten an der Regierung och Diskussiounen iwwert déi dote. Fro am leschte Regierungrot. A mir deelen Är Suergen eigentlech komplett an och Är Bewegegrënn komplett. An et ass awer esou, mir hunn ons du gesot: Kommt, mir waarden elo awer déi zwee, dräi Deeg nach of, fir datt mer och déi 14 Deeg ofgewart hunn, datt mer an deem Rhythmus bleiwen, dee mer eis virgeholl hunn, wou mer da kënnen evaluéieren, wat et bruecht huet, zum Beispill déi lescht Phas, wou mer awer relativ vill opgemaach hunn.

An ech kann lech och versécheren, mir wäerte muer am Regierungrot ganz sécher iwwert déi dote Fro schwätzen. An ech mengen, Dir wäert och eng zefriddestellend Antwert kréien.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Bausch, fir déi Präzisiounen. Ech géif dann elo d'Wuert weiderginn un den Här François Benoy fir den Depot vun enger Resolutioun. Här Benoy, Dir hut d'Wuert.

5. Dépôt d'une résolution par M. François Benoy

► **M. François Benoy (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Hären, mir hate virun zwou Wochen op där heiter Plaz eng Resolutioun gestëmmt, wou mer gesot hunn, dass d'Chamber géif eng Positioun huelle concernant den Avant-projet vun der Consultation, déi leeft, fir en Endlager vun Atomoffall an der Belsch, wou Sitte ganz no un der lëtzebuergescher Grenz concernéiert sinn.

An ech géif lech hei eng Resolutioun deposieren, wou et eeben ëm d'Positioun geet vun der Chamber, déi mer géifen innerhalb vun den nächsten Deeg, well d'Consultation leeft Enn der Woch aus, op Bréssel schécken, wou mer

eis Oppositioun zu deem Projet als Chamber manifestieren, wéi d'Regierung an och Gemengen, d'Zivillgesellschaft an aner Acteuren dat vu Lëtzebuerg aus gemaach hunn. An déi ass och ënnerschriwwen vun de Gréngen, vun der DP, vun der LSAP, vun déi Lénk, vun der CSV a vun de Piraten.

Résolution

Prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF

La Chambre des Députés,

- constatant qu'en Belgique, l'ONDRAF (Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles enrichies) a lancé en date du 15 avril 2020 une consultation publique de 60 jours portant sur son projet de plan pour la destination finale des déchets radioactifs de haute activité et/ou de longue durée de vie en Belgique ;

- vu la résolution adoptée lors de la séance plénière du 26 mai 2020 par laquelle il a été décidé d'élaborer une prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF ;

- vu le dossier en consultation, qui comprend un projet de plan sous forme d'Avant-projet d'arrêté royal établissant le processus d'adoption de la politique nationale relative à la gestion à long terme des déchets radioactifs conditionnés de haute activité et/ou de longue durée de vie et définissant la solution de gestion à long terme de ces déchets, une évaluation des incidences environnementales y afférentes, ainsi qu'un résumé non technique, consultables à l'adresse <https://www.ondraf.be/sea2020> ;

- vu les motions adoptées par la Chambre des Députés en date du 7 avril 2011, du 5 mai 2011, du 1^{er} février 2012, du 27 mars 2012, du 19 janvier 2016 et du 26 mai 2020 au sujet du nucléaire ;

- regrettant que les pays voisins n'aient pas été prévenus à l'avance ni de la démarche à venir, ni du calendrier de la consultation publique ;

- vu la circulaire n° 07/2020 du Syvicol (Syndicat des villes et communes luxembourgeoises) proposant aux conseils communaux une résolution type pour une prise de position dans le cadre de la consultation publique relative à la stratégie belge de gestion des déchets nucléaires ;

- estimant que l'énergie nucléaire est une technologie vieille, chère, non renouvelable, aux déchets extrêmement problématiques et dont les dangers énormes sont non maîtrisables ;

- rappelant qu'un accident nucléaire grave à proximité du Luxembourg aurait de lourdes conséquences pour notre population et serait une menace directe pour la souveraineté nationale, voire l'existence du pays ;

- considérant que la gestion des déchets hautement radioactifs, qui resteront dangereux pendant des milliers d'années, reste un des problèmes majeurs de la technologie nucléaire et ce depuis le début de l'âge nucléaire il y a plus de 75 ans ;

- vu que l'ONDRAF propose au Gouvernement fédéral belge d'adopter le stockage géologique, c'est-à-dire l'enfouissement profond, comme choix officiel pour la gestion finale des déchets hautement radioactifs de catégorie B (faible ou moyenne activité et longue durée de vie) et de catégorie C (haute activité et courte ou longue durée de vie) ;

- notant que les déchets radioactifs les plus problématiques, qui proviennent essentiellement des réacteurs nucléaires et qui contiennent notamment du plutonium « Pu239 » ayant une demi-vie de 24.110 ans, doivent être isolés de l'homme et de l'environnement jusqu'à ce que leur niveau d'activité se soit réduit, selon l'ONDRAF, au moins par un facteur 1.000, c'est-à-dire pendant une période pouvant atteindre des centaines de milliers d'années ;

- regrettant que, au vu de cette dangerosité radiologique dépassant l'entendement humain et malgré l'impossibilité d'un stockage final sûr, l'industrie nucléaire continue toujours à produire des quantités importantes de déchets extrêmement dangereux ;

- rappelant que le Grand-Duché de Luxembourg a renoncé en 1978 à un projet de centrale nucléaire nationale, envisagé à Remerschen ;

- considérant que le stockage géologique de déchets hautement radioactifs n'existe encore nulle part au monde, pas plus qu'il n'existe de retour d'expérience d'un stockage géologique en phase fermée, deux faits qui ressortent d'ailleurs aussi du dossier de l'ONDRAF ;

- constatant que, dans son projet de plan, l'ONDRAF propose d'opter pour le stockage géologique sans présenter de manière objective les alternatives possibles et en omettant de nombreuses informations pourtant nécessaires pour le grand public afin de pouvoir se faire une opinion informée sur la problématique du stockage des déchets nucléaires, sur la faisabilité et la sécurité

(ou non) du stockage géologique proposé sur le territoire belge et sur l'impact environnemental y compris transfrontalier ;

- notant que dans son étude d'incidences environnementales, l'ONDRAF mentionne les formations rocheuses envisageables sur le territoire belge, dont certaines sont très proches de la frontière belgo-luxembourgeoise, voire pénètrent le Luxembourg (synclinal de Neufchâteau) ;

- soulignant le fait relevé par l'ONDRAF que les schistes ardoisiers, présents dans la zone du « synclinal de Neufchâteau », ne sont que très peu étudiés en tant que formations hôtes potentielles et qu'ils n'ont pas non plus fait jusqu'ici l'objet d'une recherche expérimentale par l'ONDRAF ;

- constatant que l'ONDRAF conclut à l'impossibilité « à ce stade d'évaluer les incidences transfrontières du plan » tout en affirmant que « ses incidences environnementales attendues après fermeture complète sont essentiellement locales et faibles » ;

- insistant particulièrement sur le fait que notamment la couche géologique du « synclinal de Neufchâteau » se prolonge en direction du principal réservoir d'eau potable du Grand-Duché - à savoir le lac de la Haute-Sûre, auquel sont raccordés à peu près 80 % de la population luxembourgeoise et dont approximativement les deux tiers de la surface du bassin versant se situent sur le territoire belge ;

- insistant également qu'une des couches géologiques, à savoir celle de la « Gaume », est très proche de la région de la vallée de l'Eisch et de ses sources d'eau potable alimentant le sud et le sud-ouest du Grand-Duché ;

- rappelant que d'autres sources et forages d'eau potable existent dans la région frontalière belgo-luxembourgeoise, qui sont utilisés par exemple pour la production d'eau minérale ou la production de bière ;

- considérant la valeur écologique et l'importance de la région de la Haute-Sûre et de ses nombreux affluents, avec le contrat de rivière transfrontalier et ses parcs naturels de chaque côté de la frontière, pour la protection de la faune et la flore locale, faisant d'ailleurs partie des zones protégées par la Convention de Ramsar pour la protection des zones humides ;

- estimant que l'eau est source de vie et notre dérée alimentaire la plus essentielle et que même une très faible probabilité de contamination radioactive constitue un risque inacceptable ;

- convaincue qu'une contamination des nappes phréatiques ainsi que des eaux de surface par des accidents lors de la phase d'exploitation d'un site de stockage et surtout par des fuites radioactives dans la phase fermée du site, ne peut jamais être exclue ;

- estimant qu'en attendant la validation éventuelle (ou non) d'une solution sûre pour la gestion des déchets nucléaires, la première priorité devrait être la réduction maximale des déchets visés et donc l'arrêt des réacteurs nucléaires ;

- saluant l'engagement de la Belgique, par la loi modifiée du 31 janvier 2003 « sur la sortie progressive de l'énergie nucléaire à des fins de production industrielle d'électricité », à sortir de l'énergie nucléaire entre 2022 et 2025 ;

- sachant qu'il s'agit, en ce qui concerne l'accord bilatéral belgo-luxembourgeois pour la reprise de déchets radioactifs luxembourgeois, en réalité de transferts rares et de quantités minuscules, qu'entre 1995 et 2010 uniquement 0,5 m³ fut remis à la Belgique et que les déchets radioactifs originaires du secteur médical et du secteur industriel luxembourgeois doivent en principe être repris par les fournisseurs respectifs ;

- ne partageant pas la conclusion du rapport de l'ONDRAF quant à l'absence de susceptibilités d'incidences notables sur l'environnement luxembourgeois ;

- mais convaincue que seul un dialogue continu et une coopération transfrontalière entre les parties concernées permettront de prendre en compte toutes les préoccupations,

décide

- de s'opposer au projet de plan pour l'enfouissement géologique tel que proposé actuellement par l'autorité responsable belge ;

- de rappeler à l'ONDRAF plus particulièrement le fait que la mise en œuvre du plan proposé est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement luxembourgeois et que celles-ci devraient donc être analysées en bonne et due forme, conformément aux dispositions de la directive européenne 2001/42/CE ;

- de demander à l'ONDRAF de reporter la consultation publique en attendant que le projet de plan sur le stockage géologique des déchets radioactifs à haute activité et/ou à vie longue soit complété notamment par l'évaluation des incidences transfrontières prémentionnées ;

- d'inviter les autorités belges à préparer les démarches futures concernant ces projets aux incidences transfrontières probables par un dialogue régulier et continu avec les autorités luxembourgeoises,

charge

- le Secrétariat Général de la Chambre des Députés de transmettre la présente résolution avant le 13 juin 2020 à l'ONDRAF, et pour information au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.

(s.) François Benoy, Marc Goergen, Max Hahn, Cécile Hemmen, Marco Schank, David Wagner.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **M. François Benoy (déi gréng).**- An ech hat mat lech ofgemaach, ech géif se zum Schluss vun der Séance presentieren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Benoy. Ech mengen, déi do Resolutioun géife mer dann zum Schluss vun der Sitzung vun haut als leschte Punkt diskutieren an ofstëmmen, vu l'urgence.

Da géif ech d'Wuert weiderginn un den Här Yves Cruchten, deen och eng Resolutioun deponeiert. Här Cruchten, Dir hut d'Wuert.

6. Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten

Exposé

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Villmoos merci, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen. Et geet am désèr Resolutioun ëm de Problem, deen eis opgefoll ass: Et geet ëm d'Agence exécutive vun der Europäescher Union, déi sougenannt Agence exécutive CHAFAEA. Ech soen eng Kéier kuerz, wat dat ass. Dat ass d'Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation, déi aktuell hei zu Lëtzebuerg beherbergt ass. An et besteet am Moment d'Volontéit vun der Europäescher Kommissioun, fir des Agence erëm op Bréssel ze huelen.

Mir hunn an der aussepolitèscher Kommissioun doriwwe geschwat a mir hu fonnt, dass et derwärt wär, fir der Regierung hir Bestriewungen, fir ze probieren, déi Agence, gradso wéi aner wichteg Agencen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, hei ze halen, fir déi ze ënnerstëtzen. An duerfir hu mer als Kommissioun decidéiert, fir eng Resolutioun ze huelen, wou mer der Regierung hir Aarbecht doranner géifen ënnerstëtzen.

Ech wëll awer virausschécken, dass deen Éischen, deen dee Problem hei opgeworf hat an der Kommissioun, de Laurent Mosar war. Dat gehéiert sech, dass ech dat hei soen. An och de Mars Di Bartolomeo, dee mat der Iddi komm war, fir dass mer sollten an der Kommissioun eng Resolutioun unhuelen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Ech wëll ënnersträichen, dass déi Resolutioun hei vu sämtleche Parteien aus der Chamber gedroe gétt.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Très bien!

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- An ech wär frou, Här President, wa mer déi heite kéinten den Donneschdeg de Mëttag direkt un zwou Auer op den Ordre du jour huelen, well ech hu mat eisem Ausseminister geschwat, deen hätt dann eventuell och d'Méiglechkeet, fir hei ze sinn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés considérant

- l'intention de la Commission européenne de transférer les activités de l'Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFAEA), établie actuellement à Luxembourg, vers Bruxelles ;

- la volonté de la Commission européenne d'intégrer l'activité de cette agence importante dans d'autres agences exécutives situées à Bruxelles ;

- qu'une telle décision en pleine crise sanitaire due au virus Covid-19 est difficilement compréhensible, ceci d'autant moins que la Direction C « Santé publique, connaissance des États membres, gestion de crise » de la Direction générale de la santé et de la sécurité alimentaire de la Commission européenne est implantée à Luxembourg et fonctionne remarquablement bien ;

- que la décision d'intégrer les tâches de la CHAFAEA dans d'autres agences exécutives irait à

contresens de l'augmentation considérable des moyens, proposée dans le prochain cadre financier pluriannuel, pour des programmes qui entrent potentiellement dans le champ d'activité de la CHAFAEA allant d'actuellement 400 millions à plus de 10.000 millions d'euros sur sept ans, et dont la réalisation exigerait une augmentation substantielle du personnel au lieu d'une réduction ;

- que les autorités luxembourgeoises n'ont pas été informées ni consultées sur l'intention de la Commission européenne de transférer les activités de la CHAFAEA à Bruxelles ;

- que le personnel établi à Luxembourg critique sévèrement la façon de procéder de la Commission européenne,

rappelant que l'implantation de la CHAFAEA à Luxembourg est en ligne avec :

1. le Protocole n° 6 sur la fixation des sièges des institutions et de certains organes, organismes et services de l'Union européenne, annexé au Traité sur l'Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l'énergie atomique ;

2. la décision des représentants des Gouvernements des États membres, du 8 avril 1965, relative à l'installation provisoire de certaines institutions et de certains services des Communautés (67/446/CEE) (67/30/Euratom), d'implanter la Direction de la protection sanitaire de la Commission européenne à Luxembourg ;

3. l'accord Kinnock-Pöfner de 2003 qui stipule que la création de la CHAFAEA à Luxembourg était destinée à compenser la réorganisation de la Direction Santé/C et le transfert de postes vers Bruxelles ;

4. l'accord Asselborn-Georgieva de 2015 qui comporte un engagement de la Commission européenne d'examiner la délégation de davantage de programmes et d'un renfort en personnel de la CHAFAEA à cette fin à Luxembourg, et qu'en vertu de cet accord, 12,48 % de l'ensemble du personnel de la Commission européenne devrait être affecté au site de Luxembourg,

s'engage à

- soutenir tous les efforts du Gouvernement luxembourgeois et des représentants luxembourgeois dans les institutions de l'UE en vue de convaincre la Commission européenne de reconsidérer sa décision et de renforcer la CHAFAEA au Luxembourg et plus généralement le pôle santé au Luxembourg, en profitant pleinement des possibilités de synergies dans le cadre de la eSanté, au lieu de la dissoudre et de transférer ses activités vers d'autres agences exécutives implantées à Bruxelles ;

- intervenir auprès de la Commission européenne et insister sur le plein respect des engagements pris dans le cadre de l'accord Asselborn-Georgieva relatifs à la présence de la Commission européenne au Luxembourg ;

- exprimer sa solidarité avec le personnel concerné par la décision unilatérale de la Commission européenne.

(s.) Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Sven Clement, Gusty Graas, Fernand Kartheiser, Josée Lorsché, Laurent Mosar, David Wagner.

M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Här Cruchten. An déi Resolutioun huele mer dann den Donneschdeg als éischte Punkt op den Ordre du jour.

7. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froeston an d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet en Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedoen. An d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerthen.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 116 vum Här Marco Schank un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert d'Reorganisatioun vum RGTR-Reseau. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 116 du 9 juin 2020 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

M. Marco Schank (CSV). - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, duerch de Covid-19 gëtt d'Reform vum RGTR retardéiert. An ech wüllt duerfir vum zoustännegem Mobilitéitsminister wëssen, wéi et weidergeet, dat heescht, wéi eng Echeancen a puncto

Reform RGTR an Zukunft virgesi sinn. Viru véier Wochen huet de Minister an enger Kommissionssetzung kuerz iwwert de Sujet geschwat a gesot, dass déi Reorganisatioun vum RGTR géif em véier Méint reportéiert ginn.

De Minister hat sech dunn nach net definitiv festgeluecht, wéi e mat deenen annulléierte regionalen Informatiounsversammlungen ëmgeet. Siwen hunn der stattfonnt, dräi respektiv véier goufen annulléiert, Ettelbréck, Réimech, Hesper a Wolz, wat jo nach bäigesat gi war deemools.

Meng Fro: Ass elo virgesinn, dass déi Versammlungen, soubal d'Enn vum der Pandemie dat zouléisst, awer ofgehalen ginn? Wat mir iwwergens sénnvoll fannen, well jo déi Versammlungen een Deel vum deem participative Prozess sinn, dee mer och nach ëmmer gutt fannen.

De Minister hat och an der Sëtzung vum 14. Mee vun engem Tableau geschwat, deen am Ministère géif opgestallt gi betreffend den De roulement, de Phasage vum der Mise en service vum neie Reseau. Wou si mer do drun?

Dann huet de Minister och en Dokument ernimmt, wou d'Gemengen nach eemol géife kontaktéiert ginn, dëst am Kontext vu geplangten Ofännerunge vum Reseau eeben an der Suite vun de Suggestiounen, déi d'Leit an de Versammlunge gemaach hunn. Wéini kënt dat? Meng Fro: Wéini ginn d'Gemengen an deem Kontext kontaktéiert? An no wéi engem Schema?

Eng weider Fro ass nach déi, a wéi enger Suite d'Reform passéiert. Et war deemools gesot ginn, et géif am Osten ugoen. Eis géif interesséieren, wéi et dann der Rei no virugeet.

An zum Schluss och d'Fro no den Ausschreiwungen, well jo de Reseau, den RGTR, op europäeschem Niveau gemaach muss ginn. An d'lescht Joer huet de Minister an deem Kontext gesot, dass den Appel d'offres virum Summer 2020 géif geschéien. Ech denken, dass dat och retardéiert ass. Duerfir och an deem Kontext meng Fro.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Här Schank. De Minister fir Mobilitéit, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics. - Merci, Här President, a merci and dem Här Schank fir déi Froen. Fir d'Éischt emol zu deene Versammlungen. Ech wäert dat maachen. Mir wäerten dat nohuelen, soubal et méiglech ass. Ech hoffen, dass dat esou schnell wéi méiglech ass, dass een erëm kann effentlech Versammlungen ofhalen. Da wäerte mer direkt en Timing festleeën. Ech wöllt nach keng festleeën, well dat elo kee Wäert huet, well ech net weess: Kann ech et am September zum Beispill maachen oder net?

Mee et ass awer esou: Mir wäerten d'Emsetzung vum neie Reseau de 15. September ufänken am Osten, wéi et virgesinn war, also mat dräi Méint Verspéidung am Endeffekt. Da geet et weider esou, wéi mer et och geplangt haten.

Deen Tableau, dee si mer amgaangen lech auszuschaffen. Dee kritt Der geschéck, soubal e fäerdeg ass. An et ass esou, dass d'Gemenge schréfflech informéiert ginn iwwert déi Modifikatiounen, déi mer nach virgeholl hunn op Basis vun de Versammlungen. An ech muss soen, eleng aus deem Grond plädéieren ech och derfir, fir déi Versammlung mat de Bierger ofzehalen. Net nëmme, et waren enorm vill Leit do. Mir haten an der Moyenne wäit iwwer 200 Leit op deene siwe Versammlungen, op enger souguer bal 500 Leit. Et war e Riesesuccès.

An ech muss soen, dat war eng richtig flott Diskussioun, déi mer mat de Biergerinnen a Bierger do haten. A mir hu souguer op enger Plaz am Süden, um Belval, do war e Konflikt téschent zwou Gemenge par rapport zu enger Buslinn, e Komproméss fonnt mat deenen zwou Gemengen op der Biergerversammlung. Dat war schonn eng flott Aart a Weis fir virzegehen.

An ech sinn duerfir selwer Demandeur, fir dass mer déi véier, déi nach opstinn, och nohuelen. Do war, mengen ech, Ettelbréck emol derbäi, Wolz, an Hesper war ganz sécher derbäi, an nach eng véiert, wou ech net méi weess. Et waren der véier, déi op alle Fall nach opstounen.

Dann d'Ausschreiwung. Et ass esou, dass d'Virbereedung vun där Ausschreiwung awer weidergeet ass. Déi muss dëst Joer nach ulafen. Mir si gezwongen, well mer do europäesch Constraints hunn. Vlächte geet et net méi duer elo virum Summer, mee da gëtt et September. Dat ass awer elo net dramatesch. Mee op alle Fall muss mer déi ofhalen, well soss kriéie mer Schwierigkeete mat der Kommissioun.

M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen elo zur Fro

Nummer 117 vum Här Gusty Graas un d'Ministesch fir Émwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Multiplikatioun vum Littering-phenomeneen während dem Confinement. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 117 du 8 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la multiplication du phénomène du « littering » pendant la phase de confinement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Gusty Graas (DP). - Merci, Här President. Effektiv, ech schneiden hei keen neit Thema un. Ech mengen, et ass eppes, wat eis an deene leschte Joren ëmmer méi beschäftegt huet: de Littering. Mee iergendwéi huet een e bëssen d'Gefill - bon, et mag sinn, dass et e subjektiv Gefill ass -, wéi wann an deene leschte Méint dee Problem nach zougehall hätt. Dat krut een och bestätegt duerch eng Rei vun Aussoe vu Fierschteren, vu Leit, déi vill um Terrain sinn.

A besonnesch schlëm ass, dass elo eng Rei Naturschutzgebiddere och dovu betraff sinn. Ech denken un den Ellergronn zu Esch, un d'Haard zu Diddeleng oder un d'Leiffrächen zu Keel. Et ass och opfalend, dass een elo och ëmmer méi Masken um Buedem dobausse fént, wat ganz schlëm ass.

Ech wëll och drun erënnere, dass d'franséisch Regierung elo decidéiert huet, fir dowéinst och d'Strofen eropzesetzen, wann een ënner anerem Masken einfach esou ewechgehëit, vun 68 op 135 Euro. De Gesamtoffall, deen duerch dee Littering géif am Joer entstoen, dee gëtt hei zu Lëtzebuerg op 950 bis 1.200 Tonne geschat.

An dann och en Argument, wat een ëmmer erëm muss ervirhiewen, dat ass - ech gesi jo hei duerch de Sall och ganz vill Kolleginnen a Kollege setzen, déi um kommunalen Niveau Responsabilitéit hunn -, wéi vill een am Fong geholl sech hiergëtt, fir Plantiounen propper ze halen. An da gesäit een awer, wéi seier dass se erëm verknascht ginn. Also iergendwéi ass dat e Problem, wou een d'Gefill huet, mir kréichen et net richtig an de Griff.

Ech wëll awer hei direkt soen, dass dat mat Sécherheet net der Politik hir Schold ass. Well egal wéi eng Decisioun mer huelen, et sinn awer nach ëmmer, ech wëll net pauschaliséieren, mee et sinn awer nach ëmmer ze vill Leit, déi awer hir eege Reglementer opstellen a mengen, si kéinten d'Natur notzen, fir hiren Offall einfach esou lasszeginn.

Dowéinst, an deem ganze Kontext wollt ech véier Froen un d'Madamm Émweltministesch stellen.

Éischtens emol, mengt Der, dass et eng kausal Relatioun géif ginn téschent der Covidkris an dem verstärkten Opkomme vun där Problematik vum Littering?

Zweetens, sidd Der net och der Meinung, dass een awer misst d'Strofen eropzesetzen? Ech weess, dass dat an enger liberaler Gesellschaft ëmmer e bëssen e Problem duerstellt. Mee iergendwou kommen awer och Grenzen, wou ee seet: Nee, mir müssen awer elo méi streng ginn!

Drittens, Dir hutt jo eng Rei legislativ Mesuren ugekënnegt. Ech weess, dass et net an Äre Kompetenzberäich eran. Énner anerem sollt jo zum Beispill och d'Agent-municipallen nei Kompetenze kréien. Wéi wäit si mer do?

An dann eng lescht Fro nach. Et gi jo ëmmer reegelméisseg Analyse gemaach vun deem Offall, deen duerch de Littering entsteet. 2008 ass eng gemaach ginn, 2015. Ech hunn an enger Question parlementaire gelies, dass och dëst Joer sollt eng kommen. Vlächte kéint Der eis schonn informéieren, awéieren dass och dëst Joer elo eng nei Analyse virgesinn ass.

Ech soen lech Merci am Viraus.

M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert un d'Madamm Émweltministesch Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. - Villmools merci dem honorabelen Deputéierten Gusty Graas fir déi Fro, well ech mengen, et ass e Problem, deen eis all beschäftegt. An eis Agente vun der Natur - a Bëscherwaltung, déi am Moment vill Iwwerstone maachen, well se verstärkt Prezenz um Terrain weisen, eebe grad wéinst dem Problem, confirméieren dat Gefill, wat Der hutt, a soen, dass zurzäit wierklech méi dobaussen an der Natur fonnt gëtt, dass huet natierlech och als Grond, dass d'Leit elo am Confinement d'Natur nei entdeckt hunn, wat jo super ass, wat positiv

ass, dass d'Leit spadséiere gaange sinn, gesinn hunn, wéi schéin et an eise Bëscher ass.

Mee elo muss mer nach eng Kéier noleëen. An d'Natur - a Bëscherverwaltung huet dofir schnell reagiert gehat. Si hunn direkt d'Presenz, mat an ouni Kollege vun der Polizei, verstärkt. An dofir soen ech als Alleréischt gäre menge Matarbechter vun der Natur - a Bëscherverwaltung fir déi Iwwerstone, déi elo ugefall sinn, e grousse Merci.

Ech wëll och soen, dass verschidde Plazen - Dir hutt der genannt, eng ass och Remerschen, Häff Réimech, wou elo am Gespréich war -, do goufen zum Beispill d'urgence Reuniounen aberuff, fir nach eng Kéier nozekucken: Wéi kann een dem Phenomeneen vum Littering, awer och dem Drock, deen a besonnesch sensibele Gebidder op d'Natur gemaach gëtt, wéi kënnen mer deem nach besser entgéintwierken?

Do si mer amgaang ze plangen. An an de leschten Deeg a Wochen ass gekuckt ginn, dass mer nach méi verstärkt zesammeschafe mat der Polizei, dass d'Polizei mat zu Hëllef kënt, well si natierlech nach méi Agenten hu wéi eng Natur - a Bëscherverwaltung oder och d'Émweltverwaltung, déi jo net esou massiv ausgestattet si mat deene Leit um Terrain. Dofir sinn ech frou, dass déi Ofsprooch téscht de Ministèren och an deem Beräich klappt.

Dat heescht, ee Volet ass definitiv: D'Kontrolle si verstärkt ginn a wäerten och nach weider mussen verstärkt ginn. Ech mengen, de Kinnekswee ass awer wierklech deen, dass mer d'Leit nach besser eduquéieren, méi sensibiliséieren an zweetens de gesetzleche Kader upassen.

Zum gesetzleche Kader, do hutt Der Recht, do hat ech och der Chamber schonn e puermol Ried an Äntwert gestanen. Mir sinn amgaang mat den d'Offalldirektiven, wou och eng zum Beispill iwwert de Single-Use-Plastic dran ass, also iwwert dat, wat mer nëmme eemol benotzen, wat dann awer och an der Natur lant. Déi sollen nach virum Summer op de Wee geschéck ginn. An do ass ënner anerem virgesinn - wéi a ville Beräicher vun der Émweltlegislatioun, wou mer an de leschte Jore versicht hunn, eis méi Moyenen ze ginn -, fir d'Strofen eropzesetzen, well et ass kee Kavaliersdelikt. Do wäerten och Verstärkungen drakommen. Mee natierlech därëit een elo net virgräifen deenen Negotiatiounen, déi elo téschent de Ministère lafen. Dat géilt och fir eng vun de Froen, déi Dir nach gestallt hutt, ob och nach aner Leit kënnen mat kontrolléiere goen, d'Agenten zum Beispill.

Dat heescht, mir sinn aktiv amgaangen, um reglementaresche Kader ze schaffen. Mir sinn och, grad well mer déi Direktiv hunn iwwert de Plastik, deen nëmme eemol benotzt gëtt, amgaangen, an enger neier Methodologie ze schaffen, fir de Littering nach méi systematesch ze erfassen an deem och méi systematesch entgéintzewierken.

An dann, mengen ech, muss ee wierklech usetzen um Ufang. An deenen Direktive gëtt et jo och d'Produzenterresponsabilitéit. Et wäerten och Pfandsystemer kommen. An och dat wäert hëllefen, esou munches aus der Natur erauszebréngen, wa mer mat der Economy zesummen no Léisungen am Beräich vun der Preventioun sichen. An och dat ass virgesinn am reglementaresche Kader, dee mer amgaang sinn ze bearbechten.

An dann awer nach kuerz, an Dir wësst et: Mir haten d'lescht Joer „Offall kann déidlech sinn“ als Campagne. Déi wäert nach eng Kéier opgegraff ginn. Mir hate just virun der Kris vir, mat de Bueren zesummen eng grous Campagne laanscht d'Stroosseränner zu maachen. Déi wäert dann och nogeholl ginn. A mir wäerten un de Stroosseränner och eng Campagne maachen, wou mer nach eng Kéier wierklech op d'Gefore vum Offall, vum Littering, hiewisen. Dat ass eng Campagne, déi hat d'lescht Joer ugefaangen. Déi wäerte mer och reegelméisseg widderhuelen.

Mee dat geet awer net duer. Mir brauchen d'Education, d'Sensibilisierung. Mir müssen d'Leit mat an d'Boot kréien. An dee Preventiounsvolet, un deem gëtt am reglementaresche Kader nach eng Kéier extra geschafft.

Dofir mengen ech, si mer gutt opgestallt, wa mer all zesummen op allen Niveauen eis Responsabilitéit huelen an eis Aktiounen verstärken.

Villmools merci.

M. Fernand Etgen, Président. - Merci der Madamm Émweltministesch Carole Dieschbourg.

Mir kommen dann elo zur Fro Nummer 118 vum Här Jeff Engelen un de Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten iwwert d'Sécherheet am Hëllef op déi douce Mobilitéit. Här Engelen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 118 du 9 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative à la sécurité de la mobilité douce, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, an der leschter Zäit muss ee feststellen, datt d'duuss Mobilitéit ëmmer méi zouhelt. Dat gesäit ee speziell an de Stied, awer och ewell an den Dierfer, wou ëmmer méi Véloen, Trottinnetten an aner méi schwéier definierbar Gefierer mat engem, zwee, dräi oder véier Rieder, an déi do-bäi och nach dacks elektresch bedriwwwe ginn, ënnerwee sinn.

Dat bréngt mat sech, datt nei Verkéierssituatiounen entstinn, déi deels komplizéiert an och geféierlech sinn. Eise Code de la route ass net op duuss Mobilitéit agestalt. Vill där neier Gefierer kann een och als Spillsaach ugesinn, déi awer dann de Sécherheitsufoerderunge vum Stroosseverkéier net gerecht ginn an hir Bedreiwerei wéi och déi aner Participant vum Verkéier a Geför kënnen bréngen.

D'Premiss, datt den Autoschauffeur opzepasst huet, net nëmmen op de Foussgänger, mee och op déi aner Gefierer, ass am Code de la route net iwwerdrobar, net direkt. D'Responsabilitéit bei engem Accident ass hei schwéier feststellen. D'Spueresécherung ass och net esou evident. De Foussgänger bleift dat schwächste Glidd an der Kette an et gëtt keng Dispositiounen, déi hie virun esou Gefierer schützen. E ganze Katalog vu Sécherheitsbestëmmungen ass geholl ginn, fir de Cyclist ze schützen, wéi zum Beispill op der Strooss beim Iwwerhuelen an esou weider.

An duerfir hätt ech da folgend Fro un den Här Minister: Ass virgesinn, fir hei e rechtliche Kader ze schafen - et kann een et och e Reegelwierk nennen -, fir deene Situatiounen, déi ech elo opgezielt hunn, Rechnung ze droen a gerecht ze ginn?

Et wiere ganz sécher nach eng ganz Partie aner Iwwerleeunge materanzebréngen, mee dat wier e ganze Rateschwanz ginn an dat hätt meng Riedezeit vun zwou Minutte bei Wäitem iwwertraff. Duerfir hunn ech mech op dat Weesentlecht konzentriert.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Engelen. Den Här Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten, den Här François Bausch, huet d'Wuert.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Merci, Här President. An och merci fir déi Froen. Ech mengen, mir mussen endlech verstoen, datt den öffentleche Raum net nëmme fir ee Verkéiersmëttel do ass, mee datt all Verkéiersmëttel oder all Verkéiers-Teilneemer, loosse mer et esou soen, seng Plaz am öffentleche Raum muss hunn.

An dat geet beim Foussgänger un iwwert d'Trottinnett, de Vélo, d'Motorrad, den Auto, de Bus, whatever am Stroosseraum wëllt fueren. Dat ass awer eng Premiss, déi mer an de leschte Jorzéngte vill ze vill oft vergiess hunn. Mir hunn den öffentleche Raum vill ze vill organiséiert an ausgeriicht op ee Verkéiersmëttel. Dat muss mer einfach éierlechkeetshalber esou gesinn, nämlech dem motoriséierten, meeschtens Autosverkéier.

Elo ass et esou, Dir hutt Recht, Dir gesitt, datt d'Mobilitéit douce an deene leschten zwee, dräi, véier Joer enorm zouhelt, an dat huet sech nach méi bestätegt elo am Kader vun der Kris mam Confinement. De Vélo erlieft de Moment en onwarscheinleche Boom. Dir hutt Vélosgeschäfte, déi hunn d'Regaler eidel, well se d'Ve-loen net méi séier genuch geliwert kréien, fir se ze verkafen. Et ass schonn impressionnant, dat alles ze gesinn.

Ech muss lech awer soen, de Code de la route, deen huet eigentlech Reegelen fir all eenzelne Verkéiersteilneemer an och, wéi se ënnereneen a matenee mussen ëmgoen. Déi ginn natierlech net ëmmer respektéiert vu jiddwerengem vun de Verkéiersteilneemer. An ech mengen, et ass dat Wichtegst, ze verstoen, datt jiddwereen deene anere muss am Stroosseraum par rapport zum besteeënde Code de la route respektéieren.

Elo ass et awer esou, an do ginn ech lech Recht, datt et ëmmer gutt ass, wann een de Code de la route permanent iwwerschafft, kuckt, nei Situatiounen, déi sech kënnen stellen, ze analyséieren. Dat maache mer och. Mir hunn en Aarbechtsgrupp am Ministère, zesumme mat allen Acteuren, Stroossebauverwaltung, Leit vun der Mobilitéit, mee och externer, mat deene mer permanent déi Reegelwierker kucken an duerchkucken a reforméieren.

Duerfir hate mer - zwee Joer, mengen ech, ass et elo hier - haaptsächlech fir de Vélo eng ganz Rei Saachen am Code de la route geännert. Mir

kucken och selbstverständlech dauernd alles nei no par rapport zum Foussgänger.

Et kommen och ëmmer erëm nei Iddien op, déi ech ganz positiv fannen, vu ville Gemengen: Shared-Space-Formen, verschiddenst Shared-Space-Formen, wou de Foussgänger eng ganz aner Prioritéit huet. A mir wäerten och ..., mir sinn amgaangen och ze kucken, also mir hunn datt eigentlech fäerdeg, mir sinn amgaangen, déi Broschür elo definitiv auszeschaffen.

Dat soll eng Reegelwierksbroschür gi fir d'Gemengen, wéi si den öffentleche Raum sollen amenagéieren, fir datt virun allem innerorts, well de Foussgänger ass jo haaptsächlech en Innerortsproblem - net e Problem, en ass haaptsächlech betraff innerorts par rapport zum Verkéier -, wéi een den öffentleche Raum soll organiséieren, fir datt de Foussgänger och do respektéiert gëtt a seng Plaz fënnt. Well ganz viles beim Foussgänger huet dermat ze dinn, wéi den öffentleche Raum gestalt ass innerhalb vun den Uertschaften.

Mee, wéi gesot, Är Remarque sinn awer pertinent a mir wärte ganz selbstverständlech och déi mathuelen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 119 vun der Madamm Cécile Hemmen un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert d'Bekämpfung vun de Raupen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 119 du 8 juin 2020 de Mme Cécile Hemmen relative au plan d'action contre les chenilles processionnaires, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- Merci, Här President. Jo, effektiv, et geet ëm den EichenprozeSSIONSSpinner. Dat ass eng Raup, déi sech, wéi den Numm et scho seet, op den Eichen ophält a grad elo an der virsummerlecher Periode zu Honnerte prozeSSIONsarteg ënnerwee ass.

Ech halen lech elo kee grouse Cours, kee grouse Biologiescours iwwert dës Raup. Just esou vill: Déi entwéckelt sech an hirem Larwestadium iwwer sechs Stufen an an der drëtter, also vun der drëtter Stufe un, fänkt se u geféierlech ze ginn, duerch déi vill kleng Härecher, déi duerch dee klengste Wandstouss da verbreet ginn. A wann déi Härecher dann iergendwou op dem Kierper vun de Leit landen, da kann dat zu gréisserer gesondheetleche Problemer féieren. Dat geet vun Allergien op der Haut bis hin zu gréisserer Otemproblemer. An, net ze vergiessen eis Hausdéieren, ënner anere d'Muppen, déi kënnen och e Schued hunn, wann déi mat deene klengen Härecher do a Kontakt kommen. Net ze vergiessen natierlech och d'Kanner, déi kleng Kanner, bei deenen ass dat extrem geféierlech.

De Problem ass mëttlerweile uechtert d'ganz Land bekannt. Et kann een net méi soen, dass et sech reng nëmmen op eenzel Regione limitéiert. An duerfir ass meng Fro un d'Ministesch: Wéi eng Mesurë ginn zu Lëtzebuerg envisagéiert, fir do dergéint virzegen?

D'lescht Joer ass vun engem Plan d'action national geschwat ginn. Wou si mer do drun? Gëtt et een? Oder si mer nach ëmmer um Punkt, wou d'Gemenge selwer hir Recommendationen sollen erausginn?

Ech weess vun enger Gemeng, déi et leider fäerdegbruecht huet, eng deck schwéier Eech bei enger Spillplaz ëmzehaen, well eeben déi Eech och komplett ...

► **Plusieurs voix.**- O!

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- ... befall war vun deem EichenprozeSSIONSSpinner. Ech mengen net, ...

► **M. André Bauler (DP).**- D'Eech kann net derfir!

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).**- ... dass dat déi richteg Léisung ass.

Ech hunn awer och gesinn, dass op verschiddene Plazen, zum Beispill zu Nice, se eng relativ flott Method fonnt hunn, wou mat kleng Wuessbullen op d'Beem geschoss gëtt, e bëssen nom Paintballmodell.

(Interruptions)

An dee Wuess, léif Kollegen, soll verhënneren, dass d'Päiperleken hir Eeër do ofleeën, soudass keng Raupen déi Saison drop do kënnen entstoen.

A méi no bei eis, hei zu Guénange, hu se mat Hëllef vun Drone Bioziden op d'Beem gespritzt. Dat ass eng Aktioun, déi och elo Mëtt Mee gelaf ass.

An Däitschland, eisem aneren Nopeschland, déi hunn natierlech och de Problem. Dat geet

vu Bayern bis erof op Nordrhein-Westfalen, an déi sinn och elo scho massiv mat Schädlingsbekämpfung amgaangen.

Bref, meng Fro un lech, Madamm Minister: Wéi eescht huele mir de Problem hei zu Lëtzebuerg - well mer jo och wëssen, dass d'Leit grad elo an an och nom Deconfinement de Wee verstärkt an d'Natur sichen?

Duerfir: Wéi eescht huele mir de Problem hei zu Lëtzebuerg? Ass op nationalem Niveau eng Mesurë geplangt?

Merci fir Är Äntwert!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hemmen. D'Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.**- Merci der Madamm Hemmen fir dës Fro, well et ass eng, déi duerchaus och mat eiser Gesondheet ze dinn huet an dofir eng wichteg ass.

Vläicht kuerz: Wat hu mer bis ewell scho gemaach? 2019 huet d'Natur- a Bëscherwaltung e Flyer gemaach, wéi den Ëmgang mam EichenprozeSSIONSSpinner ze handhaben ass, well jo vill Leit éischters emol muss wëssen, wat dat fir en Déier? , also éischer der Problematik ass. Dofir gëtt et e Flyer. An et gëtt och eng E-Mail-Adress, un déi besuergte Bierger, déi Froen hunn, sech kënnen un d'Natur- a Bëscherwaltung wenden. Dat ass den „eps“ - also EichenprozeSSIONSSpinner: eps@an.etat.lu. Dëst gesot, wëll ech awer och soen, dass mer, wéi et am Exposé vun der Madamm Hemmen gesot gouf, un engem nationale Plang schaffen, engem Aktionsplang iwwert den Ëmgang mat dësem EichenprozeSSIONSSpinner.

Mir liwweren aus der Natur- a Bëscherwaltung an aus dem Ëmweltministère deen Deel iwwert „Wat ass dat fir en Déier?“, also éischer der biologeschen Aspekt. D'Santé huet de Lead vum Gesamtdokument. Et ass eng Kollaboratioun tëschent ganz villen Acteuren, well mer brauchen natierlech och d'Bâtiments publics, mir brauchen d'Ponts et chaussées, mir brauchen de Syvicol. All déi Acteuren, an dann och, zum Beispill vun deene grouse Gemengen, déi Leit, déi an de Parke schaffen.

Well u sech ass et e groussen Ënnerscheed, ob dat Déier iergendwou an der Gewan iergendwou eng Plaz fonnt huet op enger Eech oder ob mer et direkt bei enger Schoul hunn, wou ganz vill Kanner ronderëmlafen. An deementsprechend mussen och déi eenzel Methode gekuckt ginn, ob mer se mechanesch ofsaugen - well dat gëtt et an dat maache mer. An do gëtt et Formatiounen an do gëtt et spezialiséiert Bëtribler. Och do soll d'Aktioun verstärkt ginn.

An da muss ee sech eeben och déi néideg Mesurë ginn, déi dann iwwert d'ganz Land sollen eenheetlech sinn, well mer natierlech net wëllen d'Gemengenautoritéiten eleng domadder loossen.

Leider huet dës Plang duerch d'Coronakris e bësse Retard kritt, well och hei d'Santé mat am Lead war. Mir sinn awer an der Finalisatioun. Et kommen elo nach e puer lescht Ofstëmmungen an da wärte mer de gudden Ëmgang, cas par cas, jee nodeem wou déi Déiere sech dann usidelen a wéi geféierlech et ass, an deem nationale Plang beschreiben, esou dass och jiddereen et versteht an dass mer dee Management uerdentlech hikréien. Well, Dir hutt et gesot, et ass eppes, wat am Ufank net esou heefeg war. Mëttlerweile beweegt et sech bis erop an den Norden, soudass mer mengen, dass et wierklech un der Zäit ass, mat alle Partner dës Plang esou schnell wéi méiglech ze finaliséieren.

An och a Lëtzebuerg si mer amgaangen ze kucken, ier e Bam muss gefällt ginn, ob et net och biologesch Biozide ginn. An do ass d'Ëmweltverwaltung amgaangen ze kucken, an dat wäert och an de Plang kommen. Mee dat wäert just an Ausnahmefäll, also do, wou mer elo direkt keng aner Méiglechkeet iwwerhaapt hätte vu mechanescher Bekämpfung, kënnen agesat ginn.

Do si mer also nach un Negociéieren an um Finaliséieren. An natierlech géif dat och just da goen, wann et net an engem Naturschutzgebitt oder besonnesch sensibele Gebidder ass.

Mee bis deem souwäit ass, fannt Der natierlech all Informatiounen bei der Natur- a Bëscherwaltung, op dem Flyer, an awer och: Bei Froe kënnen d'Bierger sech roueg mat der E-Mail-Adress un d'Natur- a Bëscherwaltung wenden.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Dieschbourg. Da kéime mer elo zur Fro Nummer 120 vun Här Marc Goergen un de Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten iwwert d'Antidumpingmooss-

namen an der Aviatioun. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 120 du 9 juin 2020 de M. Marc Goergen relative aux mesures anti-dumping dans l'aviation, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

► **M. Marc Goergen (Piraten).**- Merci, Här President. D'Lofftaart wäert net méi déi selwecht sinn no der aktueller Situatioun. Elo, wou d'Fligere erëm ofhiewen, komme verschidden Diskussiounen op, wéi een déi ëmweltgerecht Lofftaart kéint gestalten. An do ass elo eng Iddi, déi den éisträichesche grénge Vizekanzler bruecht huet: Dat ass e Mindestticketpräis. Dee wëlle se och elo an Europa lancéieren.

An duerfir ass eis Fro och un de Minister, ob d'Lëtzebuerger Regierung oppen ass - Éisträich huet elo 40 Euro genannt -, ob d'Lëtzebuerger Regierung oppen wär, wann dann en europäesch Theema géif opkomme fir esou een Antidumpingpräis, deen natierlech op d'Low-costfluggesellschaften ofgezielt ass, ob se deem positiv wäert entgéintkommen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Goergen. D'Wuert huet den Här Minister fir d'Mobilitéit, den Här François Bausch.

► **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics.**- Merci, Här President. An och merci fir déi Fro. Et ass natierlech esou, datt de Moment vill Initiativen an Europa lafen, fir de Fluchverkéier méi nohalteg ze gestalten. An déi gi meeschtens alleguer an Zesummenhang bruecht mat deenen Hëllefspäck, déi duerch ganz Europa decidéiert ginn a wärte ginn.

Do hunn ech gesinn, an Däitschland leeft déi Diskussioun mat der Lufthansa. Si ass an Éisträich mat der Austrian. Se ass och ausserhalb vun der EU an der Schwäiz mat der Swiss, a Frankräich mat Air France, an Holland mat der KLM. A selbstverständlech fanne mir och vu Lëtzebuerg aus gesinn, datt ee muss versichen, natierlech un éischer Stell dem Aviatiounssektour aus där Kris hei ze hëllefen, en aus där Kris erauszéieren, mee en dann och esou erauszéieren, datt en net scheitert bei der nächster Kris, nämlech där vun der Klimaproblematik, déi och virun der Dier steet an déi à la limite, wa mer net eng aner Aviatioun kréien, aner Treibstoff, aner Motorisatioun kréien an de Fligere, vill méi schlëmm ka ginn.

Duerfir fannen ech och all d'Initiativen, déi de Moment de part et d'autre an d'Diskussioun bruecht gi sinn, interessant. Et gëtt och Initiativen innerhalb vun europäeschen Transportconseil. Net méi spéit wéi d'lescht Woch hunn ech eng ënnerstëtzt vun der holländescher Regierung, wou et och an esou änlech Richtunge geet. An dat Interessant an dat Besch wär natierlech, wa mer europäesch Reegelunge géife fannen. Well ech mengen, dat ass och deen eenzege Wee, fir hei erauszekommen.

Ech gesinn net de Sënn dovunner an ech fannen et net hëllefräich, wann all eenzelt Land elo all méiglech Mesuren a Schikanen abaut, well dat net ganz vill bréngt, sou wéi de Loft Raum an Europa organiséiert ass. Zum Beispill wann Der Lëtzebuerg huelt, wa gesot gëtt, Bannevollen organiséieren, mir hu kee Vol op lechnach an op Elwen. Dat heescht, mir hu keng Bannevollen, mir hunn nëmme bannen-europäesch Vollen.

Wat soll ech mat esou enger Proposition ufänken? Ech mengen, net ganz vill. Sënn mécht et awer, driwwer ze diskutéieren ganz sécher innerhalb vun Europa, ob een net fir verschidden Distanzen e besseren Zuchereau géif ausbauen. An dat ass jo och eng Diskussioun, déi de Moment leeft. Mee da muss mer den Zuchereau fir d'éischt emol ausbauen. Dat ass de Moment net de Fall. Mir hu verschidde Strecken, déi si gutt organiséiert. Anerer nach schlecht. Mee ech mengen, dat gëtt eng Diskussioun, déi wäert an Europa ganz sécher stattfannen.

Wat déi éisträichesche Initiativ ubelaangt mam minimale Präis vu 40 Euro, deen ass jo haaptsächlech géint d'Low-Cost-Airlines gericht. An ech muss soen, dat ass mer net onsympathesch, wat déi éisträischesche Regierung do proposéiert huet.

Wann ech elo zu Lëtzebuerg kucken, ech hunn d'Luxairspräisser nach e bësse verglach: D'Luxair bitt keng esou Tariffer un. D'Luxair bitt de Moment Tariffer u vun 99 Euro. Dat ass dat Bëllegst de Moment. Mee de Moyennes-

präis läit bei der Luxair bei 215 Euro ongeféier, soudatt mer do ganz sécher net am Low-Cost-Beräich leien. Bei 99, do kann ee schon d'riwwer diskutéieren. Mee ech kann et awer verstoen, datt esou Präisser gemaach ginn.

Mir hunn awer zu Lëtzebuerg natierlech eng aner Airline oder e puer aner Airlines, déi Bëllegairlinë sinn. An ech wëll lech awer soen, datt ech net gesinn, wéi mer dat an engem Land kéinten decidéieren, rechtlech gesinn. Well ech mengen, datt do d'Kommissioun direkt d'rout Kaart géif weise respektiv, wann een un den Europäesche Gerichtshaff domadder geet, da kritt een dat annulléiert, well mir sinn an engem europäesche Wirtschaftsraum, an engem europäesche Loftraum. An do kënnen mer net Contrainté maache géint enzel Airlines an engem Land. Ech mengen net, datt dat geet.

Wann dat fir d'Austrian Airlines elo virgeschriwwé gëtt am Zesammenhang mat dem Rettungspak, deen d'Regierung mécht par rapport zu der Austrian Airlines, dann ass dat eng aner Diskussioun. Da kënnen déi soen: „Wann dir net dat dote maacht als Airline, da gi mir iech net déi Suen, déi der zegutt hutt.“ Mee ech gesinn net, wéi et géif d'Strooss halen, datt Eisträich elo géif decidéieren: Fir sämtlech Airlines, déi an Eisträich landen a starten, ass de Minimalpräis vum Ticket 40 Euro.

Wat natierlech Eisträich ka maachen, dat ass Taxen afeieren - Starttaxen, Landtaxen, Passagéiertaxen - an déi esou staffelen, datt dat de Präis herno gëtt. Dat ass natierlech méiglech. An duerfir muss ech och soen: Ech hu mir dat alles ugekuckt, déi 40 Euro, dat kléngt gutt, mee et ass net spezifizéiert. Wat ass dann do dran an deene 40 Euro? Ass dat mat den Taxen, mat de Start- a Landtaxen, mat de Passagéiertaxen an esou weider? Oder kommen déi nach do uewen drop? Dat ass nach net kloer.

Mee grondsätzlech gesinn, fannen ech mindestens d'Initiativ net schlecht, well et geet jo drëms bei där dote Fro, net nëmmen ze verënnern, datt Leit wierklech fir, ech soen emol, fir all Klenggeheet an de Fliger klammen, och wann et net misst sinn. Hei geet et jo och virun allem drëms, fir d'Sozialstandarden ze retten an Europa bei deenen normalen Airlines. An do sinn ech ganz op der Säit vun deenejéinegen, déi esou Initiativen huelen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bausch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 121 vun der Madamm Stéphanie Empain un de Minister fir Tourismus iwwert den Tourismus während dem Päischtweekeend. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 121 du 8 juin 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à une première évaluation du weekend de Pentecôte dans le secteur du tourisme, adressée à M. le Ministre du Tourisme**

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Merci, Här Präsident. Léif Kolleginnen a Kollegen, als Alleréisch géif ech gären dem Här Minister an de ville Leit, déi am Tourismusberäich schaffen, felicitéieren fir déi vill Efforten, déi elo an de leschte Woche gemaach gi sinn, fir dem Secteur, esou gutt et geet, erëm op d'Been ze hëllefen. Nieft de finanziellen Hëllef sinn eng ganz Rei Campagnë lancéiert ginn. Dat ass eng nei Campagne - ech hoffen, Dir hutt se alleguere gesinn -, „Lëtzebuerg - Dat ass Vakanz!“ mat ganz schéine Visuellen, déi wierklech och Loscht maachen, heiheim Vakanz ze maachen, déi ganz gutt ukënn.

Mir begrëssen och d'Aktioun ronderëm de Vëlosommer, déi elo presentéiert gi si mat engem Accent op den duussen Tourismus, den Tourisme de proximité an och eeben der Méiglechkeet, den Transport de bagages organiséiert ze kréien, an natierlech och déi Initiativ mam Bong vu 50 Euro, wat ee groussen Incentive ass, fir déi national Offer no vir ze bréngen.

Ech mengen, et ass kloer: Wiwill Ministeren hu schonn an deene leschte Jore „Vakanz doheim“ als grouss Neierung geprisen am Ufank vun hirem Mandat? Ech mengen, des kéier ass „Vakanz doheim“ wierklech méi um Ordre du jour wéi jee, wann och net aus deene selwechte Grënn, wéi ursprénglech geduecht.

D'Horesca huet elo eng grouss Campagne gemaach mat „Safe to Serve“, déi och gutt ukënn an och hiren Zweck erfüllt, d'Leit ze rassuréieren, andeems se erklärt, wat d'Reegele vum Spill sinn.

Déi Mesurë waren dann elo zur Päischtvakanz all prett an et ass alles ugelaf. Et ass nach relativ fréi, fir déi éischt Zuele vläicht erauszefannen.

Mee ech mengen, mir waren alleguerten elo esou frou, dass d'Gäschter erëm konnte bei eis empfaangen, da sinn natierlech och gespaant op d'Zuelen.

An dofir wollt ech froen, ob Dir mä Gefill bestätege kënn, dass grad just am Campingsberäich awer schonn alles relativ gutt besicht war a wéi et an der Hotellerie ausgesäit par rapport zum Campingssecteur. Ech kéint mer virstellen, dass et an der Hotellerie e bësselche méi schwierig ass wéi am Campingsberäich, well um Camping ee méi fir sech ass, et kann ee sech besser organiséieren. Et huet ee vläicht manner Retizenzen erauszegoen. D'Fro vun de Jugendherberge stellt sech. Wéi rentabel kënnen déi fonctiounéieren, well se net méi esou fonctionéiere kënnen wéi ursprénglech?

Dann och d'Fro vun den Urspringsländer. Belsch konnte jo nach keng kommen. Et ass ganz vill Kommunikatioun gemaach ginn um hollännesche Marché. Do wollt ech froen, ob déi Zuelen dat erëmspigelen, wéi et do ausgesäit par rapport zu den däitsche Klienten, och vläicht d'Veerdeelung tëscht Stad a Land. Ech kéint mer och virstellen, dass et grad just an der Stad eebe vill méi schwierig ass, vun den Zuelen hier erëm an d'Luucht ze kommen, well mer do de MICE-Secteur hunn, dee matspillt, do hu mer d'Citytrips, d'Leit, déi méi mam Fliger ukommen, an esou weider. Dat heescht, ech mengen, den Auto spillt méi eng Roll. Ginn et do schonn Zuelen, och wat d'Relance vun Tourismus ubelaangt, den Impakt op d'Hotellerie an de Campingssecteur am Allgemengen an dann eeben d'Veerdeelung Stad a Land?

Voilà! Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Empain. Den Här Minister fir Tourismus Lex Delles huet d'Wuert.

► **M. Lex Delles, Ministre du Tourisme.** - Merci villmools, Här Präsident. Merci villmools och der Madamm Empain fir déi Fro. Et ass natierlech ganz fréi, fir scho kënnen genau Chifferen hei ze annonciéieren vun deem Weekend, well jo méindes annonciéiert ginn ass, dass de Weekend am Fong scho kéint virgezu gi fir den Horesca-Secteur, fir kënnen opzemaachen.

Et muss een awer soen, mir hu mat der Horesca geschwat, an do sinn et eng ronn 60 % vun de Betriber, déi opgemaach hunn. Also sinn et hei ronn 1.500 Betriber, déi iwwerhaapt emol op ware fir de Päischtweekeend. Direkt méindes, dëschdes sinn eng ronn 25 % vun den anere Betriber nach opgaangen, dat si ronn 700 Betriber, déi dann an där Woch opgemaach hunn.

Den Taux d'occupation an de Restauranten, dee louch bei ronn 30 % bis 40 %. Dat sinn natierlech Chifferen, déi mer elo vun der Horesca kritt hunn. Op där anerer Säit awer natierlech an der Hotellerie gesäit et vill manner gutt aus. Do war den Taux d'occupation während dem Weekend bei ronn 12 %. Dat léisst sech jo drop zrëckféieren, datt och déi verschidde Campagnen net konnte vun den Hotelbetriber selwer ganz laang am Viraus gemaach ginn.

D'Jugendherbergen, do sinn déi éischt Klienten do. Et muss een awer wëssen, dass natierlech grad an dieser Saison - Abrëll, Mee, Juni, Juli - ganz vill Schoulen an aner Gruppe mat Kanner an de Jugendherberge waren. Dat heescht, déi Zuele vun den Nuiteen sinn natierlech elo dëst Joer net do. Et waren awer, wéi gesot, schonn déi éischt Klienten, déi an de Jugendherberge waren.

Wat de Campingssecteur ugeet, do gesäit een, dass et eng ganz duerchwuesse Situatioun ass. Déi eng si ganz gutt gaangen, déi aner si vill, vill manner gutt gaangen. Dat läit gréisstendeels un zwee verschidde Voleten. Dat eent natierlech, dass mer ganz vill lëtzebuergesch Gäschter huten a Gäschter aus Däitschland, déi op de Campinge waren. Op där anerer Säit war eeben nach déi belsch Grenz zou, soudass aus der Belsch net vill bis guer keng Touriste kimm sinn. Natierlech Holland war och eng Diskussioun, wou mer en anere Problem huten. Do war d'Kommunikatioun, déi am Land gemaach ginn ass, net glécklech. Si hunn nämlech a verschidde Publikatiounen gesot, dass Lëtzebuerg zou wier fir den Tourismus. Duerfir och do ganz grouss Retizenzen respektiv eeben hunn d'Leit sech net nach anescht informéiert, fir op Lëtzebuerg op e Camping ze kommen. Mee do hu mer direkt géigegesteiert a mir sinn och do amgaangen, geziilt Campagnen ze maachen, fir eebe grad déi Sensibiliséierung ze maachen.

Wa mer scho vun de geziilt Campagnë schwätzen, Dir hutt se genannt, d'Campagne „Vakanz doheim“ hu mer dëst Joer, mengen ech, aus bekannte Grënn net esou genannt. Si heescht „Lëtzebuerg - Dat ass Vakanz!“ dëst Joer, well ech mengen, dass de Slogan vu „Vakanz doheim“ net passend wier dëst Joer, mee „Lëtzebuerg - Dat ass Vakanz!“, fir emol en

anere Point de vue mat eriwwerzebréngen, nämlech dass Lëtzebuerg als Vakanzdestinatioon eng aner Saach ass, wou mer och geziilt Reklamme eebe grad am noen Ausland maachen. Dofir hu mer och bewosst eis Outilen, déi mer hunn, fir Reklammen ze maachen am Ausland, op d'Nopeschlänner plus Holland limitéiert. Mir wäerten eréischt mat den Ouverturen duerno schrëttweis an Europa nach aner Campagnë maachen, mee alles, wat Fernmäärt sinn, maache mer guer keng Campagnen.

Dir hutt vum Aktivtourismus geschwat, eebe grad do vum Vëlostourismus mat der Campagne, wou d'CRE gespaant sinn, wou mer scho mat verschidde Gemenge geschwat hunn, déi ganz frou sinn, fir dat ze maachen.

Dir hutt de Gepäcktransport ugeschwat, en neie Projet, deen dëst Joer ass, deen d'Gratuitéit och dëst Joer huet fir d'Gepäck vum Voyageur, vum Tourist. Souwuel als Vëlostourist respektiv Wandertourist huet een hei d'Méiglechkeet, säi Bagage vun engem Hotel an deen anere bruecht ze kréien, fir dass een also do och vill méi flott kann duerch d'ganz Land reese mam Rucksak.

An dann hutt Der gesot, dass d'Labelen e ganz wichtige Volet sinn. Dofir si mer och ganz frou, dass mer mat der Horesca zesummen de Label „Save to Serve“ hunn, fir also d'Sécherheet bei de Client, deen an de Restaurant respektiv an den Hotel geet, erëm kënnen eriwwerzebréngen.

Parallèle dozou si mer amgaangen, am Business-tourismus och do e Label auszuschaffen, fir international kënnen ze garantéieren mat engem nationale Label, dass et och do sécher ass, dass verschidde Krittere agehale ginn, wann een zu Lëtzebuerg e Businesssevent respektiv e Meeting, iergendepes organiséiert, dass et och sécher ass, wann een op Lëtzebuerg kënn.

Merci villmools.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Delles. Mir kéimen dann elo un d'Fro Nummer 122 vun Här André Bauler un d'Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung iwwert den ekologesche Schutz an d'Valorisatioun vum Kulturiewen am Kader vum Waassergesetz. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 122 du 8 juin 2020 de M. André Bauler relative à la protection et la valorisation écologique du patrimoine culturel dans le contexte de l'application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här Präsident. Ech wollt effektiv eng Fro stellen un d'Madamm Ëmweltminister am Kontext, am Spannungsfeld Protection du patrimoine culturel a Waasserschutz. D'Waasserschutzgesetz vun 2008 gesäit effektiv vir, fir de Fall, wou déi néideg hydromorphologesch Ännerunge vun engem Gewässer signifikant Ännerungen op d'Ëmwelt am wäiteste Sënn hätten, dëst Gewässer als kënschtlech oder weesentlech verännert anzestufen.

Fir dese Fall muss dëst Gewässer dann d'Krittere vun engem sougenannte gudden ekologesche Potenzial erfüllen. Laut Europäescher Kommissioun emfaasst de Begriff Ëmwelt am wäiteste Sënn och de kulturelle Patrimoine. D'Waasserschutzgesetz vun 2008 stellt also e Mechanismus zur Verfügung, fir den Ausgleich tëscht dem Waasserschutz an dem Schutz vum Patrimoine, wéi zum Beispill Waassermillen, ze fannen.

An diesem Kontext wollt ech lech, Madamm Minister, follgend dräi Froen stellen: Éischtens, am aktuelle Règlement grand-ducal vum 15. Januar 2016 gëtt de kulturelle Patrimoine net erwänt. Wéi stellt Dir aktuell sécher, dass och an eisem Land de klasséierte Patrimoine erhale bleift?

Zweetens, dee selwechte Règlement grand-ducal fixéiert d'Evaluatiounsmethode vum Zoustand vum Waasser nom Prinzip „one out, all out“. Déi vill Aarbecht vun de leschte Jore spigelt sech dowéinst net an der Evaluatioun vum Zoustand vum Waasser erëm. E bessere Prinzip géif sécherlech och zu enger méi kohärenter Waasser- a Energiepolitik bäidroen. Sou kéint dann och zukünfteg d'Waasser eng méi grouss Roll bei der Reduktioun vum CO₂ spillen oder besser bei laangen Drécheperiode geréiert ginn. Wéini gëtt des Evaluatiounsmethod iwerschafft?

An zum Schluss, verschidde Waassermillen hei am Land hunn e Wasserrecht. De Jurist beziecht des Millen als „existence légale“ oder och nach als „moulin fondé en titre“. Drëttens also, wéi behandelt Äre Ministère des Rechtsbegréffer an déi domadder verbonne Rechter? A wéi eng Instruktiounen hunn Är Administratiounen an deem Kontext?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. D'Madamm Ëmweltminister Carole Dieschbourg huet d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmools merci och dem Deputéierte Bauler fir déi Froen, déi e mer gestallt huet, déi duerchau wichtig sinn. Et ass enorm wichtig, dass mer den Zoustand vun eise Gewässer verbesseren, Dir wësst et. Mir sinn iwwerall um Schaffen, fir déi 52 Querbauwierker, déi mer an eisem Plang draosten hunn, no an no ze reduzéieren, fir dass eeben d'Wanderfësch an eeben och d'Liewewiesen am Waasser, déi sech u sech mussen hin an hier, erop an erof kënnen beweege, fir dass den Zoustand besser gëtt, fir dass déi kënnen wandere.

Dëst gouf am internationale Kontext decidéiert. Mir schaffen och an der Rhäin-Kommissioun zum Beispill zesummen, fir no an no de Saumon erëm op Lëtzebuerg ze kréien. An ech mengen, dat ass esou eng Fernvisioun, déi awer ganz wichtig ass, fir deen ekologesche gudden Zoustand fir eis Gewässer mat de Liewewiesen dran ze erreechen.

Wéi stelle mer, elo ginn ech op Är éischt Fro an, sécher, dass den Denkmalschutz gewaart gëtt, well mir wëlle jo net nëmmen eise natierlech Kapital schützen, mee och eise Patrimoine culturel, deen zu eiser Identitéit gehéiert? An do ass et esou, dass mer natierlech bei deene Bauwierker Récksprouch hale mat Sites et monuments, ëmmer wann eppes soll gemaach ginn, wéi zum Beispill och no den Iwwerschwemmungen, awer och, wéi et an eisem Plang steet, fir déi Bauwierker fortzékrieen. Do gëtt et jo och technesch Solutiounen. Dat heescht, et kann een och e Bypass maachen, da kann een e Wier erhalen. Et kann een och aner Solutiounen fannen, wann elo en denkmalgeschützte Wier do wier oder e Bauwierk, e Querbauwierk.

Do ass et esou, dass et virun all Aktioun, virun all Renaturierungsprojet vun der Waasserverwaltung dee Kontakt gëtt. Mir huten och an de vergaangene Jore, ech mengen, et war 2017, eng gréisser Reunioun mat Verrieder vum Denkmalschutz, deene genau dat doten um Häerz louch. An do war d'Waasserverwaltung och dobäi, soudass do e Kontakt ass an ëmmer erëm nogefrot gëtt.

Zur Evaluatiounsmethodik. Dat ass eng, déi europäesch festgehalte gëtt iwwer Direktiv. An dat huet och säi Sënn, well d'Duerchganggeheet ass wierklech ee vun de wichtigste Krittere, fir d'Waasserqualitéit, also d'Qualitéit vun eise Gewässer ze bestëmmen, soudass deen „One out, all out“-Prinzip erhale wäert bleiven. Mir wëllen dat och net änneren. Mir wëllen net eis Standarden erofsetzen. Mee mir wëllen eis all engagéieren, zesumme mat de Gemengen, zesumme mat de Bierger, a mir hunn dat am Waassergesetz, an där leschter Iwwerschwemmung huele mer méi Geld an de Grapp, souwuel de Staat wéi och aner Acteuren, fir d'Querbauwierker ze garantéieren, natierlech am Respekt mam Denkmalschutz.

An da musse mer och wëssen, hei zu Lëtzebuerg hu mer lauter kleng Gewässer, well mir sinn op der Waassersched tëscht dem Rhäin an der Meuse. A mir hunn eng Potenzialstudie 2018 an Opdrag ginn an der Waasserverwaltung, well mer wollte wëssen: Wat mécht dat aus? Well bei eis si lauter Minihydropower..., also sou kleng Hydropowerstations do, dat heescht, dat si klengst Einheiten, wou mer u sech vun der Effizienz hier net fuerchtbar vill Stroum produzéieren. Et ass éischer de Gedanke vun der Autonomie a vum Denkmalschutz, dee bei dese Bauwierker, déi haut bestinn, eng Roll spillt doran, wéi mer se behandeln.

Nëmme fir lech eng Impressioun ze ginn: Also eng Wandmille mécht esou vill Stroum wéi all déi kleng Waasserrieder an Turbinen, déi et à ce stade gëtt. An dofir mengen ech, dass, wa mer an d'Zukunft kucken, mer éischer musse kucken, den Naturschutz an de Klimaschutz gemeinsam ze behandeln an hei där Iwwerschwemmung vun deene klenge Waasserleef d'Prioritéit ze ginn an éischer eis dorëm ze këmmern, dass de Bestand uerdentlech geschützt gëtt an dass mer do Weeër fannen.

An dohigeeënd geet och mä Lescht: Also natierlech, 2008 mat dem Waassergesetz si Verännereunge komm. Do sinn u sech déi Rechter, déi déi Millebesëtzer huten, sou an där Form net weidergefuert ginn. Um Terrain gesäit et awer esou aus, dat hu mer an de leschte Jore op all Fall gemaach, wa mer an der Wäisser lernz Iwwerschwemmungen huten oder och an der Schwarzer lernz, ëmmer wann e Bauwierk beschafft ginn ass, ass versicht ginn, mat de Proprietären an Uwinner eng kollaborativ Approche ze maachen, d'Pläng am Virfeld duerchezschwätzen a mat de Leit déi Projeten unzegeen, déi ganz, ganz vill mat hirer Liewensqua-

litéit ze dinn hunn an och mat hirem Patri- moine, wou se liewen. Dofir, mengen ech, hu mer do eng gemeinsam Approche, quitte dass Ar lescht Remark zum Recht, also dem Recht, wat et do fréier gouf, dat gouf iwwert d'Waas- sergesetz 2008 esou net weidergeféiert.

Merci.

M. Fernand Etgen, Président.- Merci vill- mools, Madamm Dieschbourg. Mir kommen elo zur Fro Nummer 123 vum Här Gast Gibéryen iwwert d'CO₂-Tax un d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Ent- wicklung. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 123 du 9 juin 2020 de M. Gast Gibéryen relative à la taxe sur le CO₂, adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt déi Fro hei am Fong un den Här Staats- minister stellen, mee den Här Staatsminister huet mech iwwert d'Verwaltung awer wesse gelooss, datt e léiwer hätt, ech géif déi un d'Madamm Ëmweltministesche stellen. A well mer fei Jonge sinn, maache mer dat dann och.

Meng Fro, déi bezitt sech am Fong op den „RTL“-Interview vu gëschter Owend am Journal vum Finanzminister Här Gramegna, deen eng ganz kloer a fir mech positiv Ausso do gemaach huet. Op d'Fro, ob elo géife Steiererhéijunge kommen, fir d'Staatsfinanzen ze sanéieren, huet den Här Gramegna geäntwert: „Dat hei- ten ass elo net de Moment, wou ee muss Steie- ren eropsetzen, weeder fir d'Leit nach fir d'En- treprenen. Dat versteet sech vum selwen. Et gëtt aner Perioden am Liewen, wou een esou Saa- che muss an d'A faassen.“

Et ass eng Ausso, déi mir, wéi gesot, begrëssen. A well mer héieren, datt e vu Perioden am Liewe schwätzt, a wëssen, datt déi Kris hei d'Fi- nanzen nach wäert eng Rei vu Méint a Joren ubelaangen, si mer also frou, datt ee quasi kann dovun ausgoen, datt et an dëser Legislatur- period keng Steiererhéijunge dierfert ginn.

(Interruptions)

Meng Fro, déi ech méi prezis dofir wollt stellen un den Här Staatsminister: D'Regierung hat vir- gesinn, a verschidde Etappen d'CO₂-Steier an d'Luucht ze setzen. An opgrond vum där Ausso vum Här Finanzminister gëtt jo dann och elo keng Erhéijung vun der CO₂-Steiere ge- maach. An ech wollt am Fong froen, wéi laang datt d'Regierung dann och gedenkt, keng CO₂- Steiererhéijung ze maachen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmoools, Här Gibéryen. An d'Wuert geet un d'Madamm Ëmweltministesche Carole Dieschbourg.

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.- Merci och dem Här Gibéryen fir déi Fro. An ech mengen, dass et hei zu Interpreta- tionen och Ärsäits koom, well u sech steet de Präis vum CO₂, deen de Prinzip ass vum Pol- lueur-payeur, ech mengen, dass mer do d'Dis- kussionen net sollte verwieselen, dee steet am Klimapläng. An dee gouf vum der Regie- rung ugehol.

Datt heescht, mir hunn u sech de 6.12. plus den 20.5. mam Klimapläng d'Iddi net opginn, dass mer am Kader vun der Steiererform, déi jo awer kéint an un där mer als Regierung festha- len, en CO₂-Präis wäerten aféieren. An deen ass och dynamesch opgestallt. An dorunner huet sech u sech näischt geännert. Dat wäert am Kader vun der Steiererform kommen.

A vill méi kann echlech ze ce stade net soe wéi dat, wat mer schonn an deene leschte Wochen a Méint ëmmer erëm och an der Press an och op Question-parlementaire geäntwert hunn.

Villmoools merci.

M. Fernand Etgen, Président.- Merci vill- mools, Madamm Dieschbourg.

8. Question élargie n° 38 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir de la Société Européenne des Satellites (SES)

Den zweite Punkt vum Ordre du jour vum haut ass d'erweidert Fro Nummer 38 vum Här Laurent Mosar iwwert d'Zukunft vum der euro- päescher Satellitgesellschaft SES. Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an no der Äntwert vum Minister eng eventuell Zousatzfro ze stellen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

M. Laurent Mosar (CSV).- Jo, Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'SES ass eng vun deene ganz grouse systeeme- schen Entrepreneuren an dësem Land. Et ass

d'Aushängescheld vum gesamte Spaceseक्टर an och ee vun de Weltleadere, wat d'Satellit- tenaktivitéiten betréift.

Säit e puer Méint ass awer dës Gesellschaft, wann ech dat emol esou kann ausdrécken, a relativ schwierege Gewässer. An net méi spéit wéi d'lescht Woch ass jo och eng Annonce koom, datt weltwäit géifen d'Effectiffe vun dëser Societéit ëm 10 % bis 15 % erfroen, wat fir Lëtzebuerg 60 bis 75 Aarbechtsplaze géif ausmaachen.

An do muss ee sech natierlech froen, wéi et zu dëser Situatioun konnt kommen, wat och do déi méi déif Ursache sinn.

Ech hunn de Méitten net ganz vill Zäit. Ech wäert mech also op déi weesentlech Punkte konzentréieren an och doriwwer eng Rei vu Froe stellen. Ech mengen, datt et hei eng Rei vun Ursache ginn, sécherlech ass eng dovun och déi ganz schwiereg Situatioun vun de Sa- tellitgesellschaften weltwäit, déi natierlech net verbessert ginn ass duerch d'Covidkris.

Doniewent ginn et awer och eng Rei vun Erklä- rungen, déi direkt mat der SES zesammenhän- ken. An do ass natierlech déi éischt Erklärung déi vun der Diversifikationsstrategie vun dëser Firma. An do well ech awer vläicht nach eng Käier an Erënnerung ruffen, well et wichtig ass, datt an dëser Societéit u sech de lëtzebuer- gesche Staat plus d'SNCI plus d'Spuerkeess quasiment 16 % vun de Participatiounen halen an awer méi wéi 33 % vun de Stëmmer hunn.

Datt heescht, de lëtzebuergesche Staat ass u sech deen eenzeg Actionnaire de référence an dëser Gesellschaft. A wann ee seet „action- naire de référence“, ass et och deen Aktionär, deen u sech decidéiert, a wat fir eng Richtung datt et geet.

Elo stelle sech do eng Rei vu Froen, op déi ech och méi prezis nach wäert ze schwätze kom- men. Mee eng dovunner ass, datt geplangt ass, datt u sech zwou Aktivitéiten, déi vum Video an déi vun den Networks, solle getrennt ginn. Video ass u sech bis elo ëmmer d'Mël- lechou vun der SES gewiescht. Do si ganz vill Sue verdegnt ginn. Elo gëtt awer zu Recht och op dee Volet Networks geluecht an do si ganz grouss Investissementer virgesinn, Investisse- menter vu 4 Milliarden, wou op zwee ganz nei innovativ Systemer gesat gëtt. Dat eent ass den HTS an dat anert ass den O3b mPOWER.

Deen zweite ganz besonnesch ass een, deen en place gesat gëtt fir d'Croisièreschëffer. An ech mengen, ech brauchlech elo net ze mo- len, wéi an Zukunft d'Croisièreschëffer wäerte sinn. An do stellt sech eigentlech d'Fro, wéi et mat deenen Investissementer virugeet. Déi sinn zum Deel, Här President, och absolut net ofge- séchert.

Da kéint den zweite Volet dobäi, datt u sech d'SES wäert op Frequenze renoncieren an de Vereenegte Staaten, duerfir e Betrag vu 4 Mil- liarde wäert kriegen, u sech d'Fro sech stellt, wéi déi 4 Milliarden do wäerten investéiert ginn.

Da stellt sech awer och eng absolut weesent- lech Fro, datt am Moment d'SES eng Strategie fiert, fir Europa ze verlossen a quasiment ganz hir Aktivitéite Richtung Vereenegt Staaten aus- zeriichten. Just et muss een elo do wëssen, wann d'SES an d'Vereenegt Staate geet, huet se mat verschidde ganz décke Playere ze dinn, mat Facebook, mat Google. An do muss een einfach wëssen, datt d'SES e ganz, ganz kleng Player ass. An do muss ee sech wirk- lech och d'Fro stellen, wat dat fir e Sënn mécht, nëmme systematesch Richtung Veree- negt Staaten ze goen an e bëssen de Secteur vun Europa ze delaisieren.

Ganz kurz eng Rei vu prezise Froen, Här Staatsminister, déi ech awer och wollt stellen. Éischtens, wéi gesäit et mat der Diversifi- kationsstrategie aus? Wat ass do konkret och d'Roll, déi d'lëtzebuergesche Regierung als Actionnaire de référence an där Prozedur spillt?

Zweetens gëtt mer gesot, datt grouss Pro- blemer wäeren och um Niveau vum Personal, besonnesch och hei zu Lëtzebuerg, grouss Schwierigkeeten, wat d'Beamtendelegatioun an d'Direktioun betréift. Do géif et quasiment net zu Gespräicher kommen. Och do wär ech frou, wann Der mech géift wesse loossen, a wat fir eng Richtung datt et geet. Ginn och hei zu Lëtzebuerg 10 % bis 15 % vun de Leit ent- looss?

Dann déi drëtt Fro: Ass d'Regierung u sech mat deem Konzept d'accord, fir d'SES ze splécken an zwee Voleten, de Volet Networks an de Volet Video? An ass och d'Regierung domadder averstanen, datt d'Aktivitéite vun deem enge Volet just nach an Amerika wäerten oflafen an datt och déi Societéit mat hiren Haaptaktivité- ten do soll domiciliéiert ginn? Datt sinn extreem wichtig Froen!

Dann eng allerlescht Fro, déi engem och Suerge mécht. Sou wéi am Moment d'SES op-

gestallt ass mat ville finanziellen Investissemen- ter, ville Problemer, ass se leider Gottes en Ob- jet, fir kënnen relativ einfach iwwerholll ze ginn. An do stellt sech och d'Fro: Wat ënnerhëlt d'Regierung fir ze evitéieren, datt d'SES d'Äffer vun enger Lwwernam gëtt? Déi Gefor, déi be- steet reell. An ech wär ganz frou, Här Staatsmi- nister, wann ech och géif Äntwerten op all déi dote Froe kriegen. Déi sinn net nëmme wichteg fir d'SES, déi si wichteg fir d'lëtzebuergesche Wirtschaft an déi si wichteg fir eist Lëtzebuer- ger Land.

M. Fernand Etgen, Président.- Merci vill- mools, Här Mosar. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt awer ze ën- nersträchen, an ech mengen, datt ass awer ver- giess ginn, dass d'SES eng Privatgesellschaft ass. Et ass keng Staatsgesellschaft, ech well do- madder awer hei ufänken. Mir sinn Aktionär, mir sinn historesch e wichtige Aktionär. Mee mir sinn awer, och wa mer en Actionnaire, Dir sot, de référence sinn, si mer nach ëmmer e minoritären Aktionär.

An Dir wësst jo awer och, wéi d'Privatgesell- schafte fonctionieren a virun allem och Betri- ber, déi op der Bourse cotéiert sinn. Et ass, mengen ech, ganz wichteg, dass mer hei net a Spekulationen falen, andeem mer soen, d'SES géif elo Lëtzebuerg verlossen, et géif hei oder et géif do. Ech mengen, et ass e Privatbetrib. An ech mengen, dass och verschidde Saachen, Spekulationen engem Betrib kënnen schueden.

Direkt fir unzefänken: Et ass am Board selbst- verständlech iwwert de Commitment zu Lëtze- buerg diskutéiert ginn. An d'SES bekennt sech zu Lëtzebuerg! Dowéinst: Déi Rumeur, dass hei d'SES géif Lëtzebuerg verlossen oder net committed wier fir onst Land, well ech direkt emol schonn hei ewechhuelen.

Et ass tatsächlech eng Situatioun, déi kompli- zéiert ass fir e Betrib wéi d'SES. An erlaabt mer, dass ech hei och en toute transparence, esou wéi d'SES et och gemaach huet, ob dat an der Press, ob dat och am Verwaltungsrot ass, dorop well aopen. Ech mengen, et ass en Interview am „Wort“ gewiescht, och vum CEO vun der SES, wou een eeben och op all déi Detailer agaangen ass.

ler mer awer iwwert de Plan social schwätzen, sollte mer mat deem generelle Kontext ufän- ken, eebe vun der Societéit a vun de Satelliten insgesamt. Dir musst wëssen, dass d'SES jo his- toresch opgebaut ginn ass op d'Aktivitéit vun de Videosegmenter. Datt heescht am Kloertext: Dat waren d'Schosselen, déi d'Leit doheem haten. An iwwert d'Schosselen hunn d'Leit dann eeben och hir Programmer gekuckt, fir d'Télee kënnen ze captéieren. Datt huet och als Konsequenz gehat, datt d'SES an dëser Matière zum Champion ginn ass.

Ech brauchlech jo net ze erklären, an ech men- gen, den Här Mosar huet schonn eppes gesot, wat ganz richtig ass, dass deen traditionellen Téleesprogramm, deen ee gekuckt huet oder gezapped huet mat der Schossel, hautdesdaags net méi d'Realitéit ass, wat gefrot gëtt.

Ëmmer méi Leit maache Video-on-Demand. Ëmmer méi jonk Leit kucken hire Programm op hirem Handy, op hirem iPad a maachen iwwer- haapt keng Télee méi un, oder och op hirem Computer. Datt heescht, ech brauchlech net ze erklären, dass et Netflix haut gëtt. Ech brauchlech net ze erklären, dass et Amazon Prime haut gëtt. Ech brauchlech net ze erklären, dass et YouTube gëtt. Datt heescht, dass hautdes- daags och de Marché vun deem, wat iwwer- haapt gekuckt gëtt um Schierm, en aner ass wéi deen, deen et an der Vergaangenheit war.

An ech muss lech soen: Datt ass eng Realität fir d'SES, mee et ass och eng Realität fir d'Télees- chainen. Mir gesi jo och, dass ëmmer manner Leit d'Téleeschainen, an dat soen ech, e ganze Programm kucken, mee se duerno just dat kucke ginn, wat se dann och wëllen, oder déi Sujeten, déi se dann och interesséieren. Dofir sinn et manner Téleeschainen, déi och Client gi si bei der SES, an dat heescht, dass och manner Capacitéite vun de Satellitte beusprocht gi sinn.

Et gëtt och domadder gerechent, dass de Covid-19 och an deem Beräich wäert en Im- pakt hunn, well nämlech d'Clienten och vun der SES duerch de Covid-19 concernéiert sinn. Et ass doudsächer net den Ausléiser, mee ver- stärkt awer och dee finanziellen Drock op d'SES. Am Detail kann awer d'SES dës Zuelen nach net chiffrieren.

Dës Changementer huet d'SES natierlech ant- cipéiert. Et ass net, dass d'SES elo op eng Käier iwwerrascht ass, dass déi Schossel net méi dat ass, wat vu jiddwerengem och gebraucht gëtt, an huet och dofir déi lescht Joren dorunner ge- schafft, en neit Standbeen opzebauen, nieft deem traditionelle Videoberäich. Datt ass den Datamarché. Datt ass deen, dee vun SES

Networks bedängt gëtt. Also Connectivitéit an Dateniwwerdroung iwwert d'Satelliten, haupt- sächlichlech och do, wou kee Glasfaser kann instal- léiert ginn.

Et ass virun zitéiert gi vum honorabelen De- putéierten: d'Croisière. Mee et ass net nëmme d'Croisière. Et sinn och d'Fligere an et sinn och déi Länner, déi manner connectéiert sinn, wou een do och am Fong e grouse Marché huet a wou d'SES och e staarke Wuesstum do kennt.

Et ass och esou, an dat ass och eng Tatsaach, déi den honorabelen Här Mosar gesot huet, dass et och nei Acteure ginn an deem dote Marché, dat heescht, dass d'SES net méi eleng ass. Virdu war et: Si waren net eleng, mee si haten awer eng grande Part de marché. Mir sinn haut mat SpaceX mat sengem Starlink oder Amazon, déi sech am Fong och all opstel- len, fir där Capacitéit am Connectivitéitsniveau och bäizekommen.

D'Revenuen aus dem Videoberäich ginn dofir och déi lescht Joren erof an d'Datae ginn erop - dat ass och eng Tatsaach an där Firma -, ouni awer de Réckgang vum Video kënnen ze kom- penséieren. Datt heescht, et ass eng Montée, déi do ass, mee et ass eng Baisse, déi méi grouss ass wéi dat, wat d'Montée och ass.

Wou am Ufank ongeféier de Videosegment 100 % vun de Revenue vun der SES war, sinn et der am Moment just nach 60 an et wäert och a kuerzer Zäit op 50 % kënnen erfroen.

Fir och kënnen am Databeräich aktiv ze sinn an eebe present ze sinn an e Big Player ze sinn, huet d'SES massiv a sougenannt High- Throughput-Satelliten investéiert, och den HTS, Geostationnaire an och an d'Constella- tioun, den O3b, deen och virun zitéiert ginn ass. Duerfir goufen och Prête geholl. An esou wéi dat mat engem Prêt ass, müssen déi och iergendeng Käier zrëckbezuelen ginn.

Dës Strategie „Simplify and Amplify“ huet als Haaptziel, fir d'SES eeben och op dat neit Èm- feld kënnen ze preparéieren. Fir dëst ze erree- chen, gëtt et nämlech véier Schwéierpunkten an dëser Strategie.

Deen éischte Punkt ass deen eeben, fir d'Zu- kunft och kënnen ze innovéieren, dat heescht, verstärkt op Cloud-Servicer och ze setzen a Léisungen an Technologie mat Clienten a Part- ner emsetzen, eeben iwwert den Innovatioun Hub. D'Zil ass et, fir och neie Wuesstum iwwert déi nächst Joren ze generéieren.

Et gëtt analyséiert, esou wéi den Här Mosar och gesot huet, fir d'Vidoe an d'Networks ze trennen, soudass sech zwou Unitéite och bes- ser kënnen op hiert Èmfeld fokusséieren a sech och flexibel kënnen un de Marché upassen.

D'Resultater vun dëser Analys gi méi spéit dëst Joer erwaart. Duerfir, et wier haut auch pre- coce ... Dir sot, mir wieren e wichtige Ak- tionär a mir géife soen: „D'Regierung wëllt, dass et esou geet.“ Et ass e Privatbetrib. Ech mengen, et ass wichteg, dass déi Decisioun do och am Conseil geholl gëtt.

Mir wëllen nëmme dat Bescht fir déi Entre- prise. An ech mengen, wann de Conseil dat duerno soumettéiert, wäerte mer och an déi Richtung kënnen goen.

De Fokus soll och, als drëtte Punkt, op der SES hir Kärkompetenze konzentréiert ginn, datt heescht, op hir Stärkte fir déi profitabelst Mar- chéen. An et muss een och eng Käier d'Deci- sion huelen, dass déi manner profitabel Mar- ché muss gestoppt ginn. Et ass e Privatbetrib an do kann een och net nëmme à perte schaf- fen. An domadder gëtt d'Effikasitéit eropgesat an da gëtt et och vläicht méi einfach, fir mat der SES, mat hire Clientéite kënnen ze schaffen.

Dann dee véierte. Datt ass: Deen operationelle Betrib soll vereinfacht ginn, d'Produkte stan- dardiséiert ginn an déi weltwäit Presenz soll och optimiséiert ginn. Domat sollen d'Ressour- cen den neie Fokus ënnerstetzen an eng man- ner hierarchesch Struktur am Fong agesat ginn. D'Profitabilitéit ass iwwert déi lescht fënnf Joer erfroen, dat ass kee Geheimnis, well sech d'Marchéen esou staark verännert hunn. An duerfir müssen och elo weider Käschte ge- spuert ginn.

Firwat ass e Sozialpläng néideg? Ech mengen, d'Regierung freet sech ni iwwer e Sozialpläng vun engem Betrib, mee d'Marchéen hu sech, wéi ech virun gesot hunn, geännert. D'Kon- kurrenz ass méi grouss ginn. Et ass manner Nofro. An duerfir muss och d'SES sech nei ausrichten, fir awer weider am Marché kompe- titiv ze bleiwen, an net am Fong nëmme no- kucken, wéi dann op eng Käier d'SES soll do a schlecht Dicher geroden.

Et ginn am Fong elo verschidde Kompetenze gebraucht, neier gi gebraucht. An et sinn aner, déi och manner gebraucht ginn. Dat ass eeben och, wann de ganze Secteur, esou wéi ech vir-druck gesot hunn, och schonn an der Transformatioun ass. Dat heescht, de Betrib muss sech strukturell nei opsetzen a méi effikass och kënne fonctionéieren. Do muss evitéiert ginn, dass op verschiddene Plazen am Fong ze vill Leit si fir Aarbecht, déi do net méi gemaach gëtt. An dann op anere Plazen, wéi gesot, kann een och net d'Leit einfach ëmswitchen a soen: „Elo kritt Der eng nei Fonction“, wa se och net dorop preparéiert gi sinn.

Et muss awer och leider u Käschte gespuert ginn. Dat ass och eng Realitéit vum Marché, fir dass och weider an de Wuesstum kann investéiert ginn. Wann net investéiert gëtt, dann ass d'SES op eng Kéier och net méi kompetitiv vis-à-vis vun deenen aneren. Dat heescht, dat soll och dozou féieren, dass och mëttel- bis laangfristeg méi Leit kënnen zu Lëtzebuerg age stellt ginn an dass sech hei och cibléiert gëtt op dat, wat erfollegräich ass.

A fir och weiderhin a Wuesstum kënnen ze investéieren, muss de Betrib och säi Kreditrating behalen. An an dése momentan schwieregen Zäiten heescht dat och, Käschte spueren, fir dass d'SES och weider op Kapital zu deene beschte Konditiounen kann zougäifen. An duerfir goufen och schonn Dividende reduzéiert am Betrib. Et mussen awer nach weider Efforte gemaach ginn.

Den Impakt fir Lëtzebuerg, huet den honorabelen Här Mosar och gefrot. Jo, et ginn am Ganzen tëschent 10 bis 15 % vum Personal ofgebaut. Weltwäit schaffe bei der SES ongeféier iwwer 2.000 Leit, an zu Lëtzebuerg sinn et der knapp 600.

Et gëtt awer probéiert duerch Prereträiten an och duerch Emschoulungen, den Impakt esou kleng wéi méiglech ze halen. Dorunner gëtt och intensiv mat der Personalverriedung geschafft, krut och gesot. Duerfir sinn och iwwerrascht, dass Der mer sot, dass do guer keen Dialog wier. A mir och als Staat setzen eis derfir an, sou wäit wéi dat méiglech ass, fir de sozialen Impakt op Lëtzebuerg, op seng Mataarblechter esou kleng wéi méiglech ze halen a kënnen ze minimiséieren.

Lëtzebuerg ass a bleift och den Haaptstëtz vum dëser Firma! Ech insistéieren op deem dote Punkt. An et ass och ganz wichteg, dass d'Gesellschaft och op deem Site zu Betzder bleift. Iwwert d'Zäit soll d'Personal hei zu Lëtzebuerg souguer erweidert ginn, krute mer vun de Vertrieder am Verwaltungsrot gesot, awer an engem neie Fokus; wéi gesot, op Cloud an och d'Applikatiounen.

Aner Sitten op der Welt ginn a verschiddene Länner souguer ganz zougemaach oder ganz vill Leit licencéiert.

► Une voix. - Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président. - Den Här Mosar huet nach eng Zousazfro. Här Mosar, wannechgift.

► M. Laurent Mosar (CSV). - Jo. Merci dem Staatsminister, dee mer zum Deel op meng Froe geäntwert huet, awer net ganz. Duerfir muss och nach eng Kéier à charge kommen.

Ech wëll dem Här Staatsminister awer just vläch eppes rappeléieren. En huet virdu gesot, hei wär eng Aktiegesellschaft an de Staat hätt do net ganz vill Influenz, souguer wann en Actionnaire de référence wär. Ech wëll awer just dem Här Staatsminister rappeléieren: Hei huet de Staat mat der Spuerkeess an der SNCI iwwer 33 %, dat heescht eng Minorité de blocage. Ouni den Accord vum Haaptaktionär, wat ass elo hei de Lëtzebuergesche Staat ass, kann also keng strateegesch Decision geholl ginn! Ech mengen, et ass awer wichteg, dass een dat nach eng Kéier prezisziert.

Elo nach eng Kéier kuerz eng Rei Froen, op déi Der awer net geäntwert hutt, Här Staatsminister.

Déi éischt, Dir hutt elo gesot, den Haaptstëtz vun der SES bleift esou oder esou hei zu Lëtzebuerg. Meng Fro war eigentlech ze wëssen: Kënn et zu där Opspléckung zwëschent där SES - kommt, mir nennen déi emol - Video an der SES Networks? An ass et richteg, dass déi SES Networks an de Vereenegte Staaten, wat hir Aktivitéiten betrëfft, domiciliéiert gëtt an dass eigentlech just nach hei zu Lëtzebuerg de Volet Video bleift?

An déi zweet Fro och nach eng Kéier hann-druck: Dat géif jo awer heeschen, dass mer géifen an Zukunft de Gros vun eisen Aktivitéiten ausserhalb vun Europa lokaliséieren goen, wat

awer trotzdem fir mech eng Rei och vu prinzipielle Froen opwürft.

Dann eng drëtt Fro, op déi Der guer net geäntwert hutt, déi awer extrémement wichteg ass. Wann een d'international Press liest, besonnesch an deem dote Secteur, gëtt vun der SES geschwat als engem Takeovertarget. Et gëtt besonnesch gesot, dass Telesat, dat ass eng ganz grouss kanadesch Firma, dorunner interesséiert wier. Dat heescht, hei besteet reell d'Gefor, dass d'SES Affär vun enger Unfriendly Takeover kéint sinn. An do ass et awer wichteg, dass ee sech d' Moyene gëtt, fir dogéint ze resistéieren.

An ech géif awer gär de Mëtteg vun lech wëssen, Här Staatsminister, wat d'Regierung do gedenkt ze maachen. Hei geet et net em egal wat fir eng Firma. Hei geet et em d'SES! An ech mengen, mir wëllen net muer an der Zeitung liesen, dass d'SES einfach vun enger anerer grousser Firma iwwerholl ginn ass.

An duerfir wär och wierklech frou, wann Der mer op déi dote Fro kéint nach eng detailléiert Äntwert ginn.

► M. Fernand Etgen, Président. - Ech ginn d'Wuert zrëck un de Premier- a Staatsminister.

► M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Här President, ech soe Merci fir déi dote Froen. Tatsächlech déi vun der OPA hat och vergiess ze beäntweren. Et muss ee just wëssen, dass dat net esou einfach geet, well d'SES leeft iwwer eng Concessioun, déi hei ass. Dat heescht, souwiso d'Regierung misst de Go ginn. Dat heescht, et ass net einfach esou, dass hei d'SES ka vun haut op muer op eng OPA kommen, well ouni Concessioun fonctionéiert et net. Dowéinst, wéi gesot, ass dat doten net richteg.

An déi aner Saach, dat ass déi, wou den Här Mosar geschwat huet iwwert déi Visioun vun deenen zwou Saachen. Do hunn ech virdruck awer kloer beäntwert, Här President, dass am Moment Analyse sinn an dass mer bis Enn des Joers normalerweis do och missten definitiv Resultater hunn.

An ech krut nach eng Kéier bestätegt, dass och d'Délégation du personnel zesumme mam Betrib géif schaffen. Dat heescht, dass den Dialogue social am Betrib awer géif fonctionéieren. Et ass vläch net ëmmer einfach. Ech weess, vu wat ech schwätzen. Mee, wéi gesot: Haaptsaach et schwätzt ee mateneen an et probéiert een, no konstruktive Léisungen ze sichen an déi duerno och am Interêt vum Betrib kënnen zesumme festzehalen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass dat och wäert sinn.

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci, Här Staatsminister.

9. Question élargie n° 39 de M. Claude Wiseler au sujet du traçage informatique dans le contexte du coronavirus SARS-CoV-2

Mir kommen elo zur erweidert Fro Nummer 39 vum Här Claude Wiseler iwwert den informatischen Tracing am Kader vum Coronavirus. Den Auteur vun der Fro huet fënnef Minutten, fir seng Haaptfro an eng eventuell Zousazfro ze stellen. An d'Regierung huet zéng Minutten. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

► M. Claude Wiseler (CSV). - Merci, Här President. „Den informatischen Tracing dierf net aus puren opportunistesche Grënn eliminéiert ginn.“ „Opportunistesche Grënn“, dat soen net ech, dat seet d'Lëtzebuergesche national Eethikskommissioun. A se firt souguer weider an hiren Explikatiounen, an ech liesen lech dat vir, well et aussergewéinlech kloer ass an deem Avis vun der Eethikskommissioun.

Se seet: L'écarter - dat heescht den informatischen Tracing - « L'écarter par commodité politique ou par surévaluation des principes de la protection des données personnelles serait inacceptable. » Inacceptable! « Ce serait d'autant moins acceptable qu'il n'est nullement établi que la protection des données est incompatible avec le traçage [...] »

Opportunismus, politesche Kommoditéit, inakzeptabel: Dat si staark Wieder. Dat seet d'national Eethikskommissioun an engem kloren däitlechen Avis, em deem d'Regierung se net gefrot huet, mee dee se awer de Besoin hat fir ze schreiwen, fir e Message weiderzeginn.

Fir mech, wann ech et interpretéieren, ass dat en Appell un d'Lëtzebuergesche Politik, un d'Majoritéit, mee net nëmmen u d'Majoritéit, e wichtege Sujet, wéi deen heiten, unzegoen, en awer unzegoen, ouni eng virgefaaste Meinung auszuredenken, en unzegoen mat sachlechen Argumenter, en unzegoen, ouni sech dauernd ze froen, wat hei elo an deem Moment bei de Leit guddt ukënn oder wat net guddt ukënn.

Et ass e Message, fir en unzegoen a sech em den Inhalt ze bekëmmeren. An den Inhalt, dat sinn hei déi sanitär Froen a wéi mer mat deenen ëmginn, an net mat enger vun enger Pensée unique geprägter Meinung oder mat generalistesche Banalitéiten, fir deenen engen an deenen anere Recht ze ginn, fir nëmmen net unzestoussen.

Wat seet den nationalen Eethiksrot? Zwee Messages, déi ganz einfach sinn:

Éischtens, eng Covidapplikatioun kann am Kader vun der Mise en place vum Deconfinement an der Ennerbriechung vun der Infektiounsketten nützlich a sënnavoll sinn. Dofir soll, dofir muss, seet en, d'Regierung sech drëm bekëmmeren an derno kucken! Dat ass déi éischt Ausso.

Déi zweet Ausso, déi den nationalen Eethiksrot mécht, dat ass, fir ze soen, dass natierlech, wann esou eng Covidapplikatioun kënnt, se muss faisabel sinn a se muss proportionell sinn zu der Zilsatzung. Faisabel, dat ass se. Dat gesi mer an Däitschland, déi se an enger Woch aféieren. Dat hu mer a Frankräich gesinn, déi se säit enger Woch hunn.

Si muss proportionell zum Zil sinn. An dofir setzt d'national Eethikskommissioun eng Rei Konditiounen: éischtens, kloer d'Konditioun vum Volontariat, vun der Transparenz, vun enger minimalistescher Applikatioun, déi limitéiert an der Zäit ass an déi och kloer definéiert Objektiv huet.

Dat war eng Diskussioun, déi viru e puer Wochen am Bundestag gefouert ginn ass mat wierklech Rieden, wann Der et gelauschert hutt, déi an d'Déift gaange sinn an déi sech mat de Vir- an Nodeeler vun deene ganzen Applikatiounen a vun deene ganze Reegelen, déi mer an engem Confinement mussen anhalen, de Leit mussen als Politiker imposéieren, auserneegesat hu mat profunde Reflexiounen, déi gemaach gi sinn. An déi Applikatiounen, déi an Däitschland kommen, déi dezentral sinn, déi sinn och deene Krittäre gerecht. Zumindest huet de Bundestag dat esou empfongt.

Op jidde Fall entspreche se och deene Krittären, déi mir eis hei an der Chamber ginn hunn, notamment iwwer eng Motioun, déi den Här Clement erabruecht hat an déi mer hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Ech hunn zwou Froen un d'Regierung:

Dat ass déi, wéi d'Regierung sech par rapport zu dem Avis vun nationalen Eethiksrot stellt, dee seet, dass d'Realisatioun vun esou enger Applikatioun incontournabel ass. Wat sinn d'Suite par rapport zu deem Avis?

An zweetens, am Ausland, notamment an eisen Nopeschlänner, sinn oder wäerten esou Applikatiounen en place kommen. Wat sinn d'Konsequenze vun den Akten, déi eis Nopeschlänner momentan setzen, mam Hannergrond, dass all Dag esou vill Frontalieren an eist Land eriwerkmommen, Länner, déi mat deem Typ vun Applikatiounen schaffen?

Ech wär frou, dorobber Äntwerten ze kréien.

Merci.

► Une voix. - Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Här Wiseler. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Premier- a Staatsminister Xavier Bettel.

► M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Här President, ech muss lech soen: Ech hunn d'Gefill, ech wär am falsche Film! Ech wëll just drun erënneren, dass mir viru engem Mount op Initiativ vum Här Clement eng Motioun hei gestëmmt hunn. Bal unanimes! Ech mengen, ausser der ADR huet jiddwereen derfir gestëmmt - jiddwereen! -, wou Dir sot: „Mir wëllen, dass d'Regierung keng App mécht, wann et net muss sinn! Wann et net muss sinn! Dir sollt den Analog weiderféieren an net dat Digitalt maachen.“

An dunn hate mer d'Diskussioun, dass mer eis engagiert hunn, mir géifen dat Digitalt maachen, wann - an dat wär d'Konditiounen, déi mer och hei gesot hunn - mer op eng Kéier Zuelen hätten an dat analog net méi géife packen oder wann et och d'Konditioun wär, fir an d'Ausland kënnen ze fueren.

► M. Guy Arendt (DP). - Très bien!

► M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Ech soen lech just, dass am Moment ... An Dir hutt vu Frankräich geschwat. Däitschland ass nach ëmmer net applikabel. Eisträich huet eng gemaach, déi huet net dee gewëssene Succès. Ech hat lech schonn hei zitéiert: Verschidde Länner hunn hir App schonn ofgeschafft.

Elo kënn den Avis vum Comité national d'éthique an da kréien ech gesot: „Elo musst Der alles änneren!“

Här President, ech muss lech soen: Ech stinn zur Verfügung, wat d'Chamber gären hätt. Mee da sot mer et! Dir kënnt net hei eng Motioun stëmme mat 56 oder 57 Stëmmen, andeem Der sot: „Mir wëllen am Moment keen Digital“, an da kënnt en Avis, an hei ass jo vun Opportunité politiquement geschwat ginn, dass dann op eng Kéier alles anescht wär!

► M. Guy Arendt (DP). - Très bien!

► M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Ech kann lech just soen, Här President, dass d'Regierung selbsterständlech den Avis vum Comité national d'éthique analyséiert, dass mer selbsterständlech och den Däitschland an all déi Saachen juristesche en veillé halen. Dat heescht, dass wann déi Konditiounen - déi Dir eis ginn hutt! -, fir eng digital App ze maachen, erfëllt ginn, mer et och maachen. Mee wa mer vun Opportunité politiquement schätzen: Hei ass méi vun Opportunismus, dass geschwat gëtt, wéi vun iergendepes aneres!

Am Moment, an Dir gesitt och d'Zuelen, si mer net an enger Situatioun, wou mer dat analog net packen. A wann Dir, wann d'Chamber mir elo haut seet, dass dat, wat se viru engem Mount op Initiativ vum Här Clement mat enger grousser Majoritéit gestëmmt huet, haut net méi richteg ass, da sot mer et an da maachen ech meng Hausaufgaben aneschters!

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools. Den Här Wiseler freet d'Wuert nach fir eng Zousazfro.

► M. Claude Wiseler (CSV). - Jo, jo. Här President, wann Der déi Motioun gelies hutt, déi mir gestëmmt hunn, do steet dran, enner wat fir enge Konditiounen esou eng Applikatioun net kéint gemaach ginn an ënnert war fir enge Konditiounen kéint gemaach ginn.

Ech stelle just fest, dass an deene leschten Zäiten all déi aner Länner ronderëm anerer Decisionen geholl hunn, fir de Leit eng volentär Zousazsächerheet kënnen ze gi fir déi Leit, déi se wëllen huelen.

Dir beweegt lech net. Dir sot, Dir wëllt op kee Fall esou eppes maachen.

Op där anerer Säit gitt Der awer an eise Covidgesetz dohinner, dass den analogen Traçage an d'Obligatiounen, déi Der doranner setzt, esou staark sinn, dass sech fir mech awer dann och eng ganz Rei Froen opwerfen.

Notamment gitt Der do dem Direkter vun der Santé respektiv senge Leit d'Méiglechkeet, fir en Traçage analog ze maachen, wou jiddwer Einzelnen obligéiert ass, ganz genau individuell perséinlech mat Numm a mat Daten de Leit ze soen, wann en dann infizéiert ass, wat e gemaach huet an deene leschten Deeg a wéi en et gemaach huet an enner wat fir enge Konditiounen en et gemaach huet!

Ech muss lech soen: Wann Der dat op där enger Säit maacht an Dir refuséiert an déi anerer Diskussioun eranzegoen, da stelle sech a mengen Aen awer eng ganz Rei Froen!

Ech fannen deen Avis vun der Eethikskommissioun e ganz gudden Avis, e sënnavollen Avis, en Avis, deen dat sachlech ugeet. An ech fannen, dass mir hei an der Chamber sollen an deem Moment, well mer an engem anerer Moment si wéi viru 14 Deeg, 3 Wochen, eng uerdentlech sachlech Diskussioun iwwert déi bescht Schutzmoossnamen, déi mer eise Leit kënnen bidden, deenen, déi et da wëllen, och heibanne féieren, ouni Saachen ze soen, déi einfach virdu schonn einfach Banalitéite sinn, wou mer Argumenter huelen, wat just Gefillsargumenter sinn. Ech hätt gär eng sachlech Diskussioun heibannen, déi uerdentlech gefouert gëtt!

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président. - D'Wuert geet zrëck un den Här Staatsminister.

► M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Ech hunn, wéi gesot ... Här President, d'Regierung huet ni gesot: „Mir wëlle mordikus ni eng digital App!“ Mir hunn hei zesummen driwwer diskutéiert. Mir hunn eng Motioun gestëmmt, wou mer gesot hunn: „D'Regierung soll op dat Analoozt setzen, dat Analoozt weiderféieren.“ Mir maachen dat! Dat anert gëtt juristesche, technesch iwwerpréift, ass méiglech! Wann de Besoin do ass, kënne mer et maachen!

Mee sot eis just, Här President, wat d'Chamber wëll! Mir si flexibel. Mir si bereet, dat ze maachen, wat wichteg a richtig ass, wat Dir fannt. Wéi gesot, et kann net sinn, dass da gesot gëtt: „Well anerer et maachen, maache mer et net“, well an deem ganze Covid sinn ech frou, dass mer net alles gemaach hunn, wat anerer gemaach hunn, an dass mer Saache gemaach hunn, déi och anerer net gemaach hunn.

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools dem Premier- a Staatsminister.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Elo weess ech nach ëmmer net, wat d'Regierung wëllt. Wëllt se et oder wëllt se et net?

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Dëse Punkt ass domat ofgeschloss.

10. Motion de M. Marc Lies relative à la réouverture des aires de jeux à partir du 10 juin 2020

Mir kommen elo zur Diskussioun respektiv dem Vott vun der Motioun, déi vum Här Marc Lies am Numm vun der CSV-Fraktioun deponéiert gouf iwwert d'Reouverture vun de Spillplazen. Wie freet zu dëser Motioun d'Wuert? Den Här Staatsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ganz kuerz, Här President. Den Här Bausch huet mer gesot, wéi ech erakomm sinn, dass e schonn hei d'Stellung geholl huet. Ech wëll lech just soen: Ech géif wierklech d'Chamber froen, se haut net ze stëmmen oder se iwwermer ze stëmmen, wann Der den Donneschdeg Sitzung hutt, oder se dann ofze weisen.

Firwat? Mir hunn de Prinzip gehat, dass mer zwou Wochen ofwaarden, fir Decisioune kënnen ze huelen. Wann ech den Owend bis d'Resultater hunn, da kann een d'Resultater kucken. An da wëllt d'Regierung muer Decisioune huelen. Wann d'Resultater den Owend richtig sinn, da géife mer och an déi Richtung goen, fir d'Spillplazen opzemaachen.

Dowéinst: Hei gëtt am Fong gestëmmt, dass muer sollt opgoen, ouni ze wëssen wéi d'Zuelen den Owend sinn! Ech weess, ech erwaarde mer elo net eng Explosioun den Owend, a kee wënscht sech déi, mee, Här President, d'Regierung kann hei just ... Ech ka mech hei vis-à-vis vun lech engagéieren, dass dee Punkt muer um Ordre du jour ass an dass et am Moment och ganz grouss Chancë gëtt, dass muer d'Spillplazen opginn.

Mee elo wëllen, an ech hu virdu vun Opportunité politiquement geschwat, wëssen, dass et gemaach gëtt: Geet et ëm d'Saach oder geet et just ëm hei duerno: „A hei, duerch d'CSV sinn d'Spillplazen opgaangen!“

► **Plusieurs voix**.- O!

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech kann lech just soen: Et ass weeder weinst oder dank enger CSV, dass d'Spillplazen opginn.

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dat ass awer lächerlech dat do, Här Bettel.

► **Plusieurs voix**.- O!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- O, Mamm o Mamm!

► **Une voix**.- Très bien!

(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Et geet jo just dorëms ...

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Mir si jo och scho méi laang hannendrun, net érischt zënter haut, dass d'Kanner sech beweegen sollen!

► **M. Claude Wiseler** (CSV).- Dir wëllt dat just muer ufänken. Dat ass alles.

► **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Ech géif dann d'Chamber bidden, der Regierung d'Veutrauen ze ginn, dass mer mat deenen Zuelen, déi mer kréien, och muer kënnen dann déi Decisioun huelen, andeems mer déi Zuelen och hunn an net haut Suppositiounen stëmmen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Madamm Martine Hansen huet d'Wuert gefrot.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Jo, merci, Här President. Ech wëll hei just einfach soen, dass mer drop halen, dass d'Motioun ofgestëmmt gëtt. Mir haten och gesot, firwat mer déi Motioun erabruucht hunn, well déi Antwort, déi mer op eis Question parlementaire kritt hunn, definitiv iwwerhaupt näischt ausgesot huet. An duerfir wëlle mer einfach elo Kloerheet hunn a mir wëlle gärd d'Motioun ofstëmme loossen.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Marc Baum huet d'Wuert gefrot.

► **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Merci, Här President. Déi Motioun ass eis och ganz sympathesch, well se treëft nämlech en Nerv, deen dobaussen an der Gesellschaft ganz staark diskutéiert gëtt, nämlech awer eng gewëssen Inkohärenz an der Krisegestioun, wat de Volet vun deem dote Beräich vun Ouverturen ugeet.

Den Här Staatsminister huet elo gesot, den Owend géifen d'Zuelen erauskommen an da géif dann dorobberhin muer eng Decisioun geholl ginn.

Mee, Här Staatsminister, déi Zuelen, déi hutt Der dach elo schonn, well et sinn d'Zuele vun deem Dag virun! Also, Dir kënt mer net erzielen, dass mer elo um véier Auer déi Zuele vun den Owend net hunn. Ausser do wier elo wierklech eng risegrouss Iwwerraschung, wat ech mer net virstelle kann, well soss géif Der net esou gemittlech do setzen. Ech ka mer net virstellen, dass iergendeng aner Decisioun ka geholl ginn.

Ech mengen, et ass elo wichteg: Wa mer sollen an deenen nächsten Deeg hei zwee Covid-gesetzter ofstëmmen, wou d'Chamber hir Souveränitéit erëmgeewint, da kéint dat hei wierklech e ganz staark symboleschen Akt sinn, deen d'Chamber gradesou unanime kéint huelen, wéi mer hoffen, dass och aner Texter hei duerginn.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Baum. An da wier et elo um Här Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum** (DP).- Ech hat mech elo geflass. Ech verstinn natierlech d'Positioun vun der Kollege vun der CSV, déi hei eng Motioun erabringen. Ech mengen awer, mir sollte bei der Strategie bleiven, déi mer an der ganzer Covidkris duerghezunn hunn. Dat heescht ...

(Interruption par M. Claude Wiseler)

O! Mir hu vläicht kee Plang, Här Wiseler, mee mir haten eng Strategie.

(Brouhaha)

Dat kann ech lech awer soen. Elo geet et awer duer!

(Interruptions)

Ech maache jo gär villes mat, mee dat do geet awer net. Dat do geet awer net!

(Exclamations)

► **Une voix**.- Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Gusty Graas** (DP).- Mir sichen haut nach no Ärem Plang.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Loosst lech net stéieren! Dir hutt d'Wuert, an Dir eleng.

► **M. Gilles Baum** (DP).- Also kommt, mir bleiven elo bei der Saach! Ech verstinn d'Positioun vun der CSV. Well Dir kënt eis gleewen: Dir gitt gradesou vill ugeschwat wéi ech och. An ech kucke meng Schäfferkollegin hei aus der Gemeng Jonglënster: Mir hu 36 Spillplazen. Et deet eis alleguer wéi, dass mer se mussen zuloossen. Ech mengen awer, mir sollten effektiv op d'Zuele waarden. An ech mengen, le moment venu wäert d'Regierung kommunizieren.

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Dir wëllt d'Kanner als Geisel huelen.

► **Une voix**.- O!

► **M. Gilles Baum** (DP).- A mir sollen eis dann nach e puer Deeg gedällegen.

► **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV).- Nach e puer Deeg?! Wivill Deeg froe mer schonn?

► **M. Gilles Baum** (DP).- Mir sollen eis nach e puer Deeg gedällegen.

► **M. Marc Goergen** (Piraten).- Wat een Theater!

► **M. Gilles Baum** (DP).- An da wäerten d'Spillplazen och an der véierter Phas vum Deconfinement fir d'Kanner allegueren opgoen. An da sidd Dir frou. A meng Kanner si frou an allegueren déi Leit, déi Kanner hunn, déi si ganz, ganz frou. Voilà! Dorëms geet et.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci.

(Brouhaha)

► **M. Gilles Baum** (DP).- An dat ass och, Här Wiseler, en Deel vun der Strategie!

► **Une voix**.- Très bien!

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Baum. An da kritt den honorabelen Här Georges Engel d'Wuert.

(Brouhaha)

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Merci, Här President. Mir wëllen heibannen allegueren, dass mer frou Kanner hunn. Mir wëllen allegueren, dass d'Kanner esou séier wéi méiglech kënnen op d'Spillplaz goen.

Mir hu virun enger Rei vu Wochen hei schonn eng Rei vu Strategien an d'Wee geleet. Eng dovunner ass, dass mer A- a B-Klassen an de Schoule gemaach hunn. An déi A- a B-Klassen, déi ...

(Interruption)

... muss een net gutt fannen. Jo, dat ass richtig. Ech gleewen dat och, dass eng Partie Leit heibannen dat net gutt fannen. Et gehéiert awer zu enger Strategie, wéi den Här Baum elo grad gesot huet, déi jo net einfach esou aus der Loft gegräff ass. An Dir hutt dat alleguer kritt. Dir hutt déi Modellisation kritt, déi och d'Uni mat berechent huet, wou och Risikoberechnunge mat dra sinn, wann een en Domän opmécht fir méi Leit, dass dat och erëm esou vill méi Risiko bedeit, fir sech méi unzestiechen. An an där doter Berechnung ass och déi Berechnung vun de Spillplaz mat dran.

Dofir, et kann een och elo froen - et wonnert mech alt, dass dat net gestallt ginn ass -, mir missten elo zu siwen dohem sinn amplaz zu sechs.

(Interruption)

Dat géif bestëmmt gutt ukommen! Et si bestëmmt och Leit, déi gärd zu siwe sinn. Oder: „Mir wëllen zu fënnf um Dësch setzen amplaz zu véier.“ Dat sinn alles Saachen, déi komme gutt un. Oder: „Mir ginn zu sechs oder esou ...“ Alles dat kënt jo gutt un dobaussen. Dat kënt och gutt un, wa mir et froen, mee mir hunn eis bis elo op Berechnunge baséiert, mir hunn eis bis elo en Timing ginn, zwou Wochen, nodeems mer eng Decisioun geholl hunn, fir verschidde Saachen erëm opzemaachen, fir och deene Berechnungen erëm kënnen Rechnung ze droen.

A wann ech dann an der Motioun liesen: „Jo, aner Länner hunn och schonn aner Saachen opgemaach“, dann ass dat och am Kader vun enger Strategie. An et kann ee sech net nëmmen d'Korinten aus verschidde Saachen erauspicken. Et muss een dat als Ganz gesinn. An duerfir mengen ech, dass et richtig ass, elo ofzemaachen, sou wéi de Premier dat gesot huet. Iwwergens huet d'Santéskommissioun virun enger Woch scho gesot, si géif d'Regierung doranner ennerstetzen ...

(Interruption)

E Freideg. Okay, e Freideg. ... ennerstetzen ... Da war et d'lescht Woch, jo, richtig! ... d'Regierung doranner ennerstetzen, dass se d'Spillplaz sollen opmaachen, wann d'Zuelen et beleen. Duerfir mengen ech och, dass een dat soll maachen an där Strategie och do soll weider nooen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Engel. An dann huet den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, et ass dach en Trauerspill, wa mer heibannen als Chamber eis elo op e puer Stonne verträschte loosse a gesot kréien: „D'Zuele gi muer am Regierungsrot presentéiert.“ Ma wien ass dann deen éischte Pouvoir am Land? D'Chamber oder d'Regierung?

Wie soll, ...

► **M. Marc Spautz** (CSV).- Richtig! Richtig, Här Clement. Sot et!

(Interruption par Mme Simone Beissel)

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Dat ass eng gutt Fro, Madamm Beissel. Wie geréiert d'Kris dann? Dat ass wierklech eng gutt Fro. A wa mer dat diskutieren, Madamm Beissel, ...

(Brouhaha)

► **M. Guy Arendt** (DP).- D'Oppositioun an d'Spillplazen!

(Coups de cloche de la présidence)

... jo, do gesi mer et. Do gesi mer et.

► **M. Roy Reding** (ADR).- Est-ce qu'il y a un capitaine à bord?

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Kommt, mir stellen ...

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Clement huet d'Wuert.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- ... Kadavergehorsam hannendrun.

► **M. André Bauler** (DP).- Wat sinn ech frou, dass Dir d'Kris net geréiert.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Genau dat. Also ganz, ...

► **M. Georges Engel** (LSAP).- Also mat Spillplaz geréiert een d'Kris net.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Ganz éierlech, mir hunn hei ...

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Den Här Bettel huet elo grad gesot: „D'Zuele sinn an e puer Stonnen do.“ Majo, souwäit ech den Ordre du jour vun der Chamber hei gesinn, hu mer nach e bëssen Ordre du jour virun eis. A wann d'Zuelen, an do ginn ech dem Kollege vun déi Lénk absolutt Recht, wann d'Zuele jo vu gëschter sinn, da si se do. Da waarde mer elo, dass mer se presentéiert kréien, dass mer net drop waarden, dass d'Pushnotification vun iergendengem Presseorgan kënt, an da kann d'Chamber en connaissance de cause net elo, net a fënnf Minutten, mee dann an annerhallwer Stonn oder an zwou Stonnen doriwver ofstëmme. Nämlech zu deem Zäitpunkt, wou déi Zuelen do sinn. Well wéi eescht ...

► **M. Guy Arendt** (DP).- D'Spillplazen op fir d'Oppositioun!

► **M. Sven Clement** (Piraten).- ... huele mir eis als Chamber? Wéi eescht huele mir eis als Chamber, wa mir haut, an do denken ech un d'Kollege vun der Majoritéit, wa mir haut ëm, kommt, mir soen, fënnf Auer géint d'Opmaache vun de Spillplaz stëmme an de Regierungsrot muer de Moien ëm eefer Auer anonciéiert, dass d'Spillplazen opginn? Dat ass dach net seriö zu huelen! Do maache mer eis dach heibanne selwer lächerlech. An ech mengen, genau dat ass et, wat d'Politikverdrossenheet am Land generéiert, ...

► **M. Guy Arendt** (DP).- O!

► **M. Roy Reding** (ADR).- Très bien!

► **M. Sven Clement** (Piraten).- ... wann d'Chamber mëttes seet: „Neel“, ...

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Egal wat!

► **M. Sven Clement** (Piraten).- ... an d'Regierung den Dag drop seet: „Jo!“

(Coups de cloche de la présidence)

An dat ass lächerlech, léif Kolleginnen a Kollegen!

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Egal wat!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci, Här Clement. An da wier et um honorabelen Här Gast Gibéryen.

(Brouhaha)

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Merci, Här President. Loosse mer erëm e bëssen zur Rou kommen!

(Brouhaha)

Well, ...

(Interruption)

Gelif?

► **Une voix**.- Dat ass schwéier!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Ech mengen, mat e bësse guddem Wëlle geet alles! Ëm wat geet et hei, Här President? Ech hunn elo nogelauschert, wéi meng Virriedner geschwat hunn. Wéi ech den Här Gilles Baum héieren hunn, dee gesot huet: „Mir müssen op d'Zuele waarden.“ Ech mengen, d'Zuelen, déi weess d'Regierung haut schonn, well muer de Moien decidéiert se et. An d'Familljeministesch, déi huet souguer gëschter Moien um Radio driwwer geschwat a si huet dunn och scho gesot, si wier zwar net zoustänneg, mee si kéint awer assureieren, dass an déi Richtung géif des Woch decidéiert ginn, soudatt am Fong schonn alles quasi faerdig ass. Et ass eebe just elo eng Saach, dass d'Regierung wëllt de Privileeg hunn, fir dat muer ze decidieren. An da kréie se um Regierungssender RTL eng Stonn Pressekonferenz muer de Mëttig, ...

(Interruption)

... wou se dann der Natioun dat kënnen alles virdoen, sou wéi dat an deene leschte Méint de Fall war. Do huet d'Regierung, ech weess net, esou vill Stonne Pressekonferenz iwwer RTL kritt, ech mengen, wéi d'ganz Parlament zesammen an zéng Joer net kritt. Dat ass an deene leschte Wochen op RTL do geschitt.

(Brouhaha)

An dat hei ass da sou. A wann dann hei geschwat ginn ass vum Här Baum vun enger Strategie, also d'Strategie war déi heiten: D'Regierung mécht alles an d'Parlament gëtt näischt gewuer. An d'Regierung setzt ...

► **M. Gilles Baum** (DP).- Dir waart e puer Méint net do!

► **M. Gast Gibéryen** (ADR).- Dach, dach! Ech hunn alles matkritt!

(Brouhaha)



Ech hunn alles ...

(Interruption)

Ech hunn alles matkritt an ech erliwien dat och elo schonn erëm zwee Méint mat.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Baum, den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här Baum, lauschtert op den Här President. Den ...

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Esou geet dat net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dach, dach, dat geet. Dat geet! Dat hei ass déi ganzen Zäit eng Show gewiescht vun der Regierung iwwer all déi Wochen a Méint an dat ass näischt méi an näischt aneres a duerfir gëtt et héich Zäit, et gëtt ganz héich Zäit, datt deen État de crise ophéiert ...

(Brouhaha)

... an datt de Pouvoir erëm dohinnerkennt, wou en higehtëiert, nämlech hei an d'Chamber.

(Brouhaha)

A wann elo den État de crise eriwier wier, da géif d'Chamber douds'écher dat doten haut schon decidéieren. An et ass dach lächerlech, datt elo gesot gëtt: „Mir kënnen dat haut net decidéieren!“ An all Mënsch weess awer elo scho mëttlerweil, wann en héieren huet, datt muer d'Regierung et decidéiert. An do gesäit ee jo, datt d'Regierung deen État de crise wierklech mëssbraucht, fir d'Parlament sou vill wéi méiglech auszuschalten, fir datt si sech kënne Lorberen zousprieche, ...

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ... déi hir net sinn!

(Interruption)

An duerfir, Här President, ...

Madamm Beissel, wann Der gären d'Wuert hätt, dat kennt Der et beim Här President froen!

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Dir waart net hei ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech war ...

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Dir sidd eng Personne vulnérable, Der hutt lech dauernd entschëllegt!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Majo sécher!

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Ech sinn awer ... Madamm Beissel, Dir ...

(Interruption par Mme Simone Beissel)

Madamm Beissel, Dir schreift mir net vir, wat ech maachen. An haut sinn ech hei!

(Interruption par Mme Simone Beissel)

An haut sinn ech hei an haut soen ech dat, wat ech wëll. An dat, wat Dir sot, interesséiert mech kee Bätz!

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Dir kennt awer net hei ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Well et ass guer net richtig, wat Der sot!

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Här Gibéryen, Dir sidd ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Haalt dach op!

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Dir kennt net hei léie kommen!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Gibéryen huet elo eleng d'Wuert!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma ech léien dach net!

► **Mme Simone Beissel (DP).**- Dir kommt hei léien! Dat geet net!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ma grad well ech net hei war, hat ech gutt Zäit, wéi ech mech an d'Quarantän zréckgezunn hunn, fir dat vu Wäitem ze kucken. An do hunn ech dat jo ganz objektiv an neutral kënne kucken, wéi déi Politik hei gemaach gëtt, hei an deem Land. A géift Dir heiansdo soss méi jäize wéi haut, da géif et lech och besser goen. An da bräicht Der och, ...

(Coups de cloche de la présidence)

Voilà, Här President, et ass also ganz kloer, der Regierung geet et just drëms, fir muer kënnen ze decidéieren an dann der Natioun ze verkënnegen, datt si dat gemaach huet. Kommt, mir huelen als Parlament de Pouvoir dohinner zréck, wuer en higehtëiert, a mir stëmmen haut iwwer déi Motioun of a mer huele se un!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gibéryen. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Lydie Polfer.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Merci, Här President. Also, léif Kollegen, ech muss soen, ech sinn awer elo e bëssen erstaunt. Mir hu bal dräi Méint hannerun eis, déi waren net einfach. A mir hunn déi als Land an als Gesellschaft gutt iwwerstan, well mer zesummegehale hunn, och geschwat hunn. Gewëss, mir hunn der Regierung hei virun dräi Méint, oder bal dräi Méint, Völmuechte ginn, fir eeben déi Kris sou gutt wéi nimm méiglech ze meeschten. An zesummen hu mer och méi wéi eng Kéier hei scho festgestallt, datt mer dat bis elo gutt gemaach hunn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- An ech sinn effektiv änner ... An ech zielen eis alleguer do derbäi, well ech war a munche vun deene Reunionen, wou eeben de Bureau an d'Conférence des Présidents an de leschte Freideg d'Santéskommissioun mat der Regierung zesumme geschwat hunn a wou vill Saachen diskutiert gi sinn. A wou mer dat ëmmer op eng ganz korrekt an uerdentlech Aart a Weis gemaach hunn. A wou, wann ech dat dann esou soen, mee ech hunn dat net esou gespuert, vun der Opposition Iddie komm sinn, déi direkt agefloss sinn an déi mat op de Wee geholl ginn an déi doduerch d'Gesetzter an d'Texter och besser gemaach hunn.

Firwat sinn ech elo erstaunt? Well mer de Freideg de Mëtten eng Reunion hate mat der Madamm Minister Lenert, wou mer iwwert dat hei an nach eng ganz Rei aner Saache geschwat hunn. An ënner ons all, Majoritéit an Opposition vun den Deputéierten, hu mer iwwer d'Spillplaz geschwat. An ech wëll mer elo guer net op d'Schëller klappen, mee jiddweree weess, wéi ech gesot hunn, datt mer onbedéngt déi Spillplazen nees missten opmaachen.

Mee mir hunn net nëmmen dat gesot! Mee mer hunn net nëmmen dat gesot, mer hunn och nach, an ech kucken den Här Spautz an d'Aen, mer hunn och nach vun amplatz zwee Meter, annerhallwe Meter geschwat. Mer hu vu Saache geschwat, déi nach net dra wieren an déi sollten dra kommen. A mir waren ons ënner ons ganz eens, a mir haten och d'Gefill, an ech hunn dat och nach haut, datt d'Regierung ganz oppe war fir déi Remarken, an net nëmme Remarken, mee fir dat Gefill, wat mer matginn hunn. A mir hunn d'Reunion opgehal, andeem mer der Madamm Minister gesot hunn: „A Madamm Minister, Dir hutt jo elo hei gesinn, datt mir alleguerte fannen, datt op deene puer Punkten do, ënnert der Présidence vum Här Di Bartolomeo, datt mer do vun der Regierung erwaarden, datt op deene Punkten awer nach e puer Ännerunge kommen.“

An d'Madamm Lenert huet ons gesot, si géif dat mathuele bei d'Regierung an de Mëttwoch de Moien, sou wéi de Staatsminister et elo gesot huet, de Mëttwoch de Moie kéime si zesummen an da géife se zesummen eeben iwwer déi dote Punkte schwätzen, a si géif dat dote mathuelen an dat der Regierung mathuelen als wierklech de Wonsch vun all deenen Deputéierten, Majoritéit oder Opposition, déi do waren. Dat wousste mer de Freideg. A mir sinn auserneeegang ganz roueg a fein a mir woussten et.

Dofir wonnert et mech awer elo op eemol. An d'Madamm Lenert huet natierlech och dat gesot, wat den Här Staatsminister gesot huet, datt dee Moment d'Zuelen do wieren. A jo, d'Zuele si vläicht och schonn den Owend do, mee et ass nun eemol sou, mir hätten déi Kris hei net esou gutt duerchgestan, wann net awer e gewësse System dra gewiescht wier, deen d'Regierung rigouréis duerchgezunn huet am Dialog mat der Chamber. Dofir, fir elo dat hei ... An engersäits kann ee soen: „Et ass, bon, et ass eeben ... Mir sinn elo an engem Spill Opposition“, mee ech fannen awer, et entsprécht net deem, et entsprécht net där Zesummenaarbecht, wéi mer se bis elo haten. An dofir, wann éieren hei géif driwwer ofgestëmmt ginn, da participéieren ech net um Vott, well ech fannen, datt dat hei net deem entsprécht an datt et dat Zesummeschaffen, wat mer bis elo haten, a gutt haten, einfach iwwer Bord wërf.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Polfer.

(Brouhaha)

An dann hat déi honorabel Madamm Josée Lorsché d'Wuert gefrot.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëllt och der Madamm Polfer Merci soe fir déi Aussoen, déi si elo gemaach huet. Et war am Fong dat, wat ech och

selwer wollt virdu scho soen. Mir hunn am Bureau an an der Conférence des Présidents elo säit Wochen a Woche konstruktiv zesumme-geschafft, mir hunn en Dialog mat der Regierung gefouert, dee wierklech ganz respektvoll war. Dat waren Iddie vun alle Säiten. A mir bedauern et als Gréng, dass elo d'Pleniëre benotzt gëtt, fir esou ze maachen, wéi wann dat net de Fall gewiescht wär. Dat ass op Basis vun enger gemeinsamer Motioun zustane komm, déi mer all ënnerstëtzt hunn.

(Brouhaha)

A mir wäere frou, wa mer bis zum Enn vum État de crise an deem konstruktive Geeschicht ...

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Hei, wann ech gelift, e bësse méi roueg.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ... kéinte weiderschaffen. An an deem Sënn ënnerstëtze mer och souwuel de Premier wéi och de François Bausch, dee virun och schonn dozou Stellung geholl huet. Mir sollten an deem Geeschicht bleiwen, dee mer bis elo gutt gepackt hunn, an net d'Pleniëre benotzen, fir hei eng Nummer ze maachen, déi just dobaussen gutt ukënn.

(Exclamations)

Merci.

► **Une voix.**- Also doranner sinn déi gréng awer Expert, an der Nummer maachen!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann huet d'Madamm Martine Hansen d'Wuert gefrot.

(Brouhaha)

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Ech wëll hei nach eng Kéier soen, datt mer bis elo nach ëmmer och konstruktiv am Bureau matenee geschafft hunn, an datt awer hei een neie Moment ass. Mir hunn de Freideg, ...

(Interruption)

Dach! Mir hunn de Freideg eng Kéier gefrot gehat, fir d'Spillplazen opzemaachen. Mir haten awer virun engem Mount eng Question parlementaire gestallt, ob et net méiglech wär, wann d'Schoule géifen opgoen, dass dann och d'Spillplaz géifen opmaachen. Deen Delai ass Ufank vun der Woch ausgelaf gewiescht, du krute mer eng Äntwert. Wa mer déi Äntwert net kritt hätten, hätte mer déi Fro natierlech hei gestallt, dat, mengen ech, weess den Här President. Da wär d'Fro iwwerfälleg gewiescht, dann hätte mer se gestallt.

Déi Äntwert, déi mer kritt hunn, war awer keng Äntwert. Do steet dran: „D'Opmaache vun de Spillplazen am Fräie fir d'Kanner ausserhalb vun de Schoulinfrastrukturen ass eng weider Etagg aus dem Confinement eraus, deen d'Regierung a verschiddene Phase virgeholl huet an och weider wäert virhuelen am Respekt an au vu vun der sanitärer Situatioun.“ Sou, wann elo ee vun lech heibanne mir ka soen, wéini datt doduerjer, wann ech déi do Äntwert hunn, wéini datt d'Spillplazen opginn, da muss ech soen: Dann hutt Der erëm eng Kéier eng Glaskugel! Ech hu se des Kéier net matbruecht, mee dann hutt Der definitiv eng besser Glaskugel wéi mir. An dofir hätte mer gären net nëmmen eng Äntwert gehat, duerfir hu mer haut déi Motioun abruecht, fir datt se elo definitiv sollen opgoen.

Also et ass een neie Moment vis-à-vis vum leschte Freideg. Dat ass déi Question parlementaire hei, déi am Prinzip net beäntwert ginn ass. A mir halen dru fest, datt d'Motioun elo ofgestëmmt gëtt.

Merci.

(Brouhaha)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Dann huet nach d'Wuert gefrot: den Här Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo. Ech wëll just awer eng Remark maachen, well hei d'Virriedner, d'Madamm Polfer an d'Madamm Lorsché, konstant vun där grousser konstruktiver Zesummenaarbecht geschwat hunn, déi mer elo an deene leschte Méint haten. Ech muss lech soen: Sou hunn ech dat awer net onbedéngt gesinn! Ech hunn hei gespuert, datt mir all Woch zesummen...

(Interruption)

... all Woch zesummekommt sinn, et ass vun der Opposition eng konstruktiv Aarbecht mat erakomm, mee mir kruten awer haaptsächlech an deene Bureauassetzungen all Woch just erzielt, wat duerno an der Pressekonferenz géif dann der Dress matgedeelt ginn. Dat war déi konstruktiv Zesummenaarbecht, déi mer haten. Et war am Ufank eng Unité nationale versprach ginn, wou kéint zesummen eng Rei Saachen decidéiert ginn. Dat ass awer ni an d'Realitéit ëmgosat ginn.

Dofir wëll ech dat Märche vun där konstruktiver Zesummenaarbecht awer net hei stoe loos-

sen. Déi Participatioun, déi mer haten, war net eng Participatioun, fir eng Zesummenaarbecht ze maachen, dat war just eng Informatioun, déi mer kruten. An dobäi ass et bliwwen. An dofir ass et fir mech extrem kloer, ...

(Interruption)

... datt dat, wat mer virun e puer Méint gestëmmt hunn, fir den État de crise ze maachen, wou mer der Regierung eng Rei exzeptionell Pouvoiren eriwerginn hunn, datt dat definitiv op kee Fall kéint an iergendwellecher Konditioun weidergestëmmt ginn, well d'Decisioune sollen an d'Parlament zréckkommen, dohinner, wou se higehtëieren. Déi Gesetzter, déi mer maachen, déi mussen hei vun eis gemaach ginn. Dat schéngt mer essenziell ze sinn. An et muss een erëm an d'parlamentaresch Normalitéit erëmkommen. An d'parlamentaresch Normalitéit, dat ass, datt mer haut déi Motioun hei zur Ofstëmmung bréngen. An da muss jiddweree mat sech selwer eens ginn, wat e stëmmt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wiseler. An dann huet d'Wuert gefrot den ...

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

... d'Madamm Polfer.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Also ech muss awer elo wierklech soen: Ech kommen aus dem Staunen iwwerhaupt net méi eraus!

► **Une voix.**- Mir och net!

(Interruption)

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Well Dir sot ..., oder wëllt Dir Är Meritter esou schmälere, datt Der wëllt soen, Dir hätt null Influenz gehat. Déi Saachen, déi Dir gesot hätt, deene wier guer net Rechnung gedroe ginn. Ech erënnere mech u méi wéi eng ...

(Interruption)

... Reunion, et huet heiansdo vläicht Zäit gebraucht, mee d'Madamm Hansen an ech, mir hunn zënter Laangem plädéiert, fir datt an de Fleegeheimer missten aner ...

(Interruption)

Jo, mee um Fong hu mer dat plädéiert. Et sinn nei Moosname komm. Et huet gewëss seng Zäit gebraucht. Nach eng Kéier: Kommt, mer kucken, wat muer bei deenen Decisioune erauskënn, déi d'Regierung hält, a wou mer ganz kloer, wou mer wierklech ganz kloer Punkten der Ministesch mat op de Wee ginn hunn!

Ech ... Elo kennt Der soen, ech hätt eebe Vertrauen an déi Regierung. Jo, ech hunn es eeben. Dofir hunn ech och Vertrauen, datt dat, wat mer hinne mat op de Wee ginn hunn, datt dat och geholl gëtt. Aner Saache vun de Kanner, d'Madamm Kemp huet ganz am Ufank eng Kéier gefrot gehat, datt eeben och misst gekuckt ginn a gescheete Famillje fir d'Kanner. Et sinn eng ganz Rei Saachen, déi geholl ginn. Dofir maacht lech awer net méi schlecht, wéi Der sidd! Dir hutt konstruktiv ...

(Interruption)

Dir hutt konstruktiv matgeschafft. An et ass natierlech net, well een eng Kéier ee Moment et seet, datt et direkt muss muer sinn. Ech hunn op alle Fall ...

(Interruption)

Ma dann hunn ech vläicht ..., da sinn ech ze optimisteschen an ze empathesch, mee ech hat am Fong ee ganz gutt Gefill, wéi mer an deene Kommissionen, an deene verschiddenen, zesumme geschafft hunn. An et deem mir leed, wann Dir dat Gefill net hat. Während ech nämlech an der Kommissioun souz, hunn ech och all Kéiers dat gespuert, well do ass ni esou gejoint gi wéi hei.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Madamm Polfer, ech schaffen ëmmer konstruktiv mat. Mee op där anerer Säit fannen ech awer net, datt ee kann higoen an als konstruktiv Zesummenaarbecht beschreien, wann eng Regierung dohinnerkennt an déi éischt hallef Stonn emol déi geholl Decisioune virstellt. Dat ass net Matsprooch.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Polfer, a merci, Här Wiseler. An dann hat d'Wuert gefrot gehat: den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Merci, Här President. Ech wëll bestätegen, dass mer an deene leschte 14 Deeg an der Santéskommissioun an an der Institutionskommissioun an an der juristescher Kommissioun exzellent zesumme geschafft hunn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Ech wëll och ënnersträchen, dass hei exzellent Virschlief

komm sinn, ouni Ennerscheed, ob se vun der Majoritéit komm sinn oder ob se vun der Spezialiste vun der Opposition komm sinn, a se wäitgeeëndst och an eis Diskussiounen agefloss sinn an aflësse wäerten.

Ech wëll awer drun erënneren, léif Kolleginnen a Kollegen, dass mer de Freideg e ganz kloer Message als Santéskommissioun un d'Regierung ginn hunn. Ee ganz kloer Message! Ech hunn nach eng Kéier extra nogefrot, wéi dat ze verstoen ass. Et war vun encourage-géiere bis: „Mir hätte gär, dass déi Spillplazen erëm opginn!“

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.- Mir och!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Nee, nee, Här Staatsminister, ech kommen zu menger Konkursioun. D'Regierungskolleegen, déi do waren, déi hu gesot: „Mir huelen dat mat an d'Regierung.“ Well muer, muer Mëtthewoch, ass déi éischte Kéier, wou déi Kolleegen dee Wunsch vun der Chamber kënne mat an d'Regierung huelen. Déi éischte Kéier!

(Interruption)

Also géif ech mengen, dass mer eis konsequent wäeren, wa mer der Regierung d'Chance géife ginn, fir déi Fuerderung vun der Chamber ze erfüllen.

(Interruptions)

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Géif déi Fuerderung, dee Wunsch, deen Encouragement net erfüllt ginn, da kënne mer déi Motioun den Donneschdeg hei an de Plenum eranhuelen.

(Brouhaha)

Dat, Kolleegen, géif ech mengen, wär gewisen, dass d'Chamber duerchass kann ...

(Interruptions)

... hir Wënsch äusseren, dass d'Regierung, déi am État de crise jo muss dat Reglement änneren, well wann d'Chamber dat op sech wëilt maachen, da misste mer ee Gesetz maachen, fir iwwert d'Reglement ewech ze goen. Gi mer also der Regierung d'Chance, fir muer dat Reglement ze huelen op Basis vun deene Chifferen, déi se hunn! Kënn et net dozou ... Kënn et net dozou, géife mer d'Motioun erëm hei an d'Parlament huelen. Ech géif mengen, ...

(Brouhaha)

Ech géif mengen, dat wär fair. Dat wär fair! Dat géif och deem Wunsch entsprechen, deen d'Kommissioun geäussert huet, a géif zumindest der Regierung d'Chance ginn, fir de Wunsch vun der Chamber ze erfüllen. Maache mer dat net, da gleewe mer jo net doran, dass dat eppes bewierkt, wann eng Chamberskommissioun an trauter Eintracht e Wunsch un d'Regierung äussert.

Merci gesot.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, Président.- Merci, Här Di Bartolomeo.

(Interruption par Mme Martine Hansen)

D'Madamm Hansen freet nach eng Kéier d'Wuert.

Mme Martine Hansen (CSV).- An dofir géif ech mengen, et ass eist elementaart Recht, eng Motioun ze deposieren. Dofir géif ech froen, dass mer déi elo ofstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Fernand Etgen, Président.- Den Här Di Bartolomeo huet eng Proposition gemaach. Mir géifen da fir d'éischt iwwert d'Proposition vun Här Di Bartolomeo ofstëmmen, ...

Mme Lydie Polfer (DP).- Très bien!

(Brouhaha)

Mme Martine Hansen (CSV).- Mir wëlle gär au vote. Au vote!

M. Fernand Etgen, Président.- ... fir dass mer en Donneschdeg iwwert déi Motioun hei géifen ofstëmmen.

Mme Martine Hansen (CSV).- Au vote!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président.- De Vott fänkt un.

Une voix.- Nee! Nee! Et huet een lech net héieren. Et huet een net héieren, wat Der gesot hutt.

M. Fernand Etgen, Président.- Jo. Entschëllegt! Ech hat de Mikro net un. Et war net verstanen ginn, wat gesot war. Fir d'éischt géife mer awer iwwert d'Proposition vun Här Mars Di Bartolomeo ofstëmmen, ...

Mme Martine Hansen (CSV).- Ma nee!

Plusieurs voix.- Nee!

(Brouhaha général)

M. Fernand Etgen, Président.- ... fir dass mer de Vott iwwert d'Motioun den Donneschdeg géife maachen.

Mme Martine Hansen (CSV).- Also ech mengen net, dass d'Chamber et zouléisst, dass d'Majoritéit der Opposition verbitt, hei eng Motioun ofstëmmen ze loossen!

Plusieurs voix.- Nee!

Mme Martine Hansen (CSV).- Ech géif mengen, da gi mer!

M. Gilles Roth (CSV).- Dat hutt Der schon eng Kéier probéiert!

Mme Martine Hansen (CSV).- Also dat geet net!

(Brouhaha)

M. Léon Gloden (CSV).- Dat steet net am Reglement!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President!

M. Fernand Etgen, Président.- Jo, genau, den Här Staatsminister freet d'Wuert.

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.- Här President, ech hunn elo déi ganzen Zäiten den Handy gekuckt, ob d'Resultater net géife kommen. Dann hätt ech lech jo kënne soen, wat muer definitiv decidéiert gëtt. Mir wëllen all dat selwecht heibannen, Här President, all dat selwecht!

(Brouhaha)

Ech soe just, wann hei vu Kristallkugel geschwat gëtt oder vu Kaffisazlieserei: Ech si frou iwwert déi Resultater, déi mer am Moment hunn, Här President. An déi Resultater si komm, well mer virsichteg waren. Well mer Delaien ofgewaart hunn. Well mer net gekuckt hunn, wat d'Ausland mécht. Well mir hätten och kënne soen: „Schweden huet iwwerhaapt näischt zougemaach! Firwat maacht Der iwwerhaapt eppes zou?“ Ech si frou, dass mer e Lëtzebuerger Modell gewielt hunn. E Modell, deen hei adaptéiert war. E Modell, wou mer net d'Grenzen zougemaach hunn, well mer gesot hunn: „De Risk kënn tu bausse“, mee dass mer hei Mesure geholl hunn, wou mer d'Ennerstützung awer vum groussen Deel vun dëser Chamber kritt hunn, och fir déi Mesuren duerchezéien.

Ech soen och, an ech muss der Madamm Polfer net Onrecht ginn: Hei si ganz konstruktiv Propose vun der ganz Opposition, vun all den Deputéierten. An de Kommissiounen hu mer Saache geännert, déi mer matgeholl hunn. Dir hutt de Freideg d'Bestätegung kritt, dass mer muer, wann d'Zuelen dann och stëmmen, d'Spillplazen opmaachen. Dir hutt virdru vun Här Bausch gesot kritt: „Wann d'Zuele stëmmen, ginn d'Spillplaze muer opgemaach.“ Dir kritt et vu mir nach eng Kéier gesot, dass d'Spillplaze muer opginn. Mee dann huelt elo net e Vott!

An ech sinn och frou, Här President, well den Här Gibéryen huet gesot, dass et schued ass, dass d'Chamber dat net kann decidéieren. Mee wann d'Chamber et decidéiere géif, da wier et e Gesetz. Da wiere mer haut net hei oder op jidde Fall Dir kéint et stëmmen, mee da géift Der nach op d'mannst eng Woch waarden oder e puer Deeg waarden, fir dass d'Spillplaze kéinten opgoen. E Projet de loi oder eng Proposition de loi muss duerch de Staatsrot goen. Dowéinsder, kommt, mir huelen dee Wee, schenkt eis Vertrauen! Wann d'Zuelen den Owend stëmmen, dann ass muer am Laf vum Dag d'Annonce, dass och d'Spillplazen erëm opginn, enner anerem! Enner anerem, well d'Zuele si gutt. An ech wënne mer, dass och, ...

(Brouhaha)

Ech wënschen ...

Une voix.- Wéi, d'Zuele si gutt!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.- Ma d'Zuele si gutt! An déi Zuele vun haut hunn ech nach net. Ech hu virdru gekuckt. Mee d'Zuele vun den ... Mir sinn eis eens, Här President, dass déi Zuele vun deene leschten Deeg gutt a positiv sinn ...

M. André Bauler (DP).- Déi rezent Entwécklung!

M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.- ... a konstruktiv. An dowéinsder, ech géif lech proposieren, wéi gesot, dass mer ofwaarden. Dir kënn ... Mee muer de Moie souwiso, si ass superfetatoire. Wann d'Zuele richtig sinn, wäerte mer dat doten och maachen. An d'Zuelen, déi mer déi lescht Deeg kritt hunn, ech freee mech iwwert déi Zuelen. Hei si verschidde Leit, et schéngt hinne egal ze sinn, mee wann ech den Taux d'infection kucken, d'Leit an den Intensivbetten an d'Leit, déi infizéiert sinn, sinn ech houfreg iwwert déi Aarbecht, déi mer zesumme faerdegbruecht hu bis haut.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha)

M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Staatsminister.

Mme Martine Hansen (CSV).- Mir wëllen d'Motioun ofstëmmen loossen!

Mme Lydie Polfer (DP).- Ech hu meng Meenung geännert. Je participe au vote.

M. Fernand Etgen, Président.- Da komme mer elo zum Vott iwwert d'Motioun. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur la motion

De Vott fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dës Motioun mat 31 Nee-Stëmme bei 29 Jo-Stëmmen ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Gales, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

11. Question élargie n° 29 de M. David Wagner au sujet de la gestion et affectation des biens immobiliers du groupe POST

Mir kéimen dann elo zur erweiterter Fro Nummer 29 vun Här David Wagner iwwert d'Gestioun an d'Affektatioun vun den Immobilie vum POST Group. Den Auteur vun der Fro huet fennef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an duerno eng eventuell Zousazfro ze stellen, an d'Regierung huet zéng Minutten. Här David Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. David Wagner (déi Lénk).- Merci, Här President.

(Interruption)

Jo, kommt, mir maachen eng kleng Paus! Et geet elo ëm d'POST. Ech versichen awer trotzdem, dat e bैसे spannend hinze kréien. Här President, voilà, dat ass eng Question élargie. D'Demande ass gemaach gi viru genau véier Méint, am Februar. Mir haben dann och e bैसे gewaart, dat u sech e Wiessel kéim an der Regierung, dat d'DP och der LSAP de Wirtschaftsministère iwwergëtt. An elo hu mer e Minister, dee sech vläicht e bैसे méi fir de Service public interesséiert.

Et waren e puer Ausléiser u sech. An do ware gréisser Diskussiounen. Een Ausléiser war natierlech d'Postgebai an der Stad um Hamilius. En aneren Ausléiser natierlech, wat d'ganz Land betrëfft, dat sinn déi verschidde Postlokaler, déi zougemaach ginn. Et si vill Froen gestallt ginn. Mir hunn och Froen gestallt, Question-parlementaire gestallt, och un de Virgänger vun Här Fayot. Mir wüsse ganz genau, dass eng Reorganisatioun stattfonnt huet vun der POST, déi op verschidde Piliere berout.

E Piliere ass ATM, déi Postomater, Espace-POSTen. Dann och nach d'Bréifdréier, déi weiderhi funktionéieren. Wou ee sech misst d'Fro stellen, inwiefern d'Aarbeitskonditiounen vun de Bréifdréier nach ëmmer assureiert sinn. Well wann ech heiansdo mat Bréifdréier schwätzen, op jiddwer Fall si se net ëmmer sou frou.

A véiertens, an dat ass en anere gréisser Problem an eisen Aen: Dat sinn och déi Partneriaten mat verschidde privaten Entreprises, notamment dem Cactus. Bon.

Laut där ganzer Strategie, déi virun e puer Joren et decidéiert gouf, sollen eng ganz Partie Lokaler zougemaach ginn. Et sinn der och scho ganz zougemaach ginn. Em déi 40 ongefëier. Bon, dat ass natierlech och a méi kleng Lokalitéite geschitt. Och a méi grousse Lokalitéiten, voire heiansdo souguer och a Quartieren, déi staark besidelt sinn, wéi zum Beispill zu Bouneweg, wou och d'Bevëlkerung an där Gégend ganz erstaunt war, dass dat op eemol esou decidéiert gouf. An et huet souguer eng Manifestatioun do stattfonnt.

Do hätt ech awer och Froen, déi ech och do scho gestallt hat, fir ze wëssen, wat fir eng Bilanz de Minister och vun der Reorganisatioun vun der Post zitt a wat en och u sech vun der Matabezéiung vu Bierger, voire och vu Gemeengeverantwortlechen hält, wann et drëms geet, esou Gebaier zougemaachen oder ze desaffektieren oder hir Natur ze änneren. Mir soen net, dass onbedéngt ëmmer systematesch falsch gehandelt gëtt, mee et ass awer eng demokratesch Fro, déi wichteg ass.

Mir mengen awer och ganz kloer, dass et problematesch ass, dass en öffentleche Service an enger Joint Venture mat private Betriber gemaach gëtt, d'POST - mam Cactus zum Beispill - am Cactus Servicer ubitt. Mir hu jo och keng Schoulen am Aldi oder och keng Spideeler am Bâtiself. Ech iwwerdreiwen e bैसे, mee, ech mengen, et ass awer eng prinzipiell Fro.

Bei de Gebailechkeeten, do hu mer e kleng Problem. Well ech hat och deemools d'Fro gestallt, wat d'Hamilius-Gebai ugeet. An do sinn ech verweise ginn op d'Gesetz vum 10. August 1992, dat d'POST reorganiséiert, an dann op den Artikel 23 (2) verweise ginn, am Zesammenhang mam Artikel 7, wou u sech festguelicht ass, wie wat organiséiert, also, wie wat ze soen huet. A verschidde Beräicher kann de Verwaltungsrot eleng d'Decision huelen. An anere Beräicher, do ass et de Minister. An anere Beräicher ass et u sech de Verwaltungsrot, mee de Verwaltungsrot kann innerhalb vun 30 Deeg am Prinzip, ausser et si Gesetzter oder Reglementer, wann ech dat richtig verstanen hunn, soen: „Stopp, mir maachen dat anescht!“

Wann ech dat lo richtig verstanen hunn, well den Artikel 23 (3), dee seet - an do fällt enner anerem drënner: „acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles“; wann ech dat richtig verstinn, dat fällt ënnert den Artikel 7 (3) -, dass do soll u sech de Verwaltungsrot awer och kënne matschwätzen innerhalb vun 30 Deeg. Wann dat awer net sou wier, da mengen ech awer och, dass ee sech misst d'Fro iwwerleeden oder d'Saach iwwerleeden, ob een net d'Gesetzgebung kéint änneren an deem Sënn.

Well mir mengen nämlech, dass alles wichteg ass, wat d'Affektatioun vu Postgebaiern ugeet. Dat ass eng strateegesch demokratesch Fro. An de Problem ass: D'Situatioun ass elo déi, dass betréfft d'Bierger a Quartieren oder a Gemeengen oder och Buergermeeschteren, déi sinn op eemol konfrontéiert mat enger Reaffektatioun, mat engem Soumaachen an esou weider.

A wann een eppes wëllt dozou soen, maja, de Problem ass, d'Regierung ass net méi gräifbar, well am Prinzip kéint de Minister soen: „Et ass de Verwaltungsrot, deen d'Decision hält.“ Dann ass ee konfrontéiert mam Service Relations presse vun der POST. An déi gi jo derfir bezuelt, fir ze soen: „Nee, et ass alles ganz gutt!“ Mee demokratesch ass dat net.

Et ass souwiso eng allgemeng Tendenz. An dat ass jo d'Resultat och vu Liberalisierungen vu Service-publicen: dass een herno strictement näischt méi ze soen huet. Well et sinn alles Technokraten a Manager, déi eppes decidéieren; ob et gutt oder schlecht Decisionen sinn. Dat ass e gréisser Problem! Ech mengen, dofir misst ee warscheinlech eng Gesetzesännerung maachen. Mee vläicht kann den Här Minister eis do nach weider soen, wat e mengt.

Ech hätt nach eng weider Fro, well an der Tëschzeit huet d'Postgewerkschaft och eng Propos gemaach, déi net oninteressant ass. Si schloer viru ... Si huelen als Beispill Frankräich. Dir hutt de Communiqué warscheinlech och gelies. Do ass et esou: D'Post zesumme mam Staat an zesumme mat der Association des maires de France - dat ass de Syvicol dohann - etabléieren e Programm zesummen, wéi sech d'Post soll implanteren an esou weider. D'Postgewerkschaft hei zu Lëtzebuerg seet net, dass misst een zu 100 % iwwerhuelen, mee esou e Modell wier vläicht interessant. Vläch kéint een och an déi Richtung goen. Vläch wier et och interessant ze wëssen, ob d'Regierung, den Här Minister, och scho mat der Postgewerkschaft doriwver diskutéiert huet.

An dann de leschte Punkt: d'Postgebai Hamilius. Et wier wierklech gutt ze wëssen, wat domadder geschitt. Ech mengen, mir hunn eng Geleehnheet, fir wierklech doraus eppes Interessantes ze maachen. Dat heescht, net onbedéngt e Schickimickihotel oder -restaurant. Mir hunn der genuch an der Stad an am Stadkär. An zemoos grad op där Plaz!

Ech ka mech gutt un d'Plaz Hamilius erënneren, wéi se fréier war. Elo kann een iwwert d'Ästhetik diskutieren. Mee op jiddwer Fall: Et war eng Plaz, déi der Bevëlkerung gehéiert huet, an zemoos der Jugend och gehéiert huet. Dorunner ka sech jiddereen erënneren.

Elo gehéiert et Abu Dhabi. An et ass dekoréiert, wann een dat sou wëllt soen, mat Gebaier, déi quadratesch sinn an déi u sech nëmmen nach sou vu Keelt strotzen! Déi Plaz ass verschampléiert ginn. An ech hoffen, dass mer wéinstens duerch dat Postgebai erëm e gewëssett Liewen an d'Stad bréngen a mer verschidde Projeten do kéinte maachen.

Do kënnen Sozialwunnengen kommen. Do kënnen awer och Lokalitéite komme fir ONGen, fir Associatiounen an esou weider. Ech mengen, mir brauchen Liewen am Stadkär. Jiddereen ass sech dären bewosst. An ech si mer och sécher, dass mer ee Minister an dëser Regierung setzen hunn, deen awer och ganz sensibel op déi Froen ass.

Voilà! Ech soen lech Merci. Ech mengen, ech hunn näischt vergiess. Jo.

► Une voix. - Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmoos, Här Wagner. D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

► M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie. - Merci, Här President. Merci och dem honorebelen David Wagner fir seng Question élargie. Hien huet selwer drun erënnert: U sech huet d'POST am November 2015 an hirem Conseil d'administration eng Decisioun geholl, fir hire Réseau vun Agencen a Point-de-venten ze reorganiséieren ronderëm dräi Achsen.

Dat heescht, éischens, fir u sech eng Rei Agencé bäizebehalen, mee fir se méi convivial a méi modern ze maachen. Well et war e Fakt, dass eng ganz Rei vun deenen Agencen einfach net méi zäitgeméis waren an och net méi ganz userfriendly waren.

En zweeten Achs war effektiv, fir de Facteuren eng Rei Servicer och ze iwwerginn, ganz breed. Dat heescht, haut kann een engem Facteur e Virement matginn. Et kann een och Sue bei em bestellen. Et kann een Timbere bei em kafen. Et kann een also eng ganz Rei Operatiounen och beim Facteur maachen.

An dann dréttens, effektiv fir eng Partie Point-POSTen doruechter opzemaachen, jo, bei externer Partner, an engem Partenariat mat Cactus, och mat Shopping, mee awer och mat enger Rei aneren Dréttpersounen oder Dréttstellen, wéi zum Beispill den typeschen Tante-Emma-Läden zum Beispill an der Gemeng Bartreng. Ech kucken op de Buergermeeschter Fränki Colabianchi. Do ass an engem Buttek am Duerfzentrum e POST-Büro installéiert ginn, deen, mengen ech, gutt funktionéiert an dee bénévolé ass souwuel fir de Commerçant, deen dat Lokal do exploitéiert, mee awer och fir d'Clienté vun deem Büro.

Dir froet, ob déi Strategie do opgaang ass, ob déi positiv war ënner dem Stréch. Ech kann lech do eng Rei Zuele ginn, déi vläicht méi soe wéi elo laang Rieden.

2015, wéi déi ganz Strategie do ugefaangen huet, waren et am Ganzen eng 119 Points de vente vun der POST. Tutti quanti, hein, alles mat dran. An dat war am Ganzen an deene Punkte vun der POST en Total vun 3.959 Heures d'ouverture. A wann een elo kuckt: 2020, à titre de comparaison, sinn et nach 111 Stelle vun der POST, déi et gëtt, mee awer fir en Total vu 6.446 Heures d'ouverture.

Dat heescht, Dir gesitt, déi Öffnungsstonne vun POST-Büroen, sief et an eeben externe Stellen oder richtege POST-Agencen, sinn drastesch an d'Luucht gaangen. An ech mengen, dass ee wichtege Benchmark, wann ee vun der Qualitéit vun enger Post schwätzt, och eng Qualitéit vun engem Service aus usagers, och Accessibilitéit, hein. Well, ech mengen, et ass gewosst, dass eng ganz Rei vun deenen Büroen, déi zougemaach gi sinn, net méi déi néideg, wéi gesot, Qualitéit haten an och net déi néideg Accessibilitéit haten.

Dat huet sech drastesch geännert. Dat weist sech un den Operatiounen, déi an deene Büroen do gemaach ginn. 2015 hat Der am Ganzen an deene Partnerbüroen, dat heescht

denen externen, en Total vu 624.000 Operatiounen. An haut, 2020, hutt Der der 1.257.000. Dat ass also eng Evolution du simple au double. An et gesäit een, dass déi Tendenz steigend ass. Dat heescht, dass an deene Büroen, sief et a Cactus, sief et an Tankstellen, sief et an aneren Dréttstellen, d'Operatiounen tendenziell an d'Luucht ginn.

Elo kann een dat gutt fannen oder et kann een dat schlecht fannen am Numm vum Service public, am Numm vum Service universel. Woubäi een, mengen ech, awer och muss soen, dass de Réseau commercial vun der POST net méi vum Service universel relevéiert. Dat ass bei eis am Gesetz anescht wéi an anere Länner, wéi zum Beispill an der Belsch.

Bei eis ass effektiv d'Bedriewung vun deem Réseau eng kommerziell Decisioun vun der POST. An déi mécht effektiv do, bon, wat se wëllt; net genee, wat se wëllt, mee dat huet effektiv, éischens, als Haaptgrond d'Qualitéit vum Service aux usagers. An dann, zweetens gëtt et natierlech och e Käschtgrund. Eng ganz Rei vun deenen Agencen, déi zougemaach gi sinn, ware ganz einfach net méi rentabel. Dat soen ech lech, an ech weess, dass mäi Virgänger lech dat och scho gesot huet, deen iwwerengs och an der LSAP war, wéi ech dat sinn, an deen ... Gutt! Ech mengen, dass ass e Fait. Dat kann ee contestéieren, mee dass ass esou.

En anere Pilié vun där Strategie, dat ass eng Rei Self-POSTen. Dat heescht, ATMen, Distributeuren, déi et op enger ganzer Rei Plaze gëtt. Dat gehéiert och dozou. An natierlech d'PackUp-Statiounen, déi sech och uechtert d'Land multiplizéieren an déi och ganz vill benotzt gi vun de Leit.

An enger zweeter Fro froet Der, op wat fir engem Krittären déi POST-Büroen zougemaach ginn an ob dat a Concertatioun mat de Gemenge gemaach gëtt.

Dozou muss ee soen, dass, wéi gesot, den Haaptkrittär deen ass vun der Attraktivitéit vun deene Lokaler. Gi se nach gebraucht? Wat sinn d'Frequentiounen? Ganz vill vun deene Lokaler haten eng ganz geréng Frequentioun, waren och effektiv net méi laang op. Do kann ee soen: „Okay, dat eent konditionéiert vläicht dat anert“, mee et ass e Fait, dass déi Büroen, a ganz vill vun deene Büroen, einfach net méi rentabel waren.

Wat da geschitt ass, dat ass, dass en fait an all Fall mat der Gemeng eng Concertatioun gemaach ginn ass. Dat heescht, d'Gemenge sinn all kéiers consultéiert gi vun der POST, ier esou e Büro zougemaach ginn ass. An ech mengen, et muss een och soen, dass an deenen allermeeschte Fäll esou Schléissungen och keng Welle geschloen hunn.

Wéi gesot, dat heescht, déi meescht Fermeturé ware relativ gutt akzeptéiert. An et ass och ëmmer gutt gekuckt ginn, ob déi Alternativen, déi fonnt gi sinn, e bessere Service fir den Usager géife mat sech bréngen an ob déi Büroe méi accessibel waren en fin de compte.

Dir hutt de Büro vu Bouneweg ugeschwat. Ech weess, dass do Contestatiounen waren. Ech weess, dass och eng Demonstratioun do war, wou Dir och derbäi waart, wann ech mech net täuschen. Bon, et ass awer e Fait, dass op maner wéi engem Kilometer vun deem Büro vu Bouneweg, op der Gare dee gréisste Postbüro am ganze Land ass. Et ass och e Fait, dass am Cactus, deen e puer Honnert Meter ewech ass, och e Point de vente vun der Post opgaang ass. Et ass also och hei eng Alternativ fonnt ginn.

Eng weider Fro, déi Der gestallt hutt, dat war déi ronderëm d'Strategie, wat d'Vente vun deene Bienen do uegt, vun deene POST-Büroen. Do huet d'POST u sech eng Strategie op dräi Achsen applizéiert.

Et ass ëmmer esou gaang, dass d'POST fir d'éischt dat Lokal der Gemeng ugebueden huet. An a ganz ville Fäll huet d'Gemeng dat och opkaaft. Et gëtt do eng Lëscht, déi ech lech och ganz gäre kann zoukomme loossen, wou all déi Transaktiounen säit 2008 reiseignéiert ginn.

Dat heescht, éischens ass et der Gemeng ugebueden ginn au prix du marché, zweetens gëtt et, wann d'Gemeng et net wollt, e Partenariat elo mam Fonds du logement, wou de Fonds du logement och eng Rei vun deenen Immeublen do kaaft huet, fir Wunnengen dran ze maachen. An dann en fin de compte, wa weeder d'Gemeng nach de Fonds du logement d'Gebai wollten, dann ass et verkaaft ginn an enger Vente aux enchères, well d'POST effektiv net wëllt Immobilienagent oder Promoteur spillen. Also muss se dat an enger Vente aux enchères verkafen zu engem Präis, dee konform ass zum Prix du marché.

Do gëtt et eng Lëscht. Wéi gesot, ech kann lech déi gären zoukomme loossen. Da kënt Der dat verifiéieren.

An dann, schlussendlech stellt Der d'Fro zu der Affektioun vum Hôtel des Postes. Jo, dass ass

effektiv e Gebai, wat eis all als Stater ganz vill un Häerz läit. Ech hat och, gradesou wéi Dir, oft Rendez-vous bei der Post, fir do een Huelen ze goen oder fir mech duerno an der Stad mat menge Kolleegen ze treffen. An dat ass eng Nostalgie an dat ass en emotionell Attachment an deem Gebai, wat ganz staark ass.

En éischte Punkt, deen ee muss soen an dee wichtig ass, dat ass, dass dat Postgebai u sech, den Hôtel des Postes am Besët vun der POST wäert bleiwen. Dat heescht, dat Gebai gëtt net verkaaft. Ech mengen, dass ass en éischte wichtige Punkt.

An dann zweetens, mäi Wëssensstand vun de Projete vun der POST zu dësem Gebai ass, dass hei u sech en Usage mixte gemaach gëtt. Dat heescht, dass um Rez-de-chaussée solle Commercen entsto, Restauranten, méiglecherweis Caféen, an dass op de Stärk soll en Hotel kommen an eng Partie Büroen, déi do sollen entsto. Dat Ganzt soll engem Prestataire de service confiéiert ginn. Dat heescht, dass Gebai gëtt da verlout un een, deen dat exploitéiert. Souwäit ech weess, wäert d'POST och hei deemnächst dozou kommunikéieren a méi konkret soen, wat mat deem Hôtel des Postes do wäert geschéien.

Voilà! Ech hoffen, dass ech op Är Froe geäntwert hunn an ech soen lech Merci.

► Une voix. - Très bien!

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci, Här Wirtschaftsminister. D'Wuert geet zréck un den Här David Wagner fir eng Zousazfro.

► M. David Wagner (déi Lénk). - Merci, Här President. Merci och dem Minister, deen awer relativ komplett op meng Froe geäntwert huet.

E klänge Bemöll, dat war déi ganz Fro, justement vun der Decisiounskraaft vum Minister respektiv vun der Regierung, wat d'Affektioun uegt vun de Gebaier. Ech mengen net, dass den Här Minister drop agaangen ass. An ech weess och net, ob déi Liesaart, meng Liesaart op jidde Fall, vun der aktueller Gesetzgebung deem entsprécht.

Well wann ech dat richteg verstinn: Zurzäit ass et esou, dass bei Alienatiounen, Affektiounen, Venten, Achate vun Immobilien u sech de Regierungsrot en Droit d'approbation huet innerhalb vun 30 Deeg. Dat heescht, dass awer trotzdeem d'Regierung d'politesch Gewalt, e gewëssenen Droit de regard huet.

Et kéint awer och sinn, wéi ech dat an der Äntwert krut vun Här Schneider bei enger anerer Fro, dass just de Verwaltungsrot exklusiv doruwwer bestëmme kann. Dat war a mengen Aen eendeiteg méi problematesch, well dann hu mer och en democratesch Problem. An ech mengen, dass d'Fro vun de Gebailechkeeten eng zentral Fro ass, justement bei der Organisatioun vun der POST.

A wann et sou wier, dass u sech ... Also, ech hatt souguer am léifsten, dass dee Punkt u sech éischer an déi Kategorie géif kommen, wou u sech de Minister och kéint direkt matdecidéieren.

Mee op jidde Fall, mengen ech, wann dat sou wier, dass just de Verwaltungsrot eppes ze soen hätt, da misst een d'Gesetz änneren an deem Sënn. An et ass och net komplizéiert, hein. Also, dass wier wierklech keng gréisser Affär.

Jo, zum Service universel. Jo, jo, jo, jo, jo, also mir ... De Service universel, dat ass eng Notion, déi amgaangen ass ze verschwannen. Dat huet an den 90er Joren ugefaangen. Do si vill politesch Familien, y compris politesch Familien, déi dat net hätte solle maachen, déi hunn dat matgedroen. Dat ass schlecht. Et funktionéiert net.

De Service public soll e Service universel sinn. E soll net no Rentabilitétskrittäre funktionéieren. D'POST soll net no Rentabilitétskrittäre funktionéieren! Soll net! Dat ass iwwer Jorzéngten esou gaangen, well et ass e verbréif Recht, c'est le cas de le dire, justement vun de Bierger, fir kënnen vun deene verschiddeenen Aktiounen a Servicer vun der Telekommunikatioun, déi evoluéieren, ze profitéieren.

Et ass genau sou e wichtige Service wéi d'Education. A mir géifen hei net driwwer diskutéieren, ob d'Education rentabel misst sinn. Also! Ech weess, den Här Minister sot: „Et ass, d'Situatioun, sou wéi se ass.“

Mee dat ass u sech d'Äntwert vun engem Journalist. Mee e Minister kann d'Situatioun änneren. E kann u sech dee Statut vun der POST erëm eng kéier änneren, wann e wëllt. Ech wënsche mer dat op jiddwer Fall. An dat war eng spannend Diskussion, déi mer hei kéinte féieren. Also, ech invitéieren d'Regierung, iwwerhaupt erëm iwwert d'Orientatioun vun der POST ze diskutéieren a Richtung vu Service universel an ewech vum Rentabilitétskrittär, deen näischt daacht.

De Problem ass awer och, dass ech awer e reelle Problem domadder hunn - also ech hof-

fen, dass mir als Lénk net déi Eenzeg sinn, déi e Problem domadder hunn -, dass gewisse Servicer, net all d'Servicer, mee gewisse Postservicer an engem Buttek am Cactus kënnen gemaach ginn. D'autant plus, wann ee weess, wéi de Cactus mat sengem Personal ëmspréngt. Dat dierf, dass muss een awer och eng kéier hei soen! Dat si keng Gudder!

An ech sinn der Meenung, dass u sech déi ganz wichtige Aarbechte mussen vu Leit gemaach ginn, déi déi Ausbildung hunn, respektiv ech wier dann och frou, wann déi Leit, déi dat elo an de Cactus maachen, och deementspriedend entlout ginn.

Dann: Jo, et kann een natierlech soen, et gëtt och nach d'Alternativ zu Bouneweg, da kann ee bis op d'Gare goen an esou weider. Jo, dass ass awer relativ, et ass awer méi wäit. An dann huet een dee ganze Reseautage, deen ëmmer méi ofhëlt. An da muss een och wëssen, dass déi Leit, déi net méi op Bouneweg ginn, dann eeben mussen an der Schlaang stoen op der Gare. Ech weess net, ob dat Ganzt wierklech perfekt ass.

An dann d'Postgebai. Ech mengen, et wier awer gutt, déi Fro ass esou sensibel an interesséiert esou vill Leit, och an der Stad, dass et interessant wier, dass just eng Suggestioun, dass do misst e Processus participatif entsto. Et wier interessant, wann d'Direktioun vun der POST oder och d'Regierung dat kéint vorschloen, fir ze soen: „Hei kommt, maacht Projete, maacht Propositionen, d'ONGen, d'Bierger an esou weider, wat een domadder kéint maachen.“ Wéi een dat organiséiert, doruwwer muss een nach diskutéieren. Dat wier eng Saach - ech hunn dat och eng kéier, mengen ech, am Gemengerot gesot an der Stad -, dass war eng ganz interessant Saach, fir d'Leit, fir d'Bierger matanzebezéien, fir ONGe matanzebezéien. An do hätte mer vläicht e schéine Projet. Voilà. Et ass just eng Iddi fir mat op de Wee.

Mee soss soen ech awer och dem Här Fayot Merci fir seng Äntwert. En huet sech awer gutt domadder ausermeegeesat.

► M. Fernand Etgen, Président. - An ech soen dem Här Wagner Merci. An ech ginn d'Wuert zréck un d'Regierung, den Här Franz Fayot.

► M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie. - Jo. Also, ech mengen, dem Här Wagner seng lescht Interventiounen debordéieren elo e bessen de Kader vu senger Froen. Mee et ass eng Diskussion, déi ee gäre ka féieren. Och eng kéier méi breed iwwert dat, wat eng Post haut soll sinn an eiser Gesellschaft.

Ech kann lech just soen, well ech viru ganz kuerzer Zäit eng kéier e längert Gespréich hat mat dem Comité exécutif vun der POST, dass d'POST nach ee vun deene ganz wéinege Betreiber ass an Europa, wou all déi Servicer, déi eng Post traditionell ugebueden huet, zesummegehale gi sinn. Dat war ëmmer de politesch Wëlen zu Lëtzebuerg, fir dat ze maachen, a fir dat net ausenanerzébriechen.

Iwwerall an Europa, an dovunner kann een halen, wat ee wëllt, sinn d'Postservicer liberaliséiert ginn. An an deenen allermeeschte Länner si se auserneegebracht, auserneegebracht ginn. Do ass d'Telekom op eng Säit gaang, de Courrier ass op déi aner gaang oder behale ginn, an d'Finanze sinn och geoutsourced ginn. A meeschtens sinn déi Saachen, déi rentabel waren, gehale ginn, an all déi aner si verschierbelt ginn.

Bei eis ass dat net geschitt! Haut ass d'POST e Betrib zu Lëtzebuerg, jo, deen an engem Marché muss bestoen, dee muss concurrentiel sinn, deen also och no gewisse Rentabilitétskrittäre muss schaffen, deen net à pure perte ka schaffen, mee awer ëmmerhin e Betrib, deen en Accès universel un all déi Grondservicer do garantéiert.

D'POST ass dee Betrib, wou haut jiddweree kann e Kont opmaachen. Jiddweree kann e Postcheckkont opmaachen. An dat ass net evident! Jiddweree, souguer, wann e guer keng Suen huet, kann e Postcheckkont opmaache bei der POST. Obwuel dat wierklech an deem aktuelle Kontext kee gewënnbréngend Geschäft méi ass fir eng Lëtzebuerg POST! All déi aner Servicer ginn och garantéiert. Dat heescht, ech mengen, et ass e bësse kuerz gegräff, fir e Bild hei ze molen, vun engem liberalen, just nach no Gewënn operéierenden Operateur POST Lëtzebuerg.

D'POST huet sech an deene leschte Joren a ganz ville Beräicher considerabel moderniséiert. Heiansdo no Krittären, jo, déi lech manifestement net gefalen, wou Choixe gemaach gi sinn, fir mat aneren zesummezeschaffen, sief et mat engem Cactus, sief et mat enger Raiffeisenbank fir d'Services bancaires, wou Saachen optimiséiert gi sinn. Et kann ee gären eng kéier méi laang driwwer schwätzen. Mee ech mengen, dass d'POST haut e Betrib ass, deen ëm-

mer nach fir d'Leit do ass, deen de Service public, de Service universel, garantiert. An ech mengen, dat ass de sprangende Punkt.

Wat Är Liesaart ugeet, wat de Pouvoir vum Ministre ugeet, esou ass et net meng Liesaart, dass de Minister oder de Regierungsrat sech kann an déi Decisiounen immisceieren, wat d'Vente vun Immeublen oder d'Affektatioun vun Immeublen ugeet. Ech kann dat awer gären nach eng kéier reverifiieren. Mee dat ass net meng Liesaart. Dat ass effektiv eng Decisioun vum Conseil d'administration vun der POST.

De Ministre de tutelle huet e puer ganz enk gefaasste Pouvoiren, wat d'POST ugeet. En huet natierlech eng gewësse Softpower: Doduerch, dass en am permanenten Discours ass mat der POST, ass och eng gewësse Sensibilitéit do. An ech kann lech awer och soen, dass déi Leit, déi an der Responsabilitéit si bei der POST, net egal wat maachen an och net mat den Immeublén vun der POST egal wat maachen, sief et deen Hôtel des Postes an der Stad, oder awer och déi, déi elo op der Gare nei gemaach ginn, den Accinauto, dat aalt Postgebai, wat elo nei gebaut gëtt, mee awer och déi Immeublen op der Cloche d'Or.

Voilà. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Fayot.

12. 7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg

Den nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut de Mëtten ass de Projet de loi 7563 iwwert den Office du Ducroire. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schon geschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Dan Biancalana, d'Madamm Josée Lorsché an den Här Sven Clement. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Merci, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, a Coronazäiten ass den internationalen Handel net méi sécher ginn. Mir steieren op eng zolidd Rezessioun duer, wa mer net scho matzen dra sinn. An dat mécht sech och an eisen Handelsbeziéunge bemierkbar, wou Lëtzebuurger Betriber de Risiko lafen, net bezuelt ze ginn. Fir deem entgéintzewierken, gëtt et Versécherungsmechanisme vum Office du Ducroire, kuerz och nach ODL genannt.

Hei am Gesetzesprojet 7563 geet et ëm d'Ofännere vum Gesetz vum 4. Dezember 2019 iwwert den Office du Ducroire Luxembourg. Dëst an deem Sënn, dass dësen Etablissement public weesentlech méi finanziell Mëttele soll kréien, fir eebe méi héich Risiken ofzedecken, déi krisbedéngt sinn, an domat eise Betriber, déi international aktiv sinn, zolidd ënnert d'Äerm ze gräifen.

Éier ech méi op den Detail vun dësem Gesetzesprojet aginn, erlaabt mer, e puer Wuert iwwert den Office du Ducroire en tant que tel ze soen. Den ODL ass 1961 als Etablissement public an d'Liewe geruff ginn. Zanterhier besteet seng Missioun doranner, fir déi ekonomesch a finanziell Relatiounen an engem internationalen Kontext ze férdere, haaptsächlech duerch d'Couverture vu Risiken am Beräich vun den Exportatiounen an den Importatiounen souwéi den Investissementen.

Duerch eng Konventioun tëscht dem Office du Ducroire an dem Staat, déi dee sougenannte „Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises“, kuerz COPEL, gegrënnt huet, ënnertstëtzt den Office du Ducroire zanter 2002 och zousätzlech lëtzebuergesch Exporter iwwert de Wee vun enger Participatioun un de Promotiounsonkäschte souwéi de Fraisen, déi mam Export oder der Formatioun ze dinn hunn.

Den ODL hëlleft de Betriber also, fir sech iwwert d'Grenzen eraus ze entwéckelen, Handelspartner ze fannen an esou am Ausland Fouss ze faassen. An anere Wieder: Hien dréit zur Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg a vum Lëtzebuurger Standuert a vun de Lëtzebuurger Entrepreneuren, fir dat méi prezis ze soen.

An Zäite vum Virus, also vum Covid-19, ass d'Roll vum Office du Ducroire nach méi wichteg gi wéi jeemools virduen. Duerch déi verschlechtert Marchészustänn ass d'Demande fir verschidden Assurancen, déi den Office du Ducroire ubitt, staark geklommen, wéi zum Beispill fir d'Assurancë vu Bankkreditter.

Dës Assurancen erméiglechen et de Finanzinstitute, fir hire Risiko géintiwwer lëtzebuergeschen Exporterentreprisen, déi net vun hire

Clientë bezuelt géife ginn, ze reduzéieren. Grad an dësen Zäiten hu vill Entrepreneuren sougenannt Liquiditéitsschwieregkeeten, sinn also net flësseg, a froen hire Banquier oder hir Bankhaiser, fir Crédits de caisse ze kréien. Den Office du Ducroire verséichert d'Banken an dësem Fall eebe géint den Netremboursement vun esou enge Kreditter.

Sougenannt Topassurancen, pardon, Top-up-Assurancë sinn am Moment och zimmlech gefrot. Dës Versécherungen erlaben, fir punktuell déi Transaktionsmontanten ze assuréieren, déi iwwer den Limitt vun deem leien, wat ee privatrechtlechen Assureur-crédit accordéiert huet. Ech erspueren lech wierklech déi technesch Detailler dozou. Mee aus reglementaresche Grënn hunn déi Assureurs-crédits d'Kreditte, déi verséichert Montanten, drastesch missen erofsetzen, egal ob d'Entreprise solvent ass oder net.

Dëst stellt vill Entreprises luxembourgeoises viru grousse Schwierigkeeten, fir hir kommerziell Échangé mat hiren auslännesche Clientë weiderzeféieren. Den Office du Ducroire spréngt dann hei an, fir dese Vide, deen duerch d'Erofsetze vum versécherter Montant duerch d'Assureurs-crédits entsteet, opzefüllen.

Nieft dese Produkter gëtt et nach weider Assurancen, déi vum Office du Ducroire proposéiert ginn, och an Zesummenaarbecht mat der Chambre de Commerce.

Eppes zu den Zuelen: Den Office du Ducroire assuréiert am Kader vum Covid-19 elo schon Transaktiounen an engem Montant vu bal 150 Milliounen Euro. Am Ament ginn nach Demandé behandelt, déi dese Montant op bal 320 Milliounen Euro klamme loosse kéinten.

Fir awer elo bei de Projet de loi u sech ze kommen: Dese Projet de loi proposéiert, d'Grenz vun den Engagemente, déi den Artikel 38 Paragraf 1 vum Gesetz iwwert den Office du Ducroire fir d'Aktivitéite „pour le compte de l'État“ - esou gi se genannt - virgesäit, fir d'Joer 2020, also fir dëst Joer, opzelackeren.

Ënnert d'Formule „pour le compte de l'État“ falen déi Operatiounen, déi weinst der Gravitéit oder der Dauer vun hirem Risiko normalerweis net vum Office du Ducroire gedroe ginn. Wann de Regierungsrat awer féinnt, dass et opportun wier oder ass, dass déi Operatioun verséichert ginn, ginn dës iwwert d'Formule „pour le compte de l'État“ ofgewéckelt.

Fir dës Engagemente ass den Ament en duebele Plaffong virgesinn, also an der aktueller Legislatioun. Engersäits dierfen d'Engagemente maximal 20-mol sou grousse si wéi d'Fonds propres, also d'Egekapital vum Office, oder anerersäits bis zu 20 % vum globale Montant vun Engagemente, déi den ODL am Kader vu sengen Aktivitéite mat Staatsgarantië mécht.

D'Zuelen, déi ech lech virduen virgestallt hunn, weisen, dass dëst eeben net duergeet. Dowéinst gëtt e véierte Paragraf bei den Artikel 38 derbaigesat, deen de Plaffong fir Pour-le-compte-de-l'État-Aktivitéiten op 50-mol d'Fonds propres fir d'Joer 2020 erhéicht. Deen zweete Plaffong wäert dëst Joer net ugewannt ginn.

Komme mer dann nach séier zu den Avisen! De Staatsrat huet a sengem Avis vum 5. Mee 2020 eng Opposition formelle musse formuléieren. Déi héich Kierperschaft huet sech mat der Formulatioun vun der Situation économique exceptionnelle schwéiergedoen. Et géif hefir keng Definitiou ginn an duerfir vill Froen opwerfen, soudass eng Rechtsongesécherheet bestoe géif.

Den Artikel 2 vum initiale Gesetzesprojet iwwert d'Entrée en vigueur konnt de Staatsrat weinst senger Formulatioun net zefriddestellen. Dësen Artikel gouf doropshi vun der Finanz- a Budgetkommissioun gestrach.

Des Weideren huet de Staatsrat misse feststellen, dass d'Fiche financière keng Inzidenz vum Projet de loi op de Staatsbudget virgesäit, obwuel d'Garantien eventuell mussen agelëist ginn.

Am Avis complémentaire vum 26. Mee konnt déi héich Kierperschaft hir Opposition formelle fir den Artikel 1 ophiewen. Si preziséiert awer fir dee selwechten Artikel, dass Lëtzebuerg sech net an engem État d'urgence sanitaire befënt, dee vun der Regierung dekreteiert ginn ass, mee dass et sech heibai ëm en État de crise handelt, deen op de Règlement grand-ducal vum 18. März 2020 baséiert ass. D'Finanz- a Budgetkommissioun huet hei de Libellé vum Staatsrat natierlech iwwerholl.

D'Handelskummer begréisst an hirem Avis vum 21. Abrëll de Gesetzesprojet. Do dernieft deelt si d'Bedenke vum Staatsrat, wat d'Determinatioun vun enger Situation économique exceptionnelle ugeet a wat de budgetären Impakt vun dësem Gesetzesprojet betrëfft. D'Handelskummer begréisst an hirem Avis complémentaire vum 4. Juni d'Amendement an ënnertstëtzt d'Remarken aus dem Avis complémentaire vum Staatsrat.

D'Salariatskummer an d'Handwierkerkummer hunn an hire respektiven Avice keng Bedenke formuléiert. Dat gesot, bleift mer nach just, lech Merci ze soe fir Är Opmierksamkeet, souwéi och e Merci fir déi konstruktiv kritesch Maataarbecht oder d'Matschaffen an der Finanz- a Budgetkommissioun.

An ech ginn natierlech och hei op dëser Plaz direkt den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. Dat war eng Punktlandung. Op d'Sekonn hutt Der Är Riedezäit agehal. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo. Merci, Här President. Merci un de Rapporteur, deen dat wéi ëmmer op eng perfekt Aart a Weis gemaach huet. En huet haaptsächlech och nach eng kéier op d'Wichtigkeet vum Office du Ducroire generell higewisen, awer och op d'Wichtigkeet a Krisenzäiten, wou et wichteg ass, dass awer den internationalen Handel ka weider funktionéieren an datt de Risiko fir déi lëtzebuergesch Entrepreneuren sou wäit wéi méiglech minimiséiert gëtt. Duerfir ass dat heiten e ganz wichtige Projet. An duerfir wäerte mir deen och als CSV matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mosar. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Dan Biancalana.

► **M. Dan Biancalana (LSAP).** - Merci, Här President. Ma ech wéilt dem Rapporteur, dem André Bauler, Merci soe fir säi ganz gudden méndlechen an och schrëftleche Rapport. Haut geet et drëms, d'Risiko vum Office du Ducroire, deen e vitalen Acteur ass an den Entrepreneuren, déi exportéiere wëllen, jo hëlleft, ze couvréieren. An ech mengen, dat ass e ganz wichtigen Aspekt.

D'LSAP begréisst dës gezielte Moossnam, a mir droe se och deementspreechend mat. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Biancalana. An ech ginn d'Wuert direkt weider un d'Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Villmools merci, Här President. Och mir als gréng Fraktioun soen dem André Bauler e grouse Merci fir säi gudden Rapport. Mir hu schon Enn 2019 den Office du Ducroire ënnertstëtzt. Do hu mer d'Gesetz modifizéiert. An natierlech schlësse mer eis och hei dëser Modifikatioun un, déi sech jo opdrängt op Basis vun der Covidkris. Dat ass wichteg! An an deem Sënn kënnst eisen Accord dann och haut.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Obwuel den Här Bauler e ganz gudden Rapport gemaach huet, muss ech lech enttäuschen, genau sou wéi beim leschte Vott iwwert den Office du Ducroire, dass mir dat net wäerte matdroen an net wäerte matstëmmen.

Éischtens, well mer weiderhin der Meenung sinn, dass d'Ausrichtung vum Office du Ducroire net onbedéngt gutt ass an datt mer net agessinn, dass d'Kollektivitéit systematesch muss Risiken agoe fir d'Industrie.

D'autant plus, d'autant plus, dass u sech d'Krittäre guer net transparent sinn. Si waren et net a si sinn et elo nach ëmmer net. An dat ass och schon oft ugeprangert gi vun den ONGen a vun der Société civile. Et weess en net, ob déi Entrepreneuren, déi an de Genoss dovunner kommen, och d'Émwelt respektéieren, d'Mënscherechter respektéieren, d'sozial Rechter respektéieren. A mir sinn der Meenung, dass awer do weinstens och schon eng Partie Konditiounen hätte misse matagebonne ginn.

Dat ass net de Fall, genau sou wéineg wéi et de Fall war bei der Garantie bancaire, déi mer och net matgestëmmt haten, well mer der Meenung waren, dass een ze large ëmgeet an datt een awer eng Partie Krittäre muss festleeën. Dat ass eppes, wat d'Zivilgesellschaft hei zu Lëtzebuerg dem Office du Ducroire ëmmer virwerft.

An deem Sënn wäerte mer dat heiten net matstëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, den Här Bauler huet de Rôle, mengen ech, ganz gutt ëmraass, wat den Office du Ducroire mécht a firwat et wichteg ass, a grad an dëser Zäit esou néideg ass, och elo déi Modifikatiounen virzehuelen.

Ech wéll awer meng Riedezäit ganz kuerz dofir notzen, fir op e kleng Bemoll vun deem anzegoen, wat den David Wagner och schon ugedeit huet: Nämlech, dass eng Finanzéierung an och eng Assurance vun Exportleeschunge mat sech bréngt, dass et en Export gëtt, an datt eeben net kontrolléiert gëtt, ob dat en Export ass, deen och mat deenen aneren Ziler vun Land an Aklang ass. Ech denken do ganz besonnesch un d'CO₂-Emissiounen, déi natierlech entstinn, a wou bis elo keng Pist opgewise gëtt, wéi déi kéinte reduzéiert ginn. Och do géif ee sech erwaarden, dass et awer nei Pist gëtt, wéi een déi Exporter kéint méi ëmweltfrëndlech gestalten.

Trotz dësem Bemoll denke mer, dass et wichteg ass, Entrepreneuren, déi duerch d'Kris getraff sinn an déi am Export täteg sinn, egal a wéi engem Domän vum Export täteg sinn, net am Ree stoen ze loossen. An dofir wäerte mir Piraten och dese Projet matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. An dat mécht de Mëtzelstansminister Lex Delles a Verriedung vum Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, en remplacement de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci villmools, Här President.

Plusieurs voix. - A.

► **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, en remplacement de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, de Finanzminister ass am Moment um ECOFIN, dofir kann e leider am Moment net derbai sinn. Mee en huet mer awer natierlech seng verschidden Notte matginn.

Ech mengen, dass et besonnesch e Projet ass, wou ech wéll, fir unzefänken, dem Rapporteur villmools Merci soe fir deen exzellenten a komplette Rapport, deen e gemaach huet. D'Wichtigkeet vum Office du Ducroire, mengen ech, gëtt hei am Sall net méi a Fro gestallt. Ech mengen, dass et sech eebe grad an dësen Zäite weist, och mat deem Projet de loi hei, wéi wichteg dass et ass, dass e kann agräifen, eebe grad och, fir hei déi Assurance kënnen ze ginn: D'Eropsetze vun där duebeler Konditioun, wéi se grad genannt ginn ass, sief et déi 50 %, fir kënnen Hëllefene ze ginn, op där anerer Säit awer och déi duebel Konditioun, déi fir 2020 dann ausgesat gëtt, mengen ech, weist och, wéi wichteg dass den Organisme vum Office du Ducroire ass.

An ech wéll domat nach eng kéier villmools Merci soen.

Plusieurs voix. - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7563. Den Text steet am Document parlementaire 7563?

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7563 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Wien ee Vote par procuration wëllt ofginn, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dese Projet de loi mat 57 JoStëmme bei 2 Nee-Stëmmen ugehall.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7563 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

13. 7527 - Projet de loi portant modification de

1° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ;

2° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA

Deen nächste Punkt vum eisem Ordre du jour vum de Mëtten ass de Projet de loi 7527 iwwer een automateschen Informatiounsautausch am Beräich vun der Besteuerung. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vum deemem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, beim Gesetzesprojekt 7527 geet et drëms, fir d'Obligatioun vum de Finanzinstituter am Beräich vum automateschen Informatiounsautausch bei Steieren a méi genee bei de sougenannte „Registres des actions engagées et éléments probants“ gesetzlech explizit ze verankeren. Dofir ginn zwee Gesetzer emgeännert: Engersäits dat ofgeännert Gesetz vum 18. Dezember 2015 iwwer d'Norme commune de déclaration, an anersäits dat ofgeännert Gesetz vum 24. Juli 2015 iwwer d'FATCA, dat den Échange automatique d'informations mat de Vereenegte Staate reegelt.

Éier ech bei de Fong vum Gesetzesprojekt selwer kommen, erlaabt mir, Här President, fir kuerz op de Kader anzugeen, an deem mir eis hei beweegen! D'Norme commune de déclaration, déi sougenannte NCD, ass 2014 um Niveau vun der OCDE an d'Plaz gesat ginn an huet duerch d'Direktiv 2014/107 eng legal Basis op europäeschem Niveau kritt. Déi Norm reegelt den automateschen Informatiounsautausch vu Comptes financiers am Kontext vum de Steieren am europäesche Raum an doriwir eraus.

De Forum mondial, eng Ennerorganisatioun vun der OCDE, war beoptraagt ginn, fir d'Emsetze vun der NCD ze monitoren. An hei ass enner anerem eise legislative Kader ënnert d'Lupp geholl ginn. D'Konklusioun vum deemem Monitoring ass, dass mir eigentlech ganz gutt dostinn, an dass mir als „early adopter“ figurieren, also als Land, dat ganz schnell d'NCD applizéiert huet, an dat ee Joer virun deene meeschten anere Länner.

De Forum mondial huet just op engem klengen Punkt misse feststellen, dass mir nobessere kéinten. An zwar: Eis Finanzinstituter zu Lëtzebuerg sinn de Moment net ausdrécklech verpflichtet, fir dee genannte Regéster ze féieren.

Dése Regéster lëscht déi follgend Aktiounen op. Dat sinn: D'Prozeduren, d'Kontrollen oder déi informatesch Prozesser, déi vun de Finanzinstituter en place gesat gi sinn, fir hiren Deklaratiounslichten nozokommen an hir sougenannte Diligence raisonnable ze maachen. Dorënner verstéet een zum Beispill de sougenannte „KYC“, dat heescht, den „Know-your-customer“, also d'Informatiounen iwwer d'Identitéit vum Client.

D'Haaptzil vum Projet de loi ass also, fir dese Regéster explizit am Gesetz virzegesinn. Et gëtt awer och dovunner profitteiert, fir d'Obligatiounen, d'Verpflichtunge vum de Finanzinstituter méi kloerzemaachen. An am Sënn vun enger méi grousser Rechtssécherheet sollen och d'Investigatiounspouvoire vun de Verwaltung méi kloer formuléiert ginn. Schliisslech ginn d'Amenden nogebessert an der Realitéit um Terrain ugepasst. Dëst zum Volet vun der NCD.

All déi Ännerunge gi parallel zum Gesetz iwwer den automateschen Informatiounsautausch

tausch bei Steiere mat de Vereenegte Staaten, dem sougenannte FATCA-Gesetz, applizéiert. D'NCD an d'FATCA hunn dat selwecht Zil an ennerleien deem selwechte Mechanismus an der Verwaltung. An et ass deemno opportun, fir e Parallelismus tëschent deenen zwee Gesetzer bäizebehallen.

Wat de Fong betrëfft, änneren d'Artikelen 1 bis 4 d'Gesetz iwwer d'NCD of. Den Artikel 1 gesäit follgendes vir: Éischtens, dass déi viséiert Finanzinstituter keng Praktiken uwenden dierfen, fir den Échange automatique d'informations ze emgoen. Zweetens, dass se e Regéster vun hiren Aktiounen an Éléments probants mussen aféieren, déi hinnen erlaben, fir hiren Obligatiounen ënnert der NCD nozokommen. Et gëtt och virgesinn, dass déi Finanzinstituter e Message, e sougenannte Message à valeur zéro, kommunizéieren mussen, falls se kee Compte déclarable hunn.

Weider ginn d'Amendementer (veuillez lire: d'Amenden) un d'Realitéeit vum Terrain ugepasst. Enner anerem wäert d'Steierverwaltung keng onpraktikabel Kontrolle méi duerchféieren mussen, fir de Montant vun de Strofen ze evaluéieren. D'Verwaltung wäert an Zukunft kënnen mat forfaitairen Amendé reagéieren.

Deen éischte Punkt vum Artikel 4 definéiert d'Pouvoir vun der Steierverwaltung, fir d'Kontrolle bei den Acteuren duerchzuführen. Deen zweete Punkt gëtt der Steierverwaltung Zougank op de Regéster mat den Aktiounen an den Éléments probants. An den drëtten Punkt vum Artikel 4 reegelt d'Verjärsungsfrist vum Pouvoir d'investigation, deem op zéng Joer festgesat ass. D'Artikelen 5 a 6 applizéieren d'Dispositiounen vum den Artikelen 1 a 4 vum Gesetzesprojekt, mutatis mutandis, am FATCA-Gesetz.

De Staatsrot huet a sengem Avis keng Opposition formelle formuléiert. Eng vun den Observatiounen vun der héijer Kierperschaft betrëfft d'Extenssioun vum Uwendungsberäich. De Staatsrot ass nämlech der Meenung, dass d'Direktiv net nëmme d'Institutiounen financiers déclarantes géif viséieren, mee och d'Personnes physiques an d'Intermediären.

An der Cofibu hu mer awer decidéiert, fir beim initialen Text ze bleiwen, well deen net nëmme déi 150 Banken op der Plaz betrëfft, mee zum Beispill och Investmentfongen a Venture-capital-Enterprisen. De Gesetzesprojekt viséiert ronn 6.000 Entitéiten.

Anerersäits proposéiert de Staatsrot, dass de Regéster net nëmme d'Comptes déclarables ëmfaasst, mee dass all Comptes financiers sollen heierënnerefallen. Do huet d'Cofibu (ndlr: d'Commission des Finances et du Budget) och decidéiert, beim originalen Text ze bleiwen.

De Staatsrot huet och e puer Remarken um legalen Niveau gemaach, notament iwwer den Titel vum Projet de loi. Déi proposéiert Formulatioun gouf zréckbehallen, fir e méi expliziten Intitulé ze hunn.

D'Handelskummer huet hirersäits an hirem Avis vum 14. Abrëll geschriwwen, dass si net wéisst, ob d'Dispositiounen vum Gesetzesprojekt den Observatiounen vum Forum mondial Rechnung géif droen, vu dass de Rapport net effentlech ass.

D'Chambre de Commerce hätt sech bei der Kommunikatioun vun engem Message zéro, also wann et näischt ze deklaréieren gëtt, eng aner Approche gewënscht, déi iwwer eng Aschreiwung bei der Steierverwaltung gaange wier.

D'Staatsbeamtekummer hirersäits approuvéiert de Projet de loi an hirem Avis vum 7. Mee vun deemem Joer.

Här President, dat gesot, soen ech all de Mataarbechter Merci, och de Kollegeinnen a Kollegeen an der Cofibu fir hir gutt Zesummenaarbecht. Ech soen lech Merci fir d'Noluschteren. An ech ginn natierlech am Numm vun der DP-Fraktioun den Accord zu deemem Gesetzesprojekt.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Merci, Här President. Och e grousser Merci un de Rapporteur, dee souwuel säi schrëftleche wéi mündleche Rapport mat ganz vill Kompetenz a Wëssen hei duergeluecht huet. En huet notament op d'Wichtigkeet vun deem Gesetz higewisen, och nach eng Kéier op déi Bestëmmungen, déi u sech aus der OECD kommen. En huet awer och nach eng Kéier drop higewisen, dass et u sech hei och em eng Emännerung vum FATCA-Gesetz geet.

Ech wollt vläicht just nach eng Kéier drun erënnere fir déi Kollegeinnen a Kollegeen, déi nach net sou laang derbäi sinn: U sech ass de FATCA-

Agreement eigentlech dee gewiescht, deem eigentlech fir d'Ofschaffung vum Bankgeheimnis steet. Dat war deemools e laange Kampf, deem ausgefouert ginn ass, bis dann ee Moment d'amerikanesch Administratioun decidéiert huet, iwwer e FATCA-Agreement eigentlech en Abléck an d'Konte vun anere Residenten ze kréien.

Haut schwätzt quasiment kee méi vun deem FATCA-Agreement. Mir änneren deen haut op eenzelen Punkten ëm.

Ech géif op jidde Fall och fir dese wichtege Projet den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel (LSAP).**- Merci, Här President. Merci och dem Rapporteur fir säi mündlechen a schrëftleche Rapport. Meng Fraktioun ënnerstëtzt des Ännerungen, well se an déi richteg Richtung gi fir Lëtzebuerg, a Lëtzebuerg och eng méi transparent a méi eng propper Finanzplaz doduerch kritt. An duerfir ënnerstëtze mer dat heiten.

Ech ginn och den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Engel. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här President. Och déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dese Projet de loi a seet natierlech dem Här Guy Arendt e grousser Merci fir säi gudde Rapport.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Lorsché. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Jo, mir wäerten dee Projet de loi och matstëmmen, well e geet an déi richteg Richtung. Kleng Bemollen awer trotzdem: Et muss ee sech virstellen, wa jiddereen hei eng Bank wier, da wier d'Konfrontatioun mam Gesetz eng ganz aner, well mer jo hei e Gesetz stëmmen, wou mer eis an engems and bewusst sinn a wou mer dat och draschreiven an dat och soen, dass mer net onbedéngt iwwer d'Mëttele verfügen, fir ze kucken, ob déi, déi viséiert sinn, och dat duerschsetzen, wat d'Gesetz seet.

An dofir hu mer dann och eng Amende forfaitaire vun 10.000 Euro agefouert. Ob déi wierklech der Héicht entsprécht, wësse mer net. Mee dat ass jo fir all déi Banken an déi Instituter, déi u sech de Montant net kommunizéieren. Et ass natierlech eng ganz aner Saach, wann eng Enquête approfondie gemaach gëtt, dass se do mat enger anerer Amende konfrontéiert ginn, also vun 250.000 Euro, an déi majoréiert gëtt mat 0,5 % vun deem, wat net kommunizéiert gouf. Dat ass natierlech eng aner Geschicht.

D'Fro bleift awer déi, ob mer déi Mëttele hunn, ob d'ACD (ndlr: Administration des contributions directes) iwwer déi Mëttele verfüegt, fir déi 6.000 Instituter, déi de Rapporteur a sengem gudde Rapport opgezéelt huet, all kënnen ze kontrolléieren. Et ass natierlech immens vill, mee mir mussen eis awer och weiderhin ustengen, fir eis déi Mëttele ze ginn, fir déi Kontrollmëttele eeben och kënnen effikass ëmzesetzen.

Ech wëll net soen, dass dat net ugefaangen huet; dat huet ugefaangen. Ech wëll net soen, dass et einfach ass, fir och all déi Leit ze rekrutéieren, mee dat muss ee weider maachen. Dat ass en Effort, deen ee muss maachen, och wann et eppes kascht. An dofir wäerte mer awer trotzdem deen heite Projet de loi matstëmmen, wuel wëssend dass déi puer Bemollen do bestinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegeen, ech wollt och profitéieren, fir dem Rapporteur, dem Guy Arendt, hei e grousser Merci ze soe fir säin exzellente Rapport, virun allem och well en nach eng Kéier op eng Fro zréckkomm ass, déi ech an der Kommissioun opgeworf hat, wat eeben déi Amende-forfaitaire, iwwer déi mer hei schwätzen, ubelaangt.

Et ass net üblech oder net heefeg, dass mer hei an der Chamber esou eng consequent Hausse u sech vun enger Amende forfaitaire stëmmen. An ech mengen, dass et dofir och wichtege war, dat an de parlamentareschen Aarbechten ze erwänen. An dofir nach eng Kéier e grousser Merci un de Rapporteur, deen dat exzellente opgeschafft huet.

Ech mengen, wat d'Basis vun deem heite Projet ass, souwuel wat d'NCD wéi och de FATCA ubelaangt, gouf scho vill gesot, souwuel vum Rapporteur wéi vun de Kollegeen, deen kann ech mech just uschlëssen.

Fir eis Piraten ass et immens wichtege, dass mer heimadder eng weider Bréck am Kader vum Kampf géint Steierhannerzéiung, Geldwäsch an aner nefast Aktivitéiten op der Bankeplaz u sech kënnen leeën, dass mer domadder sécherstellen, dass mer eeben net op enger groer oder souguer op enger schwaarzer Lëscht landen, dass mer derfir suergen, dass d'Transaktiounen hei op der Plaz propper sinn.

Ech mengen, mir hunn hei d'Chance, fir Virreider ze sinn, fir net als Nachzügler, wéi mer dat an der Vergaangenheet virun e puer Jorzéngten awer gären emol waren, ze sinn, mee dass mer wierklech hei Virreider sinn. Datt mer weisen: Zu Lëtzebuerg akzeptéiere mer eebe kee Schmu. Mir schaffe mat eisen Nopeschlänner zesummen, mir schaffe mat eise Partnerlänner zesummen, an dat, wann et drëm geet, fir d'Kriminalitéit auszerotten.

An ech mengen, dass ass dee wichtege Message, dee mer haut ginn. An dofir wäerte mir dese Projet och matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert. An dat mécht nach eng Kéier den Här Mëtzelstandsminister Lex Delles a Verriedung vum Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes, en remplacement de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- ... deen nach ëmmer um ECOFIN ass. Loosst mech, fir unzufänken, dem Rapporteur villmools Merci soe fir dee ganz ausféierleche Rapport!

Transparenz an déi administrativ Kooperatioun an der Fiskaliteit gehéieren zu der konstanter Politik vu Lëtzebuerg. An d'Efforten, déi Lëtzebuerg souwuel am Informatiounsautausch op Demande wéi awer och am automateschen Informatiounsautausch gemaach huet, si considerabel a weisen eebe grad, dass Lëtzebuerg op engem héije Konformitéitsniveau ass.

Wat den automateschen Informatiounsautausch ugeet, wäert de Forum mondial am Laf vun 2020 d'Gesetz iwwerpräiwen, mat deene sengen Memberen d'NCD emgesat hunn. Et ass also primordial, sech déi néideg Mëttele ze ginn, eeben och hei konform ze sinn, fir eeben do och ganz virbäi ze sinn. An de Rapporteur huet et scho gesot: Early Adopter ze sinn, ass ganz wichtege; an deemem Fall nach eng Kéier ee Joer virun deenen anere Länner, fir eis eeben och grad do ze positionéieren, wou mer sinn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Delles. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7527 et dispense du second vote constitutionnel

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7527. Den Text steet am Document parlementaire 7527⁴.

Fir d'Éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dese Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentéioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7527 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischio, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

14. Résolution de M. François Benoy relative à la prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF

Da kéime mer als leschte Punkt zur Résolution, déi den Här François Benoy am Ufank vun der Sitzung deponéiert huet am Kader vun der Consultation publique iwwert d'Déchets radioactifs an der Belsch. Här François Benoy, als Auteur vun der Résolution ginn ech lech dann direkt d'Wuert.

Exposé

► **M. François Benoy** (*déi gréng*), auteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Härren, an der Résolution, déi ech virun deponéiert hunn, geet et eeben drëm, dass d'Chamber, wéi mer dat och virun zwou Woche gesot hunn, Positioun hält am Kader vun der öffentliche Consultation vun der ONDRAF, also dem Organisme national des déchets radioactifs an der Belsch. D'Belsch Autoritéite siche jo grad, wéi mer et wëssen, Dechargen, fir hiren héich radioaktiven Atomdeek endzelageren. An do sinn och verschidde Sitten no un der lëtzebuergescher Grenz, déi a Betruecht gezu ginn.

D'Ëmweltverschmutzung kenne keng Grenzen. Grad och geologesch Schichte kenne keng Grenzen, an nach manner Drénkwaassergebidder. An hei ass jo an enger Zon eebe grad eis gréisst Drénkwaassergebiet concernéiert, nämlech de Stauséi, deen 80 % vun dem Drénkwaasser zu Lëtzebuerg ofdeckt a wouwen och zwee Drëtter am Anzuchsgebitt vun der Belsch leien.

Atomenergie, dat wësse mer, ass eng al a geféierlech Technologie. D'Risiko vun engem Accident si mat ganz grousser Suite fir Mënsch an Ëmwelt verbonnen. Radioaktiv Offäll, och déi; Dausende vu Jore brauche se, fir ofzebauen. Mir hu wéineg Erfahrung domat a kennen d'Risiken dovunner net. Also, en Endlager wéi dat heite gëtt et och nach guer net. Dat heescht, mir si wierklech mat groussen Onkloerheeten hei konfrontéiert.

Trotzdem gëtt d'Verbuddelen hei an dem Avant-projet, wéi e virläit, als alternativlos duergestellt. An d'Alternativen zum geologesche Stockage goufen an dem belschen Dossier net am Detail gekuckt.

Aktuell gëtt de Sujet jo an der Effentlechkeet vill diskutéiert. An d'Chamber hat, wéi ech virdu gesot hunn, och virun zwou Wochen am Kader vun der Debatte ronderëm d'Atomhaftungsgesetz gesot, dass mer hei sollte Positioun bezéien. Dat hate mer och an enger Résolution festgehalten, déi och mat ganz grousser Majoritéit hei gestëmmt ginn ass.

Den Delai fir déi belsch Consultation leeft des Woch aus, nämlech de Samschdeg. An dofir ass et wichteg, dass mer als Chamber elo hei Positioun huelen; wat mer mat där Résolution maachen, déi ech lech elo hei presentéieren.

D'Regierung mécht dat och. Ganz vill Gemengen uechert d'Land maachen et. Ech appelléieren, dass der nach méi do wäerten nozéien, wéi och de Lëtzebuerg Aktiounscomité géint d'Atomkraaft et gemaach huet, d'Zivillgesellschaft an esou weider. D'Resolution, wéi se hei virläit, ass en ligne mat fréiere Motiounen, mat der Aarbecht vun nationalen Aktiounscomité. Si iwwerhëlt och zum Deel Wiederder Satz, wéi se an der Motion type gebraucht ginn, déi de Gemenge virläit. Jee, dat Ganz ass wierklech an der Linn vun der Aarbecht, wéi se hei am Land gemaach ginn ass.

D'Resolution, déi hei virläit an d'Chambersposition festleet, ass géint de Projet, fir Atomoffäll anzubuddelen, wéi et elo vun de belschen Autoritéite geplangt gëtt, wou d'Ëmweltimpakter, och fir Lëtzebuerg, net uerdentlech gekuckt ginn. An dofir froe mer eeben e Report vun deem Plang, fir dat dat ka komplettéiert ginn an och speziell d'Ëmweltimpakter grenziwwerschreidend hei gekuckt ginn, an uerdentlech an am Detail gekuckt ginn. Dat Ganz soll natierlech och an engem grenziwwerschreiden Dialog ausgeschafft ginn, wéi et eigentlech bei Projete vun där heiter Envergure, déi iwwert d'Grenz ewechginn, och ubruecht ass an an der Reegel och gemaach gëtt.

Mir stinn hei an der Chamber weiderhin a grousser Majoritéit hannert deem nationalen Antiatomkonsens. An, wéi gesot, virun zwou Wochen hu mer hei och eng Motioun, net nëmmen d'Resolution, fir dat heiten ze maachen, mee och eng méi global allgemeng Mo-

tioun gestëmmt. D'Atomhaftungsgesetz hu mer virun zwou Woche gestëmmt, wat e speziellen Haftungsregimm an deser Fro festleet.

A grad wéi d'Motioun virun zwou Woche setzt déi Résolution haut e staarkt Zeechen als Lëtzebuerg, wat e Land vun Atomgéigner ass, fest. Mir wëlle keng nuklear Offäll a sensibelen Zonen, notament an Drénkwaasserschutzonen op onser Grenz! A mir kënnen och net d'accord si mat dem Prinzip, dass hei net richtig gekuckt gëtt an dass d'Alternative vun allem, wat hei verbuddelt gëtt, net uerdentlech gekuckt ginn an dass de potenziellen Impakt op Land a Leit op onser Säit vun der Grenz net uerdentlech gekuckt gëtt.

Et gesäit och esou aus, wéi wann d'Chamber déi Résolution haut hei unanime unhëlt. Och sechs Parteien hunn d'Resolution ënnerschriwwen. An deem Sënn soen ech jiddwerengem villmoos Merci fir déi breet Ënnerstützung. Ech mengen, et ass wierklech e wichtige Moment haut och, wou mer déi Positioun hei festleeën am Sënn an an der Linn vun dem nationalen Antiatomkonsens, dee mer hei am Land hunn.

An deem Sënn soen ech lech villmoos Merci fir d'Nolaascheren a fir Är Ënnerstützung.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoos, Här Benoy. Den Här Gilles Roth.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth** (*CSV*).- Merci, Här President. Ganz kuerz: D'CSV huet viru 14 Deeg gesot, dass se zu engem Konsens op nationalem Plang steet a Saachen Atompolitik. Dat hu mer och verdäitelt, andeem mer d'Atomhaftungsgesetz matgestëmmt hunn, och déi Motioun, op déi den Här Benoy verwisen huet. A mir stëmme haut selbstverständlech och des Résolutionen mat.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoos, Här Roth. Den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, villmoos merci an och e Merci un den Här Benoy fir déi Résolution, déi en eis haut hei presentéiert huet. Ech wëilt vläicht e puer Kommentarer maachen, souwuel wat de Fong ugeet, wéi och wat d'Form ugeet. D'Form ass vläicht hei elo nach dee méi wichtige Kommentar.

Mir hunn desen Text net matënnerschriwwen. Mir sinn awer d'accord mat der Portée vun dem Text a mir stëmme en dofir och mat.

Mee firwat hu mer net matënnerschriwwen? Well an eiser Analys hei erëm eng Kéier esou gemaach gëtt, als wäre mer absolutt kohärent an eiser Atompolitik. Dat si mer net!

Hei gëtt zum Beispill an deser Résolution gesot, d'Atomenergie wär einfach global eng al Energie. Jo, dat kann een esou gesinn, wat d'Fissioung ugeet, mee gläichzäitig ënnerstëtzt des Regierung d'Recherche an der nuklearer Fusioun am ITER. Dat muss ee soen, dat ass einfach eng Tatsaach. Soudatt een dat vläicht net global sollt kucken, mee awer méi differenzéiert, well och d'Politik vun der Regierung ass am atomare Beräich méi differenzéiert, wéi se hei presentéiert gëtt.

Et ass och esou: Hei gëtt einfach pauschal gesot: „Mir müssen d'Atomreakteren ausmaachen.“ Jo, mee mir consomméiere méi wéi 10 % Nuklearenergie. Mir brauchen d'nuklear an d'fossil als Backup fir alternativ Energien, a warscheinlech op ganz laang Zäit. A virun allem si mir eis als Lëtzebuerg, an och des Regierung huet dat bis elo net a Fro gestallt an hirer praktescher Aarbecht, Member vun der AIEA a vun Euroatom. An déi zwou Organisationsiounen hunn och nach als Haaptobjet vun hirer Aktivitéit d'Promotioun vun der friddecher Nutzung vun der ziviller Atomtechnologie. Och dat muss ee soen!

A bei den Objectifs de développement vun der UNO, do ass och een derbäi: den Accès un d'Energien. Do ass am Kader vun der AIEA 2015 e Programm uegoholl ginn iwwert den Développement vun der Nuklearenergie mat dem Accord vu Lëtzebuerg zu engem Abléck, wou dräi gréng Regierungsmemberen an eiser Regierung souzen!

Och dat ass einfach en Deel vun der Realität! A mir wieren eis einfach dergéint, dass eppes hei behaupt gëtt, wat awer an der Wirklechkeet vill méi komplex a vill méi differenzéiert ass.

Wat awer elo de Fong ugeet ... vum Fong, pardon, hunn ech geschwat ... mee d'Form ugeet, an, ech mengen, dat ass hei elo dee wichtige Aspekt, hu mer awer Bedenken. Mir adresséieren eis als Lëtzebuerg Parlament hei un eng belsch Administratioun. Dat ass net de Wee, wéi et soll sinn!

Wa mir als en nationaal Parlament eng Résolution huelen a mir wëllen, dass dat an der Belsch en Effet huet, da solle mir dat dem bel-

sche Parlament matdeelen oder mir sollen et un de Lëtzebuerg zoustännege Bauseministère ginn an den Här Asselborn deen Abléck froen, fir dat un déi belsch Regierung viruzeginn, well déi ONDRAF, dat ass dach nëmmen eng Administratioun ënnert der Autoritéit vun der belscher Regierung. Do ass einfach en Ongläichgewicht!

A mir fannen als ADR, dass mir eis als Parlament devaloriséieren! Wa mir ufänken, Résolutionen hei ze huelen als en nationaal Parlament an da froe mer eise Generalsekretär oder sou, fir déi un eng belsch Administratioun viruzeginn, déi ënnert der Autoritéit selbstverständlech vun der Belscher Regierung funktionéiert, do ass einfach dann d'Form falsch!

Dofir géife mir froen, mir hunn näischt dergéint ... Wéi gesot, mir stëmme dat hei mat, well mer mat lech d'accord sinn, dass net iergendwou do nuklear Decheten endgelagert ginn, dass do mussen all d'Garantie bestoen, dass et net kann zu engem Schued kommen, inklusiv vum Grundwaasser an esou weider. Kee Problem! Dat stëmme mer mat. Mir sinn och der Meinung, dass dat muss iwwert d'Grenzen eraus tëschent de Regierungen diskutéiert ginn. Och dat ass richtig!

Mee ech mengen, dass mer eis net als Parlament hei sollen devaloriséieren. A mir sollten higoen a vläicht dee leschte Paragraf nach eng Kéier nei redigéieren an et den Donneschdeg stëmme, dass mir soen: „Mir sollen et dem belschen nationale Parlament iwwermittelen. A mir sollen et der belscher nationaler Regierung ginn, fir dat déi belsch national Regierung et un hir Verwaltung ugeet.“

Awer ech gesinn net eng Lëtzebuerg Chamber mat enger belscher Verwaltung verhandelen!

Dat gesot, wéi gesot, mir kënnen et matstëmmen. Mir hätten eis awer gär gewënscht, an ech hoffen och, op Versteesdemech do bei der Regierungskoalition ze stoussen, dass mer awer eis selwer als Parlament méi respektéiere wéi dat doten an dee richtege Wee anhalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoos, Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn** (*DP*).- Merci, Här President. Bon, ech géif vläicht ufänken, andeems ech dem François Benoy Merci soen, deen e bësse probéiert huet mat de Fraktiounen zesummen, hei eng flott Résolution op d'Been ze stellen. An och dem Syvicol vläicht op deser Plaz awer och e Merci, deen och de Gemengen hei tatkräfteg matgeholf huet.

Wat an deser Résolution gefuerdert gëtt, ass eigentlech näischt Extraes. Ech géif soen, et ass jo bal eng Selbstverständlechkeet, dass mir als Lëtzebuerg wëlle matschwätzen, wann et ëm eis Sécherheet hei op eise Territoire geet, sief et eis Waasserversuergung, sief et och alles, wat mat eiser Ëmwelt- a Gesondheitsaspekter ze dinn huet.

Dës gesot: Mir wäerten als Demokratesch Partei natierlech deser Résolution och zoustëmmen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoos, Här Hahn. An da wär et um honorablen Här David Wagner.

(Interruption par M. Georges Engel)

O, pardon!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Ech sinn och en Engel, heiansdo.

(Hilarité)

Merci, Här President. Jo, mir wäerten déi Résolution natierlech matstëmme. D'Remark vum Här Kartheiser ass net dénué de bon sens op eng gewëssen Aart a Weis. Si ass vläicht, an eisen Aen, net onbedéngt zentral, mee et kéint scho Sënn maachen, wann een d'homologue à homologue funktionéiert an déi heite Résolution dem Federalparlament zu Bréissel géif schécke respektiv och vläicht eis Regierung domadder géif beoptragen, dat dem Ministère du tutelle vum ONDRAF an der Belsch och matzedelen. Bon. Mee ech mengen, op jiddwer Fall et ass wichteg, dass den ONDRAF et matkritt, egal wéi mer do virginn!

Mir wäerten déi Résolution matdroen. Eis gefält awer trotzdem - ech kommen net derlaanscht, dat ze soen -, dass ee Considerant relativ interessant ass. Dat ass deen, dee seet, dass d'Atomenergie - d'ailleurs, d'Atomenergie; et geet ëm d'Atomenergie an net onbedéngt Recherche an der Fissioung an esou weider; dass ass eng aner Saach, mee egal - eng al Technologie ass, eng knaschteg Technologie ass, eng net renouvelabel Technologie ass, eng deier Technologie ass an eng ganz geféierlech Technologie ass.

Dat musst Der awer och dem Fonds de compensation matdeelen!

► **M. Marc Baum** (*déi Lénk*).- Très bien!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*).- Well dee jo weiderhi wäert an déi al knaschteg, deier, net renouvelabel a geféierlech Energie investéieren. A mir hu jo d'leschte Kéier decidéiert an der Chamber, dass dat sou soll weidergoen. Quitte dass mer vläicht an enger nächster Interpellatioun, déi mer gefrot hunn, wäerten nach do-rober zréckkommen.

Et wier awer och interessant, a vläicht kann ee schonn an zwee Deeg e bëssen doriwwer diskutéieren ... Et wier gutt, der Kohärenz zuliebe, dass déi heite Regierung endlech emol en Ausstigsplang, eng Ausstigsstrategie aus dem Atomkonsum géif virleeën. Well mir si weiderhin Atomkonsumenten! A mir sinn net ganz kohärent, wa mer mat sou Saache kommen, trotzdem.

Et ass net einfach, mee et muss een eng Strategie hunn, déi seet op 5, 10, 20 Joer, wat och ëmmer, dass een - vläicht net grad 20 Joer -, mee dass een awer relativ schnell aus dem Atomkonsum erauskënn. Et gëtt Länner an der EU, déi hunn 0 % Atomenergie als Konsum. Firwat kéinte mir dat net maachen? Voilà! Dat ass eng Iwwerleeung an et ass eng Diskussioun, déi mer deemnächst nach wäerte weiderféieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoos, Här Wagner. Ech ginn d'Wuert weider un den honorablen Här Georges Engel.

► **M. Georges Engel** (*LSAP*).- Merci, Här President. D'Atomenergie ass geféierlech. D'Atomenergie ass net bëlle, och wann et kuerzfristeg esou ausgesäit, mee op laang Sicht sécherlech net. A si ass geféierlech hei eventuell fir eppes, wat fir eis Mënschen alleguer liebenswichtig ass: Dat ass eist Waasser. A souwuel de Stau, mee och d'ganz Anzuchsgebitt vun der SES, vun dem Syndicat des Eaux du Sud, ass heivunner eventuell betraff.

An et gëtt ganz vill Onkloerheeten. An deem Dossier hei si ganz vill Saachen, déi net uerdentlech gekuckt ginn. An dat huet hei och iwwerhaupt näischt, wat een eventuell kéint virgeworf kréien, mat engem NIMBY-Effekt ze dinn. Dat huet einfach mat enger Ofsecherung vu liebensnoutwendige Ressourcen ze dinn. An dofir fanne mir déi Résolution hei exzellent.

Och wann een eventuell kéint iwwert d'Fro vum Här Kartheiser nodenken, mengen ech, dass et gutt ass, dass mer dat heite maachen. Ech wëilt dem Här Benoy Merci soe fir déi Initiativ. A mir stëmme déi heite Résolution och mat.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoos, Här Engel. An da kritt den honorablen Här Marc Goergen d'Wuert.

► **M. Marc Goergen** (*Piraten*).- Merci, Här President. Et steet guer net a Fro: Och mir Piraten wäerten dat als Atomgéigner matstëmme.

Ech wëll awer ausdrécklech nach eng Kéier de François Benoy luewen, dass en all de Parteien ugebueden huet, d'Resolution matzedoen. Well nëmmen zesumme si mer staark. Leider ass dat net an all Gemengerot vun der grénger Partei esou gewiescht. Do sinn et éischer Alleingäng heiansdo.

A wat mech och e bësse gestéiert huet, dat ass, dass déi gréng Partei elo op eemol an de Gemenge Flyer ausdeelt, wou d'Leit sech kënne beschwéieren, anstatt dass ech mer dat éischer zesumme vun der ganzer Regierung erwaart hätt, wéi d'Leit sech kéinten opstelle géint den Atom.

Well virun allem, wann ee kuckt, de Vott d'leschte Kéier vun der Motioun vun déi Lénk, fir net méi an Atom ze investéieren, an dass Lëtzebuerg nach ëmmer 10 % Atom konsumméiert: Do kann ee scho vun Etiketteschwindel schwätzen, wat déi gréng heiansdo u Flyer erausginn.

Mee trotzdem wäerte mir déi Résolution hei matstëmme. A mir hoffen, dass d'Regierung op e gemeinsame Wee mat all de Parteien wäert goen an net op eenzel kleng Flyer a Showen.

Merci.

► **M. Sven Clement** (*Piraten*).- Très bien!

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmoos, Här Goergen. An dann hat den honorablen Här François Benoy nach eng Kéier d'Wuert gefrot.



► **M. François Benoy** (*déi gréng*), auteur.- Villmools merci, Här President. Merci och alle guerten de Riedner fir d'Ennerstëtzung.

Ech mengen, dass hei eng Consultatioun leeft. Et ass eng Consultatioun, déi fir jiddwereen op ass, fir alleguerten d'Institutionen, och grenz-iwwerschreidend. Dofir gesinn ech net... Et ass wierklech guer kee Problem, dass mir als Chamber ons Positionen hei dem ONDRAF matdeelen.

Ech mengen awer, wat vläicht interessant kéint sinn oder wat een och sollt maachen, ass, dass een eng Kopie heivun un d'belsch federal Par-lamenter wéi och un d'belsch Regierunge ka schécken, dass se och Bescheed wëssen iwwer ons Positionen.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. Ech mengen, da kéinte mer zum Vott kommen iwwer dës Resolutioun.

Vote sur la résolution

Kénne mer à main levée ofstëmme?

(Assentiment)

Wie mat der Resolutioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

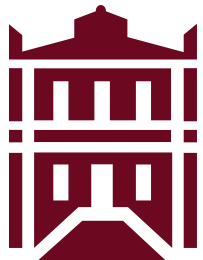
Wien enthält sech?

Domat ass dës Resolutioun eestëmmeg ugeholl.

Domat si mer och um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënnt den nächsten Donneschdeg um zwou Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.58 heures.)



SÉANCE 41

JEUDI
11 JUIN 2020

Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, *Président*

2. Résolution de M. Yves Cruchten relative au transfert des activités de la CHAFAEA à Bruxelles

- M. Yves Cruchten - M. André Bauler - M. Max Hahn - M. Claude Lamberty

- Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Gusty Graas (intervention de Mme Lydie Polfer) - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. Mars Di Bartolomeo

- Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*

- Vote sur la résolution (adoptée)

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du plan de relance et de sa dimension écologique et environnementale

- Exposé : M. Claude Wiseler

- Débat : M. Max Hahn - M. Georges Engel - M. François Benoy - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Marc Goergen

- Prises de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, *Ministre de l'Énergie* - Mme Carole Dieschbourg, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* - M. André Bauler (parole après ministre) - Mme la Ministre Carole Dieschbourg (intervention de M. André Bauler)

4. 7590 - Projet de loi portant dérogation :

1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

- Discussion générale : Mme Martine Hansen (dépôt de la motion 1) - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1 : M. Gilles Baum (intervention de M. Georges Engel) - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. Georges Engel) - M. David Wagner

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

5. 7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

- Discussion générale : M. Georges Mischo - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

- Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* - Mme Martine Hansen (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Meisch

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

7. 7593 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

- Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche : M. Gilles Baum

- Discussion générale : Mme Martine Hansen - Mme Francine Closener - Mme Djuna Bernard - M. Fernand Kartheiser - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn, M. Claude Meisch, Mme Carole Dieschbourg et M. Claude Turmes, *Ministres*.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix**.- Nee, Här President.

2. Résolution de M. Yves Cruchten relative au transfert des activités de la CHAFAEA à Bruxelles

(Résolution déposée en séance publique n° 40 du 9 juin 2020 - à consulter en page 619 de ce compte rendu)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Mir fänken d'Sitzung vun haut de Mëtteg u mat enger Resolutioun vun Här Yves Cruchten iwwer d'Verlagerung vun der Agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation op Bréssel. Ech géif dann direkt

d'Wuert ginn un den Auteur vun der Resolutioun, den Här Cruchten.

(Interruption)

Wie fänkt un?

(Interruption)

► **M. Yves Cruchten** (*LSAP*), *auteur*.- Den Här Di Bartolomeo.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Här Di Bartolomeo. Da musse mer waarden, bis den Här Di Bartolomeo do ass.

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Hien huet Santéskommissioun.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- D'Santéskommissioun, mengen ech, ass awer an der Tëschenzäit eriwuer.

► **M. André Bauler** (*DP*).- Ass d'Sëtzung elo ennerbrach?

(Brouhaha et concertation interne)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Den Auteur muss jo ufänke mat der Resolutioun.

► **M. Yves Cruchten** (*LSAP*), *auteur*.- Här President, ech hat se jo den Dënschdeg deposéiert an do hat ech jo eigentlech virgestallt, em wat et gaangen ass. Et wär elo un de Fraktioun fir ze schwätzen. Ech huelen un, dass den Här Di Bartolomeo no der Kommissiounssitzung aus der Santé all Ablack wäert hei

antreffen. Mee Dir kënnt vläicht ee vun den anere Kollegeen an där Zäit schonn zu Wuert komme loosse. Ech huelen un, dass den Här Di Bartolomeo gläich do ass.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Jo, merci villmools, Här Cruchten. Ech mengen, da fänke mer u mat den ageschriwwene Riedner. Éischen ageschriwwene Riedner ass dann den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha)

Iwwer d'Resolutioun!

► **M. André Bauler** (*DP*).- Nee, de Gusty Graas schwätzt driwwer.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Pardon!

► **M. André Bauler** (*DP*).- Den Här Hahn ass fir aner Domäner zoustänneg.

► **M. Max Hahn** (*DP*).- Ech si fir deen nächste Punkt de Spriecher vun der DP.

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wie freet d'Wuert zu der Resolutioun, déi den Här Cruchten deposéiert huet? Den Här Gusty Graas dann.

► **M. Max Hahn** (*DP*).- Esou ass et richtig.

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Här Mosar. Da fänkt den Här Mosar un.

(Interruptions et brouhaha)

► **M. Claude Lamberty** (*DP*).- Dat do ass awer net den Här Hahn!

(Hilarité)

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (*CSV*).- Här President, et ass e bësse schwierig de Mëtteg. Ech géif da wëllen ufänken, andeem ech dem Initiator an dem Haaptsignataire, dem Yves Cruchten, nach eng Kéier Merci soe fir déi Initiativ, déi e geholl huet, och fir datt mir als Parlament e festen Engagement huelen, fir alles ze ennerhuelen, fir déi Agence CHAFAEA, iwwer déi schonn e puermol hei rieds gaangen ass, och onbedéngt am Kader vun der Politik vum Siège hei am Land ze behalen.

Ech mengen, en huet, wéi en dës Resolutioun hei presentéiert huet, jo och daitlech ennerstrach, wat d'Wichtigkeet dovunner ass, soudatt ech net méi onbedéngt dorobber wëll agoen.

Et ass natierlech kloer, datt mir och als CSV-Fraktioun déi doten Intentionen an déi Politik ennerstëtzen.

Erlaabt mir awer vläicht, Här President, e puer méi allgemeng Wieder zu der Politik vum Siège hei ze soen, och e bësselchen à l'adresse vum Ausseminister, deen, ech weess, sech awer ganz vill fir d'Interessie vu Lëtzebuerg, och am Kader vum Siège, engagéiert!

An ech wollt do awer nach eng Kéier kuerz op déi dräi Hauptpölen, op déi jo de Siège och opgebaut ass, ze schwätze kommen.

Ech mengen, den éischte Pôle, dat ass de Pôle financier. Iwwert dee brauch een eigentlech net vill Wieder ze verléieren. D'BEI funktionéiert gutt, gétt och permanent ausgebaut, soudatt een eigentlech do net ganz vill Wieder brauch driwwer ze verléieren.

Dann ass deen zweete Pôle de Pôle juridique, deen u sech och gutt funktionéiert, wou awer elo an deene leschte Wochen eng gewëssen Onsécherheet komm ass, wat de Parquet européien betrëfft. Ech mengen, déi prinzipiell Decisioun ass jo geholl ginn. Et gétt awer elo gesot, ursprénglech waren anscheinend 220 Leit virgesinn, fir op deem Parquet européien ze schaffen, an déi Zuel, déi war elo relativ substanzuell erofgesat ginn. Et géif elo just nach vun eppes iwwer 100 Leit do rieds goen.

Dann ass natierlech eng wichteg Fro: Wann de Parquet européien, dee ganz grouss Responsabilitéite kritt, och wierklech soll gutt a richteg funktionéieren, mengen ech, geet dat sécherlech net mat där Zuel vu Leit duer, déi am Moment do virgesi sinn. Ech froe mech och, ob dat net och erëm en Essai ass, fir awer e bësselchen, éischtens, déi Kompetenz vun deem Parquet ze limitéieren an natierlech och, fir erëm um Niveau vum Siège Lëtzebuerg do e puer Problemer ze maachen.

En drëttes Volet, op deen ech e bësselchen méi laang wollt agoen, dat ass de Pôle digital. Do hu mer jo déi Direction digitale hei zu Lëtzebuerg, wat och u sech eng gudd Saach ass. Mir hu souguer en Directeur général, deen eigentlech hei och zu Lëtzebuerg lokalisiert ass. Awer och do gétt mer gesot, dass deen awer de facto zu Bréssel wier, wat dann erëm net gutt ass. An ech mengen, dass dat heite wierklech eng extreem wichteg Direktioun ass.

An ech hunn dat schonn e puermol gesot, ech wëll dat elo nach eng Kéier widerhuelen: Do ass an de leschte Wochen a Méint eppes geschitt, wat wierklech net gutt ass!

An där Digitaldirektioun ass et dee sougenannte Blockchain-Kompetenzzentrum ginn, eigentlech e formidabelen, innovativen Departement, dee sech formidabel entwéckelt huet. An deen ass elo op eemol einfach opgeléist ginn ouni prezis Ursachen. An déi Beamte sinn zum Deel op Bréssel zréckbeuert ginn. Anerer hu carrement gekënnegt kritt. Ech mengen, och déi zoustänneg Delegatioun war scho beim Här Ausseminister oder bei senge Servicer. Also och dat ass eppes, wat absolut net akzeptabel ass. Hei gétt eng super Aarbecht gemaach, et ass en innovativ Service Blockchain, an da gétt deen aus iergendengem Grond einfach do erausgeholl an dee gétt erëm iergendwéi zu Bréssel affektéiert.

Ech mengen also, et muss een hei extrêmelement gutt oppassen, wat do geschitt. Et muss ee wachsam sinn. Ganz besonnesch, wat déi zwee Pölen, de Pôle juridique an de Pôle digital, betrëfft, dierfe mer wierklech an eisen Éforten net noginn.

An da vläicht nach eng allerlescht Remark zu deem Ganzen. Ech mengen, et war vläicht och wichteg, Här Ausseminister, wann Der nach eng Kéier déi Iddi, déi jo och ville Leit am Moment virschwieft, vum Office numérique interinstitutionnel, wat jo u sech e bëssen eng logesch Suite war vum Office des publications, wann ee wierklech géif mat Nodrock och bei der Kommissioun, och bei Are Kolleegen um Niveau vum EU-Conseil insistéieren, dass mer wierklech esou en Office numérique géife kréien. Dat wier och am Interêt vum Fonctionnement vun den europäeschen Institutiounen, well do leien Evaluatiounen vir, dass dat kéint bis zu 150 Milliounen, 200 Milliounen an Erspueren an Ekonomii bréngen, wat déi ganz digital, numeresch an informatesch Missioun betrëfft.

Duerfir en résumé: Ech mengen, mir müssen allequerten hei wachsam sinn. D'CSV-Fraktioun wäert op jidde Fall hei d'Regierung 100%eg ënnerstëtzen an hiren Efforten. An duerfir wäerte mir och mat Begeescherung där Resolutioun eis Zoustëmmung ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Merci, Här President. Ech mengen, Lëtzebuerg huet ouni Zweifel eng grouss, eng laang Traditioun um Niveau vum der Europäescher Unioun. Et brauch een net méi weider ze erënneren, dass mer 1957 Grënnungsmember ware vun der EWG an dass eist Land, esou kleng et jo och ass, awer e grouss wichteg Piliere innerhalb der Europäescher Unioun anhëlt. Dat ass onbestreitbar. Mir hunn och schonn entre-temps dräi Kommissionspresidenten gestallt. Och dat ass e Beweis vum Afloss vu Lëtzebuerg.

Dat huet och dozou bägedroen, dass am Laf vun de Jorzéngten eng Rei wichteg Institutionen an och EU-Servicer op Lëtzebuerg komm sinn, wat och gudd war, wat eisem Land ouni Zweifel e gudden, e wichtegen neien Image ginn huet. Ech erënneren och drun, dass scho vir drun, 1952, d'CECA hire Sëtz hei zu Lëtzebuerg hat.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Hei am Haus!

► **M. Gusty Graas (DP).**- „Hei am Haus“, seet d'Madamm Buergermeeschter mer souguer. Ech war zwar ëmmer der Meinung, et wier doënn gewiescht, wou d'Spuekeess war. Fir d'éischt hei an duerno bei d'Spuekeess.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- D'Cour de justice war hei.

► **M. Gusty Graas (DP).**- D'Cour de justice war hei. Esou léiert een nach bäi. Merci, Madamm Buergermeeschter.

A mir mierken allerdéngs, an et ass elo vu mengem Virriedner och erëm hei ënnerstrach ginn, dass awer ëmmer erëm geknabbert gétt, och un dem Siège hei vu Lëtzebuerg, wat verschiddenen Institutiounen a Servicer ubelaangt. An et ass, wéi gesot, dowéinst e bëssen ze bedaieren, dass mer elo och an déi Situatioun haut hei komm sinn, dass mer déi Resolutioun hei mussen huelen.

Et spiert een och, dass ëmmer méi versicht gétt, och vläicht souguer Fonctionnaire vu Lëtzebuerg ofzezéien. Dat ass och doduerch ze erklären, dass zum Beispill ëmmer méi Beamten och Zäitkontrakter kréien. An da gétt et och nach de Problem vum Coefficient correcteur op de Paie vun de Fonctionnairen, wou bis elo d'Liewenskäschte souwuel vu Lëtzebuerg a vu Bréssel mat consideréiert ginn, wat net zum Virdeel vun eisem Land ass.

Elo ass et den Tour, wéi gesot, un der CHAFAE. Wat een do muss besonnesch ënnersträchen, dat ass och déi Manéier, an ech bezéie mech hei och op Aussoe vum Här Ausseminister, dass mer u sech guer net am Virfeld kontaktéiert gi sinn, dass u sech do Decisiounen geholl ginn, ouni dass mat Lëtzebuerg virdu geschwat ginn ass.

Sécher ass d'CHAFAE elo net déi allergrößt Agence, mee et dierf een awer net vergiessen, dass den Objet vun där Agence awer ganz wichteg ass. Virun allem geet et och ëm d'Santé. A grad an dese Momenter brauch ee jo net ze ënnersträchen, wat fir eng Wichtigkeit de Volet Santé virun allem och an Zukunft wäert um europäeschen Niveau spillen.

Duerfir: Och fir eis als Demokratesch Partei ass dat hei och eng Prinzipiefro. Mir sinn nach wie vor der Meinung, dass Lëtzebuerg Urecht huet op eng ganz Rei Servicer an Institutiounen vun der Europäescher Unioun hei zu Lëtzebuerg.

Mir hunn och eng ganz Rei Atouten, déi een net dierf vergiessen: Et sinn déi kuerz administrativ Weeër, et ass déi Mehrsproochegkeet a virun allem awer och dee gewëssene Liewensniveau, deen et jo och erlaabt, dass villen EU-Beamten hei zu Lëtzebuerg de Kader mat Sécherheet gefält. Dat kritt ee jo ëmmer erëm confirméiert.

D'Demokratesch Partei, ech brauch dat net nach eng Kéier hei ze ënnersträchen, ass eng Partei, déi ganz proeuropäesch agestallt ass. An dowéinst wäerte mer eis och mat alle Méttelen derfir asetzen, dass näischt dru wäert änneren, fir dass mer an Zukunft eeben net nach méi Servicer oder Institutiounen wäerte verléieren.

Ech wëll och drun erënneren, dass eisen Europadeputéierten, de Charles Goerens, och e Brëif un d'Kommissioun geschriwwen huet. An en huet mer gësichter nach confirméiert, dass en nach keng Antwort kritt huet. Mee och op deem Niveau gétt sech awer agesat, dass d'CHAFAE soll hei zu Lëtzebuerg bliewen.

Duerfir: Ofschléissend begrësse mir als DP dës Resolutioun. Ech soen och dem Auteur, dem Yves Cruchten, nach eng Kéier Merci, awer anscheinend och op Mataarbecht vum Laurent Mosar. Ech mengen, et soll een och fairerweis hei ënnersträchen, dass en déi Initiativ geholl huet. A selbstverständlech wäerte mir, wéi gesot, als DP ganz hei derhannertstoen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Graas. An da wier et un där honorabelen Madamm Stéphanie Empain. Nee! Wie schwätzt bei der grénger Fraktioun?

(Interruption)

Déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Ech soen lech Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bon, ech mengen, d'Saach ass relativ kloer. Meng Virriedner hu scho quasi

alles gesot. Ech géif trotzdem gären dem Här Cruchten hei och Merci soe fir dës Initiativ, an natierlech och dem Här Ausseminister Merci soen, éischtens, fir säin Engagement, deen en an deser Saach matbréngt, an eeben och, dass mer an der aussepolitescher Kommissioun ëmmer, also ech kann dat confirméieren, doriwier informéiert ginn a reeg Echanges doriwier hunn.

Mir hunn och e Konsens hei an der Chamber, dass mer alles sollen um Niveau vun deser Chamber maachen, fir eis Regierung doranner ze ënnerstëtzen, déi Struktur hei ze behalen.

Ech mengen, wat kloer ass, dat ass, dass et net nëmmen am Sënn vun de Leit ass, déi do schaffen an déi elo an engem Vide sinn. Ech selwer sinn och kontaktéiert gi vu Leit, déi do schaffen an déi sech de Moment immens schwéierdinn an där Situatioun, well se net wëssen, wou se an Zukunft wäerten affektéiert ginn. A si selwer verstéit jo och net de Grond vun där Manipulatioun, genaousou weénege wéi mir en apparente Grond gesinn, firwat déi Decisioun elo getraff ginn ass.

Et ass och net nëmmen am Sënn vum Standuert Lëtzebuerg - ech mengen, dat ass ugeschwat gi vun de Virriedner -, dass mir als Standuert jo och - bon, ech wëll net soen - en Urecht op esou Strukturen hunn, an dat jo och alles historesch gewuess ass. Mee et ass awer och am Sënn vun der Struktur selwer. An den Här Graas huet et ugeschwat: Et ass grad just elo an deser Kris net de Moment, fir um Niveau vun de Strukturen, déi och am Beräich vun der Santé aktiv sinn, Experimentier ze maachen.

An duerfir widerhuelen ech et eebe gär nach eng Kéier: Et ass un eis, un der Chamber, dat elo ze ënnerstëtzen an ze weisen, dass mer do hannertstinn, an drunzebleiwen an alles derfir ze maachen, dass déi Struktur dann och ka bei eis am Land bliewen.

Voilà! Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Empain. An da wier et um honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmools merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, ech wëllt och ufänke mat engem grouse Merci un den Här Cruchten an, ech mengen, och un den Här Di Bartolomeo, déi desen Text hei verfaasst hunn an eis en haut hei presentéieren.

Mir stëmmen deen Text mat als ADR, well mer der Meinung sinn, dass mer och solidaresch solle weisen, dass mer als Lëtzeburger politesch Communautéit de Siège hei héichhalen an e wëlle verdeeden.

Mee déi Manéier, wéi d'Kommissioun hei mat Lëtzebuerg emgaangen ass, déi weist awer och vill, wéi Europa haut ass a wat d'Kommissioun sech och géintivver de Memberstaaten erahelt. D'Kommissioun huet eis hei emol net consultéiert, emol net informéiert. An et ass e ganz grave Virgang, well d'Lëtzeburger Regierung, an och nach Aren Numm, Här Minister, ass och nach mat deem Accord verbonnen, wou eigentlech just de Contraire ugekënnegt gétt, nämlech dass d'Kommissioun soll studéieren, fir d'CHAFAE hei zu Lëtzebuerg ze verstärken.

Et kann net sinn, dass Memberstaate sech druginn, mat ënnerschiddlechem Erfolleg, fir hir Obligatiounen am Kader vun der Europäescher Unioun ze erfëllen, an dass d'Europäesch Kommissioun sech awer Rechter erahelt, déi hir net zoustinn!

Ech muss awer vläicht eng Kritik derbäi maachen. Iergendwéi fillen ech mech trotzdem bei deemem Text net 100%eg sécher. D'Europäesch Kommissioun ass e Collège. Si hält hir Decisiounen am Prinzip eestëmmeg, zesummen, op jidde Fall an engem Konsens. De Lëtzeburger Member vun der Europäescher Kommissioun ass also heimadder d'accord gewiescht. Dat ass den Här Nicolas Schmit vun der LSAP.

Déi Resolutioun hei ass vun der LSAP proposéiert ginn. An de Minister, deen elo soll eis Positioun zu Bréssel verrieden, ass vun där selwechter Partei. An ech géif gär wëssen: Wou steet dann d'LSAP hei an deser Diskussioun?

Ech sinn net hei, fir mech do manövréieren ze loossen, an d'ADR am Allgemengen nach manner. Wa mer hei de Siège verdeeden a wa mer hei déi Lëtzeburger Verrieder an den europäeschen Institutiounen an deemem Text oprufen, fir sech fir eis anzusetzen, da géllt dat och fir déi Verrieder vun der LSAP, déi an europäeschen Institutiounen sinn an dohinner gewielt goufen oder designéiert goufen, jee deem wéi eng Institutioun et ass.

Mir hätten hei gär en éierlecht Spill an domadder och e kloer Engagement vun eisem Minis-

ter, fir Lëtzeburger Interessen ze verrieden! An zu deem Engagement, mengen ech, gehéiert och, dass mer eis kënnen drop verlossen, dass dee Lëtzeburger Kommissär an der Kommissioun dee Message héiert an och an der Kommissioun wäert derfir antrieden, dass déi Accorden, déi déi Europäesch Kommissioun mat eisem Land ofgeschloss huet, agehale ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Léng).**- Merci, Här President. Ech mengen, mir bedaieren all déi Decisioun an och déi Virgeewis vum der Kommissioun, wat d'CHAFAE ugeet. Dat schreift sech jo och an eng Emstrukturéierung vun den Agence vun der Europäescher Kommissioun an.

An et ass scho gesot ginn, ech soen et erëm eng Kéier, mee: Et ass schonn ironesch ze gesinn, grad an der Pandemiezeit, wéi grad déi Agence, déi ënner anerem mat der Gesondheet ze dinn huet, soll erëm reorganiséiert ginn an och vläicht geschwächt ginn, zemools wann ee weess, wéi schwach d'EU u sech an deser Pandemiekriss war.

Et huet een och wierklech strictement net den Androck, dass d'Kommissioun aus deser Kris iergendeng Léier gezunn hätt. Dee Saz, dee kéint ech awer oft repetéieren. Am Laf vun der Geschicht, all Kéier, wann eng Kris ass, kritt een ëmmer duerno gesot: „D'Kommissioun wäert Léieren zéien, d'EU wäert Léieren dorauer zéien“, an et geet duerno weider esou wéi vir drun. Dat geet eng Kéier ganz schif aus.

Et ass awer natierlech och wichteg ... Also, mir ënnerstëtze selbstverständlech déi Resolutioun. Dat war och eng gudd Initiativ vum Här Cruchten, fir déi ze huelen a fir déi ofzestëmmen.

Mir haten och ... De Marc Baum hat eng Question parlementaire un den Här Minister gestallt. Do ass schonn drop geäntwert ginn. Well d'Fro ass jo och nach déi ... Et si jo net nëmme Fonctionnairen, déi do schaffen, et si jo och nach aner Leit, déi en anere Statut hunn. An déi sinn natierlech och onsécher an hirer Situatioun, well se net onbedéngt iwwert déi selwecht Probleme verfüge wéi d'Fonctionnairen. Et ass och wichteg, fir un déi Leit ze denken. Voilà!

Mee ceci étant dit, mir stëmmen dat heiten natierlech mat. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. An da kritt den honorabelen Här Sven Clement d'Wuert. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass als Éischt emol e grouse Merci un den Yves Cruchten an och un de Laurent Mosar fir d'Initiativ vun deser Resolutioun auszedrécken, well wann d'CHAFAE fortgeet, dann ass dat ze vergläiche mam Depart vun engem gréisseren Bëtrieb hei zu Lëtzebuerg.

Den David Wagner huet et gesot: Dat betrëfft net nëmmen d'Fonctionnairen, déi reafektéiert ginn, déi zwar widerhin e feste Salaire kréien, déi awer net onbedéngt méi do kënnen wunnen, wou se sech wuelfillen, nämlech hei zu Lëtzebuerg. Mee et betrëfft virun allem och all déi zivill Mataarbechter, déi ganz normal do iwwer Aarbechtskontrakter agestallt sinn. Et si Leit, déi vun haut op muer, an dat grad um Ufank vun enger Wirtschaftskris, kéinten de Patron verléieren. Ech mengen, dat dierf een net vergiessen, wann ee vum Depart vun esou enger Agence schwätzt.

Dat Zweet ass: Net nëmmen, dass déi Leit hir Aarbecht géife verléieren, och dee ganzen ekonomischen Impakt, deen awer d'Presenz vun all deene Mataarbechterinnen a Mataarbechter vun der CHAFAE huet, géif een natierlech mierken.

Mir hunn haut de Moien nach driwwer diskutéiert, dass Restaurateuren et spieren, dass méi Leit am Teletravail sinn, dass manner Leit haut op d'Büroen zréckkommen. Genau dat nämmlech geschitt, wann eng ganz Agence vun haut op muer hir Wallisse paakt. An dofir fanne ech et ganz schued, dass d'Europäesch Kommissioun hei unilateral decidéiert huet, ouni Concertatioun mat Lëtzebuerg, ouni hir Accorden, déi ënnerschriwwen goufen, ze respektéieren, déi Agence wëllen ze delokaliséieren.

An duerfir wäert ech och des Resolutioun zesumme mam Marc Goergen ënnerstëtzen an och dofir stëmmen. Ech soen lech Merci.



M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Här Clement. An da geet d'Wuert un de Cointiateur vun dëser Resoloutioun, den honorabelen Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Merci, Här President. An entschëllegt d'Vespéidung! Mir souzen nach zesummen an der Santéskommissioun, fir just iwwert d'Konsequenzen an déi nächst Etapp vun der Covidkris ze diskutieren.

Ech mengen, déi Covidkris huet gewisen: Méi wéi jee ass d'Santé och e wichtige Punkt a muss e wichtige Punkt op der europäescher Agenda sinn, och wann d'Santé haaptsächlech du domaine vun deenen eenzelne Länner bleift. Eng gemeinsam Demarche a länderiwwergräifende Gesondheitsproblemer ass méi wéi jee an Europa noutwendeg.

An da si mer bei deem éischten Punkt, firwat dass mer eis dergéint wieren, dass eng Agence - déi elo nach eng ganz aner Wichtigkeet géif kréien, misst kréien um Hannergrond vun där Covidkris - net nëmme vu Lëtzebuerg ofgezu gëtt, mee soll opgeléist an an aner Agencen iwwerfouert ginn.

Dat ass e falscht Signal zu der falscher Zäit. Wann Europa higeet an d'Mëttel fir d'Gesondheet, fir de Konsumenteschutz, fir d'Agrikultur an eng gudd Ernährung vu sage und schreibe 400 Milliounen op 10.000 Milliounen iwwer siwe Joer erhéicht, da brauch se eng performant Agence, fir dat ëmzesetzen, mat éischter méi wéi mat manner Leit.

Do hunn ech emol iwwerhaapt nach net vun der Siège-Fro geschwat. D'Siège-Fro, déi awer och net onwichtig ass. Lëtzebuerg huet ëmmer bewisen, dass et de Siège vun den europäeschen Institutionen verteidegt, an där Attacken ass et méi wéi genuch ginn. An heibanne setzen der eng ganz Rei, déi et fäerdegbreucht hunn, fir vill vun deenen Attacken ofzewieren an derfir ze suergen, dass awer hei zu Lëtzebuerg an der Zwëschenzäit 14.000 Leit bei den europäeschen Institutionen schaffen. Ech gesinn d'Lydie Polfer viru mer, ech gesinn de Jean Asselborn viru mer, et bien d'autres, d'Viviane Reding, déi sech ëmmer derfir agesat hunn, dass Lëtzebuerg ee wichtige Standuert bleift.

Lëtzebuerg ass Standuert vu wichtige Abteilungen vun der DG Santé - Direction générale Santé -, déi eng exzellente Aarbecht leeschten, an duerfir ass ëmsou méi onverstandlech, dass een déi Agentur wëllt ofzéien, ouni Ofsprooch, ouni seriö Ofsprooch mam Personal an ouni seriö Ofsprooch mam Partner, dee Lëtzebuerg ass.

Ech wunnere mech, dass ëmmer an ëmmer erëm an enger Fro, wou Solidaritéit vun alle Parteien noutwendeg ass, dat klengt Gestëppels awer säi Wee an déi heiten Diskussioun erafëhrt. Hei ass keng Affär vun der LSAP, vun der CSV, vun der DP, vun deene Gréngen, vun de Piraten a vun der ADR a vun déi Lénk. Hei ass eng Affär vun eis alleguer! A mir weisen hei Eenheet. An da solle mer se och bis zum Schluss weisen, an dat klengt Gestëppels op der Säit loosse, dat eis iwwerhaapt net wei-derbréngt.

Ech sinn och ganz frou, dass eis Europadeputéierten direkt de Relais geholl hunn. Ech soen dem Kolleg Laurent Mosar e ganz häerzliche Merci fir d'Iddi. De Laurent hat d'Iddi. Ech hunn en direkt begleet. Ech war dee schreiwendden Aarm. A mir haten e President, den Yves Cruchten, den d'Unitéit an der Fraktioun (veuillez lire: Kommissioun) méiglech gemaach huet mat eis alleguer zesummen, dass mer hei e Gest setzen a soen: Mir si solidaresch mam Personal! Mir weisen der DG Santé an deene Servicer, déi drunhänken, dass Lëtzebuerg si an allem ënnerstëtzt, fir hir Aarbecht esou gudd wéi méiglech ze maachen.

An et fret mech, dass an dësem Fall d'Personaldelegatioun sech unanime fir e Weiderbestand hei zu Lëtzebuerg ausgeschwat huet, wat deem widerspéicht, wat jo ëmmer gesot gëtt: dass d'Europabeamten eigentlech esou seier wéi méiglech vu Lëtzebuerg wëllen ofzéien.

Also déi heite Resoloutioun huet een Zil: ze weisen, wéi wichtig eis déi Institutionen sinn, wéi wichtig eis d'Santé an Europa ass an dass mer zesummenhalen an domat eis Regierung an och eis Vertrieder an Europa ënnerstëtzen, fir eventuell d'Kommissioun nach eng kéier ëmzestëtzen. Et wär e falscht Signal zu der falscher Zäit!

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An elo huet d'Regie-

rung d'Wuert, den Här Ausseminister Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes. - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'alleréisch e grouse Merci un lech, Här President, un d'ganz Chamber, un all d'Fraktiounen. Et ass gutt, wann an dëser Saach d'Regierung de Réck gestäipt kritt.

Ech géif natierlech dem Yves Cruchten an dem Mars Di Bartolomeo an och dem Laurent Mosar Merci soen, well ech weess, dass si um Originn vun där Resoloutioun hei sinn. An ech fannen et och gutt, dass eis sechs Europadeputéierte sech och hannendruknéien. Si hunn och Rendez-vous bei mer gefrot a bei eiser Secrétaire générale, fir iwwert de Siège ze schwätzen an iwwert d'CHAFEA eraus ze schwätzen. An ech mengen, dat ass eng gudd Saach.

Sou! Ech mengen, Dir hutt et alleguer gesot: D'CHAFEA huet 15 Joer laang immens gudd hei zu Lëtzebuerg fonctionéiert, ouni Problemer. Bon, déi Decisioun, an ech mengen, do muss een dem Här Kartheiser Recht ginn, déi ass e wéineg op eis zoukomm an engem Kontext, wou een dat jo net erwaart hätt.

Allerdéings wëll ech soen, an ech ginn nach vläicht op dat an, wat den Här Mosar och gesot huet: Mir sinn hei konfrontéiert mat enger Situatioun, wou mer jo wëssen, dass am Cadre financier pluriannuel beim Heading 7, also deem Punkt, wou déi administrativ Ausgabe sinn, 15 % kéinte verluer goen. An dat sinn d'Propositionen vun der Kommissioun net, mee et sinn awer déi Diskussiounen, déi virun der Kris amgaange waren. An do dergéint muss mer eis immens wieren.

Mir hunn, ech soen lech dat och, net ganz vill Alliiéierter. Ech wëll net iwwer aner Länner schwätzen, mee den Appui, dee mer hunn, deen ass minim. A jiddere wëllt beim Administrativ strächen. Dat deet kengem wéi. Mee wann dat gemaach gëtt, 15 % manner, da weess ech net, wéi iwwerhaapt d'Europäesch Union nach kann administrativ richtig fonctionéieren. A mir als Lëtzeburger wieren do grous Perdanten derbäi. Ech mengen, dat ass dee weesentleche Punkt.

Bon, CHAFEA, Dir wësst dat: Mir sinn dermat konfrontéiert, dass de Pouvoir de décision bei der Kommissioun läit. Do kënnen mer eis dréien a kéieren, wéi mer wëllen. Dat ass net ausgehandelt ginn, déi Agence, mat Lëtzebuerg.

Dir musst och wëssen, dass et um gewerkschaftleche Volet eng Debatt ass, déi tëscht der Kommissioun an den europäesche Gewerkschaften gefouert gëtt zu Bréssel, net hei zu Lëtzebuerg. Mir sinn natierlech mat um Ball. Mir hunn och e gudd Kontakt mat de Responsable vu CHAFEA hei zu Lëtzebuerg. A mir maachen alles, wat mer kënnen maachen, wéi den Här Di Bartolomeo gesot huet, fir eventuell nach d'Kommissioun ëmzestëtzen. Déi Decisioun ass nach net geholl. Déi gëtt Enn des Joers geholl. Mee natierlech muss mer der Realitéit an d'A kucken.

Ech wëll och hei bemierken: Dat huet näischt mat der Attraktivitéit vun eisem Siège ze dinn. Et ass e Sondage gemaach gi bei CHAFEA an eng grouss Majoritéit vun de Leit vu CHAFEA hu sech hei wuelgefillt a wëllen och hei zu Lëtzebuerg bleiwen. Déi Émfro, déi gemaach ginn ass: Ech mengen, et ass wichtig, dass mer dat op jidde Fall wëssen.

Mir därenfen net elo an däischter Gedanke falen, dass eise Siège a Gefor wier. Et hunn nach ni esou vill Leit hei zu Lëtzebuerg an den europäeschen Institutionen geschafft wéi elo. Et si méi wéi 14.000 Leit, déi hei schaffen. Déi Zuel hate mer nach ni. Ech mengen, d'Madamm Polfer hei an den Här Kinnock haten een éischen Accord, deen ass jo elo ersat ginn duerch deen Accord vun der Madamm Georgieva a mir selwer 2015.

Et kann een elo net soen, dass dat, wat hei geschitt ass, eigentlech géint deen Accord do leeft, well d'Zuel vun de Beamten, virun allem, Laurent Mosar, am finanzielle Beräich, Dir wësst dat, duerch d'BEI an duerch de Regling (ndlr: Klaus Regling, Directeur général du Mécanisme européen de stabilité), ass nach ni esou héich gewiescht, wéi se elo ass. An déi Zuel huet natierlech ganz vill bäigeholl.

Mir hunn och zwou Agencéi kritt an de leschte Joren - Dir wësst et -: den europäesche Parquet an dann och deen Eurocomputer, deen - wéi nennt dat Dénge sech? - EuroHPC. Eppes, wat wichtig ass fir Europa an natierlech och fir Lëtzebuerg.

Ech wëll lech och nach soen, dass ech mam Johannes Hahn, wat e Mann aus Eisträich ass, och en zimmllech gudd Kontakt hunn. An déi Suerg, déi mer him zum Beschte ginn, an ech mengen, do muss mer alleguer hannendru- stoen, dat ass, dass un deenen dräi Pilieren -

dee juristeschen, dee finanziellen, deen digitalen - net gefréckelt gëtt an dass do den Accord Asselborn-Georgieva voll respektéiert gëtt.

De Pilier financier, ech mengen, dee steet op feste Been.

De juridique, hutt Der Recht, Här Mosar, ech mengen do, wat de Parquet européen ugeet, déi Madamm, déi designéiert ginn ass, déi war bei eis, bei der Madamm Tanson, beim Här Bettel an och bei mir. A mir hunn de Message ginn, dass mer eis zu Bréssel asetzen, dass effektiv dee Parquet sech och kann hei developéieren. Mee et huet näischt mat Lëtzebuerg ze dinn. Et gétt Länner an der Europäescher Unioun, a malheureusement ëmmer méi, déi eppes géint d'Integratioun vun Europa hunn. An hei ass ee vun deene Reflexer, déi ee gesäit, dass een eeben op esou eppes wéi dat do kéint verzichten; de Parquet européen. An dofir muss mer kämpfen. Dat maache mer och!

Beim Pilier digital, also do sinn ech elo net esou bewandert, well ech jo nëmme Ausseminister sinn. Mee ech wëll soen, wat den Här Mosar gesot huet vum Blockchain: Ech hunn och endlech verstanen, wat dat ass. An och déi aner Saach vum Office de publication gi mir op déi richtig Plaz weider. Ech weess, dass dat hei zu Lëtzebuerg och gutt fonctionéiert huet. An ech mengen, et ass och en Argument, dat mer notzen, fir dat och weiderzeginn.

Ech sinn och mam Här Di Bartolomeo d'accord, dass mer elo mussen oppassen, wat d'Kommissioun ugeet, Här Kartheiser! Ech mengen, d'Kommissioun ass par définition ëmmer en Alliiéierte vun deene Länner, déi vläicht manner grous sinn an der Europäescher Unioun; muss se op jidde Fall sinn. An duerfir géif ech mengen, wéi gesot: D'Decisioun ass nach net voll getraff, mee wann déi Decisioun an déi dote Richtung géif goen, dass dat muss kompenséiert ginn, genee op deem, wat ofgemaach ass tëscht Asselborn an Georgieva vun 2015, do kann et kee Millimeter ënnerdrénner goen. An dat ass eeben d'Aufgab, déi mer hunn.

An duerfir sinn ech ganz frou, Här President, dass d'Chamber d'Regierung do ënnerstëtzt an dass mer och d'Europadeputéierten op eiser Säit hunn.

Merci villmools.

Une voix. - Très bien!

M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools dem Ausseminister, dem Här Jean Asselborn. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Vote sur la résolution

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert des Resoloutioun.

Kënnen mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Wien d'accord ass mat dëser Resoloutioun, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass des Resoloutioun eestëmmegeg uegholl.

3. Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du plan de relance et de sa dimension écologique et environnementale

D'Chamber féiert elo eng Aktualitéitsstonn iwwert de Relancementsplang, déi vun der CSV-Fraktioun uegefrot ginn ass. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Max Hahn, den Här Georges Engel, den Här François Benoy, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner, den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Wiseler als Vertrieder vun der CSV-Fraktioun. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

M. Claude Wiseler (CSV). - Merci, Här President. „Neistart Lëtzebuerg“ huet d'Regierung ambitiéis dee Relanceprogramm genannt, dee se der Chamber presentéiert huet an dee se dobasse presentéiert huet.

Wat heescht dat? Wat sinn d'Virstellungen? A wat versteet een och ënner „Neistart“? Heescht Neistart, elo d'Ekonomie erëm frësch ze lancéieren, well mer zwee Méint gestoppt haten, fir d'Beträiber ze schützen, fir Aarbechtsplazen ze schützen, fir erëm Investissemter ze maachen, dass d'Maschin erëm frësch ka starten? Dat fanne mer wichtig an dat fanne mer richtig esou. An deem Moment wär et esou, dann heescht „nei“, „frësch“ oder „erëm“ starten.

Oder heescht „Neistart“, net méi weidermaache wéi elo, mee eppes Neies maachen, en ambitiéis Émbau maache vun eiser Gesell-

schaft, vun eiser Ekonomie, se méi resilient, méi nohalteg maachen? Esou wéi ech dat an Artikelen an an Interviewen vun deenen engen a vun deenen aneren an haaptsächlech vun där grénger Säit konnt liesen an deene leschte Wochen. An dee Moment heescht „nei“ net „frësch“, mee heescht „anescht“.

An d'Regierung ass u sech Spezialist am Gebrauch vun de Wieder, déi verschidde Bedeutungen hunn a wou jiddwereen am Fong dat erëmfënnt, wat fir hie richtig ass. A jiddweree ka senger Wielerschaft presentéieren, wat en dorënner versteet, an déi Moosnamen, déi da fir hie wichtig sinn. An da gëtt dat och nach begleet mat esou Terme wéi „grous Visionen“, „Ambitionen“, „Investitionen“, „Cleverness“, „Courage“ an esou weider an esou virun. An da weess een awer net richtig, wou dat Ganzt elo soll higoen.

An da kann een e Realitéitscheck maachen, wann een déi Moosname kuckt, déi elo um Dësch leien. Mir hunn op där enger Säit bei deene 700, 800 Milliounen, déi proposéiert gi si fir dee Plan de relance, eng Rei Moosname wéi zum Beispill de Fonds de solidarité et de relance fir d'Beträiber. Mir hunn d'Aide forfaitaire de relance fir d'Commerce-de-détaillen. Mir hunn déi Méiglechkeeten, fir d'Baux commerciaux bei de Steueren ofzesetze respektiv déi Transition, déi am Chômage partiel elo an deene leschten Deeg méi preziséiert ginn ass, déi mer evidenterweis vum Prinzip absolutt begrëissen, well se absolutt noutwendeg waren.

Mee ech stelle fest, dass dat klassesch Moosname si vun enger Relance, déi u sech déi Wirtschaft, déi gebremst war, esou wéi se ass, sollt an deenen nächste Wochen erëm relancéieren, klassesch relancéieren.

An ech mengen, dat ass och wichtig an dat muss och esou sinn. Well brénge mer dat net fäerdege, da stelle sech eng ganz Rei aner Froen. Dann hu mer eng ganz Rei aner Problemer, déi do hannendrukommen. Dobäi gëtt da gesot: D'Investissemter ginn net verkierzt.

Dat ass also dat selwecht, wéi mer virun haben: klassesch Wirtschaftspolitik. An da kucke mer nach, wat nach an deem Pak de relance steet. An da gesi mer, dass och eng Rei gréng Téppelen - an ech soe wierklech den Term gär „gréng Téppelen“; keng grous Punkten, gréng Téppelen - dobäistinn. En résumé: Dee gréngen Touch ass u sech, dass eng Rei Primme vun ekologesche Wunnengsbau gehéicht ginn, temporaire gehéicht ginn, an dass och eng Rei Primme fir Elektromobilitéit gehéicht ginn, temporaire gehéicht ginn, an dass och eng Rei Efforte gemaach ginn, Gott sei Dank, fir nach zousätzlech Borne zu maachen.

Ech fannen dat gudd. Ech fannen dat sympathesch. Mir ënnerstëtzen dat och, mee ech soen awer gradesou gudd hannendrun, dass et am Fong meilewäit ewech ass vun deem, wat gepriedegt gëtt, vun deenen Uspréich, déi mer awer an de Riede vun deenen engen a vun deenen anere konnten héieren, an engem Artikel vum Här Turmes am „Wort“, deen ech gelies hunn, iwwer wéi een an deenen nächste Joren déi ekologesch Transition soll ugoen, an haaptsächlech mam Relanceprogramm, dem Interview vun der Madamm Dieschbourg op RTL respektiv engem Artikel am „Land“ vun der Madamm Bernard an dem Här Kmiotek, déi awer ganz aner Saachen ... déi Meilestäng hei versprach hunn, déi ech awer elo net am Relanceprogramm erëmfënnt hunn.

Keng vun Ären zwielef Punkte fannen ech an deem Relanceprogramm, deen hei presentéiert ginn ass, erëm, Här Turmes!

An ech géif hei gär op e puer Punkten agoen.

Dat Éischt, dat sinn déi Investissemter. Just déi Ausso, déi gemaach ginn ass am Relanceprogramm, fir ze soen: „Si bleiwen do, wou se sinn. An dee groussen Effort, dee mer maachen, dat ass, net un den Investissemter ze kierzen.“ Ech fannen dat a priori och positiv, wann een et da fäerdegebréngt mat där Ekonomie, an där mer elo dra sinn.

Mee ech hätt mer awer trotzdeem an deem dote Kader eppes aneres erwaart! Ech hätt mer erwaart, dass mer iwwert d'Prioritéiten, déi mer an Zukunft bei den Investissemter setzen, géife schwätzen.

Ech hätt mer erwaart, dass mer laangfristeg lwwerleungen iwwer eis Finanzsituatioun maachen. An och, wa mer d'Prioritéiten dëst Joer an nächst Joer esou héichhalen, awéiwäit hu mer d'Capacitéiten a véier, fënnef, sechs Joer, fir mat deem, wat geschitt ass, esou widerzefueren?

Ech hätt mer kloer Aussoen zu den Investissemter bei de Gemengen erwaart. Wat ass d'Situatioun vun de Gemengen? A kënnen och si déi Investissemter an deem Rhythmus bäihalehen, wéi dat an de leschte Jore geplangt war?

Ech hätt mer och, an dat ass mer bal dat Allwichtigst, eng Rei lwwerleungen an dësem

Moment, just an der Sortie vun dëser Kris, erwaart, iwwert dee freneetesche Wuesstum, dee mer an de leschte Jore kann hunn an deene eiser Usicht no laangfristeg net ze packen ass, an dës Kris benotzen, fir Reflexiounen doriwwer ze féieren an ze soen: Wéi fuere mer dann an Zukunft domadder weider?

Ech hätt mer och eng Rei Iwwerleeungen iwwer Investitiounen am Kader vun der grouss-regionaler Politik erwaart, well ech elo méi wéi jee feststellen, awéiwäit Lëtzebuerg vun der Groussregion dependent ass.

Ech hätt mer erwaart, dass mer Iwwerleeungen iwwert d'Mobilitéitspolitik gemaach hätten, notament mat deenen neien Donnéeën, déi eis den Teletravail materabrängt, wou mer awer eng aner Aarbechtssituatioun kréien a vläicht eis Mobilitéit ganz anescht gétt, an haaptsächlech och am Kader vun engem öffentlechen Transport, deen awer elo e grouss Réckschlag mat där Covidkris krut a wou mer net wëssen, wéi den öffentlechen Transport sech wäert an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren developpéieren, a wou mer och feststellen an deene Moosnamen, dass d'Regierung elo op den Individualverkéier, Individualtransport setzt, contrairement zu deem, wat viru véier, fénnef Joer gesot ginn ass.

Ech ka mech gutt erënneren un den Här Gira sengerzäit, wéi d'Primme fir d'Autoen ofgeschafft gi sinn, dee gesot huet: „Mir wëllen am Fong net op den Individualverkéier, mir wëlle just op den öffentleche Verkéier setzen.“ Doriwwer hätt ech mer och eng Rei Reflexiounen erwaart. Dat war mäin éischte Punkt.

Mäin zweete Punkt ass, dass mer an där Covidkris hei ganz gutt gemierkt hunn, wéi dependent mer als Europa an als Lëtzebuerg vum Ausland sinn, an datt jiddwree feststellt, dass mer eng Diskussioun musse féieren iwwert d'Limite vun der Globalisatioun an datt mer och alleguer gesinn an et soen, wéi noutwendeg et ass, erëm op lokal Produktiounen zrëckzegräifen, wéi noutwendeg et ass, e Rapatriement ze maache vun enger Rei Industrien, déi net méi zu Lëtzebuerg, déi net méi an Europa sinn an déi awer fir eis Autonomie extrem weesentlech sinn.

Ech hunn doriwwer Iwwerleeungen an deem Relanceprogramm vermësst. Déi sinn awer wichteg, wa mer iwwer eng zukünfteg Industriepolitik hei zu Lëtzebuerg schwätzen. Froe wéi: Wéi favoriséiere mer déi lokal an déi regional Produktioun? Wéi favoriséiere mer déi Verbraucherketten, déi regional sinn? Wéi gi mer eng Reindustrialisatioun un? Wat si mer bereet, un Hëllef an eng Reindustrialisatioun ze stiechen? Awéiwäit si mer och bereet, déi Autorisatiounen ze ginn, déi mer fir esou eng Reindustrialisatioun brauchen, mat dem Souvenir, dass vill Diskussiounen waren an datt der verschiddelech souguer frou waren, wa Betriber, déi schmotzeg waren, net méi zu Lëtzebuerg waren a sech delokaliséiert hunn an Indien, a China a wou och ëmmer? Dat ass awer eng zentral Fro, wéi mer an Zukunft mat deenen dote Saachen ëmginn.

Mäin drëtten Punkt, dass ass deen iwwert déi Entrepreneuren a wéi mer Entrepreneuren hei zu Lëtzebuerg ënnerstëtzen, wa se sech da méi ekologesch wëllen opstellen. Ech hunn do de Wirtschaftsminister gesinn, deen e flotte Programm Fit 4 Resilience presentéiert huet, wou en deene Betriber wëllt hëllef, déi sech an der Digitalisatioun, an der Circular Economy engagéieren.

Ech hunn awer och gesinn, dass dee Programm, deen en do virgestallt huet, haaptsächlech dorëms geet, fir datt eng Etüd soll gemaach ginn, dann eng SWOT-Analys sollt gemaach ginn. An dat huet mech nu wierklech un dee Vocabulaire erënner, deen ëmmer an de Big-Foure gebraucht gétt, wou esou Typen, esou SWOT-Analyse gemaach ginn. Wann ech dee Programm kucken, dann ass et awer haaptsächlech a mengen Aen e Programm, deen vun de Big-Fouren developpéiert/geduecht ginn ass, deen un de Wirtschaftsminister weidergi ginn ass an deen haaptsächlech dorëm geet, dass déi Consultatiounsbetriber an d'Big-Foure vill Suen domat verdéngen, mee der wéineg an der Entreprise ukommen.

Besser hu mer déi Moosname gefall, déi elo frësch virgestallt gi sinn, fir Betriber bei Digitalisatiounsprojeten - selwer bei de Projeten an net bei der Etüd, mee selwer bei de Projeten a selwer bei dem Fait, wa se Energie spueren, sech reorganiséieren - dann ze ënnerstëtzen. Dat hunn ech extrem positiv fonnt. Ech hätt mer gewënscht, dass nach déi Moosnam géif derbäikomme fir déi Betriber, déi sech reorganiséieren fir d'Circular Economy, déi sech anescht opstellen, déi och d'Prozeduren anescht maachen, déi sech ëmstelle mussen, dass mer déi och spezifesch hätte kënnen ënnerstëtzen.

Mäi véierter Punkt, dass ass, fir et méi kuerz ze maachen: Anlechtes wär och sénnvoll gewiescht

fir déi Betriber, déi hir Corporate Governance reorganiséieren, sou wéi dat vun der Kommission an dem Pabeier „Next Generation“ virgeschloen ginn ass, respektiv fir déi Betriber, déi d'accord sinn, an d'Responsabilité sociale oder sociétale ze investéieren a sech och do anescht opstellen. Ech fannen, dass de Wirtschaftsministère an den Ëmweltministère präzis esou Entrepreneuren nach anescht ënnert d'Äerm misste gräifen, wéi dat bis elo de Fall war.

Mäi fénnefte Punkt, dass sinn eng Rei Aussoen, déi hannert dem Plan de relance gemaach gi sinn, notament vum Här Turmes an der Madamm Dieschbourg, iwwert d'Aviatioun, wou gesot ginn ass vun der Madamm Dieschbourg an engem RTL-Interview, dass ee sech awer misst iwwerleeën, ob déi Proposen, déi fir d'franséisch Aviatioun gemaach gi sinn, net och sénnvoll hei zu Lëtzebuerg wäeren.

An op där anerer Säit, dass ass Äre Punkt 1, Här Turmes, an Ärem Artikel, wou Dir och sot, dass ee bei all deene Flich Court-courriers, déi mat engem Train à grande vitesse méi schnell kënnen hanneluecht gi wéi mat engem Fliger, misst iwwerleeën, ob een déi Volle bei den Aviatiounsgesellschaften net géif verbidden, tout simplement.

Ech soen lech: Ech kann dat intellektuell verstoen, mee wann ech awer kucken, wat dat fir Lëtzebuerg géif heeschen - wéi Frankfurt a Paräis net méi ufléien -, da géif dat fir Lëtzebuerg heeschen, dass mer eis vun den zentralen Hub-Flughäfen, déi eis weiderféieren, géifen total trennen. Dat wär fir de Flughafen Lëtzebuerg eng Katastroph. Dofir hoffen ech, dass Der dat just am generellen Europäesche gemengt hutt, mee awer fir Lëtzebuerg net wäert applizéieren, well dat stellt eis viru reell Problemer, wann dat do als Är Iddi géif Realitéit ginn.

Mäi sechste Punkt, dass sinn e puer Reflexiounen iwwert déi Subsidiatioun vun Autoen, déi Der gemaach hutt. Ech fannen dat jo alles positiv. Ech fannen et trotzdem licht erstaunlech, dass Der just d'Autosentrepreneuren, just d'Garagisten am Fong hei ënnerstëtzt. Auer Entrepreneuren hu gradesou vill Problemer, kréie mander Ënnerstëtzung. An Dir maacht dat, obwuel mer keng richtig Autosindustrie, contrairement zu anere Länner hei zu Lëtzebuerg, hunn, an dann och nach d'Decisioun huelt, awer nëmmen d'Elektroautoen ze ënnerstëtzen, woubäi ee genau weess, dass dann och eng ganz Rei Marken ausgeschloss ginn, déi déi Produkter net of-fréieren.

Do hätt ech mer erwaart, dass awer d'Reflexiounen géife méi wäit goen, dass een och extrem spuersam respektiv Hybridautoe kéint an esou Kategorie materanhuelen. Ech hunn och eng Iwwerleeung vermësst iwwer am Fong d'Plaffonge vun deene Käschtpunkten, déi esou Autoen hunn, esou wéi dat an Däitschland ass, wou d'Plaffongen agefouert gi sinn.

Well et muss een och wëssen, dass net jiddwree sech esou en Auto ka leeschten an haaptsächlech och dann net jiddwree kann esou en Auto gebrauchen. Deemo wat fir eng Liewenssituatioun Der hutt, wëllt Der zwar ekologesch fuere, maacht och alles, fir ekologesch ze fuere, mee en Elektroauto kënnt net fir lech a Fro, wann Der grouss Strecke muss fuere, well Der en einfach praktesch net kënnt gebrauchen an net kënnt oplueden. Da kënnt Der lech en héchstens als Zweetauto kafen. An dat ass, mengen ech, jo awer net de Sënn vun deene Subsidien, déi mer hei ginn.

Ech si par contre ganz frou, dass Der vill Efforte fir Luedestatiounen maacht. Ech hoffen, dass déi Luedestatiounen, déi elo hei virgeschloen ginn, net erëm déi selwecht 800 sinn, déi mer säit 2012 virschloen an nach ëmmer net gebaut hunn.

Mee positiv, dass muss ech awer soen, fannen ech déi Subsidiatioun vun de Kolonne respektiv de Luedestatiounen, déi Der um Privaten ënnerstëtzt, wann Der dat da maacht.

Also hätt ech mer do och erwaart, dass mer déi Propose méi systematesch géifen entwéckelen, déi haaptsächlech doranner géife bestoen, dass mer d'Leit ënnerstëtzen, wa se de Besoin respektiv d'Aart a Weis, wéi se den Auto brauchen, kënnen organiséieren, notament fir ze kucken: Wéi luede se? Wéi kënnen se fuere? Wat sinn d'Avantagen, déi en Elektroauto kann hunn? E kann op anere Piste fuere, e kann op der Autobunn op der drëtter Pist, déi reservéiert ass fir den öffentlechen Transport, fuere, e kann extra Parkplazen huere.

All déi Moosnamen, déi an Norwege geholl sinn, fir d'Elektromobilitéit ze féieren, fanne mer extrem sénnvoll. An heiansdo ass et méi wichteg, et verbessert een d'Konditiounen vum Gebrauch, wéi et mécht een eng Hëllef beim Präis, well haut sinn haaptsächlech vill Leit blockéiert, well de Gebrauch an de praktesche Gebrauch am Alldag vum Elektroauto hinne net méiglech ass, plütôt wéi dass se vum Präis gebremst ginn.

Ech hätt mer also erwaart, dass déi Iwwerleeungen och ganz anescht hei an deem Kontext géife gefouert ginn.

Zum Schluss wëll ech just eng Recommendation hei soen, déi mer wierklech um Häerz läit. Madamm, Här Minister, ech wëllt lech soen: Profitéiert vun der Situatioun, an där mer elo haut dra sinn, fir déi richtig Diskussioun ze lancéieren a maacht dat elo! Maacht et direkt a maacht et mat deene richteg Sujeten, well Dir hutt haut eng Chance, fir eng Rei Sujete kënnen unzegoen, déi Der an aneren Zäite warscheinlech net esou kritt, well eng grouss Receptivitéit fir dës Froe momentan do ass!

A versteift lech net just drop ze soen, dass bis elo alles richteg gelaf ass an Der alles richteg am Grëff hutt! Well wann Der dat maacht a wann Der just dat maacht, da verléiert Der och déi, déi lech op dese weesentleche Froe wëllten hëllef.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Wiseler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn agedroen. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Max Hahn (DP).** - Merci, Här President. All Kris, esou schlëmm se och ass, ass och gläichzäiteg ëmmer eng Chance. D'Covid-19-Pandemie stellt onni Zweifel eng déif Zäsur duer an eiser Aart a Weis ze liewen an ze schaffen. Vill Selbstverständlechkeete sinn - jo! - vun haut op muer a Fro gestallt ginn an et ass nach ëmmer schwéier ze soen, wéi de Virus eis Welt verännere wäert. Eppes ass op alle Fall sécher: Verännere wäert en d'Welt! An et ass un eis ze decidéieren, ob a wéi mir dee Wandel gestalten wëllen.

Fir eis als DP ass kloer, dass elo net de Moment ass fir ze zécken, mee fir ze investéieren an eis Wirtschaft ze stäipen, fir e Maximum u Subsistenz ze erhalen an Aarbechtspulzen ofzesécheren. Gläichzäiteg géllt et, kloer Akzenter ze setzen, a wéi eng Richtung eist Land sech entwéckele soll.

De Corona war an ass déi eng Kris. D'Äerderwärmung ass déi aner. An och dës Kris muss mer genau sou decidéiert ugoe wéi d'Coronakris an de leschte Wochen a Méint. D'Gefor ass, dass eng Wirtschafts- a Sozialkris d'Klimakris an den Hannergrond dréckt.

Dat muss op alle Fall evitéiert ginn, léif Frënn! Well wann et bis esou wäit ass, dass d'Wirtschaft aknecht an et de Leit ëmmer méi schlecht geet, geet d'Transitioun zu engem klimafreundleche Lëtzebuerg och vill méi schwéier.

D'Regierung ass also hei gefuerdert. An d'Regierung liiwert och! Mat engem ganz ambitiöse Programm „Neistart Lëtzebuerg“ gi ronn 800 Milliounen zousätzlech zu den Hëllef wärend der Kris mobiliséiert, fir dass d'Wirtschaft séier een d'Rulle kënnt. Dobäi kënnt der Nohaltegkeet eng ganz zentral Roll zou.

Här President, ech sot et schon: D'Kris ass eng Chance, eng Chance, fir eis Wirtschaft an eise Liewensstil méi séier méi nohalteg auszeriichten, wa mer se dann notzen.

Kucke mer d'Digitalisierung! Zwar huet sech d'DP scho laang virun der Kris fir den Teletravail ausgeschwat, mee et ass duerch d'Kris, dass den Homeoffice regelrecht explodéiert ass. D'Zuele schwätze fir sech: Vun 20 % op 70 % ass dës an d'Luucht gaang. Mir gesinn also, dass hei e ganz grousst Potenzial do ass. Jo, ganz vill Leit konnte vun deem engen op deen aneren Dag vun doheem aus schaffen. An dass d'Demande dofir reell do ass, weist enner anerem och nach eng Kéier d'Petitioun 1556 grad ewéi d'Tat-saach, dass e groussen Deel vun de Leit dës nei Manéier ze schaffe positiv empfongt huet.

Dofir hoffen ech, dass vun der Regierung séier den néidege Kader gesat gétt, fir dass et an Zukunft méi einfach méiglech ass, op den Teletravail zrëckzegräifen, esou wéi et jo och am Klimaplang virgesinn ass.

Mir begrëssen natierlech och, dass d'Propos vun der DP, als zousätzlechen Ureiz, den Teletravail vun de Frontaliere manner ze besteieren, och am Klimaplang zrëckbehalte gouf. An och hei hoffen ech, dass séier Fortschrëtt gemaach kënnen ginn.

Den Teletravail ass natierlech nëmmen ee Beispill, wéi d'Digitalisatioun d'Liewe méi einfach an och méi nohalteg mécht. Déi zwee ginn dacks Hand an Hand, grad bei de Betriber. D'Digitalisatioun hëllef hei engersäits, méi effikass ze schaffen, d'Prozesser ze vereinfachen a méi kompetitiv ze ginn, anerersäits kënnen esou Ressourcé geschount ginn an d'Wirtschaft ka méi ëmweltfrëndlech fonctionéieren. Op dës Manéier ginn d'wirtschaftlech Relance, de Wuesstum an de Klimaschutz och matenee kombinéiert. Hei unzesetzen, heescht, eis

Gesellschaft op d'Zukunft ze preparéieren, an dat, wéi gesot, an duebeler Hisiicht.

Här President, an engem rezente Pabeier vun der renommiierter Uni vun Oxford gétt och nach eng Kéier ënnerstrach, wéi nohalteg Konjunkturprogrammer, also Investitiounen an d'Digitalisierung, d'erneierbar Energien, d'Energieeffizienz, d'energetesch Sanéierung an esou weider, vill besser sinn, net just fir d'Klima, mee och fir d'Erhuele vun eiser Wirtschaft.

Dofir begrësse mir als DP déi verschidde Mesuren, déi d'Regierung decidéiert huet, souwuel op der Säit vun de Betriber wéi och op der Säit vun der Demande, fir déi kuerzfristeg unzereegen. Vill Aidé sinn an enger éischer Phas zolidt erpogesat ginn, fir elo séier eng Stimulatioun vun der Nofro ze kréien.

Ech wëll se elo net all nennen, just fir der e puer erauszepicken: d'Ënnerstëtzung fir d'Entreprisé bei Investitiounen an d'Digitalisierung, an d'Energieeffizienz an esou weider mat bis zu 800.000 Euro pro Projet. Léif Frënn, dass ass en décke Bätz! Dat wäert de Betriber och vill hëllef. Dat ass déi richteg Approche.

Och d'Hëllef, fir d'Heizunge bei Privatleit auszetauschen an duerch eng ëmweltfrëndlech ze ersetzen, ass ferm an d'Luucht gesat ginn. Wann een zum Beispill eng Mazoutsheizung duerch eng Wärmepumpe ersetzt, kënnen bis zu 80 % vun de Käschte vum Staat iwwerholt ginn. Dat ass wierklech e staarken Ureiz, eppes fir de Klima ze maachen an eis Betriber hei am Land ze ënnerstëtzen.

An enger zweeter Phas kommen dann och nach aner Hëllef, wéi dat jo och am Klimaplang virgesinn ass, déi dann och nach méi spezifesch sinn. Ech denken zum Beispill un d'Primz fir d'Elektroautoen. Amplaz pauschal fir all Modell a fir jiddwree, onofhängeg vum Akommen, eng fix Zomm ze ginn, wier et dach vläicht awer e bësse besser, méi sozial selektiv a cibléiert d'Leit ze ënnerstëtzen. Doduerch kéint dann och d'Wirkung vun där Mesure nach verbessert ginn.

Mee mir begrëssen op alle Fall, dass d'Regierung déi richteg Akzenter setzt. Grad zu deem Moment ass jo eeben duerch de bëllege Bensinn, duerch dee bëllege Mazout den Ureiz fir vill Leit méi kleng, fir vum selwen op klimafreundlech Alternativen ëmzeklappen.

Dowéinst ass et wichteg, dass de Staat elo aspréngt an de Leit hëllef, fir dass mer och wierklech d'Kéier kréien, hin zu enger klimaneutraler Mobilitéit.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Ech géif awer och nach op deser Plaz ganz gären dem Interpellant vun deser Aktualitéitsstonn, dem Kolleg Claude Wiseler, villmools Merci soen, fir dës ganz wichteg Aktualitéitsstonn hei op d'Agenda vun eisem Ordre du jour gesat ze hunn.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Merci, Här President. D'Coronakris war an éischer Linn eng sanitär Kris, déi net just eng Klammer an eise Liewe wäert sinn. Si huet eis an eng Situatioun bruecht, wéi quasi kee vun eis se bis elo erlieft huet. Si huet enorm sozial a wirtschaftlech Auswierkunge mat sech bruecht an et stinn eis der weider bevir.

D'sanitär Kris ass am Moment enner Kontroll, well mer glécklecherweis e staarke Staat an e guddes Gesondheitsystem hunn. D'Zil ass et elo, d'Situatioun um gesondheetlechen Niveau weider enner Kontroll ze halen a gläichzäiteg awer d'Wirtschaftskris ofzefiedereen an eng gréisser sozial Kris ze vermeiden, onni aner gesellschaftlech Prioritéite wéi de Klimaschutz ze vergiessen.

De Staat beweist, dass en an deser Kris eng wichteg Roll spillt. De Staat huet versicht, d'Auswierkunge vun der Kris op den Einzelnen ze minimiséieren, an huet direkt Moosnamen ergraff, fir och de wirtschaftlechen Abroch, deen dës Kris mat sech bruecht huet, ofzeschwächen.

Et ass em gelongen, Moosnamen auszeschaffen, fir dem Bierger ze hëllef, an enger éischer Phas direkt och de Betriber ze hëllef, Aarbechtspulzen ze stabiliséieren. Mee anerersäits muss awer och d'Kafkraaft erhale bliwen (veuillez lire: un d'Erhale vun der Kafkraaft geduecht ginn).

Mir brauchen also, dass huet dës Kris jo eendeleeg bewisen, kee méi e schwache Staat, mee mir brauche méi e staarke Staat.



Dee Stabiliséierungspak „Neistart Lëtzebuerg“ huet also eng ganz Rei vu Mesurë géint d'Aarbechtslosigkeit mat sech bruecht, déi och richtig sinn, 700 bis 800 Milliounen. An ech sinn och frou, dass, wéi den Här Wiseler dat gesot huet, d'CSV dat begréisst. Ech mengen och, dass et richtig ass, dass mer dese Pak hei zesummen ofgestëmmt hunn an och zesummen un dee Pak hei gleewen.

Duerch d'Énnerstëtzung fir d'Betriber, besonnesch déi Kleng- a Mëttelbetriber, d'Kuerzzeit-aarbecht, déi wierklech e ganz enormen Impakt hei huet, hu mer et faerdigbruecht, d'Aarbecht fir vill Leit oprechtzeerhalen.

De Statec geet dovunner aus, dass de Chômage partiel an de Chômage pour raisons familiales zesummen d'est Joer 15.000 Aarbechtsplaze rette konnt. Dat Instrument, wat jo en déift sozialdemokratescht Relanceinstrument par excellence ass - de Chômage partiel -, huet also hei exzellent gewierkt. An d'Schafung vun engem Fonds de relance et de solidarité pour entreprises fir déi Secteuren, déi am meeschte vun der Kris betrafft sinn, ass och en exzellente Moyen gewiesch.

Den Télétravail ass ugeschwat ginn. Och deen ass enorm gekommen. Mir haten en Debat heiriwwer, wat ganz richtig war. D'Allocation de vie chère gouf verdubelt. Jonk Leit dierfen net duerch de Raster falen.

Jo, dat sinn alles Moossnamen, déi richtig sinn an un deene weider muss geschafft ginn. A mir sinn och frou, datt eng Tripartite waert kommen am Juli, fir iwwert déi Mesuren, fir déi wirtschaftlech Rezession anzedämmen, an och déi Mesuren, déi musse geholl ginn, zesummen ze diskutieren.

An ech muss hei soen: Ech si frou iwwert déi Proposen, déi d'CSV hei gemaach huet, konkret Proposen, déi weider musse diskutiert ginn. De Klimaschutz dierf net vergiess ginn. An als LSAP begréisst mer och dee Pak „Clever wunnen“, dee Plan de relance, deen hei presentiert ginn ass. Dee geet awer net ouni sozial Begleettmoossnamen. Energie a Klima sinn zentral Prioritéiten vun dëser Regierung. An dat hu se och bewisen - an dat hu mer alleguer bewisen - duerch d'Ofstëmmung vun dem ambitionéierte Pak „Klima- an Energieplang“, deen hei ofgestëmmt gouf. D'ëst si mer och eisen zukünfte Generatiounen schëlleg.

Weider Efforte sinn natierlech net vu Muttwill. De Programme des Nations Unies pour l'environnement huet gerechert, dass mer all Joer wäerten eng Baisse vu 7,6 % vun den CO₂-Emissiounen brauche bis 2030, fir dat 1,5-Grad-Zil kënnen anzehalen. Am Joer 2020 hu mer vun der internationaler Agence fir Energie virgerechert kritt, datt mer eng 8%eg Baisse hunn. D'Konklusioon kéint jo dann also déi sinn, dass d'Staategemeinschaft all Joer misst esou aschneidend Mesuren huelen, quasi all Joer en zweeméintage Lockdown maachen, fir dass mer déi Ziler kéinten errechen.

Dat kënnen mer eis natierlech net erlaben. A mir mussen eis aner Mesuren afale loosse, fir déi Ziler ze errechen. Deen neie Pak - den Här Hahn huet virdru opgezielt, wat alles do dran ass -, dat sinn natierlech Moossnamen, déi hunn éischter eng Laangzeitwirkung, mee déi wäerten eis et erméiglechen, eis Betriber an eis Bierger ze ënnerstëtzen an esou och d'Verbinding tëschent der wirtschaftlecher Entwécklung an och der Klima- an der Energiepolitik ze stäerken.

Ech hunn et virdru scho gesot: Ouni sozial Dimensioun sinn déi Efforte fir d'Ëmwelt awer net méiglech. Mir kënnen net engem Deel vun eise Bierger, vun eise Leit aus dësem Land net hëllefen, déi Mesuren hei matzedroen an och mat kënnen dovunner ze profitieren, well soss komme se net un a kréien och net de gesellschaftleche Réckhalt.

Niewent deenen nationale Beméiung mussen mer natierlech kucken, op EU-Niveau eis Beméiungen ze intensivieren. Mir musse eng harmoniséiert Industriestrategie schafen. D'Produktionsketten, dat huet dës Kris och gewisen, musse méi regional ginn. Mir musse déi an eisem Bannemaart besser organisieren. Et ass kee falsche Protektionismus, wa mer dat hei an Europa wëlle maachen, mee et ass eng europäesch Léier aus dëser Pandemie. Do musse mer op dem europäeschen an awer och op nationalem Niveau Efforte maachen.

Ech kommen zum Schluss. An deem Kontext begréisst mer dann och d'Annonce vun der EU-Kommissioun, e Wäissbuch vun Instrumenter géint auslännesch Subventiounen a Verzerzung bis Mëtt 2020 ze publizieren.

Et ass also elo genau dee richtige Moment, weider un enger klimaneutraler Wirtschaftspoli-

tik ze schaffen. Mir mussen vun dëser Kris profitieren, fir eis Wirtschaft méi nohalteg, méi regional ze maachen an op d'Kreeslafwirtschaft ze baséieren, ouni déi sozial Komponent ze vergiessen. Mir dierfen net an deen ale Modell zréckfale an musse elo fir eis nächst Generatioun suergen.

Dass een dat net alles an deenen zwee bis dräi Méint Kris hei konnt bewerkstellige, dat, mengen ech, misst heibanne jiddwerengem alichten. Et ass awer richtig, datt een et ...

► Une voix. - Et hätt een et kënnen virdru maachen!

► M. Georges Engel (LSAP). - Et hätt een et och kënnen virdru maachen. Dat ass richtig! Ech mengen och, dass eng ganz Rei vu Mesurë virdru schonn an d'Wee geleet goufen. Mee et ass awer richtig, dass een dat net soll vergiessen an och weider dru schaffen. Déi gutt Virschléi, déi hei komm sinn, déi solle mer opgräfen an zesummen un deem Modell do schaffen.

Merci fir d'Nolauschteren.

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Här Engel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

► M. François Benoy (déi gréng). - Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, d'COVID-19-Pandemie huet eng schwéier Wirtschaftskris ausgeléist, déi awer aner grouss Urgenzen net verstoppe léisst, nämlech de Biodiversitätsverloscht oder de Klimawandel, déi ons Mënscheit an hirem lwwerlieue bedroen. An dofir musse d'Mesuren zur Relance vun der Coronakris elo gläichzäiteg och Mesurë si fir eng zukunftsfaeg Ekonomie an e liewenswäerte Planéit.

De Relanceprogramm muss also och a Kohärenz si mat onsem Nohaltegekeetsplang, deen d'Ëmsetzung vun de „sustainable development goals“ ass respektiv onsem Klima- an Energieplang, dee ganz ambitiéis Reduktiounsziel, fir de Paräisser Accord ze respektieren, virgesäit.

Dofir hu mer ons déi néideg Moyene ginn. An dofir huet d'Regierung sech och engagéiert, fir weiderhin en héijen Invest an ëffentlech Infrastrukturen ze maachen. Deen héijen Invest grad och an den Ëmwelt- an och an de Klimaschutz soll an den nächste Jore weider eropgeschrafft ginn. An dee ganze Relancepak ass also elo en zousätzleche Moyen, fir den nohaltege Strukturwandel zu Lëtzebuerg weiderzibréngen.

Et geet eeben dréms, fir déi ëffentlech Sue gezielt an zukunftsfaeg klima- an ëmweltfrëndlech Technologien a Secteuren ze investieren. Domadder gi mer de concernéierte Secteuren eng Perspektiv a Stabilitéit fir déi nächst Jore an och Joerzëngten.

An déi richtig Jalonen hu mer och scho virdru der Kris gesat. An dat muss eeben elo weidergoen. Lëtzebuerg ass zum Beispill e Musterchüler, wat den Invest an de Bus an d'Bunn ugeet. Mat Pro-Kapp-Ausgabe pro Joer vu 600 Euro an d'Schinn si mer als Lëtzebuerg un der Spëtzt vun der Europäescher Union. Mir setzen also hei kloer Prioritéiten an den ëffentlechen Transport. Dat ass méi, wéi et jee virdru war.

En zweet Beispill: De Bioaktionsplang mat sengem ganz ambitiéisem Zil vun 20 % Bio bis 2025, fir dass mer eis Landwirtschaft nohalteg gestalte kënnen an esou och d'Biodiversitätskris kënnen an de Grëff kréien. Eng Kris, déi leider oft am Schiet steet vun der Klimakris, mee gradesou dramatesch ass, mat eeben der Zilsetzung, dass Bio déi attraktivste Primm kritt, och eppes, wat mer virdru nach ni zu Lëtzebuerg haten an onser Ëmsetzung. An de Budget fir Bio soll och massiv an d'Luucht goen, sou vill wéi en och an de leschte Jore nach ni war. E soll an den nächste Jore lues a lues eropgoen.

Da musse mer natierlech och ons Industrie an d'Veantwortung huelen. Mir wëssen, dass ongeféier d'Hallschent vun onsem Strom vun der Industrie verbraucht gëtt, 44 % vun dem Gasverbrauch. An dofir mussen mer onse Secteuren hëllefe mat finanziellen Hëllef. Mee dat muss natierlech ënner gewëssene Konditiounen sinn an et dierf net dozou féieren, dass mer beim Status quo bleiwen, mee et muss den Ziler, déi mer an onsem Klima- an Aktiounsplang (veuillez lire: Klima- an Energieplang) hunn, gerecht ginn.

An déi gréng Relance fir Lëtzebuerg huet och scho virdru der Pandemie ugefaangen, mee den Neistart Lëtzebuerg erlaabt et ons elo, weider wichtige gréng Akzenter ze setzen an d'Mesuren aus dem PNEC nach méi séier auszebauen, wéi mer dat virgesinn haten. Stéchwuert: Primmen, wéi se viru Kuerzem annoncéiert gi sinn, „Clever wunnen“ zum Beispill, wou mer méi Subside fir d'Ëmweltberodung ginn an d'energetesch Sanéierung, wou mer méi Hëllef

ginn, fir aus dem Mazout erauszeklammen a fir op Erneierbarer Ëmzeklammen.

An esou Programmer si gutt fir de Klima, fir d'Bierger, déi dovun profitieren, an och fir d'Handwierker, déi dat duerno musse bauen. Et kann een also och net just soen, dass d'Garagisten heivunnen géife profitieren. Dat heiten ass och eng kloer Hëllef fir all d'Handwierker an onsem Land.

An ech géif dann dervu profitieren, fir d'Regierung ze froen, ob se ons scho kënnen nächst Mesuren annonceren oder mat op de Wee ginn, wat geplangt ass, well dat heite war jo just en éischte Worf vu Mesuren. Kann ee vläicht och schonn e Bilan zéie vun deenen éischte Mesuren, déi elo virgezu goufen am Kader vun Neistart Lëtzebuerg?

Ech kommen da bei d'Mobilitéit, well mir wëssen allegueren: Mat zwee Drëttel vun Ausstouss vun dem CO₂ zu Lëtzebuerg ass den Transport dee Secteur, dee responsabel ass. A mer musse weiderhin dru schaffen, fir onsen CO₂-Ausstouss an de Grëff ze kréien. Mir brauchen dofir ganz kloer maner Autoen op onse Stroossen. An dofir mussen mer weider un Alternative schaffen an d'Multimobilitéit ausbauen - méi ëffentlechen Transport, méi Vélo - a mir mussen eise Fuepark virdru allem konsequent emissiounsfrei maachen, well am Moment ass en ze schwéier, en huet ze vill Ausstouss, ze vill PS. An dofir ass et och richtig, dass déi heite Primmen eebe grad a Richtung Elektroautoen an och -vélo ginn. A bei de Vélo wësse mer, dass mer hei en enorme Succès hunn.

Mee d'Leit brauchen natierlech och uerdentlech Vélosweeër, op deene se kënnen fueren. An do hu mer eréischt d'lescht Joer e Gesetz gestëmmt, wou mer d'Vélospiste wëllen op iwwer 1.000 ausweiden. A fir dese Summer komme 16 nei Strecken derbäi.

Mee fir dass de Vélo och wierklech eng Alternativ ass, musse mer nämlech och an de Gemenge weiderkommen. An dofir, mengen ech, soll all Gemeng hei dem gudden Beispill vun der Regierung nohoen an och kuerzfristeg Vélosweeër maachen. An de Ministère ënnerstëtzt si och an där Demarche.

Erlaabt mer vläicht, nach eng Kéier kuerz op déi Kriticken anzegoen, déi a puncto Elektromobilitéit kommen. Ech mengen, dass d'Klimaturgence do ass. Dat wësse mer. An dofir ass et och kloer, an dat ass och d'Zilsetzung vun PNEC, dass déi Subventiounen, déi mer elo setzen, och 100%eg a Richtung Nullemissioun ginn.

E weidert ënnerstëtzen, a wann et och nëmmen zum Deel ass, vun dem Bensinn, Mazout oder Gas ass einfach net am Aklang mat onser Klimapolitik. An et héiert een och ëmmer erëm Stëmmen, déi soen, dass mer fréckele sollten un Iddien an u Konzepter wéi der CO₂-Bepriiung, der Akzisenhause oder och un Ëmweltgesetzgebungen, oder se carrement a Fro stellen. Dat sinn och Kriticken, déi zum Deel hei am Haus kommen.

Do soe mer awer ganz kloer Nee! Dat wär nämlech desastréis fir d'Zukunft vun onsem Planéit a vun den nächste Generatiounen. An et géif och, mengen ech, allegueren déi Betriber bestrofen, déi schonn un Wee si vun der nohalteger Transitioun an déi schonn op hire Geschäftsmodell ëmgeklomme sinn.

Mir brauchen elo par contre - grad elo! - kloer politesch Signaler fir d'Entreprise, fir d'Betriber a fir d'Investiseuren, fir dass mer an Zukunft vun de fossillen Energien an der Ëmweltzerstéierung fortkommen. An nieft den Aiden, de Primme musse mer eeben och grad elo ambitiéis bleiwen, wat d'CO₂-Bepriiung ugeet, d'AKzisepolitik, wéi se virgesinn ass, d'Autosteier an der Reform oder och d'Ëmweltgesetzgebungen.

Här President, Dir Dammen an Hären, ech kommen zum Schluss. An de leschte Jore hu mer scho viles erreecht am Beräich Klimaschutz; dem Transport, wou mer wierklech schonn e Paradigmewiessel agelaut hunn; an och wat erneierbar Energien ugeet, hu mer eis verbessert. An der Landwirtschaft hu mer wierklech viles wëlles. D'Pandemie huet ons elo eng Opbrochstëmmung ginn. An do géllt et wierklech elo, vun där ze profitieren. D'Mesurë fir d'Relance no der Coronakris musse gläichzäiteg och Mesurë si fir méi Ëmwelt a fir méi Klimaschutz.

D'Investitiounen a Primme musse a Kohärenz si mat onsen Nohaltegekeetsziler, well nëmmen da si se och sennvoll. A mir musse elo vun der Relance profitieren, fir onst Land an ons Ekonomie esou ëmzebauen, dass mer och ëmwelt- a klimafrendlech sinn a mir no der Kris méi staark dosti wéi virdru.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

► M. Fernand Etgen, Président. - Merci villmools, Här Benoy. An da wier et um hono-

rabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► M. Fernand Kartheiser (ADR). - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och ufänken, fir dem Här Wiseler Merci ze soen, datt en dee Punkt hei am Numm vun der CSV op den Ordre du jour geholl huet an eis heimadder erméiglecht, och e puer Iddien ze echangieren.

Mir hunn elo verschidde Reflexiounen héieren, ëm eis Ekonomie elo um Enn - hoffentlech - vun dëser Kris a wéi mir als Staat domadder ëmginn. Mir hunn als Staat d'Ekonomie gestoppt, well mer geduecht hunn: „Dat ass elo wichtig aus sanitäre Grënn.“ Dat ass eng Verantwortung, déi mir als Politik geholl hunn.

Mir hu während där Zäit och sozial Moosname geholl wéi de Chômage partiel, fir d'Konsequenzen dovunner e bëssen ofzefieder. An elo ass et eis Verantwortung als Staat, fir deenen, deene mir eigentlech hir Geschäftsgrundlag entzunn hunn, déi zréckzeginn. Et ass awer net d'Aufgab vun Staat, fir elo déi privat Verantwortung vun den Entrepreneuren, hir Fräiheet ewechzuehelen an an eng Plangwirtschaft, an en Dirigismus eranzefalen, fir elo den Entrepreneuren ze soen, wéi se sech no där Kris sollen nei opstellen.

Dat ass schlecht fir d'Entrepreneuren. Eis Industrien, eis Entrepreneuren brauche laangfristeg Planungssécherheet. Mir dierfe se net konfrontéieren mat permanent ënneren Oploen, mat permanent neien Ufuerderungen, déi hinne et net erméiglechen ze plangen, net erméiglechen, Investitiounen ze plangen, net erméiglechen, Investitiounen iwwer méi laang Zäiten ze amortisieren.

Wa mer wëlle verantwortlech Wirtschaftspolitik maachen, da musse mer laangfristeg Sécherheet ginn. An dat heescht och sozial Sécherheet, well déi Leit, déi do schaffen, déi brauche sécher Aarbechtsplazen. Mir kënnen net hiege an einfach während e puer Méint Kris richtig Moosnamen huelen, wéi de Chômage partiel, fir Aarbechtsplazen ofzesécheren während der Kris, a se dann duerno a Gefor bréngen, well verschidde Leit, an notament déi gréng, kommen a permanent nei Exigenzen un eis Entrepreneuren wëlle stellen. Dat ass weider d'Roll vun Staat nach ass et sozial verantwortlech.

Déi Fro och: „Wéi kënnen mer Europa nei industrialisieren?“, well mir hu jo gesinn, datt eis eng Rei Industrie feelen, notament cheemescher, pharmazeutescher an aner. Heescht: och eng Matverantwortung vun eisem Land. Oder ass et elo d'Doktrin: „Mir wëssen, datt mer keng pharmazeutesch Industrie oder net genuch an der Europäescher Union hunn, mee mir als Lëtzebuerg wëllen nëischt domat ze dinn hunn.“?

Och mir musse eis iwwerleeën, wéi mir eis Industriepolitik hei am Land an deenen nächste Jore nei opstellen, wéi mer eis Fuerschungslandschaft nei opstellen, fir déi Lacunen, déi mer elo festgestallt hunn, kënnen ze combléieren.

de gréng hunn, an ech mengen, den Här Wiseler hat dat och schon a sengen Aufklärung gesot, hir lwwerleengen zum Loftverkéier bruecht. Dat ass net déi éischte Kéier. Si hate virdru der Kris scho gesot, den Tourismus mam Fliger an esou weider, dat misst een alles iwwerdenken.

Elo si se nees domadder komm, mee d'Konsequenzen op Lëtzebuerg als Standuert, souwuel politesch wéi fir déi europäesch Institutiounen, iwwert déi mer virdru geschwat hunn, wéi fir d'Finanzplaz, wéi iwwerhaupt fir d'beweegungsfräiheet vun de Leit an dem breeste Sënn, wäeren en Desaster! An déi lwwerleengen, déi hei iwwert de Loftverkéier gemaach ginn, déi weisen eigentlech, datt déi gréng déi Verantwortung, déi se an eng Regierung sollen droen, iwwerhaupt net kënnen droen, well se net laangfristeg iwwerleeën, wéi eng Konsequenzen hir Politik kann hunn.

Si féieren e Krich géint all méiglech Leit, a leider och géint d'Bauer. Mir hu gesinn, an deene leschte Méint virdru allem, wéi wichtig et war, datt mer nach eng funktionéierend Agrikultur hei am Land hunn. An et gëtt och permanent op déi Leit Drock ausgeübt, fir sech an eng bestëmmt Richtung ze entwéckelen, fir hinzugeen an eng extensiv Agrarpolitik amplaz an eng intensiv, fir all méiglech Produite fir Planeschutz an esou weider net méi ze benotzen. Alles géint d'Bauer! Mee mir brauchen d'Bauer. A si wäeren immens, immens hëllefreich elo an dëser Kris. Eis Perspektiv ass et, se ze ënnerstëtzen.

Mir brauche keng Steierherhijungen, weider fir d'Entrepreneuren, den Här Gramegna huet dat och scho gesot, mee och net fir d'Privatleit. Den Här Benoy huet hei grad gepriedegt fir eng Reform vun der Autossteuer, fir d'AKzisen ze erhöjen, wou mer wëssen, datt vill Leit am Land elo sozial Problemer hunn. Ausgerechert elo, wou



mer eeben esou vill Leit am Chômage partiel hunn, wou de Chômage em sou vill Prozent an d'Luucht spréngt! Elo kommen déi gréng a setzen d'Akzise gär an d'Luucht, an de Rescht vun der Regierung mat, a maache Steiererhéijungen, wou d'Leit et manner brauche wéi jee!

E lescht Wuert nach vläicht iwwert d'Mënscherechter, well ech kommen op d'Elektromobilitéit. Den Här Turmes an déi gréng wësse ganz genee: Mir hunn hei am Parlament schonn e puermol gesot, datt mir nach kee Mëttel hunn, fir dee Kobalt an esou ofzebauen, ausser duerch déi afrikanesch Minnen. Mir sinn nach net do, wou den Här Turmes gesot huet, datt mer vläicht eng Kéier hikomme mat Schweden a Korea an esou weider, datt mer kënne Batterien op eng aner Manéier fabrizéieren. Do si mir nach net!

Mir sinn nach ëmmer op deem Punkt, wou mer an afrikanesch Minne mat Kannerarbecht de Kobalt siche ginn, fir dem Här Turmes seng Elektromobilitéit iwwerhaupt ze erméiglechen.

Hei ware virun e puer Deeg, wéi op villen anere Plazen och op der Welt, Demonstratioune „Black Lives Matter“. Jo. Mee dat géllt och fir déi Kanner, déi do am Kongo schaffe fir d'Elektromobilitéit! Et géllt och fir déi Leit, déi an Amerika Problemer hu mat der Police. Jo. Et géllt awer fir jiddereen! Et géllt och fir déi Kanner am Kongo! A wa mer wierklech d'Mënscherechter esocht huelen, dann därefer mer keng Elektromobilitéit als Staat subventionéieren, bis mer anstänneg a moralesch vertriebbar Methoden hunn, fir dat ze produzéieren.

Mir kënnen et elo net maachen! Mir därefer et net maachen! Et ass net den CO₂-Ausstouss duerch Elektromobilitéit, deen dat rechtfertegt, wat mir do mat verursaachen. Dat geet net!

Mir als ADR sinn och derfir, datt mer klimafreundlech Moosnamen huelen, ëmweltverträglech Moosnamen. An et si Saachen, déi gutt sinn, fir d'Leit ze encouragéieren, aner Heizungen anzebauen, méi ëmweltfrëndlech Heizungen. Dat kann een alles maachen. Dat ass och gutt. An do hu mer och e Konsensus hei. Mee Ëmweltpolitik op Drock, Ëmweltpolitik zulaaschte vun anere Leit ass net vertriebbar. Mir sollen eist Land opbauen, andeem mer eis Ekonomie stärken, net andeem mer Zwang ausüben!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser. An da wier et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Wann ee ganz konsequent ass mat de Mënscherechter, da soll een tatsächlech op Elektromobilitéit verzichten, mee awer och op Diesel an op Bensinn, well vill besser, wat d'Mënscherechter ueget, leeft et an der Pétroliindustrie och net. A Wierklechkeet misst een dann zu 100 % kohärent sinn.

Här President, fir et awer ... Ech mengen, mir hunn en Dissens mat der Regierung, mir als Lénker, wat d'Klimapolitik ueget, wat déi ekologesch Fro ueget. Mir hu keen Dissens, wat d'Ziler ueget. Mee mir hunn awer en Dissens iwwert d'Aart a Weis, wéi een déi Ziler soll errechen.

Mir hunn eis déi Pressekonferenz vum Här Turmes a vun der Madam Dieschbourg ugekuckt. A mir mierken: Et ass näischt Neies! Mir mierken ëmmer méi, datt u sech d'Regierung de Choix gemaach huet, fir weiderhin d'Klimafro ze léisen iwwert d'Maartmechanismen, quitte datt se gestäipt gi mat Primmen an anere Mesuren.

Mir gleewen net, datt dat dee richtege Wee ass. Mir hunn dat schonn e puermol gesot. Mir mengen, dat ass eng Sakgaass. De Problem ass jo och deen, an dat war jo och eng interessant Ausso vum Här Turmes op dëser Pressekonferenz, fir ze soen: Duerch d'Coronapandemie, déi elo komm ass, wäerte mer warscheinlech eis Klimaziler zu Lëtzebuerg méi einfach kënnen errechen. Dat seet awer eppes aus! Well de Problem ass jo deen, datt mer u sech déi Klimaziler ouni d'Coronapandemie net hätte kënnen errechen. An ech ginn net dovunner aus, datt d'Regierung - ech weess, datt se vläicht ganz gutt sinn - sou wäit planifizéiert huet, datt se domadder gerechent huet, datt eng Kéier déi Pandemie géif kommen. Dat seet jo schonn eppes doriwwer aus, datt et net esou richtig funktionéiert. Dat war u sech eng Aart Offenbarung.

Mee op der Pressekonferenz gouf och vun enger grénger Relance geschwat. A vu datt et bis elo net esou richtig funktionéiert huet, stelle mer eis d'Fro, ob et wierklech Sënn mécht, eppes ze relancéieren, wat souwisou scho virdu manifestéiert net funktionéiert huet, well déi Mesur vum der Regierung beim Klima hate scho virun der Coronapandemie

keen Erfolleg a se sinn elo warscheinlech nach manner pertinent.

Bon, laut Logik vun der Regierung soll sech alles op Privatinitiativen u sech stäipe mat Primmen, déi vum Staat kommen. Mee dat setzt dann natierlech viraus, datt d'Leit schonn iwwer eng gewësse Finanzkraaft verfüge mussen, fir iwwerhaupt déi néideg Investitiounen am Konsum an an der Renovatioun investéieren ze kënnen. Dat heescht, dat ass u sech eng Politik, déi sech u Leit adresséiert, déi schonn iwwer e gewëssene Patrimoine verfügen an och iwwert déi Energie a warscheinlech och iwwert déi Zäit verfügen, fir sech domadder ze beschäftegen.

Ech weess net, ob déi Regierung sech deem bewusst ass, mee d'Land besteet net nëmme aus ieweschter Mëttelschichten. Et ginn och Leit, déi e bësse manner verdéngen oder vill méi verdéngen hei am Land. An déi wäerten net an de Genoss vun all deene Primme kommen. Do kënt Der sécher sinn!

Mir kënnen och souwisou, wann een dovunner ausget zum Beispill, dass een déi cumuléiert Hëllef kritt, déi sech, wann ee Renovatioun mécht, op 65.000 Euro beziffere fir d'Renovatioun, fir d'Heizung, fir Solarpaneelen an esou weider, fir dat alles kënnen ze maachen, da muss een awer schonn dovunner ausgoen, datt een iwwer en Haus verfüügt, datt een iwwer e gewëssene Patrimoine verfüügt, datt een iwwer 100.000 Euro warscheinlech och als Reserve verfüügt; also 4 Milliounen aler Frang fir déi, déi sech nach dru kënnen erënneren. An iwwer esou eng Reserv verfüügt net jiddwereen.

Wann s de 3.000 Euro de Mount verdéngs, da lees de net esou einfach 100.000 Euro op däi Spuerbuch. Dat gétt et net. Esou funktionéiert déi Welt hautdesdaags leider net méi.

An ech mengen och, wann een déi Klimabank e bësse kuckt: e Flopp, totale Flopp! Ech hat nach am Januar eng Question parlementaire gestallt, dat sinn am ganze 26 Stéit, bis Januar op jidde Fall, déi dovunner profitéiert hunn. Wann een dovunner ausget, datt 200.000 Haiser misste renovéiert ginn - mir hunn dat ausgerechent -, da bräicht een 28.500 Joer, fir dat alles schonn nëmme mat der Klimabank kënnen ze renovéieren.

Ech ginn dovunner aus, datt déi heite Regierung wëllt laang am Amt bleiwen, mee dat doten ass e bësse ze vill!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - A mat der Urgence climatique huet dat och net vill ze dinn.

Nee, mee Spaass beisäit. Mir hunn e Problem! Den Här Turmes sot och, bis den 31. März 2021 wäerte mer ni méi esou vill Hëllef kréien. Wat soll dat heeschen? Also, ech weess net, wéi een dat kann interpretéieren. Das war's dann. Das war's dann!

Well déi verschidde Primmen ... Ech hu jo virdu erkläre, firwat se net wäerte gräifen: Well dat sech souwisou nëmme an eng Kategorie vu Leit adresséiert, déi sech dat souwisou kënnen leeschten, an déi aner wäerten derduerchfalen. Dat heescht, mir wäerte souwisou weiderhin, wat d'Renovatioun ueget, déi Klimaziler op jidde Fall komplett - komplett! - verpassen.

An duerno muss een awer och nach kucken: Mir si grad an der Coronapandemie. Wann ee vum 31. März 2021 schwätzt, bis dohi wäert sech héchstwarscheinlech déi ekonomesch a sozial Kris verschäerft hunn. An da geet een dohinner an da seet een zu de Leit: Dir kënt lech verschéiden - quitte datt se e Prêt kréien -, Dir kënt lech verschéiden, Dir maacht e Prêt, Dir kritt eng Primm, eng Primm op e Prêt kréien oder op eng Verschëldung kréien.

Mee dee Wee wäerte ganz weineg Leit goen. Wann s de am Chômage partiel bass, wann s de vläicht net sécher bass, ob s de deng Aarbechtsplaz nach wäerts behalen, ma dann hues de ganz aner Saachen am Kapp, wéi esou e Projet kënnen an d'A ze faassen. Dat wäert ze mools an dëser Zäit guer net funktionéieren.

A wann d'Regierung dohinnerseet: „Mir mussen dat awer alles verbanne mat deenen anere soziale Mesuren“, da soen ech: Dann ass déi Regierung awer ganz dénn op der Broscht, wat d'Klimaziler ueget! Ech kéint nach weiderhin doriwwer schwätzen. Et gétt viles ze soen zu där ganzer Fro. Mee mir si weiderhin der Meinung - ech wëilt nach e bësse konstruktiv ophalen -, datt een e ganz anere Wee sollt aschloen.

A mir haten déi Diskussioun och schonn an enger Kommissioun. Den Här Turmes war ganz éierlech. E sot: „Mir hunn en ideologeschen Dissens.“ Ech si ganz averstanen domadder. Mir hunn en ideologeschen a politeschen Dissens.

Mir sinn nämlech der Meinung, datt ee muss strateegesch plangen. Dat huet näischt mat

Dirigismus ze dinn. Plangen, strateegesch plangen ass keen Onwuert. Dat hu mer elo an deene leschte Méint d'ailleurs och gesinn. Dat bréngt eppes. An déi ganz Privatinitiativ fro mat Primmen, dat bréngt näischt. Mir hunn d'ailleurs och eng Motioun dozou gemaach - d'Regierung huet gesot, si verschléisst sech där net -, fir eeben esou e Projet ze kucken, ze diskutéieren, wéi ee ka Renovatioun maachen, dee geplangt wier mat der ëffentlecher Hand, déi dat an Ugrëff géif huelen. Ech mengen, dat ass eng vill besser Approche, wéi einfach déi heite Privatinitiativgeschichten do unzegoen.

An dann nach eng kleng Saach, eng lescht Saach zur Finanzéierung. Et wier interessant, well ... Bon, vläicht hu mer schlecht gesicht, mee mir hunn u sech kee Rapport gesinn oder kee Rapport annuel, dee rezent wier, well dee leschten, dat war vläicht 2017 iwwert de Klimafong. Wat geschitt domadder? Wat kënt eran? Wat geet eraus? Et wier vläicht interessant, dat eng Kéier ze kréien. Vläch hu mer schlecht gekuckt, et ka sinn, mee fir ze wëssen, wou mer do dru sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Aus dem Lockdown léieren zu Lëtzebuerg a weltwäit heescht awer och, dass een aus dem gewonnen Tempo kann erauskammen. Dat soll elo net als Vorbild fir d'Zukunft eleng gellen, mee et kann een awer sécherlech déi richtig Schlussfolgerungen doraus kréien, wéi am Lockdown d'Liewen op deene ganzen Aspekter funktionéiert huet. A sécherlech hu mer do vill Punkte geléiert, wou mer eiser Ëmwelt eppes Guddes kënnen doen.

Déi politesch Fro, déi sech awer stellt, ass: Wéi eng Léier huet d'Regierung aus dem Lockdown gezunn? Wat elo ugekënnegt ginn ass op de Pressekonferenzen, geet eis Piraten nach net wäit genuch. Mir gesinn dat éischer als kleng Plooschteren, awer nach net de grouse Worf, deen d'Regierung elo géif ukënnegen, en plus dass déi Moosnamen dann auslaffen, well d'Leit, déi wëlle jo awer gewësse Garantien iwwert d'Joren ewech an net nëmme iwwer e puer Méint.

Huele mer do zum Beispill de Solar. Jo, mir Piraten soen och: De Solar ass richtig! Mee et muss een awer bedenken: Déi meesch Leit si frou, wa se iwwerhaupt emol Geld kréien, fir en Haus ze kafen. Fir dann nach e Prêt opzuehelen, fir de Solar ze finanzéieren, ob dat herno e Subsid vun 10 %, 20 %, 30 %, 40 % ass. Mir Piraten froen do, dass et iwwer eng Léisung vun enger Kooperativ vill méi héich Subside ginn, wou d'Leit kënnen vill méi schnell vun de Moosnamen profitéieren, ouni sech mussen selwer iwwer Joren ze verschéiden.

Beim Elektroauto si mir a sech averstane mat der Regierung. Mir ginn awer méi wäit a mir soen, dass déi Subside misste gedeckelt ginn un de Verbrauch vum Strom. Well et ass och net esou, dass all Elektroauto herno ëmweltfrëndlech ass. Wann Der déi grouss SUVen hutt am Elektro, bezweifelen ech, dass déi vill méi ëmweltfrëndlech si wéi e kleng Bensinner. An deemspriechend: Och do froe mir d'Regierung, dass een en Deckel about bei de Subsiden, sief dat um Elektroverbrauch oder um Präis, wou een den Auto herno am Garage keeft.

Da bei de Pétroliprodukter. Mir Piraten haten et schonn eng Kéier ugeschat: Mir verstinn net, dass iwwer Tankkaarte weiderhi grad déi, déi am meeschte Pétrol verbrauchen, Remisen op der Pompel kréien, awer elo d'Regierung natierlech fir d'éischt emol deene kleng Leit wäert schueden, déi op den Auto ugewise sinn, fir op d'Aarbecht ze fueren, wa se d'Akzisen eropsetzt. Dofir froe mir, wéi och scho virun e puer Méint, dass een e Betrag asetzt, soe mer 75 Liter, an duerno eréischt de Präis wäert an d'Luucht goen op der Pompel, fir esou kënnen d'Leit awer ze ënnerstetzen, virun allem déi Leit, déi op den Auto ugewise sinn, fir op d'Aarbecht ze fueren.

D'Loftfaart ass schonn e puermol ugeklongen. Ech hat et och an enger Fro en Dönschde gestallt. Et ass jo esou, dass een ab Lëtzebuerg nach ëmmer fir 99 Euro kann duerch Europa fléien. An do ass eeben eis Fro: Wat sinn dann déi konkret Moosnamen, déi d'Regierung elo um Findel wëllt huelen?

Et héiert ee vill, déi eng an den Interviewen, déi aner a parlamentareschen Froen. Mee wat sinn elo genau d'Moosnamen? Wéini wäert kee Flieger méi op Paräis fléien? Oder kënt dat awer net? Wéi geet et do weider? Oder ass dat einfach emol eng Kéier an de Raum gehéit ginn? Do wäre mer frou, wa mer haut als Antwort e bësse méi konkret Aussoe kréichen, wéi dat soll ausgesinn. An dann: Wäert et just

Paräis betreffen? Oder sinn do och nach Frankfurt, Amsterdam oder aner Flughäfen mat betrafft?

Dann ass et den Transportsektor. Do fuerdere mir Piraten, dass alternativ Technologien, wéi se elo am Ausland och staark geförder ginn, vill méi ënnerstézt ginn. Well et ass jo nun emol esou, dass d'Camioner mat de gréisste Verbraucher vun de Pétroliprodukter sinn an deemspriechend och do misste fir d'éischt déi nei Technologien agesat ginn. Däitschland huet et elo virgemaach mat engem Milliounepackage, wou se wëllen de Waasserstoff förderlen.

Bon, den CO₂-Verbrauch zu Lëtzebuerg bleift gigantesch. Wéi och scho bei de Virriedner ugeklongen, wäert dee jo elo duerch d'Kris an de Corona erfogoen. Mir hoffen awer, dass déi néideg Mesuren elo geholl ginn, fir dass dat och dauerhaft bleift. An net, dass mer herno erëm e Sprong no uewen erliewe wäerten an dem Verbrauch vum CO₂. An dass Lëtzebuerg endlech vun deem 16. Februar ewechkënt an endlech, hoffe mer, eng Kéier am Juli oder am August eréischt den Overshoot Day erreecht, oder iergendeng Kéier nom 31. Dezember, also guer net méi verbraucht, wéi de Planéit eigentlech huet.

Et bleift nach ganz vill ze dinn hei am Land an der Ëmweltpolitik. A wann déi gréng en Alliierte brauchen, fir d'Ëmweltpolitik virunzudreiwen: An de Piraten wäerte se dee fannen!

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Gudde Mëtteg. Ech wëll fir d'éischt dem Claude Wiseler Merci soe fir déi Interpellatioun, déi eis och nach eng Kéier d'Méiglechkeet gétt, de Green New Deal Lëtzebuerg, also de gréngen Deal vum Konjunkturprogramm, vläch méi am Detail nach eng Kéier duerzeleeen.

Wat flott ass fir eis als Regierung ass, dass et hei e ganz briede Konsens gétt, dass d'Bekämpfung vun den Effeten, dem Nowierke vun der Coronakris an d'Bekämpfung vun der Klimakris mussen Hand an Hand goen. An ech mengen, et ass wierklech flott, dass mer hei an engem Parlament sätzen, wou, ech géif soen, bal 100 % där Meinung sinn. An dat stärkt eis natierlech als Regierung. An ech denken, dass dat och e gudde Message ass an d'Bevölkerung eran.

Wat hu mer gemaach? Mir hunn net aus Zoufall dee selwechten Dag, wou mer de Konjunkturprogramm am Regierungsrot decidéiert hunn, och de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat definitiv uegoholl. Dat heescht, mir hu ganz bewusst an deem Regierungsrot decidéiert, dass fir eis d'Relance vun der Ekonomie, d'Stärkung vun der Lëtzebuerger Wirtschaft, zesummenhängt a ganz enk zesummespillt mat eiser Energie- a Klimaplang, mat eiser Responsabilitéit, déi mer am Klimaschutz hunn.

D'Ministesch Carole Dieschbourg wäert elo nach méi an den Detail goe vun de Mesur ronderem d'PRIME House, also dee ganze Masuttsersatz, d'Renovatioun. A si wäert lech weisen, dass eleng eis Pressekonferenz schonn derzou gefouert huet, dass mer e Risenerët hu bei de Leit. An och d'Handwierker si ganz frou iwwert déi Moosnamen, déi mer elo an de Wee geleet hunn.

Vläch zur Fotovoltaik. Wat mer gemaach hunn ass, dass mer elo eng Fuerderung, déi mer oft och mam Aly Kaes hei an der Chamber diskutéiert hunn, méi einfach maache fir d'Bauern, fir direkt an d'Fotovoltaik ze investéieren, awer och fir - wat weess ech? - de Garagist, deen anere Mëttelständler, ouni mussen iwwer eng Kooperativ ze fueren, am Regierungsrot uegoholl hunn. An doduerch erhoffen ech mer och, dass mer nach e weidere Schub kréien.

Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, well hei heiansdo esou gemaach gétt, wéi wann näischt géif geschéien: Mir hunn d'lescht Joer 30 Megawatt Solar bäikritt. Dat wier, wéi wann Däitschland 3.000 Megawatt bäikritt hätte. Däitschland huet der net emol 1.000 gemaach oder just e bësse méi. Dat heescht, mir hunn d'lescht Joer véier-, fënnemol méi Solarinvestitiounen gehat zu Lëtzebuerg. An duerch déi nei Moosnamen, déi mer elo huelen, fir d'Bauern an eeben och déi Kleng- a Mëttelbetriber zu Solarenergie ze encouragéieren, hof-



fen ech, dass mer elo dëst Joer nach méi héich kommen.

Zur Elektromobilitéit: Ech war ganz frou ze héieren, dass mer do awer och e ganz grouss Konsens hunn. Ech mengen, d'Elektromobilitéit ass en Deel vun eiser Mobilitéitpolitik. Dat Allerwichtigst ass natierlech fir d'éischt d'Landsplanung. Mir maache grouss Projeten um Kierchberg, zu Esch, zu Diddeleng, zu Wolz, fir eebe grouss Quartieren do ze schafen, wou d'Leit och schafen. Dat heescht, dass mer d'Wunnen am d'Schaffe méi no beienee bréngen. Dat ass déi alleréischte Verkéierspolitik oder Mobilitéitpolitik.

Dann ass natierlech d'Teleaarbecht, an ech mengen, de Max Hahn huet et ganz richtig gesot: Mir hunn der Teleaarbecht am finale PNEC méi e grouss Stellewärt ginn. A mir schaffen och elo als Regierung drun, fir de Kader fir d'Teleaarbecht fir d'Betribber an och fir den effentlechen Déngscht ze verstärken. Ech mengen, dass déi Kris hei och bewisen huet, dass Teleaarbecht vill méi méiglech ass, wéi mer dat vläicht virdu geduecht hunn.

An dann de Vélo. Ech mengen, de François Bausch an de Lex Delles hunn d'lescht Woch eng flott Initiativ virgestallt. Mir hunn e ganz gudder Retour vun de Gemengen. Ech hu souguer héieren, dass eenzel Gemengevertrieder souguer fannen, dass een nach méi wäit këint goen. An dat fanne mer natierlech ganz flott.

Dann zum effentlechen Transport. Däitschland: D'Madamm Merkel ass vill gelueft gi fir hire Konjunkturpak, fir hir grouss Zommen. Wann een Däitschland ëmrechent relativ zu Lëtzebuerg, da muss Dir wëssen, dass wann een déi Milliarden, déi mir an den effentlechen Transport investéieren, vu siwe Joer erfrobrécht op ee Joer, da sinn dat 570 Milliounen. Dat seet de François Bausch mer. Dat ass zweemol méi wéi dat, wat Däitschland elo mécht. An Däitschland gëtt iwwerall gelueft.

Dann hoffen ech, dass mir och gelueft ginn, a virun allem eisen Transportminister, fir dat, wat e mécht, fir den effentlechen Transport zu Lëtzebuerg, an net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och iwwert d'Grenzen eraus, attraktiv ze gestalten. An de François Bausch ass amgang, mat Holland, mat Eisträich, mat anere Länner ze kucken, dass och deen europäesche Konjunkturpak méi e groussen Undeel kritt fir Investitiounen an d'Eisebunn, well méi Eisebunn et natierlech och méiglech mécht, fir dann eventuell manner Kuerzstreckeffich ze maachen.

Da vläicht zur Elektromobilitéit.

(Interruption)

Wann Der d'Zeitung kuckt, déi sech mat Autote beschäftegen, déi soen eis, dass mer Enn des Joers, Ufank d'nächst Joer, méi wéi 200 verschidde Modeller wäerten hunn, déi voll elektresch sinn. Et ass och esou, dass mer bei de Borne, wou mer zu Lëtzebuerg schonn déi gréissten Densitéit vu Borne hunn am effentleche Raum iwwert den Chargy, och elo noleë wäerten.

An eng vun de Saachen, déi mer och am Konjunkturpak decidéiert hunn, dass mer 80, also 8-0, Fast-Chargy-Stations, Schnellladegeräter deelweis op den Autobunnen, awer och, an dat war mir ganz wichteg, flächendeckend iwwert d'ganz Land maachen. Dat heescht, Dir fuert op der N7 - Dir hutt Fast Charging. Dir fuert op lechnach - Dir hutt Fast Charging. Dir fuert op Réimech - Dir hutt Fast Charging. Dir fuert op Wolz, Dir fuert op Réiden, iwwerall am Land wäert et Enn d'nächst Joer Fast-Chargy-Stations ginn. An domadder wäerte mer natierlech och d'Akzeptanz fir d'Elektromobilitéit weider verbesseren.

An dat anert, wat mer maachen, an dat wäerte mer elo an zwou, dräi Wochen an der Regierung am Detail decidéieren, ass en neie Programm fir Wallboxen, dat heescht Ladegeräter fir doheem, awer och an de Betribber. An och do wäerte mer noleëen, well et wichteg ass, dass mer ënnerstëtzen, dass déi Ladeinfrastrukturen an d'Haiser kommen.

Gutt! An nach eng kéier merci, dass Der och deen Effort vun der Regierung esou quasi iwwert d'Parteigrenze positiv begleet.

De Claude Wiseler huet nach eppes Wichteges gesot an, ech mengen, och de Georges Engel huet dat erwänt: Déi Kris hei weist eis, dass et Limite gëtt vun der extremer neoliberaler Wirtschaft, wou alles nach just op de leschte Billig-Billig verlagert gëtt. A mir als Lëtzebuerg gehéieren zu deene Regierungen, déi mat anere soen: Mir brauchen eng Reindustrialiséierung an Europa!

Den nächste Méinden ass Energieconseil. An an deem Energieconseil hunn ech eng Initiativ geholl, mat acht anere Länner, fir ze soen, dass et wichteg ass, dass mer bei Wand-, awer och bei der Solarenergie probéieren, en Deel vun där Produktioun, déi iwwert déi lescht Joren a China ofgewandert ass, zrëckhuelen. An ech spieren och, dass mer do ëmmer méi Réckwand hunn. An ech mengen, et ass och flott ze gesinn, dass dee Réckwand och vum Claude Wiseler an och vun der gréisster Oppositionspartei eigentlech matgedroe gëtt.

Wat an eise grénge Konjunkturpak vläicht e bëssen ënnergaangen ass, dat sinn dem Franz Fayot seng Moosnamen als Wirtschaftsminister. Fir d'Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg gëtt et zwëschen elo an dem 31. Dezember extreem, extreem attraktiv, fir an Energieeffizienz an och an Économie circulaire ze investéieren. An dat wäert och, wann een herno emol d'Milliounen kuckt, déi do zesummekommen, e groussen Deel sinn, e weidere Baustee vun eise grénge Konjunkturprogramm.

An ech mengen, Dir hutt an Ärer Ried, Här Wiseler, gesot, dass de Fit 4 Resilience lech vläicht e bëssen abstrakt wier. Mee a Wierklechkeet ass et esou, dass ech Investitioune brauch. Mee ier ech Investitioune maachen, ass et awer gutt, wann ech quasi en Audit maachen, wou mäi Betrib haut steet an dann eebe kucken, wouranner ech da muss investéieren, fir zukunftsfaeg ze sinn.

A genee dat mécht de Franz Fayot. En huet en Instrument, wou e quasi déi intellektuell Viraarbecht mécht, a wat een eigentlech soll investéieren, an dann op där anerer Säit eeben déi konkret Investitioune.

Zum Schluss. Déi Kris hei huet gewisen, dass mer e Land sinn, op dat mer houfreg kënnen sinn. Ech mengen, mir hunn eng enorm Solidaritéit gehat. Studenten, déi mam Vélo eeler Leit beliwwert hunn, obwuel se guer net zu hirer Famill gehéiert hunn. Mir hunn eng enorm Leeschtung am Krankesektor gemaach. Et gëtt eis immens héich ugerechent, dass mer um schwéierste Punkt vun der Kris Solidaritéit gewisen hu mat Frankräich a Schwéierverletzte zu Ettelbréck, an der Stad an anere Klinicke gefleegt hunn. A mir hate se bal allegueren erëm gesond kritt.

Dat heescht, déi Solidaritéit, déi Empathie, déi ass gewuess an eiser Gesellschaft. An ech hoffen, dass mer déi och elo mat eriwerhuele fir eeben déi schwéier Zäit, déi mer elo an der Wirtschaft kréien, an eeben och, fir d'Klimakris ze bewältegen. Op déi Solidaritéit, déi Empathie, déi mer haten an eiser Bevëlkerung, sinn ech houfreg, a mir bauen op déi op.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Turmes. An de Relais fir d'Regierung iwwerhëlt elo d'Émweltministesch Carole Dieschbourg. Madamm Dieschbourg, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, och ech soen éischstens emol e grouse Merci, well et ass wierklech eng Geleehetheit, fir nach eng kéier zrëckzekucken op den Neistart a vläicht awer dann och schonn ze soen, wat dann nach duerno nokënn.

An dofir wëll ech dermat ufänken, fir ze soen: Jo, déi Kris - an ech mengen, dat hat de Max Hahn ganz gutt gesot - sollt een notzen als eng Chance fir eeben déi aner Krisen, déi am enke Lien mat déser sanitärer Kris sinn, d'Biodiversitéit, well den Urspronk ass eng Zoonos. Do kucke mer genau op den Urspronk, wou et drëm geet, dass de Mensch ëmmer méi Raum brauch, an och op seng Aart a Weis, fir ze consommerieren, fir ze produzéieren. Mir musse déi Liene maachen an doraus déi richtig Léieren zéien an net nëmme wëllen d'sanitäre Kris iwwerstoen, wou mer, mengen ech, um gudder Wee sinn. Mee da musse mer awer och déi hannendru verstoppte Krisen, déi den Ursaache méi no kommen, déi vum Verloscht vun der Biodiversitéit, d'Klimakris an déi vun der Pollution, all gemeinsam léisen.

An ech mengen, dass deen Opschwongpak hei e Schrëtt an déi richtig Richtung ass. An ech wëll dofir ganz kloer soen: Dat heiten, dee Relanceprogramm, deen Neistart, dat ass, fir d'Saach erëm un d'Dréien ze kréien, fir de Leit kuerzfristeg ënnert d'Äerm ze gräifen, fir de Betribber ënnert d'Äerm ze gräifen. Mee et ass nëmmen en Deel vun engem méi laangfristeg Plang! An dofir huet den Här Turmes richtig gesot: „Majo, mir hunn net aus Zoufall de PNEC dee selwechten Dag ugeholl wéi déi kuerzfristeg Mesuren, déi mer bis d'nächst Joer lafe loosse.“

Fir ganz kuerz op d'Mesuren anzugeen a kuerz ze soen, wat awer d'Resultat schonn ass: Dës Woch eleng hate mer 250 Uriff bei „my-

energy“, wou Leit nogefrot hunn, déi Demandé wëlle maache fir déi Aiden, déi mer elo an Aussicht gestallt hunn, sief et am Wunnengsbau, mat „Clever wunnen“, sief et am Beräich vun der Mobilitéit, „Clever fueren“. Well et si Mesuren, déi bei de Leit ukommen, wou mer de Leit hëlfe, d'Leit ënnerstëtzen, herno besser, méi gesond, méi klimafrëndlech ze liewen.

Wou mer och d'Leit ënnerstëtzen, fir sech kënnen e Vélo ze kafen. An zwar hu mer déi Aidé verduebelt. Do gëtt et bis zu 600 Euro de Vélo. An do gesi mer, dass dat voll ageschloen huet. Do ass e Boom bei den Demanden. An do ass och e Boom bei deem, wat d'Leit wëlle wëssen. 250 Uriff! Ech soen lech fir ze vergläichen: Normalerweis sinn et tëschen 75 an 100 Uriff de Mount bei „mynergy“, fir déi Berodungen ze kréien. Dat heescht, dat huet duerchaus e Wandel bei de Leit ervirbruecht.

„An dat ass och keen Zoufall, well wann ee seet: „Dir kritt 50 % méi fir ze sanéieren. Dir kritt och den Energieberoder quasi ganz bezuelt, fir déi éischt Schrëtt ze huelen“, dann ass et kloer, dass d'Leit, déi nach gezéckt haten, elo d'Chance ergräifen, fir dat ze maachen.“

Ech mengen, dass dat e wichtige Message ass, deen och dem Handwierk guttdeet. Well mir brauchen net nëmme Mesuren, déi hëlfe, dass kuerzfristeg d'Leit net an d'Aarbechtslosigkeit falen oder fir de Betribber iwwert dës Period ze hëlfe, mir brauche virun allem Mesuren, wou d'Betribber erëm kënnen schaffen an domadder d'Aarbechtsplaz garantéieren.

An et wäert och net esou sinn, dass déi Primm herno ganz fort geet. Neen! Am Kader vun Klimaplang hu mer jo definéiert, dass mer laangfristeg och d'sozial Krittären, d'Gesondheetskrittären, déi d'Liewensqualitéit nach solle verbesseren an deenen neie klimaneutrale gesonden Haiser, iwwerschaffen. Dat heescht, et fält een och net op näischt. Mee et ass déi eemoleg Geleehetheit, fir elo ze investéieren, fir elo ze kucken: Kann ech net dee Schrëtt maachen? An domadder eiser Wirtschaft ze hëlfe.

An Här Wagner, ech muss lech awer ganz e bësse verbesseren, wat d'PRIME House ugeet. Wann Der net nëmmen d'Klimabank kuckt, mee d'PRIME House an deene leschte fénnef Joer, do hu mer awer eng 101 Milliounen Euro fir 18.350 Aiden ausginn am Kader vun der PRIME House. Dat heescht, et gëtt investéiert. Mee de Renovationspotenzial ass immens grouss.

An ech mengen, dass mer eise Betribber wierklech gutt hëlfe, wa mer hinnen iwwert dës méi schwierig Period weiderhëlfe. An ech mengen och, dass mer de Leit hëlfe, well jiddweree vun eis wëllt en Acteur si fir de Klimaschutz. Jiddweree vun eis wëllt gären een Acteur sinn, dee gestärkt aus der Kris erausgeet. An dat maache mer mat deem Opschwongpak.

An dann ass deen zweeten Deel, wourop ech awer dem Här Wiseler wëll äntweren. De PNEC ass en Deel, mee mir hunn och en Nohaltegekeetsplang, dee virun der Kris erschafft ginn ass. Mir hunn e Klimaplang, deen elo zu Bréssel ass. An als Regierung hu mer matzen an der Kris, den Här Fayot, den Här Gramegna, den Här Turmes an ech, en Opruff um europäesche Plang vu Parlamentarier, Entrepreneuren Ministeren ënnerstrach, wou mer gesot hunn, de Green New Deal, esou wéi mir elo eise PNEC bezeichnen, dee soll am Häerz vun der zukünftiger Entwécklung vun Europa sinn!

An ech mengen, als Lëtzebuurger an als iwwerzeegt Europäer ass dat genau d'Richtung:

- dass mer Prioritéite setzen an der Investitioun. Do setzt de Pierre Gramegna sech a fir d'Digitaliséierung an de Klimaschutz;

- dass mer Prioritéite setzen, wou mer dann hiwëllen;

- dass mer och Krittären zesummen definéieren, wann de Staat hëlft op laang Dauer, fir dass mer allen Acteuren an déser Gesellschaft d'Transitioun méi einfach maachen an dass mer se begleeden an deem Defi.

An dat, mengen ech, ass d'Stäerkt hei zu Lëtzebuerg. An dofir soen ech och all menge Virriedner e grouse Merci, dass mer hei zu Lëtzebuerg de Konsens hunn, dass mer dee Wee an déi Defie wëlle gemeinsam ugoen.

An domadder soen ech lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Émweltministesch. Dës Punkt ass domat ofgeschloss. Deen nächsten ...

► **Une voix.** - Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Bauler huet nach eng Fro.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Ech stelle ganz spontan eng Fro un d'Madamm Émweltminister. Si huet elo just geschwat vun hirem Klimaplang, dee se op

Bréssel agereecht huet a vu gesondheetstechneschen Aspekter an deem Kontext, wou et jo dann och soll, dovunner ginn ech aus, zu qualitative Verbesserung kommen. Ech wollt lech just froen, Madamm Minister: Gëtt et och qualitativ Verbesserung bei den Isolatione vun den Haiser, wat d'Fassaden ugeet? Ech denken, do wier bestëmmt nach ganz vill Spillraum.

Merci, fir Prezisioune do nach kënnen ze kréien.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Bauler. Ech ginn d'Wuert zrëck un d'Madamm Dieschbourg.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Bon. An engem zweete Volet vun eise System vun der PRIME House, deen d'nächst Joer soll kommen als Nofollgepaket vun deem jëtzege, wou mer och schonn amgang waren ze schaffen, well dee sollt eigentlech bis Enn des Joers stoen an um Wee sinn, sinn de facto Iwwerleungen am Beräich Gesondheet mat dran.

Bei der leschter Reform, déi 2017 a Kraaft getrueden ass, hu mer ugefaangen, ganz geziilt méi nohalteg Baumaterialien, naturbaséiert Baumaterialie méi ze ënnerstëtzen. Elo an engem zweete Volet wëlle mer dat nach méi ënnerstëtzen, wou mer an d'Kreeslafwirtschaft eraginn, naturbaséiert a gesond Materialien abauen. An dat si Saachen, wou mer deemools nach net esou wäit waren, dass dat alles handfest war.

► **M. André Bauler (DP).** - Dat heescht, déi gi finanziell méi staark ënnerstëtzt?

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Elo a bis Enn des Joers wäerte mer souwäit sinn, dass mer geziilt och Gesondheetsaspekter plus méi nohalteg Materialien nach méi geziilt kënnen ënnerstëtzen. Dat wäert also kommen. Mee et ass den Nofollgepaket.

Wat mer elo gemaach hunn am Kader vun der Kris ass wierklech, op déi besteend Primmesystemer, Top-uppen ze setzen, fir kënnen ganz schnell ze reagieren, ganz schnell eppes ze lancieren. Déi richtig Iwwerschaffung mat deene Krittären, déi kënn dann d'nächst Joer als Nofollgeprogramm vun déser PRIME House. An do wäerten déi Elementer mat dra sinn, Här Bauler.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools.

► **M. André Bauler (DP).** - Dat klängt jo gutt.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Dës Punkt ass domat ofgeschloss.

4. 7590 - Projet de loi portant dérogation :

1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;

2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental

Deen nächste Punkt vun haut ass de Projet de loi 7590 iwwert d'temporäre Ofännerunge vum Grondschulgesetz am Kader vun Bewäertungs- an Orientierungssystem an der Grondschul souwéi vun den Opnamekonditioune vum Léierpersonal an de Stage. Et hu sech ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fernand Kartheiser, den Här David Wagner an den Här Sven Clement. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur vun deem Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech stellen lech de Mëtze véier Projet-de-loie vir, déi eis Schoule betreffen, souwuel de Fondamental wéi och d'Beruffsausbildung an och d'Ausbildung vun den Enseignant. Dës Gesetze fousse allegueren op Règlement-grand-ducalen, déi am Kader vun der Kris geholl gi sinn, deenen hir Wierkung awer iwwert den État de crise erausgeet, dat heescht bis un d'Enn vum Schouljoer respektiv bis un d'Enn vum Joer.

Domat ass de Kontext gesat an ech brauch dat net bei all Projet de loi ze widerhuelen.

Den éischte Projet de loi besteet aus zwee Deeler an derogéiert zwee Artikelen aus den ofge-



ännerte Schoulgesetz vum 6. Februar 2009. Op där enger Säit geet et ëm d'Épreuves communes, déi all Kand an all Klasse am ganze Land am Cycle 4.2, dat heescht am sechste Schouljoer, mécht. Déi Tester si fir alleguerter d'Kanner gläich. An déi Tester ginn och fir alleguerter d'Kanner gläich verbessert a gläich beväert.

Dës Tester am Däitschen, am Franséischen an och an der Mathematik konnten dës Joer net ofgehele ginn, well eis Primärschoulen, well eise Fondamental iwwer zwee Méint zou war. An duerfir kënnen natierlech déi Resultater vun deenen Tester och net an d'Orientalionsprozedur matafléissen.

D'Léierpersonal an d'Elteren zesumme baséiere sech also op déi schrëftlech Produktiounen an op d'Prüfungen, déi am Cycle 4 gemaach gi waren, fir d'Kanner an déi jeeweileg Lycéien an an déi jeeweileg Richtungen ze orientéieren.

Pour la petite histoire: Mir hate virun dräi Joer e Gesetz gestëmmt, wou eebe genau déi heiten Orientierungsprozedur ofgeännert ginn ass, an dat heescht, dass déi Prozedur méi fréi ufänkt. D'Eltere gi schonn am Cycle 4.1, am fënnefte Schouljoer, bei de Bilanzgespräicher all Trimester mat erageholl fir ze kucken, wéi hiert Kand sech entwéckelt huet an a wat fir en Ordre d'enseignement et nom sechste Schouljoer soll goen. An dës Prozedur kënn, bedéngt duerch d'Kris, dës Joer hei voll zum Droen.

Op där anerer Säit geet et ëm d'Enseignanten, déi am September nei ufänken, déi am September wäerte fir d'Éischté Keier eng Klass hunn an e puer Dokumenter net konnten am Delai ofginn. Et handelt sech hei ëm den Éischt-Hëllef-Cours, et handelt sech ëm de Rettungsschwëmmer an och de Schäin, deen déi 80 Stonne Kannerbetreuung ausserhalb vun der Schoul beleet. Dat kann een zum Beispill maachen als Fussballtrainer, als Scoutschef, dat kann awer och eng Organisatioun si bei der Caritas oder bei der Croix-Rouge, fir just dës ze nennen.

Ech hunn de Moien nach eng Kéier nogefrot an ech hu mer soe gelooss, dass awer schonn eng ganz Rei vun deenen zukünftegen Enseignanten déi Dokumenter do prett hätten, well si scho vun Ufank vun hirer Formatioun un, déi jo bekanntlech véier Joer dauert, woussten, dass se dat missten no deene véier Joer hunn. An déi, déi et eeben elo net hunn, déi kréien en Delai vun engem Joer, fir dann déi Dokumenter do eranzerechen.

Et versteet sech vun selwen, dass en Enseignant, deen de Brevet vum Rettungsschwëmmer net huet, natierlech mat senger Klass dës Joer net ka schwamme goen.

Den IFEN wäert sech drëm bekëmmern, am Laf vum nächste Schouljoer déi Dokumenter erbäizekréie bei all deene jonken Enseignanten, déi dat nach net sollten hunn.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport a ginn elo schonn d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Baum. Als Éischté Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen age-droen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► Mme Martine Hansen (CSV).- Merci, Här President. An och e grouse Merci dem Rapportier fir säin ausfäerleche Rapport.

Et ass kloer, dass weeder d'Schüler nach d'Enseignanté sollen en Nodeel hunn duerch d'Coronakris, an duerfir si mer natierlech och domadder averstane, dass d'Enseignanten en zousätzlechen Delai vun engem Joer kréien, fir hir Basisformatiounen kënnen nozehuelen.

Et ass fir eis och kloer, dass d'Kanner aus dem Cycle 4.2 net kënnen déi Leidtragend sinn, dass duerch d'Coronakris d'Épreuve-communen net konnte stattfannen. Den Iwwergang vun der Grondschoul an de Secondaire ass allerdeings eng ganz kruzial Etapp fir vill Kanner. D'Decisioun vun dëser Orientalioun, déi baséiert sech dann elo virun allem op d'Arbechte vun de Schüler am Cycle 4 an och op d'Bilanen. Dat ass fir eis och esou an der Rei, well den Enseignant kennt seng Kanner nach ëmmer am beschten.

Et ass fir eis awer och kloer, dass en Deel vum Programm net konnt gemaach ginn. Et ass fir eis och kloer, dass verschidde Kanner, an dat si virun allem déi Kanner aus deene sozial méi schwaache Familjen, am Homeschooling méi Problemer hate wéi anerer.

A fir eis als CSV ass et wichteg, dass mer eeben derfir suergen, dass, éischstens, kee Kand duerch Corona e bleiwende Retard wäert behalen, an zweetens, dass d'Bildungsschéier tëschent de Kanner aus de sozial schwaachen a staarke Familjen duerch dës Kris net nach méi wäit därfer auserneegen.

An an deem Sënn deposéieren ech hei eng Motioun, wou mer d'Regierung opfuerderen, fir sech déi noutwendeg Moyenen ze ginn, fir déi schoulesch Problemer, Retarde vun de Kanner an de verschiddene Cyclé festzestellen, fir doropshi geziilt Ennerstëtzungsmoosnamen auszuschaffen an eng geziilt a gratis Nohëllef ze offréieren.

Mir froen d'Regierung och fir ze analyséieren, ob Programmupassungen opgrond vun der Coronakris an deenen eenzelne Cyclen noutwendeg sinn, awer och op de Septièmesklassen, an da bei Bedarf eeben och déi Upassungen ze maachen, fir eeben ze verhënnern, dass d'Kanner am nächste Schouljoer riskéieren, d'Schlappen ze verléieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que la fermeture des écoles et des services d'éducation et d'accueil (SEA) était sans alternative durant les phases du confinement dû à la pandémie du Covid-19 ;*

- *rappelant que le contexte socio-économique avait cependant déjà une influence significative sur la réussite scolaire des élèves avant la précitée pandémie ;*

- *constatant que la fermeture physique des écoles et la mise en place du « home-schooling » risquent d'aggraver davantage les inégalités constatées ainsi que les retards scolaires de certains élèves ;*

- *notant de surcroît que certaines matières n'ont pas pu être enseignées lors du « home-schooling » ;*

- *considérant que le passage de l'école fondamentale à l'enseignement secondaire constitue une étape cruciale du cursus scolaire des élèves,*

invite le Gouvernement

- *à débloquer les ressources supplémentaires nécessaires pour repérer les problèmes scolaires et à procéder à une analyse approfondie des retards constatés lors du « home-schooling » ;*

- *à élaborer un système d'assistance scolaire gratuit et à libérer les moyens adéquats pour assurer des cours d'appui ciblés et individuels aux élèves qui en ont besoin ;*

- *à entamer une analyse des programmes scolaires de l'enseignement fondamental ainsi que des classes de septième du lycée et à procéder aux adaptations nécessaires de ceux-ci.*

(s.) Martine Hansen, Diane Aehm, Françoise Hetto-Gaasch, Georges Mischo, Claude Wiseler.

Domadder soen ech lech Merci. An ech ginn och den Accord zu dësem Projet de loi.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Madamm Hansen. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

► Mme Francine Closener (LSAP).- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Reprise vun der Schoul war ganz komplizéiert. D'Organisatioun war schwierig fir jiddwieren: fir d'Enseignanten, fir d'Kanner, fir d'Gemengen, fir d'Elteren, fir jiddwieren. Et gouf awer keng Alternativ dozou. An et ass wierklech gutt, dass d'Schoul erëm fonctionéiert, dass d'Isolatioun vun de Kanner eriwuer ass an dass de Risiko, dass déi sozial Schéier bedéngt duerch de Lockdown nach méi auserneegeet, mol bis op Weideres och eriwuer ass.

D'Schüler, an eeben och déi aus dem 4.2, dem fréiere sechste Schouljoer, kënnen net derfir, dass Lockdown war. Si dierfen an hirem schoulesche Parcours net dorënner leiden, dass déi Épreuven net konnte wéi geplangt gemaach ginn.

D'LSAP begreiss et dofir ausdrécklech, dass déi Orientalierung an de Lycée opgrond vun deenen Elementer gemaach gëtt, déi et scho gëtt: Prüfungen a schoulesch Produktiounen. Ech mengen, et ass dat Allerwichtigst elo, dass mer de Schüler e gudden Ofschluss vun der Grondschoul garantéieren an e gudden Start an de Lycée a se net elo nach duerch Tester stressen.

Och fir d'Enseignanten am Stage huet de Lockdown Auswierkungen. A wéi de Rapportier schonn a sengem exzellente Rapport gesot huet, kënne se jo elo duerch dës Derogatioun dann och hir Dokumenter, wéi zum Beispill de Brevet vum Rettungsschwëmmer, méi spéit no-rechen. Si kënnen hire Stage also normal ugoen an déi Dokumenter bannent engem Joer erechen.

Dofir ginn ech natierlech hei fir dës Projet de loi den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel

Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

► Mme Djuna Bernard (d'él gréng).- Merci, Här President. Merci och vu menger Säit un de Rapportier fir säin exzellente schrëftleche wéi mündleche Rapport.

Mat dësem Projet de loi legiferéiere mer net nëmme fir de Corps enseignant, dee lo kuerz virum Stage awer nach ee Joer méi laang Zäit huet, fir säin Éischt-Hëllef-Diplom a säi Rettungsschwëmmer nozerechen, wat natierlech nëmme ze verstoen ass, dass dat an deene leschte Méint net méiglech war, mee mir denken awer ganz besonnesch un déi Kanner aus dem Cycle 4.2, déi hir Épreuve-communen net konnte maachen. Déi Épreuve-communé si wichteg. An awer ass natierlech ze verstoen, vu dass d'Zäit et onméiglech gemaach huet, dass si se gemaach hunn, dass si eng Orientalioun brauchen. An déi gëtt natierlech gemaach opgrond vun de besteende Tester, de besteende Épreuven, déi am Joer scho gemaach goufen. An an deem Sënn ass dat heite e ganz wichtige an néidege Gesetzestext zum Wuel vun deene Kanner.

Mir bleift heibäi just, hinnen och nach eng schéin Zäit am Cycle 4.2 ze wënschen - si hunn elo nach e puer Wochen am Fondamental, déi se dann hoffentlech kënnen genéissen - an hinnen dann e gudden Start an de Lycée ze wënschen.

Ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Madamm Bernard. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorablen Här Fernand Kartheiser.

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Här President, villmools merci. Ech wéilt och ufänken an dem Här Baum Merci soe fir dee ganz kloer Rapport. E kritt jo de Méiten direkt e puermol d'Geleeënheet, eis ze beweisen, mat wéi enger Maîtrise en déi verschidde Sujeten hei ka presentéieren.

Den Haaptpunkt, mengen ech, an dësem Projet ass effektiv d'Orientalierung vun de Kanner no der Primärschoul. D'Kanner entwéckele sech bis zulescht. A wa se wëssen, dass eng wichtige Etapp op si zoukënn, da si se natierlech besonnesch motivéiert fir ze schaffen. A mir wëssen, dass der vill sech an där Zäit virun den Épreuven communes an eeben zum Schluss vum Schouljoer besonnesch druginn hunn.

Déi Entwécklung vun de Kanner, déi kënnen mer eeben lo net vollstänneg reflektéieren an där Prozedur, wéi se hei proposéiert gëtt.

Mir hätte léiwéier gehat, et wär wéinstens eng Méiglechkeet gewiescht oder et wär och he esou gesot ginn, dass déi Kanner, déi Elteren, déi hätte wëllen op esou eng Épreuve commune zréckgräifen, dat och hätte kënnen maachen, well de Risiko, dass e Kand falsch orientéiert gëtt, ass natierlech elo méi grous wéi virun, well et eeben net kann iwwert déi ganz Period kontinuéierlech evaluéiert ginn.

Mir wäerten eis an dësem Projet enthalen. Ech wäert och beim nächste Projet nach eng Kéier rappeliéieren, dass mir als ADR eng aner Approach zu dëser Rentrée huten, well mer eeben op en anere System gehofft huten, nämlech deen, dass et méiglech sollt sinn, den Homeschooling énnert der Uleedung vun enger brevetéierter Léierpersoun virunzeféieren an net elo op dee System, wéi mer en am Abléck hunn, iwwerzegoen.

Mir gesinn d'Nodeeler. Dës Projet wëllt en Deel vun deenen Nodeeler combéliéieren, mee ech mengen, e bréngt dat net gutt genouch fäerdeg. Mir wäerten eis dofir enthalen.

Villmools merci.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Kartheiser. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorablen Här David Wagner.

(Interruption)

Nee. Da geet d'Wuert un de leschten ageschriwwene Riedner. Dat ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► M. Sven Clement (Piraten).- Merci, Här President. Als Éischt emol e grouse Merci un de Rapportier, dee sech hei an extreem kuerzer Zäit huet mussen net nëmme mat engem Projet, mee direkt mat enger ganzer Hickecht vu Projeten ofginn, fir déi ze preparéieren an och ze presentéieren. A mir wäerte bei deenen nächste Projeten nach erliewen, dass en dat ganz exzellente preparéiert huet.

(Interruption)

Wat de Fong vun dësem Projet ueget, mengen ech, ass alles gesot. Et ass relativ kloer. Et ass e relativ kuerze Projet. Nichtsdestotz ass et awer wichteg, dorop ze insistéieren, dass wierk-

lech hei keen därfer duerch eng Kris en Nodeel kréien. Et därfer net zum Nodeel vun de Kanner goen, déi enner extraordinäre Circstances hei hiert Schouljoer hu mussen fäerde gemaachen.

A virun allem dat lescht Schouljoer am Fondamental ass eent, wat schonn an normalen Zäite vu Stress gepräägt ass, well ee sech op déi Épreuve préparéiert, well een ziddert, wouhin een orientéiert gëtt. A wien an de leschten Deeg e bëssen op de sozialen Netzwerker ennerwee war, deen huet, wann en dann e puer houfreg Grouselteren a senger Frëndesgrupp huet, ganz séier gesinn, dass d'Freeddach meeschtens ganz grous war, wann hir Enkelen dann orientéiert goufen.

Deen zweete Punkt ass awer net manner wichteg. Et geet nämlech net nëmme drëm, fir hei d'Kanner ouni Nodeel duerch déi Kris kommen ze loossen, mee eeben och d'Léierpersonal respektiv dat zukünftegt Léierpersonal. Mir wëssen alleguerter, dass Léierpersonal net deen einfachste Beruff ass, dee mer hei zu Lëtzebuerg am Staatswieser offréiere kënnen. Et ass och sécherlech net deen, deen am renommiertsten ëmmer ass. Do war et an der Vergaangenheet vläicht emol anescht.

Mee et ass e schwéiere Beruff. Et ass e Beruff, wou ee sech mat vill Häerzblutt muss drastischen. An och do muss een ... An ech mengen, dass ass vläicht virun e bësse kuerz komm, dass déi méi d'Zäit da véier Joer preparéiert huten an hir Dossiere prett huten. Et ass awer net jiddwieren, dee kapabel war oder gewéllt war, dat an där Zäit ze packen. An deementspriechend ass et och he wichteg, dass mer deenen, déi sech schonn engagéieren, fir eis Kanner do ze eduquéieren, net zousätzlech Steng duerch eng Kris an de Wee leeën.

An dofir wäerten d'Piraten dës Projet de loi och matstëmmen.

► M. Fernand Etgen, Président.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Educationsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och e Merci un de Rapportier, awer och un all déi, déi hei intervenéiert sinn.

Ech mengen, en huet festgestallt, dass mer hei e pragmatische Wee gesicht hunn, fir mat den Auswierkunge vum Lockdown op d'Schoul an op d'Schüler an op hir Promotioun an awer och op d'Enseignanten eens ze ginn, awer gläichzäitig och e Wee, dee sécherlech nach ëmmer ganz staark am Interessé vun de Kanner ass an am Interessé vun eiser Schoul ass.

An ech deelen all deene Leit hir Approche, déi soen: „Mir solle kucken, dass déi Kris hei kee bleiwende Schued fir d'Kanner hannerléisst.“ An duerfir hu mer jo och scho ganz fréi decidéiert gehat, dass mer eis fir dës lafend Schouljoer op déi essenziell Contenuen mussen baséieren. Déi essenziell Contenuen, déi mer dorunner festhalen: Wat ass wichteg als Fundament, fir duerno am nächste Schouljoer de 15. September erëm gutt kënnen unzefänken, fir dass mer d'Auswierkunge vun der Coronakris just op ee Schouljoer kënnen limitéieren an dat net weider matschleefen?

An ech selwer hat och schonn ugereegert an hunn entre-temps scho meng Servicier chargéiert, eng Rei vu Modeller mol ze proposéieren, wéi een och do kéint Modeller vun Nohëllef, vun zousätzlechem Appui schafen, well et sécherlech esou ass, dass déi eng Kanner ganz gutt duerch déi Kris komm sinn, awer dass dat net fir jiddere ka gellen.

An ech deelen och déi Approche, fir eng Analys ze maachen vun deene Contenuen, déi nach dës Joer konnte behandelt ginn. Mer hu jo gesot: „Mir konzentréieren eis op dat Essenziell.“ Mir gesinn de 15. Juli, ob dat elo nach méiglech war an deene leschte Woche vun der Schoul, wou mer dann erëm regulären Unterricht an der Schoul och konnt huten, oder awéiwäit dat net méiglech war. An deementspriechend muss et natierlech och eng Repercussioun awer op déi nächste Rentrée hunn.

Haut gi mer nach ëmmer dovunner aus, dass mer déi Zäit maximal sollten notzen, déi elo do ass. An dat wäerte mer och maachen. Dat si mer momentan amgang zu maachen. An ech sinn optimistes, dass mer do ganz villes nach kënnen vermëttelt kréien, wat wichteg ass, fir bei der nächste Rentrée e gudden Start kënnen ze hunn.

Ech kann awer mat deene Proposen, déi an der Motioun vun der CSV-Fraktioun hei sinn, abso-



lutt d'accord sinn, dass mer dat doten och nach eng Kéier am Detail analyséieren nom Ofschloss vun dësem Schouljoer. A gegebenefalls, falls sech sollt erausstellen, dass e Besoin ass, dann och drop reagieren.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools dem Educatiounsminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7590. Den Text steet am Document parlementaire 7590³.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7590 et dispense du second vote constitutionnel

De Vott fänkt un.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Appel nominal (votes par procuration)

De Projet de loi ass mat 56 Jo-Stëmme bei 4 Enthaltungen uegeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Cloesener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Motion 1

Da komme mer zur Motioun, déi vun der Madamm Hansen agereecht ginn ass. Wëllt nach een eppes dozou soen? Den Här Gilles Baum.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Ech wollt e kuerzt Wuert zur Motioun soen, déi effektiv fondéiert ass, déi an hire Consideranten effektiv eng Situatioun zrückspegelt, wéi mer se kennen. Et ass gesot ginn, dass effektiv déi Kanner, déi scho vläicht méi Schwierigkeiten an der Schoul haben, lo duerch den Homeschooling warscheinlech net bevirdelegt gi sinn, mee beno-
delegt gi sinn.

Dofir mengen ech, dass mer opgrond vun all deene Leit, déi mer aver elo agehallt hunn, och fir d'B-Gruppen ze assuréieren - dat sinn der ganz vill a mir wäerten d'nächst Woch dorüwer schwätzen -, d'Méiglechkeete vläicht sollten ausloten, fir an de Gemengen effektiv iwwert d'Grouss Vakanz en Angebot unzében, en concertation mam Léierpersonal, fir effektiv virun der Rentrée kënnen grad deene Schwächsten e Coup de pouce ze ginn, fir anstänneg kënnen ze starten an dat neit Schouljoer.

Merci fir déi Motioun, déi mer matstëmmen. Ech géif de Kolleeg vun der Majoritéit un d'Häerz leeën, wannechgelift och d'Motioun hei matzedroen.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Da maache mir dat!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. Den Här Kartheiser huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo. Villmools merci, Här President. An och merci der Madamm Hansen an deenen anere Kolleegen,

déi se mat ënnerschriwwen hunn, fir dës Motioun. Mir hunn déi ganz genee gelies, well Dir wësst, dass et der ADR um Häerz läit, fir alles ze verhënnere, wouduerch den Niveau vun der Schoulen erofgeet. Mir hunn also der Madamm Hansen nogelauschert a mir hunn d'Motioun gelies.

Mee sou, wéi se formuléiert ass, kënnen mer se matdroen. Et muss ee just wëssen, an dofir wëll ech dat hei nach eng Kéier preziséieren, dass déi Interpretatioun, déi mir ginn, vun « à procéder aux adaptations nécessaires », dat heescht fir eis: eng wëssensorientéiert an intensiv Schoulbildung, ewech vum Kompetenzterrecht, a méi Niveau an eise Schoulen, fir de Kanner besser Zukunftschancen ze erméiglechen. Dat ass eis Interpretatioun vun dësem Text. An an deem Sënn stëmme mer d'Motioun och mat.

Villmools merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kartheiser.

Kënnen mer à main levée iwwert d'Motioun ofstëmmen?

(Assentiment)

Wie mat dëser Motioun d'accord ass, dee soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Hie wollt nach eppes soen!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Wie wëllt nach eppes soen?

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Den David Wagner.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déli Lénk).** - Keng Angscht, ech wäert keng länger Ried halen. Mee ech wollt aver och déi Motioun vun der CSV ënnerstëtzen. Mir mengen och, dass déi Motioun an déi richteg Richtung geet. An do steet jo och an den Invitten, dass Retarde vläicht konnte constatiéiert gi während der Periode vum Homeschooling. Dat wier natierlech eng Aart a Weis fir ze palliieren, fir aus där Situatioun dat Besch ze maachen. Mee mir wëssen all, dass et eendeiteg besser ass, dass d'Kanner erëm zréck kënnen an d'Schoul goen.

Allerdéngs, wat interessant ka sinn, wat ech och héieren hunn: Während deene Woche vun Homeschooling, do ass aver eppes Positives vläicht hänkebliwwen. Dat ass, dass op eemol iwwer e puer Wochen d'Kanner e Cours haben zu zwee oder zu dräi mam Schoulmeester oder mat der Schoulmeeschtesch, dat heescht, wou d'Enseignante sech konnte während deene Coursen esou e bësse méi op d'Kanner konzentréieren. Dat heescht, wat u sech kéint interessant sinn.

Dat ass kee Plädoyer fir den Homeschooling, mee et ass e Plädoyer, fir ëmmer méi Mëttelen ze hunn, fir dass d'Enseignanten och déi Zäit an déi Méiglechkeet hunn an enger normaler Schoul, sech kënnen op d'Schüler ze konzentréieren. Dat konnt och relativ positiv Aspekter hunn. An deem Sënn do natierlech!

Mais ceci étant dit, mir wäerten dat natierlech matstëmmen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner.

Vote sur la motion 1

An dann huelen ech en neien Ulaf: Wie mat dëser Motioun d'accord ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Dës Motioun ass domat eestëmmeg uegeholl.

5. 7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

Mir komme lo zum Projet de loi 7591, enger weiderer Ofännerung vum Grondschulgesetz. An och ginn direkt d'Wuert un den honorabelen Här Gilles Baum, deen eis seet, wouanner déi Ofännerung besteet. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Wéinst der Covid-19-Pandemie hat d'Regierung decidéiert, d'Schoulen an d'Betreiungsstrukturen ab dem 16. März zouzemaachen. Ee Mount méi spët ass decidéiert ginn, d'Schoulen erëm no an no opzemaachen: de 4. Mee fir d'Premiërschüler, den 11. fir de Lycée an de 25. dann endlech och fir déi Kleng aus dem Fondamental.

Deen Dag huet fir d'Grupp A d'Schoul nees ugefaangen. D'Grupp B war an der Betreuung oder doheim; dat heescht, an der Maison relais oder doheim. An an der Métt vun der Woch, méttwochs, ass gewiesselt ginn. A mir schwätzen haut iwwert de Plan de prise en charge en alternance. Dee fonctionéiert vum 25. März u bis un d'Enn vum Schouljoer.

Et geet am Projet de loi ëm d'Schülerbetreuung am Fondamental also. De Gesetzestext organiséiert déi ofwiesselnd Betreuung vun de Schüler am Fondamental. Dofir mussen d'Artikelen 38 an 39 vun modifizéierte Schoulgesetz vum Februar 2009 ofgeännert ginn. An deem Zesammenhang gëtt awer och d'Responsabilité civile vum Staat a vun der Collectivité publique erweidert op dat ganz Personal, dat während där Zäit mat de Kanner schafft; dat heescht, net nëmmen d'Léierpersonal, mee och d'Leit, déi an de Maison-relais schaffen. Dofir kënt et zu enger Ännerung vum Artikel 68 vum bekannte Schoulgesetz.

D'Zil ass et, den Unterrecht an zwou Gruppen ze organiséieren, soudass den Unterrecht ka garantéiert ginn, awer soudass nëmmen d'Hallschent vun de Kanner am Raum si respektiv am Schoulgebaie sinn an natierlech och nëmmen d'Hallschent vun de Kanner do opeeneetreffen. Dofir brauch een natierlech, fir dat ze organiséieren, vill méi Personal an natierlech och vill méi Raimlechkeeten.

D'Ännerung si folgend: Et ass e Gesetz mat zwee Artikelen. Den Artikel 1 betrëfft also d'Organisation. A bis de 15. Juli baséiert d'Organisation sech op folgend Prinzipien: D'Schüler sinn ageedeelt an den A-Grupp an an de B-Grupp. All Schüler aus dem Cycle 1 bis 4, mat Ausnam vum Precoce, kritt also ofwiesselnd eng Woch Schoul an der Schoul an duerno eng Übungswoch, déi en entweder kann doheim maache respektiv an enger Betreuungsstruktur.

Déi vulnerabel Schüler oder déi Schüler, déi Elteren hunn, déi vulnerabel sinn, dierfe weiderhin den Enseignement à distance weiderféieren. Si mussen awer dofir e Certificat médical liwweren.

Souwuel d'Schoulstonne wéi och d'Surveillance sinn op fënnf Stonne beschränkt. An dat geet vun 8.00 Auer moies bis 13.00 Auer mëttes mat lichte Variatioun jee nom Schoultransport. An de fakultativen Accueil an der Maison relais no 13.00 Auer gëtt natierlech och uegbueden.

Den zweeten Artikel hält also d'Ännerung vum Artikel 68 vir, wou et ëm deen auserschouleschen Accueil a falls noutwendeg d'Zesammenaarbecht tëschent dem Schoulpersonal an dem Personal aus der Maison relais geet. Et ass esou, dass mer Leit hunn, déi an de Maison-relais schaffen, awer elo am Moment an de Schoulen aushëlfe, genauso wéi mer Léierpersonal hunn, wat an de Maison-relais aushëlft. An d'Responsabilité, déi festgeluecht ass am Gesetz vum 1. September 1988, gëtt ausgedeeht op allegueren déi Leit, déi Kanner betreiien. An dat bis de 15. Juli.

Voilà! Fir weider Detailler verweisen ech op de Rapport. An ech gi schonn elo den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Georges Mischo agedroen. Här Mischo, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Georges Mischo (CSV).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt mol merci dem Här Baum fir den ausfierleche schrëftlechen, awer och mëndleche Rapport.

Et war eng Erausforderung, fir net ze soen en immens groussen Challenge fir d'Schüler, d'Enseignanten, awer virun allem och fir d'Elteren, déi déi lescht Wochen hu müssen deen doten Challenge meeschteren: de quasi abrupte Lock-down, iwwert den Homeschooling bis hin zur aktueller ongewëinlecher Schoulrentrée.

Eng Schoulrentrée, wéi et dëst Land bis dato nach net gesinn huet. No bal siwe Wochen Homeschooling an zéng Woche laangem „Bleift doheim!“ sinn d'Dieren am Fondamental den 18. Mee erëm oppaangen ënner engem Zwee-Gruppe-System: deene vill diskutierten an och a Fro gestallten A- a B-Gruppen.

Op dës Thematik ginn ech dann hei awer net weider an. Sou wéi de Ministère sech dat am Ufank virgestallt hat, konnt et net klappen, virun allem well d'Service-scolairen an d'Léierpersonal all Dag nei Consigné kritt hunn.

Als CSV stëmme mir dëse Gesetzestext mat, mat deem dëse System seng legal Basis kritt, mee ech wëll awer nach eng Umierkung maachen: Och wann elo alles steet an de System um Terrain relativ gutt fonctionéiert, sou muss en awer soen, dass et eng Herkulesaarbecht war, dëst en place gesat ze kréien. Ech hunn et

selwer als Gemengepapp gesinn a matkritt, souwuel an der Logistik wéi och an der Manpower.

Jo, et ass eng ongewëinlech an ongewëss Zäit, déi mer duerchmaachen, mee dat kritt een och dofir just hi mat enger uerdentlecher Kommunikatioun a koordinéiertem Zesummeschaffe vum Ministère an de Gemengeservicer. D'Gemengen, d'Enseignanten a souguer regional Direktiounen goufen zäitgläich mat den Eltere quasi just via Pressekonferenz informéiert.

Krittären, wéi zum Beispill d'Fraternitéit, konnten net aagehale ginn. An déi stänneg Ännerung vun net duerchduechte Mesuren hunn zäitweis zu Inkohärenz bei der Ëmsetzung an zu grousser Planungsunsécherheet gefouert. Datt d'Reprise vun de Coursen am Fondamental net am organisatoresche Chaos ënnergaang ass, ass dem onermiddlechen Asaz vun den Enseignanten an de Service-scolairen ze verdanken.

Dofir ginn ech heimadder och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi. Mir notzen awer nach eng Kéier d'Geleehheet, am Numm vun der CSV dem gesamte Schoulpersonal an de Gemengeservicer aus dem ganze Land ausdrécklech Merci ze soe fir hir Aarbecht an hiert Engagement zum Wuel vun eise Kanner.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Mischo. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Francine Cloesener. Madamm Cloesener, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Francine Cloesener (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si frou, dass d'Regierung bei allen Iwwerleeungen, wéi et an der Schoul da lo soll weidergoen, net op eng kapitalistesche Approche gaang ass, mee deene gesondheetlechen Aspekter Prioritéit ginn huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Francine Cloesener (LSAP).** - An dat gëtt an dësem Projet de loi natierlech och ganz däitlech, wou et eeben drëms geet, de System vun där Alternance genee festzeleeën.

Natierlech wier et méi einfach gewiescht vun der Organisation hier, vun der Logistik hier, fir d'Schoulen erëm ganz normal ulafen ze loossen, an deen een oder deen anere wier domadder bestëmmt och ganz zefridde gewiescht, mee aus gesondheetlecher Siicht hätt dat awer méi e grouse Risiko bedeit. A mat dësem System ass de Risiko ganz einfach just nach hallef sou grous.

En plus ass et esou, dass d'Kanner och elo ganz genee wëssen, dass se weiderhi solle virsiichteg sinn, dass se wëssen, wéi déi Geste-barrière sinn, wéi dat fonctionéiert, dass ee sech soll d'Hänn wäschten. A wann d'Schoul erëm einfach normal ugaange wär, wär dat sécher méi verluer gaang.

D'Organisation an A- a B-Gruppe war vill Opwand, dat steet ausser Zweifel. Emsou besser ass et jo, dass et och gutt fonctionéiert. A fir dëse Systeme en alternance ze organiséieren, sinn, wéi de Reporter jo preziséiert huet, selbstverständlech méi Enseignanten, méi Klasesäll néideg. Och dat gëtt jo dann hei gereegelt duerch dëse Projet de loi wéi och duerch anerer, déi mer nach an der nächster Woch hei wäerte stëmmen.

Et ass wichteg, dass all Mënsch, deen an der Educatioun intervenéiert, an dëser Zäit déi selwecht Rechter a Flichten huet. Sou ass et och ze begrëssen, dass se alleguer vun der Responsabilité civile vum Staat ofgedeckt sinn.

Här President, d'Zuele vun der Santé si gutt. Et war richteg, virsiichteg ze sinn an op dëse Modell ze setzen. Duerfir ginn ech am Numm vun eiser Fraktioun och den Accord. An och an der Hoffnung, dass d'Rentrée am September sou normal wéi méiglech wäert kënnen verlafen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Cloesener. An och ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard. Madamm Bernard, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Djuna Bernard (déli gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Schoulorganisation an A- a B-Gruppen huet de Ministère, d'Enseignanten, d'Elteren, d'Personal aus de Maison-relais, mee awer virun allem d'Gemengen an awer och d'Kanner virun eng grouss Erausforderung gestallt. D'Capacités un Personal, u Raimlechkeeten an u Méiglechkeete si maximal ausgeschöpft ginn. An esou munch ee Schoulverantwortlechen huet laang Deeg a kuerz Nuechte verbruecht mat

der Organisatioun vun där ganzer neier Organisatioun.

Wéi den Deconfinement an der Schoul am Abréll fir d'éischtéi Keier duerchgespilt gouf, war et eng Navigatioun à vue. Kee wousst, wéi d'Situatioun sech géif entwéckelen. An deemools waren d'Stémme vun „zouloosse bis an de September eran“ bis zu „opmaache“ present.

Dat Wichtigst ass awer, dass mer d'Schoul erëm opgemaach hunn an d'sanitär Moossname berücksichtegen am Sënn vun der Gesondheet vun eise Kanner a Jonken an natierlech awer och den Enseignanten. An dat Wichtigst ass virun allem awer, dass mer eis gemeinsam agesat hunn, fir dass dat dote méiglech ginn ass, dass niert der Schoul och dat nonformaalt Léieren an de Maison-relais seng Plaz hat. An déi Zesummenaarbecht tëscht beiden Entitéiten ass ëmsou méi wichteg gewiescht bei deem Deconfinement an der Schoul.

Gradesou reibungslos geklappt huet natierlech och eisen Austausch an der Educationskommissioun. An deem Sënn e grouse Merci fir déi interessant Diskussiounen. An natierlech och un de President vun der Educationskommissioun, den Här Gilles Baum, deen en exzellente schréfftleche wéi mëndleche Rapport hei ginn huet.

An an deem Sënn ginn ech den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools Madamm Bernard. An da geet d'Wuert direkt un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (*ADR*)**.- Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass e ganz wichtige Projet, dat heien. An ech wëilt ufänken, wéi ech et d'leschte Keier och scho kuerz ugedeit hunn, a soen, dass d'ADR déi Méiglecheiten anescht gesinn hätt, fir de Schoulbetrib an der Kris virunzeféieren.

Mir hunn eis kloer derfir ausgeschat, fir de Leit de Choix ze loosse, ob den Homeschooling sollt ënnert der Uleedung vun engem qualifizéierte Léierpersonal virugeféiert ginn oder ob se d'Méiglecheit hunn, fir zréck an eng Schoul ze kommen. An da wärend jo och vill manner Kanner an de Schoule gewiescht. An et wär vill méi einfach gewiescht, fir Personal a Plaz ze fannen, fir dat dann esou ze organiséieren.

Et ass e bëssen op ville Plazen eng chaotesch Situatioun gewiescht. An et kann een och wierklech nëmmen de Gemengen an och dem Léierpersonal selbstverständlech an all deene Leit, déi sech esou ugestrengt hunn an deene leschte Méint, villmools Merci soe fir dat, wat se geleescht hunn.

Dat Gesetz ass a villerlei Hisiicht net normativ genuch oder déi Dispositiounen, déi geholl goufen, well eng Onsécherheet war: Wéi wäit kënnen d'Kanner ausermee sinn oder mussen se ausermee sinn? Wéi grouss ass wierklech de sanitäre Risiko fir d'Kanner?

D'Experten hu sech gestriden um Radio, well eigentlech ... An internationalen Etüde koum et zu ënnerschiddleche Resultater. Kee weess eppes Geneeës haut! Nach ëmmer net! An et ass dofir e bëssen eng Navigatioun à vue. A wa mer op dee Wee gaange wärend, dee mir proposéiert hunn, da wär natierlech och de sanitäre Risiko méi kleng gewiescht.

Elo wësse mer net, wéi et virugeet. Den Här Minister huet ugedeit, dass mer elo vläicht déi Klassnopdeeling an A- a B-Gruppen erëm kënnen fale loosse. Mir wëssen net, wéi d'Rentrée am September elo organiséiert gëtt. Och doriwäert mussen mer geschwé schwätzen, fir dass mer eis do wéinstens kënnen matzäit drop virbereeden an d'Schoulkonditiounen sou gutt wéi méiglech virbereeden an organiséieren.

Mee och d'Gesetz ass e bëssen e Spiegelbild vun ville chaoteschen Zoustänn, déi mer an deene leschte Woche kannet hunn. Ech wëll just dräi Beispiller hei eraushiewen.

De Punkt 1 (6) (ndlr: 1 (5) am gestëmmtéi Projet) zum Beispill. Do steet: « Les études surveillées sont assurées par le personnel intervenant de l'école, lequel peut, selon les besoins, être assisté par le personnel éducatif de la structure d'éducation et d'accueil. »

Dat klängt jo gutt, mee mir hu sou vill Leit do rekrutéiert a leschter Zäit. Leit, déi zum Deel keng Qualifikatiounen haten am pedagogesche Beräich, mat enger Première. Déi kënnen da lo do ënnerstetzen. Mir wëssen net genee, wat se ënnerstetzen. Mir wëssen net genee, awéiwäit se kënnen am Schoulbetrib mat agräifen. Alles dat ass net kloer!

Mir kriegen nach Diskussiounen mat engem anere Projet, dee mer elo geschwé wäerten hei hunn, de 7579, dass mer d'Leit ënner verschiddene

Statuten aféieren. Déi eng bei private Patronen a Structures d'éducation et d'accueil, déi aner net bei privaten. Déi eng hunn eng Steuerbefreiung, déi aner net.

Alles dat spillt do mat eran. A mir wësse schlussendlech net, wien a wéini, ënner wéi engem Statut wou intervenéiert. Alles dat ass onsécher! Et ass onkloer. Et ass net transparent.

Den Här Baum wénkt Nee. Ma da wäert en eis dat genau erklären, wa mer de 7579 hei diskutéieren elo. Da kréie mer d'Geleeënheet, doriwäert nozedenken.

Dann en anert Beispill. Et ass eng Exemptioun am Gesetz vun der Schoulorganisatioun vum 6. Februar 2009 an deem Sënn, dass den Artikel 38 do - ech zitieren och hei -, normalerweis gëtt do och an de Gemengen iwwert de Contingent diskutéiert. Et heescht hei: « [...] des leçons attribuées pour répondre à des besoins en relation avec la composition socio-économique [...] », an esou weider.

Dat heescht, do gëtt eigentlech iwwert d'Zuel vun de Léierpersounen geschwat, déi néideg sinn, eeben och just fir sozial oder sozioeducativ Schwächte kënnen auszegläichen. Dat ass elo ausser Kraaft.

Et gëtt op deenen allermeeschte Plaze keen Appui méi. Et gëtt keng Cours d'accueils fir d'Primo-arrivants. Alles dat ass, wann et nach do ass, héchstens nach embryonnaire. Mee am grouse Ganze feelen déi Saachen. Dat heescht, u sech ass déi Rentrée, déi eis verkaaft gouf als eng Mesure vun der sozialer Gerechtegkeet, fir keen op der Streck ze loosse, vun engem Recht op Bildung, awer an der Realitéit eng Reduzéierung vu Méiglecheite fir vill Kanner, fir Ennerstetzung an de Schoulen ze fannen! Et ass also den Effet contraire!

Da muss een och kucken - do ass nach eng drët Saach, déi ech an deem Kontext wollt opwerfen - mam Homeschooling, do huet den Här Minister erkläert gehat, dass vill Kanner net ze erreche wäeren. An et wär eng vun deene wichtegen Argumentatiounen, fir déi Neesrentrée hei elo ze maachen, dass eebe verschidde Kanner net ze erreche wäeren, am Ufank méi wéi zum Schluss. Mee de Faktum bleift.

Do wollt ech just awer drun erënneren, dass och d'Schoulgesetz do eng kloer Sprooch schwätzt. Nämlech no Artikel 14, dass d'Elteren d'Obligatioun hu fir hir mannerjäreg Kanner, dass déi an der Verantwortung stinn, dass d'Kanner an d'Schoul ginn. A wa Kanner net errechbar sinn, da frouen ech mech awer ... Da soll den Här Minister eis emol erklären: Ass dann do d'Veantwortung vun den Eltere vun Staat eescht geholl ginn? Wat ass da gemaach ginn? Well d'Eltere sti jo an der Verantwortung, dass d'Kanner an d'Schoul ginn.

Mir sinn an der Tëschenzeit gewuer ginn, opgrond vu verschiddenen Emstänn, dass vill Leit am Ausland wäeren. Wéi ass dat méiglech?! Wusst d'Education dat dann net? Hutt Der dann net probéiert ... Hutt Der net erausfonnt, dass Eltere mat hire Kanner an d'Ausland wäeren an doduerch zum Deel net konnten errecht ginn?

Wann ech also dee Projet hei wëll resüméieren, da muss ech soen: En ass e Spiegelbild vun enger zimlech chaotescher Organisatioun vun enger Neesrentrée. E soll eis eng Warnung sinn! E soll eis kloer soen, dass dat, wat elo kënnert an deenen nächste Méint, an haaptsächlich d'Rentrée am September, muss laangfristeg previsibel, kohärent, logesch organiséiert ginn, fir dass mer d'Scolaritéit vun de Kanner sou gutt wéi méiglech kënnen virbereeden!

Dat wor elo net de Fall! Et wor zum Deel, wéi ech gesot hunn, en Effet contraire hei errecht ginn, dass manner Ennerstetzung fir verschidde Kanner, a besonnesch bei deenen, déi et vläicht am meeschte gebraucht hätten, konnt erméiglech ginn.

Mir wäerten eis als ADR bei deem Projet aus genau deene Grënn enthalen, well mer en anere Modell wollten, well mer d'Fräiwëllegkeet wollten. E reelle Choix fir d'Elteren, am Interessi vun de Kanner an am Interessi vun der Qualitéit och vun hirem schoulesche Wee.

Jo, déi Schwaach, déi brauchen Ennerstetzung. Déi, déi doheim net kënnen den Homeschooling maachen, brauchen Ennerstetzung. An déi hätte mer jo och kënnen opfänken an de Schoulen an aneren, a bessere Konditiounen, wéi dat elo konnt gemaach ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (*Piraten*)**.- Här President. Lo muss ech mech eng Keier kuerz erblosen, well wann ech dat doten alles héieren hunn, da sinn ech frou, dass ech nach nom Här

Kartheiser erauskommen, fir awer kloerzemaachen, dass mir anerer Meenung sinn.

Et ass kloer, dass d'Kanner d'Schoul vermësst hunn. Et ass kloer, dass d'Kanner hir Kollegen a Kolleginnen an der Schoul vermësst hunn, dass d'Kanner de sozialen Echange an der Schoul vermësst hunn.

Wie sech déi éischt Deeg mam Léierpersonal ënnerhalen huet, jo, deen huet héieren, dass viles net direkt esou geklappt huet, wéi et sollt, dass iwwerall e bësse Quacke waren, dass iwwerall déi eng oder aner Saach schifgaangen ass. Ech mengen, de Georges Mischo huet dat virdu gesot: Et war eppes, wat séier huet mussen goen. Et war eppes, wat net onbedéngt vum éischten Dag un zu 100 % funktionéiert huet.

An och haut nach verlaangen déi A- a B-Woche vum Léierpersonal en aussergewéinlechen Effort, deen an normale Schaffwochen u sech net geleescht gëtt. Et ass en Effort, fir engersäits de Kanner eppes bäizebréngen, déi do sinn, anersäits d'Kanner ze ënnerstetzen, déi dat nämleche oder dat vu leschter Woch doheim sollen opschaffen.

Et ass sécherlech net einfach, ënnert deene Bedéngunge Schoul ze halen! An et ass och net einfach, ënnert deene Bedéngungen an d'Schoul ze goen. Dat stellt keen a Fro. Et ass genausou, wéi et och am Aarbechtswiesem net fir jiddwereen einfach ass, sech de geännerte Konditiounen, déi mer duerch d'Kris haten an hunn, unzepassen.

Mir Piraten sinn der Meenung, dass et richtig war, dass d'Kanner erëm an d'Schoul gaangen sinn, dass et richtig war, dass d'Kanner erëm de Kontakt mam Léierpersonal haten. Iwwert déi genau Datumer, wéini dat geschitt ass, iwwert déi genau Mesuren, wéi dat geschitt ass, kann ee sech elo ganz gutt a ganz laang streiden. Ech mengen, do gëtt et esou vill Meenungen, wéi et Acteuren am Schoulwiesem gëtt. An och dat ass eppes, wat, mengen ech, net ongewinnt ass, wann et ëm d'Schoul geet.

Wat awer hei wichteg ass, ass, dass mer dee System, deen elo leeft, déi nächst Wochen net nach eng Keier op d'Kopp stellen. Et ass wichteg, dass mer dee System, wou mer eis elo iwwert déi lescht Wochen erageschafft hunn, net mam Ophale vum Etat de crise einfach nach eng Keier op d'Kopp werfen an dann nach eng Keier vu vir ufänken. Deementsprechend ass deen heite Projet de loi jo einfach nëmmen d>Weiderféiere vun deem, wat bis elo an der Schoul gemaach gouf. An ech mengen, deementsprechend gëtt et och kee Grund, fir haut dergéint ze sinn.

Et gëtt e Grund, fir verschidde Mesuren dovunner ze kritiséieren. Dat hu mer gemaach, wéi se agefouert goufen, an ech kéint elo nach eng Keier 20 Minuten doriwäert referéieren. Mee Fakt ass: Dat géif näischt änneren. Fakt ass: Et bréngt eis elo just weider, wa mer de Kanner an dem Léierpersonal déi néideg Rou ginn, fir d'Schouljoer gutt op en Enn ze bréngen.

Dofir wäerte mir dese Projet och matstëmmen.

► **M. Marc Goergen (*Piraten*)**.- Ganz gutt!

► **M. Fernand Etgen, *Président***.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educationminister Claude Meisch, wannechgelift.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse***.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Rapporteur an all de Riedner hei.

Den 13. Mäerz vun deem Joer hu mer anonciéiert, dass ab deem Dag fir eng ongewësen Durée vu Woche keng Schoul méi wär, dass dat dee leschten Dag Schoul wär. An de 16. Abréll hu mer decidéiert, dass mer d'Schoul erëm wéilten opmaachen, d'Grondschoul wéilten opmaache mat engem A-/B-Modell mat halbéierte Klassen, fir Ofstänn ze garantéieren, fir no deenen dee Moment gegebene sanitäre Kaderen iergendwéi, ënner iergendenger Form d'Schoul erëm kënnen opzekeréieren, an dat mam Datum op de 25. Mee.

Mir stelle fest, dass dat, wat mer anonciéiert hunn, den A-/B-Modell, dass deen haut funktionéiert. Hei gëtt souguer gesot, et sollt wannechgelift elo emol bis de 15. Juli weider esou funktionéieren, fir dass et op d'mannst dat an deene restriktive Konditiounen ka leeschten, wat d'Schoul soll leeschten: nämlech, dass mer eng Equitéit hunn, dass mer all Kand déi selwecht Bildung kënnen offréieren an all Kand déi selwecht Bildungschancë kënnen garantéieren.

Vum 13. Mäerz bis de 25. Mee a bis haut, den 11. Juni, wësse mer natierlech scho vill méi iwwert de Covid-19: wéi e sech verhält, wéi e sech verbreet an der Gesellschaft, wéi e seng Auswirkungen huet bei Kanner, wéi en iwwer

Schoulen a Betreungsstrukture verbreet gëtt. A mat all Dag, dee vergeet, wësse mer nach emol méi. An duerfir, denken ech, war et richtig, dass mer am Laf vun deene leschte Wochen eng gewësse Flexibilitéit un den Dag geluecht hunn, fir eis deenen neien Erkenntnisser ëmmer nees unzepassen. An duerfir solle mer och domadder net ophalen.

Duerfir war et och besonnesch wichteg, dass mer grad déi Rentrée hei am Fondamental, aneschters wéi dee Moment, wéi d'Primaner zréck an d'Schoul komm sinn, aneschters wéi beim Lycée, dee jo éischter ugefaangen huet, dass mer dat zesumme gemaach hunn: zesummen tëschent de staatleche Strukturen, zesumme mat de Gemengen, zesumme mat den Träger vun de Maison-relais. A mir hu sécherlech och déi eng oder déi aner Prezisioun, do si mer zréckkomm, hunn eis och emol nach eng Keier neorientéiert, hunn emol nach eng Keier dat eent an dat anert nei ausgeriicht, well mer dat zesumme wollte maachen, well mer gesinn hunn, jo, wat och bei deenen anere Partner geet a wat vläicht do net geet. Wat ass gewollt? A wat ass net gewollt? An deementsprechend hu mer gekuckt, d'Enner beieneenzekréieren.

A mir haten eigentlech ... An dat gëtt net grad dat Bild erëm, wat och heiansdo hei gezecht ginn ass respektiv och a villen effentleche Commentaire gezecht gouf, nämlech dass hei, jo, jiddereen e bësse fir sech geschafft hätt. Mat enormem Engagement ass zesumme gekuckt ginn, déi Rentrée do ze preparéieren. An et huet jiddereen de Maximum vu senger Säit eigentlech gemaach, fir dat ze errechen, an dat sécherlech och vu staatlecher Säit: Wann ech nëmmen un déi Onmenge vu Material denken, dass mer probéiert hunn ze mobiliséieren, ze verdeelen, bei d'Gemengen a bei d'Schoulen ze kréieren, wat net onbedéngt eis primär Aufgab gewiescht wär.

Wann ech kucken, dass mer de Gemenge gehollef hunn, zousätzlech Personal ze fannen, och fir d'Betreungsstrukturen, fir déi esou ze ressourcéieren, dass mer do kënnen rouege Gewëssens soen: „Jo, dat doten, dat fonctionéiert.“ Bis hin, dass ech och déi eng oder déi aner Keier zu Beamten un Ministère gesot hunn: „Hei, fuer mol an déi dote Gemeng a kuck mat de Leit, ob mer et wierklech hikréieren a wéi mer eis Experienz och nach eng Keier an den Déngscht vun där doter Gemeng kënnen stellen.“ An ech denken, den Här Mischo weess bestëmmt hei, vu wat ech schwätzen.

Ech wëll duerfir nach eng Keier e ganz, ganz grouse Merci soen all deenen Acteuren, déi um Terrain assuréiert hunn, dass déi Rentrée hei gutt geklappt huet. An och zanter der Rentrée, dass et gutt weidergeelaf ass. Et war - an de President vum Syvicol, den Emile Eicher, huet et gesot - eng Herkulesaufgab! Mir hu se ugeholl. An ech mengen, mir hu se zesumme reuséiert.

An et war och derwäert, déi Aufgab do unzeshuelen an all déi Efforten ze maachen, fir d'Schoul nämlech nees opzekeréieren, fir d'Schüler an d'Schoul ze kréieren, an dat op eng Manéier, wou mer awer och jidderengem konnte Vertraue maachen: de Schüler, den Elteren an och den Enseignanten, dass se sécher sinn an der Schoul. Well dat war jo dee Moment, wéi mer de 16. Abréll ugekënnegt hunn, d'Schoul nees opzemaachen, alles aneschters wéi sécher. A mir erënneren eis nach un déi éischt Gefiller am Bauch vu ganz ville Leit an déi éischt Reaktiounen, déi se haten, wéi mer gesot hunn: „Jo, mir maachen elo emol d'Schoulen nees op.“

An duerfir war et och wichteg, dee System do esou opzustellen, fir dass mer garantéieren, dass kee krank gëtt an der Schoul, weeder vun de Kanner nach vun den Enseignanten, an dass mer de Virus iwwert d'Schoulen net erëm an d'ganz Gesellschaft géife verbreden. An déi Resultater, déi mer hunn, och um Plang vun der Epidemie, déi mer wäiss, dass dat op jidde Fall net de Fall war an dass mer do gemeinsam och reusséiert hunn.

Trotzdeem, denken ech, sollte mer, sou wéi mer et an deene leschte Woche gemaach hunn, och weiderhin ofweien: ofweien, ob dee Modell, dee mer elo do hunn, ob dat nach ëmmer dee richtegen ass, sécherlech ofweien, an dat hunn ech ganz fréi gesot, am Hibréck op d'Rentrée am September, mee och nach ofweien elo virun der grousser Vakanz fir ze kucken, ob mer dat elo esou duerchezéie bis de 15. Juli oder ob mer net awer nach déi eng oder déi aner Adaptatioun kënnen maachen.



An duerfir wollt ech Enn vun dëser Woch a bis an déi nächst Woch era ganz vill Acteuren och consultéieren: Acteuren, mat deene mer dat do zesumme gemaach hunn, an aner Acteuren, och vum wëssenschaftleche Beräich, fir ze kucken, ob et net awer méttlerweil nach nei Erkenntnisser gëtt, déi eis nei Méiglechkeete géife ginn, nämlech nach eng Kéier méi Schoulstonnen ze assuréiere fir all Kand. Well dorëms geet et finalement, well all Stonn huet do hire Wäert. An all Dag, wou d'Kand an d'Schoul ka kommen, ass vu Bedeutung.

Ech wëll awer och hei nach eng Kéier soen, datt et sécherlech net esou ka sinn, datt mer nach eng Kéier dee selwechten administrativen an organisatoreschen Opwand elo maachen, fir en anere Modell ze maachen, an datt mer eis awer dovunner guidéiere loossen, datt, wa mer et einfach kënne maachen, mer dat da maachen. A wann et och net ze maache wär, well et net am Interessi vun de Kanner, am Interessi vun der Schoul ass, an och well mer eis soss d'Auer géifen do brierchen, da wäerte mer et och net maachen. Ech sinn do relativ oppen doranner. An ech denken awer, datt dat eent oder dat anert nach ka goen. A mir wäerten duerfir kucken, datt mer Enn nächster Woch eventuell kommunikéieren, wéi et da mat dem Modell ka weidergoen.

Ech soen awer elo hei Merci fir déi Zoustëmmung, déi mer hei kréien, déi elo emol bis op Weideres dat, wat mer iwwert den État d'urgence en place gesat hunn, wäert perenniséieren an domadder assuréieren, datt dee Modell, deen elo emol gutt funktionéiert, ka weiterfunktionéieren.

Villmools merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci dem Här Educationminister Claude Meisch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7591. Den Text steet am Document parlementaire 7591³. Mir huelle fir d'Éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7591 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt maachen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Mat 55 Jo-Stëmme ass de Projet uegohll, bei 4 Abstentiuonen an 1 Nee-Stëmm.

► **Une voix.** - Här President!

(Interruption)

► **La même voix.** - Den Nee ass e Jo.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Okay. Dat heescht, dann ass de Projet de loi mat 56 Jo-Stëmme a 4 Abstentiuonen uegohll.

Ont voté oui : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Émile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lambert et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle

De virleschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7592, eng temporaire Ofännerung vun der Reform iwwert d'Beruffsausbildung. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Martine Hansen, d'Madamm Francine Closener, d'Madamm Djuna Bernard, den Här Fernand Kartheiser an den Här Sven Clement. An ech ginn nach eng Kéier d'Wuert un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den Här Gilles Baum.

Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Et ass mer eng kleng passéiert, wéi ech d'Ried de Moien nach eng Kéier iwwerschaft hunn: Ech hunn effektiv vergiess, se a grouse Buschtawen erauszudrécken. Et gëtt elo eng Ustrengung fir d'Pupillen, dat hei. Mee ech halen dann de Pabeier déi Kéier am Grapp.

An dësem Gesetzesprojet geet et em temporaire Ännerungen an der Beruffsausbildung. Duerch déi sanitär Kris muss den Artikel 33 vum ofgeännerte Gesetz vum 19. Dezember 2008 iwwert d'Reform vun der Beruffsausbildung, wat d'Evaluatioun vun de Kompetenzen an de Modülle betrëfft, ugepasst gi bis de Schluss vum Schouljoer.

D'Konsequenz fir d'Beruffsausbildung sinn net nëmme d'Aussetze vun de Coursen, mee och d'Stoppe vun de Stagen an de Beruffsléieren. Et wär also domat ze rechnen, dass et Fäll géif ginn, wou keng richteg Evaluatioun vun de Kompetenzen kéint stattfannen. Dat kann eng Kompetenz vun engem Modüll sinn, dat kann awer och alt emol e ganze Modüll sinn. Fir dass d'Schüler an d'Léiermeedercher an d'Léierbouden am September hir Ausbildung weiderféiere kënnen, muss awer um Enn vum zweete Semester eng Evaluatioun gemaach ginn.

E Stage, deen ënnerbrach ginn ass, oder eng Léier, déi net ofgeschloss konnt ginn, däerf net dozou féieren, dass e Schüler oder e Léierboof net uegohll gëtt fir d'Réintree am September. Dat wär, mengen ech, fir eis allegueren heibannen inakzeptabel, an dofir mussen hei e puer Dispensen agefouert ginn.

De folgende Gesetzesprojet ass noutwendeg, well déi geplangten Ännerungen iwwert den Delai vum Krisenzoustand eraus wäerte goen. All d'Ännerunge sinn zesumme mat de Lycéesdirektoren an de Beruffschamberen ausgeschafft ginn, an och d'Équipes curriculaires ware mat dobäi fir ze soen, dass ee sech elo fir de Rescht vum Schouljoer sollt op dat Essentiell konzentriéieren. Et geet schliisslech drëm, dass kee Schüler, keen Apprenti, kee Stagiaire duerch d'Kris vum Coronavirus a senger Ausbildung benodeelegt gëtt. An dofir setze mir natierlech alles drun, dass se kënnen e propperen Ofschluss vum Schouljoer a vum Léierjoer maachen.

Déi follgend Ännerunge beschränke sech natierlech op d'Schouljoer 2019/2020. Et geet drëm, déi vill negativ Konsequenzen, déi des Kris op eis Schüler, Apprentien a Stagiairen huet, richtzbeéien. Den Artikel 1 hält verschiden Ännerunge vum Artikel 33 vir. Konkreet soll a ka keng Nott vergi gi fir eng Kompetenz oder e Modüll, déi an dësem Joer net gemaach gi sinn. An dofir soll et eng Dispens ginn.

Den Artikel 2 ännert dee selwechten Artikel fir Modülle mat evaluéierte Kompetenzen an net evaluéierte Kompetenzen. Do gesäit de Gesetzestext eng Rechnung mat enger Règle de trois vir. Als Éischt gëtt d'Zomm vun den evaluéierte Kompetenze gerechent. Duerno gëtt déi Zomm duerch déi maximal Punktzel gedeelt.

An zu gudder Lescht gëtt dat Resultat mat 60 multiplizéiert, fir eng Nummer ze kréien, déi op 60 erausleef. Huet een doriwwe méi wéi 30, dann ass dat natierlech eng Reussite an déi Kompetenzen an déi Modülle si gepackt.

Den drëtten Artikel gëtt dem Klasserot d'Méiglechkeet, een oder méi Modüllen ze dispenséieren, eng Dispens ze ginn, wann eng Evaluatioun effektiv net konnt stattfanne wéinst der Kris.

An den Artikel 4 preziséiert, dass déi dräi éischt Artikel vum Gesetzestext sech op d'Modüllen aus der Schoul an aus der Beruffsausbildung bezieien.

Fir weider Detailler verweisen ech op de schrëftleche Rapport.

Ech wëll awer eng Erklärung nach ginn iwwer eng Diskussioun, déi mer am Kader vun der Schoulkommissioun haten, eebe grad wat déi Dispensen hei ugaangen ass. An d'Fro, déi sech gestallt ginn ass, ass, ob de Conseil de classe kann eng Dispens ginn. An ech referéiere mech do op d'Gesetz vum 25. Juni 2004 iwwert d'Organisatioun vun de Lycées, den Artikel 20, wat de Conseil de classe ugeet, wou dra-steet: « Le conseil de classe a notamment les attributions suivantes : », ech ziele se net all op, « il décide sur les progrès des élèves », an, « il décide de la promotion des élèves ». Ech géif dat awer effektiv an dëser Situatioun, déi awer dach speziell ass, esou interpretéieren, dass de Conseil de classe och hei kann Dispens fir déi eng oder aner Kompetenz respektiv Modüllen aussprechen.

Dat wär et fir dëse Projet de loi. An ech ginn heimadder och d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agedroen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President, an och nach eng Kéier merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche Rapport. An och bei dësem Projet de loi misst gëllen, datt kee Student däerf Nodeeler hunn opgrond vun der Coronakris.

De Projet de loi besteet aus dräi Artikelen u sech - mat Inhalt -, ech soen elo emol dräi Artikel. Deen éischten Artikel besetzt: Wann d'Kompetenzen net konnt evaluéiert ginn, da kréien d'Kompetenze keng Nott. Dat schéngt eis logesch ze sinn. Mat deem Artikel si mer och averstanen.

Da ginn ech emol direkt bei deen drëtten Artikel. Och dee schéngt eis zimmlech logesch ze sinn. Well wann ee Modul net konnt gehale ginn, da gëtt dee Modul och net evaluéiert. Dat schéngt eis logesch ze sinn. An en faveur vum Kandidat gëtt dann am Prinzip virgesinn, datt dee Modul „réussi par dispense“ ass.

Domadder kënne mer och liewen, dat ass och an der Rei, et soll eebe kee Student en Nodeel hunn. Allerdéings muss awer an eisen Ae sécher gestallt ginn, an dorobber weist och d'Chambre des Métiers hin, datt déi Elementer, Kompetenzen, déi definitiv absolutt noutwendeg si fir ee Beruff, datt déi awer iergendwann eng Kéier behandelt gi während der Schoulausbildung, och wa se elo während dësem Modul net konnt behandelt ginn.

An dofir direkt zwou Froen un den Här Minister: Kann een dat garantéiere fir u sech alleguer d'Ausbildungen, déi mer hunn, an an deem Sënn och schonn d'Programmupassunge fir déi follgend Jore virgesinn?

Da kommen ech awer bei deen zweeten Artikel. An deen Artikel seet am Prinzip: Wann an engem Modul verschidde Kompetenzen evaluéiert ginn, da kréien déi eng Nott. A wa verschidde Kompetenzen net evaluéiert ginn, da kréien déi keng Nott. An da gëtt, sou wéi den Här Baum gesot huet, eng Reegel-de-tri ge-

maach an da gëtt op 60 héichgerechent. Prinzipiell kënne mer och domadder averstane sinn.

Mee sou wéi den Artikel geschriwwen ass, ass et méiglech, datt, wann ee Modul ... Huele mer emol un, en hätt siwe Kompetenzen, fénnef vun deene siwe Kompetenze géife jee weils mat 10 Punkte bewäert ginn, da wär ech op 50 Punkten, an ech hätt nach zwou méi kleng Kompetenzen, déi jee weils mat 5 Punkte géife bewäert ginn, da kéim ech herno och op déi 60. Wann awer elo duerch d'Covidkris just eng vun deene siwe Kompetenzen hätt kënnen evaluéiert ginn an dat wär och nach nëmme eng kleng gewiescht, vun deene 5 Punkten, an de Schüler, deen hätt dat eeben esou gesinn, wéi een dat heiansdo gesäit: „Déi 5 Punkten, dat ass jo net vill vu 60“, deen hätt dat net esou ganz seriö geholl an en hätt definitiv eng Nott vun 1 vu 5 krit. Wann ech dëst Gesetz elo applizéieren, da kritt dee Schüler 12 Punkte vu 60, an dat obschonns eeben nëmme 5 Punkte vun deene 60 u sech evaluéiert gi sinn. An dat kann an eisen Aen net sinn. Dat ass definitiv dann en Nodeel fir dëse Schüler. An hei bräichte mer Kloerheet, datt esou eng Bewäertung net däerft méiglech sinn.

Ech hat dat och an der Kommissioun gefrot. Den Här Baum ass drop agaangen. Ech hat du gesot kritt schonn, de Conseil de classe kéint dat decidéieren. Ech hat dun och gefrot, wou dat stéing, well dat stéing net esou am Text. Dunn hunn ech eebe gesot kritt, ech krit nach eng Antwort. A gëschter Owend hunn ech dun och e Mail kritt, do gëtt dann nach eng Kéier op den Artikel 20 vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun de Lycées higewisen, wou dann eeben drasteet, datt de Conseil de classe kann iwwert d'Promotioun deliberéieren. Mee hien decidéiert awer net iwwer eng Nott! An hei ass et d'Nott vum Modul. An dun hunn ech d'Gesetz iwwert d'Formation professionnelle gekuckt. Do steet och, d'Nott gëtt vum Enseignant festgehalten an en Enseignant zertifizéiert d'Nott nach eng Kéier vum Modul.

Ben, wann ech dat elo nach ganz large wëllt interpretéieren, da géif ech och nach soen: „D'Méiglechkeet besteet eventuell, datt de Conseil de classe kéint, wann en dat wëllt, decidéieren, dass de Schüler hei kéint eng Dispens kréien.“ Dat hunn ech awer ... Ech mengen, de Gilles Baum huet mer de Moien nach eng Kéier e Mail geschéckt, wéi et dann tatsächlech an der Praxis ausgesäit. A wann ech dee Mail liesen, da kann ech awer net averstane sinn. Well hei steet dran, wéi et an der Praxis gemaach gëtt, datt et héichgerechent gëtt mat der Reegel-de-tri. An da steet awer do: „De Conseil de classe huet nach ëmmer d'Méiglechkeet, eng Dispens auszeschwätzen, wann dat situatiounsbedéngt op dee Schüler besser passt.“

Mee wat heescht dat, „hien huet d'Méiglechkeet“ a „wann dat situatiounsbedéngt besser passt“? Dat ass fir mech, oder fir eis, absolutt net kloer! Mir bräichten hei Kloerheet, datt an deem dote Fall en faveur vum Kandidat dee Modul net kéint berechent ginn. An dofir wäerte mir eis bei dësem Projet de loi enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hansen. Dann ass den nächste Riedner déi honorabel Madamm Francine Closener.

► **Mme Francine Closener (LSAP).** - Villmools merci, Här President. Wéi de Rapporteur et scho ganz pertinent beschriwwen huet, muss wéinst der Pandemie och bei der Formation professionnelle also Upassung virgeholl ginn. Modüller, verschidder, a souguer och Stagë konnt eebe wéinst dem Lockdown a senge Suiten net duerchgefouert an evaluéiert ginn. Et ass awer evident, datt een elo net kann einfach d'Schüler dozou forcéieren dëst Joer, déi verpassten Elementer nozehuelen.

Duerfir gesäit dëse Projet effektiv vir, fir mat Dispensen ze schaffen. Natierlech ass dat net optimal. Grad an der Beruffsausbildung kann all Léierstonn, an Erfahrung, déi ee mat op de Wee kritt, vun enormer Bedeutung sinn. Duerfir muss effektiv gekuckt ginn, wéi am Laf vum nächste Joer oder am Laf vun den nächste Jore sou Elementer nach vläicht kënnen opgefaange ginn. Mee well d'Apprentien awer mat enger Nott aus dësem Schouljoer muss kënnen erausgoen, meng méer, dass déi Léisung, déi dëse Projet hei virgesäit fir d'Berechnung vun deem Ausbildungsjoer, eng gutt Léisung ass, dass och am Interêt vun all Schüler an all Schoul gehandelt gëtt.

An an deem Sënn ginn ech dann och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

Le saviez-VOUS?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Polygraphic SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

► **Mme Djuna Bernard** (déi gréng).- Merci, Här President. Léif Kollegeninnen a Kollegen, et ass nach guer net sou laang hier, dass mer nach an der aler Pleniére iwwert d'Formation professionnelle geschwat hunn. Dës Jonk sinn och natierlech vun der Kris betraff. An hinne feelt déi néideg Evaluatioun vun hire Kompetenzen, hire Modüller an och gegeebefalls hire Stagen. Dese Gesetzestext bitt hinnen eng Dispens oder eeben eng Nott, déi via Règle de trois ausgerechent gëtt.

Eis gouf och an der Kommissioun versécher, dass de Conseil de classe an d'Proffan dat Ganz natierlech och hei wäerten am Interêt vun Schüler kucken a bewäerten. An ech mengen, et ass ganz wichteg, dass d'Schüler net déi Leidtragend sinn a puncto Notten an a puncto vum Suivi vun hirer Formatioun vun déser Kris. Natierlech muss och weiderhi gekuckt ginn, wéi dat Ganz kann an déi weider Formatioun agebaut ginn, dass do net Lacunne bliwen. An ech si mer sécher, dass d'Proffan dat och wäerten um Schierm hunn.

An deem Sënn fanne mer dese Projet richteg a wichteg. An ech ginn heimadder den Accord vun der grénger Fraktioun, ouni awer ze vergiessen, dem Rapporteur villmools Merci ze soe fir säi Rapport.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Madamm Bernard. Da ginn ech d'Wuert un den honorablen Här Fernand Kartheiser weider.

► **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, Här President, villmools Merci. An ech wëll dem Här Baum och Merci soen. En huet haut e besonneschen Effort gemaach, an dat muss mer natierlech och unerkennen. Bei eis ass zwar elo net de Problem onbedéngt vun der Gréisst vun de Buschtawen - dee kéint heiansdo bei mir och vir -, mee éischer de Contenu vum Gesetz.

Et ass nämlech esou, dass mer wierklech hei net draosten hunn, wéi déi Lacunne sollen opgefëllt ginn. Well dat eent ass jo d'Notatioun vun Schüler an dat anert sinn déi Lacunnen, déi en a sengem Wëssen an a sengem Kënnen huet.

Mir hu jo hei elo Erklärungen héieren. An d'Madamm Hansen an anerer hu gesot: „Et steet net am Projet hei dran, wéini a wéi déi Lacunne sollen nogeholl ginn.“ Dat gesi mir och, wa mer soen: „Mir dierfen engem Schüler net elo duerch déi Covidphas hei schueden.“ Da sinn dat jo eeben net nëmmen d'Punkten, mee et ass och einfach säi Wëssen, fir säi Beruff herno kënnen ze maachen. An dofir kann een do déi verschidden Interpretatiounen hunn.

Ech wëll d'Kolleege vun der CSV awer drun erënnere, wat se eis just virdrun hei gesot hunn. Bei der Motioun, déi mer beim éischte Projet haut gestëmmt hunn, do huet d'CSV gesot: « à entamer une analyse des programmes scolaires », do ass et em d'Orientierung gaang no der Primärschoul, « de l'enseignement fondamental ainsi que des classes de septième du lycée et à procéder aux adaptations nécessaires [...] ».

Do hu mir als ADR eebe gesot, well mir eis konsequent sinn, dat muss heeschen, dass kee Wësse verluer geet op der Streck. An dat gesi mer an deem Projet genau. Et dierf duerch Covid kee Wësse verluer goen! Et dierf een d'Programmer net allegéieren, mee et muss ee kucken, dass d'Leit op deem héchstméiglechen Niveau qualifizéiert ginn.

Dee Gesetzesprojet ass zwar ganz kuerz, mee en ass awer schwéier ze verstoen. An d'Madamm Hansen huet jo do Rechebeispiller ginn. Mir hunn nach de Moien eng Note explicative kritt. Déi wor ganz interessant a fir mech och e

bësse verwonnerlech. Ech sinn elo ronn zéng Joer an der Politik, mee et ass déi éischte Kéier an deenen zéng Joer, wou ech eng Note explicative kréien, wou drasteet: „Et soll een, fir dat Gesetz besser ze verstoen, d'Artikelen vun hinnen no vir liesen.“

(Hilarité)

Dat wär méi einfach. An ech wëll dat hei, well ech wëll awer déi Freed deelen: « Aux fins de clarification », steet an der Note explicative, « il est plus facile », dat soen ech, « de lire les articles en sens inverse en allant de l'article 3 vers l'article 1^{er}. »

(Hilarité)

Wësst Der, Här President, wonnert lech net, awer ech soen lech, dass mer eis enthalen. Ent-hale wéinst dem Contenu vun deem Projet, mee virun allem och enthalen, well mer gär wëissten, am Interessi vun deene jonke Leit, wéi se a wéini se d'Geleeeënheet kréien, fir déi Lacunnen, déi se elo an hirer Schoulkarriär kucken, nozuehelen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten ageschriwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement** (Piraten).- Merci, Här President. Ech sot et scho virdrun: Et dierf kengem duerch d'Kris en Nodeel geschéien. Dat soll net beim Léierpersonal sinn, dat soll net bei de Kanner am Fondamental sinn an dat soll och net bei deene sinn, déi eng Léier maachen, eng Berufsausbildung maachen.

Deemetspriedend, als Éischt nach eng Kéier merci un de Rapporteur, dee sech dës Kéier besonnesch Méi ginn huet, fir eis de Rapport virzedroen, wann dat och éischer technesche Problemer geschéit war. Mee vun de Piraten aus gëtt et och heifer den Accord, well: Et soll kengem en Nodeel geschéien, ob een e Brëll brauch oder net!

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Educatiounsminister, den Här Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Merci, Här President. Dir dammen an Dir Hären, och hei hu mer probéiert, ganz pragmatisch ze reagéieren an ze kucken, wéi mer d'Kontinuitéit vum Léierprozess kënnen assuréieren an awer och d'Apprentien net benodeelegen. Dat hu mer zesummen ausdiskutéiert mat deene Responsablen aus de Lycéeën, awer och mat de Vertrieeder vun de Chambres professionnelles, well mer jo d'Formation professionnelle zesummen organiséieren mat de Berufskumme- ren.

An ech denken, dass mer hei an deem ganz komplizéierte System e Wee fonn hunn, wou mer deene Krittären do gerecht gi sinn. Allerdéngs, grad well de System vun der Formation professionnelle scho sou komplizéiert ginn ass, ass en heiduerch nach net méi einfach ginn. An dat erklärt da vläicht dee Rot, deen de Fernand Kartheiser do aus eisem Haus kritt huet.

Et ass gefrot ginn, fir d'Programmer unzepas- sen am Laf vun nächste Joer. Ech denken, dass mer dat hei effektiv mussen punktuell fir déi èn- nerschiedlech Formatiounen och iwwerleeën op där enger Sait. Well mer hu jo och all Kéiers e Projet integré, deen en Zyklus ofschléisst vun der Formatioun, wou herno nach eng Kéier

iwwert déi ganz Formatioun zréckgekuckt gëtt an eigentlech déi Kompetenzen, déi um Programm sinn iwwer all d'Joren, zum Schluss nach eng Kéier kënnen ofgeprüft ginn an dem Projet integré. An do dierf dann effektiv kee Lach entstoen.

Op där anerer Sait dierfe mer awer och elo net zousätzlech Epreuves d'nächst Joer nach eng Kéier anzéie fir eventuell dat, wat dëst Joer schonn hätt misse geleeht ginn, well soss geheie mer do och erëm eng Kéier deen dach komplizéierte System nach eng Kéier op d'Kopp. An deen een oder deen anerer Ap- prenti géif vläicht doduerjer och grad riskéieren hänkenzebleiwen.

Ech ka mer awer ganz gutt virstellen, dass mer eng Kommunikatioun an deem dote Sënn och, souwuel un d'Schoule wéi och an d'Beruffskum- meren, wäerte ginn, fir eebe sécherzeste- len, dass dat, wat ech herno fir mäi Projet inté- gré final wierklech muss gesinn hunn, och ge- maach ginn ass. Dat ass och parallel ze gesinn zu deem, wéi mer jo am Fondamental an am Secondaire gesot hunn: Mer sollen eis op dat Essenziellt baséieren!

Duerfir denken ech, dass dat, virun allem well dat jo och eng Kommunikatioun war, déi mer fréi gemaach hunn ...

(Brouhaha)

► **Une voix**.- Pscht!

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- ... an déi och hei am Haus begréisst ginn ass, och zum Beispill vun de Spriecher vun der CSV hei am Haus begréisst ginn ass, dass mer eis op dat Essenziellt vun de Contene solle konzén- tréieren.

Et ass souguer recommandéiert ginn, mer sol- len dat net nëmme elo an der Covidphas maachen, mer sollen dat permanent maachen. Dat wär eigentlech eppes, wat souwisou eng Kéier misst geschéien. An dierfir wonnert et mech dann awer elo e bëssen, dass hei esou pedantesch insistéiert gëtt, dass dat, wat vläicht hei elo net am Detail konnt gemaach gi wéinst der Covidkris, dann awer onbedéngt herno am September nach eng Kéier nei misst noge- maach ginn.

Ech denken, et gëtt Contenten, déi muss den Apprenti vermëttelt kréien. An dorobber solle mer Wäert leeën. An et gëtt och vläicht anerer, do géife mer warscheinlech d'nächst Joer nëmme méi komplizéiert maachen. An dat ass och net am Sënn vun deene Jonken.

Ech wëll awer och nach eng Kéier drop hiwei- sen, dass et gesot hunn: „Dee System hei ass komplex à la base an e gëtt duerch dës Inter- ventioun hei net méi einfach!“ An dierfir fan- nen ech et absolutt sännvoll, dass mer grad hei déi Flexibilitéit nutzen, déi de Conseil de classe huet.

An elo d'Aarbecht vun engem Conseil de classe esou duerstellen, dass dat eigentlech just eng Rechemaschin wär, dass dat e renge Compu- ter wär, dass dat e rengen informatesche Pro- gramm wär, dee géif Moyenné beieneenzielen an dann nach just decidéieren, ob et an déi Richtung oder an déi Richtung geet, a just dat géif kucken, wat déi Moyennou do aussoen, dat gëtt awer der Kompositioun vun engem Conseil de classe an der Iddi vun engem Conseil de classe net gerecht!

Ech denken, dass grad déi Leit, déi den Ap- prenti op d'mannst iwwer ee Joer laang gesinn hunn, déi vläicht säi scholesche Wee iwwer Jore laang konnte begleeden, awer absolutt à même sinn, fir dorobber ze reagéieren, wa vläicht hei nëmme eng Kompetenz emol beurteilt ginn ass, an dat iwwert déi Reegel de tri dann héichgerechent gëtt an dann eng ganz héich oder eng ganz niddreg Nott derbäi erauskënt.

Déi Kommunikatioun, déi mir ginn, dass ass, dass duerch esou Decisiounen keng Nott dierf erofge- sat ginn. Dat wär eng Sanktioun. Mee et ass awer do, wou de Schüler vläicht duerch dee Re- chemodell hei elo benodelegt ginn ass, dass de Conseil de classe absolutt d'Fräiheet huet, fir deem entgéintzewierken an da kënnen d'Nott eropzesetzen an eeben de Gesamtfall ze kucken.

An zu deem Gesamtfall gehéiert eeben och déi doten extreem Situatioun, déi Härtefall, déi hei geschildert gi sinn. An ech hunn absolutt Ver- trauen, mee ech kann et awer och nach eng Kéier un d'Leit an de Schoule kommunikéieren, dass déi dat mat Verstand an och mat Härz wäerte maachen.

Villmools merci.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Merci, Här Minister. Parole après ministre fir d'Madamm Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här President. Ech fannnen et dann erstaunlech - ech liesen elo nach eng Kéier hei, wat ech ge-

sot hunn -: Et muss an eisen Ae séchergestallt ginn, an dorobber weist och d'Chambre des Métiérs hin, dass déi Kompetenzen, Elementer, déi an der Berufsausbildung essenziell sinn, déi fir de Beruff essenziell sinn, müssen an der Aus- bildung behandelt ginn.

An dat hunn ech gefrot. An ech géif et ko- mesch fannen, wann den Här Minister dat do- ten net géif esou matdroen.

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Ech denken, dass et kloer war a menge Wiederer an dass dat deem doten absolutt Rechnung dréit.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Ma Dir hutt mir awer ënnerstallt, mir géifen eis net op dat Essenziellt begrenzen.

(Interruption)

► **M. Fernand Etgen**, Président.- D'Diskus- sioun ...

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Ech kann domadder liewen, wa mer eis eens sinn.

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Här Meisch.

► **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.- Ech kann absolutt domadder liewen, wa mer eis eens sinn.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen**, Président.- Okay. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Pro- jet de loi 7592. Den Text steet am Document parlementaire 7592⁴.

Fir d'Éischt de Vote électronique fir déi perséin- lech Stëmmen. Duerno maachen ech den Ap- pel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7592 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dese Projet de loi mat 35 Jo- Stëmme bei 25 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusti Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. Gilles Baum) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto- Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Gilles Roth), Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

7. 7593 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail

De leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7593, eng Ofännerung vun Aarbechtsrecht am Kader vun der Berufsausbildung. A Rapporteur vun deem Projet ass nach eng Kéier den honorablen Här Gilles Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

► **M. Gilles Baum (DP), rapporteur.**- Voilà! Elo geet et erëm besser. De Computer huet gutt geschafft, da kommen ech méi séier derduerch.

Wéi mer alleguerten heibanne wëssen, ass dës Kris net spuerlos un eise Betriber laanschtgaangen an och net spuerlos un all deene Leit, déi do schaffen. Dat géllt och fir eis Léierbouwen an eis Léiermeedercher. Eng ganz Rei Betriber hunn hir Aktivitéiten erofgefuert oder hu souguer während enger Zäit ganz zougemaach. De Confinement huet d'Organisatioun an d'Beväertung an der Berufsausbildung op d'Kopp gehäit, well d'Léierbouwen a -meedercher hir praktesch Formatioun beim Patron hu mussen op Äis leeën. Mat der ekonomescher Reprise riskéiert awer dee gudden Oflaf vun der Berufsausbildung fir d'Joer 2021 méi schwéier ze ginn duerch d'Konsequenzen och vun der sanitärer Kris.

Den Artikel L. 111-3 Paragraf 4 aus dem Code du travail gesäit vir, dass de Contrat d'apprentissage bis den 1. November muss ofgeschloss ginn. Well et ekonomesch awer nach méi lues geet, gesäit dës Projet de loi vir, den Delai bis den 31. Dezember ze verlängeren.

Falls e Contrat d'apprentissage opgeléist gouf, gesäit de Code du travail och vir, dass de Léierbouf oder d'Léiermeederche sechs Wochen huet, fir sech en neie Patron-formateur ze sichen. Dës Projet de loi gesäit vir, dass d'Konditioun vun deene sechs Wochen ausgesat gétt fir déi Kontrakter, déi nom 16.3. opgeléist goufen, an et kann een déi Kontrakter bis un d'Enn vum Schouljoer erëm ophuelen.

Et ass e klengen, awer en extreem wichtege Projet de loi fir alleguerten eis Jonk an der Ausbildung. Ech ginn och domat schonn den Accord vun der d'Demokratescher Partei an ech freeë mech dann drop, fir d'nächst Woch kënnen dräi weider Projet-de-loien hei ze presentéieren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Baum. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madamm Martine Hansen agegrod. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. A fir d'éischt nach merci dem Rapporteur fir säi leschte Rapport da fir haut. D'Covidkris, an och dat huet de Rapporteur scho gesot, hat, huet a wäert och nach Konsequenze fir eis Betriber hunn. Awer genau dës Betriber

sinn immens wichtege fir eis Berufsausbildung, well ouni si geet et net. Ouni si ass d'Léieren e bëssen - ech vergläichen et elo mol mam Danzen -, wéi danzen ouni Musek. D'Praxis feelt einfach! Theorie eleng geet net duer, also brauche mer d'Realitéit vun de Betriber. An däers musse mer eis vläicht e bësse méi bewosst ginn!

Mat dësem Projet de loi ginn elo déi strikt Zäitlimiten, fir en éischte Patron ze fannen, wann een d'Ausbildungen ufänkt, oder fir en neie Patron ze fannen, falls ee Kontrakt fréizäiteg opgeléist ginn ass, opgelackert. Dat ass gutt esou, well et soll definitiv verhënnert ginn, och an der Berufsausbildung, datt e Student seng Ausbildung opgrond vu Covid-19 net kéint ufänke respektiv misst ofbriechen.

Allerdéngs, an dat wëll ech hei nach eemol betounen, muss alles dru gesat ginn, datt esou mann wéi méiglech Studente musse vun dësem Projet de loi profitéieren, well ech soen et dann eeben nach eemol: Déi praktesch Ausbildung an engem Betrib, déi praktesch Berufserfahrung an der reeller Welt ass essenziell!

An hei riskéiere mer leider an Zukunft, Problemer ze kréien, ganz einfach well eis Betriber och Problemer hunn. Dann ass d'Ausbildung vläicht net méi direkt hir éischt Prioritéit an da riskéiere mer op eemol, net méi genuch Ausbildungsbetriben ze kréien.

De Marc Spautz huet an dësem Sënn eng Question parlementaire gestallt. Ech hoffen, datt eis Ängschten hei net bestätegt ginn.

An dofir wëll ech ofschléissend just nach eemol soen: Et ass ëmsou méi wichtege, datt mer wierklech all déi Betriber, déi een ausbilden, mat alle Moyenen ënnerstëtzen, déi nëmme méiglech sinn!

An domadder ginn ech dann och den Accord fir dës Projet de loi vun der CSV-Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hansen. Da ginn ech d'Wuert un déi honorabel Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Francine Closener (LSAP).**- Merci, Här President. A merci och nach eemol dem Rapporteur. Och d'Apprentië kënnen näischt fir dës Kris an de Confinement. Duerfir ass et richtig, derfir ze suergen, datt se keng gréisser Desavantagen an hirem Parcours kréien. Duerfir ass et richtig, datt se bis Enn des Joers Zäit kréien, fir eng Ausbildungsplaz ze fannen.

Vu datt effektiv vill Betriber sech wäerte schwéierdoen, fir Léiermeedercher a Léierbouwen ze huelen, dat ass jo effektiv haut schonn net ëmmer evident, gétt et sécherlech net méi

einfach. An duerfir ass et och richtig, déi Sechs-Woche-Regel fir dës Joer ewechzeloosen, wann een en neie Patron muss sichen.

An duerfir ginn ech dann natierlech och zu dësem Projet de loi den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Closener. An ech ginn d'Wuert direkt weider un déi honorabel Madamm Djuna Bernard.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- Pscht!

► **Mme Djuna Bernard (déi gréng).**- Merci, Här President. An Zäiten, wou den Aarbechtsmarché op der Kopp steet, sinn et leider op ville Plazen d'Freelancer, d'Stagiaren, d'Studentenjobben, déi déi Éischt sinn, déi op der Kipp stinn. An ëmsou méi wichtege ass et hei, dass mer mat dësem Gesetzesprojet déi jonk Apprentien ënnerstëtzen a begleeden op hirer Sich no enger Stageplaz, fir am Kader vun der Formation professionnelle kënnen praktesch Erfahrungen an de Betriber ze sammelen.

Dat ass, wéi scho gesot, kee ganz einfache Prozess fir si, och net an normalen Zäiten. Et wäert och elo an de kommende Wochen a Méint net méi einfach ginn. Emsou méi wichtege ass et, dass d'Delaien hei verlängert ginn, mee awer och, dass d'Begleedung vun de Jonken an dësem Prozess ëmsou besser funktionéiert, dass déi Ennerstëtzung do ass. An do sinn ech mer sécher, dass dat gemaach gétt.

An deem Sënn: Mir begrëssen dës Projet de loi an ech ginn heimmadder den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech wëll awer och nach dem Rapporteur fir de véierte Gesetzestext vun dësem Mëtteg e grouse Merci soen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Bernard. D'Wuert geet direkt un den honorabelen Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Jo, Här President. Ech kann et ganz kuerz maachen, well den Här Baum huet eis déi kéier wierklech iwwerzeegt a mir stëmmen dës Projet mat.

(Interruption)

Et ass awer, muss ech soen, och wierklech agreabel, am Kader vun dësem Projet och en anere Bléck op eis Entreprises ze werfen. Mir haten am Ufank vum Nomëtteg Leit hei, Ministere vun der Regierung, déi eis Entreprisë wëllen dirängelen. Elo schwätze mer iwwer déi Manéier, wéi mer eis Entreprisë kënnen derbäi

ënnerstëtzen, jonk Leit auszebilden. Dat ass eng positiv Approche. Dat ass déi richtig Approche, wéi mer mat eisen Entreprisë sollten zesummeschaffen. An ëmsou léiwer stëmme mer dës Gesetzesprojet och mat.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. De leschten agedroene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Merci och nach eng kéier dem Rapporteur fir de Rapport, deen dës kéier a grouse Buschtawe virgedroe gouf.

(Hilarité)

Wann et ëm d'Stagé geet, da gétt et vläicht ee klengen Bemoll. Dat ass, datt et haut, an dat ass vläicht de Chambre-professionnelle zouzedroen an net direkt dem Minister, nach ëmmer heiansdo schwéier ass fir Entreprises, fir Stageplazen ze offréieren, well se gewësse Konditiounen mussen erfüllen. Dat ass deen ee Bemoll. Wa mer eis nämlech ëmmer driwwer opreegen, datt et net genuch Stageplaze gétt, da sollt ee sech vläicht och eng kéier Gedanken driwwer maachen, wéi een et vläicht nach méi einfach ka maachen, datt Entreprises, grad och jonk Entreprises, kënnen Stagiaren ausbilden.

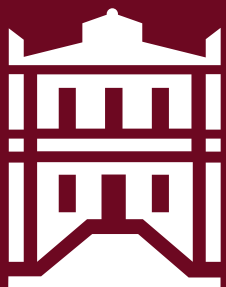
Dat gesot, soll och erëm hei d'Kris kengem zum Nodeel ginn. An dofir droe mir dës Projet och mat.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Educatiounsminister Claude Meisch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och hei nach eng kéier e grouse Merci un de Gilles Baum als Rapporteur, och un déi aner Intervenanten. Ech denken, datt dat heiten eng éischt Interventioun ass, déi mer elo gemaach hunn, déi mer och esou mat de Chambres professionnelles diskutéiert hunn. Woubäi ech awer do wëll soen: Do ginn d'Meenungen och ausereen, wat elo den Delai ubelaangt, bis wéini een e Contrat d'apprentissage kann ofschléissen. Mer hunn deen Delai elo no hanne verréckelt, fir eeben ze assuriéieren oder, soe mer mol sou, deene jonke méi Chancen ze ginn, nach e Kontrakt ze kréien an der Berufsausbildung fir d'nächst Joer.

Mer mussen awer dee ganze Beräich, de Secteur, d'Zuel vun den Apprentien, vun de Léier-



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.

plazen am A behalen. Op där enger Säit: Et gëtt eng ganz Rei vun Entreprises, déi an ekonomesch Schwieeregkeete gerode sinn duerch des Kris an eventuell souguer Personal ofbauen, och riskéieren, Apprentien ofzebauen oder souguer ganz an eng Faillite ze geroden oder de Schlüssel ënnert den Teppech mussen ze leeën.

Do ginn also Plaze verluer, wou jo haut nach Jonker ausgebilt gi sinn. Dat mussen mer um Radar behalen! Mir mussen kucken, wéi mer do robber reagéieren, zesumme mat aneren Entreprises, zesumme mat eise Schoulen. A mir mussen awer och ganz enk am A behalen, wéi d'Entreprises elo Léierplazen ausschreiwe fir d'nächst Joer, well sécherlech eng ganz Rei vun Entreprises och elo en anere Fokus hu momentan, wéi vläicht auszebilden.

Déi Angscht ass do, op eiser Säit, och op der anerer Säit. Ech muss allerdeings soen, datt déi éischt Echoen, déi mer kréien, och aus den Entreprises, éischer positiv sinn. Mee mer mussen dat doten am Bléck behalen! Mer mussen natierlech kucken, wéi mer deene Jonken, deene Schüler, déi vun enger Cinquième kommen, déi an d'Beruffsausbildung wëlle goen a vläicht elo duerch déi heite Situatioun covidbedéngt keng Léierplaz fannen, aner Alternative kënnen ubidden, wéi mer d'Entrepris vläicht méi staark nach kënnen dran ënnerstëtzen, wéi mer eis Lycéeën awer och kënnen fit maachen, fir do alternativ Programmer ze bidden.

Mir soen allegueren zesummen hei an op anere Plazen: Duerch de Covid däerf et keng verluer Generatioun an der Schoul ginn! Nun, hei riskéiere mer se. An dat heiten ass eréischt eng éischt Interventioun, déi mer gemaach hunn. An dat mussen mer ganz enk suivéieren. Ech si sécher, datt mer dat nach méi wéi eng Kéier hei mussen erëm diskutéieren.

Villmools merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Meisch. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss.

Mir komme lo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7593. Den Text steet am Document parlementaire 7593⁵.

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen. Duerno maachen ech den Appel nominal fir de Vote par procuration.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7593 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un.

Wien e Vote par procuration wëllt ofginn, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Appel nominal (votes par procuration)

Domadder ass dese Projet de loi mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg uegheoll.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, M. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen (par Mme Josée Lorsché), Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Santéskommissioun kënn uschlëssend un d'Plenarsitzung vun haut am Plenarsall vun der Chamber zesummen.

Déi nächst Sitzungen hei am Cercel si virausiichtlech fir de 16., 17. an 18. Juni virgesinn. D'Setzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.14 heures.)

Sommaire des séances publiques n^{os} 39, 40 et 41

39^e séance

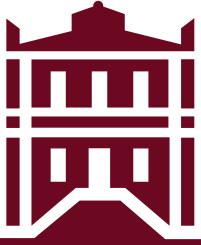
Ouverture de la séance publique	p. 597
7589 - Proposition de loi portant modification de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale et portant modification : 1° du Code de procédure pénale ; 2° de la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ; 3° de la loi du 10 décembre 2009 relative à l'hospitalisation sans leur consentement de personnes atteintes de troubles mentaux ; 4° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ; 5° de la loi du 18 décembre 2015 relative à l'accueil des demandeurs de protection internationale et de protection temporaire, et modifiant la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; et portant abrogation : 1° de la loi du 29 mai 1992 relative au Service de police judiciaire et modifiant 1. la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ; 2. le Code d'instruction criminelle ; 3. la loi du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force publique ; 2° de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police (Déclaration de recevabilité)	p. 597
Communications	p. 597-598
Ordre du jour	p. 598
Dépôt d'une motion par Mme Djuna Bernard	p. 599
Motion de M. David Wagner relative à la modification de la loi concernant le bail à loyer	p. 599-600
Question parlementaire n° 1925 de Mme Nancy Arendt épouse Kemp concernant la prise en charge des victimes d'abus sexuels	p. 600-601
Motion de Mme Djuna Bernard relative au secteur culturel	p. 601-603
Question parlementaire n° 2060 de M. Marc Spautz concernant le CIPA Rumelange	p. 603
7221 - Projet de loi sur la responsabilité civile en matière de dommages en relation avec un accident nucléaire et modifiant 1) la loi modifiée du 20 avril 2009 relative à la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux 2) la loi modifiée du 21 avril 1989 relative à la responsabilité civile du fait des produits défectueux	p. 603-613
7573 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher	p. 613-614
Résolution de M. Sven Clement relative à la publication d'un rapport spécial de sortie de crise	p. 614-616
Ordre du jour (suite)	p. 616-617

40^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 617
Communications	p. 617-618
Ordre du jour	p. 618
Dépôt d'une motion par M. Marc Lies	p. 618-619
Dépôt d'une résolution par M. François Benoy	p. 619
Dépôt d'une résolution par M. Yves Cruchten	p. 619-620
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n° 116 du 9 juin 2020 de M. Marco Schank relative à la réorganisation du réseau RGTR, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	p. 620
- Question n° 117 du 8 juin 2020 de M. Gusty Graas relative à la multiplication du phénomène du « littering » pendant la phase de confinement, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	p. 620
- Question n° 118 du 9 juin 2020 de M. Jeff Engelen relative à la sécurité de la mobilité douce, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	p. 621
- Question n° 119 du 8 juin 2020 de Mme Cécile Hemmen relative au plan d'action contre les chenilles processionnaires, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	p. 621
- Question n° 120 du 9 juin 2020 de M. Marc Goergen relative aux mesures antidumping dans l'aviation, adressée à M. le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics	p. 621-622
- Question n° 121 du 8 juin 2020 de Mme Stéphanie Empain relative à une première évaluation du weekend de Pentecôte dans le secteur du tourisme, adressée à M. le Ministre du Tourisme	p. 622
- Question n° 122 du 8 juin 2020 de M. André Bauler relative à la protection et la valorisation écologique du patrimoine culturel dans le contexte de l'application de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable	p. 622-623
- Question n° 123 du 9 juin 2020 de M. Gast Gibéryen relative à la taxe sur le CO ₂ , adressée à M. le Premier Ministre, Ministre d'État	p. 623
Question élargie n° 38 de M. Laurent Mosar au sujet de l'avenir de la Société Européenne des Satellites (SES)	p. 623-624
Question élargie n° 39 de M. Claude Wiseler au sujet du traçage informatique dans le contexte du coronavirus SARS-CoV-2	p. 624-625
Motion de M. Marc Lies relative à la réouverture des aires de jeux à partir du 10 juin 2020	p. 625-627
Question élargie n° 29 de M. David Wagner au sujet de la gestion et affectation des biens immobiliers du groupe POST	p. 627-629
7563 - Projet de loi modifiant la loi du 4 décembre 2019 relative à l'Office du Ducroire Luxembourg	p. 629-630
7527 - Projet de loi portant modification de 1° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la Norme commune de déclaration (NCD) ; 2° la loi modifiée du 24 juillet 2015 relative à FATCA	p. 630-631
Résolution de M. François Benoy relative à la prise de position dans le cadre de la consultation publique de l'ONDRAF	p. 631-632

41^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 632
Résolution de M. Yves Cruchten relative au transfert des activités de la CHAFEA à Bruxelles	p. 632-634
Heure d'actualité du groupe politique CSV au sujet du plan de relance et de sa dimension écologique et environnementale	p. 634-638
7590 - Projet de loi portant dérogation : 1° à l'article 26, paragraphe 2, point 3, de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ; 2° à l'article 6, alinéa 4, de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental	p. 638-640
7591 - Projet de loi portant dérogation aux articles 38, 39 et 68 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental	p. 640-642
7592 - Projet de loi portant dérogation à l'article 33 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle	p. 642-643
7593 - Projet de loi relative aux mesures temporaires dans le domaine de la formation professionnelle et portant dérogation à l'article L. 111-3, paragraphe 4, du Code du travail	p. 643-645



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
1840	Marc Goergen	Première classe dans les trains des CFL	2144	Paul Galles	Maladie bactérienne des mésanges bleues
1842	Yves Cruchten	Gare d'Esch-sur-Alzette	2147	Sven Clement	Campagne de sensibilisation du Gouvernement face au coronavirus
1861	Simone Asselborn-Bintz, Dan Biancalana	Créations artistiques commanditées par l'État	2150	Marc Goergen	Contournement Hoscheid-Dickt
2065	Fernand Kartheiser	Fondation « Zentrum fir politesch Bildung » (ZpB)	2162	Marc Goergen	Salaires des employés du groupe Luxair dans le contexte de la pandémie du coronavirus
2066	Fernand Kartheiser	Enseignement fondamental dans le contexte de la pandémie du coronavirus	2166	Marc Spautz	Refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus
2069	Gusty Graas	Maladie aviaire infectieuse	2175	Octavie Modert	Piste ou voie cyclable sur la Route du Vin N10
2093	Martine Hansen, Marc Spautz, Claude Wiseler	Homeschooling	2180	Marc Baum	Réorganisation et regroupement des agences exécutives de la Commission européenne à Bruxelles
2096	Sven Clement, Marc Goergen	Demande de la plateforme JIF 2020 (Journée internationale des femmes) dans le cadre de la crise sanitaire	2985 urgente	Jeff Engelen	Test de dépistage de la Covid-19 avant un séjour à l'étranger
2099	Marc Spautz	Encouragement auprès des sociétés pharmaceutiques internationales à s'implanter au Grand-Duché de Luxembourg	2989 urgente	Jean-Marie Halsdorf	Vaccin contre la grippe
			2991 urgente	Martine Hansen, Claude Wiseler	Dispositif sanitaire au sein des établissements scolaires dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
			2997 urgente	Roy Reding	Amortissement fiscal accéléré

Question 1840 (06.02.2020) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la première classe dans les trains des CFL :

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1710 vum honorabelen Deputéierte M. Schank confirméiert de Minister d'Iwwerlaaschtung vu verschiddenen Zich. De Minister schreift, dass duerch d'Bäikafe vun neie Waggonen d'CFL an den nächste Joren d'Passagiercapacitété fir d'éischt an déi zweet Klass erhéje wäert.

Am Uschloss op dës Fro wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Sëtzplazen existéieren aktuell an allen Zich vun der CFL? Wéi vill dovunner entfallen op d'zweete Klasse? Wéi vill dovunner entfallen op déi éischt Klasse?
2. Wat ass d'Gesamtcapacitété vun allen Zich (Sëtz- a Stéiplazen) vun der CFL?
3. Wéi vill Passagéier sinn 2019 an der zweeter Klasse matgefueert a wéi vill an der éischter Klasse?
4. Wann all d'Sëtzplazen an der éischter Klasse ofgeschaaft géife ginn, wéi vill Plazen (Sëtz- a Stéiplazen) kéintent da fir d'zweete Klasse libéréiert ginn?
5. Ass et fir de Minister virstellbar, de Prinzip vun der Zweeklassen-Trennung ofzeschaffen? Falls nee, aus wéi engem Grund ënnerstëtzt de Minister den Erhalt vun enger éischter Klasse?
6. Wéi vill Recetten huet d'CFL 2019 duerch de Verkauf vun Tickete fir d'éischt Klasse generéiert? Wéi vill maachen dës Recettë par rapport zu de Käschte vun der CFL aus?

Réponse (13.03.2020) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics :

ad 1. Aktuell existéieren 26.211 Sëtzplazen an allen Zich vun der CFL, dovunner 22.572 Sëtzplazen an der zweeter an 3.639 Sëtzplazen an der éischter Klasse.

ad 2. D'Gesamtcapacitété vun allen Zich (Sëtz- a Stéiplazen) vun der CFL loung am Joer 2019 bei 48.339.

ad 3. Vun de 25.015.897 Passagéier, déi d'CFL am Joer 2019 transportéiert hunn, sinn der 24.347.513 an der zweeter Klasse a 668.384 an der éischter Klasse matgefueert.

ad 4. Wann all d'Sëtzplazen an der éischter Klasse géifen ofgeschaaft ginn, da kéintent zousätzlech 3.639 Sëtzplazen an 1.679 Stéiplazen fir d'zweete Klasse libéréiert ginn.

ad 5. Wéi aus den Zuelen ersichtlech, gétt et eng Nofro fir eng éischt Klasse. Et ass net virgesinn, fir d'éischt Klasse ofzeschaffen.

ad 6. Am Joer 2019 hunn d'CFL Recetten an Héicht vun ronn 1.230.000 € duerch de Verkauf

vun Éischt-Klass-Ticketen an Abonnementer generéiert. Par rapport zu de Chargen, déi am Budget fir de „Service public par rail“ fir d'Joer 2019 virgesi waren, maachen dës Recetten 0,55 % aus.

Question 1842 (07.02.2020) de M. Yves Cruchten (LSAP) concernant la gare d'Esch-sur-Alzette :

Depuis quelques années déjà, la gare CFL d'Esch-sur-Alzette se trouve en chantier.

Il faut saluer les efforts entrepris pour moderniser cette station importante qui a vu l'arrivée, parmi d'autres établissements, d'une auberge de jeunesse.

Or, les nombreux utilisateurs du rail notent, depuis plusieurs mois déjà, un arrêt des travaux restés en souffrance.

Ceci concerne notamment l'aménagement intérieur de la gare et des quais. On note également l'absence de panneaux indicateurs électroniques, dont bénéficient aujourd'hui même les plus petites haltes du pays et qui sont prévus pour toutes les gares et arrêts sur le réseau ferroviaire.

Étant donné qu'en 2022, Esch-sur-Alzette sera Capitale européenne de la culture et l'arrivée par le rail de nombreux voyageurs dans ce contexte, il est à espérer que la gare d'Esch-sur-Alzette pourra briller d'un nouvel éclat.

En conséquence j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons de l'arrêt des travaux à la gare d'Esch-sur-Alzette ?

- Est-ce que ces travaux avancent selon le calendrier initialement prévu ?

- Quand est-ce que ces travaux pourront être achevés ?

Réponse (13.03.2020) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics :

Ces dernières années, la gare d'Esch-sur-Alzette a fait l'objet de travaux en parallèle à la construction de l'auberge de jeunesse de la Ville d'Esch-sur-Alzette. Après avoir trouvé un accord avec la Ville concernant le foncier, il avait été retenu de reconstruire le bâtiment voyageur en même temps que l'auberge afin de trouver des symbioses au niveau des équipements techniques comme les rétentions d'eau et d'autres réseaux.

Afin de pouvoir reconstruire le bâtiment voyageur, il a été nécessaire de faire des adaptations au niveau du quai 1 du côté du bâtiment voyageur et de ses accès (ascenseurs, escaliers, etc.). Actuellement, le bâtiment voyageur est finalisé et seules les installations se situant au-delà des accès au quai 1 sont adaptées provisoirement à l'existant. Ces mesures, dans l'état actuel, peuvent rester en place sans aucune contrainte pour les voyageurs.

Ces équipements provisoires seront entretenus afin de garantir un accès au train en toute sécurité.

En attendant le projet de reconstruction des installations ferroviaires (quais, marquises, nouveau plan des voies, accès aux quais, etc.) en cours d'étude, les CFL ont également accepté un programme de « KuFa's Urban Art », initié par la Kulturfabrik d'Esch-sur-Alzette afin de profiter des éléments de surface voués à disparaître lors de la reconstruction.

Les CFL ont entamé un avant-projet et une étude géotechnique est actuellement en cours de réalisation afin de trouver des solutions pour maîtriser les arrivées d'eau du « Gaalgebierg » et de l'Alzette.

Compte tenu des études détaillées restant à réaliser et du programme décennal des projets en cours et à venir, les CFL envisagent un démarrage des travaux vers 2025-2026. Les interceptions de ligne nécessaires pour la réalisation d'un tel projet ne sont pas compatibles avec tous les projets déjà en cours sur l'ensemble du réseau ferroviaire national et il n'est pas envisageable d'entamer un tel projet avant l'achèvement de certains grands projets déjà en cours.

Concernant les installations d'informations aux clients, la gare d'Esch-sur-Alzette sera équipée dans sa configuration actuelle avant 2022 avec le système d'information optique et acoustique automatisé actif « Auris » avec des stèles devant le bâtiment voyageur, dans le hall des pas perdus et des écrans sur les quais, permettant ainsi une information en temps réel des voyageurs.

Question 1861 (12.02.2020) de Mme Simone Asselborn-Bintz et M. Dan Biancalana (LSAP) concernant les créations artistiques commanditées par l'État :

La loi du 19 décembre 2014 relative à la promotion de la création artistique prévoit que lors de la construction d'un édifice par l'État ou par les communes ou par les établissements publics, un pourcentage du coût total de l'immeuble ne pouvant être en dessous de 1 % et ne pouvant dépasser les 10 % est affecté à l'acquisition d'œuvres artistiques à intégrer dans l'édifice.

Un cahier de charges et les plans d'architectes sont communiqués par l'autorité en charge de la réalisation de l'immeuble au Ministère de la Culture.

Une commission de l'aménagement artistique est saisie pour proposer des concepts d'aménagements, pour donner son avis sur des œuvres et pour proposer des artistes.

Des concours d'idées via un appel à candidature sont à lancer par voie de publication dans au moins trois quotidiens.

Dès lors, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi, combien de créations artistiques ont été commanditées par l'État, les communes et les établissements publics ? Combien de concours d'idées ont été publiés ?

2) Y a-t-il eu des réalisations d'immeubles étagées et communaux sans que le montant minimal prévu par la loi précitée ait été affecté à des créations artistiques ? Dans l'affirmative, combien ?

3) La commission de l'aménagement est-elle systématiquement sollicitée ? À combien de reprises a-t-elle siégé ?

4) Sur base de quels critères la commission de l'aménagement artistique propose-t-elle des artistes ? Existe-t-il un pool d'artistes ?

5) Y a-t-il des créations artistiques installées dans des immeubles étagés et communaux sans nécessairement avoir recouru à la procédure prévue par la loi ? Dans l'affirmative, combien ?

6) Quels sont, selon les informations à votre disposition, les coûts minimaux et maximaux des œuvres artistiques jusqu'à présent réalisées ?

Réponse (13.03.2020) de Mme Sam Tanson, Ministère de la Culture :

ad 1) Depuis l'entrée en vigueur de la loi abrogée du 30 juillet 1999 concernant a) le statut de l'artiste professionnel indépendant et l'intermède du spectacle b) la promotion de la création artistique, 61 projets artistiques ont été commandités ou sont en cours d'être commandités. 29 concours d'idées ou appels à candidature ont été publiés à ce jour.

ad 2) Le montant minimal prévu par la loi est d'office affecté à la création artistique dans les budgets de l'Administration des bâtiments publics relatifs aux projets de construction et de rénovation complète de bâtiments.

ad 3) La Commission de l'aménagement artistique est systématiquement sollicitée par l'Administration des bâtiments publics pour ses nouveaux projets de construction et les rénovations complètes de bâtiments. La Commission de l'aménagement artistique siège en moyenne six fois par an.

ad 4) Dans les cas où une loi spéciale doit être votée pour la réalisation d'un édifice, conformément aux dispositions de l'article 99 de la Constitution, un concours d'idées est lancé. Un appel à candidature européen est dès lors publié dans trois quotidiens publiés au Luxembourg, sur le portail des marchés publics pmp.lu ainsi que sur le site Internet culture.lu. Sur base de cet appel, la Commission de l'aménagement artistique retient entre cinq et dix artistes pour le concours d'idées. Ce choix est motivé par une analyse de la qualité artistique du dossier, du parcours professionnel de l'artiste candidat et de son expérience dans la gestion de projets d'envergure importante.

Pour la réalisation d'édifices ne nécessitant pas le vote d'une loi spéciale, la Commission de l'aménagement artistique a constitué un « pool d'artistes » sur base d'appel à candidature.

Pour ces édifices, la commission invite entre trois et six artistes de ce pool à participer à un concours d'idées. Le choix des artistes invités est motivé prioritairement par une analyse de la qualité artistique du dossier du candidat. Alors que le parcours professionnel de l'artiste est pris en compte, le critère de la qualité artistique prévaut, de sorte à augmenter les chances de sélection des artistes plus jeunes et moins expérimentés.

Notons encore que la commission veille à maintenir un équilibre entre les domaines d'action des artistes (peinture, sculpture, photographie, ...) ainsi qu'entre les genres.

ad 5) Le suivi, par le Ministère de la Culture, des œuvres artistiques intégrées dans les édifices étatiques et communaux se limite aux projets de construction ayant recouru à la procédure prévue par la loi du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures sociales au bénéfice des artistes professionnels indépendants et des intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique.

ad 6) Le coût minimal d'une œuvre artistique réalisée dans ce cadre est de 4.600 EUR. Il s'agit d'une installation artistique dans des vitrines sur trois étages à la Chambre des Députés, annexe Printz et Richard en 2008 par l'artiste Christophe de la Fontaine.

Le coût maximal d'une œuvre artistique réalisée dans ce cadre s'élève à 851.261 EUR. Il s'agit d'une tapisserie réalisée par procédé spécial et de trois tableaux petit format réalisés en 2001 par Jean Leyder pour la justice de paix de Diekirch.

Question 2065 (20.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **Fondation « Zentrum fir politesch Bildung » (ZpB)** :

„Falschinformationen a Verschwiegertheorien erkennen“ heescht en Artikel, deen de 6. Abrëll 2020 um Site vun RTL verëffentlecht gouf. An dësem Artikel gëtt een iwwer e Link weidergeleet op e „Propaganda-Guide“, dee mat engem Test, bestehend aus zéng Froen, kläre soll, ob et sech bei engem Facebook-Post, Tweet, Plakat, Snap, Film, Text, enger Ried oder och bei Musek ëm Information ou Manipulation handelt. Dësen „Propaganda-Guide“ gouf ausgeschafft vum Zentrum fir politesch Bildung (ZpB), deen en Ofkommen (Rahmenabkommen) mat der Regierung, méi prezis mam Educatiounsministère, huet.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär folgend Froe stellen:

1. Wor d'Regierung beim Ausschaffe vum Test oder bei der Opstellung vun de Froen a Beispiller bedeelegt oder involvéiert?
2. Ass d'Regierung averstane mat deem, wat am Test vermittelt gëtt a wéi deen Test eng Ausserung (egal wu wat fir enger Form) bewäert a klasséiert? Ka si dat begrënnen?
3. Ass d'Regierung averstane mat allen zéng Froen an den derbäi ugefouerte Beispiller? Wann nee, wou net? Ass den Test an den Ae vun der Regierung an der Auswierkung sengen Kritäre komplett an, an der Opzielung vu sengen Beispiller, politesch ausgeglaacht?
4. Wéll d'Regierung dësen Test benotzen, zum Beispill an de Schoulen oder op anere Plazen a wa jo, wéini, a wéi enger Form an ënner wéi enge Konditiounen?
5. Gesäit d'Regierung e Risiko, dass esou en Test, duerch seng summaresch extreem vereinfacht Ergoensweis an der politescher Analys a seng staark reduzéierend Kritäre bei engem esou komplexe Sujet, selwer kéint zu manipulativen Zwecke méissbraucht ginn?
6. Gesäit d'Regierung e Grund, fir den ZpB opzufuerderen, dësen Test zréckzézéien oder ze iwwerschaffen?

Réponse (09.06.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Den Zentrum fir politesch Bildung (ZpB) ass eng onofhängeg Stëftung a schafft inhaltlech onofhängeg vun der Regierung, vu politesche Parteien an aneren Institutiounen. Weeder um Ausschaffe vum Guide nach um Opstellen oder dem Choix vun de Froen oder de Beispiller war d'Regierung bedeelegt, an et wier dofir och falsch sech inhaltlech zu den ausgewielte Froen ze positionéieren.

Et sief op dëser Plaz och präziséiert, dass et sech hei net ëm en „Test“ handelt, wéi an der Fro vun den honorabelen Deputéierten suggeréiert gëtt. Den Outil mam Numm „propaganda guide“ ass geduecht, fir de Leit eng Indication ze ginn, ob et sech bei enger Noriicht éischer em eng sachlech an niichter Information handelt oder em politesch opgelueden an zoug-

spätzte Formulierungungen. Propaganda oder Aussoen, déi ee sollen zum Handeln opfuerderen oder an eng bestëmten Denkrichtung wëllen drécken, hunn an der Reegel bestëmmte Mierkmoler. Déi Froen, déi am genannte Guide gestallt ginn, bezéien sech op dës Mierkmoler a sollen den Notzer vum Guide hëllef, sech dës Mierkmoler bewosst ze maachen. Dee vum ZpB ausgeschaffte Guide soll Aussoe weeder bewäerten nach klasséieren, mee déngt dozou, ze sensibiliséieren an de kritesche Bléck vun den Notzer ze schäerfen.

Question 2066 (21.04.2020) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'enseignement fondamental dans le contexte de la pandémie du coronavirus** :

De Krisenzoustand bréngt grouss Ëmstellungen an och vill Komplikatiounen mat sech, dëst esouwuel fir d'Schüler ewéi och fir d'Léierpersonal an d'Elteren. Fir datt d'Schüler dat lafend Schouljoer net verléieren, goufe Weeër gesicht, fir d'Schoul trotz alle krisenbedingten Aschränkunge weider lafenzeloossen. Dës Optioun ass awer och mat munche Kompromësser a Problemer verbonden.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Här Educatiounsminister gär folgend Froe stellen:

1. Och an der Grondschoul gëtt zur Zäit staark op d'Technologie gesat, also konkret och op d'Informatik, fir d'Schüler trotz den Ëmstänn weider ze enseignéieren.
- Gouf dobäi séchergestallt, dass all Schüler iwwert déi néideg technologesch Viraussetzung verfüegt, fir en där neier Unterrichtsform vollstänneg kënnen deelzuehuelen?
- Gouf et Schüler, déi net déi néideg Viraussetzungen haten? Wéi vill därer Fäll gouf et a wat gouf hei ënnerholt? Wat gëtt gemaach, fir kee Schüler ze benodeelegen?
2. Féint den Här Minister, dass - esou wichteg d'Technologie an den Internet haut och ëmmer sinn - weiderhin och nach aner, méi traditionell Informations- a Wëssensquellen hir Wichtigkeet am Unterricht behale mussen?
3. Wéi steet den Här Minister, onofhängeg vum Krisenzoustand, zum ëmmer weider verstärkte Gebrauch vun technologeschen Unterrichtsmedien am Schoulalltag an am Unterricht?
4. Huet den Här Minister Bedenke wéinst de wëssenschaftlech bekannte Schied op Kuerz- oder Laangzäit vum iwwerméissige Gebrauch vu Computeren an aneren technologeschen a reng visuelle Medien an der Schoul, wéi zum Beispill d'negativ Auswierkungen op d'Vue (d'Fäegkeet ze gesinn), d'negativ Afloss op d'Wuelbefannen am Alldag duerch Kappwéi, séier Ermidde vun Aen a Geescht, Konzentrationsproblemer, Ënnerentwécklung vun der Feinmotorik a vun der raimlecher Orientéierung asw.?
5. Ass den Här Minister a Kenntnes iwwert d'Wichtigkeet an d'Virdeeler vum Schreibe mat der Hand an dem Liesen um Pabeier fir d'Entwécklung vun der Feinmotorik, esou wéi och fir d'neurologesch Verschaffen a Memorisation vum Informations? Ass den Här Minister der Meinung, dass d'Schreibe mat der Hand an dem Liesen um Pabeier dowéinst wichteg sinn, fir dem Schüler seng Entwécklung a Léierfäegkeet? Wa jo, wéi wéll den Här Minister déi Kompetenze bei de Schüler ënnerstëtzen an ausbauen?
6. Féint den Här Minister, dass och an dëser aussergewéinlecher Situatioun de Pabeier eng Méiglechkeet fir d'schoulescht Schaffe bleiwe muss (Aarbechtshafter mat handschrëftlechen Aufgaben an Übungen, eng Aart Broschüren, Liesbicher asw.), esoudatt den Internet, de Computer an all méiglech technologesch Medien de Schoulalltag net vollstänneg dominéieren? Wa jo, wat ass virgesinn, fir dass dëst och reell ëmgesat gëtt?
7. Eng Rei vu Schüler konnten iwwer méi laang Zäit net erreicht ginn. Wat woren d'Ursachen? Wat fir Konsequenzen huet dëst op de Verlaf vun deene betraffene Schüler hirem Schouljoer?

Réponse (09.06.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Wéi den honorabelen Deputéierten an der Aleedung zu senger parlamentarescher Fro ganz richtig ënnerstréicht, stellt déi aktuell Situatioun jiddereem viru grouss Erausforderungen, déi et an deem Mooss bis elo nach ni goufen. Am Beräich vun Léieren doheem hu sech souwuel d'Schülerinnen a Schüler an hir Elteren wéi och d'Léierpersoune missen a kierzester Zäit ëmstellen, fir dass d'Léieren och dunn nach konnt weidergoen, wéi d'Schoul-

haiser hu missen zougemaach ginn. Et ass en enorme kollektiven Effort gemaach ginn, fir dat Bescht aus der Situatioun ze maachen.

D'Decision vum der Santé, déi zesumme mat der Education geholl gouf, huet am Interêt vun der Santé publique misse stënterlech geholl ginn, an et gouf just e ganz kuerze Virlaf. Dowéinst konnt am Virlaf vun der Suspension vum Unterricht net direkt séchergestallt ginn, dass all Kand iwwert déi néideg Ekipement verfüegt. Allerdéngs goufen an der Suite all Schüler aus dem Lycée respektiv hir Elteren, déi sech mat engem entsprecheuden Uleies gemellt hunn, un hir Schouldirektioun verwisen, wou gekuckt ginn ass, dass se no Méiglechkeet en Apparat geléint kritt hunn. Eng sëllege Schüler aus de Lëtzebuurger Grondschoulen krute vu Säite vu verschidde Gemenge bei Bedarf informatesch Material zur Verfügung gestallt. Och sou Initiative wéi digital-inclusion.lu hu gehollef, dass iwwer 1.500 Apparater konnten u Jonker verdeelt ginn, déi net deen néideg Ekipement doheem haten.

Déi informatesch Technologie waren a si beim Enseignement à distance eng ganz grouss Hëllef, well se engersäits d'Méiglechkeete vun Léieren doheem ganz staark erweideren a vereinfachen, an awer och de Kontakt tëschent de Léierpersoune an de Kanner an hiren Elteren ënnerstëtzen. Grad an der Grondschoul, wou d'Kanner nach net déi selwecht Autonomie beim Léieren entwéckelt hu wéi am Lycée, ass et dofir wichteg, dass si och doheim vum Léierpersonal begleet ginn, an dofir eegnen sech déi informatesch Technologien an dëser Situatioun besonnesch gutt.

Déi lescht Woche ware fir all déi Bedeelegt och d'Geleeënheet, vill Neies am Émgank mat deene Medien ze léieren, an och wann dat dacks vill Gedold an Efforte verlaangt huet, sou huet et dach och dozou gefouert, dass dee Volet vum Léierprozess sécherlech méi séier weidergaangen ass, wéi dat ouni den Enseignement à distance de Fall gewiescht wier.

D'Schülerinnen a Schüler, grad wéi och hir Elteren, goufen a ginn an deem Prozess lafend ënnerstëtzt, sief et vum Léierpersonal, sief et vun den Experten, déi bei den Ufroen, déi op der Helpline (8002-9090) vum Ministère erakommen, hir Hëllef ginn.

Et dierf een och net vergiessen, dass d'Aufgaben an d'Aarbechten, un deenen d'Schülerinnen a Schüler an de leschte Wochen doheem geschaff hunn, net alleguer op engem digitale Support ze maache waren. Et goufen der och eng ganz Rei dovun mat Hëllef vu Bicher an Hefter respektiv Blieder gemaach, sou wéi dat och de Fall gewiescht wier, wann d'Schoulen net hätte missen zougemaach ginn.

ad 2. No méi wéi 30 Joer Existenz sinn den Internet, an no méi wéi 50 Joer och de Computer, sécherlech och schonns als en traditionell Medium unzeseginn. Onofhängeg vun esou enger Astufung ass et fir de Ministère wichteg, dass all Léiermedien, déi ganz modern an och déi ganz traditionell, gläichberechtegt netteene stinn an adäquat agesat ginn, fir Wëssen ze vermittelen a Kompetenzen ze entwéckelen. Net den Outil steet am Vierdergrond, mee d'Léiere vun Kand. Sou krut zum Beispill all Kand aus dem Cycle 4.2. ugans Mee e Buch vum renommierte Lëtzebuurger Wëssenschaftler Dr. Jean-Luc Lehnens, mam Titel „Die Erde ist mein Raumschiff“ vum Ministère heem geschéckt. Donieft fannen d'Léierpersoune um Site www.schouldoheem.lu interaktiv Zousatzmaterial zu dësem Buch.

ad 3. Zanter et d'Mënscheit gëtt, huet de Mësch ëmmer Technologie gebraucht, fir sech weiderzuentwéckelen. De Ministère ass der Meinung, dass am Unterricht all d'Technologien zum Asaz komme sollen, déi d'Léieren erméiglechen a férdere. Wat elo déi sougenannte nei Technologien uegt, sou sollen se do agesat ginn, wou se sennvoll sinn, fir Léierprozesser ze ënnerstëtzen. De Gebrauch vun den Technologien ass kee Selbstzweck, mee gëtt do recommandéiert, wou en e Virdeel beim Léiere bitt. Dës Kris weist dobäi op dat grousst Potenzial hin, dass déi nei Technologien hunn am Kontext vun engem differenzéierenden Unterricht, deen zum Deel muss à distance gehale ginn.

ad 4. Beim Gebrauch vun Technologien am Alldag an am Unterricht kënt et wéi sou dacks am Liewen an eng verstänneg Gewichtung an e responsabelen Émgank un. Et gëllt, e gesond Gläichgewicht ze fannen tëschent der digitaler an der analoger Welt. Dofir gëtt och allgemeng an de Schoulen drop opgepasst, dass et net zu engem exklusiven a permanenten Asaz vun digitale Medien kënt, an d'Schülerinnen a Schüler ginn donieft och encouragéiert, fir sech an hirer Fräizäit u ville sportlechen a kulturellen Aktivitéiten ze bedeelegen, am Hëllef op eng ausgeglaachte a gesond Entwécklung. D'Campagne „Bee Balanced“, déi den SNJ schonn 2013 an deem Sënn lancéiert huet, behält

och haut nach ëmmer hir Wichtigkeet. A grad déi rezent Sensibilisierungscampagne „Bildschirm in der Familie/Les écrans en famille“, déi am Februar 2020 lancéiert gouf, bitt den Elteren eng grouss Hëllef bei der Erziung vun hire Kanner, wat den Émgang mat den digitale Medien uegt.

ad 5. + 6. Wat d'Schreibe mat der Hand uegt, sou bleift dat selbstverständlech eng wichteg Kompetenz, op déi de Ministère och weiderhi grouss Wäert leet. Dëst gëtt onverännert an de Lycéeën op den Tablett-Klassen nach gelieft, wou d'Schüler extra e Stëft hunn, fir kënnen handschrëftlech um Ecran ze schreien. Och dat férdert d'Feinmotorik beim Schreien an Zeechen. Et ass zu kengem Ament virgesinn, fir dass handschrëftlech Schreien oder d'Liesen op Pabeier ze vernoléisegen oder ze reduzéieren. Am Respekt vun der Stavanger Declaration Concerning the Future of Reading soll et och bei eis am Land esou sinn, dass et weiderhin e gesunde Mix aus digitale Léiermaterial an aus Unterrichtsmaterialien op Pabeier an all eise Schoule gëtt.

ad 7. Et huet sech dank der virbildlecher Aarbecht vun den Enseignanten an dem enge Kontakt vun deene mat dem sozioedukative Personal, dass dat mat d'Prise en charge vun de Schüler an de Grondschoulen agebonnen ass, erausgestallt, dass an der éischer Phas vun Confinement net all d'Schüler konnten erreicht ginn. Dëst louch an de meeschte Fäll dorunner, dass d'Familie verständlecherweis Zäit gebraucht hunn, fir sech der ongewinnlicher Situatioun unzepassen a sech doheem nei ze organiséieren. Jee no berufflecher Situatioun hunn eenzel Elteren, déi niest der Betreuung vun hire Kanner dru gebonne sinn, fir weiderhin hire beruffleche Verpflichtungen nozegoen, Zäit gebraucht, fir béides ënner een Hutt ze kriegen. D'Membere vun der Schoulcommunautéit waren dobäi beméit, den Eltere konstruktiv zur Sait ze stoen an et goufen all néideg Efforte gemaach, fir sämtlech Kanner ze errechen a sech eng Demarche ze ginn, fir de Kontakt tëschent der Schoul an de Kanner mat Hëllef op déi spezifesche Situatiounen oprechtzuerhalen.

Bis zum Ufank vum 3. Trimester war d'Unzuel vun de Kanner, déi net konnten erreicht ginn, an all den Direktiounen bis op weenge Ausnamen zréckgaangen. D'Direktiounen hunn zesumme mat den Enseignanten a mat de Membere vun der ESEB sech an Ekippen organiséiert, fir an eenzelne Fäll d'Schüler mat den Elteren an de Schoulen oder an de Raimleckeete vun der Direktioun ze gesinn an hinnen hei déi néideg Erklärungen ze ginn, fir dass si d'Aufgaben, déi si de Moment mat heem kruten, do kënten ëmsetzen. Zanter dem 20. Abrëll 2020 waren d'Enseignanten ewéi och d'Membere vun der ESEB autoriséiert, fir eenzel Schüler an de Schoulgebaier oder an de Raimleckeete vun der Direktioun am Respekt vun de sanitäre Virgaben ze empfänken, fir hinnen do spezifesche Aktivitéiten unzebidden, déi hire Besoinen ugepasst waren a mat deenen si geziilt geféiert gi sinn, an déi duerno doheem konnte verdéift ginn. Des Weidere konnten d'Enseignanten an och d'Membere vun der ESEB op ënnerschiddlech Moyenen zréckgräifen, fir mat de Schüler à distance a Kontakt ze bleiwen. Esou goufen zum Beispill eenzel Unterrichtssequenzen via Videokonferenz ofgehalen, zousätzlech Erklärungen de Kanner bei Bedarf via Telefon zoukomme gelooss a Material um Pabeier vun den Enseignanten direkt bei d'Kanner heem geschéckt, esouguer heem gedroen.

Vu déi aktuell Aschränkungen, gëtt sech op d'Behandele vun de weesentlechen Inhalter beschränkt, déi mai Ministère fir déi eenzel Cyclen definéiert an den Enseignanten ugans Abrëll kommunizéiert huet. Fir eventuell entstane Defiziter nom 25. Mee 2020 esou séier wéi méiglech opzefänken, gouf eng Reorganisatioun vun der Prise en charge vun de Schüler an de Grondschoulen op d'Bee gesat.

Question 2069 (21.04.2020) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **maladie aviaire infectieuse** :

Comme il a été relayé récemment dans un article de presse, une maladie aviaire infectieuse se propage à l'heure actuelle en Allemagne, ravageant surtout les populations des mésanges bleues, mais pas exclusivement. Depuis peu de temps des premiers cas ont également été détectés au Luxembourg.



Ainsi, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la situation actuelle au Luxembourg ? Combien de cas ont été recensés jusqu'à présent ?

2) Comme il ressort de l'article de presse susmentionné, il ne serait pas possible de faire des analyses laboratoires des oiseaux infectés au Luxembourg. Quelles en sont les raisons ? Les oiseaux infectés sont-ils analysés dans un laboratoire à l'étranger ?

3) Est-il prévu de lancer une campagne de sensibilisation afin d'inciter la population davantage à participer au recensement du nombre d'infections au Luxembourg et de l'informer également des risques sanitaires éventuels de cette maladie pour l'être humain ?

Réponse commune (09.06.2020) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

Depuis le début du mois de mars 2020, cette maladie aviaire infectieuse touche principalement l'Allemagne et dans une moindre mesure les pays voisins : Belgique, Grande-Bretagne et la France. Des examens médicaux vétérinaires en Allemagne avaient permis d'isoler la bactérie *Suttonella ornithocola*. Cette bactérie de la famille des *cardiobactéries* décrite en 1996 dans des poumons de mésange bleue en Grande-Bretagne provoque une pneumonie chez les mésanges infectées. *Suttonella ornithocola* affecte presque exclusivement les mésanges, en particulier les petites espèces comme la mésange bleue, qui est la plus abondante en Europe. Les oiseaux malades sont principalement repérés à proximité des mangeoires étant indicatrice à une haute contagiosité entre mésanges.

ad 1) Suite à un appel à la population par l'association *natur&mwelt*, cette dernière a reçu durant les mois de mars à mai quelque 228 notifications concernant 371 mésanges bleues malades ou mortes dont les symptômes correspondaient à l'infection due à la bactérie *Suttonella ornithocola* avec un pic durant le mois d'avril. Ces notifications étaient réparties de façon uniforme sur l'ensemble du territoire du pays.

ad 2) Il est tout à fait possible de faire l'analyse de cette maladie au Laboratoire de médecine vétérinaire du Luxembourg (LMVE) puisqu'il s'agit de la détection d'une bactérie dans un cadavre de mésange. Cette analyse est une analyse de routine pratiquée pour d'autres maladies bactériennes au LMVE. Aucun cadavre d'oiseau n'a été analysé à l'étranger.

ad 3) L'association *natur&mwelt* a lancé une campagne à ce sujet en demandant à la population de leur notifier des oiseaux morts ou malades présentant lesdits symptômes. En plus, du matériel informatif a été disposé dans les quatre stations „Wëldéieren Drop-off“. Quant au risque sanitaire pour l'être humain, eu égard des connaissances scientifiques actuelles, la maladie est limitée à la famille des mésanges et ne présente aucun risque pour d'autres espèces d'oiseaux, voire d'autres groupes d'animaux. D'ailleurs, elle ne présente aucun potentiel zoonotique, c'est-à-dire cette maladie n'est pas transmissible à l'être humain.

Question 2093 (27.04.2020) de Mme Martine Hansen, M. Marc Spautz et M. Claude Wiseler (CSV) concernant le « homeschooling » :

Selon les propos de Monsieur le Ministre de l'Éducation, un nombre non négligeable d'élèves de l'enseignement n'ont pas pu être joints depuis le début de l'enseignement à distance (homeschooling) dû au Covid-19.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation :

- Combien d'élèves du fondamental et du secondaire n'ont pas pu être joints au cours des deux premières semaines du « homeschooling » ?

- Combien d'élèves n'ont pas pu être joints au total ?

- Existe-t-il des différences selon les régions ? Quel est le pourcentage par région ?

- Selon l'article 7 de la loi du 6 février 2009 relative à l'obligation scolaire, tout enfant habitant le Luxembourg âgé de quatre ans révolus avant le 1^{er} septembre, doit fréquenter l'école. En cas d'infraction à cette disposition, le Collège des bourgmestres et échevins met les parents en demeure par écrit de se conformer à la loi.

En vue de pouvoir contacter les parents concernés, est-ce que les communes ont été informées par le ministère sur les élèves dans leur commune qui n'ont pas participé au « homeschooling » ?

- Est-ce qu'un message clair, voire des recommandations ont été envoyées dans ce contexte aux directions régionales respectivement aux directions des lycées ?

- Quelles mesures sont prévues pour aider ces enfants à rattraper leur retard ?

- Selon nos informations, certains élèves à besoins spécifiques ont recours à des aides ponctuelles en petits groupes au sein des bâtiments scolaires.

Ce soutien est-il strictement limité aux élèves à besoins spécifiques ?

Dans l'affirmative, n'est-il pas possible de proposer des aides adéquates à d'autres élèves en situation de difficulté ?

Réponse (09.06.2020) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

Lors des premières semaines suivant le début du confinement, un nombre très restreint d'élèves, tant de l'enseignement fondamental que de l'enseignement secondaire, n'ont pas pu être joints par les enseignants.

Dans cette situation sans précédent, il s'est avéré que les parents avaient parfois besoin d'un certain temps pour s'organiser de manière à pouvoir assurer l'encadrement de leurs enfants sans négliger leurs obligations professionnelles. Il a été constaté par ailleurs que les équipements informatiques indispensables dans le cadre de l'enseignement à distance faisaient défaut dans certaines familles. Ainsi, dans un premier temps, des efforts soutenus ont été entrepris, tant par les directions des lycées que par les autorités communales, pour équiper en matériel informatique les familles qui n'en disposaient pas.

Ensuite, afin d'éviter le décrochage scolaire des élèves qui n'ont pas pu être joints, un dispositif de prise en charge a été mis en place. Les élèves qui ne participaient pas dès le début à l'enseignement à distance ont pu être rapidement identifiés et, plutôt que de prévoir des mesures répressives, les directions de région et les directions des lycées se sont engagées à proposer aux parents concernés des pistes susceptibles de remédier à la situation.

Au niveau de l'enseignement fondamental, le personnel des directions de région a accueilli, le cas échéant en coopération avec les titulaires de classe et les membres de l'équipe de soutien des élèves à besoins éducatifs particuliers ou spécifiques, les élèves concernés dans ses locaux ou dans les écoles pour leur fournir en présentiel des explications supplémentaires quant aux activités à réaliser dans le cadre de l'enseignement à distance. Grâce à cette approche conciliante appréciée par les parents concernés, les directions de région ont assuré que tous les élèves fréquentant une école fondamentale publique bénéficient d'une prise en charge régulière entraînant un développement adéquat de leurs compétences pendant la période du confinement.

À partir du 20 avril 2020, certains élèves ont profité, après concertation avec les parents et dans le respect des recommandations sanitaires, d'une prise en charge individualisée par le personnel enseignant et socio-éducatif dans les écoles. Ces activités avaient pour objectif de soutenir les élèves dans la réalisation des tâches confiées dans le cadre de l'enseignement à distance et la participation n'était pas exclusivement limitée aux élèves à besoins spécifiques. Par le biais de cette prise en charge adaptée aux besoins des élèves en situation de difficulté, une optimisation du développement des compétences de ces derniers a pu être mise en place.

La même approche a été choisie dans l'enseignement secondaire où les élèves n'ayant pas répondu aux consignes de l'enseignement à distance ont été systématiquement identifiés par les équipes pédagogiques au sein des classes ; ils ont ensuite été contactés par les membres des SePAS (services psycho-sociaux et d'accompagnement scolaires), des SSE (services socio-éducatifs) et des ESEB (équipes de soutien pour enfants à besoins spécifiques). Dans tous les cas, il s'est agi de faire un état des lieux de la situation avec l'élève et les parents, d'identifier les facteurs émotionnels, familiaux ou sociaux qui pouvaient entraver

l'apprentissage à domicile et de soutenir les familles dans la mobilisation des ressources nécessaires à l'apprentissage dans un contexte de confinement.

Si l'évolution du nombre d'élèves ne participant pas aux activités de l'enseignement à distance n'a pas fait l'objet d'une analyse statistique, on peut toutefois noter que dans l'enseignement secondaire, il s'est situé autour de dix pourcent à l'issue de la deuxième semaine du confinement. Grâce aux efforts entrepris par tous les membres des communautés scolaires, ce nombre a progressivement diminué au fil des semaines.

Question 2096 (28.04.2020) de MM. Sven Clement et Marc Goergen (Piraten) concernant la demande de la plateforme JIF 2020 (Journée internationale des femmes) dans le cadre de la crise sanitaire :

Den 24. Abrëll huet d'Plattform JIF 2020 (Journée internationale des femmes) en Appel un d'Regierung an un d'Deputéierten adresséiert, fir verschidde sozioekonomesch Donnéeën ze erhiewen an ze verëffentlechen, fir op déi Manéier kënnen Analysen ze maachen iwwert den Impakt vun der Covid-19-Kris op déi eenzel Geschlechter an Akkommeschichten.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Premierminister an de Ministere fir Sozialverschierung, Aarbecht a Gesondheet dës Fro stellen:

1. Huet d'Regierung Kenntnis vun dëser Fuerderungen?

2. Wéi laang schätzt d'Regierung, datt se wäert brauchen, fir dës Donnéeën ze erhiewen, ze verschaffen an ze publizéieren?

3. Plangt d'Regierung den Demandé vun dëser Plattform Rechnung ze droen?

4. Ass d'Regierung der Meenung, datt dës Donnéeën als „open data“ sollte verëffentlecht ginn?

Réponse commune (09.06.2020) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État, de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, et de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé :

D'Regierung huet Kenntnis vun dëser Demandé vun der Plattform JIF 2020 (Journée internationale des femmes). Leider existéieren déi gefrote sozioekonomesch Donnéeën net ënnert där Form a missten extra ugefrot, gesammelt an traitéiert ginn. Duerch déi grouss Diversitéit an Zuel u gefroten Donnéeën an duerch déi vill concernéiert Acteuren, mee och wéinst der Envergure vun de Froen, geet dës Démarche wäit iwwert de Kader vun Gesetz vum 14. September 2018 iwwert d'Administration transparente et ouverte eraus. Aus dëser Grënn kann d'Regierung där Demandé keng favorabel Suite ginn.

Question 2099 (28.04.2020) de M. Marc Spautz (CSV) concernant l'encouragement auprès des sociétés pharmaceutiques internationales à s'implanter au Grand-Duché de Luxembourg :

La fragilité du système d'équipement médical et le processus d'approvisionnement de médicaments a été manifestement démontrée dans le cadre de la pandémie Covid-19 au Grand-Duché de Luxembourg. Ce manque de préparation dans le secteur de la santé mène à demander comment la crise sanitaire actuelle peut servir à élaborer une stratégie plus apte et efficiente quant à l'accès, en temps opportun et en général, à divers médicaments et substances médicinales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser à Madame la Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes :

- Prenant en compte que le Luxembourg avec ses différents centres de recherche et la volonté du Gouvernement de faire du domaine de la recherche mais aussi de l'innovation un pilier de notre économie, est-ce qu'il est envisageable d'encourager des industries pharmaceutiques à s'implanter au Grand-Duché de Luxembourg afin de lever l'accès aux médicaments ?

- Si oui, comment est-ce que cette implantation pourrait être mise en place dans le cadre d'une part d'une stratégie nationale de diversification économique et d'autre part d'un approvisionnement adéquat en médicaments que le Gouvernement envisage ?

- Ne serait-ce pas attrayant, d'un point de vue économique, de créer un niveau de diversification dans la chaîne logistique pharmaceutique en établissant une production locale pour garantir un accès plus rapide aux médicaments requis ?

Réponse commune (03.06.2020) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie :

La dépendance sanitaire de l'Europe est une problématique globale et multifactorielle pour laquelle définir une réponse adéquate à la fois en matière de politique industrielle pharmaceutique et de santé publique demandera du temps et ne sera pas résolue à l'échelle d'un pays seul. En décembre 2019, les membres du Conseil de l'Union européenne ont débattu de la question de savoir si la réinstallation de la production de médicaments dans l'UE atténuerait les pénuries de médicaments. Il est clairement apparu que cette mesure à elle seule ne suffirait pas et qu'une série d'actions additionnelles et coordonnées entre États membres étaient nécessaires, telles que : la facilitation du transfert de médicaments d'un pays à l'autre, l'échange d'information sur l'état des stocks, la mise en place de mécanismes d'alerte précoce de carences, l'intensification de la surveillance du marché...

Le Luxembourg mettra en place des actions en phase avec cet agenda européen.

Les investissements importants consacrés par le Luxembourg depuis ces dix dernières années dans sa recherche publique biomédicale afin de soutenir la diversification de son économie ont permis de constituer une masse critique d'expertises scientifiques de renommée internationale. Cette recherche publique génère principalement des connaissances en matière de recherche fondamentale, toute première étape de la chaîne de valeur du développement d'un médicament qui précède de dix à 15 ans sa mise sur le marché. Cette recherche consiste à explorer les mécanismes biologiques liés à l'apparition des maladies, l'identification des récepteurs impliqués, le design de molécules ou agents actifs ciblant ces récepteurs et l'évaluation de leur effet in vitro (modèles cellulaires) et in vivo (modèles animaux). Elle ne cible pas les questions d'ingénierie associées à la production pharmaceutique telles que l'optimisation des systèmes d'expression d'API protéiques, mise à l'échelle des productions d'APIs, optimisation de rendements, techniques de purification.

La recherche publique ne peut donc directement attirer la production pharmaceutique (API de nature chimique) ou biopharmaceutique (API de nature protéique) au Luxembourg. Par contre, cette recherche publique biomédicale d'excellence contribue à l'innovation du domaine pharmaceutique et des technologies de la santé au travers de partenariats publics-privés de R&D qui facilitent la valorisation de la propriété intellectuelle des acteurs de la recherche publique via la négociation d'accords de licence de leurs brevets. Le retour potentiel national à attendre est d'ordre financier, sur une échelle de dix à 20 ans, sans impact direct significatif en matière de sécurité nationale d'approvisionnement en médicaments.

Si le Luxembourg ne pourra résoudre à lui seul ses problèmes d'approvisionnement en médicaments, il possède cependant des leviers stratégiques pour faciliter l'accès des patients luxembourgeois à des médicaments innovants et accroître sa visibilité et son attractivité auprès d'entreprises actives dans le secteur HealthTech au sens large, y inclus l'industrie pharmaceutique.

- Au niveau du cadre réglementaire :
Le Ministère de la Santé a déposé en février 2020 un projet de loi pour la création de l'Agence luxembourgeoise des médicaments et des produits de santé (ALMPS) qui assurera la surveillance du marché et rassemblera les compétences spécifiques en matière d'autorisation nationale de la production et de la mise sur le marché des médicaments.

L'ALMPS jouera un rôle déterminant pour attirer les acteurs à s'implanter au Luxembourg, car elle leur fournira les garanties requises pour pouvoir travailler dans le contexte d'un cadre réglementaire précis appliqué de manière efficace pour l'autorisation et le contrôle de leurs activités de production et de commercialisation, ainsi que la planification de leurs essais cliniques.

Le fait d'encourager les industries pharmaceutiques à s'implanter au Grand-Duché de Luxembourg pourrait le cas échéant améliorer l'accès aux médicaments et aux produits de santé de la population et des patients.

Par ailleurs, l'agence pourra accompagner utilement le développement des compétences du Luxembourg dans le domaine de la santé



numérique, capable de catalyser le développement d'un véritable secteur économique centré sur la médecine personnalisée, les biotechnologies et l'innovation dans le domaine de la santé.

Cela permettra à terme de constituer un pool d'expertises techniques nécessaires par exemple pour la réalisation des inspections de type « Good Manufacturing Practices - GMP » d'une installation de production pharmaceutique.

L'agence permettra également de veiller aux obligations de l'industrie en matière de notification des pénuries et contribuera au travail de l'Agence européenne du médicament (EMA) visant à faciliter la prévention, l'identification, la gestion et la communication concernant ces pénuries. Elle jouera également un rôle fondamental pour permettre un accès rapide et encadré à des médicaments et produits de santé innovants pour la population.

L'excellence en matière réglementaire est une force pour un écosystème, l'ALMPS jouera dans le futur un rôle essentiel tant pour la sécurité des patients que pour le développement économique du secteur des technologies de la santé.

En effet, la diversification de la chaîne logistique pharmaceutique ne peut se faire sans un cadre réglementaire clair.

- Au niveau de la recherche clinique :

Les investissements stratégiques dans la recherche publique biomédicale ont aussi permis le développement de compétences en matière de recherche clinique qui permettent aux patients luxembourgeois de bénéficier d'innovations médicales, dont en matière de médicaments, dans les meilleurs délais. Ces compétences ont démontré leur importance et leur capacité de mobilisation à grande échelle dans le cadre du Centre national d'excellence dans la recherche sur la maladie de Parkinson (NCER) et, plus récemment, dans le contexte de la Task Force Covid-19, qui a permis le développement en parallèle de trois essais cliniques à échelle nationale. Cette collaboration renforcée entre notre recherche publique fondamentale et nos hôpitaux au travers de la recherche clinique constitue un outil au service des patients et de la population luxembourgeoise. Combinée à une approche « Health Technology Assessment (HTA) », cette capacité de recherche clinique pourrait permettre au Luxembourg de se positionner comme un « test-bed » attractif vis-à-vis d'entreprises désireuses d'évaluer la valeur (bénéfique pour le patient/coût) de leurs médicaments, dispositifs médicaux, kits de diagnostics innovants afin d'en préparer la commercialisation. Un tel positionnement rapprocherait de manière certaine nos besoins nationaux en matière d'innovations médicales des entreprises, y compris pharmaceutiques, à l'origine de ces innovations.

- Au niveau de la digitalisation :

La pandémie du Covid-19 a démontré l'intérêt du recours à la digitalisation en matière de services de soins de santé pour mieux gérer les flux de patients, limiter la propagation virale et éviter le dépassement des capacités hospitalières, en particulier via la téléconsultation (éviter la venue de patients dans les cabinets médicaux pour limiter la propagation du virus), le télémonitoring (suivi des symptômes de patients contaminés afin de les orienter vers les hôpitaux au bon moment) ; le diagnostic (solution d'intelligence artificielle pour l'analyse d'images médicales de poumons de patients permettant d'évaluer la gravité des infections dues au Covid-19), voire de solutions de e-Signature (pour une prescription dématérialisée). La digitalisation des systèmes de santé, comme les investissements dans des systèmes dématérialisés tels que les dossiers de patients informatisés à données structurées sont des leviers importants pour offrir une meilleure prise en charge des patients, un environnement de travail administratif plus efficace et convivial pour le personnel médico-soignant, ainsi que pour créer une base d'investissement à long terme pour une recherche clinique intégrant la collecte et l'exploitation des données de santé en vie réelle. En capitalisant sur les investissements importants réalisés dans ses infrastructures IT et mettant la cybersécurité au cœur de la gouvernance des données de santé, le Grand-Duché de Luxembourg sera en mesure de se positionner comme leader en matière de confiance de son écosystème de données de santé. Il sera ainsi en mesure d'attirer des entreprises souhaitant mesurer le bénéfice produit par une solution thérapeutique donnée chez des patients sur base de données de santé collectées et analysées en respect des principes du RGPD. Cette approche constitue la pierre angulaire de l'implémentation d'une médecine personnalisée, prédictive, participative et préventive.

Si le Luxembourg ne dispose pas directement d'atouts forts pour attirer à court terme des

activités de production pharmaceutique, il dispose de leviers qu'il peut renforcer pour augmenter sa visibilité et son attractivité vis-à-vis de l'industrie HealthTech en général et favoriser l'accès de sa population à des innovations biomédicales.

Question 2144 (05.05.2020) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant la **maladie bactérienne des mésanges bleues** :

Innerhalb von 20 Deeg goufen iwwer 200 dout Blomeesen a ronn 150 krank Vullen bei natur&ëmwelt gemellt. Laut Radio 100,7 wier eng Bakterie doru Schold. Dës Bakterie, am Fachjargon „Suttonella ornithocola“ genannt, géif bei de Blomeesen eng Longenentzündung auslösen.

Opgrond vun dësen Informatiounen wëll ech follgend Froen d'Madamm Ministesch fir Ëmwelt stellen:

- Gouf et an der Vergaangenheet schonn en änlecht „Massestierwen“ bei Blomeesen weinst dëser Bakterie?
- Kann d'Madamm Ministesch mir méi Informatiounen zu dëser Bakterie liwweren?
- Wéi erkläert et sech zum Beispill, dass dës Bakterie just fir Blomeesen en déidleche Verlaf kann hunn oder sinn och aner Vullenaarte betraff?
- Kann d'Ministesch bestätegen, dass dës Bakterie weeder op de Mënsch nach op d'Hausediere iwwerdrobar ass?

Réponse commune (09.06.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Dës Krankheet gouf eng éischte Kéier am Joer 1996 an England festgestallt, wou se mëttlerweilee endemesch ass, mat saisonalem Héichpunkt am Fréijoer. An de Joren duerno ass se sporadesch a verschidde Länner detektéiert ginn. Am Fréijoer dëst Joer ass dës Krankheet zimmlech massiv an der Belsch, an Däitschland mee och hei zu Lëtzebuerg opgetaucht. No engem Opruff vun natur&ëmwelt goufe wärend de Méint März bis Enn Mee, mat engem Peak am Abrëll, 371 krank respektiv doudeg Meese gemellt, déi d'Symptomen vun dëser Krankheet gewisen hunn.

ad 2., 3. + 4. Et handelt sech ëm den anaeroben, gram-negative Bakterium „Suttonella ornithocola“ aus der Famill Cardiobacteriaceae deen haaptsächlech Blomeese befällt, mee och bei anere Vulle vun de Famill Meesen a Schwanzmeese bekannt ass. Bei anere Vullen, Notz- an Hausdiere konnt bis haut den Erreger net nogewise ginn. Och huet dës Bakterie keen zoonotesche Charakter, dat heescht si kann net op de Mënsch iwwerdroe ginn.

Dëse Bakterium gräift haaptsächlech d'Longen un, kann awer och de Verdauungstrakt befallen. D'Vullen halen duerfir op mat friessen an drénke vill. Si ginn doduerch ganz moer a stierwe meeschtens an engem Zäitraum vun e puer Deeg.

Question 2147 (06.05.2020) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant la **campagne de sensibilisation du Gouvernement face au coronavirus** :

Net oui meng Mask - dëse Slogan ass den Ophänkert vun enger aktueller Publicitéitscampagne vun der Regierung, fir de Public fir d'Anhale vun de Coronamesuren ze sensibiliséieren. Dës Pub huet rezent d'Deckblat vun den Zeitunge vun engem Pressegrupp geféllt.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Gesondheet an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froen stellen:

- Här Minister, gëtt d'Regierung bei all de Medien, déi vun der staatlecher Pressehëllef profitéieren esou eng Pub an Optrag? Wann net, firwat net?
- Wéi goufen d'Pressehaier, fir déi esou eng Publicitéit vun der Regierung an Optrag gi gouf, ausgewielt?
- Huet d'Regierung bei anere sougenannten „Out of Home“-Annoncen op Bushaisercher vun enger Gratuitéit profitéiert?
- Huet d'Regierung bei den Zeitungsannoncë vun enger Gratuitéit profitéiert oder goufen dës Annoncen zum Maartpräis akaaft?

Réponse (09.06.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'Etat* :

ad 1. D'Campagnen, déi als But hunn, d'Gesellschaft iwwert déi verschidde Mesuren an der Lutte géint de Covid-19 ze sensibiliséieren, ewéi d'Campagne mam Titel #Bleiftdoheem, d'Phase vun Deconfinement oder och nach #NetUniMengMask, limitéieren sech net op d'Zeitungsannoncen, mee sinn als Deel vun engem méi groussen Outreach ze verstoen. D'Zil war a bleift esou vill Bierger ze erreeche wéi méiglech a gläichzäitig sécherzestellen, dass d'Majoritéit vun de Leit Accès op Informatiounen kritt - dëst esou einfach wéi méiglech an onofhängeg dovunner, fir wéi eng Informatiounsquell de Bierger sech entscheet, sief et digital, iwwert de Radio oder am Print, op Franséisch, Däitsch, Englesch oder Portugisesch.

ad 2. An dësem Sënn sinn d'Annoncen net un d'Konditioun vun der Pressehëllef gekoppelt ginn, an d'Regierung huet net automatesch bei all de Medien, déi d'Pressehëllef kréien, och dës Publicitéiten an Optrag ginn. Et ass sech virun allem d'Fro gestallt gi wéi ee beschtméiglech all linguisteschen demographeschen Gruppen a Communautéiten vun eiser Gesellschaft erreeche kann, och als Complement zu den digitale Reseauen an der offizieller Internetsäit vun der Regierung.

ad 3. Wärend der Zäit vum Confinement sinn d'Annoncë vun #Bleiftdoheem an de Bushaisercher der Regierung gratis zur Verfügung gestallt ginn. D'Regierung huet d'Käschten, déi mam Print a mam Montage verbonne waren, iwwerhollt. Déi aktuell Annoncë ronderëm den #NetUniMengMask an de Bushaisercher ginn zu engem verbëllechten Tarif facturéiert.

ad 4. D'Regierung huet bei den Zeitungsannoncen net vun enger Gratuitéit profitéiert, eng Rei Medienhaier hunn eng Remise um Gesamtpräis offréiert.

Question 2150 (06.05.2020) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant le **contournement Hoscheid-Dickt** :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 1824 schreift den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten Follgendes:

„E Contournement vun der Houschter Déckt ass de Moment net virgesinn. Et ass dozou ze soen, dass et sech bei Housen an Hengescht ëm Uertschaften handelt a bei der Houschter Déckt ëm e „lieu-dit“, wat déi ënnerschiddlech Prioritéitsniveaun erkläert.“

D'Houschter Déckt ass an der Tëschenzäit zu enger gréisserer Agglomeratioun mat ronn 270 Awunner erugewuess a bis 2025 wäerte nach ronn 190 Menagen derbäikommen.

Mir ass iwwerdeems zougedroe ginn, dass d'Leit, déi op dësem „lieu-dit“ wunnen, bei staarkem Verkéier mol net mat hirem Auto iwwert d'Strooss kommen. Den Zouwuess u Bevölkerung suert dofir, dass dës Situatioun sech nach verschäerft wäert. Och fir d'Foussgänger ass d'Houschter Déckt geféierlech. E Contournement kéint dësem Problem entgéintwirken.

An deem Zesummenhang wëllt ech dem Minister fir ëffentlech Aarbechten dës Froen stellen:

- Duerch wéi eng Mesurë gedenkt den Här Minister d'Foussgänger an der Houschter Déckt besser ze schützen, oui derbäi den Trafic op der N7 ze entravéieren?
- Wat ass, Här Minister, den aktuelle Stand vun follgende Projeten:
 - Contournement Housen
 - Contournement Hengescht
 - Ausbau vun der B7
- Ass den Här Minister bereet, seng Decisioun betreffend engem Contournement fir d'Houschter Déckt ze iwwerdenken an an noer Zukunft de Prioritéitsniveau eropzehiewen? Falls net, firwat net?
- Ass de Minister d'accord mam Constat, dass et géif Sënn maachen, de Contournement Hengescht an Housen zesumme mat engem Contournement Houschter Déckt ze realiséieren, wëssend dass dëst kéint fir e koherent a sécher Verkéierskonzept op dësem Tronçon vun der N7 suergen?
- Ass d'Bezeichnung „lieu-dit“ fir d'Houschter Déckt nach zäitgeméis? Gedenkt de Minister an noer Zukunft d'Houschter Déckt als „Uertschaft“ unzeerkennen? Falls net, firwat net?

Réponse (09.06.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Fir d'Foussgänger an der Houschter Déckt besser ze schützen, si schonn an der Vergaangenheet Mesurë geholl ginn, an zwar sinn do gesécherert Iwwergäng mat enger Mëttelinsel speziell fir d'Foussgänger amenagéiert ginn. Weider Mesurë si momentan op där Plaz net virgesinn, an et sinn do och keng weider Problemer bekannt.

Den aktuelle Stand vum Contournement Housen gesäit esou aus, dass d'Ëmweltetüden an déi geotechnesch Etüden ofgeschloss sinn. Dëst Joer nach ginn déi archeologesch Etüden an eng Sich no Iwwerreschter vum zweete Weltkrich gemaach. Den „avant-projet de loi“ gëtt viraussiichtlech Enn Juni op Basis vum „avant-projet détaillé“ presentéiert.

Beim Projet vum Contournement Hengescht gëtt den „avant-projet sommaire“ dëse Summer fäerdeggestallt. Zousätzlech ginn dëst Joer nach akustesche Etüden an Ugrëff geholl.

Wat den Ausbau vun der N7 tëschent dem Fridhaff an der Wemperhaart betrëfft, ass ze soen, dass dëst Joer am Summer den „avant-projet“ presentéiert gëtt als Basis fir den noutwendegen „projet de loi“. Am Kader vun dësen Sécherheitsmoossnamen ass kee Contournement fir d'Houschter Déckt virgesinn.

De „projet de loi“ fir den Ausbau vun der B7 ass och an Ausaarbechtung a wäert kënnen am Hierscht presentéiert ginn.

Laut Artikel 2 aus dem Code de la route, ass eng Lokalitéit definéiert duerch « espace de fonds bâtis comprenant au moins dix maisons d'habitation rapprochées et disposant chacune d'au moins un accès individuel à la voie publique ; les limites de l'agglomération sont constituées par le premier et le dernier groupe de trois maisons qui sont distantes les unes des autres de moins de 100 m ; ces limites sont indiquées par les signaux E,9a et E,9b placés conformément à l'article 108 à l'entrée de l'agglomération à moins de 100 m de la première et de la dernière maison ayant un accès individuel à la voie publique, dans la mesure où la configuration des lieux le permet ; les lieux-dits qui répondent aux critères qui précèdent sont assimilés aux agglomérations ».

Et ass richtege, dass d'Houschter Déckt laut dem Code de la route duerch den Ausbau an de leschte Joren als Lokalitéit betruecht ka ginn. Dee Moment géif d'Geschwindegkeet op 50 begrenzt ginn.

Question 2162 (07.05.2020) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant les **salaires des employés du groupe Luxair dans le contexte de la pandémie du coronavirus** :

D'Coronapandemie an déi dovun ausgoend Beschränkungen op d'Wirtschaft hunn dozou gefouert, dass am Loftverkéier Flieger hu misen um Buedem bleiven an d'Geschäftsaktivitéit op quasi null reduzéiert gouf. Heivunnen sinn och d'Luxair an hir Mataarbechter betraff.

D'Employéé vun der Luxair, déi am Normalfall hire Salaire duerch Weekendarbeiter opstocke konnten, verdénge mam Agräife vum Chômage partiel nëmme nach ronn 80 % vun hirem normale Salaire, dëst well de Chômage partiel op 80 % vum Grondsalaire plus d'Moyenne vun de Primme berechent gëtt.

Den Aarbechtsminister selwer hat den 3. Abrëll 2020 an engem RTL-Interview gesot, dass et all Patron fräi géif stoe méi u seng Salariéen ze bezuelen ewéi déi 80 % vun Chômage partiel. De Staat selwer besëtzt ronn 39 % vun den Aktië bei Luxair an ass domadder och am Verwaltungsrot vun der Entreprise stëmmberechtigt.

An deem Zesummenhang wëllt ech de Ministere fir Finanzen an Aarbecht dës Froen stellen:

- Goufen et säitens der Regierung Pläng, fir d'Luxair dozou ze beweegen, dass d'Employééen hire Grondsalaire zu 100 % ausbezuelt géife kréien, dat heescht, dass Luxair déi restlech 20 % vum Salaire iwwerhëlt?
- Ass d'Regierung der Meinung, dass de Staat an dëser Krisensituatioun - am Hannergrond vun der d'Ausso vum Aarbechtsminister - mam gudde Beispill virgoe misst a bei der Luxair misst Drock maachen, fir dass d'Salariéen 100 % vun hirem Salaire kréien?

Réponse (09.06.2020) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1. Nee, säitens der Regierung goufen et keng Pläng, fir d'Luxair dozou ze beweegen déi restlech 20 % vum Salaire ze iwwerhuelen.

ad 2. Dëst ass eng Decisioun vum Conseil d'administration vun der Luxair. D'Regierung ass awer mam gudden Beispill virgaangen an huet séchergestallt, datt de Chômage partiel net ënner de Mindestloun ka falen. Betreffend de Chômage partiel mussen déi selwecht Reegele fir den ganze Privatsektor gëllen.

Question 2166 (08.05.2020) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le refus de l'indemnité d'urgence dans le cadre de la pandémie du coronavirus :

Et errechen eis ëmmer nees Messagë vu Betriber, déi mam Asetze vum Confinement de 16. respektiv den 18. Mäerz 2020 vu Polizisten mam Hiweis op méiglech Strofen, gerode kritt hunn hir Dieren zouzemaachen.

Dës Betriber staunen haut net schlecht, wann hir Demande op eng Indemnitéit vun de staatlécher Servicer ofgewise gëtt, mam Hiweis, si wieren net obligéiert gewiescht zouzemaachen.

Aus deene Grënn wëllt ech folgend Froen an den Här Minister fir bannenzeg Sécherheet an d'Häre Ministere fir Wirtschaft stellen:

1. Sinn d'Ministère der Meenung, dass hir Krisekommunikatioun ugemiese war an och bei de Concernéierten ukomm ass?

2. Hunn d'Ministère Kenntnis vu Betriber, déi sech bei hinne beschwéiert hunn, well Polizisten si souzoues geden hunn zouzemaachen a si lo am Nachhinein gewuer ginn, dass si guer net viséiert ware vum Verbuet?

3. Kann de Minister fir bannenzeg Sécherheet mir soen, wéi d'Polizisten op d'Krisereglementer preparéiert goufen? Goufen et an deem Kontext kloer Instruktiounen an d'Beamte vum Terrain? Goufen dës Instruktiounen schréfflech matgedeelt?

- Wa jo, ass de Minister bereet eis dës Dokumenter zur Verfügung ze stellen?

- Wann nee, firwat net? Kann de Minister ausschléissen, dass d'Beamte vum Terrain de Betriber falsch Informatiounen zoukomme gelooss hunn an doduerch Fermeturé vu Betriber erbäigefouert hunn?

4. Wéi wëllt d'Regierung dese Betriber entgéintkommen?

Réponse commune (09.06.2020) de M. François Bausch, Ministère de la Sécurité intérieure, de M. Franz Fayot, Ministère de l'Économie, et de M. Lex Delles, Ministère des Classes moyennes :

ad 1. Mam groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz 2020 ass eng éischt finanziell Ënerstëtzung vu 5.000 € fir d'Betriber an d'Liewe geruff ginn. Vill Leit hu sech d'Fro vun hirer Eligibilitéit zu deser Hëllef gestallt, déi ënner anere d'Fro vum Gebouwen war, ob de Betrieb seng Dieren huet missen duerch d'Kraafttriede vum groussherzogleche Reglement vum 18. Mäerz zoumaachen.

Fir eenheetlech an transparent no baussen ze kommunizéieren, gouf et en enken Informatiounsaustausch mat der Hotline vun der Regierung, op där ënner anere och Vertrieder vum Wirtschaftsministère present waren, fir op d'Fro vum Betriber ze äntweren, respektiv mat der Hotline vum House of Entrepreneurship an der Chambre des Métiers. Schonn ab dem 16. Mäerz huet d'Regierung op quasi deeglecher Basis de Responsabele vun der Hotline matgedeelt, wéi eng Aktivitéit vun deser Hëllef kënn profitéieren (am Fall vun enger obligatorescher Schléissung) a wéi eng Aktivitéit vun deser Hëllef ausgeschloss wieren. Dese direkte Kontakt tëschent der Regierung an den Hotlines hat als Zil, fir eenheetlech Äusserunge vis-à-vis vun de Betriber ze maachen.

ad 2. D'Kontrolle vum Respekt vun den Aschränkungsmaasures betreffend d'Betriber, wéi se an de reglementairen Texter säitens der Regierung festgeschriwwen goufen, goufen souwuel säitens der Police wéi och der Douane asuréiert.

Der Direction générale des classes moyennes sinn dräi Fäll bekannt, wou d'Betriber affirméiert hunn, si hätte vu Säite vun der Police respektiv der Douane gesot kritt, si missten hir Dieren zoumaachen, déi awer net kënnen vun der Hëllef profitéieren, déi vum groussherzogleche Reglement vum 25. Mäerz agefouert gouf.

D'Police huet bis elo keng sou Reklamatiounen säitens de Betriber erakritt.

ad 3. Direkt am Ufank vun der Kris huet d'Police Déngschtuweisungen un hir Beamten erausginn, wéi ze verfuere wier. Dës Déngschtuweisungen hu sech op d'Dispositiounen aus de Krisereglementer baséiert.

- Eng operationell Nott fir sämtlech Beamten huet explizit déi reglementaire Texter zu deem Sujet regruppéiert an detailléiert opgeléicht;

- an där Nott war och eng national Prozedur an der Police opgestallt, ginn fir duerch d'ganz Land déi nämmelecht Äntworte kënnen ze ginn am Fall wou (déi nämmelecht) Froe géifen optauchen, dëst souwuel an enger Urgence iwwert d'Zentral vum 113 respektiv iwwert d'Direktiounen am aneren Fall;

- an der interner Uweisung fir sämtlech Beamten a fir d'Zentral vum 113 gouf et e Verweis op déi offiziell Hotline vun der Regierung ënner d'Nummer 8002-8080. Et war dëst déi Nummer, op där och d'Police sech reisenignéiert huet am Fall vu Froen.

D'Police huet also d'Informatiounen, déi se vun de respektiv Hotline krut, un d'Betriber weiterginn, am Fall wou se domat befasst ginn ass.

ad 4. Déi dräi betrefe Betriber sinn individuell kontaktéiert ginn an si sinn iwwer alternativ Hëllefsmesuren informéiert ginn. Ënner anere konnten si vun der Hëllef profitéieren, déi vum groussherzogleche Reglement vum 24. Abrëll geschaaft gouf.

Question 2175 (11.05.2020) de Mme Octavie Modert (CSV) concernant la piste ou voie cyclable sur la Route du Vin N10 :

L'utilisation et l'aménagement de la piste ou voie cyclable sur la Route du Vin N10 entre le lieu-dit « Hëttermillen » et Bech-Kleinmacher suscite régulièrement et depuis longtemps de nombreux commentaires et questions.

D'où mes questions :

I. En ce qui concerne le tronçon entre Stadtbredimus et Hëttermillen :

- Il ne comporte qu'une seule ouverture sur toute la longueur de 4 km de la piste cyclable. Les services de l'administration compétente n'accordent aucune dérogation pour rajouter l'une ou l'autre ouverture supplémentaire dans les glissières, apparemment pour des raisons de sécurité. Voilà qui soulève les questions suivantes :

• Pourquoi n'y a-t-il pas de possibilité pour des ouvertures supplémentaires dans les glissières ?

• Est-ce qu'il est correct que des raisons sécuritaires seraient invoquées à cet effet ?

• En ne pouvant quitter la voie cyclable par exemple en cas de danger, en cas de malaise, mais encore pour s'acheminer sur d'autres routes, Monsieur le Ministère n'estime-t-il pas que, bien au contraire, cela représente bien plus un risque pour la sécurité ?

D'autant que cela incite de nombreux cyclistes à ne pas emprunter cette piste, mais à rouler sur la chaussée de la N10.

- Monsieur le Ministère est-il conscient qu'il n'y a pas de trottoir à hauteur des maisons du lieu-dit « Hëttermillen » longeant immédiatement la N10, et que les piétons doivent marcher sur la chaussée de la N10, parce qu'il leur est impossible d'entrer autrement sur la piste (où la circulation des piétons est autorisée) ?

• Est-ce que Monsieur le Ministère approuve cette situation ?

• Est-ce qu'il estime cette situation appropriée et sûre pour des familles avec poussette pour bébés, des chaises roulantes ou pour des gens âgés marchant à l'aide de cannes ou déambulateur ?

• Considérant d'autre part que traverser la N10 à la Hëttermillen n'est pas facile non plus pour les riverains en l'absence d'un passage clouté, est-ce qu'il est correct qu'un tel aménagement relèverait des autorités communales compétentes ?

• Est-ce qu'il est correct d'autre part qu'un passage pour piétons sur la N10 ne pourrait y être aménagé que si des feux rouges seraient parallèlement mis en place à cet endroit ? Si oui, pour quelles raisons ? À titre d'information, il s'agit d'un endroit où la vitesse des automobilistes est limitée à 70 km/h, et des situations similaires avec passages pour piétons existent.

- Au niveau de la bifurcation de la N10 et du CR146 entre Stadtbredimus vers Greiveldange, aucune ouverture ne se trouve dans la glissière de la piste, qui permettrait aux cyclistes de

quitter la piste cyclable pour s'engager sur le chemin repris en question - ou l'inverse. Il en résulte que les cyclistes roulent sur la N10, dans l'impossibilité de pouvoir s'engager sur la piste cyclable. Or, à cet endroit, la piste cyclable est obligatoire pour les vélos. Il est néanmoins impossible de l'emprunter dans les circonstances décrites ci-avant.

• Monsieur le Ministère est-il d'avis que cette situation de rouler en illégalité est tolérable ?

• Le statut de piste ou voie cyclable obligatoire serait-il la raison pour laquelle aucune ouverture supplémentaire dans les glissières serait possible ?

• Si oui, Monsieur le Ministère n'opine-t-il pas qu'il faudrait amender la réglementation afférente ?

• Ou est-ce que Monsieur le Ministère serait d'avis que les situations prédécrites sont tolérables ?

II. Concernant le tronçon de la N10 entre Stadtbredimus et Remich :

- Force est de constater que les ouvertures dans les glissières sont très nombreuses à ce niveau, une dizaine d'ouvertures se trouvant dans les glissières de ce tronçon de seulement 2 km - et où par ailleurs un trottoir longe la N10.

• Pour quelles raisons y a-t-il ici autant d'ouvertures, alors que sur une distance longue de 4 km (cf. sub I.), il n'y en a qu'une seule ?

• Considérant que cette piste n'est pas une piste cyclable obligatoire, est-ce que cela en serait la raison ?

• Si oui, pourquoi la piste n'est-elle pas obligatoire ici, tandis qu'elle l'est sur le tracé entre Stadtbredimus et Hëttermillen ? Quelles sont les raisons de cette différence ? Est-ce que Monsieur le Ministère les approuve ?

III. Certaines signalisations peuvent risquer d'induire en erreur les cyclistes, en juxtaposant par exemple des interdictions pour vélos avec des signalisations de voie cyclable obligatoire, par exemple à hauteur de Bech-Kleinmacher. Est-ce qu'il conviendrait de revoir la cohérence des panneaux de signalisation respectivement de leur emplacement ?

IV. Monsieur le Ministère serait-il opposé à ce que des ouvertures soient aménagées par endroits dans les glissières pour des raisons d'ordre touristique ou d'œnotourisme ?

Réponse (16.06.2020) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics :

Avant d'entrer dans les détails évoqués par l'honorable Députée, il y a lieu de faire un bref état de la complexité du sujet.

Situé entre les vignobles et le cours d'eau, le tracé de la route nationale N10, en rive gauche de la Moselle, constitue le corridor quasi naturel pour toute infrastructure linéaire entre Schengen et Wasserbillig. Au fil des années, la N10 a évolué et, à part sa fonction de route principale nord-sud, des éléments pour la mobilité active ont été ajoutés (piste cyclable PC3 pour vélos, chemins pour piétons).

Les voies suggestives pour cyclistes, marquées des deux côtés de la chaussée, ont successivement été remplacées par une piste cyclable sur site propre, dont certains tronçons ont dernièrement pu être réalisés dans le cadre du collecteur des eaux usées raccordant les localités à ux stations d'épuration. Ceci, bien entendu, en concertation et avec l'encouragement des édiles communaux et des organisations touristiques. S'y ajoute l'urbanisation progressive le long de la N10, qui contribue à une demande croissante d'utiliser la piste cyclable au-delà des objectifs touristiques initiaux.

En ce qui concerne les aménagements relatifs à la piste cyclable, il y a lieu de noter que celle-ci a été construite du côté de la Moselle, ce qui peut s'expliquer - au-delà des aspects touristiques - par l'absence de croisements de routes et donc par une bonne continuité du tracé et ainsi une meilleure sécurité routière.

Pour augmenter davantage la sécurité des usagers de la piste cyclable, il a été décidé en phase d'avant-projet de placer une glissière de sécurité dans la bande de verdure entre la chaussée de la route nationale et la piste cyclable, ce qui augmente également la sécurité des automobilistes, en présence des plantations d'arbres dans la zone de verdure et de la Moselle.

Depuis quelques années, les systèmes de glissières de sécurité (dispositifs de retenue) doivent se conformer aux normes européennes et chaque système doit disposer d'une homologation et ne peut être mis en œuvre que par des entreprises spécialisées et qualifiées, obligées à respecter les conditions d'application en conformité avec les règlements et standards, et

en application des lignes de conduite concernant la protection des usagers de la route et de son voisinage. En effet, ce n'est qu'à partir du début des années 2000 qu'une évolution massive et rapide des règles de l'art et des standards a pu être constatée, notamment suite aux objectifs politiques d'augmenter la sécurité routière et de réduire le nombre et les conséquences des accidents de la route.

Pour ainsi, certaines dispositions d'usage à l'époque, conformes aux standards anciens, n'ont pas été homologuées dans la suite et ne peuvent plus être appliquées pour leur dangerosité vis-à-vis de véhicules en sortie de route. Voilà pourquoi des interruptions courtes de glissières permettant de laisser passage aux piétons ne sont plus conformes et devraient de ce fait être remplacées par des constructions beaucoup plus conséquentes, si la situation le permet, ou tout simplement être fermées.

Appliqué au tronçon Remich-Stadtbredimus, les ouvertures actuellement présentes dans les glissières (mises en œuvre selon les anciens standards), qui permettent le passage des piétons en provenance des bandes de stationnement du côté des vignobles, ne pourront plus être maintenues selon les principes actuels, une fois que le tronçon devra être réaménagé.

Le tronçon de la N10 entre Stadtbredimus et Hëttermillen, avec sa vitesse maximale autorisée de 90 km/h, a cependant été conçu selon les nouveaux standards, de sorte que les passages à travers les glissières ont été évités au maximum. Ceci est notamment le cas parce qu'il a été opté pour la mise en place de glissières en bois pour lesquelles des constructions spéciales d'abouts n'existent pas et pour lesquelles il faudra donc a priori aménager des abaissements, ce qui a le désavantage de créer à chaque ouverture une zone non homogène d'une trentaine de mètres. De toute évidence, l'accent avait été mis sur la continuité linéaire, l'esthétique et la sécurité ainsi que la conformité du système. Par ailleurs, en dehors des agglomérations, la nécessité d'aménager des passages à travers les glissières de sécurité n'était guère percevable, comme par ailleurs de fortes voix réclamaient l'aménagement d'une piste cyclable séparément des voies empruntées par les voitures.

Ce n'est qu'après-coup et au vu de réclamations de la part de riverains qu'il est devenu clair que des améliorations sont à mettre en place.

Dans le passé, à de nombreux endroits, les glissières ont été interrompues à la convenance des riverains, sans pour autant analyser les conséquences pour la sécurité routière comme déjà évoqué plus haut. Le pays est encore parsemé de telles ouvertures dans les structures de protection, qui ne répondent pas aux nouveaux standards.

Une analyse effectuée récemment par l'Administration des ponts et chaussées a montré par exemple que sur la N10 le long de la Moselle, il y a 45 ouvertures sur environ 20 kilomètres de glissières qui répondent encore aux anciens standards, et pour lesquelles il faudra trouver des solutions dans la suite, et au plus tard lors de la mise en œuvre d'un nouveau système de glissières homologué. Il s'agira dès lors de consolider les besoins de perméabilité pour les piétons et cyclistes et les aspects de sécurité routière de tous les usagers.

Lors de cette même analyse, sur le tronçon Stadtbredimus-Hëttermillen, plusieurs endroits auxquels il serait souhaitable de donner accès à la piste cyclable par la N10 ont été détectés, sans pour autant rendre nécessaire l'aménagement de passages pour piétons ou cyclistes, en application du guide de la Commission de la circulation de l'État relatif à l'aménagement d'infrastructures sur la voirie hors agglomération.

Comme les différents endroits en question se distinguent par leurs caractéristiques (en agglomération ou hors localité, vitesse autorisée 70 ou 90 km/h, etc.), les solutions devront cependant en tenir compte en conséquence.

Voilà pourquoi je préconise clairement la réalisation de trottoirs aménagés en chemin mixte de l'autre côté de la N10 et la mise en place d'un passage pour piétons à l'intérieur de l'agglomération de Hëttermillen, permettant ainsi un accès aisé à la piste cyclable. Ces mesures devront être réalisées par l'Administration communale. Aux endroits hors agglomération, dont la compétence revient à l'Administration des ponts et chaussées, une étude a été lancée pour définir les emplacements exacts en fonction de la demande et des aspects de sécurité routière ainsi que les modifications à apporter, le cas échéant, aux glissières existantes. Il s'agit en l'occurrence de plusieurs arrêts d'autobus et du passage pour cyclistes en provenance de Greiveldange. Les analyses y rela-

tives n'ont cependant pas encore pu être terminées.



Question 2180 (15.05.2020) de M. Marc Baum (déi Lénk) concernant la réorganisation et le regroupement des agences exécutives de la Commission européenne à Bruxelles :

L'Union européenne, dans sa stratégie financière 2021-2027, prévoit de réorganiser et de regrouper les différentes agences exécutives de la Commission à Bruxelles. Ces agences exécutives sont créées pour une durée déterminée. Pour le moment elles sont au nombre de six. Ces agences sont obligatoirement situées soit à Bruxelles, soit à Luxembourg-ville, là où siège la Commission européenne.

Cette décision de réorganisation concerne aussi, l'agence exécutive pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation basée au Luxembourg (CHAFAE en anglais, la Consumers, Health, Agriculture and Food Executive Agency). Celle-ci doit en effet être supprimée et ses différentes tâches réparties parmi d'autres agences basées à Bruxelles. Cette agence occupe environ 80 salarié(e)s. Parmi ces 80 salarié(e)s certain(e)s ne sont pas des fonctionnaires européen(ne)s et ne bénéficient donc pas tou(te)s des mêmes protections. La décision de fermer cette agence, qui est entre autres responsable pour une partie du volet santé de l'Union, en période de pandémie et en période de crise économique, pose question.

C'est pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Qu'est-ce que Monsieur le Ministre compte faire face à la décision de fermer l'agence exécutive CHAFAE ? Est-ce que vous comptez vous y opposer ?

2) À défaut de maintenir l'agence et ses employés(e)s, un plan de sauvegarde de l'emploi est-il prévu pour ceux et celles voulant rester au Luxembourg ?

3) Qu'est-ce que cette réorganisation des agences exécutives de la Commission signifie pour l'accord Asselborn-Georgieva qui prévoit de développer davantage encore la présence des institutions européennes au Luxembourg, mentionnant spécifiquement l'augmentation du personnel au sein de la CHAFAE ?

La pandémie du Covid-19 a mis à l'épreuve la solidarité et la coopération européenne. Entre fermetures des frontières, course au matériel sanitaire pour chaque pays membre et difficulté de coordonner ensemble les mesures de confinement et de déconfinement, c'est l'État-nation et sa souveraineté qui semble sortir renforcée de cette crise. La santé est certes du ressort des différents États, mais le virus ne s'est pas arrêté aux frontières nationales.

Aujourd'hui la Commission mène une réflexion autour de la mise en place d'un programme de santé au niveau européen afin de mieux préparer les différents systèmes de santé face à de nouvelles pandémies.

Considérant ces réflexions sur l'état de coopération au sein de l'Union européenne notamment dans le contexte de la pandémie du Covid-19, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelles sont les pistes qui découlent de cette réflexion autour d'un programme de santé européen ?

2) Une réflexion est-elle menée au niveau européen afin d'organiser et garantir la production et le stockage de matériel sanitaire, tel que des masques chirurgicaux, des tests de dépistage ou encore des médicaments de base ?

3) Qu'est-ce que le Luxembourg envisage de faire pour contribuer au renforcement de la solidarité européenne sur un plan sanitaire mais aussi politique ?

4) Si une coopération entre tous les États membres échoue, le Luxembourg envisage-t-il, à travers la procédure dite de « coopération renforcée », de renforcer la solidarité européenne avec les États membres volontaires ?

La pandémie a révélé la forte vulnérabilité du Luxembourg face aux politiques et mesures mises en œuvre en Allemagne, en Belgique et en France. La fermeture, réelle ou envisagée, des frontières a menacé le secteur de la santé luxembourgeois où les frontalier(ère)s constituent 62 % des employé(e)s. D'une manière générale une bonne partie des secteurs dits essentiels risqueraient de s'effondrer si les frontalier(ère)s étaient empêché(e)s de venir travailler. Fin 2019 plus de 200.000 frontalier(ère)s

travaillaient et payaient des impôts au Luxembourg.

C'est pourquoi j'aimerais poser au Ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi qu'à la Ministre de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région ces questions suivantes :

1) Dans le cadre de la pandémie, une coopération spécifique a-t-elle été mise en place afin de coordonner les efforts dans la Grande Région ? Si oui, quels sont les résultats de cette coopération ?

2) Qu'est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage pour faciliter le recours au télétravail pour les frontalier(ère)s dans le futur ? Jusqu'à quand la non-imposition des journées de télétravail dans les pays de résidences est-elle valable ?

3) Le Luxembourg envisage-t-il de renforcer la coopération au niveau de la santé dans le cadre de la Grande Région ou avec ses pays voisins ?

Réponse commune (09.06.2020) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre à la Grande Région :

ad Agence exécutive européenne pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFAE) :

1) Le Gouvernement n'a pas été consulté par la Commission européenne sur son intention de transférer les activités de l'Agence exécutive européenne pour les consommateurs, la santé, l'agriculture et l'alimentation (CHAFAE) de Luxembourg vers Bruxelles. Après avoir appris que la Commission serait sur le point de fermer CHAFAE, j'ai immédiatement pris contact avec le Commissaire européen au budget et à l'administration, Johannes Hahn, en charge de ce dossier, pour lui faire part de l'incompréhension et de la forte préoccupation du Luxembourg quant à une telle décision et ses conséquences pour le personnel concerné. J'ai aussi fait part de nos interrogations quant au moment choisi, en pleine crise du Covid-19, pour précipiter des décisions et des changements dans ce domaine crucial lorsque tous les efforts devraient être concentrés sur la gestion de la crise.

La procédure applicable aux agences exécutives accordant un rôle prépondérant à la Commission européenne, et ce contrairement à la procédure portant sur le siège des agences décentralisées, le Luxembourg ne peut pas s'opposer seul au transfert des activités de la CHAFAE à Bruxelles dans le cadre du paquet de refonte des agences exécutives, qui a été endossé par le Collège des commissaires en date du 29 avril 2020. Le Gouvernement va pour autant poursuivre, au cours des prochains mois, ses efforts en vue de convaincre la Commission européenne du bien-fondé de revoir son projet de refonte - les décisions définitives à cet égard devant être prises fin 2020 - et de renforcer plutôt la CHAFAE à Luxembourg, où elle fonctionne bien depuis sa création il y a 15 ans, en profitant notamment des possibilités de synergies dans le cadre de la e-santé, au lieu de transférer ses activités vers plusieurs agences exécutives basées à Bruxelles.

2) Vu que le Gouvernement n'est pas partie prenante au dialogue social entre la Commission européenne et les fonctionnaires et agent(e)s de la CHAFAE, le Gouvernement ne saurait se prononcer concernant un éventuel plan de sauvegarde de l'emploi pour les fonctionnaires et agent(e)s souhaitant rester au Luxembourg.

3) Lors de nos échanges au cours des dernières semaines que ce soit avec le commissaire compétent, Johannes Hahn, ou avec la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, la Commission a, nonobstant son annonce quant à la CHAFAE, confirmé sa volonté de mettre pleinement en œuvre les engagements pris dans le cadre de l'accord Asselborn-Georgieva de décembre 2015 quant à la pérennisation et le renforcement de la présence des services de la Commission européenne au Grand-Duché, et notamment des pôles juridique, financier et numérique.

ad Programme de santé européen :

1) Le 28 mai 2020, la commissaire en charge de la santé, Stella Kyriakides et le Vice-Président de la Commission européenne chargé de la promotion du mode de vie européen, Margaritis Schinas, ont présenté le nouveau programme « L'UE pour la santé » (EU4Health) pour la période 2021-2027. Contrairement à la version précédente du projet de cadre financier pluriannuel (CFP), ce nouveau programme complètement autonome, a été découplé du « Fonds social européen plus » comme initialement proposé en mai 2018.

Par l'intermédiaire du programme « L'UE pour la santé », la Commission propose d'investir 9,4 milliards d'euros dans le renforcement des

systèmes de santé. À titre de comparaison, dans la précédente proposition de la Commission concernant le volet « Santé », le montant était de 413 millions d'euros.

Le programme EU4Health poursuit trois objectifs généraux : améliorer la capacité de gestion des crises de l'Union, assurer la disponibilité de médicaments, de dispositifs médicaux et d'autres produits utiles en situation de crise à un coût abordable et renforcer les systèmes de santé et la main-d'œuvre dans le secteur des soins de santé. Outre la préparation et la réaction aux crises, le programme entend répondre dans le long terme à d'autres défis de taille pour les systèmes de santé, en particulier la répartition inégale des capacités des systèmes de soins de santé, les inégalités entre les groupes de population, les pays et les régions concernant l'accès à des soins de santé préventifs et curatifs abordables et de qualité, les obstacles à l'adoption d'innovations numériques ou encore l'augmentation de la charge sanitaire résultant de la dégradation de l'environnement et de la pollution, touchant en particulier la qualité de l'air, de l'eau et du sol.

Dans le contexte de ces objectifs spécifiques, la Commission européenne a établi dans l'annexe au règlement, une liste d'actions éligibles qui pourront être financées dans les différents domaines couverts par le programme. Il s'agira notamment de réaliser des audits, par exemple des mécanismes de préparation et de réaction des États membres (tels que la gestion des crises, la résistance aux antimicrobiens, la vaccination) afin de garantir leur efficacité, d'instaurer de nouveaux mécanismes, par exemple pour la passation de marchés publics de biens et de services nécessaires à la prévention et à la gestion des crises sanitaires, de mettre en place des programmes de formation et d'échange pour le personnel médical et de santé ou encore de développer la collaboration et les partenariats transnationaux, y compris dans les régions transfrontalières, en vue du transfert et du renforcement de solutions innovantes, y compris numériques, par exemple par l'intermédiaire des réseaux européens de référence.

Enfin, il est également à souligner que d'importants investissements en matière de santé au titre du prochain budget à long terme sont prévus par l'intermédiaire d'autres instruments de financement, tels que le Fonds social européen plus (FSE+), pour aider les groupes vulnérables à avoir accès aux soins de santé, le Fonds européen de développement régional, pour améliorer les infrastructures sanitaires régionales, Horizon Europe, pour la recherche et l'innovation en matière de santé, rescEU, pour constituer des stocks de fournitures médicales d'urgence, et le Programme pour une Europe numérique, pour mettre en place les infrastructures numériques nécessaires aux outils de santé numérique.

2) Au cours de la crise du Covid-19, une multitude de mesures ont été prises au niveau européen afin de répondre aux questions susmentionnées. Tout d'abord, afin de garantir un accès plus équitable à certaines contre-mesures médicales, d'améliorer la sécurité d'approvisionnement et d'offrir des prix plus équilibrés aux pays de l'Union européenne participants, la Commission a lancé, dès la fin février, des procédures de marché commun via le mécanisme de passation conjointe de marché prévu à l'article 5 de la décision 1082/2013/UE relative aux menaces transfrontières graves sur la santé. Dans ce sens, non seulement des équipements de protection individuelle (EPI) tels que des gants et des combinaisons de protections ont pu être acquis, mais également des respirateurs et d'autres appareils de ventilation, du matériel de protection des yeux et des voies respiratoires ainsi que du matériel de laboratoire tel que les kits de test.

Le 20 mars 2020, la Commission européenne a créé « rescEU », une réserve stratégique et un mécanisme de distribution de matériel médical, dans le cadre du mécanisme de protection civile de l'Union européenne. Cette réserve européenne commune permet de distribuer rapidement du matériel médical tel que des respirateurs, des équipements de protection individuelle, des vaccins, des médicaments et du matériel de laboratoire. 100 % du coût de cette réserve sont financés par la Commission européenne qui gère également la distribution du matériel pour veiller à ce qu'il aille là où il est le plus nécessaire.

En outre, le 14 avril, le Conseil de l'Union européenne a adopté deux propositions modifiant le budget de l'Union pour 2020 afin de libérer des fonds pour faire face à la crise du Covid-19. Dans ce contexte, l'instrument d'aide d'urgence (ESI) fournit dans l'ensemble des États membres un soutien stratégique direct face à la crise de santé publique provoquée par le coronavirus, en particulier dans le secteur des soins de santé. Doté d'un budget de 2,7 milliards d'euros provenant de l'UE, il est déployé

pour atténuer les conséquences immédiates de la pandémie et anticiper les besoins liés à la phase de sortie et de relance. Géré de manière centralisée par la Commission, l'instrument se concentre principalement sur les marchés attribués directement et les subventions directes, tandis que, dans certains cas, les actions seront mises en œuvre par l'intermédiaire de partenaires tels que des organisations internationales.

Au mois d'avril, la Commission européenne a également établi une « chambre de compensation pour l'équipement médical », pour une période de six mois, qui doit faciliter le recensement du matériel disponible, y compris les kits de test, et accélérer son adéquation à la demande des États membres. Par l'intermédiaire de contacts avec des centaines d'entreprises spécialisées dans la production de dispositifs médicaux et d'équipements de protection individuelle qui ont confirmé avoir l'intention d'augmenter leur production pour répondre à la demande, voire l'ont déjà augmentée, la chambre de compensation fera coïncider leurs propositions avec les besoins et demandes des États membres, et elle interviendra pour surmonter les obstacles techniques ou réglementaires ou réduire les goulets d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement, afin de veiller à la livraison rapide du matériel.

En complément à ces initiatives visant à faire face aux défis posés par cette crise sanitaire dans le court terme, la Commission entend également approfondir les réflexions sur la production de matériel médical au sein de l'UE, la dépendance de l'UE à l'égard de pays tiers en matière d'ingrédients pharmaceutiques actifs ou encore la disponibilité de médicaments à prix abordables et les pénuries, dans sa stratégie pharmaceutique dont elle entend publier la feuille de route en fin d'année.

3) + 4) Dans les prochaines semaines, et afin de faire face aux défis de cette crise, le Luxembourg s'attèlera à tout mettre en œuvre afin qu'à côté des mesures déjà prises, et complétées par un fonds de relance crédible, un cadre financier pluriannuel solide pour les années à venir soit adopté pour protéger nos économies et assurer une relance européenne durable. En matière sanitaire, le Luxembourg soutiendra toute initiative de la Commission en vue de renforcer la coordination européenne en temps de crise, d'assurer l'accès à des médicaments abordables, de garantir la sécurité de l'approvisionnement et de promouvoir le développement de vaccins, de nouveaux produits thérapeutiques et de diagnostics. Dans ce contexte, il est nécessaire de rappeler que depuis 2015, le Luxembourg participe activement avec la Belgique, les Pays-Bas, l'Autriche et l'Irlande, à la coalition BeNeLuxAI dont l'objectif principal est d'améliorer l'accès des patients aux traitements efficaces et de haute qualité, surtout en ce qui concerne les maladies rares et complexes. Cette collaboration internationale, qui se fonde sur quatre axes principaux, la détection précoce de développements pharmaceutiques potentiellement importants, l'évaluation de l'impact médical, économique, social, éthique et juridique des innovations pharmaceutiques, le partage de données concernant des traitements pharmaceutiques, des méthodes d'évaluation, des registres ainsi que les négociations conjointes de prix avec le secteur pharmaceutique concernant par exemple le remboursement de médicaments orphelins coûteux, a été complétée en 2019 par une autre initiative européenne regroupant dix pays (Irlande, Portugal, Espagne, Italie, Malte, Chypre, Grèce, Slovaquie, Croatie et Roumanie), le groupe de la Déclaration de La Valette, dont l'objectif primaire est de garantir une tarification durable des nouveaux médicaments mis sur le marché. De par leurs travaux, ces projets ont démontré la nécessité d'actions fortes au niveau du marché pharmaceutique européen et le Luxembourg espère que ce seront des modèles pour les initiatives que la Commission présentera dans les prochaines semaines tout particulièrement dans sa stratégie pharmaceutique. Cette crise sanitaire mondiale a en effet exacerbé les problèmes que ces initiatives tentaient de combattre, et il s'agira de passer des paroles aux actes pour y répondre d'une manière cohérente et coordonnée au niveau européen.

ad Coopération transfrontalière dans le domaine de la santé :

1) Une coopération spécifique dans le cadre de la pandémie a été lancée avec les différents interlocuteurs de la Grande Région à tous les niveaux, aussi bien de manière bilatérale (avec les capitales nationales et/ou régionales) que multi-

latérale (au niveau de la Grande Région). Les contacts intenses au niveau politique ont été complétés par d'innombrables contacts au niveau administratif. La Présidence sarroise des exécutifs du Sommet de la Grande Région a mis en place une « Corona Task Force » dès le mois de mars 2020 pour coordonner les efforts des territoires de la Grande Région. Ces contacts intenses à tous les niveaux ont permis de s'échanger sur la situation sanitaire et les processus de déconfinement, d'identifier les nombreux problèmes (dont ceux pour les travailleurs frontaliers) qui ont surgi dans le contexte du rétablissement de mesures restrictives aux frontières, ainsi que de s'engager en faveur d'un rétablissement rapide des libertés de circulation. Les pourparlers au niveau bilatéral ont entre autres permis d'assurer le passage des frontaliers, d'aboutir à un assouplissement progressif des contrôles aux frontières ainsi que la réouverture des postes frontières fermés.

2) Le télétravail a gagné en importance avec la crise actuelle. La société toute entière a en effet pris conscience de l'efficacité et des atouts du télétravail tant sur le plan social qu'environnemental. Même avant l'épidémie de Covid-19, le télétravail était une priorité pour le Gouvernement luxembourgeois. L'objectif est de continuer à promouvoir et à faciliter le télétravail pour ses citoyens et ses frontaliers ensemble avec ses trois pays voisins. Les contacts que le Ministère des Finances a déjà eus avant la crise actuelle avec les pays voisins seront poursuivis à l'avenir afin d'atteindre cet objectif.

En ce qui concerne les accords avec nos pays voisins concernant le télétravail des frontaliers pendant l'épidémie actuelle, la situation sera évaluée ensemble avec les pays concernés au fur et à mesure afin de déterminer la durée d'application de ces accords. Le Ministère des Finances ou, le cas échéant, l'Administration des contributions directes, publiera tout changement ou nouvelle concernant les accords en question sur leurs sites Internet respectifs.

3) Oui, le Luxembourg envisage de renforcer la coopération au niveau de la santé au sein de la Grande Région et au niveau bilatéral. Le Sommet intermédiaire des Exécutifs de la Grande Région du 18 juin dédié à la crise du Covid-19 sera également l'occasion d'évoquer de nouvelles pistes de coopération dans ce domaine. Le sujet est régulièrement abordé avec le voisin français dans le cadre de la Commission intergouvernementale franco-luxembourgeoise pour le renforcement de la coopération transfrontalière (CIG). Avec la France, il existe un groupe de travail « professions de santé ». Avec la Belgique, une grande partie de la coopération sanitaire a lieu avec l'Agence fédérale des médicaments et produits de santé belge, respectivement s'inscrit dans le cadre de l'Union Benelux. Il y existe déjà une commission spéciale pour la santé publique et cette année, une concertation stratégique relative à la lutte contre la fraude dans les soins de santé est prévue.

Question urgente 2985 (13.10.2020) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant le **test de dépistage de la Covid-19 avant un séjour à l'étranger** :

D'Zuel vun de Covid-19-Infektione klëmmt an d'Diskussioun ëm Risikogebidder gëtt nees akut. Bei Auslandsreese gëtt op ville Plazen nees e rezent negatiiv Testresultat vu maximal 48 Stonne virdu gefuerdert. Dat ass zäitlech, wann een un d'Virbereedung vun enger Auslandsrees denkt, eng zousätzlech Belaaschtung fir dës Leit, besonnesch, well et deelweis zu laange Waardezäite kënn, wéi eis vu Maarnesch zougedroe gouf.

Duerfir hunn ech zwou ganz konkret Froen un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Wéini gëtt nees eng séier Prozedur fir obligatoresch Covid-19-Tester bei Auslandsreesen agefouert?
2. Wäer dës net am Kader vun de méi grouse Capacitéite vun de Large-Scale-Testing-Infrastrukture méi sënnavoll wéi am normalen Testing an de Laboratoiren?

Réponse (14.10.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Déi Leit, déi bei Auslandsreesen en obligatoreschen negative Covid-19-Test brauchen, kënnen iwwert d'Plattform MyGuichet.lu e Rendez-vous fir en Test kréien. Am Kader vun Large-Scale-Testing ass e Contingent vu Rendez-vousen extra fir sou Fäll virgesinn. Bei Auslandsreese brauchen d'Leit also net an e Labo-

ratoire ze goen, fir sech testen ze loosser. Dës Prozedur ass den 30. September reaktivéiert ginn, nodeems Lëtzebuerg vu verschiddene Länner nees als Risikogebitt agestuift ginn ass.

Question urgente 2989 (16.10.2020) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **vaccin contre la grippe** :

Gëschter war ze héieren, datt am Moment quasi keng Grippeimpfungen an den Apdikten ze kréie sinn. Enn des Mounts soll erëm eng Liwwerung vun enger grousser Firma kommen, dono géif et dann awer bis Dezember dauere bis déi nächst Impfstoffer am Grand-Duché ukommen. D'Apdikten hate wuel eng Circulaire vun der Santé kritt fir de vulnerabele Leit de Vaccin prioritär ze reservéieren, allerdéngs ass dës Circulaire zu engem Moment komm, wou déi meescht Apdikte scho keng Impfstoffer méi haten.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Wéi gedenkt d'Regierung ze garantéieren, datt bei den nächste Liwwerungen déi vulnerabele Leit eng Prioritéit hunn?
2. Huet d'Regierung probéiert bei de verschiddene Fournisseurs ze intervenéieren, fir datt zäitno méi Vaccinen op Lëtzebuerg geliwwert ginn?
3. Wann nee, firwat, respectiv huet se wëlles, dat nach ze maachen?
4. Wéi eng Strategie huet d'Regierung dës Joer wat d'Grippeimpfung vun eiser Population ugeet?

Réponse (19.10.2020) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Ech erlabe mir dem honorablen Deputéierte kuerz nach eemol d'Organisatioun vun der Grippeimpfung zu Lëtzebuerg ze rappéléieren: et handelt sech heibäi am Prinzip ëm e fräie Marché, wou d'Apdikter aus den Officinen am Ufank vun Joer - an dësem Fall virun der Covid-19-Epidemie - bei de Grossisten hir Virbestellung u Vaccine maachen. D'Grossisten hirersäits bestellen da bei de Produzente vum Vaccin déi eng „autorisation de mise sur le marché“ zu Lëtzebuerg hunn oder ufroen. De Verkafspräis vum Vaccin gëtt vun der Sécurité sociale fixéiert, d'final Zuel vun de Vaccinen an d'Akafspräiser ginn um fräie Marché zwëschen Apdikter, Grossisten a Produzente verhandelt. Fir 2020 goufen esou eppes méi wéi 80.000 Vaccine bestallt.

De Staat gräift an dëse fräie Marché nëmmen an, wann dee sech net selwer reguléiert a wann doduerch mat Problemer ze rechnen ass. Dës war natierlech 2020 de Fall, bedéngt duerch d'Covid-19-Pandemie, wou et viruszegesig war, dass eng gréisser Demande fir de Vaccin géif kommen. D'Direktioun vun der Santé huet dofir am Juni decidéiert, no engem Gespéich mat dem Syndicat des pharmaciens luxembourgeois (SPL), wou d'Problematik ugesprach gouf, selwer 30.000 Dose Vaccin ze kafen, zousätzlech zu de Vaccinen, déi iwwert d'Pharmacié bestallt goufen. Dës Vaccine wäerten och Ufank Dezember geliwwert ginn.

D'Direktioun vun der Santé huet de 7. September, also ongeféier zwou Wochen iert déi éischt Dose Vaccine vun de Grossisten an d'Apdikte geliwwert goufen, eng Lettre circulaire un d'Dokteren an un d'Apdikter geschéckt, wou si dorop insistéiert huet, dass déi vulnerabele Leit sollte prioritär Vaccine kréien. Et ass dofir net nozevollzäien, firwat an enger rezenten RTL-Reportage behaupt gouf: „Do ass eng Circulaire komm, vun der Direktioun vun der Santé, mee déi ass awer leider eréischt komm, do haten Dräivéierels vun den Apdikte scho kee Vaccin méi.“

D'Recommandatioun, dass déi vulnerabele Leit prioritär sollte sinn, ass den 29. September nach eemol widderholt ginn, genaous wéi eng leschte Kéier Mëtt Oktober.

D'ganz Joer steet d'Direktioun vun der Santé reegelméisseg all zwee bis dräi Méint mat de verschiddene Produzente vun Vaccinen a Kontakt, fir sécherstellen, dass dës Produzenten och hir Vaccinen zu Lëtzebuerg ubidden an esouwuel eng „autorisation de mise sur le marché“ bei der Santé wéi e „prix de vente“ bei der Sécurité sociale ufroen. Dëst sinn d'Basis-konditiounen, fir dass dono Vaccinen iwwerhaapt kënnen akaaft a geliwwert ginn.

Enn September sinn eng 55.000 Grippevaccinen op Lëtzebuerg komm. Et ass virgesinn, dass nach eng ronn 30.000 Vaccine bis Enn Oktober geliwwert ginn. Dono kommen nach eemol 5.000 Vaccinen an d'Apdikten Ufank Dezember, zur gläicher Zäit, wou och dann déi 30.000 supplémentär Vaccinen an der Direktioun vun der Santé ukommen. Dëst wäeren dann am Ganze ronn 120.000 Dosen, bedei-

tend méi wéi an engem normale Joer wou zwëschen 60.000 an 80.000 Dose geliwwert ginn. Et gëtt am Moment eng allgemeng Penurie vu Grippevaccinen a ganz Europa. Et ass dofir net domat ze rechnen, dass nach zousätzlech Vaccinen op Lëtzebuerg kommen.

D'Strategie dës Joer fir Grippeimpfungen ass kloer a bedéngt duerch d'Realitéit, dass mir net déi ganz Bevëlkerung impfé kënnen: fir d'éischt déi vulnerabele Leit (no der Definitioun vum Conseil supérieur des maladies infectieuses), dono d'Gesondheetsberuffer, déi am direkte Kontakt mat dëse vulnerabele Leit stinn an domat Vecteur vum Virus kéinte sinn, an dono eréischt all déi aner Leit, déi sech wëllen impfé loosser.

Question urgente 2991 (16.10.2020) de **Mme Martine Hansen** et **M. Claude Wiseler** (CSV) concernant le **dispositif sanitaire au sein des établissements scolaires dans le cadre de la pandémie de la Covid-19** :

Le 4 septembre 2020, le Ministre de l'Éducation nationale a présenté un dispositif sanitaire comprenant une procédure en trois scénarios à appliquer au sein des établissements scolaires dans le cadre de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19. Le premier scénario préconise qu'un élève infecté soit isolé à son domicile et que la classe soit isolée à l'intérieur de l'établissement scolaire. Après le sixième jour, ce même scénario implique que toute la classe soit testée au Covid-19. L'isolation est alors abolie en cas où l'entièreté de la classe est négative dans ce scénario.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

- Vu que les tests de dépistage ne sont pas obligatoires, Monsieur le Ministre peut-il nous communiquer la procédure à suivre, si un seul ou plusieurs élèves d'une classe mise en isolation refuse(nt) de se soumettre au test Covid-19 ?

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer si une telle situation, où un ou plusieurs élèves aurai(en)t refusé de se soumettre à un test Covid-19, s'est déjà produite à ce jour ?

- Si ce fut le cas, Monsieur le Ministre pourrait-il nous informer comment la situation a été traitée ?

Réponse commune (20.10.2020) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Le dispositif sanitaire à trois niveaux présenté pour la rentrée scolaire 2020 (« Stufesplang ») prévoit, lors d'un cas isolé d'un élève ou d'un enseignant testé positif au Covid-19 et où la source d'infection est extérieure à l'école, les mesures suivantes :

- 1) La personne testée positif est mise en isolement à domicile.
- 2) Les personnes en contact direct avec la personne testée positif et qui ont eu un contact à haut risque sont mises en quarantaine.
- 3) Si la personne testée positif est un élève ou un enseignant et que la source d'infection est extérieure à l'école, les classes concernées continuent les cours en prenant cependant certaines mesures d'après le scénario 1 du « Stufesplang », afin de séparer cette classe d'autres élèves de la même école. Ceci se base sur le constat que les chaînes d'infection à l'intérieur d'une classe sont peu fréquentes.

Par mesure de précaution, un test PCR est cependant proposé après six jours à tous les élèves d'une classe concernée par scénario 1. Ce test n'est pas obligatoire et sa non-réalisation éventuelle n'a pas d'influence sur les mesures générales de séparation de cette classe qui prennent fin après une semaine. En général, les parents souhaitent que leurs enfants se fassent tester et il s'avère que seulement à de rares occasions les tests ne sont pas réalisés.

Question urgente 2997 (19.10.2020) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le **amortissement fiscal accéléré** :

Dans le contexte de la réforme du régime dit « de l'amortissement fiscal accéléré » pour promouvoir la construction d'habitations neuves destinées à la location, j'aimerais demander des précisions dans l'intérêt de la sécurité juridique et fiscale des citoyens :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer que les acquéreurs qui signent leur acte notarié d'acquisition en « VEFA » encore cette année

Le saviez-vous ?

RENOVI

Le renvoi est l'acte par lequel la Conférence des Présidents saisit une commission d'un projet de loi ou d'un autre document.

bénéficieront de l'ancien régime (amortissement fiscal de 6 % sur l'année en cours plus six ans) ou non ? En effet, il m'a été rapporté qu'un receveur aurait fait savoir à un justiciable que ce ne serait pas la date de l'acte mais la date de la remise des clefs qui serait à retenir.

2) De même, une personne qui achète (acte notarié) en 2020 un terrain pour y construire un immeuble locatif pourra-t-elle profiter encore de l'ancien régime fiscal ou non ?

3) Une question se pose en particulier pour l'application de l'amortissement réduit à 4 % pour les investissements qui dépassent 1.000.000 EUR. Est-ce que le montant cumulé des investissements au 31/12/2020 sera pris en compte pour déterminer si des investissements effectués en 2021 dépassent le seuil de 1.000.000 EUR ou non ?

4) Les investisseurs qui ont effectué des investissements supérieurs à 1.000.000 EUR au 31/12/2020 continueront-ils à bénéficier de l'ancien régime sur l'intégralité de leurs investissements en question ?

Réponse (20.10.2020) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances* :

L'honorable Député demande des précisions concernant la réforme du régime dit « de l'amortissement fiscal accéléré » en raison d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble affecté au logement locatif.

Le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2021 prévoit qu'à partir de l'année d'imposition 2021, un amortissement accéléré au taux de quatre pour cent est admis à l'endroit d'immeubles ou parties d'immeubles bâtis, acquis ou constitués après le 31 décembre 2020 et affectés au logement locatif, lorsque l'achèvement de l'immeuble ou de la partie d'immeuble remonte au début de l'exercice d'exploitation à moins de cinq ans. Dans une optique de sécurité juridique, il est toutefois proposé qu'un amortissement accéléré au taux de six pour cent est admis à l'endroit d'immeubles ou parties d'immeubles bâtis, acquis ou constitués avant le 1^{er} janvier 2021 et affectés au logement locatif, lorsque l'achèvement remonte au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ou au début de l'exercice d'exploitation à moins de six ans.

Ainsi, pour déterminer si le taux d'amortissement accéléré de six pour cent est le cas échéant encore applicable dans les circonstances invoquées par l'honorable Député, il y a lieu de prendre en compte la date de l'achèvement de l'immeuble. Par conséquent, les acquéreurs qui signent leur acte notarié d'acquisition en « VEFA » encore cette année ne pourront plus bénéficier du taux d'amortissement accéléré de six pour cent, si l'achèvement de la construction n'est pas réalisé avant le 1^{er} janvier 2021.

Dans le même sens, une personne qui achète en 2020 un terrain pour y construire un immeuble locatif ne pourra plus bénéficier du taux d'amortissement accéléré de six pour cent si l'achèvement de la construction n'est pas réalisé avant le 1^{er} janvier 2021.

L'abattement immobilier spécial est calculé par rapport à la somme des valeurs qui se trouvent à la base du calcul des amortissements accélérés de quatre pour cent, en raison des immeubles ou parties d'immeubles bâtis, acquis ou constitués après le 31 décembre 2020 et affectés au logement locatif dont l'achèvement remonte au 1^{er} janvier de l'année d'imposition à moins de cinq ans. Par conséquent, le montant de la somme des valeurs au 31 décembre 2020 se trouvant à la base du calcul de l'amortissement accéléré de 6 % n'est pas pris en compte pour déterminer le montant de l'abattement immobilier spécial.

Par rapport à la dernière question de l'honorable Député, il y a lieu de rappeler que le taux d'amortissement accéléré de six pour cent est admis pour l'ensemble des immeubles ou parties d'immeubles bâtis, acquis ou constitués avant le 1^{er} janvier 2021 dont l'achèvement remonte au 1^{er} janvier de l'année d'imposition ou au début de l'exercice d'exploitation à moins de six ans dans les conditions actuelles en vigueur.